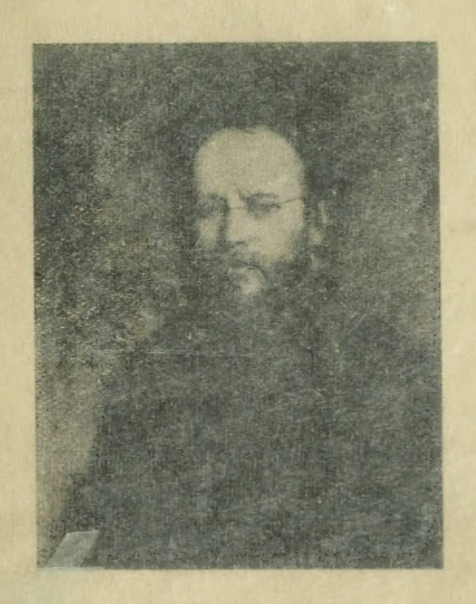
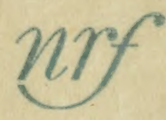
« LEURS FIGURES »

ÉDOUARD DOLLÉANS

# PROUDHON





GALLIMARD

DU MÊME AUTEUR

---

HISTOIRE DE LA SOCIÉTÉ
ANGLAISE ET DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE AU XIX^e SIÈCLE

LE CHARTISME (1831-1848)
1^re édition. Préface de Sidney Webb.
2 volumes (Floury, *Sainte Catherine presse,* Bruges).
2^e édition en un volume (*Rivière*).
Introduction par Alfred Cobban,
Professeur à l'Université de Londres.

ROBERT OWEN (1771-1858).
1^re édition (*Bibliothèque Socialiste*).
2^e édition (*Presses Universitaires*)

DRAMES INTÉRIEURS (de Mary Wollstonecraft et William Godwin à Bernard Shaw et à François Mauriac).

PROUDHON (*Gallimard,* éditeur).

L'INQUIÉTUDE FRANÇAISE AU XIX^e SIÈCLE [*à paraître*].

HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER.
*Le Mouvement Ouvrier,* 1830 *à* 1871.
Préface de Lucien Febvre, 3^e édition.
*Le Mouvement Ouvrier,* 1871-1936.
2^e édition (*A. Colin*).

Eugène Varlin (1838-1871) (*Centre Confédéral d'Education ouvrière*).

Victoire des Obscurs, avant propos de Duveau (*Edition de Cluny*).

*Essais et Contes :*

EQUATIONS A SIX INCONNUES (*Lolié* éd.).
Contes (*Philippe Ortiz,* éd.).

AVEC GEORGES DUVEAU
Introduction à la Révolution Sociale
démontrée par le Coup d'Etat (*Rivière*).

AVEC JEAN PRUGNOT
Anthologie des militants ouvriers (*Grasset*)

AVEC J.-L. PUECH
Proudhon et Quarante-Huit
(Brochure du centenaire de 48) (*Presses Universitaires*).

5



« *LEURS FIGURES* »

ÉDOUARD DOLLÉANS

# PROUDHON

*nrf*

GALLIMARD

« *Le vieux monde est en dissolution... On ne sort de là que par une révolution intégrale dans les idées et dans les cœurs...*

Lettre à Jules Michelet (23 janvier 1860).

« *Si tout ne me démontrait que la société est entrée dans une crise de régénération, qui sera longue et peut-être terrible, je croirais à l'irrévocable décadence et à la fin de la civilisation... Le mouvement de l'histoire s'accomplit par oscillations dont il dépend de nous d'abréger l'amplitude. Travaillons donc à nous rendre meilleurs, à penser juste; cherchons la frugalité et fuyons la paresse. Avec cela, nous abrégerons l'épreuve et nous renaîtrons supérieurs à nos pères.* »

« *Aujourd'hui le caractère est la* lâcheté. *Tout est lâche et vil, bas et plat, du souverain jusqu'au mendiant... Tous les jours je me lève avec la pensée d'une génération pourrie, et qui aime sa pourriture... d'un public imbécile et qui s'admire dans son imbécillité. Voilà, cher ami, quelles sont mes méditations habituelles; mais je ne cède point à cette hypocondrie; je travaille double, je me raidis contre l'adversité, je me prépare pour une nouvelle mission... Il ne s'agit point de mourir, mon cher Neveu, mais de vivre. Le salut du monde a besoin plus que jamais de la coalition des honnêtes gens.* »

Lettre à E. Neveu (28 octobre 1861).

# POUR JEAN PAULHAN

*Je vous dois ce livre. Sans vous il ne serait pas. Je vous le dois en raison des heures sombres à travers lesquelles votre amitié a été une lumière. A l'anxiété d'un esprit qui se refusait au renoncement vous avez apporté, avec une autorité décisive, une volonté d'espoir aussi persuasive que celle de mes jeunes amis. De ceux-ci, l'un et l'autre, nous avons toujours été proches par le crédit que nous faisons à un avenir dont ils tiennent entre leurs mains l'épure. Ces mains doivent l'arracher, même blessées, à la résistance des forces hostiles. Souvent par une simple expression de confiance, je vous ai vu tracer à leur talent indécis la seule route librement ouverte : l'effort sur soi. Lorsque vous m'encouragiez à écrire un Proudhon, c'est à eux que vous pensiez — non comme écrivains — mais comme artisans de la Cité. Vous pensiez qu'ils prendraient courage et force au contact de Proudhon.*

*Vous avez vaincu, par votre fermeté, mes hésitations. Je me suis résigné à un portrait imparfait. Ses insuffisances me paraissaient sensibles à mesure que je vivais dans une intimité plus grande avec Proudhon; car cet homme rend ceux qui l'approchent exigeants vis-à-vis d'eux-mêmes, comme il l'était vis-à-vis de soi. Cette exigence est le premier exemple qu'il nous donne.*

*Une nouvelle épreuve attendait la jeunesse française après que, par son refus et par son héroïsme, elle avait cru conquérir la liberté. Celle-ci est âpre et dure et ne s'acquiert pas aisément. Elle ne se contente pas d'un régime politique. Son existence réelle et pleine réclame la liberté intérieure. Une des idées toujours vivantes de Proudhon, c'est que la République serait une expression morte si les artisans de la Cité ne gardaient jalousement en eux le respect de la justice. Ils doivent être assez hardis pour protéger de leurs mains la flamme qui anime les institutions contre les puissances cyniques ou secrètes qui entendent l'étouffer.*

*Le retour aux libertés publiques ne suffit pas à guérir de leur virulence les instincts que libère la guerre. Celle-ci a déchaîné les rapaces. Des prétextes dorés masquent les appétits. Certaines défaillances se parent d'une trompeuse noblesse. L'instinct sûr de Proudhon avait décelé cette tare humaine.*

*Au courant envahissant, un seul barrage possible. Celui que dressent les cœurs fiers et libres, prêts à lutter contre les fléchissements de l'égoïsme et la lâcheté. Sauront-ils — selon les mots mêmes de Proudhon — se mettre en travers des événements et des multitudes? Attaquer de front « hommes, choses, célébrités, superstitions »? Et remonter le courant. Qu'ils relisent cette lettre du* 28 *octobre* 1861, *le jour d'un profond désespoir — où, alors qu'il vient de douter de ses concitoyens et de son pays, l'auteur de* La Justice *écrit : « Je me raidis contre l'adversité. Je* travaille double; *je me prépare pour une nouvelle mission. »*

*De telles paroles, la* Correspondance *et les* Carnets *nous offrent de nombreux exemples. Il nous a fallu choisir entre ces textes. Seuls, ils permettent d'évoquer Proudhon vivant.*

*Dans ses lettres comme dans ses* Carnets, *Proudhon se laisse aller et suit sa plume. Souvent, il ne se relit même pas. Rares sont dans* Les Carnets *les ratures. Quatre-vingts ans nous séparent de ses plus récentes lettres. Leur vivacité, leur élan ne se sont pas refroidis, ces pages sont chaudes encore d'un feu qui ne s'est pas éteint.*

*Sa parole, en effet, est l'expression d'une vie intérieure qui n'est jamais paresseuse ni jamais résignée. Pour Proudhon, l'essentiel est d'être en paix avec soi — il ne l'est pas toujours — « réfugié dans ma conscience avec laquelle surtout je tiens à bien vivre ».*

*Lettres et carnets éclairent cette vie intérieure. Grâce à Mme Henneguy, Catherine Proudhon, j'ai pu longuement consulter* Les Carnets — *vivre ainsi dans une intimité que rend plus proche sa présence. Tandis que je lis, son regard clair se pose sur moi. Il me dévisage, et il me donne la sensation de cette réserve un peu rude par laquelle il se protégeait contre la tendresse de son cœur.*

*Grâce aux* Carnets, *on peut suivre, jour par jour, dans son mouvement, les profondeurs d'une âme pendant les crises traversées par Proudhon :*

*Décembre* 1847 *où il sent sa solitude après la mort de sa mère.*

*Février* 1848 *où il est surpris par la brusque révolution.*

*Décembre* 1851 *où il réagit avec violence contre les auteurs du coup d'Etat.*

*Printemps de* 1858 *où sa joie d'avoir achevé le livre de sa vie est troublée par l'absurde injustice qui le force à l'exil.*

23 *juin* 1862, *jour peut-être de sa plus entière désespérance, jour où il écrit : « Je n'ai plus foi aux hommes, je n'ose presque plus croire à l'amélioration de mes semblables... La sérénité s'en va. Si ma conscience, si mes convictions n'étaient à toute épreuve, je crois que je chercherais à en finir au plus vite... je comprends que moi et mes idées, il est temps que nous disparaissions... »*

*On se ferait de Proudhon une image imparfaite si l'on cherchait à simplifier sa nature complexe ou à effacer les lignes fermes de son visage tel qu'il nous apparaît dans le portrait peint par Gustave Courbet. Mais il est nécessaire de dégager du superficiel et du contingent l'évolution de sa pensée.*

*Les hommes qui vivent dans l'actualité vivent dans un*

*mirage perpétuel. Or, déjà au centre du XIXe siècle, les contemporains de Proudhon ont l'oreille prête à accueillir tous les murmures quotidiens. Aussi prêtent-ils à l'anecdote et à l'incident autant d'attention qu'à l'événement décisif. Et les voilà distraits des valeurs essentielles.*

*Proudhon ne vit pas le regard détourné de la réalité. Il suit avec soin l'actualité sans être englouti par elle. S'il y est sensible, c'est que sa pensée ne se forme jamais dans l'abstrait; mais il transforme le fait quotidien en l'objet d'une méditation qui ne s'égare pas. Par là, Proudhon est une exception. Parmi ses contemporains, il s'est senti un étranger : « Je me sens hors de la génération contemporaine, écrira-t-il le* 23 *juin* 1862. »

La vie pour Proudhon est un combat. *Mais ce batailleur ne se jette jamais tête baissée dans une lutte dont il n'aurait pas mesuré les engagements; il se prépare à bien soutenir le combat* par le calme, la méditation et l'observation, *et il ajoute, le* 25 *avril* 1863, « *par la prière et le jeûne, si nous étions chrétiens* ».

*Proudhon a su dire à son temps des vérités cruelles. Pourquoi, sa forme ayant conservé toute sa verve et sa pensée, toute sa vigueur, ne se ferait-il pas entendre des hommes d'aujourd'hui? Il a, pour se faire écouter, une sincérité sans faste et qui ne se dément pas.*

*Jamais il n'est le prisonnier d'une formule. Tant d'autres se sont plu à chérir l'image de leur visage aperçue dans le miroir de leurs anciennes vérités. Ces complaisances personnelles sont étrangères à Proudhon. Contre son moi d'hier, quand il le croit dépassé, il ressent une telle impatience qu'il est prêt à briser le miroir.*

*Son ressentiment contre toute paresse d'esprit commence par lui-même. Son irritation se tourne contre autrui lorsque ses amis politiques n'ont pas la hardiesse de renouveler leur action, s'ils arrêtent leur vision à cette ligne blanche d'une routine qu'ils appellent tradition. Proudhon ne peut s'empêcher de leur dire un peu rudement que le vent balaie les*

*feuilles jaunies, même lorsqu'elles paraissent tenir encore à l'arbre vert.*

*Mais les hommes politiques lui semblent de « petits saints », à côté des littérateurs et des journalistes qui trahissent les devoirs de l'écrivain. Proudhon, l'un des premiers, a dénoncé la vénalité s'insinuant sous le couvert de la littérature. En présence de la corruption il est intraitable : « ne voulant avoir aucun contact », de près ou de loin, « avec les pourris »; par contact se gâtent les plus beaux fruits. Dans un régime de mœurs dissolues, Proudhon a peur du luxe et de l'argent qui usent toute moralité. Il prend donc le contrepied des théories saint-simoniennes, il les accuse d'avoir contribué à cette dissolution.*

*Sa morale est austère; mais qu'on n'exagère pas son intransigeance; il proteste quand on le dit partisan d'une société d'ascètes et de cénobites. Sans doute, venant de lire le* Port-Royal *de Sainte-Beuve, il se préoccupe de voir remplacer pour les honnêtes gens de l'avenir les exercices de la spiritualité chrétienne. Selon une de ses expressions, il écrit que la pente naturelle est de s'abandonner sans frein à cette dégringolade continue qu'est la vie.*

*Son attitude s'explique par son existence, par son tempérament de paysan, par les servitudes de la misère; aussi, s'il ne craint pas la pauvreté, il redoute le luxe, même les molles facilités de l'aisance où peut s'enliser l'indépendance sans laquelle aucune dignité n'existe.*

*La dignité de la personne humaine est la condition sans laquelle la Révolution n'existera jamais. Une société où domine le souci des jouissances matérielles ne verra jamais s'accomplir* une révolution dans les idées et dans les cœurs.

*Comprenant que toute concession sur un sentiment le vicie et est l'origine d'une future défection, Proudhon ne goûte les sentiments qu'à leur état de pureté — expression qu'on hésiterait à employer, si elle n'avait, pour lui, un sens aussi limpide. De tous, le plus cher à son cœur est l'amitié : « Je la*

veux puissante, je la veux sans tache », écrira-t-il le 13 mai 1861. Ainsi veut-il que la Cité ait pour fondement sûr, entre les citoyens une amitié, et l'amitié implique le respect.

Proudhon a le respect de l'homme et il le prouve. Non seulement dans son attitude vis-à-vis de ses amis, mais vis-à-vis de ses adversaires; il a le souci de la vérité. Aussi Proudhon déteste-t-il tous les mirages et d'abord ceux qu'on se crée à soi — les illusions dont on s'enveloppe comme d'un nuage, afin de n'être pas obligé de se juger. Proudhon se juge avec une modeste véracité : « Grâce au concours des circonstances, un jour il se peut que je paraisse plus grand que ma taille; mais je ne suis pas dupe sur ce qui fait ma valeur en ce monde et à mes yeux... »

La vérité, Proudhon la veut totale, à tous les moments, dans toutes ses relations privées. Il étend cette exigence à la vie publique. De là les malentendus auxquels il s'est heurté. Proudhon n'admet pas une vérité qui rougit ou pâlit selon les convenances d'une secte ou d'un parti. Il lui paraît monstrueux que l'honnêteté se dédouble et qu'elle se laisse glisser au mensonge opportun ou intentionnel. Lorsqu'il s'agit de politique, les mots perdent leur valeur et renoncent à leur sens étymologique.

Ce manque de probité morale lui apparaît une erreur politique : « La vérité, si cruelle qu'elle soit, est toujours meilleure que le silence et, à cet égard, la théorie des ménagements est la plus fausse des politiques. »

Cela est vrai de la politique intérieure, mais aussi de la politique extérieure. Préoccupé de la guerre et de la paix — problème-lien entre les deux aspects de la politique — Proudhon a découvert par l'observation et par la réflexion une des pentes secrètes de la politique : comment la peur d'affronter l'opinion publique, en affrontant les mythes qui la leurrent, peut amener les gouvernements à accepter la guerre ou même à se servir d'elle comme d'un moyen de diversion. Au rang de ces mirages trompeurs, Proudhon a su placer le principe des nationalités; il a prévu qu'elles engendreraient pour

*l'Europe une inextricable chaîne de conflits; mais son étonnante perspicacité ne s'est pas bornée là.*

*En relisant ses lettres et ses* Carnets, *on devine qu'à certaines heures Proudhon a pressenti la tragédie du XX<sup>e</sup> siècle, sous ses formes diverses.*

*Peut-être nos sentiments pourraient-ils être, un instant, choqués par la façon dont Proudhon se sert du mot de* multitude, *au moment même où Thiers cherchait à avilir le mot. Il ne peut rien y avoir de commun entre un Thiers et un Proudhon. Et un écrivain contemporain, Ortega y Gasset, éclaire le sens dans lequel Proudhon employait le mot de multitude.*

*Ortega y Gasset écrivait : « Les circonstances ont amené l'*homme-masse *à être gâté par le monde qui l'entoure, il a l'impression que tout lui est permis, et qu'il n'est tenu à aucune obligation ». Si Proudhon avait eu* La Révolte des masses *entre les mains, il aurait inscrit en marge de ce texte — Proudhon avait coutume d'annoter certains des livres en les lisant — « d'où heurt entre l'*homme-masse *et la* personne *». Mais ce premier conflit, aperçu par Proudhon, lui aurait paru susceptible d'une solution à longue durée; n'a-t-il pas écrit, dans ses* Carnets, *cette pensée, qui revient chez lui : « Histoire de la démocratie : poser le but de la Révolution : éternellement l'éducation de l'Humanité », et, encore, le* 8 *octobre* 1852 *: « Nous affirmons la possibilité d'une éducation du Peuple. »*

*Seulement, d'autres perspectives humaines — ou plutôt inhumaines — devaient lui arracher ce cri de terreur : « Aimable espèce humaine... Fosse aux lions! Sac de vipères!... »*

*Dès* 1855 *— d'accord pour une fois avec Renan — en présence de l'apothéose de l'Exposition — Proudhon aperçoit les dangers de la confusion qui commence déjà à s'établir entre la civilisation humaine et la pseudo civilisation mécanique. Proudhon et Renan ont nié que le* confort *fût un signe de la civilisation humaine. «* Non, *le progrès moral n'est pas*

*la suite naturelle et nécessaire du progrès économique.* » *Et Proudhon a réagi contre les douceurs de la facilité.*

*Par éclairs — on est en droit de le croire par certains aveux — Proudhon a eu peur de l'écrasement possible de la civilisation humaine, et peut-être lui sont apparus le spectacle d'un Monde concentrationnaire, la victoire de la Mécanique sur l'Esprit. Avec anxiété il a aperçu les périls que courrait la civilisation humaine. A certains instants douloureux Proudhon a eu la vision d'* « *un Univers desséché où vivraient des automates perfectionnés, et d'une existence pleine jusqu'aux bords de délices, mais dont l'aridité ne laisserait plus de place à ces sentiments, parmi lesquels notre effort est de faire sortir, comme une plante de sa tige, la charité de la justice* ».

*Les raisons pour lesquelles, cher Jean Paulhan, nous avons de l'amitié pour Proudhon sont les mêmes.*

*Proudhon a une tête froide et une âme de feu. Lucidité, ferveur se heurtent en lui, et il en a conscience. Son âme tendre, blessée, cherche une harmonie vers laquelle il avance au cours des années,* « *quand les passions commencent à faire silence, et que l'âme, de plus en plus dégagée, étend ses ailes vers l'infini* » (31 *décembre* 1863).

*Jamais pourtant cette paix ne sera définitive, sa soif de justice* « *impitoyable* » *vient souvent bouleverser sa volonté de sérénité.*

*Par son horreur de la lâcheté, il écrit, le* 28 *octobre* 1861 : « *Tout est lâche et vil, bas et plat* »; — *par son énergie : il écrit aussitôt après, le même jour :* « *Je me raidis contre l'adversité, je travaille double* »; — *par son goût de l'amitié, — par l'indépendance de son caractère, — par l'exemple de son existence, Proudhon vit au cœur de certains d'entre nous.*

*Paris, avril* 1941,

*Vaux et Chantegrue, octobre* 1947.

# I

# ACTUALITÉ ET PERMANENCE DE PROUDHON

# I

Au long de son existence, Proudhon s'est posé à lui-même une question : Conscience et Liberté ? ou sacrifice de la personne à une destinée collective ?

Cette interrogation étreint notre présent. Elle était chez Proudhon une angoisse. Elle communique sa permanence à des sentiments qui vivent en nous.

Le 2 novembre 1862, Proudhon écrivait à M. Milliet : « Je vous écris dans le désarroi d'un déménagement (il est rentré à Paris en septembre)... Je vous écris, cher monsieur Milliet, mon ancien prote, en toute camaraderie et abandon de cœur. Traitez-moi de même et ne laissez pas tomber dans la *copie* de votre journal des confidences amicales qui ne cherchent pas la publicité. De la publicité, j'en suis saoul; ce dont j'ai besoin, c'est des joies fortifiantes de l'intimité. »

Et, déjà, le 19 décembre 1851, au lendemain du coup d'Etat qui l'avait laissé « la conscience écrasée, le cœur consterné... », il disait à Charles Edmond : « Adieu, cher ami, je crache sur les dieux et sur les hommes. Je ne crois qu'à l'étude et qu'à l'amitié.»

La publicité gênait la nature ombrageuse de Proudhon, moins accueillante à l'éloge qu'au tonique des attaques. Or, jamais, de son vivant, Proudhon n'a connu une publicité telle que celle dont il jouit aujourd'hui.

Ni un rayonnement aussi lumineux. Nul temps ne fut plus sombre ni plus cruel aux travailleurs que celui où Proudhon a vécu. Et, parmi les ténèbres du XIX^e^ siècle, sa parole a été une clarté pour les obscurs : « Proudhon fut en France une étape de la pensée populaire : il est l'un de ceux qui ont fait prendre à la classe ouvrière conscience d'elle-même. »

Ce jugement constate un fait indiscutable. Le témoignage est

précieux : il vient d'un adversaire déterminé, Karl Marx; il est entouré de critiques qui lui donnent un saisissant relief. Par contre, les hommages actuels éveilleraient en Proudhon une défiance contre des sollicitations à travers lesquelles il devinerait des tendances partisanes soucieuses de s'étayer à ses dépens. Sans parler ici de l'impudence de ceux qui ont dénaturé sa pensée.

Heureusement, Proudhon est l'objet d'une curiosité plus désintéressée. La grande édition des œuvres complètes due à l'initiative de notre cher Bouglé avait été interrompue et un seul volume avait paru pendant l'occupation : il comprenait *Qu'est-ce que l'Art ?* et la *Pornocratie ou les Femmes dans les Temps modernes,* avec une introduction solide et humoristique de Jules-L. Puech, le biographe de Flora Tristan.

Sur Proudhon viennent de paraître un recueil de textes choisis avec dévotion par Alexandre Marc, et deux ouvrages : *Proudhon et l'Europe,* par Madeleine Amoudruz, et *Proudhon et le Christianisme,* par le R. P. de Lubac, — les deux livres, depuis 25 ans, qui pénètrent le plus avant dans la psychologie de Proudhon.

★

Par la curiosité qu'il suscite, Proudhon est actuel. Il l'est encore par la place qu'il mérite aujourd'hui d'occuper. Cet aventurier de la pensée serait-il devenu conformiste par d'étonnants accords avec notre temps ? Certes, non. Proudhon est actuel parce qu'*à contre courant*. Le chaud breuvage qu'il détient aurait une saveur amère pour nombre de nos contemporains. Il reste fidèle à l'image qu'on se fait de lui : un cristal aux dures arêtes. Il demeure l'homme toujours au combat, le lutteur à l'épée acérée et tranchante.

Proudhon incarne une des familles spirituelles (Albert Thibaudet en comptait jusqu'à six). Si elle manquait, cette famille-là, le visage de la France serait mutilé.

Entre ces familles d'esprit, l'équilibre est difficile à établir; car il ne s'agit pas d'un compromis. Rien de tel à craindre avec des Français trempés comme l'auteur de *La Justice.* Proudhon estimait que chaque individu devait pousser jusqu'à l'extrême les vertus de son être. L'intègre pureté de ces familles spirituelles crée une France vivante parce que complexe. Une France selon l'âme de Proudhon. Celui-ci détestait l'idée d'une société qui fabriquerait en série des citoyens-automates. Il respecte en ses adversaires une personne qui sait imposer l'estime de son caractère.

On a souvent dit qu'il était intolérant; et il s'est parfois montré tel avec ses amis jacobins; mais sa compréhension dépasse son intolérance, lorsqu'il écrit à son ami Jottrand : « Vous voyez combien il est possible que deux hommes s'estiment, s'affectionnent, sans que pour cela ils soient d'accord sur les principes qui cependant sont les mêmes dans nos cœurs, mais ils ne les démêlent pas de même. »

Exigeant vis-à-vis de soi comme vis-à-vis des autres, Proudhon entretenait côte à côte une franchise à l'emporte-pièce et ces amitiés qui étaient le secours de son existence. Celle-ci était souvent déchirée par la brutale évidence de l'infirmité humaine. Il respectait ses adversaires et les aidait. A l'heure où Proudhon écrit à Madier-Montjau, le 11 décembre 1852, qu'à la suite des « événements *atroces, exécrables* », depuis le 2 décembre (1851), il travaille à se faire « un cœur de pierre », alors qu'il s'écrie que « là où a péri la moralité, il ne faut plus parler morale et justice... » il conclut : « Vous avez encore le culte du peuple, mon cher Madier; il faut absolument vous défaire de cette fausse religion. Il faut *servir la liberté et la morale pour elles-mêmes* et comme votre plus précieux trésor... »

Et ces paroles, il les prononçait au moment où, énivrée de ses heureuses chances, une société frivole, s'abandonnant à son appétit de jouissances, en oubliait la simple décence.

La *simple décence*. C'est à dessein que j'emploie ce mot. La décence, voilà l'expression qui, dans sa réserve, traduit exactement l'atmosphère de la société dans laquelle aurait voulu vivre Proudhon. Et afin de comprendre la signification vitale que ce mot avait pour lui — en dehors, l'air lui paraissait irrespirable — on ne saurait accorder trop d'importance aux dixièmes et onzièmes études de la *Justice* sur l'amour et le mariage, ainsi qu'au livre posthume : *La Pornocratie ou les Femmes dans les Temps Modernes.* Ce livre est dédié par Proudhon à deux féministes : Mmes Jenny d'Héricourt et Juliette Le Messine; il est dû à une polémique par correspondance engagée entre Proudhon et Jenny d'Héricourt qui devait, en 1860, faire paraître à Bruxelles : *La Femme affranchie,* réponse à MM. Michelet, Proudhon, Emile de Girardin, Auguste Comte.

Le point de départ de cette correspondance avait été un article publié par Jenny d'Héricourt, en 1856, dans la *Revue Philosophique et religieuse :* « M. Proudhon et la question des femmes. »

Il avait suscité deux lettres de Proudhon à Jenny d'Héricourt, lettres qui ne sont pas dans la correspondance (8 octobre 1856-20 décembre 1856); puis, en février 1857, Jenny d'Héricourt répondait à Proudhon et, en 1858, Mme Juliette Le Messine publiait : *Idées antiproudhoniennes.*

Le fameux : « Ménagère ou courtisane » était une de ces formules explosives que chérissait Proudhon, afin de donner plus de corps à sa pensée. Il résumait une attitude d'esprit vis-à-vis du problème des *Femmes dans les Temps Modernes*; elle exprimait la portée générale qu'il lui accordait :

« Je crois devoir ne pas laisser tomber vos deux productions (les deux livres publiés en 1858 par Juliette Le Messine et en 1860 par Jenny d'Héricourt). Vous devinez facilement, mesdames, que ce n'est pas sans motifs. Il s'agit de bien d'autres choses que de vos déclamations et de mon ressentiment. Notre décomposition sociale marche à vue d'œil. Plus j'en étudie les symptômes et plus je découvre que les libertés publiques ont pour base et pour sauvegarde les mœurs domestiques; que les mêmes maximes par lesquelles on détruit les droits des peuples sont celles par lesquelles, vous et vos coryphées, vous renversez l'ordre des familles; que toute tyrannie, en un mot, se résout en prostitution. » (*La Pornocratie*, pages 327-328.)

Ce texte est fondamental et il justifierait la place que la *Pornocratie* doit occuper parmi les autres œuvres de Proudhon. Elle est au cœur de sa philosophie sociale et montre comment chez lui morale sociale et morale individuelle se rejoignent.

Au centre de la philosophie de la société et de la famille se trouve l'idée générale que Proudhon se fait de la Révolution. Si l'idée de justice est éminente, c'est parce qu'elle est commandée par le respect de la dignité de l'homme pour lui-même et chez les autres. La réforme de l'homme est la condition impérative de la réforme des institutions : « La *sanction* de la justice a son foyer *dans la conscience.* »

La personnalité de Proudhon domine toute son œuvre; la formation de cette personnalité tient à ce qu'il a été *paysan* et *ouvrier*. Il disait avec orgueil : « Je suis le fils d'un pauvre artisan tonnelier et d'une fière paysanne ». Sa mère, Catherine Simonin, a étendu sa protection sur toute son existence, comme l'image même du travail, du sérieux et de l'honnêteté. Proudhon devait sa culture à sa mère qui, pendant six ans, l'avait maintenu au lycée, malgré la gêne croissante de la famille dont elle supportait le poids.

Paysanne d'ordre et de bon sens, cette femme supérieure était un exemple des vertus familiales « antiques » et d'un caractère héroïque digne, disait son fils, des femmes illustres de Plutarque. Proudhon donnera le prénom de Catherine à sa fille, Mme Henneguy, dont nous avons pu fêter le quatre-vingt-quinzième anniversaire : « J'ai voulu faire honneur à la paysanne que le monde n'a pas connu... Ma mère, à qui je dois tout (et surtout son caractère), était libre, occupée, pas accablée par la vie ». Afin que son fils eût de l'instruction, elle s'acharnait aux plus rudes besognes avec ce courage et cette gaîté qui sont pour Proudhon la vertu éminente du travail, comme celui-ci est la garantie du plus grand des biens, l'indépendance.

Proudhon avait dû quitter le lycée afin de gagner son pain et de décharger sa famille. Il avait trouvé à l'atelier une atmosphère où il se plaisait mieux qu'au collège : « J'ai un état, je peux aller partout, je n'ai besoin de personne... Je me souviens avec délices du grand jour où mon composteur devint pour moi le symbole et l'instrument de la liberté ». Or, l'indépendance qu'avaient incarnée le travail et l'atelier était si profondément enracinée en lui qu'elle éclairera, en dépit de leur tristesse, les heures sombres de ses dernières années.

Proudhon a honte de cette société du Second Empire où il vit — *où tout est lâche et vil, bas et plat,* où une génération pourrie aime sa pourriture, où un public imbécile s'admire dans son imbécillité (28 octobre 1861). Mais sa personnalité et son existence se dressent pour affirmer certaines vertus françaises. Il prêche d'exemple par sa vie vouée à des besognes sans trêve et à une pauvreté qu'il aime parce qu'elle n'aigrit pas comme la misère et ne corrompt pas comme l'argent.

Son austérité virile reçoit sa joie de la mystique du Travail. A toute autre chose, et même à la bataille des idées, il préfère l'étude désintéressée et l'effort dissocié du gain. La dévotion de Proudhon à la famille et son respect du mariage ont, pour harmoniques, l'amour pour son pays natal et pour cette patrie française à laquelle, au moment même où la destinée de la France lui paraît tombée au plus bas, il adresse cette invocation :

« O patrie, patrie française, patrie des chantres de l'éternelle Révolution ! Patrie de la liberté, car, malgré toutes les servitudes, en aucun lieu de la terre, ni dans l'Europe, ni dans l'Amérique, l'esprit, qui est tout l'homme, n'est aussi libre que chez toi ! Patrie que j'aime de cet amour accumulé que le fils grandissant porte à sa mère, que le père sent croître avec ses enfants !

Te verrai-je souffrir longtemps encore, souffrir non pour toi seule, mais pour le monde qui te paye de son envie et de ses outrages; souffrir innocente pour cela seulement que tu ne te connais pas ? Il me semble à tout instant que tu es à ta dernière épreuve ! Réveille-toi, mère... Commence ta nouvelle vie, ô la première des immortelles; montre-toi dans ta beauté, Vénus Uranie; répands tes parfums, fleur de l'humanité... »

L'amour de Proudhon pour la justice nous découvre l'objet suprême de ses ambitions. Le sentiment de la justice peut seul animer une société saine et équilibrée. Sans lui, celle-ci végète et dépérit, privée qu'elle est de la source vivante des consciences humaines.

La violence de ses diatribes contre les proscrits de Londres et de Bruxelles s'explique d'abord par l'irritation que Proudhon éprouvait à l'égard d'idéologues qui prenaient les paroles pour des actes et d'hommes politiques qui lui semblaient aveugles en face des réalités. Surtout il pensait que, à une démagogie impuissante, ils auraient pu préférer l'éducation du peuple « la démopédie ». Aussi pouvait-il écrire, le 11 décembre 1852, à Madier-Montjau : « Sans mépriser le peuple, qui n'est que sauvage, et que nous avons à civiliser, n'en faites pas votre souverain ». Proudhon refusait de se soumettre et de soumettre l'indépendance du citoyen à un souverain quel qu'il fût, roi, empereur, foule ou Démos. Et il ne voulait pas que les démocrates fussent victimes d'un jeu d'illusions. Et son irritation de les voir se prêter à ce jeu de dupes l'emportait parfois jusqu'à les appeler : les imbéciles de l'ignarde démagogie. De ces formules provocantes est née l'accusation adressée à Proudhon d'être antidémocrate.

Certains lecteurs de Proudhon ou bien l'ont lu de façon superficielle ou se sont heurtés à certains textes qu'ils n'ont pas su situer dans l'ensemble de sa pensée. Leur erreur a été d'isoler ces textes et par là même d'en fausser le sens. Aussi n'ont-ils pu comprendre la réelle attitude d'esprit de Proudhon vis-à-vis du peuple et de la démocratie.

La correspondance et les *Carnets* peuvent seuls mettre en pleine lumière cette attitude d'esprit, et leurs témoignages sont nombreux. Parmi eux, l'un des plus éclairants est sans doute une lettre écrite, le 11 décembre 1852, à Madier-Montjau :

« ... Vous avez encore le culte du peuple, mon cher Madier; il faut absolument vous défaire de cette fausse religion. Il faut servir la liberté et la morale pour elles-mêmes, et comme votre plus précieux trésor; laissez donc les questions subjectives. Sans

mépriser le peuple qui n'est que sauvage, et que nous avons à civiliser, n'en faites pas votre souverain ».

De ce texte la date est importante : il est écrit le 11 décembre 1852. On doit se rappeler que, une année auparavant, Proudhon avait été profondément déçu de l'acceptation du coup d'Etat et de ses suites par l'*ensemble* de la population, par le fait que la résistance, même à Paris, n'avait été que sporadique : le plébiscite du 21 décembre 1851 lui paraissait prouver une indifférence générale.

De cette lettre adressée à Madier-Montjau, il convient de peser tous les mots et notamment ceux de *culte du peuple* et *votre souverain*.

Proudhon croit que la règle de l'écrivain est de rechercher ce que pense le peuple et de l'exprimer dans son langage (*Carnet*, 5 mai 1847). Il entend soutenir la cause du peuple; mais, au nom même des intérêts du peuple, il reste l'adversaire de tout culte; il croit que partout où existe une dévotion, il y a idole et idolâtrie. Le citoyen d'une république ne doit se soumettre à aucune tyrannie qu'elle soit d'un roi ou d'un empereur, des foules ou des masses. Proudhon prétend n'accepter aucune religion, « fût-elle la religion de la logique, la religion de la raison » (Lettre du 17 mai 1846).

Proudhon a toujours voulu être un briseur d'idoles et cet iconoclaste veut demeurer le citoyen libre d'une démocratie libérée de ces idoles qu'entretiennent, à leur profit, les démagogues. Jusqu'à la fin, il est resté fidèle à la Révolution française qui était pour lui, comme pour les paysans de Burgille, la suite et le succès du combat de leurs aïeux contre les seigneurs. Dans le discours préliminaire à *La Justice*, il déclare : « Malgré mon dédain pour les urnes populaires, j'appartiens à la démocratie, je ne me sépare point d'elle; et nul n'a le droit de m'en exclure ».

Dans ses *Carnets*, à la date du 13 juin 1858, il faut noter une déclaration significative — sur laquelle nous reviendrons à propos de *La Justice : Notion de l'Egalité, Préface:* « J'appelle égalitaires tous ceux qui reconnaissent que les conditions et fortunes tendent, par l'application de la justice, à se niveler indéfiniment. Je regarde comme ennemis de l'égalité, partant aristocrates, exploiteurs, fauteurs du despotisme et de l'Eglise, ceux qui nient une telle application de la justice; déjà en 1789... une grande application de la justice a été faite... » (*Carnet* 11, p. 425).

En décembre 1864, dédiant sa dernière pensée aux ouvriers de Paris et de Rouen. Proudhon écrit : « *Dans la Capacité politique*

*des classes ouvrières,* vous ne trouverez rien de plus qu'une idée, l'*Idée* de la Démocratie nouvelle ». Il oppose celle-ci à la vieille démocratie de Robespierre. La jeune démocratie est une démocratie en mouvement et qui se réalise, grâce à l'éducation, qui apprend à chaque citoyen le respect réciproquement garanti de sa dignité personnelle. Et parmi les notes des *Carnets,* le 3 novembre 1852, Proudhon inscrit : « Histoire de la Démocratie : Poser le but de la Révolution : éternellement l'éducation de l'Humanité, l'affranchissement de l'individu ». Car, comme il l'avait écrit dans les *Carnets,* le 8 octobre 1852, « nous affirmons la possibilité d'une Education du Peuple ».

Ici, comme partout ailleurs, Proudhon redoute les formules qui lui paraissent désuètes et dont le prestige survit seulement grâce à la paresse d'esprit. Il rejette les théories semblables aux feuilles vernissées du magnolia à l'automne, qui tombent dès qu'on les touche. Proudhon est attaché et reste fidèle à une démocratie en mouvement, la jeune démocratie s'opposant à la vieille démocratie. Qui espère la première doit condamner la seconde parce que la survie de celle-ci entrave la poussée de celle-là.

La *Justice dans la Révolution* est l'œuvre de sa maturité. Cette œuvre est semblable à une source dont les eaux souterraines jaillissent soudain dans une terre qu'elles fécondent : de ce lieu, elles s'élancent plus loin. Ainsi *La Justice* sera le point de départ d'une évolution nouvelle sans qu'aucune des idées maîtresses de *la Justice* soit atteinte. Tout au contraire, ces idées centrales amèneront Proudhon à modifier certaines positions prises par lui antérieurement à *La Justice dans la Révolution.*

Ces ruptures marqueront à ses yeux un *progrès* dans la conquête de *ses vérités.* Proudhon a connu un phénomène semblable à ce qu'est la poussée des feuilles, au retour de chaque année : feuilles nouvelles, mais écloses sur le tronc et les branches d'un arbre aux racines solidement enfoncées dans le sol. Ceux qui cultivent leur œuvre à la façon d'un jardinier, en tenant compte de la durée et de la lente croissance qu'elle permet, sont les seuls à créer une œuvre qui dure.

Proudhon a voulu renouveler sa vision des hommes et des choses, lorsque son expérience ou sa méditation paraissent le lui commander. Son expérience s'accroche tantôt à des réflexions, tantôt à des faits. Les premiers objets de ce mouvement de pensée ont été les événements de la politique étrangère. Jusqu'à la guerre de Crimée, Proudhon y était indifférent; il n'y avait pas réfléchi et Madeleine Amoudruz a parfaitement analysé les raisons qui

éclairent les étapes de la pensée de Proudhon en politique étrangère. Jusqu'en 1854, Proudhon a bien plutôt été *agi* qu'actif; ses idées étaient déterminées par les milieux dans lesquels il vivait ou par les sentiments généraux qui l'animaient; par exemple, en 1848, il est entraîné par un mysticisme exalté et, en opposition avec la politique pacifique du gouvernement provisoire, il réclame « une politique à l'unisson de la Révolution qui s'accomplit partout en Europe » (*Le Représentant du Peuple,* 19 mai 1848). Et il se critiquera plus tard pour avoir pris cette attitude, la qualifiant de frénésie — et se jugeant avec la même liberté d'esprit qu'il juge les autres.

En mars 1854, survient la Guerre de Crimée qui durera jusqu'en mars 1856. Pendant ces deux années, sa correspondance traduit l'intérêt croissant que Proudhon prend aux événements extérieurs. Mais l'influence décisive sera, en 1859, la guerre d'Italie. Madeleine Amoudruz a cerné les raisons qui le conduisent de son hostilité aux tendances unitaires au principe fédératif. Elles viennent de son attachement à la liberté individuelle, condition de la Révolution.

Comme nous le disions plus haut, le mouvement de pensée qui commence entre 1854 et 1858 est issu de *La Justice. La Justice* est un point d'arrivée et un point de départ. Dans la huitième étude, *Conscience et Liberté,* Proudhon renouvelle et précise sa conception de la Révolution. Justice et liberté sont associées : « L'homme ne veut plus *qu'on le mécanise*... La justice, dans son idée la plus excellente est le dernier mot de la liberté et toutes deux finissent par se confondre ». La liberté a pour fin une œuvre *de défatalisation :* organiser la lutte de la volonté humaine contre l'oppression des forces économiques « forme nouvelle et expression moderne de l'antique Fatalité ».

Les mêmes préoccupations expliquent comment se déplace sa vision dans la *Théorie de la Propriété,* œuvre posthume. De la Propriété capitaliste (*c'est le vol*), la courbe de sa pensée s'incline vers la propriété paysanne (*c'est la liberté*).

Enfin, en décembre 1864, l'évolution s'achève sur la *Capacité politique.* Proudhon décrit les luttes ouvrières se développant en une épopée héroïque pour la conquête d'un droit nouveau; et s'il ne manifeste aucun enthousiasme, tout au contraire, pour les grèves — avec sa finesse, Georges Duveau l'a compris — c'est que celles-ci expriment une acceptation du capitalisme, parce qu'elles ont pour résultat de consolider l'économie du profit, en s'appropriant, grâce aux grèves, une partie des bénéfices, alors

que Proudhon entend dresser la volonté ouvrière contre la structure même du régime. Et c'est pourquoi, en 1864, Proudhon pose le problème de la *capacité politique.* Dans ses rapports avec la société et l'Etat, la classe ouvrière a acquis conscience d'elle-même; elle se distingue de la classe bourgeoise; elle sépare d'elle ses intérêts et tient à ne plus se confondre avec elle : « Le peuple, sous l'impulsion d'une conscience énergique et grâce à la puissance d'une idée juste, se présente au monde avec l'éclat d'une formation organique, revendiquant sa place aux conseils du pays... ». Proudhon, au seuil de la *Capacité politique,* évoque la soirée du 1er juin 1863, où Paris, revenu depuis vingt jours à la vie politique, se réveillait de sa torpeur; il se sentait vivre, les souffles révolutionnaires l'animaient... C'était Paris des anciens jours, dont le fantôme apparaissait à la clarté des étoiles, aux cris poussés tout bas de *Vive la Liberté !...* (*Capacité Politique,* p. 51.)

Une épopée héroïque, pour la conquête d'un droit nouveau, telle est l'image que Proudhon se faisait de la marche en avant de la classe ouvrière et du cheminement du peuple vers la justice.

Dans ce combat contre l'Etat et la société capitaliste, la liberté et la volonté ouvrières sont les instruments les plus efficaces de la lutte pour la libération et le nouveau droit prolétarien. Cette inspiration, pendant toute une période de l'histoire du syndicalisme ouvrier, nous la retrouvons, consciente ou non, chez les militants. Et, d'autre part, sans qu'il y ait aucun lien sensible entre les militants et les théoriciens, chez Georges Sorel dont le premier essai sur Proudhon paraît en 1892 dans la *Revue de Philosophie* et le dernier dans la *Ronda,* le 5 septembre 1919; en 1919, également, *Les Matériaux pour une théorie du Prolétariat* sont l'expression de la fidélité de Georges Sorel à Proudhon. Proudhon, à ses yeux, était le plus grand philosophe français du XIXe siècle. Et il a été le maître constant de sa vie spirituelle. Or, selon Georges Sorel, la société nouvelle dont le syndicat est le creuset se crée dans la liberté et par lutte contre le capitalisme et contre l'Etat « dont il s'agit de vider l'organisme politique de toute vie ».

*Un droit nouveau... mais dont la réalité implique : pas de droit sans obligation, pas d'état sans responsabilité personnelle.*

A notre temps, Proudhon donne une leçon par son caractère, par sa noblesse d'âme et par son courage. Chez lui, aucune lâ-

cheté. Il pensait que « rien de grand ne peut s'accomplir qu'en accoutumant les masses à écouter la vérité virile ».

Mais sa vie nous offre l'exemple d'une constance plus difficile que l'élan héroïque. L'effort quotidien et la rectitude dans l'épreuve. Il écrivait dans une lettre du 14 mai 1862 à Bergmann : « Je n'aurai été comme écrivain populaire et comme penseur qu'un demi-homme; je m'en soucie peu. Mais j'ai été, je crois, un honnête homme; là-dessus, je me mets sans façon au niveau de tous les maîtres. »

## II

# ENFANCE ET JEUNESSE

(1809-1843)

## I

P.-J. Proudhon est un paysan franc-comtois, un montagnard des franches montagnes du Jura. Né le 15 janvier 1809, il est de quatre années plus jeune qu'Agricol Perdiguier. Ils appartiennent l'un et l'autre à une génération d'artisans d'origine campagnarde, la première qui, au XIXe siècle, a marqué au dehors son ardeur et sa ténacité intelligentes, sa volonté de culture.

Son père, un vigneron, travaillait l'été à Burgille pour la vendange et l'abatage du bois; l'hiver, il faisait le métier de tonnelier à Battant, faubourg de Besançon — ce faubourg dont les maisons basses avaient leurs jardins et dont les habitants maintenaient leurs usages ruraux et leur patois.

Race des franches montagnes. « Je suis de pur calcaire jurassien », s'écrie Proudhon, dans son autobiographie; et il ajoute : « Je suis noble, moi !... Mes ancêtres de père et de mère furent tous laboureurs francs, exempts de corvées et de main-mortes depuis un temps immémorial..., célèbres par leur audace à résister aux prétentions des seigneurs. »

Comtois et fier de sa race, race hardie, ombrageuse, pleine de finesse paysanne, ces *cudots,* selon le mot patois, prompts, inventifs, fantaisistes et rieurs, entêtés sur leur droit et opiniâtres.

Jusqu'à douze ans, sa vie se passe toute aux champs, occupé à garder les vaches...

« J'ai été cinq ans bouvier [1]... Quel plaisir autrefois de me rouler dans les hautes herbes, que j'aurais voulu brouter comme mes vaches; de courir pieds nus sur les sentiers unis, le long des haies; d'enfoncer mes jambes, en rechaussant (rebinant) les verts

1. Citation extraite de la *Justice dans la Révolution et dans l'Eglise,* tome deuxième, pp. 91-92. De l'Education, 5e étude, *Garnier frères,* 1858.

*turquiès* (blés de Turquie, nom donné au maïs), dans la terre profonde et fraîche !

« Plus d'une fois, par les chaudes matinées de juin, il m'est arrivé de quitter mes habits et de prendre sur la pelouse un bain de rosée.

« (Que dites-vous de cette existence crottée, Monseigneur ? Elle fait de médiocres chrétiens, je vous assure.)

« A peine si je distinguais alors moi du non moi. Moi, c'était tout ce que je pouvais toucher de la main, atteindre du regard, et qui m'était bon à quelque chose.

« Non moi était tout ce qui pouvait nuire ou résister à moi...

« Tout le jour, je me remplissais de mûres, de raiponces, de salsifis des prés, de pois verts, de graines de pavots, d'épis de maïs grillés, de baies de toutes sortes, prunelles, blessons, alises, merises, églantines, lambrusques, fruits sauvages; je me gorgeais d'une masse de crudités à faire crever un petit bourgeois élevé gentiment, et qui ne produisaient d'autre effet sur mon estomac que de me donner le soir un formidable appétit. L'alme nature ne fait mal à ceux qui lui appartiennent.

« ... Que d'ondées j'ai essuyées ! Que de fois, trempé jusqu'aux os, j'ai séché mes habits sur mon corps, à la bise ou au soleil ! Que de bains pris à toute heure, l'été dans la rivière, l'hiver dans les sources ! Je grimpais sur les arbres; je me fourrais dans les cavernes; j'attrapais des grenouilles à la course, les écrevisses dans leurs trous, au risque de rencontrer une affreuse salamandre; puis je faisais sans désemparer griller ma chasse sur les charbons. Il y a, de l'homme à la bête, à tout ce qui existe, des sympathies et des haines secrètes dont la civilisation ôte le sentiment. J'aimais mes vaches, mais d'une affection inégale; j'avais des préférences pour une poule, pour un arbre, pour un rocher. On m'avait dit que le lézard est ami de l'homme, et je le croyais sincèrement. Mais j'ai toujours fait rude guerre aux serpents, aux crapauds et aux chenilles. — *Que m'avaient-ils fait ? Nulle offense.* Je ne sais; mais l'expérience des humains me les a fait détester toujours davantage. »

Les délices de cette complète indépendance parmi les joies de la nature sont interrompues à douze ans : le dépaysement fait éprouver à Proudhon une véritable souffrance, lorsque sa mère le fait entrer au collège de Besançon. Sa mère, dont il dit : « Je lui dois presque tout de ce que je suis... », Catherine Simonin, est la grande figure qui domine non seulement la jeunesse de Proudhon, mais toute sa vie; elle restera pour lui l'image de ces

vertus familiales paysannes, héroïques, antiques, qui sont les plus hautes de cette race de paysans propriétaires. Du père de celle-ci, Jean-Claude, dit Tournési, Proudhon tient son caractère indomptable : il ressemble à son grand-père maternel. A ses yeux, celui-ci est un homme de Plutarque : ses exploits, que son petit-fils a transposés dans ses luttes politiques et sociales, méritaient une *Vie des hommes illustrés*.

Superbes exploits, en effet, que ces querelles de Tournési, intraitable avec les seigneurs, les gardes-forestiers contre lesquels Jean-Claude défendait ses droits d'usager, toujours en lutte contre cette justice seigneuriale qui le ruinait d'amendes. C'est que, pour les artisans de Battant et les paysans de Burgille, « la Révolution française avait été la suite et le succès du combat de leurs aïeux contre les seigneurs ».

« Ma mère, racontait Proudhon, m'a souvent répété que je ressemblais au père Tournési par le front, les yeux, le franc rire et la large poitrine. Elle ne cessait de me raconter sa vie de famille, ses discours, son air résolu. »

De là l'importance, dans l'esprit de Proudhon, de la Révolution française et des répercussions que celle-ci a eues dans les campagnes. Le travail agricole restera pour lui le travail « éminent »... — premier par la noblesse, la pureté et la dignité; et, à ce titre, la destruction de la féodalité lui parut toujours l'événement capital du monde moderne... — et dont le socialisme ne pourra être que l'achèvement, la suprême conclusion. D'où, selon la remarque d'Edouard Berth, l'effort de Proudhon afin de réaliser dans le travail industriel un travail aussi libre, aussi indépendant, aussi noble que le travail agricole.

La formation particulière de sa personnalité tient à ce qu'il a été à la fois ouvrier et paysan : « Je suis le fils, disait-il avec orgueil, d'un pauvre artisan tonnelier et d'une fière paysanne ». Et parmi les influences qui font comprendre son tempérament indépendant et ombrageux, il faut compter les années d'enfance qu'il a vécues parmi les prés et les bois, gardant les bœufs ou prêtant la main à son père dans ses travaux agricoles. La vie des petits paysans de Franche-Comté, entre 1809 et 1830, était rude; mais elle avait ses joies que nous conte Proudhon dans ses *Carnets* et dans ses lettres. Il n'est resté que peu d'années sur les bancs de l'école; sa culture et sa personnalité, c'est à lui-même qu'il les doit sans doute, mais surtout et avant tout à sa mère Catherine Simonin.

De cette mère, Sainte-Beuve a écrit : « C'était une personne

d'ordre, de bon sens, et, mieux que cela, disent ceux qui l'ont connue, une femme supérieure, douée d'un caractère héroïque. » Un caractère héroïque ! Ce sont des mots qui expriment ce qu'ils entendent dire sous la plume de Sainte-Beuve, dont la langue nuancée et précise laisse rarement passer d'expressions aussi fortes.

Proudhon donnera à sa fille aînée le prénom de sa mère : « Je l'appelai Catherine, du nom de ma mère à qui je dois tout; cela a fait beaucoup rire; le nom de Catherine n'est pas à la mode. J'ai voulu faire honneur à la paysanne que le monde n'a pas connu et qui en valait bien une autre ». Quel cri : « Ma mère à qui je dois tout ». « Elle était libre », dit-il encore, « occupée, pas accablée par la vie... ». C'est à elle que Proudhon doit d'avoir suivi quelques années de collège à Besançon où il entre en 1820, à onze ans. Catherine Simonin maintient son fils au lycée, et malgré la gêne croissante de la famile, pendant six ans, tandis qu'à la maison elle s'acharne aux plus rudes besognes, pétrissant le pain, lessivant, repassant, ravaudant, tricotant, cuisinant avec ce courage et cette gaîté qui sont pour Proudhon la vertu éminente du travail.

Catherine Simonin est l'image de ces paysannes héroïques, « antiques », comme a dit Proudhon. En France, au XIX^e^ siècle, grande a été l'influence de la mère sur la formation des personnalités riches et vigoureuses, dans les différentes classes de la société.

Si la dignité et la vertu de Catherine Simonin inspirent celui-ci dans les circonstances les plus quotidiennes, s'il doit à sa mère sa fierté, son indépendance et sa foi républicaine, Proudhon a été touché par l'exemple de son père, personnage plus modeste et plus effacé, dont il admirait l'innocente et intransigeante honnêteté. Dans ses *Notes biographiques*, Proudhon, qui aidait aux travaux divers de ses parents comme bouvier et garçon de cave, a écrit de lui : « Mon père fabriquait de la bière à cette époque. Le bonhomme allait selon ses moyens et sa probité. Forcé de vendre au pot renversé, il refusait l'entrée de sa maison aux femmes; d'autres se sont enrichis par la prostitution et, devenus riches, ont marié leurs enfants à ce qu'il y avait de mieux ».

Sur son père, encore, il ajoute : « Il vendait sa bière au prix de revient; n'ayant rien voulu que son salaire, le brave homme perdit tout ». Entreprenant, mobile en ses entreprises, sauf sur l'honnêteté où rien ne l'ébranlait, tel fut Claude-François Proudhon : un grand enfant loyal, a écrit de lui Daniel Halévy.

Sans doute, son père achève-t-il de se ruiner en fabriquant de

la bière, mais qu'importe à Proudhon dans le jugement qu'il porte sur lui; l'essentiel, c'est que le père ait conservé « la notion du juste prix », en dépit des voisins qui le chapitraient :

— Vends au prix courant, fais comme les autres ! — Point du tout, tant pour mes frais, plus tant pour mon travail, voilà le prix !

Voici les réflexions de Proudhon à ce sujet : « Je sentais parfaitement ce qu'il y avait de loyal et de régulier dans la méthode paternelle, mais je n'en voyais pas moins aussi le risque qu'elle entraînait. Ma conscience approuvait l'une; le sentiment de notre sécurité me poussait à l'autre. Ce fut pour moi une énigme. »

Entre ces deux tendances, ce fut l'influence de la conscience paternelle qui l'emporta toujours. Lorsqu'en 1833 il travaille chez Auguste Laval, à Arbois, gagnant cinq francs, Proudhon trouve ce salaire largement suffisant pour ses huit heures de travail : il refuse à la fois de travailler plus et de recevoir davantage.

## II

Catherine Simonin avait fait entrer Proudhon au collège; tout en se livrant aux occupations du ménage, elle gouvernait la maison : « Une femme supérieure, dit Sainte-Beuve, douée d'un caractère héroïque ». Et une bonne républicaine.

Au collège, Proudhon souffre : sans doute il se reconnaît doté du plus irritable amour-propre; mais il est trop sévère pour lui-même. Il faut parler ici non d'amour-propre, mais de cette sensibilité toujours à vif, cette sensibilité contre laquelle il est toujours en défense et contre laquelle il veut mettre le peuple en garde, afin de lui éviter les déceptions des utopies et les illusions de la démagogie.

« Pauvre parmi les riches, dit Daniel Halévy, seul de sa race parmi ses camarades, il découvre la différence étrange... nu-tête, portant sabots..., c'est assez pour qu'il soit noté, marqué, presque taré... Il se demandait : « Qu'est-ce donc la pauvreté, ce mal honteux dont il est innocent ? » Quand il n'allait pas en classe, il sarclait les pommes de terre et il battait à la grange. »

Ainsi, Proudhon a durement souffert, dès son enfance, de l'inégalité des conditions; cette souffrance a développé, sinon fait naître, sa passion de l'égalité. Lorsque la gêne croissante de sa famille, ruinée par un procès, le force à abandonner ses études, en

dépit de ses succès scolaires, c'est une délivrance. Il renonce à son baccalauréat et se trouve forcé de prendre un métier; il devient ouvrier compositeur, puis correcteur; c'est un grand jour, un jour de libération : « Je me souviens encore avec délices de ce grand jour où mon composteur devint pour moi le symbole et l'instrument de la liberté... »

Dans l'atmosphère de l'atelier, Proudhon se détend : il s'y plaît mieux qu'au collège : « J'ai un état, je peux aller partout, je n'ai besoin de personne ».

La joie qu'avait Proudhon d'avoir un métier et de gagner sa vie par son travail était telle qu'une métamorphose physique s'était aussitôt produite en lui : l'écolier sombre, un peu boudeur et si fier qu'il préférait être puni pour avoir oublié ses livres plutôt que d'avouer qu'il n'avait pu les acheter, cet écolier farouche se transforme en un ouvrier imprimeur qui travaille avec gaîté et bonne humeur. Et sa journée de dix heures accomplie, il va faire de longues marches et s'emplir les poumons d'air pur.

« Empoisonné de mauvais air, de miasmes métalliques, d'émanations humaines, le cœur affadi d'une lecture insipide, je n'avais rien de plus pressé que d'aller hors la ville secouer cette infection. N'êtes-vous jamais, paysans, sortis de la grand-messe au moment du sermon ? Ainsi, je fuyais, à travers champs, cette officine ecclésiastique où s'engloutissait ma jeunesse. Pour avoir l'air plus pur, je *scandais,* terme de collège, les hauts monts qui bordent la vallée du Doubs, et ne manquais pas, quand il y avait de l'orage, de m'en donner le spectacle. Blotti dans un trou de rocher, j'aimais à regarder en face Jupiter fulgurant, *coelo antem,* sans le braver ni le craindre. Croyez-vous que je fusse là en savant ou en artiste ? Pas plus l'un que l'autre... Ce que je sentais dans ma contemplation solitaire, était autre chose. La foudre, me disais-je, et son tonnerre, les vents, les nues, la pluie, c'est encore moi... A Besançon, les bonnes femmes ont l'habitude, quand il éclaire, de se signer. Je croyais trouver la raison de cette pratique pieuse dans le sentiment que j'éprouvais, que toute crise de la nature est un écho de ce qui se passe dans le cœur de l'homme. »

## III

C'est à Pâques 1828 que Proudhon entre chez les Gautier imprimeurs — il a dix-neuf ans —; il en sort en juin et y rentre au mois d'août.

Proudhon est correcteur et, pendant sa journée de dix heures, il écrit qu'il lui arrive quelquefois de lire, dans cet intervalle, en première épreuve, huit feuilles in-12 d'ouvrages de théologie et de dévotion (travail excessif, ajoute-t-il, auquel je dois d'être devenu myope). Déjà, comme il l'écrira à Rolland, en mai 1861 : son âme parcourt incessamment toute la gamme des passions.

Proudhon dévore toute espèce de livres, il a une prédilection pour les ouvrages de théologie, mais, parmi ces livres qui sont devenus sa nourriture, il n'en est pas auquel sa réflexion soit plus attentive qu'à la *Bible*. Il étudie l'hébreu afin de s'approcher de plus près des textes sacrés. Dans sa notice sur Proudhon, qui se trouve en tête du premier volume de la correspondance, J.-P. Langlois raconte qu'en août 1848 il avait interrogé Proudhon sur les influences qu'il avait subies. Proudhon lui avait répondu : « Mes vrais maîtres sont au nombre de trois : la Bible d'abord, Adam Smith ensuite et, enfin, Hegel ».

Proudhon aurait ajouté : « J'ai lu certainement Fourier, et j'en ai parlé plus d'une fois, mais, en somme, je ne crois rien lui devoir. » Et cela est exact — à une nuance près. Lorsqu'en 1829 Proudhon est prote chez les Gautier, il compose *Le Nouveau Monde industriel et sociétaire ou Invention du procédé d'industrie attrayant et naturelle distribuée en séries passionnées.*

Sainte-Beuve fait allusion à cet événement dont l'influence aurait pu être importante sur Proudhon, qui a écrit lui-même : « Six semaines durant, je fus le captif de ce bizarre génie ».

En 1843, alors que Proudhon publie : *La Création de l'Ordre dans l'Humanité,* il écrira : « Le révélateur de la loi sérielle est Fourier. » L'étude pénétrante, parue sur Fourier depuis la thèse de H. Bourgin en 1905, est celle de F. Armand et R. Maublanc [1].

Les auteurs de ce nouveau Fourier estiment que : « en fait, l'influence de Fourier fut beaucoup plus forte que Proudhon l'avoue. [Celui-ci] n'a rien ajouté à la critique sociale de Fourier. Mais, plus logicien que lui, il la coordonne et la systématise, surtout dans la *Création de l'ordre* et *les Contradictions économiques* ». Or, *la Création de l'Ordre dans l'Humanité* est peut-être de tous les ouvrages de Proudhon le plus médiocre, infesté d'une terminologie pseudo-philosophique et, dans tous les cas, le moins original. F. Armand et R. Maublanc ont été entraînés par

1. *Socialisme et Culture :* F. Armand et R. Maublanc : *Fourier* (Editions sociales internationales, 1937, pp. 174-179) ; Armand Cuvillier : *Proudhon* (Editions sociales et internationales, 1937, pp. 50-51).

cet enthousiasme admiratif que des écrivains ressentent tout naturellement pour un auteur dont ils veulent faire revivre la personnalité et l'influence et auquel ils entendent rendre justice.

Les rapprochements qu'il est possible d'établir entre Fourier et Proudhon se fondent sur l'utilisation de mêmes expressions et, justement, d'expressions qui ne sont pas parmi les plus heureuses du vocabulaire employé par Proudhon.

Lorsque, par exemple, Proudhon accueille l'idée très généralement partagée par un certain nombre de philosophes sociaux et de réformateurs de son temps — la possibilité de constituer une science sociale rigoureuse — il ne fait qu'adopter une des modes intellectuelles dont la première expression ne se trouve pas seulement dans la *Théorie des quatre mouvements et des destinées générales* (1808), mais également dans l'*Introduction aux travaux scientifiques au* XIX^e^ *siècle*, et dans les *Lettres d'un habitant de Genève à ses contemporains*, parues en octobre 1803 en une brochure imprimée à un petit nombre d'exemplaires, mais restée inconnue jusqu'à ce qu'elle fût retrouvée par Olinde Rodrigues.

Lorsqu'il souligne le titre de la *Théorie des quatre mouvements et des destinées générales*, en faisant suivre ces mots de ceux-ci : *prospectus et annonce de la découverte,* Fourier obéit à la manie des inventeurs sociaux qui s'imaginent que leur découverte leur est purement personnelle, alors qu'il en est des inventions sociales comme d'un certain nombre d'inventions techniques qui se produisent presque au même instant dans plusieurs pays et dans un même pays. Proudhon aurait pu se tromper et n'avoir pas été conscient de l'influence de Fourier; mais il n'en est rien. Dans *Les Contradictions économiques*, les protestations et les invectives de Proudhon expriment l'opposition radicale qui existe entre eux. Il serait possible de montrer qu'elle apparaît presque sur tout. Mais elle est évidente et dans la conception que Proudhon a du travail et dans celle qu'il a du mariage et de la famille. L'idée du travail attrayant, telle qu'elle se présente chez Fourier, n'a rien de commun avec celles de la joie au travail, et de l'orgueil de la production que l'on rencontre chez Proudhon. Pour celui-ci, le travail n'a rien d'attrayant. Il est, selon l'expression d'Henri Wallon, une activité forcée et il implique comme état d'esprit, chez tout travailleur, un complexe de peine et de joie. Or, au XIX^e^ siècle, les éléments de peine, par suite de la Révolution industrielle, l'emportaient tellement sur les éléments de joie que, dans certains ateliers mécanisés, le travail était devenu une tor-

ture. La spécialisation et la monotonie des gestes automatiques avaient accentué la fatigue et le caractère de contrainte du travail. Dès 1841, l'ouvrier compositeur Adolphe Boyer se suicidait de désespoir, tant il se sentait dépossédé de son métier : « Avec la division du travail, les procédés nouveaux et les machines, la plupart des états (il entend métiers) tendent à devenir purement mécaniques et les ouvriers de toutes les professions seront bientôt rejetés dans la classe des hommes propres à tout faire. Bientôt, on n'aura plus besoin de travailleurs que pour tourner les manivelles, porter les fardeaux et faire les courses. Par la simplification dans les moyens de fabrication, l'homme n'a plus besoin ni de sa force physique, ni de son aptitude et n'est pas plus nécessaire qu'un enfant ».

Proudhon a profondément ressenti ces sentiments qui expliquent la crise de la conscience ouvrière au milieu du XIXe siècle. Mais il n'a jamais entretenu l'illusion que, quelles que fussent les inventions, on pourrait dépouiller le travail de ce qui en constitue à la fois la dignité et la grandeur : l'effort intellectuel et physique. Proudhon a même considéré que l'effort, le courage et la responsabilité étaient les fondements de la morale.

Ainsi, l'idée de Fourier *d'assaisonner d'un peu de variété la monotonie du mariage* était profondément antipathique à Proudhon; il ne pouvait concevoir une société qui ne fût pas solidement assise sur la famille et les mœurs familiales.

## IV

« Je n'ai besoin de personne ! » Cri du cœur où se révèlent chez Proudhon une autre passion, aussi exigeante que celle qu'il a pour l'égalité.

Egalité, liberté, deux passions impérieuses; mais sont-elles conciliables ? Beaucoup d'hommes, qu'ils soient libéraux, démocrates, socialistes, le nient; c'est de leur antagonisme qu'on s'est servi pour opposer Proudhon à lui-même et affirmer irréductibles les contradictions proudhoniennes.

Proudhon ne les croit pas inconciliables. Tout au contraire, il les estime indispensables, l'une et l'autre, à l'équilibre social : sans leur union, la société verse ou dans l'anarchie ou dans le despotisme. Proudhon a toujours voulu être un réaliste. Aussi, par

approximations successives, a-t-il cherché à profiter de ses expériences pour dégager de la leçon des faits la définition précise d'une organisation soumise à la justice, d'une société où régneraient l'égalité et l'équilibre entre les personnes : deux aspects d'une seule et même réalité.

Respecte-toi toi-même, voilà la première maxime de la morale. Mais l'individu reconnaît, en dehors de lui, d'autres moi pareils à lui, en lesquels il se sent tenu à respecter le principe même de sa propre dignité. Respecte ton prochain comme toi-même ! Voilà la deuxième maxime de la morale proudhonienne.

Ce souci de la dignité humaine, ce respect de soi et d'autrui, cette gravité devant la vie sont les fondements de l'amitié aux yeux de Proudhon comme à ceux de Gustave Fallot. Ce sont les sentiments qui rapprochèrent les deux jeunes hommes et qui firent de Gustave Fallot pour Proudhon l'ami de sa jeunesse.

P.-J. Proudhon a eu la chance de rencontrer très tôt ce jeune homme dont la gravité et la finesse de sentiments s'accordaient avec tout ce qu'il pouvait souhaiter. La première expérience de l'amitié a souvent une influence qui se prolonge à travers toute la vie. Or, aucun être n'aurait su ménager plus délicatement la nature ardente et farouche de Proudhon et l'amener à cette entière confiance, sans laquelle l'amitié n'est rien. Proudhon, en 1829, vient d'avoir vingt ans. Il est devenu ouvrier correcteur à la maison Gautier. Il corrige une *Vie des Saints* en latin; l'auteur des notes est un étudiant de vingt-deux ans, Gustave Fallot, qui était d'une famille protestante aisée. Proudhon exerçait avec tant de passion son métier de correcteur qu'il prenait l'initiative d'introduire des corrections imprévues dans le texte. Ces corrections auraient pu choquer ou irriter Gustave Fallot; tout au contraire, elles suscitent sa curiosité et lui donnent le désir d'en connaître l'auteur. Une passion commune devait les rapprocher : celle de la linguistique. Gustave Fallot offrait à Proudhon l'occasion, jusque-là ignorée, de sortir de lui-même et d'une sauvage concentration trop personnelle. La délicatesse de Gustave Fallot lui inspira confiance et lui permit de vaincre un sentiment de pudeur, plus encore que de timidité, qui était chez lui très profond — pudeur, du reste, qui contrastait avec la facilité avec laquelle Proudhon devait, comme écrivain et comme correspondant, donner libre cours à sa verve intellectuelle et philosophique. Mais, dans le domaine du cœur, ce fut toujours autre chose; rares furent ceux qu'il admit à son intimité et qui, comme Gustave Fallot, l'amenèrent à vaincre sa réserve et à se confier.

Le deux jeunes gens étaient faits pour s'entendre, car ils étaient à la fois assez différents de nature et d'esprit pour se compléter, assez proches de cœur pour ne pas se heurter. Une amitié comme celle qui les unissait n'est pas seulement un échange de confidences, mais un échange de richesses.

Gustave Fallot aidait Proudhon de ses avis, lui proposait une méthode, lui donnait une direction intellectuelle; il lui disait : « Tenez votre esprit longtemps sur un même objet. » Et c'était là un conseil précieux pour une intelligence, comme celle de Proudhon, curieuse de tout, ambitieuse de connaissances encyclopédiques et qui aurait eu tendance au vagabondage.

Pendant cette période de formation qui, pour Proudhon, va de 1829 à 1839, — surtout pendant celle de 1829 à 1834, de sa vingtième à sa vingt-cinquième année, — un Gustave Fallot dut plus d'une fois modérer l'enthousiasme de Proudhon pour les nouveaux systèmes que ses lectures lui faisaient approcher. Par exemple, lorsqu'en 1829 il est amené à composer et à corriger le *Nouveau Monde industriel et sociétaire* de Fourier, Proudhon est pris d'un engouement pour les harmonies fouriéristes, mais qui dura peu. Lorsque le judicieux et réfléchi Gustave Fallot disait à Proudhon : « Prenez garde », il trouvait dans la nature de son ami un ferme appui; très rapidement le solide bon sens de Proudhon le détournait de tout ce qui pouvait l'éloigner de certains principes auxquels il était fermement attaché. Dans le cas du livre de Fourier, Proudhon dut très vite apercevoir les éléments artificiels d'un système si contraire à son tempérament.

En ces années 1830, Proudhon subit l'influence d'une époque éprise de l'idée d'un ordre mécanique que les uns croyaient pouvoir découvrir par soudaine invention, les autres par longues déductions; mais il possédait au fond de lui-même un sentiment de la contingence qui devait lentement l'amener à se libérer des doctrines de la fatalité. Et c'est là un de ses revirements les plus curieux, et qui ne s'est accompli que progressivement après l'échec de son socialisme de l'échange, de juillet 1852 à la publication de *La Justice* en avril 1858.

En outre, le goût de la vie facile et le sensualisme de Fourier ne pouvaient manquer de répugner à son goût pour une existence austère et rude. Au premier plan de sa philosophie se place l'effort. Proudhon considère l'effort moral comme ayant une importance décisive dans la formation de l'homme. Proudhon aime la difficulté à affronter, l'effort à vaincre; il croit que l'épreuve seule forme un caractère viril. Cette idée lui est si chère qu'à

la fin de sa vie il réclamera des classes ouvrières le goût des vertus héroïques.

Cette austérité naturelle, le goût d'une vie difficile dominée par les combats moraux, plaisaient au jeune protestant qu'était Gustave Fallot. Pendant les années qui vont de 1830 à 1836, Gustave Fallot a joué un rôle décisif dans le développement de la pensée et la formation du caractère de Proudhon. Il a été pour lui un guide sûr. Daniel Halévy a parfaitement analysé son état d'esprit en disant « qu'il sentait que *son devoir était de secourir cette force connue de lui seul* ». Et la lettre qu'en décembre 1831 Gustave Fallot, qui a vingt-quatre ans, écrit à Proudhon qui en a vingt-deux, est une des plus émouvantes lettres de jeunesse qu'il soit donné de lire. Elle exprime la foi admirative que cet ami précieux avait en l'avenir et en la destinée de celui qu'il s'était donné pour mission d'encourager et de conseiller. Voici la lettre de Gustave Fallot :

« Décembre 1831.

« Je vois dans votre lettre, mon camarade, à travers les saillies qui y éclatent, et sous la franche et naïve sève de gaîté franc-comtoise que vous y avez répandue, une teinte de tristesse et de découragement qui m'afflige...

« Je vous ai connu, vous, et je vous ai aimé; *je vous ai deviné,* si j'ose dire; *pour la première fois* de ma vie, je vais me hasarder à prédire l'avenir. Conservez cette lettre, relisez-la d'ici quinze ou vingt ans (en 1851, Proudhon aura quarante-deux ans, il est en prison depuis juin 1849 et est devenu l'homme que vous connaîtrez).

« *Voici ma prédiction.*

« Vous serez, Proudhon, malgré vous, inévitablement, *par le fait de votre destinée, un écrivain*, un auteur; vous serez un philosophe; vous serez une des lumières du siècle, et votre nom tiendra sa place dans les fastes du XIXe siècle.

« Tel sera votre sort ! Maintenant, agissez à votre guise, composez des caractères d'imprimerie, élevez des bambins, enfermez-vous dans une retraite profonde, recherchez des villages obscurs et écartés, tout cela m'est égal. Vous ne sauriez échapper à votre destinée, vous ne sauriez vous dépouiller de *la plus noble partie de vous-même,* de cette *intelligence active, forte, chercheuse* dont vous êtes doué. Votre place est marquée sur la terre, et elle ne saurait rester vide. » Il ajoutait : « Il faut que ma conviction soit bien forte pour que je me hasarde à vous l'écrire. »

En recevant cette lettre, Proudhon est bouleversé au point que six ans après, le 31 mai 1838, il écrira : « Au fond d'un atelier, je reçus un jour une lettre qui m'invitait à tout quitter et à aller rejoindre mon ami : « Vous êtes malheureux, me disait-il, et la vie que vous menez ne vous convient pas ! Proudhon, nous sommes frères : tant qu'il me restera du pain et une chambre, je partagerai tout avec vous. Venez ici et nous vaincrons ou nous périrons ensemble. »

Le sentiment fraternel qui inspirait cette lettre trouvait sa résonance dans le cœur de Proudhon. Pour lui, une amitié fraternelle devrait unir les citoyens dans une République digne de ce nom.

Gustave Fallot invitait Proudhon à venir le rejoindre à Paris afin qu'il pût, comme l'écrit Gustave Fallot à Weiss le 11 mars 1832, « s'y recueillir et compléter son instruction ébauchée ». Comme lui-même ne gagne qu'une centaine de francs par mois, il veut compléter ses ressources afin de pouvoir subvenir aux besoins de son ami. Et il espère attirer sur Proudhon la sympathie du bibliothécaire Weiss en lui parlant ainsi de son ami : « Si vous le jugez à propos, vous pourriez faire mander ce jeune homme, lui causer, le mettre à son aise, juger par vous-même ce qu'il serait convenable de faire pour lui, mais c'est une de ces âmes fortes et profondes qui ne s'annoncent guère au premier aspect, qui ne sont guère gratifiées d'esprit ni d'aucune écorce brillante et qu'il faut approfondir et pénétrer un peu pour les bien connaître. »

Tandis qu'il recommande Proudhon à la sollicitude du bibliothécaire Weiss, il écrit à son ami pour l'encourager à sortir de ses incertitudes, et pour lui prêcher *la volonté :* « La volonté, Proudhon, c'est un levier dont vous ne connaissez pas la puissance ». Il l'invite à nouveau à venir le rejoindre à Paris : « Si vous pouvez quitter Besançon, j'ai un lit à vous donner; j'ai un revenu de quinze cents livres à partager avec vous, et six mois ne se seront pas écoulés depuis votre arrivée sans que je sois parvenu à vous procurer une occupation qui vous fasse vivre... »

Gustave Fallot perçoit déjà en Proudhon, comme il l'écrit à celui-ci, « une sève et une activité d'esprit, une vigueur de conception et de réflexion, un degré d'instruction acquise par soi-même »... « Je trouve cela en vous... Tout simple, modeste, ignorant et grossier que vous êtes, vous devez l'y trouver comme moi... S'il est une providence qui veille aux destinées des hommes, elle ne vous a pas donné des facultés pour qu'elles ne ser-

vissent qu'à vous épuiser dans une lutte tourmentée avec des misères et des peines... »

Cette insistance tenace, compréhensive et affectueuse, Proudhon la traduit dans son langage par cette phrase: « Nous sommes frères : tant qu'il me restera du pain et une chambre, je partagerai tout avec vous. » Et Proudhon fait à pied le voyage de Besançon à Paris pour venir rejoindre son ami.

Proudhon est à Paris la semaine sainte de 1832. Bien que Gustave Fallot le présente à ses amis, Proudhon est déjà, et dès la première heure, en défiance contre les salons et les réceptions de la grande ville, il le restera toujours. La plus grande partie de son temps, il l'emploie dans les bibliothèques ou dans sa chambre, à lire ou à écrire.

Mais Gustave Fallot s'est fait illusion sur les possibilités pour Proudhon de trouver un gagne-pain à Paris. Proudhon cherche en vain à exercer à Paris son métier de correcteur et compositeur. Et, faute de ressources, les deux amis sont obligés de se quitter. C'est alors que, pendant l'été de 1832, Proudhon fait son tour de France, bien que n'appartenant pas au compagnonnage. Il est employé à Neuchâtel, à Lyon, à Marseille, à Draguignan et arrive avec trois francs cinquante en poche à Toulon où a lieu l'incident avec le maire.

Quatre ans après, en 1836, Gustave disparaît prématurément. Et Proudhon accueille ainsi cette nouvelle :

« Je sentis que la moitié de ma vie et de ma pensée était retranchée : je me trouvai seul au monde. »

« Fallot laisse des amis qui le regrettent autant que moi, je n'en doute pas : je n'ai pas versé une larme, car je ne pleure jamais; mais, depuis, je n'ai peut-être pas passé quatre heures de suite sans que son souvenir, comme une idée fixe, une vraie monomanie, occupât ma pensée. »

« *Je me trouvai seul au monde...* »

Dans cette période critique de la vie d'un homme jeune, secret et ombrageux, Gustave Fallot a été celui qui a eu sa confiance, lui a fait considérer l'amitié comme le plus sûr refuge d'un cœur ardent et difficile. Gustave Fallot a été l'homme qui a contribué de la façon la plus certaine à sa maturité intellectuelle. Mais cette influence a pu s'exercer en profondeur parce que le cœur de Proudhon était d'instinct propre à accueillir le bienfait inégalable d'une amitié.

Les êtres ne peuvent être remplacés — puisque aussi bien les nuances d'un caractère ne s'incarnent que dans un seul visage au

monde. Après la mort de Gustave Fallot, Bergmann a tenu une place proche de celle qui restait vide dans son cœur. Le 3 mai 1840, Proudhon lui écrit : « Je ne suis pas heureux sans doute, mais pas un riche n'aura été aussi bien partagé que je le suis du côté de l'amitié. »

## V

Proudhon avait une âme ardente et passionnée; mais son cœur n'a jamais suscité en lui de conflit intérieur; l'amour n'a jamais été pour lui une raison même de trouble; c'est qu'en effet le sentiment de l'amitié l'a toujours emporté, dans son existence, sur celui de l'amour, à tel point qu'on peut dire que l'attachement qu'il avait pour sa femme était surtout fait d'amitié.

Il est même difficile de découvrir dans sa vie un sentiment qui ressemble à l'amour. Le seul indice se rencontre dans les *Carnets* de 1846 : à l'âge de dix-sept ans, en 1826, l'année même où il doit abandonner le collège de Besançon pour devenir ouvrier imprimeur, Proudhon aurait connu un chaste amour pour une jeune fille. Voici ce texte :

« Je sais aujourd'hui ce qui rendait à vingt ans mon âme si pleine, si aimante, si ravie; ce qui rendait pour moi la femme si angélique, si divine; ce qui dans mes rêves d'amour (où la foi à Dieu, à l'immortalité de l'âme, aux pratiques religieuses se mêlait, se combinait si intimement avec la foi à un amour infini) me rendait si précieux ma religion en m'y intéressant d'une façon si douce, en me la faisant aimer d'amour. L'identité des actions solidarisait ici toutes les parties d'un système.

« J'étais chrétien parce qu'amoureux, amoureux parce que chrétien, je veux dire parce que religieux. La religion, en effet, c'est la foi à l'absolu, dans tous les ordres de la connaissance et de la sensibilité. »

Qu'on ne croie pas que la pureté de son amour pour la première femme qu'il ait aimée soit attachée à son sentiment religieux, car la perte de sa croyance ne portera en quoi que ce soit atteinte aux sentiments de Proudhon vis-à-vis de la femme; en celle-ci, il respectera toujours la personne humaine.

Ce fragment des *Carnets* doit être du reste complété par un passage d'une lettre de Proudhon dans laquelle, le 1er janvier 1841, celui-ci félicite Bergmann de ce que ses amours n'aient pas été

suivies d'un plus heureux succès : « Toutefois, je m'en consolé par une réflexion que sans doute tu n'aurais pas faite : c'est que les premières amours, qui, dans les âmes chastes, laissent des tracés si profondes, ont souvent le mérite de préparer un bonheur plus solide pour un second attachement. En général, mon cher ami, les jeunes amants ne savent pas être heureux de leur amour et jouir convenablement d'eux-mêmes; ils s'adorent assez niaisement; mais leur âme a plus de vivacité et de flamme que de vraie chaleur; souvent, ils s'ignorent et ne savent pas tout ce qu'ils valent. Réciproquement, en un mot, l'art, le savoir manquent à leur passion... Allons, mon ami, courage... Tu auras mieux que ce qui t'échappe si tu ne renonces pas sottement à ce qui t'est dû. D'où suis-je si savant, demanderas-tu, moi qui n'ai point de femme ? C'est d'avoir eu très jeune un amour honnête et d'avoir vieilli par-dessus. Dans quelque temps, tu en sauras autant que moi. »

Entre cette lettre du 1er janvier 1841 et les événements de 1848 et 1849 qui amenèrent Proudhon à la prison de Sainte-Pélagie, en juin 1849, dans sa correspondance quelques notations indiquent que le mariage de ses amis conduisait Proudhon à songer à l'influence que le mariage pourrait avoir sur sa personnalité.

En apprenant qu'Ackermann se marie, il lui écrira, le 23 novembre 1843 : « Je suis plus disposé à prendre en pitié les amoureux qu'à éprouver une irrésistible sympathie de leur prétendu bonheur. Cela n'empêche pas notre ami Pauthier de m'écrire qu'il tient à ma disposition une jolie paysanne de Neuilly-sur-Marne; il prétend qu'en fait de femme, une paysanne est tout à fait ce qu'il faut à un philosophe. Certes, je n'accepte pas ce titre ambitieux. Mais nous verrons la petite et, ma foi, s'il est écrit que je doive me marier, je prendrai mon sort avec une résignation toute philosophique. »

Et, le 4 octobre 1844, il écrira encore à Ackermann : « La femme de Bergmann est singulièrement douce, modeste et avenante, telle enfin qu'il la lui fallait; la femme de Haag est une des plus aimables personnes que je connaisse; je la compare volontiers à Mme Cuvier. Son bon sens, son excellente raison font si vite oublier les désavantages de sa figure qu'en vérité je ne pourrais dire si elle est laide ou jolie. Quant à Tourneux, je présume qu'il a épousé une demoiselle de qualité et qu'il offenserait sa délicatesse s'il lui présentait des amis roturiers, et, qui pis est, *socialistes*... Les habitudes studieuses de Mme Ackermann pourraient au besoin vous venir en aide; tellement que, si nous avions le bonheur de vous posséder, vous nous rendriez deux amis au lieu

d'un. J'ai cru m'apercevoir en effet que, par l'effet du lien conjugal, la personnalité de Bergmann s'était accusée, que chez Haag elle s'était déformée; qu'en Tourneux elle s'était mûrie; il me semble qu'en vous elle a dû se doubler...

« De tous les membres de notre ancienne société, je suis le seul qui ait conservé le lien philadelphique. C'est par moi que tous nos amis ont des nouvelles les uns des autres; car, seul, j'ose le dire, je n'éprouve ni n'inspire de refroidissement. Je remarque seulement que le mariage opère d'une façon étrange sur vous autres, messieurs, qui avez pris femme; d'abord vous commencez par souhaiter à vos amis autant de bonheur qu'il vous en arrive; puis, vous retranchant peu à peu dans le ménage, vous finissez par oublier que vous fûtes compagnons. Je croyais que l'amour, la paternité augmentaient l'amitié chez les hommes; je m'aperçois aujourd'hui que ce n'était là qu'un paradoxe, une illusion. L'amour est donc aussi borné dans l'homme que l'intelligence ! Le moment où il nous semble que nous avons atteint l'un des sommets de la science est celui où nous découvrons que nous ne savons rien; et notre prétendue science est toujours plus étroite que n'était notre foi. Le moment où notre cœur semble s'ouvrir à d'infinies affections est justement celui où il se concentre et se glace. »

La constatation qu'il croit avoir faite d'après l'expérience de ses amis choque infiniment Proudhon, pour qui il n'en sera pas ainsi. L'amour et plus encore la paternité augmenteront la richesse de son amitié : celle-ci est l'une des sources les plus abondantes de sa nature et elle s'approfondira dans son cœur.

En 1835, apprenant que Gustave Fallot était bibliothécaire à l'Institut et secrétaire pour la publication des documents de l'histoire de France, Proudhon avait espéré devenir son secrétaire. Mais Gustave Fallot lui répondit qu'il n'avait pas besoin d'un secrétaire. Proudhon reste donc à Besançon. Et il songe à fonder une imprimerie « afin de se faire par son labeur les loisirs dont il a besoin ». Il refuse la proposition de M. Muiron (*Correspondance*, I, p. 4) qui lui avait demandé d'écrire dans son journal : « Je sens que j'aurais besoin de travailler six mois au moins à de sérieuses études, de donner l'éveil à mes idées, de les digérer, de les mettre en ordre, avant d'oser écrire un seul mot pour les publier, chose que je m'obstine à regarder comme plus importante que vous n'en convenez; et, au bout de ce temps, je refuserais vos offres avec d'autant plus de fermeté que je serais mieux instruit et plus capable... »

« Mon travail d'imprimerie, me dérobant à mes lectures, me

laisse pleine et entière liberté d'esprit pour la méditation. Le journal m'obligerait à lire journaux et brochures nouvelles, toutes choses insupportables pour moi, me fatiguerait par une contention d'esprit perpétuelle, absorbé que je serais entièrement par la controverse et la polémique continuelle.

« En somme, je vois de grandes chances d'ennui et de tribulations, contre de très minimes, pour ainsi dire nulles, de gloire et de satisfaction. »

## VI

Proudhon veut écrire une étude sur la philosophie du langage. Ce que le langage nous révèle, pense-t-il, ce qui est premier, ce qui est absolu, c'est la personne. Et il désire joindre cette étude sur la *révélation grammaticale* à la nouvelle édition qu'il prépare des *Eléments primitifs des langues,* de l'abbé Bergier. Celle-ci paraît au printemps de 1837 chez le libraire Lambert, dont il est l'associé. Daniel Halévy a raison de souligner parmi les conclusions du mémoire, ces quelques lignes : « Ne désespérons pas de la vérité, l'homme est fait pour elle : cette soif ardente ne lui a pas été donnée pour l'abuser d'une perpétuelle illusion. Soutenir le contraire, c'est méconnaître la nature, c'est blasphémer la véracité divine. »

Au sujet de ce premier ouvrage, dont il devait vendre toute l'édition au poids du papier à un épicier de Besançon, Proudhon, le 4 novembre 1837, écrit à Ackermann afin de le remercier de toutes les remarques qu'il vient de lui adresser et qu'il trouve *excellentes* : « Vous avez bien raison, et je l'ai senti il y a longtemps pour la première fois : j'ai besoin de travailler mon style. Cela me coûtera plus que toutes mes autres études. J'ai des idées capables d'alimenter deux ou trois Chateaubriand, et je ne puis venir à bout de les rendre. *Ce que l'on conçoit bien s'exprime clairement*... C'est aussi faux qu'un proverbe. Je suis sûr de bien concevoir ce que j'ai à dire, et j'ai mille peines à l'exprimer... Mes faiblesses de style me viennent toujours du défaut d'oreille, de mon inadvertance ou de mon ignorance, jamais de l'inertie de ma conception... Je vous assure que j'ai une démangeaison terrible d'envoyer la littérature au diable : cela m'ennuie et m'excède... Je voudrais pouvoir parler par formules, mettre tout ce

que je pense en une feuille; j'en tirerais tous les ans 2.000 exemplaires que j'enverrais *gratis et franco* partout... »

Les difficultés financières de l'association Lambert et Cie amènent Proudhon à poser sa candidature à la pension Suard. Mme Suard avait, en effet, légué à l'Académie de Besançon une rente de 1.500 francs destinée à doter tous les trois ans celui des jeunes gens du département qui aurait montré les plus heureuses dispositions soit pour la carrière des lettres ou des sciences, soit pour l'étude du droit et de la médecine.

L'idée d'être candidat à la pension Suard lui avait été suggérée par M. Perennès, professeur à la faculté des Lettres, dont il avait suivi les cours. Proudhon écrit à celui-ci le 21 février 1838 : « A l'âge où je me vois arrivé et dans la position où je me trouve, il me semble que ce vœu n'a rien de trop ambitieux ou d'indiscret... Cette démarche sera la plus importante que j'aurai encore faite de ma vie et je la regarde comme décisive de tout mon avenir... J'aime mieux cent fois m'abandonner à ma misère que de tenter une bonne fortune que je n'obtiendrais pas. »

Proudhon dit à M. Perennès que, s'il obtient la pension Suard, il s'engage à travailler à Besançon, sous les yeux de l'Académie, à l'exécution d'un ouvrage dont le titre serait : *Recherches sur la Révélation ou Philosophie pour servir d'introduction à l'histoire universelle*. Déjà le préoccupe cette idée de l'histoire universelle, au sujet de laquelle on retrouve tant de notes dans ses *Carnets,* sous le titre de *Cronos*. L'histoire du langage doit fournir l'explication de tous les principes de la philosophie.

Si Proudhon veut rester à Besançon afin d'y travailler, c'est qu'*il abhorre le séjour de Paris*. Ce n'est pas de Paris, mais des provinces qu'on peut attendre la renaissance de la nation française : « Quand je songe à cette race d'hommes qui, depuis deux ou trois mille ans, habite les deux versants de la chaîne du Jura, qui s'y est conservée à travers tant de catastrophes, presque inaltérée et non mêlée, quand je considère ces natures sérieuses et contemplatives, religieuses, quoique peu crédules, capables d'enthousiasme, mais non de fanatisme; ces gens qui ont entendu passer et mugir les révolutions, et n'ont encore vu que le ciel et leurs sapins, il me semble qu'il y a là des éléments préparés pour la régénération nationale. Que les hommes de foi et de volonté s'unissent donc et fassent enfin prendre un rôle à notre peuple franc-comtois dans les affaires du monde, qu'ils fassent une chaîne autour de lui pour le préserver de la corruption universelle... Si l'Académie le veut sérieusement, j'ose le lui promettre tant en

mon nom qu'en celui de mes amis et compatriotes : au milieu du déluge universel, la Franche-Comté peut devenir l'arche du genre humain ».

En avril 1838, l'associé de Proudhon se suicide. Le 16 mai 1838, Proudhon, qui n'avait pas son baccalauréat, se présente à l'examen et est reçu avec une note extrêmement faible pour les sciences, et de bonnes notes pour la littérature et la philosophie.

La demande de Proudhon à l'Académie est datée du 31 mai 1837 (en fait 1838). Dans cette lettre, Proudhon raconte sa vie depuis son enfance : « Messieurs, je suis compositeur et correcteur d'imprimerie, fils d'un pauvre artisan qui, père de trois garçons, ne put jamais faire les frais de trois apprentissages. J'ai connu de bonne heure le mal et la peine; ma jeunesse, pour me servir d'une expression toute populaire, a été passée à plus d'une étamine... Destiné d'abord à une profession mécanique, je fus, sur les conseils d'un ami de mon père, placé comme élève gratuit au collège de Besançon. Mais qu'était-ce que la remise de 120 francs pour une famille où le vivre et le vêtir étaient toujours un problème ? Je manquais habituellement des livres les plus nécessaires; je fis toutes mes études de latinité sans un dictionnaire; après avoir traduit en latin tout ce que me fournissait ma mémoire, je laissais en blanc les mots qui m'étaient inconnus et, à la porte du collège, je remplissais les places vides. J'ai subi cent punitions pour avoir oublié mes livres; c'était que je n'en avais point. Tous mes jours de congé étaient remplis par le travail des champs et de la maison, afin d'épargner une journée de manœuvre; aux vacances, j'allais moi-même aux bois chercher la provision de cercles qui devaient alimenter la boutique de mon père, tonnelier de profession. Quelles études ai-je pu faire avec une semblable méthode ! Quels minces succès j'ai pu obtenir !... Je poursuivis mes humanités à travers les misères de ma famille et tous les dégoûts dont peut être abreuvé un jeune homme sensible et du plus *irritable* amour-propre. Outre les maladies et le mauvais état de ses affaires, mon père poursuivait un procès dont la perte devait compléter sa ruine. Le jour même où le jugement devait être prononcé, je devais être couronné d'*excellence*. Je vais le cœur bien triste à cette solennité où tout semblait me sourire... (Au retour à la maison) je retrouvai ma famille consternée, ma mère dans les pleurs : notre procès était perdu. Ce soir-là nous soupâmes tous au pain et à l'eau. Je me traînai jusqu'en rhétorique; ce fut ma dernière année de collège. Force me fut dès lors de pourvoir à ma nourriture et à mon entretien : « Présentement, me dit mon

père, tu dois avoir ton métier : à dix-huit ans, je gagnais du pain, et je n'avais pas fait un si long apprentissage ». Je trouvai qu'il avait raison, et j'entrai dans une imprimerie. »

La date de la demande à l'Académie est du 31 mai 1838 ; quelques jours après, le 13 juin 1838, il écrit à Ackermann :

*J'ai passé le pont aux ânes; je suis bachelier. J'ai déjà rédigé un mémoire pour l'Académie, le plus bref que j'ai pu et en style de pétition. M. Perennès, qui tient à mon élection, m'a rendu ma pièce après en avoir pris lecture, pour me faire changer cette phrase :*

*« Né et élevé dans la classe ouvrière, lui appartenant encore, « aujourd'hui et à toujours par le cœur, le génie, les habitudes, et « surtout par la communauté des intérêts et des vœux, la plus « grande joie du candidat, s'il réunissait vos suffrages, serait, n'en « doutez pas, messieurs, d'avoir attiré dans sa personne votre « juste sollicitude sur cette intéressante portion de la société, si « bien décorée du nom d'*ouvrière*, d'avoir été jugé digne d'en être « le premier représentant auprès de vous; et de pouvoir désor- « mais travailler sans relâche, par la philosophie et la science, « avec toute l'énergie de sa volonté et toutes les puissances de « son esprit, à l'affranchissement complet de ses frères et com- « pagnons. »*

*Il (M. Perennès) ne m'a rien reproché sur le reste, seulement il désire que je raconte les détails de ma vie, ce qui me répugne fort; mais, quant au passage que je vous ai rapporté, tout lui en paraît mauvais. Je lui rendrai l'équivalent, mais en termes qui ne le choqueront plus.*

Le passage critiqué par M. Perennès est devenu dans le texte définitif le suivant :

*Né et élevé au sein de la classe ouvrière, lui appartenant encore par le cœur et les affections, et surtout par la communauté des souffrances et des vœux, ma plus grande joie, si je réunissais vos suffrages, serait, n'en doutez pas, messieurs, de pouvoir désormais travailler sans relâche, par la science et la philosophie, avec toutes les puissances de mon esprit, à l'amélioration morale et intellectuelle de ceux que je me plais à nommer mes frères et mes compagnons; de pouvoir répandre parmi eux les semences d'une doctrine que je regarde comme la loi du monde moral; et, en attendant le succès de mes efforts, dirigés par votre prudence, de me trouver déjà en quelque sorte comme leur représentant auprès de vous.*

Le 24 août 1838, le résultat du concours est proclamé en séance publique. M. Perennès dit, dans son rapport, que la première considération qui avait déterminé le jugement de l'Académie en faveur de Proudhon est « qu'il avait sur ses compétiteurs l'incontestable et triste avantage de posséder moins de ressources et d'avoir été plus rudement secoué par la fortune... L'Académie n'a pas cru que l'âge du candidat, qui a atteint sa vingtième année, dût être pour lui un motif d'exclusion. Les studieuses investigations auxquelles il s'est livré, l'ouvrage qu'il a mis à jour, l'essor remarquable qu'a pris son intelligence prouvent assez qu'en différant de se présenter à nos suffrages, il n'a fait qu'y acquérir de nouveaux titres et qu'il offre aujourd'hui des garanties presque certaines de succès et d'avenir. »

L'attitude de Proudhon vis-à-vis des compliments mérite d'être notée : « J'ai reçu les compliments de plus de deux cents personnes; de quoi pensez-vous qu'on me félicite aujourd'hui ? De la certitude que j'ai maintenant de faire fortune et de participer à la curée des places et des gros appointements, d'arriver aux honneurs, aux postes brillants; d'égaler, sinon de *surpasser* les Jouffroy, Pouillet, etc. ? Personne ne vient me dire : « Proudhon, « tu te dois avant tout à la cause des pauvres, à l'affranchisse- « ment des petits, à l'instruction du peuple; tu seras peut-être « en abomination aux riches et aux puissants; ceux qui tiennent « les clefs de la science et de Plutus te maudiront : poursuis « ta route de réformateur à travers les persécutions, les calomnies, « la douleur et la mort même. Crois aux destinées qui te sont « promises; mais ne vas pas préférer au martyre glorieux d'un « apôtre les jouissances et les chaînes dorées des esclaves... Tes « frères ont les yeux ouverts sur toi : ils attendent avec anxiété « s'ils doivent bientôt déplorer la chute et la trahison de celui « qui avait tant juré d'être leur défenseur; ils n'auront jamais « pour te récompenser que leurs bénédictions; elles valent mieux « que les écus comptants du pouvoir. Souffre et meurs s'il le faut : « mais dis la vérité, et prends la cause de l'orphelin. » (Lettre du 16 septembre 1838, à Ackermann.)

Non, Proudhon n'a fait ni carrière, ni fortune.

Proudhon arrive à Paris en novembre 1838. La lettre à Ackermann que nous venons de citer est de Besançon et du 16 septembre; dans la *Correspondance*, la première envoyée de Paris est du 30 novembre 1838; elle est adressée à Huguenet, à la direction duquel il a laissé son imprimerie. La suivante est une lettre du 9 décembre à M. Perennès auquel il annonce qu'il s'est

présenté à son tuteur, M. Droz, avec lequel il a de nombreuses et très longues conversations.

Les rencontres avec M. Droz donnent à Proudhon l'occasion de raconter d'une façon pittoresque ses premiers entretiens avec son tuteur :

*Ce qui paraît être résulté pour M. Droz (de mes conversations avec lui), c'est l'opinion que je suis un homme de paradoxe. Il ne se trompe pas. D'abord, il a voulu savoir quelle carrière je prétendais suivre. — La philosophie, la critique historique et la grammaire comparée : telle a été ma réponse ! — La philosophie !... mais quelle espérance pouvez-vous fonder sur des spéculations philosophiques ? Tout n'est-il pas dit aujourd'hui ou à peu près ? Quel système métaphysique, psychologique ou moral pouvez-vous inventer qui n'ait déjà été inventé ?... A cela j'ai répondu du ton le moins affirmatif qu'il m'a été possible... que j'étais loin de croire que la philosophie eût dit son dernier mot; qu'elle était à peine organisée... que telle était l'opinion de M. Jouffroy lui-même, le seul philosophe de l'Europe que je regardasse comme digne de ce nom... Là-dessus, M. Droz n'a pas insisté... Du reste, il m'a félicité de ce que mon opinion de M. Jouffroy était de tous points conforme à la sienne. Et nous avons parlé d'autre chose. — Vous voulez faire de la critique historique, a repris M. Droz ? Quelle histoire en particulier, et de quelle façon entendez-vous la traiter ? — Je travaille en ce moment à amasser des matériaux pour une histoire des Hébreux qui servirait à la confirmation de mes théories philosophiques. — Mais l'Ancien Testament me semble encore plus épuisé que la philosophie... J'ai répondu brièvement que j'étais fermement convaincu que nous ne concevions encore rien à l'histoire juive... J'ai ajouté qu'il me suffisait qu'une chose me parût vraie ou fausse pour que je la déclarasse telle aux dépens de qui il appartiendrait; que la critique et la philologie ne pouvaient pas plus se préoccuper des intérêts d'une opinion, quelque vénérable qu'elle fût, que la chimie ou l'algèbre. Je vous avoue que M. Droz me parut en ce moment un peu alarmé de la direction de mes idées... et je crois que, sur ce point, le soin de mon repos et de mon bien-être futur, autant que l'honneur de l'Académie, lui tiennent plus à cœur que la passion des rectifications historiques. M. Droz me demanda encore : — Quelles études spéciales avez-vous faites ? Quel fonds de connaissances est le vôtre ? Que savez-vous ? — Rien; j'ai été correcteur d'imprimerie, et je suis bachelier ès lettres. — Mais enfin, l'Académie ne s'est pas prononcée en votre faveur sans*

*avoir eu des motifs. Quels ont été vos titres à ses suffrages ? — Je me suis occupé de théologie dogmatique, et je serais, je crois, un séminariste passable; la discussion du dogme m'a conduit à celle des textes, et celle-ci à un essai de grammaire comparée. Voilà tout.*

Ces entretiens ne reflètent pas seulement et d'une façon amusante les étonnements de M. Droz en face du choix de l'Académie et en présence de l'étrange pensionnaire que lui avait adressé l'Académie de Besançon. Ils esquissent la physionomie de Proudhon à l'époque de son arrivée à Paris. Proudhon, qui n'accorde aucune valeur à son intelligence, éprouve pour M. Droz une cordiale sympathie : « Je suis accueilli de lui parfaitement et je m'attache tous les jours à sa personne. M. Droz inspire la vertu à tout ce qu'il approche. Il suffirait, après une faute, d'être devant lui pour sentir des remords. Je l'aimerai certainement, sentiment qui me devient tous les jours plus difficile... Je vais me préparer tout doucement au grade de licencié ès lettres; je fais en attendant un peu de philosophie et de grammaire; je traduis Isaïe et Andrezel, et je commencerai incessamment l'allemand et le sanscrit... je désire que mes lettres restent entre vous et moi; je me confesse à vous comme à un ami. »

Proudhon exprime nettement à M. Perennès son opinion sur les cours publics :

*J'ai pris le parti de renoncer aux cours publics que je regarde comme un luxe national complètement inutile. Je pourrai quelque jour vous régaler des niaiseries qui s'y débitent.*

*Pour le moment, je fréquente les bibliothèques, rien de plus... Je pourrais choisir d'autres voies de me pousser et de me faufiler; je ne le veux pas. Je refuse d'aller aux soirées de M. Droz, de voir M. Nodier, M. Baguet, M. Jouffroy, etc., et je n'y mettrai pas le pied. Ma façon de voir et d'agir tient un peu, vous le savez, de l'obstination; soit. Si je vaux quelque chose, ce n'est pas par là. Ma nomination à l'Académie n'a pas effacé mes souvenirs, et, ce que j'ai haï, je le haïrai toujours. Je ne suis pas ici pour devenir un savant, un littérateur homme du monde: j'ai des projets tout différents.* (Lettre du 17 décembre 1838 à Maurice.)

On a reproché à Proudhon son attitude vis-à-vis de M. Perennès et vis-à-vis de l'Académie de Besançon. On a voulu voir dans cette attitude un signe de duplicité. On dit qu'il allait « commencer à jouer double jeu ». Et à l'appui de cette critique on cite la lettre qu'il écrit, le 30 novembre 1838, à Huguenet qui le représente à l'imprimerie : « Cette fois, c'est en vue de l'imprimerie et bien

sérieusement que j'exploite la pension Suard. Je me proposais d'abord de prendre mes grades et de poursuivre une chaire dans quelque Académie. Cela ne sera point. Mais silence là-dessus ». Et on interprète ce texte en disant que, tandis que, vis-à-vis de l'Académie il prétend préparer sa licence ès lettres, Proudhon n'a qu'une idée, c'est de conserver son imprimerie afin de se servir d'elle et de la pension Suard pour pouvoir payer ses dettes et éditer les pamphlets qu'il a l'intention d'écrire. Mais, Proudhon ne parlera que le 27 février 1839 du pamphlet qu'il va rédiger.

Lorsque Proudhon écrit à M. Perennès le 9 décembre 1838, il n'y a aucune contradiction entre ses propos et ses desseins; encore moins peut-on voir dans cette lettre un acte de duplicité : elle s'éclaire par celle adressée, huit jours après, à Maurice; il lui parle d'abord de l'imprimerie dont, s'il la vend, il voudrait avoir vingt mille francs : « A toutes les qualités peu capables de conduire un homme à l'opulence, il vous faut joindre encore le malheureux don de prévoir quelquefois l'avenir, don que, pour mon tourment, j'ai reçu dans un degré assez développé. Or, j'ai tous les jours, et de plus en plus, lieu de me convaincre que je n'ai rien à attendre que de moi-même, qu'il ne me faut compter que sur mon travail personnel, que je suis incapable de tirer parti de mon savoir-faire comme on l'entend aujourd'hui, et comme il faut absolument s'y résigner, sous peine de se laisser passer sur le ventre. Avancer dans le monde et garder mes idées et mon caractère sont deux choses contradictoires, vous devinez sans peine laquelle je sacrifie à l'autre ».

*Je n'ai rien à attendre que de moi... Garder mes idées et mon caractère, plutôt que d'avancer dans le monde...* Ces déclarations qui, pour tant d'autres jeunes hommes, resteraient verbales, demeureront pour Proudhon les principes directeurs de son existence. Chez lui, elles sont l'expression de ses sentiments intimes; indépendance et fierté seront deux vertus auxquelles Proudhon ne renoncera jamais.

Tels étaient les sentiments de Proudhon pendant les premières semaines de son séjour à Paris. L'impression qu'il avait faite sur son tuteur s'est traduite dans une lettre que M. Droz adresse à M. Perennès le 24 décembre 1838 et qui est aux archives de l'Académie : « Son excessive timidité le rend sauvage, et s'il la conservait à ce point, elle nuirait à son instruction en l'éloignant d'hommes que Fallot se félicitait de connaître. Le nouveau titulaire m'a d'abord annoncé qu'il désirait vivre seul avec des livres, et j'ai vu bientôt que je redoublerais sa timidité si je voulais la

lui ôter trop vite. Que cela ne vous inquiète nullement. Notre jeune homme *a déjà fait,* dans le savoir-vivre, des progrès dont vous seriez étonné. Je crois pouvoir vous annoncer qu'avant peu, sans rien perdre de ses excellentes qualités franc-comtoises, il se sera débarrassé de sa sauvagerie et que sa timidité ne sera plus que la modestie qui convient à un homme de mérite. Il me témoigne une affection dont je suis touché, et je lui donnerai de la mienne autant de preuves qu'il me sera possible ».

Proudhon devait envoyer chaque année à l'Académie un rapport sur ses études. La lettre adressée le 15 juillet 1839 fut lue le 18 juillet en présence de Joseph Droz. Celui-ci fit part à l'Académie du succès obtenu par le titulaire de la pension Suard auprès de deux membres de l'Académie des Sciences morales et politiques : Burnouf et Regnard avaient apprécié un mémoire tiré par Proudhon de son *Essai de Grammaire générale* revu et modifié.

En 1839, l'Académie de Besançon avait mis au concours : « L'utilité du dimanche, considérée sous les rapports de l'hygiène, de la morale, des relations de famille et de cité. »

Et, dans la séance publique du 24 août 1839, le rapporteur, l'abbé Doney, rendit compte des neuf mémoires qui avaient été présentés à ce concours : celui de Proudhon qui obtenait une mention honorable était l'objet de grands éloges. « Un style toujours clair, naturel, coulant, rapide, plein d'originalité et tout empreint de cette chaleur qui naît d'un ardent amour du bien et de la vérité..., un mémoire parfait sous le rapport des principes religieux autant que sous le rapport du talent et de la pensée... Nous pouvons prédire à l'auteur qu'un jour il occupera dans la philosophie de la religion et de l'histoire un rang des plus distingués, s'il veut bien rester dans la sphère de la science spéculative et laisser à d'autres les questions d'économie politique et d'organisation sociale, pour la solution desquelles notre siècle ne manque pas de docteurs prompts à décider et à trancher sur les problèmes les plus difficiles et les moins compris »

Dans la *Célébration du Dimanche*, Proudhon avait montré le bout de l'oreille en posant ainsi l'objet de ses recherches : « trouver un état d'égalité sociale qui ne soit ni communauté ni despotisme, ni morcellement, ni anarchie, mais liberté dans l'ordre et indépendance dans l'unité — découvrir et constater les lois économiques, restrictives de la propriété, distributives du travail... Le droit de vivre appartient à tous : l'existence en est la prise de possession ; le travail en est la condition et le moyen. C'est

un crime d'accaparer des subsistances; c'est un crime d'accaparer le travail ».

On comprend que de telles affirmations aient pu effrayer le rapporteur et les seules réserves faites par lui portent sur ce point : l'abbé Doney avait blâmé l'auteur de s'être livré à des écarts « d'autant moins pardonnables que souvent ils touchent à des matières fort délicates, à des questions de propriété, d'égalité, d'organisation sociale qui ne doivent être abordées qu'avec précaution et traitées avec sagesse, avec maturité, si l'on veut savoir ce qu'on dit et surtout ne rien dire de téméraire et de pernicieux ».

Proudhon avait agi volontairement et, sans crainte du scandale, il avait prévu les sentiments qu'il allait déchaîner contre lui lorsqu'il écrivait, le 1er juin 1839, à Huguenet : « J'ai composé un discours sur le dimanche; quel que soit le jugement de l'Académie, je compte l'imprimer... Mais quand on saura dans le public que je suis l'auteur de ce discours, ce sera un beau tapage. Je puis dire que je viens de passer le Rubicon ». Et, en effet, Proudhon écrit le 9 septembre 1839 à Ackermann : « S'il faut en croire le rapporteur, mon mémoire serait le plus remarquable par le style, la profondeur et l'érudition... C'est mon discours qui a fait le plus jaser... J'aime beaucoup mieux la médaille de bronze que l'on m'a décernée : mon mémoire a été classé à part et hors ligne; cela vaut mieux, vous en conviendrez, qu'un ex-æquo... Je vais m'occuper de l'impression de mon mémoire, après revue et correction... Je m'attacherai de plus en plus à la forme purement scientifique; c'est le moyen de me placer hors des atteintes du parquet. Je serai peut-être craint; mais je défie qu'on me poursuive pour les *effroyables* choses que j'ai à dire. On prétend que toute vérité ne doit pas être manifestée avant le temps... Cet adage n'a pas de sens, tant qu'une vérité ne doit pas être manifestée, elle reste inaperçue; la voir, c'est être obligé de la dire ».

Le 22 décembre 1839, Proudhon écrit à Bergmann : « J'apprends de Besançon que le clergé a arrêté la vente de ma brochure, qu'on y prépare des réfutations sévères de mes principes... Les dévots sonnent l'alarme et les soi-disant républicains se réjouissent d'un nouveau champion... ».

La *Célébration du Dimanche* a une valeur révélatrice. M. Michel Augé-Laribé dit que l'intérêt présenté par ce premier écrit « c'est que Proudhon y donne l'esquisse de son œuvre entière... ». Ce n'était pourtant qu'un point de départ.

Dès la *Célébration du Dimanche*, Proudhon entreprend la lutte

pour la justice; ce n'est pas par la contrainte que doit se réaliser l'égalité. Et, déjà, l'ardeur revendicative de Proudhon est aussi intransigeante pour la liberté que pour l'égalité.

Le 23 février 1840, Proudhon écrit à M. Perennès afin de lui annoncer qu'il devait publier un travail assez considérable qu'il se proposait de dédier à l'Académie de Besançon : « Pensez-vous, monsieur le Secrétaire Général, que je puisse le faire sans autre demande préalable que l'avertissement que je vous en donne ici ? Mon sujet consiste en des recherches psychologiques sur le principe du *juste* et sur ses développements; si vous désirez de plus amples explications, je vous dirai que je donnerai dans cet écrit la démonstration par la métaphysique, le droit, l'économie politique et l'histoire de toutes les propositions qui, dans mon discours sur le dimanche, ont été censurées par la Commission. Je vous déclare, de plus, que ma franchise ne sera pas moindre, mais pourtant tout aussi mesurée. Si je dis vrai, je veux que l'Académie devienne elle-même mon chef, *petra mea et robur meum;* si je dis faux, elle n'est compromise en rien ».

Proudhon présentait son nouveau mémoire comme le compte rendu annuel qu'il devait à l'Académie : « De tous les maîtres que j'ai suivis, c'est à vous que je dois le plus. Vos concours, vos programmes, vos indications, d'accord avec mes vœux secrets et mes espérances les plus chères, n'ont cessé de m'éclairer et de me montrer le chemin : ce mémoire sur la propriété est l'enfant de vos pensées... si j'anéantis la propriété, c'est à vous, messieurs, qu'en revient toute la gloire, c'est à votre secours et à vos inspirations que je le dois... Pourquoi ne l'avouerais-je pas, messieurs ? J'ai ambitionné vos suffrages et recherché le titre de votre pensionnaire, en haine de tout ce qui existe et avec des projets de destruction... Puissiez-vous, messieurs, vouloir l'égalité comme je la veux moi-même; puissiez-vous, pour l'éternel honneur de notre patrie, en devenir les propagateurs et les hérauts; puissé-je être le dernier de vos pensionnaires. C'est de tous les vœux que je puis former le plus digne de vous, messieurs, et le plus honorable pour moi ».

Après une première séance, l'Académie se réunit une seconde fois, le 12 août 1840 : une majorité de treize voix contre dix décida que le titulaire de la pension Suard serait entendu. Mais, le 24 août, l'Académie décidait de désavouer et de condamner de la manière la plus formelle l'ouvrage du pensionnaire Suard, comme ayant été publié sans son aveu et lui attribuant des opinions entièrement opposées aux principes de chacun de ses membres.

Le 30 septembre 1840, Proudhon, que son atelier d'imprimerie endettait de plus en plus (lettre à Bergmann du 22 juillet 1840), écrit à Bergmann qu'il compte partir de Besançon le 11 octobre et, *quoique à pied,* il espère arriver à Paris le 17 octobre au plus tard : « Mon imprimerie s'attache à moi, malgré moi, et je songe enfin à l'exploiter sérieusement, faute de pouvoir faire mieux. La question n'est plus désormais pour moi de me faire exclusivement homme de lettres ou savant; il faut que je trouve, au contraire, dans mon industrie des moyens de poursuivre à l'avenir mes études. Ce but me semble facile à atteindre, si quelque publication de moi, plus heureuse que la précédente, venait cette année me frayer le chemin. »

C'est de Paris que, le 10 novembre, Proudhon écrit à Bergmann afin de lui parler de son second *Mémoire* auquel il désire donner « autant d'aménité, de politesse, de grâces insinuantes qu'il y a de colère et de rudesse dans le premier ». « Je sens aujourd'hui que je me suis fait tort par ma violence, et je veux tâcher de le réparer. » Et, tout en écrivant la lettre à M. Blanqui, Proudhon raconte à Bergmann qu'il s'est mis en tête de refaire une métaphysique et qu'il lit Kant tous les jours. A cette époque, Proudhon est logé 16, rue Jacob; car, trop éloigné du centre de ses études, il a dû quitter les Dessirier avec lesquels il habitait : d'ailleurs, la vie commune lui est une cause perpétuelle de dissipation.

Le 24 décembre 1840, l'Académie décida de convoquer à nouveau Proudhon qui était retourné à Paris sans se présenter devant elle. On l'exhorte à se rétracter. Le 1er janvier, il apprend à Bergmann qu'il répond à l'Académie « pour l'acquit de ma conscience et de manière aussi à pouvoir rendre ma lettre publique, car je ne suis pas d'humeur à me laisser déshonorer sans rien dire. Or, si je publiais un factum après coup, ce serait un libelle qui manquerait son effet; tandis que, en publiant textuellement une défense destinée d'abord à rester secrète, elle sera d'une immense autorité aux yeux du public ».

Dans la séance du 15 janvier 1841 — après un résumé bienveillant de M. Perennès, l'Académie vota : 16 voix contre 14 et un bulletin blanc se prononcèrent pour le retrait de la bourse; mais celui-ci ne pouvait être prononcé qu'à la majorité des deux tiers. Proudhon restait donc titulaire de la pension Suard. Dans une lettre à M. Perennès, le 18 janvier, Proudhon remercie l'Académie : « La vivacité de ma douleur doit vous prouver combien intimement je tiens à l'Académie, à mon pays, à l'opinion de mes

concitoyens : le succès, la fortune, la gloire, sans leur amour, ne me tentent pas. »

Le second mémoire de Proudhon sur la propriété paraît en avril 1841. Son titre est : *Lettre à M. Blanqui, professeur d'économie politique au Conservatoire des Arts et Métiers, sur la propriété.* Et, le 19 juillet 1841, Proudhon écrira encore une lettre, sinon à l'Académie, du moins à son secrétaire perpétuel : « Remercier l'Académie du bien qu'elle m'a fait paraîtrait ironique; rendre compte de mes études passées et futures serait l'insulter; revenir sur ce que j'ai fait, cela ne se peut. Il faut que je me taise et que j'attende le retour spontané de l'Académie ».

Dans une lettre de Besançon, le 15 octobre 1839, Proudhon avait écrit à Ackermann : « Quant au fond des choses, plus j'y pense, et plus je m'en applaudis. L'escarmouche sera vive et directe : aussi, ce premier pas une fois fait, il n'y aura plus à revenir et je suis engagé à jamais. C'est ce que je veux ».

« *Je suis engagé à jamais. C'est ce que je veux.* » Il s'agissait de la *Célébration du Dimanche* qui s'imprimait. Il est vrai que Proudhon n'avait pas osé présenter son discours à M. Droz ni à M. Jouffroy. « Ma philosophie et ma politique ne sauraient leur plaire » (Lettre à Bergmann du 22 décembre 1839). Et dans cette même lettre, il raconte à Bergmann les conseils que lui donnent les plus sages : « Mes amis mêmes doutent, me font des recommandations et désirent que je laisse la politique de côté ».

Seulement, il faut y insister encore : la *Célébration du Dimanche* est son premier essai, mais qu'il regarde *comme son programme* (Pauthier, 12 novembre 1839) : dès cette date, sa décision est prise. Il n'écoutera pas les conseils de ses amis. Il persévérera. Et, le 10 janvier 1842, paraîtra l'*Avertissement aux propriétaires ou Lettre à M. Considérant, rédacteur de la « Phalange »*.

Pendant ces années, où il prend attitude d'insurgé contre une société dont il aurait pu attendre toutes les complaisances, Proudhon a connu la misère et la solitude. Il écrit à Bergmann, le 22 février 1840 : « Mon cher Bergmann, je t'écris dans l'amertume de mon âme. Tu me demandes si je suis content ? Tu m'as cru pauvre l'année dernière; cette année, si tu viens à Paris, tu me verras indigent. Je n'ai pour vivre qu'une pension de quinze cents francs : elle est toujours mangée d'avance pour un cinquième, et, du reste, les deux tiers sont emportés par mes créanciers et ma famille. J'aurai 250 francs pour vivre du 20 mars prochain au 20 septembre. J'ai beau lire, écrire, étudier, je suis op-

primé, consterné, flétri. Tantôt je regarde la Seine, en passant sur les ponts; d'autres fois je songe à me faire voleur. Le sentiment de ma misère est tel que, si demain, j'arrivais à la fortune, le cauchemar qui me poursuit ne me quitterait pas de deux ans. Je ne travaille que pour recueillir des mépris et des malédictions; mon malheur veut qu'au lieu d'apprendre aux autres des choses qui les amusent et leur plaisent, je n'aurai que de tristes vérités à leur dire, qui me feront haïr et bafouer. Je ne sais rien autre chose pourtant. Faut-il que je me taise ? Je ne le puis : je suis entraîné à boire ce calice qui me fait horreur et que toutes les délices ne m'empêcheraient pas d'avaler... Je n'ai personne avec qui je puisse m'entretenir de mes études; personne ».

Proudhon a connu une gêne quotidienne; et il la connaîtra presque toute son existence. Il doit limiter le nombre des lettres qu'il écrit à Ackermann qui se trouve à Berlin, parce qu'il doit payer un port de deux francs; pour aller voir Bergmann qui se trouve à Paris en octobre 1840, il doit faire à pied une route de 80 lieues de Besançon à Paris.

Le 15 novembre 1840, il écrit à Ackermann : « ... Je n'ai qu'une excuse : quand un homme, à près de trente-deux ans, est dans un état voisin de l'indigence sans qu'il soit de sa faute; quand il vient de découvrir tout à coup, par ses méditations, que la cause de tant de crimes est tout entière dans une *erreur de compte,* dans une mauvaise comptabilité; quand en même temps il croit remarquer chez les avocats du privilège plus d'impudence et de mauvaise foi que d'incapacité et de bêtise, il est bien difficile que sa bile ne s'allume et que son style ne se ressente des fureurs de son âme ».

L'existence à Paris ne lui plaît pas; il y éprouve la nostalgie de la campagne et des champs; celle-ci lui fait ressentir davantage sa solitude : « J'essaie de vous répondre (le 16 mai 1841, à Ackermann) par la plus belle matinée de mai qui se puisse voir. J'ai vis-à-vis de ma fenêtre un magnifique soleil; il ne me manque que des rossignols et des roses. J'entends à défaut les roquets et les pierrots, c'est peu fait pour rafraîchir l'esprit et récréer l'imagination ».

A son cousin, J.-B. Proudhon (29 mai 1840), Proudhon avait écrit : « Je ne travaille pas pour faire un métier; à travailler pour vivre, je préfère l'atelier à la plume. Or, il est acquis désormais que mes études ne me rapporteront jamais un centime, du moins je ne l'espère pas. C'est triste ! direz-vous; non, mon cousin, c'est naturel ».

A Bergmann, il exprime son secret désir d'une existence partagée entre un métier manuel et le loisir intellectuel, lorsque, le 22 février 1840, il souhaite d'être de retour à Besançon où « je reprendrai ma vie *mi-partie de lecture et méditation et de travail manuel : je ne suis bien que comme cela* ».

On peut dire que l'expérience, si superficielle soit-elle, d'une certaine société parisienne lui a fait prendre plus profondément conscience de ses goûts. La sympathie qu'il a pour Jouffroy est singulièrement attiédie par certains traits de son caractère : parlant de sa solitude à Paris, Proudhon s'écrie : « Comment irais-je m'adresser à un Jouffroy qui n'a pas foi lui-même à la science qu'il enseigne, qui dit, avec une impertinence indigne, que la philosophie est chose bien creuse, et qui, apparemment, trouve que ses 15 à 20.000 francs de traitement accumulés sont quelque chose de plus solide ».

C'est toujours à Bergmann qu'il se confie lorsqu'il a sur le cœur une déception qui suscite son indignation : « Depuis que je n'ai plus Fallot, je n'ai plus que toi qui puisses me juger, me comprendre, me conseiller, me redresser... » (Lettre du 9 février 1840.) « Mon cher Bergmann, je ne puis m'empêcher d'être touché jusqu'au fond de l'âme des témoignages si vifs de ton amitié. J'y retrouve toute la chaleur, toute l'effusion de Fallot qui savait comme toi être et se montrer ami. » (Lettre du 3 mai 1840.)

Dans les deux lettres du 9 et du 22 février 1840, toutes deux également à Bergmann — lorsqu'il prépare le premier mémoire sur la propriété — il s'interroge sur ce qu'il peut attendre de cette première œuvre : « Non, je n'attends rien ni du public qui ne me connaîtra jamais parce que la barrière qui m'en sépare est infranchissable; ni de mes patrons parce que ce sont des poltrons, des égoïstes et des corps sans intelligence; ni des hommes spéciaux qui pourraient m'entendre, mais que l'esprit de propriété littéraire et philosophique étouffe; ni enfin des trompettes de l'opinion publique, parce qu'elles ne comprendront jamais de moi autre chose, sinon que je les hais et les méprise. Mais je compterai toujours quelques âmes pures parmi mes amis, et parmi ces âmes pures, quelques hautes intelligences. Crois-tu que j'ambitionne davantage ? ».

Cette lettre du 9 février, par sa belle lucidité est un aveu. Par ses confidences à Bergmann, on mesure la force efficace que donnait à Proudhon l'amitié, force de sa vie intérieure — force permanente d'un équilibre sans cesse à conquérir — force de récon-

fort dans les heures de crise où Proudhon — sans jamais douter d'un seul de ses amis — doute de l'homme.

Chez Proudhon l'amitié est une vertu. Elle existe sans faille et sans aucune complaisance vis-à-vis de soi.

Cette amitié entend offrir et recevoir le bienfait d'une sincérité totale :

*Mon cher et honoré compatriote, vous avez bien fait de me réprimander et je vous en remercie. Comme vous dites, j'ai parfois la maladie de notre pays; je veux dire que je suis triste, défiant, ombrageux, chagrin, assiégé de soupçons, et de mauvaises pensées, et, dans ces terribles instants, ce sont toujours mes amis qui, présents, souffrent de cette humeur, absents, ont toujours tort. Châtiez-moi donc comme je le mérite, et d'une main ferme, et soyez sûr que je vous en aimerai davantage et que nous ne nous brouillerons pas. Si j'avais toujours à faire avec des gens comme vous, j'aurais bien des défauts en moins; mais les lâches humains ont plus peur de dire une petite vérité à un homme que de se battre avec lui, et tel deviendra son ennemi pour avoir fui une explication ou une correction fraternelle.*

A Bergmann, 2 janvier 1857 : « A travers mes infortunes, tu as été l'homme dont l'opinion et le jugement ont eu le plus d'autorité à mes yeux. »

## III

# PROUDHON COMMIS BATELIER A LYON

(Février 1843 - Décembre 1847)

*Ma mère, à qui je dois tout, était libre, occupée, pas accablée par la vie...*

*Quoiqu'il en soit, je ne demande à personne de me faire grâce, sauf à mes amis.*

(Lettre du 2 juillet 1846 à Ackermann à propos du *Système des Contradictions Economiques*.)

I

Le 4 février 1843, Proudhon apprend à Bergmann qu'il a vendu son établissement d'imprimerie : « Me voilà libre. Tout est réglé, arrangé; je quitte au 1^er mars prochain; je rembourse une partie de mes dettes, et je reste avec 7.000 francs de déficit, dont j'ai à prélever les intérêts (350 francs) sur mon travail à venir ».

Et le 20 septembre 1843, il renseignait Ackermann sur la situation qu'il avait trouvée afin de pouvoir vivre et payer les intérêts de sa dette, car c'est là, autant que de vivre, ce qui préoccupe l'honnête homme qu'est Proudhon : « J'ai vendu mon imprimerie, je suis sorti de ma boutique, le 1^er mars, avec 20.000 francs de passif et 10.000 francs d'actif; voilà où je suis arrivé après quinze ans de travail et d'études... En remettant ma déplorable industrie, je me suis trouvé si serré et si sec que force m'a été d'entrer au bureau en qualité de commis, pour subvenir immédiatement aux besoins les plus pressés de mon existence. Je suis commis batelier, à Lyon; je passe mes journées avec des mariniers, des crocheteurs, des charretiers, des négociants, des commissionnaires, des chauffeurs, etc... tantôt dans mon bureau, tantôt à bord de notre remorqueur *le Dragon,* l'un des plus forts bateaux à vapeur qui soient sur la Saône. Là, je multiplie mes observations et j'achève *ab experto* mon cours d'économie politique, commencé avec A. Smith et Say. Mon temps ne sera pas perdu ». Deux voyages aux mines de Saint-Etienne et de Rive-de-Gier lui ont permis de vérifier par lui-même « la coalition charbonnière et la moralité des exploiteurs dissidents et libres ».

Proudhon, en effet, son imprimerie vendue, n'est pas parvenu à gagner sa vie à Besançon. Il avait espéré entrer aux archives de la Préfecture. Aux sollicitations de ses amis qui sont intervenus pour lui auprès du Préfet, celui-ci a opposé un refus péremptoire. Proudhon écrit à M. Fleury que ce qui lui fait plaisir, c'est qu'il ne vient à l'esprit de personne de supposer un seul

instant qu'il puisse démentir son passé et ses idées : « Ainsi, repoussé par la Préfecture, repoussé par la Municipalité, peu recommandable au clergé, suspect à la magistrature, redouté par la bourgeoisie », Proudhon sent qu'il n'a rien à faire à Besançon, où les sympathies qu'il inspire se réduisent à cinq ou six personnes : « Je n'ai pas cinq sous à gagner à Besançon. »

Aussi, Proudhon accepte-t-il la proposition que lui font les frères Gauthier, à Lyon où il se trouve installé, en mai. La maison Gauthier frères est une maison nouvelle qu'il s'agit d'asseoir et d'organiser sur un bon pied.

Proudhon est devenu commis batelier avec une ardeur et un enthousiasme qui ne nous étonnent pas : l'espoir que lui offre sa généreuse imagination et qu'il exprime à M. Maurice (4 août 1843) est vaste : « Ma grande affaire a été de philosopher sur cette question, comme j'aurais fait sur un problème de métaphysique et de politique et de calculer les bases de l'édifice. Si à l'avenir MM. Gauthier suivent, dans leurs affaires, un plan de conduite tout nouveau, s'ils sortent de la routine vulgaire, j'y aurai, je crois, fortement contribué ». « Comme je suis le principal et même l'unique conseiller de mes patrons, j'ai tout loisir d'appliquer mes idées d'organisation et j'en profite pour faire des expériences sur les concurrents mal intentionnés; *in anima vili...* » « Je fais des brochures sur des matières administratives; des pétitions aux ministres; des requêtes au Préfet; je fournis de notes les bureaux du ministère; en un mot, si le pouvoir savait l'auxiliaire puissant qu'il a en moi, au lieu de me faire surveiller, il me pensionnerait. » (Lettre à Ackermann.)

En fait, Proudhon, chez les Gauthier frères, fait un stage; et, grâce à la conscience avec laquelle il accomplit ses fonctions administratives, il acquiert une expérience précieuse qui, comme il l'écrit à Ackermann, achève *ab experto* son enseignement de l'économie politique, car il multiplie ses observations.

Entre temps, Proudhon écrit plusieurs fois à ses parents si proche de ses pensées quotidiennes. De Lyon, le 25 mai 1843, il leur apprend que sa nouvelle situation le force « à trotter tout le jour et qu'il n'a pas un moment, mais plus d'appétit que jamais » : « Je n'ai qu'un chagrin, c'est que je ne pense pas plus qu'une marmotte, ce qui n'est guère dans mes habitudes ». Nous en doutons. Le 31 mai 1843, il fait allusion à un nouveau livre qui ne paraît pas. Le 16 octobre 1843, Proudhon écrit à sa mère : « Ma chère mère, je suis très surpris que mon père soit jaloux de ce que je vous écrive. Est-ce lui qui fait mes cravates et mes che-

mises ? Et qui va voir M. Micaud, M. Gandon, M. Bodier, le cousin, etc... quand j'ai une commission à faire ?... Dites à mon père, je vous prie, en lui montrant (cette lettre) que je ne suppose pas que vous lui cachiez mes lettres et que, d'ailleurs, quand j'aurai à causer d'affaires, c'est à lui que je m'adresserai : aux hommes les grandes affaires; aux femmes, le ménage. Faites-moi passer à l'adresse de MM. Gauthier frères un caleçon de molleton et une cravate de quinze sous... Il est convenu entre MM. Gauthier et moi que je travaillerai chez eux à volonté huit ou neuf mois par an à Lyon, Châlon, Besançon et Mulhouse et que je serai de retour à Paris pour mes études et la vente de mes ouun mois (fin novembre) et j'irai voir mes amis de Paris; puis, je vrages. Ainsi, je passerai près de vous d'ici à trois semaines ou reviendrai en février, ou en mars au plus tard. Ce sera une jolie et agréable existence; il ne manquera que de vous voir plus souvent auprès de moi ».

En entrant chez les frères Gauthier, Proudhon avait trouvé l'organisation de l'existence qu'il rêvait : gagner sa vie d'une façon indépendante de sa production littéraire et pouvoir poursuivre à Paris ses études et ses travaux. C'est ce qu'il écrit à Ackermann dans la lettre du 20 septembre : « Je compte cet hiver être à Paris où je commencerai ma carrière de journaliste; alors je vous montrerai un autre homme. Tandis que l'on me croit enseveli dans la métaphysique, je leur révélerai tout à coup des connaissances pratiques, acquises sur une foule de points, et avec lesquelles je ferai enrager, j'espère, bien des gens. L'année prochaine verra des choses nouvelles, soyez-en sûr ».

Proudhon songeait déjà aux *Contradictions économiques,* qui ne seront publiées que deux ans après. En septembre 1843 venait de paraître : *De la création de l'ordre dans l'Humanité.* Sur ce livre, qui avait dû sortir des presses en avril, Proudhon portait le jugement suivant en écrivant à M. Maurice, le 4 août 1843 : « Je suis absolument sans nouvelles de mon livre; je l'ai fait si épais, si assommant, si indigeste que peu de gens auront le courage d'aller jusqu'au bout et que, pour le bien entendre, il faudra le lire lentement et deux fois. Ceux qui pourront faire ce sacrifice, il est vrai, ne s'en repentiront pas. Ils auront appris plus de choses qu'on n'en produit (de nouvelles) depuis soixante ans. Voilà, en attendant le jugement des critiques, ce que j'ose penser moi-même de ma publication ».

Tout Proudhon est dans ce double mouvement : modestie d'écrivain, orgueil d'inventeur.

Dans la lettre du 20 septembre 1843, à propos de sa *Création de l'ordre dans l'Humanité,* Proudhon disait en envoyant le livre à Ackermann : « Vous trouverez dans ce volume toute une métaphysique nouvelle, autrement simple, claire et féconde que celle de vos Allemands ». Il convient de noter ici que Proudhon s'était déjà préoccupé de la philosophie allemande et qu'il pensait que cette métaphysique nouvelle annoncée par lui à Ackermann s'opposait à la métaphysique des philosophes allemands auxquels il faisait allusion : Kant et Hegel. Charles Rist a justement remarqué que, un passage du premier mémoire sur la propriété prouve que, dans la mesure où son ignorance de la langue allemande le lui permettait, Proudhon, en 1840, connaissait Hegel. Mais c'est surtout à partir du séjour qu'il va faire à Paris, pendant l'hiver 1843-1844, que Proudhon se trouvera en relations avec des exilés allemands : Arnold Rudge et le fils de Fichte, surtout avec Karl Grün.

Il est utile de relire une lettre à Tissot qui se trouve à la page 230 du second volume de la *Correspondance.* Elle est datée de Lyon, 13 décembre 1839; mais cette lettre suit celle adressée de Lyon, le 21 novembre 1846, à Guillaumin :

*Dans mon premier mémoire sur la propriété, je disais que je n'étais ni propriétaire ni communiste, double négation qui revenait à dire : la Propriété et la Communauté sont deux antinomies, deux principes à la fois irréalisables et nécessaires. Je sais que cette dialectique hégélienne n'est pas de votre goût, et, comme vos confrères de la Sorbonne, vous accusez de scepticisme ceux-là mêmes qui prétendent avoir à jamais renversé le scepticisme... En lisant les antinomies de Kant, j'y avais vu non pas la preuve de la faiblesse de notre raison ni un exemple de subtilité dialectique, mais une véritable loi de la nature et de la pensée. Hegel a fait voir que cette loi était beaucoup plus générall que n'avait paru le supposer Kant; et, sans qu'il soit besoin de suivre Hegel dans son infructueuse tentative de construire le monde des réalités avec de prétendus* a priori *de la raison, on peut hardiment soutenir, ce me semble, que sa logique est merveilleusement commode pour rendre raison de certains faits que nous ne savions auparavant considérer que comme les* inconvénients, *les* abus, *les* extrêmes *de certains autres.*

Alors qu'il s'accusait de ne pas penser plus qu'une marmotte, Proudhon profitait des loisirs que lui laissait la rédaction des mémoires et les affaires contentieuses de la maison Gauthier frères. Proudhon ne se contentait pas de s'initier à l'économie pratique;

dans la mesure, encore une fois, où le lui permettait l'ignorance de l'allemand, il cherchait à s'initier aux idées et aux méthodes des philosophes allemands. Et il suivait le cours de ses pensées à bord du remorqueur *le Dragon* : « Dans un bateau les rives se meuvent, l'horizon se déplace, les points de vue changent; ainsi se meut, se déplace, change, évolue et s'élargit la pensée de Proudhon ». (*Proudhon et les Lyonnais,* A. Bertrand, 1904.)

De toutes ses occupations, il préférait sans doute ces voyages à bord du *Dragon.* Car il détestait les semaines où il était obligé de rester enfermé à Lyon : le dimanche il n'avait qu'un désir, c'était de s'en échapper et de faire ces longues promenades à pied qu'aimait le grand marcheur avide d'air et d'espace. Jamais Proudhon ne se sentira en harmonie complète avec l'atmosphère d'une grande ville : « A la campagne, écrit-il à Maurice, le paysage a quelque chose pour moi de velouté, d'adouci, que la réalité urbaine ne présente pas ».

Peut-être, au début, Bruxelles lui déplaira-t-il moins, par contraste avec Paris et, seulement les premières semaines de son séjour, il aura le sentiment d'être moins isolé.

Mais parmi les grandes villes industrielles, Proudhon a quelques raisons particulières de détester Lyon. Les villes, comme les individus, ont un visage et une expression qui, à première vue, éveillent en nous sympathie ou antipathie. Voici quels sont les premières impressions que Proudhon éprouve vis-à-vis de Lyon : « Vous sentez qu'il ne peut guère me convenir de patauger toute ma vie dans cette boue lyonnaise. Oh ! la sale cité ! Dieu veuille que la négligence de toilette qu'on m'a toujours reprochée ne dégénère pas ici en crasse !... Depuis que je suis à Lyon, j'ai pris des lunettes, et je m'en repens. Auparavant, toutes les femmes du pays me paraissaient passables; à présent, elles me semblent atroces. J'en accusai d'abord mes verres; mais un jour que je fus au musée, je reconnus que les très belles choses me paraissaient effectivement très belles, plus belles même que nature; que les laides étaient enlaidies ».

*... Lyon est un mélange de population débauchée et bigote; j'ai vu les plus belles processions du monde; de longues rangées de petits garçons et de petites filles couronnés de roses; on aurait dit des nuées de chérubins. Le clergé est ici tout-puissant.* (A Maurice, 4 août 1843.)

Population débauchée et bigote, ces deux traits contribuaient à rendre l'atmosphère de Lyon peu agréable à Proudhon.

## II

En ce début de l'année 1843, il y a lieu d'attirer l'attention sur la lettre adressée par Proudhon à Fleury et sur son attitude vis-à-vis du régime politique — attitude d'esprit qui se modifiera avec le temps, mais fort lentement; car cette évolution de la pensée de Proudhon commencera pendant les années 1853 et 1854 et la guerre de Crimée.

De très bonne heure, Proudhon s'est posé cette question : le régime politique a-t-il l'importance que lui accordent les démocrates et les républicains ? Ou bien, si la révolution économique et sociale est la chose qui compte, n'est-il pas possible de persuader n'importe quel gouvernement — fût-ce un régime absolutiste — que son intérêt vital est d'accomplir cette révolution.

Le tempérament de Proudhon est grandement responsable de cette attitude. Proudhon se sentirait sans doute fort mal à l'aise dans les cadres d'un parti, quel qu'il soit; on verra que, toutes les fois où il se laissera entraîner à avoir des associés politiques, il subira avec impatience la discipline de ce parti et ne s'adaptera pas au conformisme de ses associés.

Dès le 8 juillet 1839, Proudhon écrit : « Je crois n'appartenir à aucune opinion; aussi, il importe peu quel journal m'imprimera pourvu qu'il ne m'impose pas sa façon de voir ».

Proudhon est politiquement un sauvage et son indépendance répugne à tous les cadres dans lesquels sa personnalité se sent à l'étroit.

Son esprit critique s'exercera surtout sur les partisans qui paraissent les plus proches de lui, les démocrates qu'il traite de jacobins; il leur reprochera sans cesse de se laisser leurrer par des illusions d'idéologie, de manquer du sens de la réalité et de prendre des phrases pour des faits.

Quelques textes permettent de bien comprendre la position de Proudhon à l'égard des régimes politiques, jusqu'au jour où les événements et la réflexion lui ouvrent les yeux sur l'importance du *fait politique* et sur l'interdépendance qui existe entre celui-ci et la révolution telle qu'il la conçoit.

Proudhon apparaît d'abord un républicain qui se résigne à la monarchie constitutionnelle.

Il écrit à Muiron :

*Je suis franchement et irrévocablement républicain de convic-*

*tion et de sentiment, il est vrai que mon républicanisme n'est pas tout à fait celui des séidés de Robespierre, des dévots de Marat. Ils sont jugés par leurs œuvres.*

*Je crois le gouvernement constitutionnel une ébauche grossière, un malheureux essai d'un peuple ivre de ses libertés nouvelles, et prenant toujours les signes pour les choses significatives comme l'a fait la France, depuis 1789.*

*Je crois à la confraternité universelle...*

*Vous conclurez facilement, d'après cet exposé, que j'opine à conserver et défendre le gouvernement que la France s'est donné depuis* 1830 *au moins quelque vingt ou trente ans; plus si besoin est.*

Plus loin :

*Le déisme pur que je crois avoir été professé par Moïse et Jésus-Christ me paraît suffire aux besoins du cœur de l'homme, à toutes les exigences de sa raison.*

Le second mémoire sur la propriété se termine par une profession de foi quasi dynastique. Il voudrait que le roi conspire avec le peuple. Il lui accorderait à lui et à sa famille la présidence de la République à perpétuité si le roi des Français disait « de bon cœur mon frère le jardinier, ma belle-sœur la laitière ».

Mais le texte le plus important est la lettre du 22 janvier 1843 à Fleury :

*J'ai lu les deux volumes de l'histoire de Louis Blanc et j'en suis mécontent. L'auteur m'a prouvé ce que je savais déjà, qu'une intrigue dynastique avait escamoté la révolution de juillet à la bêtise républicaine; mais il m'a fait voir aussi, sans s'en douter, que les républicains d'aujourd'hui n'étaient pas plus avancés que ceux d'alors, puisque ces douze années de règne ne signifiaient pas autre chose pour eux que douze années de duperies.*

*Eh ! laissez donc là Louis-Philippe, et Dupont, et Laffite, et Molé et Thiers, et Guizot, et tous ces pantins :*

*Regardez donc, si vous avez des yeux pour voir, d'un côté, cet immense* deleatur *tracé sur les idées bonapartistes, légitimistes, théocratiques, nobiliaires, militaires, grecques ou renouvelées des Grecs; et, de l'autre, un droit nouveau s'élaborant insensiblement dans l'esprit du peuple et des savants, au milieu des petites jongleries et corruptions de tous les partis.*

*Le règne de Louis-Philippe, comme préparation à un ordre nouveau, est l'un des plus remarquables de l'histoire; qu'importe que Louis-Philippe et ses ministres n'en sachent ni le pourquoi ni le comment ?*

III

La sécurité du pain quotidien, l'intérêt que Proudhon prend à son métier de commis batelier, l'espoir enfin de pouvoir concilier ses occupations avec ses travaux et sa résidence à Lyon avec des séjours à Paris vont transformer son état d'esprit. Au commencement de l'année 1843, il annonçait à Bergmann qu'après avoir vendu son imprimerie, il restait avec sept mille francs de dettes et l'impossibilité de gagner un sou à Besançon; peu après son arrivée à Lyon, il écrivait à M. Maurice qu'il était « comme un homme enterré : j'ai renoncé pour un laps de temps à avoir ni volonté, ni désir, ni passion; jugez si le sacrifice est dur pour un homme aussi personnel, aussi volontaire, aussi fougueux que je suis. Mais, devant la nécessité, j'avale mon courage et ne bouge pas plus qu'un cadavre ». Proudhon se trouve « sans livres, sans solitude, sans société savante ou lettrée »; mais il est brave et trop honnête pour ne pas accepter sans récriminer la situation qui lui permet de vivre et de faire face à sa dette en prélevant sur son travail les intérêts. Car le souci de payer régulièrement ce qu'il doit n'est jamais absent de son esprit. De ce souci, on rencontre la preuve constante dans sa correspondance. Le 29 mars 1844, il écrira longuement à Maurice afin de se justifier de ne lui avoir pas fait parvenir les intérêts; il a prêté cent francs au fils Dessirier et remboursé au père cent soixante-sept francs sur ses vieux comptes :

*Je vous prie de ne pas vous impatienter. Je vous le répète, je compte venir à bout de tout; décidé à vivre vieux garçon, à moins d'une rencontre avantageuse, je crois que mes créanciers ont une hypothèque assurée dans mon travail; il suffit que je vive.*

La lettre à Maurice est du 4 août 1843; celle à Ackermann, du 20 septembre, exprime la transformation qui s'est opérée en six semaines. Celle-ci s'explique. Jamais, depuis le jour où l'exercice de son métier de compositeur lui a donné la joie d'une liberté due à son travail, Proudhon n'avait connu une indépendance matérielle aussi certaine; ce sentiment donne à son existence un équilibre qui se traduit ainsi :

*Je serai à Paris en décembre* (1843) *et j'y trouverai des sympathies et des moyens d'existence. Au besoin, mes relations s'étendant toujours, je ne serai jamais au dépourvu d'emploi ni exposé à*

*manquer de pain. Sans femme, sans attachement, ne conservant plus de passion que l'amour du vrai, la haine du privilège, et un immense goût pour la promenade, la conversation et la flânerie, j'espère mener gaiement ma vie de bohémien. La littérature se refait, les blagues romantiques tombent tous les jours; le discrédit des écrivains corrupteurs et corrompus est au comble; ce que l'on demande partout est le beau, le vrai, l'utile.*

Voici une première raison pour laquelle l'année 1843 marque une date importante dans la vie de Proudhon.

Une autre raison est que, peu après son arrivée à Lyon, Proudhon commence ses *Carnets*. L'histoire de sa vie intérieure, les mouvements de son âme permettent seuls d'éclairer son visage. Sa correspondance reste précieuse. Cette grande personnalité nous devient plus proche à travers *Les Carnets* qu'a bien voulu nous laisser consulter Mme Henneguy, Catherine Proudhon. A partir de 1843, tantôt au crayon, tantôt à la plume, de sa belle écriture ferme et énergique, Proudhon notait dans ses *Carnets*, presque chaque jour, ses idées, ses sentiments, les réflexes que provoquaient en lui les événements.

Ces *Carnets*, recouverts d'un cuir sombre, sont au nombre de onze : ils vont de juillet 1843 à l'été de 1864. Consacrés aux réflexions sur les événements quotidiens, aux pensées suggérées par les lectures, aux esquisses des travaux projetés, *Les Carnets* s'étendent sur des périodes d'une longueur diverse. Le *Carnet* n° 1, de juillet 1843 à juillet 1845, occupe deux années.

En écrivant ces notes, sans doute Proudhon avait-il pour intention de fixer jour par jour sa pensée et de conserver trace de l'atmosphère qui enveloppait certains événements; mais il avait un autre dessein. Dix ans après, commençant son dixième *Carnet*, Proudhon écrira, au début de ce nouveau *Carnet*, en novembre 1852 : « Je continue comme je l'ai fait, depuis plus de dix ans, ces notes quotidiennes, tant sur les accidents de ma vie privée et sur les événements publics, que sur les objets divers de mes études. Plus tard, et quand je jouirai de quelques heures de loisir, j'extrairai de ces notes le registre de la famille que je léguerai à mes enfants et qui sera, j'espère, continué par eux de génération en génération... ».

En tête de ce premier *Carnet* figurent les trois adresses de Proudhon pendant cette période de 1843 à 1845 : Lyon, quai Sainte-Marie-des-Chênes, 28; Besançon, rue du Petit-Battant, 37; Paris, rue Mazarine, 36 (c'était rue Mazarine, également, non loin de l'Institut, que Proudhon avait vécu en 1842). Voici quelques

notes dès les premières pages. Elles reflètent la préoccupation dominante de Proudhon qui, ayant entrepris une tâche, voulait acquérir les connaissances nécessaires afin de l'accomplir au mieux. Ce sont des notes sur le mode de travail, d'exécution, de responsabilité, de comptabilité... selon l'espèce industrielle :

*La tenue des livres est la première application du principe de répartition... Exemple : tout produit vaut le travail qu'il coûte. Dans le travail on* comprend *la fabrication et le transport...*

Centralisation. *Les compagnies charbonnières offrent un des plus magnifiques embryons d'industrie organisée.* Style, *soieries, fers, farine.*

Le Dragon : *Préparation du chargement, alléger, écouler le bateau. Prendre les caisses, passer au bureau de navigation, charger le combustible avec la machine... Fournir de coton, huile, savon, etc.*

23 *juillet* 1843 : *Prix de revient des charbons de Saint-Etienne rendus à Mulhouse.*

28 *juillet* 1843 : *premier départ du service de Chalon.*

Centralisation. *Si le gouvernement intervient dans l'industrie charbonnière comme propriétaire de toutes les mines et en vue du bien général, il lui serait facile de centraliser, unifier, etc.; si respectant la concurrence, garantie de perfectionnement, il montait un service de correspondance.*

*Constitution progressive de la féodalité industrielle. Et que fait le gouvernement pour empêcher cela ? Je dirai plus. Il est de l'essence du principe de favoriser cette féodalité, car si elle ne le fait pas, elle succombe. Si intervention du gouvernement pour favoriser le bon marché — nivellement.*

*Or la sagesse pour le gouvernement est d'accorder un peu à la féodalité, un peu à la démocratie, c'est-à-dire de faire languir les sociétés. Ce sont les beaux règnes. Après Louis XIV, la France opprimée se livre à l'orgie...*

Ces quelques passages du *Carnet* n° 1 ont été cités afin de montrer les préoccupations de Proudhon, et de donner un exemple du cheminement que suivaient ses idées et grâce auquel peu à peu il découvrait sa propre solution des problèmes.

La *Correspondance* qui, à certains moments, omet certaines réflexions des *Carnets* concorde ici avec eux :

*Je suis déjà passablement au fait de la navigation fluviale; à m'entendre parler l'argot des mariniers, on dirait quelquefois un maître. C'est ici surtout que je puis me convaincre de la vérité de mes paradoxes; l'effet du progrès industriel ainsi que de la libre*

*concurrence est de faire baisser sur tous les points le bénéfice jusqu'à concurrence du prix du travail. Nous touchons au moment où de gros capitaux ne serviront plus dans le commerce qu'à assurer un emploi, dont tout le revenu sera, comme je vous le dis, le prix du travail personnel. Une association, en garantie des capitaux, est désormais inévitable; il faut, je vous le répète, être sur les grands centres industriels pour s'en convaincre* (*à Maurice,* 4 août 1843).

A la page 91 du premier *Carnet,* c'est-à-dire au printemps de 1845, Proudhon note : « La révolution sociale est sérieusement compromise si elle arrive par la révolution politique ». Proudhon estimait qu'il fallait compléter et équilibrer la constitution politique par une constitution sociale distincte qui exprimerait les droits économiques des groupes et des individus. Dans l'introduction à sa *Déclaration des droits sociaux* (Vrin, Paris, 1946), Georges Gurvitch a constaté avec finesse que celui qu'il appelle le plus grand penseur social français a été au XIX^e^ siècle un précurseur. Proudhon avait compris la nécessité du pluralisme, il se rendait compte que seul un système de contrepoids entre les droits des producteurs, des consommateurs et des citoyens était capable de conjurer la menace d'un double danger pour la liberté humaine : féodalité économique, concentration de la fonction politique et de la fonction économique entre les mains de l'Etat. Resté un proudhonien déterminé, Georges Gurvitch a su marquer qu'au point de vue de la doctrine, le lien établi entre la technique pluraliste et la défense de la liberté humaine était une des originalités essentielles de Proudhon. Alors que, sous divers aspects, les conceptions de Proudhon vont évoluer et sa pensée mûrir, celle-ci est déjà précise sur ce point au printemps de 1845.

Dans ce même *Carnet* n° 1, se trouve cette mention : *Le Populaire* prospectus. Cette note fait sans doute allusion à la visite que Proudhon reçut en faveur du *Populaire,* à son séjour à Paris, pendant l'hiver 1843-1844. Le maçon Martin Nadaud, dans ses *Mémoires de Léonard,* a conservé le souvenir de cette visite et Martin Nadaud est un témoin auquel on peut faire confiance. Proudhon habitait 36, rue Mazarine, une petite chambre assez obscure, n'ayant jour que par une croisée donnant sur une cour étroite du rez-de-chaussée. Martin Nadaud accompagnait Favard dans une série de visites qui avaient pour objet de rendre quotidien le *Populaire* de Cabet. Proudhon commence par dire à ses visiteurs beaucoup de bien de Cabet, qu'il considère comme

un très honnête homme. Puis, soudainement, quand il est question des actions du *Populaire*, il lève la main vers une planche sur laquelle il y a de volumineux dossiers; il dit à Favard et à Martin Nadaud : « Messieurs, ces documents sont destinés à vous combattre ». Sur ce mot, les deux amis de Cabet croient alors qu'ils n'ont plus qu'à se retirer. Mais Proudhon entame aussitôt une conversation générale qui dure un long moment. Il interroge les deux visiteurs sur leur métier; puis il leur parle de sa famille, du mérite de son père qu'il leur représente — ce sont les expressions de Martin Nadaud — comme « un dur à cuire dans sa profession ». Et Martin Nadaud ajoute : « Proudhon, par son maintien, sa grosse figure un peu bouffie, avait l'air d'un de ces paysans bons enfants qui reviennent joyeux du marché quand ils ont fait bonne vente... Je devais avoir l'occasion de voir bien des fois le célèbre écrivain, surtout à Sainte-Pélagie, après le coup d'Etat, lorsque j'allais lui aider à allumer son poêle dans sa chambre ».

On imagine Proudhon souscrivant au *Populaire*. En juillet 1844, Cabet vient évangéliser Lyon : « Ce brave homme me désigne déjà comme son successeur à l'apostolat; je cède la succession à qui m'en donnera une tasse de café. Il se prêche en ce moment je ne sais combien d'évangiles nouveaux, évangile selon Buchez, évangile selon Pierre Leroux, évangile selon Lamennais, Considérant, Mme George Sand, Mme Flora Tristan, évangile selon Pecqueur, et encore bien d'autres. Je n'ai pas envie d'augmenter le nombre de ces fous; aussi je produis un effet mirobolant sur ceux qui me voient pour la première fois, quand ils viennent à s'apercevoir que j'ai le sens commun ». (Lyon, 27 juillet 1844.)

## IV

Du printemps de 1843 au mois d'octobre 1847, Proudhon reste au service de la maison Gauthier frères. Il se félicite souvent des relations qu'il entretient avec ses patrons et de leur largeur de vues, quelquefois même de leur libéralisme vis-à-vis de lui. Et, en effet, afin qu'il puisse continuer ses études et ses travaux, les Gauthier lui accordent des congés qui lui permettent des séjours à Paris, parfois même assez longs : décembre 1843-février-mars-avril 1844, septembre-octobre 1844, janvier-février 1845, novem-

bre-décembre 1845, janvier-février 1846, avril 1846, janvier-février 1847, mars 1847, juin-juillet 1847. Le 28 octobre 1847, Proudhon quittera Lyon définitivement.

La période de 1843 à l'hiver 1847-1848 est marquée par quatre événements : les relations avec les économistes et leur éditeur Guillaumin, la publication du *Système des Contradictions économiques,* les rencontres entre Proudhon et Karl Marx, et la mort de sa mère.

Pendant ses séjours à Paris, Proudhon habite d'abord 36, rue Mazarine. Le 6 novembre 1845, à son arrivée à Paris, il s'installe au 46 de la même rue, à l'hôtel du Perche.

A Paris, en février-mars 1844, Proudhon est entré en contact avec les économistes. Il a rencontré à Paris, écrit-il à Maurice, « de nouvelles et nombreuses sympathies ». Il a fait la connaissance du beau-frère de Blanqui et de M. Wolowski. Il a rendu visite à Garnier, secrétaire de la Société d'Economie politique. Il se propose de faire publier son prochain livre par le libraire Guillaumin, l'éditeur officiel de tous les ouvrages d'économie politique qui paraissent en France. C'est l'éditeur du *Journal des Economistes* qui l'a présenté à ceux-ci. Lorsque, le 20 mars 1844, Proudhon écrit à Maurice, il se félicite de ces rencontres : « J'ai l'espoir, assez bien fondé, ce me semble, non de faire mon chemin dans la carrière des emplois — il faudrait presque une révolution pour que cette carrière me fût ouverte — mais d'acquérir une certaine considération dans le monde philosophique : ce qui ne m'empêchera pas de m'occuper d'affaires commerciales ».

Revenu de Paris depuis une quinzaine de jours, Proudhon écrit à Bergmann : « J'ai fait connaissance avec la coterie économiste, car il faut appeler les choses par leur nom, et je suis inscrit au rôle. Il y a là de bons garçons, hommes instruits, de bon sens et de goût, avec lesquels il y a plaisir à se rencontrer. Je ne puis que gagner à ces relations; Guillaumin, le libraire, est le pivot de la confrérie. Il m'a fait des avances, et je vais traiter avec lui pour une prochaine publication; car, enfin, quand une fois on s'est mis à écrire, les publications viennent comme les vendanges. Que veux-tu ? Il faut que la librairie me rende ce que l'imprimerie m'a pris, et j'espère en venir à bout. S'il me convient l'année prochaine de me fixer à Paris, j'y trouverai, je crois, de l'argent à gagner; pour le moment, la chose n'était pas engrenée, et je suis revenu à mes charbons... ». Deux jours après, Proudhon est de retour à Lyon. Il reprend ses fonctions de batelier et de charbonnier; et il recueille des documents sur la navi-

gation de la Saône et sur les chances d'amélioration du trafic. Proudhon conclut que le chemin de fer, projeté entre Lyon et Chalon-sur-Saône, sera le moins productif de tous les chemins de fer d'Europe, celui dont l'exécution est la moins urgente parce qu'il peut être le mieux suppléé par la voie navigable. Et il se moque de M. de Lamartine qui, en Mâconnais fidèle, s'est fait le champion du chemin de fer latéral à la Saône, alors que « de toutes les questions politiques, celle-là est peut-être celle dont il devrait le moins se permettre de dire un mot ».

A Lyon, ses occupations de bureau étant, en 1844, moins absorbantes que celles de 1843, Proudhon peut travailler davantage chez lui. Il en profite pour ses études; mais au lieu « de faire un peu de monnaie avec quelques bilboquets économiques », il estime son travail trop important pour être mis en lambeaux. Il préfère ajourner à l'hiver suivant son nouvel ouvrage et le donner à Guillaumin, éditeur des *économistes*.

La première lettre écrite à l'éditeur Guillaumin dans la *Correspondance* est celle du 15 août 1844. Proudhon expose à celui-ci le projet du livre qui deviendra *Les Contradictions économiques*. L'Académie des Sciences Morales et Politiques vient justement de poser une série de questions qui embrassent les grandes divisions et l'ensemble de la science économique; l'Académie a invité les concurrents à exposer « hardiment leurs idées », et à se lancer sans crainte dans le champ de la spéculation. Proudhon entend profiter de toute la liberté qui lui est ainsi donnée — non qu'il pense pouvoir être concurrent car il n'arriverait pas à temps pour le concours. Mais Proudhon veut « constater, par une réponse originale, libre de toute complaisance intéressée, et digne, la tendance rénovatrice *qui saisit l'Académie elle-même, c'est-à-dire le corps le plus éminemment conservateur de l'Etat* ».

Sans peut-être glisser dans cette phrase une ironie, Proudhon désire rassurer son futur éditeur sur le fond et la forme de son livre : « et, puisque mes antécédents trop connus vous commanderaient peut-être de prendre vis-à-vis de moi des précautions, je dois vous dire qu'ayant à soulever des questions de plus en plus scabreuses, je me renfermerai dans les limites de la science, n'accordant rien à l'exposition oratoire que ce qui découlera nécessairement des prémisses économiques ».

Le futur livre traitera des problèmes en apparence les plus étrangers l'un à l'autre; mais Proudhon entend mettre en relief le *lien synthétique* de toutes ces idées en exposant la loi générale qui gouverne toute la science économique, et partant la société

elle-même : « Il s'agit d'une loi supérieure, loi de la nature et de notre entendement, qui rend également raison de l'ordre et du désordre, de ce que nous appelons *bien* comme de ce que nous qualifions *mal,* d'une loi qui explique l'utilité providentielle de l'usurpation, de la tyrannie, de l'esclavage, du paupérisme et de toutes les catastrophes et perturbations des sociétés, et qui nous découvre le mystère de cette alchimie divine, comme dit je ne sais plus quel économiste, par laquelle le mal tourne toujours à bien dans le monde ».

Proudhon prévoit un manuscrit de six cents à huit cents pages, mais il s'efforcera d'être court et de le réduire. Ensuite Proudhon précise les conditions, dont la première est la liberté de ses opinions, « quelque différentes qu'elles puissent être de MM. Dunoyer, Rossi, Troplong, etc... », il entend « user largement du droit de réfutation et de critique ».

Proudhon pose nettement à son futur éditeur la question : « Pouvez-vous, monsieur Guillaumin, me garantir cette double franchise ? De mon côté, je promets et je ne devrais pas avoir besoin de vous le dire, d'y mettre la forme la plus académique possible ». Mais il tient encore à ajouter qu'il est très médiocre catholique et encore plus mauvais dynastique et qu'il a suivi jusqu'au bout « la route du libre examen ouverte par Descartes; je sais à quoi je suis tenu pour ne faire poursuivre ni mon libraire ni moi-même; mais ces réserves faites, aurais-je mon franc-parler sur tout cela ?... ».

Proudhon termine sa lettre, il est intéressant de le noter, par une appréciation élogieuse du *Journal des Economistes :* « J'ai lu avec un très grand plaisir presque tous les numéros de votre revue depuis son apparition... Pour ma part, j'ai beaucoup profité à cette lecture... Les excellents matériaux dont la revue abonde, les notices que l'on y trouve, ne sont pas non plus à dédaigner, c'est de l'érudition tout acquise, et pour un homme qui étudie l'économie politique dans l'atelier, sur la rivière et au comptoir, les comptes rendus des savants sont une bonne fortune ». Mais, à travers ces éloges, Proudhon ne peut s'empêcher de glisser une critique : « Messieurs, vos rédacteurs tremblent d'avancer; l'avenir est à eux évidemment, puisqu'il est à la science; et cet avenir, ils n'osent l'envisager, ils ne peuvent se résoudre à aller au-devant de lui. Ils sont sur la route qui y mène, le visage tourné du bon côté, et parfois on croirait qu'ils ferment volontairement les yeux, crainte de vertige, et qu'ils se renversent en arrière, de peur de tomber en avant... »

La timidité des économistes les empêche d'avancer; peut-être ont-ils le vertige devant le précipice que leur propose Proudhon.

Le 1[er] septembre 1844, Proudhon se prépare à partir pour Paris; il n'y sera que le 24 septembre et il va y faire un long séjour à l'automne et au début de l'hiver 1844-1845 : c'est le séjour pendant lequel, en relations avec les exilés allemands, il rencontrera Karl Marx.

En arrivant à Paris, Proudhon écrit à son ami Gauthier que ses patrons lui ayant accordé un congé, il compte mettre en œuvre les matériaux qu'il a recueillis et qu'il s'est entendu avec le libraire Guillaumin qui, au besoin, consentirait à lui faire une avance alors que la concurrence littéraire force beaucoup d'auteurs à faire eux-mêmes les frais d'impression : « Bref, il me semble que deux ans de pratique au comptoir, ajoutés à quatre années d'atelier, donnent à mes paroles au moins autant d'autorité qu'aux leçons de M. Blanqui ou de Rossi, qui jamais n'ont mis la main à la pâte. »

Une fois installé à Paris, en rapport avec des auteurs et des libraires, Proudhon croit qu'il a lieu d'espérer qu'il finira par trouver « un peu de repos et de bien-être ».

Quelques jours après son arrivée à Paris, Proudhon envoie à Ackermann, qui est à Berlin, une réponse que depuis six mois il remettait de lui adresser. La lettre d'Ackermann avait dû fort irriter Proudhon parce qu'elle contenait des plaintes, auxquelles il applique l'expression de *quérimonies,* contre la France. Par là elle l'avait blessé au point le plus sensible de sa chair; et pourtant Proudhon ne se faisait pas faute de récriminer contre ses compatriotes, « ces Gaulois vaniteux, bavards et batailleurs ».

Critiquer les Français, sans doute, mais critiquer la France, cela lui était insupportable : « Toujours vous accusez la France; comme si la France, comme si une nation tout entière, la plus spirituelle et la plus généreuse des nations, pouvait être solidaire, aux yeux de ses enfants, des gouvernements qui la déshonorent, des coteries qui l'abusent, des charlatans et des scélérats qui l'exploitent... La France est perdue dans votre estime, je devrais dire dans votre amour-propre, parce qu'elle n'a pas distingué vos essais de philologie; autant en fait-elle de ma métaphysique, et des élucubrations de Tissot, et des chinoiseries de Pauthier. ... Ah ! la récompense n'a pas suivi la publication de vos œuvres ! A qui donc la faute, mon cher confrère en indépendance ? Etiez-vous assez peu déniaisé pour croire qu'aujourd'hui il suffit d'être honnête homme et d'avoir du mérite pour faire son chemin ? Vous

n'étiez faufilé dans aucune coterie... Vous n'avez pas seulement voulu prendre vos grades. Vous saviez pourtant aussi bien que moi qu'un examen n'est plus aujourd'hui qu'une occasion offerte au candidat de faire sa cour aux maîtres ou un moyen de l'exclure, pour peu qu'il déplaise... Vous avez tranché du citoyen probe et libre, vous deviez être négligé, vous l'avez été... ».

Ainsi Proudhon, quand il le faut, sait-il parler raison à ses amis.

Dans cette même lettre du 4 octobre 1844, Proudhon convie Ackermann, comme il l'avait fait déjà, à venir se fixer à Paris où il pourra, s'il lui convient, travailler à la cause réformiste :

*J'ose vous promettre plus de lecteurs que n'en obtiendront jamais tous les lauréats à l'Académie. Ce qu'on appelle aujourd'hui en France le* parti socialiste, *commence à s'organiser. Déjà quelques écrivains se sont unis : Pierre Leroux, Louis Blanc, plusieurs autres dont vous avez pu entendre parler et votre ami, quoique indigne. Le peuple se charge de faire pour nous le placement et la propagande : c'est le rôle qu'il s'attribue. Il nous prie seulement de lui donner l'exemple de l'union et de l'instruire. George Sand est tout à fait entrée dans nos idées...*

Ainsi, à l'automne de 1844, Proudhon accepte sans réticence l'union des socialistes. Optimiste, il espère sans doute, dans son prochain livre, exprimer la synthèse qui permettra la solution des contradictions : « Lorsque les contradictions de la communauté et de la démocratie, une fois dévoilées, seront allées rejoindre les utopies de Saint-Simon et de Fourier, le socialisme, qui n'est autre que l'économie politique, s'emparera de la société et la lancera vers ses destinées ultérieures avec une force irrésistible. Ce moment ne peut tarder beaucoup: alors la France prendra place irrévocablement à la tête de l'humanité. »

## V

*La Création de l'ordre dans l'humanité,* avait paru en septembre, Proudhon écrivait de Lyon à Ackermann, le 23 novembre 1843 : « Je donne dans mon troisième chapitre l'analyse des catégories et la solution du fameux problème de la certitude. Cette partie est la plus curieuse, la plus neuve, la plus fonda-

mentale, et j'ose croire, la plus inattaquable de mon œuvre. J'en attends une révolution dans les études philosophiques, plus grande encore que la révolution opérée par Kant. Vous trouverez chez moi des choses inouïes jusqu'à ce jour dans le monde des penseurs ».

Deux mois auparavant, Proudhon avait déjà jugé cette œuvre avec plus de modestie et de justesse, lorsque, le 20 septembre 1843, il écrivait à Ackermann : « J'entends que tout ce que j'ai publié jusqu'à ce jour soit considéré comme *études et exercices,* dans la confidence desquels, il est vrai, j'ai cru devoir mettre le public, mais que néanmoins je n'entends pas comprendre dans le cercle de mes travaux sérieux et durables.

« C'est à partir de ce jour que je voudrais, si rien ne s'y oppose, commencer ma carrière littéraire et scientifique. J'ai fait une grande accumulation de matériaux, d'idées, de tours de phrase, etc... J'ai remué une masse de choses. Tout est sur le chantier et attend la mise en œuvre. »

Ce nouveau livre qui doit être un point de départ pour la carrière littéraire et scientifique de Proudhon, ce sont les *Contradictions économiques.* De Lyon, en février 1844, il annonce à son père qu'il a entrepris une œuvre nouvelle : « Je comptais battre monnaie cet été avec quelques publications; malheureusement, à mesure que je travaille, je sens la nécessité de m'étendre et par conséquent de m'ajourner; je n'imprimerai rien avant cet hiver. Je prépare un ouvrage considérable qui me rapportera sûrement quelque chose; du moins j'ai tout lieu de l'espérer. Les libraires me recherchent; il ne s'agit pour moi que d'écrire. Mais tout en écrivant il faut vivre, il faut travailler; voilà ce qui m'empêche d'aller vite. »

Aussi, le livre commencé au début de 1844 est encore loin d'être avancé lorsque, le 19 janvier 1845, Proudhon décrit à Bergmann l'esquisse de l'œuvre entreprise : « J'ai entrepris trop de besogne pour aller aussi vite que je l'espérais. Je commence une série de six mémoires, peut-être de sept, qui doivent se suivre consécutivement. C'est une critique générale de l'économie politique au point de vue des antinomies sociales. J'espère à la fin apprendre au public français ce que c'est que la dialectique; n'est-il pas déplorable, tandis qu'en Allemagne tout écrivain s'assujettit à une forme méthodique connue, et indique toujours le procédé logique dont il se sert, qu'en France on ergote, éternellement à tort et à travers sans pouvoir jamais s'entendre ? C'est cette nécessité de discipline pour la raison que j'ai cru inaugurer le premier

sous le nom de théorie ou dialectique sérielle, et dont Hegel avait déjà donné une constitution particulière. »

Et Proudhon, avec une grande simplicité, ajoute : « Je ne puis juger de la parenté qu'il y a entre ma métaphysique et Hegel, par exemple, puisque je n'ai jamais lu Hegel; mais je suis persuadé que c'est sa logique que je vais employer dans mon prochain ouvrage; or, cette logique n'est qu'un cas particulier, ou si tu veux, le cas le plus simple de la mienne ».

Les *Contradictions économiques* se ressentiront de cette illusion où Proudhon a été de connaître la méthode d'Hegel et même d'avoir inventé tout seul une métaphysique parente de celle de Hegel « qu'il n'a jamais lu ». Il faut admettre que Marx a raison lorsque, faisant usage d'un mot anglais, il dit que Proudhon a été *sophistiqué* par l'hégelianisme. Mais le tempérament de Proudhon était trop puissant pour ne pas faire éclater le moule de plâtre dans lequel il avait cru couler sa pensée. Cette sophistication n'a duré qu'un moment : celui des *Contradictions économiques*. Si elle a gâté la facture et la composition de l'ouvrage, la contrainte d'une discipline artificielle n'a pu entraver l'élan et l'épanouissement de son talent d'écrivain. Pourtant, dans l'œuvre de Proudhon, les *Contradictions économiques* offrent un des rares exemples où celui-ci a « abîmé » un livre en acceptant des influences étrangères à sa nature; seule la fougue du style est restée égale à elle-même.

Le 1er janvier 1846, cet écrit dans lequel Proudhon met en cause « tout le monde, Dieu et les hommes, mais où il ne dit guère de mal des femmes », n'est pas encore prêt. Et le 26 février, de Paris, il écrit à Maurice : « Je suis plus convaincu que jamais qu'il n'y a pas place pour moi dans ce monde et je me regarde en état d'insurrection perpétuelle contre l'ordre des choses; un ami intime qui voit le haut monde m'a charitablement averti d'être sur mes gardes; que j'étais l'un des hommes que l'on déteste et redoute le plus. Mon parti est donc pris; mon ouvrage achevé, je rentre à Lyon; je n'attendrai même pas cet achèvement, et dans les premiers jours de mars, j'aurai déguerpi. Ces messieurs Gauthier frères se sont plus que jamais acquis des droits à ma reconnaissance. »

Le 4 avril 1846, Proudhon est encore à Paris et il répond à Guillaumin qui s'était ému d'un passage du livre : « J'effacerai ou modifierai à votre satisfaction le passage qui vous chagrine... J'ai voulu faire sentir aux économistes le côté impolitique et dan-

gereux de leur conduite dans une question où, suivant moi, ils ont tous les torts, d'abord celui de se tromper mathématiquement, ensuite celui de l'inopportunité, enfin celui de la maladresse. ...*Au surplus* je profiterai de votre avertissement, car, comme je vous l'ai dit maintes et maintes fois, personne n'est plus convaincu que moi de la *probité, de l'honneur et des lumières* de messieurs les économistes que j'ai eu l'occasion de rencontrer, notamment de ceux que je nomme dans mon livre. Je vous renouvelle cette déclaration par écrit, afin qu'elle vous serve au besoin, consentant à ce que vous me dénonciez vous-même comme calomniateur et fourbe, si, après avoir lu mon livre *d'un bout à l'autre,* il existe un seul économiste qui ait à se plaindre ».

Et le 18 mai, Proudhon tenait la promesse qu'il avait faite à son éditeur et lui proposait une rédaction qui rend toute sa pensée, auparavant exprimée d'une manière « un peu rude dans l'ardeur d'un premier jet » : « Car tout adversaire que je sois des économistes, tout intéressé que l'on me suppose à ruiner le crédit de leurs théories, je regarderais comme une calamité pour la science que l'une des grandes écoles qui la divisent, disons même qui l'honorent, s'exposât de gaîté de cœur et par un mouvement de fausse générosité, à passer dans notre susceptible pays pour l'agent secret de notre éternelle rivale ».

Proudhon répétait à son éditeur que « ses sentiments à l'égard des hommes étaient tels qu'il les avait maintes fois exprimés »; mais « telle est la difficulté, l'extrême délicatesse des matières que nous traitons, qu'à chaque instant on est exposé à faire retomber involontairement sur les *intentions* des personnes ce que l'on n'entend reprocher qu'à leurs *idées*... Vous vous obstinez à ne voir dans mon livre qu'une espèce de satire de l'Economie politique; vous serez tout surpris quand, en fin de compte, sauf quelques explications qu'il appartient à notre siècle d'obtenir, vous n'y verrez au fond que son apothéose ».

Cette lettre à Guillaumin nous prouve que Proudhon ne se fait pas d'illusions sur la vivacité des réactions que provoquera le système des *Contradictions économiques.* En même temps, sa lucidité habituelle lui permet de se rendre compte qu'en écrivant cet ouvrage, il a autant de chances de susciter un échec qu'une réussite, comme il l'écrit le 2 juillet 1846 à Ackermann : « Qu'il vous suffise d'apprendre que d'ici un an je serai tombé complètement sous l'absurde et le ridicule de mes théories, ou que j'aurai inauguré le plus vaste mouvement révolutionnaire, le plus radical, le plus décisif qui se soit vu sur le globe ». Même lors de ses pires

exagérations verbales, la Minerve du bon sens veille toujours et protège Proudhon dans ses excès : « Peut-être aussi ne suis-je ni si voisin d'une chute, ni si près de l'apothéose et qu'il en sera de mes plans comme de tant de choses qui avaient apparu à leurs auteurs comme des montagnes, tandis qu'elles n'étaient que des taupinées ».

De Lyon, le 27 août 1846, Proudhon annonce à Maurice qu'il vient d'écrire la dernière page de son livre, qui doit paraître en deux volumes in-8°. « Ce travail acharné de dix-huit mois me vaudra pour la première édition (et je ne réponds pas du tout qu'il en sera fait une deuxième édition) mille francs. Mon but, en publiant cette rapsodie, qui sera la dernière de cette espèce, a été de prendre une position décisive dans le monde économique et d'arriver ensuite à faire valoir, plus utilement que je ne l'ai fait encore, mes petites connaissances. Les frères Gauthier m'ont aidé à atteindre ce résultat; car il faut dire que mes services sont bien loin de valoir ce qu'ils me donnent, à moins que je ne porte en ligne de compte ma qualité de *confident* et d'*homme de compagnie*. En ce cas ils me redevraient quelque chose... »

Pourtant, en octobre, Proudhon écrira à sa mère : « Quant à présent, je ne peux plus me souffrir à Lyon; j'aimerais mieux être garde-champêtre à Cordiron (où elle s'est installée) que de vivre comme je vis. J'ai du commerce et de toutes les vilenies mercantiles par-dessus la tête et je ne respire qu'après le jour où je dirai adieu à la boutique. D'ailleurs, je n'ai plus rien à y apprendre, et puisque mon étoile ne m'a pas permis que je devinsse père de famille, je veux jouir de ma liberté. J'ai présentement assez de ressources en moi-même pour me donner l'agrément de transporter ailleurs mon domicile et changer de métier ».

« A partir d'aujourd'hui, 22 octobre, je rentre sérieusement dans la vie active dont je suis sorti en 1840 par ma publication du *Dimanche* et de la *Propriété*. Ma période d'investigation pure est finie; une nouvelle carrière commence pour moi, et je saurai bientôt si je vaux réellement quelque chose ou si je dois me résigner à boire, manger, travailler, flâner et mourir comme les neuf cent quatre-vingt-dix-neuf millièmes de l'espèce humaine. » Proudhon, en écrivant ainsi à Bergmann, croit-il réussir « comme homme d'affaires ? avec les connaissances pratiques que j'ai acquises, et la petite réputation que je me suis faite, je puis me créer encore une existence favorable; j'aspire à quelque chose de mieux, et plus je compare mon individualité avec tant d'autres, plus il me semble que j'ai droit de prétendre à un plus noble rôle;

tu me diras là-dessus la vérité sans ménagement. Le moment est décisif; il s'agit pour moi de vie ou de mort morale ».

Le moment est en effet décisif; car son nouveau livre devait être son dernier livre. « Ce livre est *le dernier que je ferai de ma vie* », écrit-il à sa mère, le 8 octobre 1846, et « *l'ouvrage est le dernier de cette taille que je ferai* », à Bergmann, le 22 octobre.

Mais ce livre va le pousser dans la bataille à l'attrait de laquelle il ne pourra résister. Ainsi qu'il l'écrit, le 7 novembre 1846, à Guillacmin : « Il s'agit de faire de son magasin le champ de bataille des idées sociales, lesquelles sont en train de noyer les idées poitiques, mystiques, diplomatiques et philosophiques. »

La vivacité de l'imagination a entraîné Proudhon vers de nouveaux projets; il croit que « d'ici deux ans, l'économie politique ou économie sociale ou science économique, ou tout ce qu'il vous plaira, sera tout dans l'opinion, et tiendra la tête de l'encyclopédie humaine; mais cette science est en train de se construire, et, si elle n'est pas faite, on peut déjà en distinguer les belles proportions ».

Pensait-il persuader Guillaumin au moment où, selon Sainte-Beuve, celui-ci ne devait pas se féliciter d'avoir introduit le loup dans la bergerie ? « Provoquez donc, autant qu'il est en vous, la lutte des idées; surtout tâchez d'avoir pour rédacteurs des hommes d'un esprit plus élevé et plus compréhensif que ceux qui rédigent habituellement votre revue, et dont le rôle, comme le mien, est d'être des combattants, mais non des juges. Messieurs les économistes, ne vous en déplaise, *ont encore* trop de choses à apprendre pour être absolument compétents, même dans leur propre spécialité. Ceci dit sans que je veuille aucunement diminuer à vos yeux le mérite de vos amis. Ce n'est pas avec des mots qui ne signifient rien, comme *laissez faire, laissez passer,* qu'on peut aujourd'hui donner satisfaction à des hommes qui demandent : *que faut-il faire ? et par où faut-il passer ?*... Je prévois que les socialistes vont s'écrier que j'ai exterminé l'économie politique, mais que je n'ai pas touché le socialisme du bout du doigt : il en sera de même, mais en sens inverse, des économistes. Si je pouvais faire battre tout le monde, j'aurais obtenu justement le résultat que je me suis proposé : la réconciliation universelle par la contradiction universelle. »

Quelques jours après, Proudhon demandait à Guillaumin *de ne pas s'effrayer du procureur du Roi :* « Je n'insulte personne, aucune classe de la société, aucune religion. J'ai le droit de discuter tous les principes, de les combattre, de les restaurer, etc... et si

j'ai choisi une forme tout à fait dramatique, cela n'est qu'une affaire de littérature et de goût... Allons, morbleu ! Monsieur Guillaumin, n'ayez point peur. Il en sera de tout ceci comme des querelles des jésuites et des jansénistes : il y aura un peu de scandale, mais nos petits-enfants se moqueront de nous. »

## VI

*J'ai une douzaine d'amis (c'est beaucoup pour un homme) que je n'oublie jamais ni dans la bonne ni dans la mauvaise fortune, qui font partie essentielle de mon existence, et à qui je pense tout d'abord, dans tout ce que j'entreprends et quoi qu'il m'arrive; tu es toujours le premier sur ma liste.* (22 octobre 1846.) Et, dans une lettre du 2 juillet 1846, annonçant la prochaine publication du *Système des Contradictions économiques,* Proudhon écrivait : « Quoiqu'il en soit, *je ne demande à personne de me faire grâce sauf à mes amis.* »

Cette seconde phrase exprime Proudhon tout entier dans sa fierté, dans son courage comme dans sa tendresse. Eclairée par le passage de la lettre à Bergmann du 22 octobre 1846, elle précise l'attitude de Proudhon vis-à-vis des autres — sa franchise, son indépendance, son esprit d'équité; car il veut n'être pas injuste même pour ses ennemis.

Proudhon n'a jamais connu de paix avec les autres hommes, si l'on en excepte les siens et ses amis.

Dans le domaine des idées comme dans celui de l'action, il a dû lutter avec des adversaires qui contre lui renouvelaient leurs coups. Et ces adversaires n'appartenaient pas seulement aux partis et aux écoles adverses, mais Proudhon les recrutait sans cesse parmi ses propres associés politiques ou parmi les idéologues qui se paraient de la même dénomination de socialiste. L'on peut à dessein employer cette expression *recrutait,* car, à certaines heures, on imagine que Proudhon faisait exprès de prononcer les paroles et d'ébaucher les gestes qui dressaient contre lui ceux qui semblaient proches. Cette tendance de son caractère devait donner à Charles Péguy le même sort.

Attirer sur sa tête la foudre des violences et des haines était sa fatalité, la conséquence naturelle de son caractère. Cette fatalité nous conduit à découvrir des traits essentiels à son tempé-

rament. Et tout d'abord, sa grande honnêteté intellectuelle ne lui permettait pas d'accepter les mensonges pieux de parti ou de chapelle. Aussi Proudhon ne voulait-il jamais faire aux gens de son parti le moindre sacrifice sur ce qu'il considérait comme *vrai;* il n'acceptait aucune concession sur ce qui lui apparaissait vérité théorique imposée par la raison ou vérité empirique se dégageant des réalités de la vie.

Proudhon entendait tenir compte de l'expérience, avoir le droit de profiter de ses expériences personnelles pour rectifier ses jugements. Il n'admettait pas que la réalité eût tort contre l'idéologie. Lorsque l'idéologie affirmait avec mauvaise humeur qu'elle avait raison contre l'évidence des faits, Proudhon se gaussait des idéologues. Son attitude et ses sarcasmes provoquaient le scandale parmi les esprits immobiles.

Dans tous les partis, il existe des fanatiques qui préfèrent le mensonge à une vérité qui se trouve dans le camp ennemi. Cette complaisance à l'égard du mensonge révoltait Proudhon. Il voyait là un signe de la corruption de l'esprit. Il avait horreur de toute servitude à un mot d'ordre. La fidélité à un préjugé ou à un faux-semblant ? Proudhon n'y voyait qu'une lâcheté ou une paresse.

Dans une lettre du 12 janvier 1845, Proudhon annonçait à Bergmann qu'il avait fait *cet hiver* de nouvelles connaissances.

*Cet hiver*. En fait, Proudhon était arrivé à Paris le 24 septembre 1844 et il s'y trouvait encore au printemps de 1845; mais c'était déjà pendant les mois de l'automne 1844 que Proudhon avait commencé à prendre un contact personnel avec un petit groupe d'émigrés allemands et aussi avec Michel Bakounine. Ils se réunissaient et souvent leurs discussions se prolongeaient tard dans la nuit. Herzen raconte qu'un soir, chez le musicien Reichel, rue de Bourgogne, Karl Vogt, lassé d'entendre Bakounine et Proudhon disserter sur le système de Hegel, s'était retiré discrètement et était rentré chez lui. Le lendemain matin, Karl Vogt revint pour emmener Reichel au Jardin des Plantes : Bakounine et Proudhon étaient assis à la place où il les avait laissés, ayant sans interruption poursuivi leur discussion.

Dans la lettre au *Sozial-Demokrat*, Karl Marx raconte qu'il est entré en relations personnelles avec M. Proudhon et qu'il a eu avec lui de ces longues discussions qui duraient toute la nuit.

Ni dans sa correspondance, ni dans son *Carnet* de 1844, Proudhon ne parle de Marx, mais il fait sans doute allusion à leur rencontre lorsqu'il écrit, le 19 janvier 1845 : « D'après les nouvelles

connaissances que j'ai faites cet hiver, j'ai été très bien compris d'un grand nombre d'Allemands qui ont admiré le travail que j'ai fait pour arriver seul à ce qu'ils prétendent exister chez eux. Je ne puis encore juger de la parenté qu'il y a entre ma métaphysique et la logique de Hegel, par exemple, puisque je n'ai jamais lu Hegel ».

Dans la *Sainte Famille,* parue en janvier 1845, Karl Marx consacre un assez long chapitre à Proudhon, chapitre rédigé par lui et par Engels : « Tous les développements de l'économie supposent la propriété privée. Cette hypothèse fondamentale, l'Economie nationale la considère comme inattaquable... Et voici que Proudhon soumet la base de l'Economie nationale, la propriété privée, à un examen critique, au premier examen sérieux, absolu, en même temps que scientifique. Voilà le grand progrès scientifique qu'il a réalisé, un progrès qui révolutionne l'Economie nationale, pose, pour la première fois, la possibilité d'une véritable science de l'Economie nationale... L'ouvrage de Proudhon : *Qu'est-ce que la propriété,* a, pour l'Economie nationale, la même importance que l'ouvrage de Sieyès : *Qu'est-ce que le Tiers Etat ?* a pour la politique moderne... Les économistes inconscients se débattent dans cette contradiction. Proudhon a mis fin, une fois pour toutes, à cette inconscience : il a pris au sérieux l'apparence humaine des rapports économiques et l'a nettement opposée à leur réalité non humaine. Il a forcé ces rapports à être en réalité ce qu'ils sont dans l'idée que les économistes s'en sont fait, ou plutôt à renoncer à cette idée et à avouer qu'en réalité, ils n'ont rien d'humain. Logique avec lui-même, il a donc montré que ce n'est pas telle ou telle espèce de propriété privée, comme l'avaient fait les économistes, que ce n'est pas une partie, mais l'ensemble de la propriété privée, qui a, en somme et de façon universelle, faussé les rapports économiques. »

L'éloge n'est pas petit, venant de Marx lui-même. Karl Marx présente Proudhon comme un précurseur qui a réalisé « un progrès scientifique qui révolutionne l'Economie nationale ». Il va plus loin lorsque, plaçant sur le même plan l'ouvrage de Proudhon et celui de Sieyès, il ajoute : « Proudhon n'écrit pas seulement dans l'intérêt des prolétaires, il est prolétaire lui-même. Son ouvrage est un manifeste scientifique du prolétariat français et présente une importance historique tout autre que l'élucubration littéraire d'un critique quelconque ».

Lorsqu'il rencontre à Paris Proudhon, Karl Marx a 25 ans. Il est flatté de l'attention que Proudhon, qui en a 35, a prêté à sa

conversation et son orgueil se plaît à croire qu'il « lui a inoculé le virus hégélien » : « Au cours de longs débats qui se prolongeaient parfois durant toute la nuit, je l'injectais, à son grand préjudice, d'un hégélianisme qu'il ne pouvait approfondir, à cause de son ignorance de l'allemand. »

Karl Marx, expulsé de Paris en janvier 1845, compte sur Proudhon pour l'aider à détruire l'influence que les Allemands demeurés à Paris peuvent avoir sur les milieux des socialistes et ouvriers parisiens. Karl Marx veut éliminer toute concurrence possible, et c'est pourquoi, le 5 mai 1846, espérant s'en faire un allié, Marx écrit à Proudhon afin de lui demander de prendre parti contre Karl Grün. Le 17 mai 1846, Proudhon lui répond une lettre qui explique le revirement de Karl Marx.

Afin de comprendre l'attitude de Proudhon vis-à-vis de Karl Marx, il convient de donner intégralement le texte de la lettre du 17 mai 1846.

*Mon cher monsieur Marx, je consens volontiers à devenir l'un des aboutissants de votre correspondance, dont le but et l'organisation me semblent devoir être très utiles. Je ne vous promets pas pourtant de vous écrire beaucoup, ni souvent; mes occupations de toute nature, jointes à une paresse naturelle, ne me permettent pas ces efforts épistolaires. Je prendrai aussi la liberté de faire quelques réserves qui me sont suggérées par divers passages de votre lettre.*

*D'abord, quoique mes idées en fait d'organisation et de réalisation soient en ce moment tout à fait arrêtées, au moins pour ce qui regarde les principes, je crois qu'il est de mon devoir, qu'il est du devoir de tout socialiste, de conserver pour quelque temps encore la forme antique ou dubitative; en un mot, je fais profession avec le public d'un antidogmatisme économique presque absolu.*

*Cherchons ensemble, si vous voulez, les lois de la société, le mode dont ces lois se réalisent, le progrès suivant lequel nous parvenons à les découvrir; mais, pour Dieu, après avoir démoli tous les dogmatismes,* a priori, *ne songeons point à notre tour à endoctriner le peuple; ne tombons pas dans la contradiction de votre compatriote Luther, qui, après avoir renversé la théologie catholique, se mit aussitôt, à grands renforts d'excommunications et d'anathèmes, à fonder une théologie protestante. Depuis trois siècles, l'Allemagne n'est occupée que de détruire le replâtrage de M. Luther; ne taillons pas au genre humain une nouvelle besogne par de nouveaux gâchis. J'applaudis de tout mon cœur à votre pensée de produire*

*un jour toutes les opinions; faisons-nous une bonne et loyale polémique; donnons au monde l'exemple d'une tolérance savante et prévoyante, mais, parce que nous sommes à la tête du mouvement, ne nous faisons pas les chefs d'une nouvelle intolérance, ne nous posons pas en apôtres d'une nouvelle religion; cette religion, fût-elle la religion de la logique, la religion de la raison. Accueillons, encourageons toutes les protestations; flétrissons toutes les exclusions, tous les mysticismes; ne regardons jamais une question comme épuisée, et quand nous aurons usé jusqu'à notre dernier argument, recommençons s'il faut avec l'éloquence et l'ironie. A cette condition, j'entrerai avec plaisir dans votre association, sinon, non!*

*J'ai aussi à vous faire quelques observations sur ce mot de votre lettre :* Au moment de l'action. *Peut-être conservez-vous encore l'opinion qu'aucune réforme n'est actuellement possible sans un coup de main, sans ce qu'on appelait jadis une révolution et qui n'est tout bonnement qu'une secousse. Cette opinion, que je conçois, que j'excuse, que je discuterais volontiers, l'ayant moi-même longtemps partagée, je vous avoue que mes dernières études m'en ont fait complètement revenir. Je crois que nous n'avons pas besoin de cela pour réussir; et qu'en conséquence, nous ne devons point poser l'action* révolutionnaire *comme moyen de réforme sociale, parce que ce prétendu moyen serait tout simplement un appel à la force, à l'arbitraire, bref, une contradiction. Je me pose ainsi le problème :* faire rentrer dans la société, par une combinaison économique, les richesses qui sont sorties de la société par une autre combinaison économique. *En autres termes, tourner en Economie politique la théorie de la Propriété, contre la Propriété, de manière à engendrer ce que vous autres socialistes allemands appelez communauté* et que je me bornerai pour le moment à appeler *liberté, égalité. Or, je crois savoir le moyen de résoudre, à court délai, ce problème : je préfère donc faire brûler la Propriété à petit feu, plutôt que de lui donner une nouvelle force, en faisant une Saint-Barthélemy des propriétaires.*

*Mon prochain ouvrage, qui est en ce moment à moitié de son impression, vous en dira davantage.*

*Voilà, mon cher philosophe, où j'en suis pour le moment; sauf à me tromper, et s'il y a lieu, à recevoir la férule de votre main, ce à quoi je me soumets de bonne grâce, en attendant ma revanche. Je dois vous dire en passant que telles me semblent être aussi les dispositions de la classe ouvrière de France; nos prolétaires ont si grande soif de science, qu'on serait fort mal accueilli d'eux si on n'avait à leur présenter à boire que du sang. Bref, il serait à*

*mon avis d'une mauvaise politique pour nous de parler en exterminateurs; les moyens de rigueur viendront assez; le peuple n'a besoin pour cela d'aucune exhortation.*

*Je regrette sincèrement les petites divisions, qui, à ce qu'il paraît, existent déjà dans le socialisme allemand, et dont vos plaintes contre M. G. m'offrent la preuve. Je crains bien que vous n'ayez vu cet écrivain sous un jour faux; j'en appelle, mon cher monsieur Marx, à votre sens rassis. G... se trouve exilé, sans fortune, avec une femme et deux enfants, n'ayant pour vivre que sa plume. Que voulez-vous qu'il exploite pour vivre, si ce n'est les idées modernes? Je comprends votre courroux philosophique, et je conviens que la sainte parole de l'humanité ne devrait jamais faire la matière d'un trafic; mais je ne veux voir ici que le malheur, l'extrême nécessité, et j'excuse l'homme. Ah! si nous étions tous millionnaires, les choses se passeraient mieux; nous serions des saints et des anges. Mais il faut* vivre; *et vous savez que ce mot n'exprime pas encore, tant s'en faut, l'idée que donne la théorie pure de l'association. Il faut vivre, c'est-à-dire acheter du pain, du bois, de la viande, payer un maître de maison; et, ma foi! celui qui vend des idées sociales n'est pas plus indigne que celui qui vend un sermon. J'ignore complètement si G... s'est donné lui-même comme étant mon précepteur; précepteur de quoi? Je ne m'occupe que d'Economie politique, chose dont il ne sait à peu près rien; je regarde la littérature comme un jouet de petite fille; et, quant à la philosophie, j'en sais assez pour avoir le droit de m'en moquer à l'occasion. G... ne m'a rien dévoilé du tout; s'il l'a dit, il a dit une impertinence dont je suis sûr qu'il se repent.*

*Ce que je sais et que j'estime plus que je ne blâme un petit excès de vanité, c'est que je dois à M. G... ainsi qu'à son ami Ewerbeck, la connaissance que j'ai de vos écrits, cher monsieur Marx, de ceux de M. Engels et de l'ouvrage si important de Feuerbach. Ces messieurs, à ma prière, ont bien voulu faire quelques analyses pour moi, en français (car j'ai le malheur de ne point lire l'allemand) des publications socialistes les plus importantes; et c'est à leur sollicitude que je dois insérer (ce que j'eusse fait de moi-même, au reste) dans mon prochain ouvrage, une mention des ouvrages de MM. Marx, Engels, Feuerbach, etc... Enfin G... et Ewerbeck travaillent à entretenir le feu sacré chez les Allemands qui résident à Paris, et la déférence qu'ont pour ces messieurs les ouvriers qui les consultent me semble un sûr garant de la droiture de leurs intentions.*

*Je vous verrais avec plaisir, mon cher monsieur Marx, revenir d'un jugement produit par un instant d'irritation; car vous étiez en colère lorsque vous m'avez écrit. G... m'a témoigné le désir de traduire mon livre actuel; j'ai compris que cette traduction, précédant toute autre, lui procurerait quelque secours, je vous serais donc obligé, ainsi qu'à vos amis, non pour moi, mais pour lui, de lui prêter assistance dans cette occasion, en contribuant à la vente d'un écrit qui pourrait sans doute avec votre secours, lui donner plus de profit qu'à moi.*

*Si vous vouliez me donner l'assurance de votre concours, mon cher monsieur Marx, j'enverrais incessamment mes épreuves à M. G... et je crois, nonobstant vos griefs personnels dont je ne veux pas me constituer le juge, que cette conduite nous ferait honneur à tous.*

*Mille amitiés à vos amis MM. Engels et Gigot.*

*Votre tout dévoué,* P. J. PROUDHON

Karl Marx ne pardonnera pas à Proudhon cette lettre ni les réflexions que les premières œuvres de Proudhon avaient pu lui suggérer. En même temps qu'il attaque Proudhon, il va peu à peu tourner en ridicule ce prolétariat parisien dont il disait, pendant son séjour à Paris : « Sur leurs lèvres, la fraternité n'est pas une phrase, mais une vérité; de ces visages endurcis par le travail rayonne toute la beauté de l'Humain ».

L'anti-Proudhon, *La Misère de la Philosophie,* composé pendant l'hiver 1846-1847, est une « réponse à la *Philosophie de la Misère* de Proudhon ». Le livre paraît le 15 juin 1847, avec cet à-propos : « M. Proudhon a le malheur d'être singulièrement méconnu en Europe. En France, il a le droit d'être mauvais économiste, parce qu'il passe pour être bon philosophe allemand. En Allemagne, il a le droit d'être mauvais philosophe parce qu'il passe pour être économiste français des plus forts. Nous, en qualité d'Allemand et d'économiste, nous avons voulu protester contre cette double erreur ».

Le 19 septembre, de Lyon, Proudhon écrit à Guillaumin : « J'ai reçu le libelle de M. Marx, en réponse à la *Philosophie de la Misère...* ». On trouve ceci dans une note manuscrite de Proudhon [1] : « Le véritable sens de l'ouvrage de Marx, c'est qu'il a regret que partout j'aie pensé comme lui et que je l'aie dit avant lui.

1. Dans les marges de son exemplaire de la *Misère de la philosophie de Karl Marx,* notes reproduites par Roger Picard en appendice du tome 2, p. 415 des *Contradictions.*

Il ne tient qu'au lecteur de croire que c'est Marx qui, après m'avoir lu, a regret de penser comme moi ».

En janvier-février 1852, Karl Marx fera paraître une de ses œuvres les plus fortes : *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte.* Et, dans la préface écrite le 23 juin 1869 (de Londres), il présente sous un faux jour *La Révolution démontrée par le Coup d'Etat,* que Proudhon a publiée en juillet 1852 :

*Proudhon, de son côté, essaie de montrer que le Coup d'Etat est le résultat du développement antérieur. Cependant, la construction historique du Coup d'Etat se change inconsciemment chez lui en une apologie historique du héros du Coup d'Etat.*

A peine Proudhon a-t-il disparu que Marx envoie, le 18 janvier 1865, au *Sozial-Demokrat,* un article où il reconnaît que le style de *Qu'est-ce que la Propriété ?* est encore fortement musclé, mais c'est le style qui, à son avis, en fait le seul mérite. Ce n'était pas la forme seule de Proudhon qui apparaissait « importante » à Karl Marx, dans la *Sainte Famille.*

Karl Marx ajoute : « On voit que, lors même qu'il reproduit, Proudhon découvre que ce qu'il dit est neuf pour lui et qu'il le sert pour tel ». Le livre de Proudhon, qui vingt ans auparavant, était un manifeste scientifique du prolétariat français n'est plus « tout bonnement qu'un pamphlet sensationnel et par-dessus tout un plagiat d'un bout à l'autre ».

« Et pourtant, quelle impulsion cette pasquinade n'a-t-elle pas donnée au genre humain... Mais en dépit de ses allures d'iconoclaste, déjà dans ce premier ouvrage on trouve cette contradiction que Proudhon, d'un côté, fait le procès à la société du point de vue et avec les yeux du petit paysan français et, de l'autre, lui applique l'étalon que lui ont transmis les socialistes. »

Karl Marx, expulsé de Paris en janvier 1845, s'installe à Bruxelles. Engels vient y séjourner quelques mois et tous deux passent en septembre six semaines en Grande-Bretagne. En juillet, Engels avait fait paraître à Leipzig *Die Lage der arbeitenden Classe.*

L'influence de l'esprit réaliste d'Engels marque une nouvelle période où Karl Marx utilise la riche expérience qu'Engels a acquise des formes de la société capitaliste en Grande-Bretagne.

Pendant l'été de 1847, Engels assiste au Congrès des groupes de Londres, qui décide d'appeler Fédération communiste le nouveau groupement. Engels et Marx sont chargés de rédiger le projet de manifeste. Le 29 novembre 1847, Karl Marx se trouve à Londres à la réunion des Fraternal Democrats qui comprend

des chefs chartistes tels que Ernest Jones, George Julian Harney.

Le Congrès de la Fédération communiste suit immédiatement la réunion des Fraternal Democrats. Le projet de manifeste qu'ont rédigé Marx et Engels est discuté et adopté par le Congrès.

Pendant le mois de janvier 1848, Marx et Engels écrivent le texte définitif du manifeste dont le manuscrit allemand est imprimé à Londres, peu avant la révolution de 1848; Marx et Engels donnent la traduction anglaise à George Julian Harney, le chartiste, pour son journal le *Red Republican*.

Pendant un demi-siècle, le manifeste va exercer une influence toute-puissante sur le socialisme révolutionnaire.

La valeur du *Manifeste communiste* tient à la force avec laquelle Marx et Engels ont su faire la synthèse des tendances ouvrières et des diverses doctrines idéologiques, dont ils ont condensé la substance dans des formules saisissantes.

D'une part, ils connaissent les doctrines idéologiques des présocialistes français et anglais. Marx et Engels doivent leur idéologie à la tradition babouviste qui s'était perpétuée dans les sociétés secrètes et aux doctrines dont, dans son admirable commentaire du *Manifeste communiste*, Charles Andler a écrit l'histoire (dans la petite *Bibliothèque socialiste*).

Mais l'apport le plus important qu'Engels et Karl Marx ont utilisé leur vient de l'expérience chartiste qui s'était développée presque sous leurs yeux. Discours et écrits des chefs et des militants du Chartisme leur ont offert des matériaux, des thèmes et des suggestions dont ils ont su dégager une interprétation à la fois réaliste et mythique du mouvement du prolétariat anglais.

Proudhon est un paysan « des franches montagnes ». Enfant, son métier de bouvier lui a donné une intimité avec la nature par la fréquentation et l'amitié des bêtes et des pâturages, des fruits et des arbres, des collines et des rivières. Et lorsqu'il est obligé de vivre toute l'année dans une ville, dès qu'il peut s'échapper, Proudhon revient à Burgille, au pays natal, pêcher des écrevisses, cueillir des baies, comme au temps de son enfance.

Voilà une école primaire dont sera privé Karl Marx. Karl Marx restera l'homme passionné d'idéologie. Si Proudhon est un homme réel, il ne le doit pas seulement à son enfance parmi les prés, mais à sa vie d'ouvrier, correcteur, compositeur, animé de l'esprit des Compagnons du Tour de France, et à son expérience de commis comptable dans l'entreprise Gauthier frères, alors qu'il vit parmi des mariniers et des bateliers.

Proudhon est né et a grandi parmi le peuple paysan et ouvrier. Comme lui, il a œuvré de ses mains. D'instinct il le devine même lorsque ce peuple le blesse par son attitude et sa soumission. Son cœur lui appartient pendant les dures années où il vit en reclus, afin de faire face, par un labeur accablant, à la subsistance des siens et au désir de poursuivre son œuvre. La *Justice dans la Révolution et dans l'Eglise* contient, sous le titre *Bourgeoisie et Plèbe,* une des analyses les plus pénétrantes qui aient été faites du peuple français.

Karl Marx n'aura pas de contact avec les paysans, ni avec les ouvriers d'intimité; il gardera toujours vis-à-vis d'eux l'attitude du théoricien inspiré. Proudhon a, vis-à-vis du peuple, des colères nées d'une révolte et d'une déception; ses injures ne sont que le ressentiment éprouvé à l'égard de ceux qu'il traite avec violence parce qu'il leur est passionnément attaché.

Autre opposition. Karl Marx ignore le sentiment du beau auquel Proudhon est si sensible. Cette indifférence vient sans doute de la place que Proudhon et Marx donnent à l'intelligence dans la hiérarchie des valeurs humaines : « Proudhon a compris que l'intelligence n'est qu'une sorte d'appareil photographique qui nous donne la représentation mentale des phénomènes et de leurs rapports, tout ce que contient la réalité, mais rien de pus. Or, le sublime et le beau dépassent la réalité; il y a la même différence entre eux et les idées qu'entre un portrait fait par la main d'un artiste et l'image donnée par un daguerréotype ». (Edouard Berth, *Du « Capital » aux « Réflexions sur la violence »*. — Rivière, 1931 [1].)

Quelles que soient leurs oppositions, leur grandeur est incontestable : Proudhon et Karl Marx ont été deux génies prophétiques. Le créateur de mythes, le grand moraliste plébéien, ont, chacun à sa manière, découvert les terres inconnues; ils ont pressenti les horizons nouveaux que les yeux de leurs contemporains n'apercevaient pas.

Au milieu du XIXe siècle, à l'époque où s'épanouissait un régime capitaliste débordant de vitalité et qui paraissait maître de l'avenir, Proudhon et Marx ont annoncé la dissolution d'une société; sous un masque de jeunesse, ils ont discerné les signes précurseurs de son vieillissement et de sa caducité. Sans doute, ils se sont trompés sur le rythme auquel s'accomplirait cette décadence. Mais leur erreur n'est qu'une erreur de date.

1. Il vient de paraître tout récemment un livre sur Marx et Proudhon, 1947, de Pierre Haubtmann, Ed. *Economie et Humanisme*.

Proudhon, de race paysanne, autodidacte, frondeur et même cabochard, voit que la faiblesse organique des classes dirigeantes est l'avarice, leur morale du profit. Il est frappé par la forme juridique des institutions, la légalité masquant l'injustice. Aussi sa pensée est-elle dominée par l'idée d'un droit nouveau, organisateur de la justice, mais garant de la liberté. Ce droit nouveau ne peut être une réalité vivante que dans une société dont les ressorts seront le goût de la création qui trouve sa satisfaction ailleurs que dans le gain, le respect de la personne, la volonté de rester un homme libre.

La mystique du travail transforme l'effort si souvent pénible en une joie « de tous les instants », dit Proudhon... « Je me demande pourquoi la vie du travailleur ne serait pas une réjouissance perpétuelle, une procession triomphale... Ce n'est pas cet attrait passionnel dont parlait Fourier, c'est une volupté intime, à laquelle le recueillement de la solitude n'est pas moins favorable que les excitations de l'atelier et qui résulte, pour l'homme de travail, du plein exercice de ses facultés : force du corps, adresse des mains, prestesse de l'esprit, puissance de l'idée, orgueil de l'âme, sentiment de la difficulté vaincue, de la nature asservie, de la science acquise, de l'indépendance assurée; communion avec le genre humain par le souvenir des anciennes luttes, la solidarité de l'œuvre et la participation égale au bien-être. »

Karl Marx est un bourgeois intellectuel, un citadin universitaire passionné de philosophie; il est aussi un virtuose doué pour la tactique politique. Mais surtout il a été un étonnant historien et aurait été plus grand encore s'il avait préféré l'histoire à l'utilisation de celle-ci en vue de fins pragmatiques.

L'ambition de ce philosophe, c'est de vaincre sur les deux tableaux : celui de la construction dogmatique, celui de l'action.

Entre ces deux tendances dominantes, Marx aurait peut-être été embarrassé pour faire le pont si Engels n'était pas survenu dans son existence pour aiguiller cet esprit si vif et si souple vers des perspectives et des observations qui lui offraient l'esquisse d'un univers en gestation. L'imagination créatrice de Marx s'est emparée de ces *Matériaux d'une Théorie du prolétariat*, comme les appelait Georges Sorel, et il s'est servi d'un pouvoir incantatoire pour faire don à ses contemporains et à ses disciples d'une image neuve du monde. Georges Sorel saura justement dégager du marxisme et éclairer par lui la force suggestive du mythe et son influence.

En lui apprenant le mécanisme réel du capitalisme en Grande-

Bretagne, Engels a donné à Marx le moyen de traduire dans un cadre concret le mouvement de l'évolution historique et de créer un mythe.

En donnant au mouvement ouvrier pour objectif la conquête d'un droit nouveau, la mystique du travail et le souci de la liberté et de la responsabilité personnelles, Proudhon s'est préoccupé, dans le cadre d'institutions juridiques nouvelles, de découvrir la source vive des sentiments sans lesquels cette société court l'immédiat danger de culbuter un jour dans l'ornière des recommencements.

Craignant que ces institutions nouvelles ne fussent détournées au profit des anciens errements, Proudhon s'adresse à la jeunesse; il croit que, seule, elle possède une vitalité assez puissante et un espoir assez rayonnant pour épurer et rénover l'atmosphère dans lequel se transforme la société. Répétons, avec lui, les paroles qu'il adressait à la jeunesse il y a presque un siècle, et qui seront comprises par la jeunesse d'à présent :

*La fin de l'antique civilisation est venue, sous un nouveau soleil, la face de la terre va se renouveler. Laissons une génération s'éteindre, laissons mourir au désert les vieux prévaricateurs: la terre sainte ne couvrira pas leurs os. Jeune homme que la corruption du siècle indigne et que le zèle de la justice dévore, si la patrie vous est chère, et si l'intérêt de l'humanité vous touche, osez embrasser la cause de la liberté. Dépouillez votre vieil égoïsme, plongez-vous dans le flot populaire de l'égalité naissante; là, votre âme retrempée puisera une sève et une vigueur inconnue, votre génie retrouvera une indomptable énergie, votre cœur rajeunira. Tout changera d'aspect à vos yeux épurés; des sentiments nouveaux feront naître en vous des idées nouvelles : religion, morale, poésie, art, langage, vous apparaîtront sous une forme plus grande et plus belle et, certains désormais de votre foi, enthousiastes avec réflexion, vous saluerez l'aurore de la régénération universelle.*

Proudhon et Marx mettent en présence deux personnalités opposées. Mais leur antagonisme ne doit pas amener un historien paysan-ouvrier à les dresser l'un contre l'autre. Sans doute, les rancunes de son orgueil mettent une ombre sur la grandeur d'un homme. Seulement, la sympathie ne doit pas faire oublier les services rendus par l'un et par l'autre; si l'on consulte Lénine comme interprète de Marx, on se rend compte que l'opposition Proudhon-Marx a peut-être été exagérée.

Un proudhonien dont l'œuvre capitale, l'*Idée du droit social*,

doit sa force à une inspiration proudhonienne, Georges Gurvitch, est justifié lorsqu'il rappelle, dans une étude sur l'*Union ouvrière*, « que le grand mérite de Lénine, comme penseur, a été de souligner fortement les éléments antiétatistes et volontaristes, c'est-à-dire proudhoniens, de la pensée de Marx ». (*Esprit*, nº de février 1946.)

Proudhon et Marx sont l'un et l'autre des précurseurs, des personnages historiques. Leur influence est considérable, surtout si l'on constate quels apports divers se combinent pour composer l'évolution sociale. On peut dire que leur influence reflète leur personnalité; pour cette raison, en face de Marx, Proudhon demeure le grand moraliste plébéien, c'est vers lui que dans leurs doutes et leurs incertitudes tournent leur regard les obscurs, les militants ouvriers.

## VII

De 1843 à 1848, Proudhon a partagé son activité entre la préparation du *Système des contradictions économiques* et ses fonctions auprès des frères Gauthier — fonctions auxquelles il apportait la même ardeur scrupuleuse qu'à l'élaboration de son livre. Et Proudhon se félicite d'avoir eu huit arrêts de la Cour royale rendus en faveur de la maison Gauthier sur les conclusions des mémoires rédigés par lui.

L'accueil qui avait été fait au *Système des contradictions économiques*, dont le *Journal des Economistes* ne parlera qu'en novembre 1847, avait dû décevoir Proudhon, bien que l'espoir qu'il avait fondé sur ce livre laissât place, dans son esprit, à un doute. Le 26 mars 1847, en effet, Proudhon écrit à M. Maurice : « Eh bien, mes élucubrations touchent à leur fin; j'entends par là que je ne compte le reste de mes jours traiter que des questions partielles, suivant les circonstances et le besoin. D'un autre côté, il m'est à peu près démontré que je n'ai aucun espoir à fonder du côté des lettres et du journalisme; j'ai mérité l'antipathie de tout le monde... la répulsion que j'inspire est générale : depuis les communistes, républicains et radicaux, jusqu'aux conservateurs et aux jésuites, les jésuites de l'université compris ».

En mars 1847, Proudhon renonce aux ambitions qu'il avait eues du côté des lettres et du journalisme. Il paraît décidé à régulariser sa situation auprès des frères Gauthier. En mai, il a obtenu de ceux-ci l'autorisation, tout en s'occupant de leurs affaires, de diriger, par surcroît, un journal qui doit rester hebdomadaire.

Le journal ne peut commencer à paraître que dans quelques mois : « Ce journal, si je ne me trompe, doit me poser devant le public et amener rapidement le succès de mes théories ou ma déconfiture (comme économiste) ».

Proudhon se trouve donc dans l'incertitude : « Je suis, écrit-il à Maurice, pour employer un mot à la mode, dans un état de transition peu agréable, et placé à la croisée des routes où je ne sais quel parti prendre. Serai-je tout à fait homme d'affaires, ou tout à fait publiciste ? Serai-je l'un et l'autre et comment se résoudra la question de mon bien-être matériel ?... ».

Voici pourquoi Proudhon est séduit par l'idée du journal qui doit s'appeler *Le Peuple*; c'est le nom que prendra le second journal de Proudhon : « Si je puis une fois parler au public autrement que par des livres et traîner de force sur le terrain des vraies questions cette canaille de journalistes et d'utopistes et d'économistes, je ne doute pas que la situation générale dans l'opinion, dans les affaires et dans le gouvernement, ne s'en ressente bientôt. J'espère qu'alors les bons avis ne me feront pas faute ! Dans cette vue, tu permettras que je te compte parmi les abonnés du *Peuple :* 12 francs par an, deux feuilles par semaine ». (A Bergmann, 4 juin 1847.)

« Je vous raconte toutes ces choses, mon cher Maurice, avec une simplicité d'enfant. Il en est de moi comme d'un joueur ou d'un ivrogne; je prends les plus belles résolutions, et je les tiens à merveille, tant que je n'ai à ma portée ni les cartes ni le vin... c'est une espèce de fanatisme à froid... mais ce quelque chose qui m'a fait faire de grands efforts en tout genre, ce quelque chose qui fait mon malheur est aussi ce qui fait toute ma force... »

Dans ce que Proudhon appelle fanatisme à froid, le souci de se connaître, qui ne l'abandonne jamais, voit justement la source de sa force et de ses malheurs. Là est en effet le centre vivant de sa personnalité et sa puissante unité.

Proudhon est possédé d'une ardeur qui communique sa flamme à tout ce qui jaillit de lui.

A ses correspondants habituels, Proudhon écrit comme s'il se parlait à lui-même; dans la lettre du 30 mai 1847 à Maurice ou dans celle du 4 juin à Bergmann, Proudhon confie à l'un et à l'autre ses méditations intérieures et parfois même son examen de conscience.

*Je ne serais encore bon qu'à lire des épreuves ou à composer des lignes, si la fièvre socialiste ne m'avait lancé dans les études économiques, où je pourrais bien, sans que cela paraisse, avoir*

*fait une révolution. Or, ce sont les études économiques qui tout à coup ont fait de moi un homme propre aux affaires. Voilà la filière.* (A Maurice, 30 mai 1947.)

Le 4 juin, Proudhon examine les critiques que Bergmann lui a faites après la lecture du *Système des contradictions économiques :* « Tu as raison, tout à fait raison, quand, te plaçant au point de vue de la science pure, tu me reproches les personnalités qui, selon toi, déshonorent mon livre; qui, selon d'autres, en font tout le charme. J'ai, comme tu l'as reconnu, des inclinations scientifiques; cependant, je reste pamphlétaire; est-ce faiblesse d'habitude ou erreur de jugement ? Je m'étais posé la question avant de prendre la plume. Je crois, mon cher Bergmann, que la forme de mon livre, comme de toute polémique, est commandée par la nécessité... Selon moi, en matière de politique, de morale pratique, de science sociale, de tout ce qui tient à la vie active et à l'actualité des sociétés, les théories ne sont pas seulement des idées, des abstractions de l'esprit, ce sont aussi des intérêts, des influences, des coalitions, des intrigues, des personnes. Tu comprends comment, sans en vouloir aux personnes, je fais, nécessairement et avec préméditation, de la personnalité... ».

Dans la même lettre à Bergmann, Proudhon parle de sa mère. Il raconte qu'il a passé presque tout le mois de janvier à Besançon et à Burgille, petit village où sa mère réside avec son père : « J'ai cru un moment que j'allais enterrer la pauvre vieille; cela m'a causé beaucoup d'inquiétude et m'a fait voir combien, après cette mort, j'allais me trouver seul au monde et sans affections ».

Et en effet, nous l'avons dit déjà, Catherine Proudhon possède une place privilégiée dans le cœur de son fils, mais aussi dans son esprit : la dévotion qu'il lui voue, la pensée de sa mère forment une part essentielle dans sa vie intérieure. Pendant ces années partagées entre Lyon et Paris, années si pleines, en dépit de la passion qui le faisait se donner tout entier à sa double occupation, l'existence et le confort de ses parents étaient pour lui un souci constant que prouve sa correspondance avec eux et avec ses amis. Il s'attache aux plus petits détails de leur vie. Le 15 octobre 1844, il leur écrit :

*J'envoie à ma chère mère une paire de lunettes n° 9, pareilles à celles dont je me sers. Je lui recommande de s'en servir régulièrement à l'avenir, toutes les fois qu'elle sortira et autant que sa vue pourra le comporter. Dans les commencements elle éprouvera de l'hésitation à marcher, surtout à descendre, mais peu à peu l'habitude viendra et ce sera pour ma mère une véritable*

*jouissance d'avoir, pour ainsi dire, retrouvé ses yeux de vingt ans. J'apprends toujours avec une nouvelle joie, chers père et mère, tout ce qui vous regarde. Je souffre seulement de vous savoir gênés et d'être moi-même surchargé de dettes. Je fais des pieds et des mains pour écouler mes publications et j'ai lieu de croire que dans quelques semaines je pourrai vous faire passer une bonne petite somme.*

*Cependant, je prie ma chère mère de me dire en particulier où elle en est... Vous pensez bien, mes chers parents, que je pourrais obtenir aisément quelque petite avance de MM. Gauthier frères, mais je tiens à user discrètement de leur bonne volonté. Cependant je n'entends pas que vous soyez gênés; ainsi, ma chère mère, envoyez-moi votre budget. Ce sera pour moi d'ailleurs un stimulant, car je ne suis que trop disposé à la paresse.*

La lettre du 2 janvier 1845 adressée à Maurice se préoccupe de l'installation de ses parents à Cordiron, qui se trouve à une demi-heure de Burgille où habite son frère Charles souffrant. On chercherait à se défaire de la maison du Petit Battant, à Besançon. Proudhon pourrait payer à ses parents les deux cents francs d'intérêts qu'il doit à un M. Thaler. Et il demande à Maurice de les influencer en ce sens : « S'il vous arrive de voir mon père et ma mère, insinuez-leur cela doucement, je vous prie, dans mon intérêt. De mon côté, je leur déclarerai nettement que je n'ai plus rien à faire à Besançon; qu'eux seuls m'y attirent encore et que j'aimerais autant les voir aller à Cordiron qu'au Petit Battant. »

Le 16 février 1845, à son père : « Si ma mère a besoin de fonds, qu'elle aille trouver M. Micaud; il lui remettra ce qu'il lui faudra et m'en donnera avis... Tu diras sans doute encore que je n'en use pas avec toi comme avec ma mère; mais tu dois penser que je ne suis pas arrivé à trente-sept ans sans réfléchir, et que j'aime mieux que ma mère t'entretienne que d'être entretenue par toi ».

Le 7 novembre 1845, Proudhon apprend à ses parents qu'il est installé à Paris, 46, rue Mazarine, et il se félicite d'un temps superbe qui va faciliter leur déménagement à Cordiron où il ira les voir, dès qu'il quittera Paris.

Le 22 décembre 1845, apprenant que ses parents sont installés à Cordiron depuis le commencement de décembre, Proudhon se soucie du confort de leur nouvelle habitation : « Pourquoi ne m'avez-vous pas écrit ? Il faut acheter de l'encre, du papier, et faire tailler des plumes par le maître d'école... Vous me ferez

savoir si votre habitation est chaude et pas humide; si vous avez votre provision de bois; comment vous êtes approvisionnés; enfin, comment vous vivez ? Le village plaît-il à mon père; trouve-t-il à se distraire; quels sont vos voisins, vos habitués, vos occupations et vos amusements ? J'ai peur que l'ennui ne vous prenne; si cela arrivait, il faudrait retourner à Besançon. Je n'ai pas voulu vous dire d'avance qu'en allant à Cordiron vous ne feriez qu'un essai; l'idée d'un essai aurait suffi pour vous empêcher d'essayer rien; mais je n'entends pas vous faire mourir dans une solitude, croyez-le bien; et si au printemps l'air des champs vous fait mal, je vous le répète, vous irez reprendre votre logement en ville. Tenez-vous chaud en attendant et couvrez-vous bien. J'espère que si vous passez heureusement le premier trimestre 1846, votre vie n'aura plus de fin. Quant à moi, je travaille à longueur de journées, et je m'ennuie déjà du restaurant. A propos, avez-vous des poules, des lapins, des moutons ? Quels animaux vous servent de compagnie à défaut de gens ? ».

Le père de Proudhon ne devait pas habiter longtemps la maison de Cordiron, un peu plus d'un trimestre; il meurt en avril 1846, et voici l'éloge que Proudhon fait de lui à Mme d'Agoult (Daniel Stern), qui lui avait adressé son livre, *Essai sur la liberté considérée comme principe et fin de l'activité humaine*. Le 25 juillet 1847, il écrit à Mme d'Agoult : « Madame, savez-vous quel était mon père ? C'était un honnête brasseur à qui l'on ne put jamais faire entrer dans la tête que pour gagner de l'argent il fallait vendre au-dessus du prix de revient. Il soutenait toujours que ce serait du bien mal acquis : « Ma bière, répétait-il toujours, me coûte « tant, mon salaire compris; je ne puis la vendre plus ! ». Qu'arriva-t-il ? Mon brave homme de père mourut pauvre et laissa des enfants pauvres.

« Pourtant il suivait, sans s'en douter, le même principe qui devait conduire un de ses fils à cette proposition étrange : *La propriété, c'est le vol !* C'était un grand cœur assurément que cet artisan qui eut le courage pendant trente ans de fermer sa porte à la fortune; je dirai de plus que c'était une pure intelligence que celle qui ne put jamais concevoir la nécessité de l'inégalité. Or, est-ce que la postérité se souviendra du nom de mon père ? »

La mère de Proudhon restait seule dans la maison de Cordiron; elle se retire dans son village natal, à Burgille, chez son fils Charles Proudhon, et vit d'une petite pension alimentaire que lui fait Proudhon. Celui-ci lui écrit le 6 octobre 1846 :

« Ma chère mère, vous voilà donc avec vos deux petits-fils et je rends grâce à Dieu que votre postérité et la mienne soit assurée. Puisque la femme de Charles est souffrante et que d'ailleurs elle est de bonne composition, au lieu de vous tuer à faire le voyage de Burgille tous les jours, je crois qu'il serait à propos que vous vous installiez chez Charles et que vous preniez d'autorité le gouvernement. La direction d'un ménage, comme celle d'un gouvernement, revient de droit aux plus capables et aux plus forts. Faites donc ce que je vous dis, et si par hasard on trouvait mauvais que vous ayez tant d'empire, vous remettriez le marché en main. Mais je vous connais trop bien, chère mère, pour croire que l'on se plaigne jamais de vous. Faites donc le nécessaire puisqu'il n'y a personne là ».

Le 6 février 1847, de Paris, Mme Proudhon reçoit encore cette lettre de son fils : « J'espère que vous n'aurez point à en souffrir (de la famine, car le pain manquait). Ecrivez-moi alors même que je ne vous écris pas, cela me tranquillise, et quand il y a du mal, il vaut mieux que je le sache tout de suite que trop tard... »

Les relations de Proudhon et des Gauthier frères ont été empreintes d'une sympathie réciproque. Les frères Gauthier ont fait preuve de beaucoup de complaisance et même de compréhension et Proudhon de dévouement et de bonne humeur; il avait été pour eux un conseiller utile.

Les uns et l'autre avaient reconnu les services qu'ils s'étaient réciproquement rendus. Et Proudhon ne pouvait exprimer éloge plus juste lorsqu'il écrivait, le 24 octobre 1844 à Bergmann : « Du reste, on ne peut se montrer mieux disposé que MM. Gauthier et je ne crois pas trop dire en reconnaissant qu'ils auront remplacé pour moi l'Académie de Besançon. Grâce à eux, je puis poursuivre mes études... ».

L'atmosphère pourtant avait commencé à s'alourdir et à se charger de nuages lorsque, après l'enthousiasme des premières années où Proudhon se plaisait à apprendre la pratique des affaires et les mécanismes économiques, il avait découvert en lui un mépris des vilenies mercantiles. Dès le 8 octobre 1846, Proudhon écrivait à sa mère : « Je ne puis plus me souffrir à Lyon; j'aimerais mieux être garde-champêtre à Cordiron que de vivre comme je vis... Je ne respire qu'après le jour où je dirai adieu à la boutique ».

Proudhon s'était rapproché des frères Gauthier lorsque, désabusé de l'accueil fait au *Système économique*, il désespère de faire carrière journalistique et littéraire. Et il avait apprécié l'amitié

des frères Gauthier, qui avaient admis qu'il put concilier sa situation chez eux et la direction d'un journal.

Pourtant, le 24 octobre 1847, Proudhon se sépare définitivement des frères Gauthier. Il annonce à Bergmann qu'il a recouvré toute sa liberté d'action et qu'il quitte probablement pour toujours la maison Gauthier frères.

*Dans quatre jours j'aurai quitté Lyon et dans dix ou douze, après avoir été à Besançon, en passant, je serai à Paris... Je ne m'étais décidé qu'après une extrême répugnance à régulariser ma position vis-à-vis de ces messieurs. Je sentais quelque chose d'antipathique à mes idées et à mes goûts dans la nature de leurs affaires et surtout dans le mode de leurs opérations. Des critiques assez vives de ma part, puis des mécontentements réciproques m'ont déterminé brusquement à donner mon congé.*

Sa mère est morte à Burgille le 17 décembre 1847 et le 22 janvier 1848, à Maurice, Proudhon exprime sa peine :

*La pauvre vieille est morte sans agonie, sans douleur, comme mon père, usée par l'âge, les peines, le travail, l'ennui. Dans ses derniers jours, elle était presque continuellement dans une rêverie ou une léthargie qui l'enlevait aux choses de ce monde; c'était un apprentissage de la mort. Enfin, me voilà seul, passablement désaffectionné, désillusionné, dégoûté. Cependant, j'ai beau me dire depuis que j'ai quitté Lyon, que je n'ai plus ni famille, ni domicile, ni état, ni position, je ne peux pas croire à ce complet dénûment, je ne m'habitue pas à cette idée que personne ne s'occupe plus de moi, que je n'ai plus cette vieille mère...*

IV

# FAMILLE ET RÉPUBLIQUE

*Le fait allait être posé avant l'idée...*
*On a fait une Révolution sans une idée...*
*Carnet 6,* 24 février 1848.

*Mon âme était à l'agonie... je portais par avance le poids des douleurs de la République et le fardeau des calomnies qui allaient frapper le socialisme.*
*Le Peuple,* 19 février 1849.

# I

*Je n'ai plus ni famille, ni domicile, ni état, ni position depuis que j'ai quitté Lyon...*

*Je travaille comme un diable, je suis dans une sécurité profonde, je poursuis mon but avec une résolution, un acharnement incroyables; je ne transige sur rien, je ne renonce à rien. Je connais les hommes, j'apprécie parfaitement les choses, ma solitude, ma poigne; et pourtant, avec tout cela, et sans me repaître en fausses espérances, je n'en ai pas moins une confiance en l'avenir et en moi-même, que par moments je suis tenté de regarder comme folle. Une seule chose me rappelle à la réalité et me rend la vie amère, c'est que mes anciennes affections s'en vont et qu'aucunes ne les remplacent.*

Voilà quel était l'état d'esprit de Proudhon, le 22 janvier 1848. Il continuait à préparer les matériaux d'un journal hebdomadaire et il s'occupait d'obtenir la gérance d'un journal de la navigation intérieure.

Au commencement de janvier 1848, Proudhon, à Paris, habitait 70, rue Mazarine. Les annotations quotidiennes des *Carnets* se trouvent dans le *Carnet 6* qui comprend la période du 1[er] octobre 1847 au 15 août 1848. Le 5 janvier 1848, Proudhon apprend la disparition d'Etiennette Simonin, sœur aînée de sa mère, qui avait soixante-seize ans : « Ma tante était une femme originale, fantasque, peu aimante; cependant bonne pour sa famille et faisant de petites largesses à sa manière d'une façon singulière. Mariée deux fois, elle semblait n'aimer aucun de ses deux maris, et cependant était dévouée et fidèle. Sa fidélité était d'ailleurs chose qui ne se raconte pas. Ma tante a fait du bien durant sa vie, il faut lui rendre cette justice, quoique d'une façon peu

aimable. Elle était, comme ma mère et leur autre sœur, d'une probité, d'une vertu à toute épreuve. Il n'y a plus de ces sortes de femmes ».

Le *Carnet 6* nous fait connaître les sentiments et les impressions de Proudhon pendant les semaines de janvier et de février. Dès le mois de janvier, on voit Proudhon irrité contre les hommes du *National, les singes de la Montagne* qui ne semblent pas s'être aperçus que les temps ont changé depuis 1789; ils ignorent la révolution industrielle qui s'est produite et les problèmes nouveaux qu'elle suscite, et, selon l'expression colorée de Proudhon, ils ne sont prêts qu'à jouer *une comédie réchauffée de 93*. « La France sera encore une fois livrée aux bavards... l'éloquence recommence à nous inonder... nous sommes perdus... Tant de braves gens vont compromettre là dedans le peu de jugement qui leur reste ».

Les notes quotidiennes que dans ses *Carnets* il consacre aux journées de février traduisent certaines hésitations et certaines nuances de sentiment, mais elles sont en harmonie avec les deux lettres du 25 et du 26 février dans lesquelles Proudhon raconte à Maurice les journées des 24, 25 et 26.

La lettre du 25 février à Maurice précise le point de départ de l'insurrection : *Le lundi matin l'opposition annonce que le banquet aura lieu. Aussitôt l'insurrection s'organise. Le lundi soir l'insurrection est contremandée, et l'insurrection persiste... C'était une faute (de l'opposition) de provoquer, sous prétexte de banquet, une véritable insurrection; c'en fut une bien plus grande de reculer après la provocation. Sans cette reculade, Odilon Barrot et son parti pourraient revendiquer l'honneur de la journée, qui appartient incontestablement aujourd'hui au parti républicain.*

*Le mardi, promenade universelle dans Paris. L'opposition est vivement accusée de lâcheté. Pour se racheter de cette faute, elle met le ministère en accusation; c'était souffler sur le feu. Les barricades commencent, et le ministère donne sa démission; on croit que tout est fini. Mais Louis-Philippe marchande; il nomme Thiers et Molé. On trouve que cela ne suffit pas, et l'on continue à se tirer des coups de fusil.*

*Les choses en étaient là le jeudi quand, sur l'insistance des insurgés, Odilon Barrot est nommé ministre et chargé d'apaiser l'émeute, mais Odilon Barrot était dépopularisé... Ce grand parleur, grand imbécile... donne ordre de faire retirer les troupes. C'était laisser le champ libre à l'insurrection. Aussi le peuple avançait toujours, tant et si bien que hier 24 février, à 3 heures, les Tuile-*

*ries étaient en son pouvoir. En ce moment, Louis-Philippe abdiquait...*

*A 5 heures, la République, timide la veille, peu rassurée le matin et qui, à 2 heures, ne croyait pas à elle-même, était proclamée.*

Voyons les commentaires des *Carnets* :

*Lundi 21 février : le Banquet aura lieu. Il reste toujours à se demander si l'opposition aurait besoin de 200.000 hommes pour protester. Le peuple a plus de bon sens que cela. Quand on l'appelle, il sent que c'est pour agir et il agit. Si c'est l'intention secrète de l'opposition, à la bonne heure; il n'y a que peu de franchise à lui reprocher. Si elle a d'autres sentiments, elle est inexcusable. Quoi qu'il arrive, le peuple sera justifié par moi; surtout en cas d'émeute et de déroute. Le pire pour lui, c'est qu'il se rassemblât pour rien. Ce serait une preuve de singulier sang-froid et d'une inconcevable modération. Le peuple s'exprime par ses actes, non par des discours. Le fera-t-on mentir à sa nature ? Je m'y attends et je le souhaite. J'aime mieux une bêtise qu'une faute, et il n'y a pas en ce moment, où aucune idée ne remue les cerveaux, d'autre alternative. Après-demain tout retentira des louanges du* calme *de la population parisienne.*

*La protestation du Banquet, dit-on, est un acte. Il faut être bien dépourvu de sens pour comparer les actes du peuple à des actes d'huissier, et s'imaginer que le Gouvernement se laisserait faire.*

*Mardi 22 février, midi. Tout Paris est sur pied, il est trop clair qu'on s'attendait à quelque chose, à une* manifestation, *disent les uns, à une émeute, disent les autres; à une révolution disent les troisièmes, à un changement de ministère, ajoutent les quatrièmes.*

*La bourgeoisie veut être gouvernée par un roi. Mais le roi ne veut pas gouverner comme la bourgeoisie entend l'être.*

*Mercredi 23 février. Il y a bien sur divers points commencement d'émeute : grilles enlevées, omnibus renversés, brûlés, boutiques pillées, postes surpris, etc... Les journaux de l'opposition disent que c'est la police. Contre l'ennemi la calomnie est bonne. Voilà comment on démoralise une nation.*

*Ce matin, tous les journaux sont à peu près unanimes sur les principaux détails de l'émeute. On n'accuse pas la police comme je m'y attendais. Les tentatives d'insurrection étaient trop évidemment — et partout —* le fait *du peuple* (p. 224 du *Carnet*).

*Aujourd'hui encore, mercredi 23 février à midi, quarante heures après la déclaration d'abstention du Comité, il y a des barricades*

*au Marais, des coups de fusil et comme une seconde émeute. Ceux qui avaient compté sur la résistance frémissent de voir l'occasion échappée, ils s'efforcent de la retenir, par la manche ! des arrestations nombreuses. La chose la plus grave est que la Chambre des Députés a été enlevée.*

*Le 24 février. La faute de l'opposition est énorme, irréparable ! Qu'elle donne sa démission en masse et elle reviendra mutilée aux trois quarts; mais elle s'en gardera bien. S'il y a des bêtes au monde, c'est Odilon Barrot et sa queue. Rien n'égale la pitié avec laquelle le* Journal des Débats *accueille la mise en accusation des ministres, si ce n'est le flegme patriarcal et inouï avec lequel le* Constitutionnel *rend compte des émeutes, le soin avec lequel il rend hommage à la modération de l'autorité et montre partout la présence de l'émeute. On dirait un compère des* Débats. *Le* National *et la* Réforme *frémissent; le premier garde encore quelque ménagement pour l'opposition, mais on voit sa colère prête à éclater. Tout cela est instructif. L'opposition est coulée bas, et nous revoilà à un statu quo pour six mois.*

24 *février : Je viens d'assister à la dévastation des Tuileries; car on ne peut pas dire la prise. Le peuple y est entré sans coup férir, après une vive fusillade sur la place du Palais-Royal, dans laquelle la cinquième Légion de la Garde nationale a été, dit-on, mal traitée. Le Roi, la famille royale se sont retirés dans la Chambre. Le Roi abdique.*

*O. Barrot prépare le régime.*

*D'un autre côté, on acclame la République. Le conflit est maintenant entre les Républicains (les rouges et les cramoisis), les Constitutionnels, les Légitimistes, etc., etc.*

La Démocratie Pacifique *fait des offres de service.*

Il n'y a point d'idée *dans les têtes. On est inquiet, mais le gâchis est désormais inextricable.* C'est une cohue d'avocats et d'écrivains, *tous plus ignorants les uns que les autres, et qui vont se disputer le pouvoir. Je n'ai rien à faire là dedans* (p. 225 du *Carnet*).

*Bêtise sur bêtise. Hier matin, 23, l'émeute un instant apaisée recommence; alors on croit l'éteindre en lui annonçant la chute du ministère, et l'on cite Molé, Dufaure, etc. pour le remplacer. Les émeutiers trouvent que ce n'est pas suffisant, et l'on continue les barricades et les coups de fusil; on sonne le tocsin pendant toute la nuit. Aujourd'hui* (24 *février*) *on annonce un ministère O. Barrot, Thiers et Bugeaud, commandant la Garde nationale : les républicains s'indignent et l'on marche sur les Tuileries. J'ai vu*

*Odilon Barrot sur le boulevard Saint-Dénis, parlementer avec l'émeute. On a crié :* Vive Barrot ! *et c'est tout ce qui s'est dit. Louis-Philippe abdique après avoir été de reculade en reculade, mais O. Barrot et les autres demandent la Régence. Les républicains qui ont vaincu réclament un gouvernement provisoire de* quinze *hommes, les* quinze qui conviendront le plus !

*Tout cela n'est rien. Mais les traités de* 1815 *déchirés, la propagande républicaine, le socialisme, le communisme et toutes les utopies : cela doit être effroyable.*

*Il y a un critérium qui ne trompe pas : c'est l'économie sociale. Le peuple a détruit aujourd'hui pour quelques millions de valeurs... Ajoutez un chômage général. Le* 22, *le* 23, *le* 24 *(février), chômage de* 4 *à* 500.000 *hommes. La Révolution de février coûte déjà dix millions. La victoire d'aujourd'hui est la victoire de l'anarchie contre l'autorité ou bien c'est une mystification.*

*Comme personne ne doute aujourd'hui de ses moyens, nous irons d'essai en essai. Il en coûtera cher. Encore une fois la faute de l'opposition est énorme, incalculable, la suite le prouvera. Ce que l'on aurait pu et dû faire par le travail et l'étude, on va désormais le demander à l'Etat et au Budget. Que de mécomptes ! Que de folies ! Qui nous arrêtera ou nous éclairera sur cette pente ?*

*Les Lamartine, les Quinet, Michelet, Considérant, les Montagnards, etc... Tout le mysticisme, le Robespierrisme, le Chauvinisme sont au pouvoir.*

*On a fait* une révolution sans une idée.

*Je présume que l'ordre donné à la troupe d'évacuer les Tuileries a eu pour but d'arrêter l'émeute : c'est un sacrifice à la nécessité. Demain nous verrons bien.*

*Qui aura raison de la République ou de la Régence ? Tout est là. Il est certain pour moi, et j'ai pu le voir aujourd'hui, que la République fait peur.*

*Mais il n'en est pas moins vrai que ce qu'on va faire, la réforme électorale, les clubs, etc., etc., tout cela va être à peu près l'équivalent de la République, et avec les hommes de ce parti, l'incapacité est aussi grande qu'avec l'opposition, du moins sous le rapport des idées, car, quant à la technique, on ne peut nier que les républicains n'aient mieux conduit leur affaire que l'opposition.*

*Le peuple de Paris est un taureau que devraient mieux connaître ceux qui l'ont vu tant de fois. Je le crois moins que jamais fait pour le régime représentatif : les meetings, les clubs ne vont pas à son tempérament* (p. 226 du *Carnet*).

*Que peut le Parti républicain ? Il n'a d'espoir que sur le suffrage universel. Le Parti républicain n'a point de capacités, point d'hommes. J'ai vu aujourd'hui Flocon faire pour tout potage à la réunion de la* Réforme *une citation de Robespierre.*

Par ce que dit la lettre du 25 février à Maurice, complétons cette note du *Carnet* sur Flocon :

*Dès le matin, hier jeudi* (24 *février*), *je me suis mis en campagne et j'ai commencé ma reconnaissance. Plus de cinq cents barricades coupent les rues et carrefours de Paris : c'est un labyrinthe de cinq cents Thermopyles. Vers midi, ayant tout bien vu, je me rendis au bureau de la* Réforme, *rue Jean-Jacques-Rousseau, près l'hôtel des Postes. Le Comité radical, qui, la veille, ne demandait que le retrait des lois de septembre avec quelques autres broutilles insignifiantes; qui, hier matin, y ajoutait la réforme électorale sur de* larges *bases; qui, à midi, réclamait de plus* l'organisation du travail, *avec je ne sais quelle autre platitude, à* 2 *heures, parlait de proclamer la République. Après que le président Flocon nous eut réconfortés d'une citation de Robespierre, comme un capitaine qui fait une distribution d'eau-de-vie à ses soldats, je fus chargé d'aller composer chez un imprimeur ces gros mots :* Citoyens, Louis-Philippe vous fait assassiner comme Charles X; qu'il aille rejoindre Charles X !

*Ce fut, je crois, la première manifestation républicaine : « Citoyen, me dit le père Flocon à l'imprimerie où je travaillais, « vous occupez un poste révolutionnaire; nous comptons sur votre « patriotisme ». « Vous pouvez compter, lui dis-je en riant, que je « ne quitterai ma besogne qu'après l'avoir faite. »*

Un peu plus loin, Proudhon n'a-t-il pas raison d'ajouter : *L'intrigue est partout; le bavardage triomphe : nous avons fait une répétition du* 10 *août et du* 22 *juillet, entraînés par l'ivresse de nos romans historiques; sans que nous nous en apercevions, nous sommes devenus tous des personnages de comédie.*

*Un quart d'heure après que la susdite proclamation fut distribuée, la fusillade commençait au Palais-Royal, et bientôt les Tuileries étaient enlevées. Voilà la part que j'ai prise à la Révolution.*

*J'étais au centre de l'insurrection et au moment où ces Messieurs (de* La Réforme*) crurent que l'armée chassait l'émeute de notre côté afin de dégager l'hôtel des Postes, nous étions donc passablement compromis. Aussi le bureau de* La Réforme *fut-il abandonné. Je ne me pique pas de bravoure, mais je vous certifie que j'étais heureux de voir l'émotion de tout ce monde pendant que je recueillais des traits de sublime et de grotesque.*

*J'ai à me reprocher encore d'avoir arraché un arbre place de la Bourse, forcé un garde-fou boulevard Bonne-Nouvelle, et porté des pavés pour construire des barricades.*

Reprenons les réflexions de Proudhon sur cette journée du 24 février dans les notes du *Carnet* :

*La pauvreté d'esprit du bourgeois de Paris est incroyable. Les proclamations n'ont pas de sens. Voici un résumé de ce que l'on demande : abolition de la loi de septembre, réforme électorale et parlementaire, amnistie générale... quinze hommes au choix du peuple pour gouvernement provisoire et un tas de pauvretés analogues. C'est à qui dira le moins de choses en plus de mots...*

24 *février : La République ne se produit qu'avec hésitation* (pages 227-228 du *Carnet 6*). *La République* n'est accueillie *qu'avec un très médiocre enthousiasme; et il est peu probable qu'elle dure. Mais il est très difficile de la faire déguerpir; et le plus court est de chercher l'ordre et le progrès avec ce fantôme de liberté comme je l'aurais cherché avec cet autre fantôme de gouvernement dit constitutionnel; du reste après avoir pris part de ma personne aux événements, j'aurais mauvaise grâce à les critiquer.*

*Je dirais que l'antagonisme des opinions soutenait Louis-Philippe. Cet antagonisme a cessé un moment, et Louis-Philippe est tombé; et nous avons à la place de l'antagonisme la confusion.*

24 *février* (p. 228, *Carnet 6*). *Nous voilà avec une décadence des fonds publics qui s'arrêtera je ne sais où. Nous voilà avec la guerre de propagande, une attitude menaçante avec l'Angleterre, la lutte de cinq ou six partis divisés encore : légitimistes, orléanistes, bonapartistes, républicains, socialistes. Crise commerciale et crise financière. Le suffrage universel et les clubs. La porte ouverte aux intrigues, plus large que jamais. Le gouvernement provisoire est composé de par la volonté du peuple des citoyens Arago, Louis Blanc, Marie, Lamartine, Flocon, Ledru-Rollin, Albert* (*les premières listes comprenaient Lamennais, Dupont de l'Eure, Michelet, Quinet*).

*La volonté du peuple a choisi pour délégués au Département de la Police les citoyens Caussidière et Sobrier.*

*La même volonté souveraine du peuple a délégué Etienne Arago à la direction des Postes.*

*Tout cela est factice; Révolution faite sur des souvenirs. La nation française est une nation de comédiens.* 25 *hommes résolus ont mis en fuite toute une armée* (Démocratie pacifique). *La blagologie commence, c'est le signal de la liberté de tous les peuples ? !*

A la lettre du 25 février adressée à Maurice empruntons encore, sur cette journée du 24 février, les conclusions de Proudhon :

*Les quatre-vingt mille hommes rassemblés autour de Paris n'ont pas plus fait qu'une simple patrouille. Les seuls qui aient eu peur, je vous le certifie, sont les bourgeois et les gens d'esprit. Toutefois, il faut dire que, si l'ouvrier a fait preuve d'audace, il n'a pas rencontré de résistance sérieuse. C'est la démoralisation du pouvoir et de l'armée qui a tout fait. Le succès d'une insurrection ne dépend pas, comme on s'imagine, d'une bataille véritable; il provient surtout, et même uniquement, de la généralité et de la rapidité du mouvement...*

*Quant à moi, je vais rester dans ma solitude et tâcher de m'orienter. Le temps est mauvais pour l'étude, et je n'ai pas de temps à perdre en flâneries. Peut-être vais-je être employé par le nouvel ordre de choses; qui sait ? Peut-être vais-je faire de l'opposition : qui sait encore ?*

*J'entends des ouvriers qui crient :* Vive la République ! A bas l'escamotage ! *Pauvres gens !* L'escamotage *les enlace; ceux-là même qui vont gouverner en sont les agents aveugles et les premières dupes...*

Sur la journée du lendemain, 25 février, nous possédons les notes du *Carnet 6* et une seconde lettre à Maurice du 26 février. Dans cette lettre, parlant de la journée du 25, Proudhon écrit :

*Mon cher Maurice, je vous confirme ma lettre d'hier. Le mouvement gagne admirablement...*

*Quant à l'intérieur, le même mouvement suivant sa marche, la question sociale est posée et il faut travailler à la résoudre. Tous les partis, même les dupes se rangent du côté du peuple; chacun fait son sacrifice sur l'autel de la patrie, qui de la légitimité, qui de la monarchie constitutionnelle, etc... Il faut que tout le monde s'arrange pour vivre en République; pas de milieu, pas d'alternative.*

*Hier, je ne savais pas ce que ferait ce nouveau gouvernement et si j'aurais à soutenir une autre lutte sur le terrain des questions économiques.*

*Aujourd'hui, je crois, je suis convaincu qu'il sera bien disposé; et, comme il faut marcher, vivre, rétablir l'ordre, je me joindrai au gouvernement. L'hésitation d'hier sur la République m'avait dépisté... Maintenant plus de doute; le peuple, la nation, le gouvernement, c'est la République. Cela est encore assez drôle, et je ne suis pas le seul à rire. Mais enfin le ridicule et le sérieux sont*

*pêle-mêle dans la Nature... Il s'agit maintenant de ne pas avoir peur...*

*Les polichinelles dansent à l'Hôtel de Ville, comme il y a huit jours au Palais-Bourbon, tout cela est comédie; le sérieux, c'est de songer à l'ordre et aux affaires, que le nom vénéré de République ne résoud pas. Hier, M. de Lamartine s'écriait :* Les portes de la Liberté sont ouvertes ! *et l'Assemblée de s'écouler majestueusement. Nous en verrons encore de bonnes. Incessamment vous aurez à nommer un ou plusieurs députés. Choisissez des hommes d'affaires, ayant des idées positives, de la fermeté et peu sujets à la camaraderie et à l'entraînement. Que cette Révolution ne s'évapore pas en paroles inutiles : moins il y aura de badauds à la Chambre, et mieux ce sera.*

Sur cette journée du 25 février, que disent les notes du *Carnet ?*

*Proclamation du gouvernement provisoire qui affirme positivement la République après trente-six heures d'hésitation. Proclamation qui recommande de garder le drapeau tricolore et de n'y pas substituer le drapeau rouge.*

*Proclamation qui garantit du travail aux ouvriers et leur permet de s'associer. Proclamation qui établit un centre aux écoles et invite les étudiants à s'enrégimenter...*

*Le gouvernement patauge et repatauge...*

*Lamartine finit un de ses cours par ces mots :* « les portes de la Liberté sont ouvertes !... »

*Proclamation qui délie les fonctionnaires de leur serment...*

*Proclamation qui invite les boulangers à fournir du pain aux citoyens armés...*

*Proclamation qui annonce la formation de 24 bataillons de garde nationale mobile avec une solde de 1 fr. 50 par jour. On croit par là se débarrasser des ouvriers : gare les prétoriens.*

*Tout ce travail est temps perdu et bagatelle !... Notre gouvernement provisoire perd la tête et bien d'autres avec lui...*

*Il n'y a rien dans les têtes... On le dit en haut; on le répète en bas.*

*Carnet* du 26 février :

*La République gagne partout, le mouvement s'engage merveilleusement, mais les têtes sont creuses et vides !...*

*Les journaux de tous les partis se réunissent au peuple, sauf la ratification de l'Assemblée nationale ! Ce va être une désorganisation...*

*Proclamation qui ordonne de se procurer du bois partout pour cuire le pain. Réquisition forcée !*

*Les journaux sont muets. On doit intriguer partout, mais rien ne transpire. On regarde la République s'agiter et crier. Cela ne présage rien de bon.*

Ces notes du *Carnet* prouvent que même en cette journée du 26 février, Proudhon était partagé dans ses sentiments. Sans doute, il notait pour lui-même dans son *Carnet :* « La *République gagne partout,* le mouvement s'engage merveilleusement », et il écrivait à Maurice : « Le mouvement gagne admirablement ». Pourtant, il ne pouvait s'empêcher de réfléchir aux lendemains. Il avait déjà la crainte que la République ne rencontrât deux dangers : la désorganisation et le désordre; mais surtout les mots *les têtes sont creuses et vides* exprimaient le souci que l'absence d'idées organisatrices et constructives ne conduisît la République à devenir comme un navire livré sans gouvernail aux différents courants qui la sollicitaient. Dès le 26 février, Proudhon ne s'abandonnait au mouvement qu'avec réserve; sa lucidité se manifestait par des doutes. S'il n'a pas prévu la catastrophe, il a pressenti l'échec possible et on pourrait même dire probable si l'on en croit le texte de Sainte-Beuve cité plus loin. Et, en effet, le 1er mars, Proudhon résumait ainsi ses impressions :

*Je vous jure qu'après avoir pris une part à l'affaire, je reste peut-être le seul homme de France qui ne soit point révolutionné. Ce qui était vrai pour moi hier est vrai aujourd'hui : la République du* National *n'y change absolument rien. Les pantins dansent à l'Hôtel de Ville comme il y a huit jours au Palais-Bourbon. La corruption est la même, l'égoïsme tout aussi grand, les mystifications tout aussi plaisantes, les griefs tout aussi énormes. Il n'y a que ce bon et brave peuple qui restant aussi le même, toujours confiant, toujours croyant, vaille cependant quelque chose.*

*Quand vous jugerez à propos de venir ici, vous me trouverez dans ma tonne philosophique, vivant obscur et caché, faisant moisson de drôleries républicaines et m'apprêtant à mitrailler le gouvernement provisoire.*

*Laissons-lui passer la quinzaine... Je ne demande que l'indemnité que la République accordait aux ouvriers pour les forcer à assister aux séances des Jacobins* (lettre à Maguet du 1er mars 1848).

Il faut ajouter que, pendant au moins un mois, Proudhon a cru à la contagion que propagerait la proclamation de la République en France; il a cru à la disparition de la guerre, grâce à la fraternité des peuples : il faut rappeler que la lettre adressée à Maurice, le 26 février, commençait ainsi :

*Le mouvement gagne admirablement. On dit que la Belgique s'est constituée en République, mais cela n'est pas encore officiellement confirmé. Avec la Belgique, la Suisse, l'Italie bientôt, il y aura une fédération de Républiques assez imposante pour rendre la guerre étrangère à peu près impossible. Voilà le côté rassurant...*

Et cet état d'esprit persistait encore chez lui, le 21 mars (Lettre à Maurice) :

*On a reçu hier soir la nouvelle que Berlin venait de proclamer la République. On répète que Nicolas Ier est mort. A Vienne, Metternich est en fuite; on ne sait plus où l'enthousiasme républicain s'arrêtera... Ainsi les chances de guerre s'en vont de plus en plus; comme je vous le disais, la Confédération des républiques européennes se forme et nous n'aurons devant nous que la question sociale. C'est bien assez* [1].

Le 15 mars, Proudhon affirmait à Huguenet sa volonté de se tenir en retrait :

*Quand j'ai vu l'affaire engagée, je n'ai pas voulu abandonner les amis... j'ai été à la barricade porter des pierres, et j'ai composé la première proclamation républicaine. La victoire gagnée, je suis rentré chez moi et n'en sors plus.*

Proudhon annonce à Huguenet l'envoi d'ici peu de livraisons qui se succéderont pendant quatre ou cinq mois :

*J'ai, je puis le dire, en ce moment, le monopole des idées dont on a le plus besoin, des idées économiques. Les faiseurs d'utopie sont à bout de science; ils ont le pouvoir, ils taillent, ils tranchent et ne produisent rien. Tout le monde rit des Ateliers nationaux; M. Louis Blanc est sifflé; M. Considérant est impuissant. On s'aperçoit enfin que tous ces charlatans du socialisme n'ont rien dans la tête et nombre de gens viennent à moi. J'attends. Je suis sûr de mes idées, plus sûr que jamais. L'argent se cache, je me passerai de lui; le crédit est mort, je le ferai sans violence ressusciter...*

*J'ai été obligé de raccommoder mon travail et de le mettre à l'unisson des événements. On dirait maintenant qu'il a poussé comme un champignon dans la barricade. Dans ma première livraison, je mitraille le gouvernement provisoire.*

Proudhon met, à cette date du 15 mars, son espérance dans les clubs et songe à publier son projet une fois l'Assemblée réunie :

1. Cf. Félix Ponteil : 1848. *Le Triomphe des principes révolutionnaires en Europe*, p. 69 et suiv.

le projet discuté dans les clubs deviendrait l'objet de pétitions portées « avec nos fusils » à l'Assemblée.

*Il n'y a point d'idées dans les têtes; tout le monde ne voit dans cette révolution qu'un accident, on ne comprend pas ce qu'elle veut dire; les plus chauds ont beau se battre les flancs, ils ne sont que jacobins, ce qui est trop vieux pour nous; car, ce qui importe, c'est l'économie et c'est grâce à celle-ci que la question sociale trouvera sa solution par la circulation et le crédit.*

Le 21 mars, Proudhon explique à Maurice le sens et la portée de ses trois premières brochures : « Je veux assurément, je veux aujourd'hui plus que jamais la réforme économique; mais je n'ai besoin pour cela ni de la terreur ni de la loi agraire... ».

Et Proudhon ajoute :

*Ma position est incomparable... La fameuse formule* La Propriété c'est le vol ! *circule partout à voix basse; les ouvriers s'étonnent et s'impatientent de ne me voir figurer nulle part, et les bourgeois tremblent que je ne poursuive sur le même ton. Je suis l'homme qui fait le plus peur, et par conséquent celui dont le langage conciliant peut avoir le plus d'effet.*

*Personne autant que moi, aussi bien que moi, ne peut parler avec autant d'autorité aux prolétaires et aux bourgeois, au gouvernement comme à la masse.*

Le lendemain, 22 mars et le 26, les deux premières livraisons annoncées paraissent, l'une sous le titre de *Solution du Problème social,* l'autre sous celui de *La Démocratie.* Ces deux livraisons étaient suivies, le 31 mars, d'une seconde brochure : *Organisation du crédit et de la Circulation et Solution du Problème social.*

Aux élections de l'Assemblée nationale, Proudhon avait d'abord figuré sur deux listes de candidats pour la députation de Paris, celle du 2e arrondissement et celle du faubourg Saint-Antoine, puis il s'était porté comme candidat auprès des électeurs du Doubs, auxquels il avait adressé, le 3 avril, un manifeste : « La patrie est en danger. Elle ne peut être sauvée que par la bonne volonté, la bonne foi de tous. Elle ne peut être sauvée que par la réforme intégrale de nos institutions économiques... Voilà quarante jours passées en harangues renouvelées de la Montagne ! On plante des arbres de la Liberté; on change les inscriptions des monuments, on fait des processions patriotiques; on chante des hymnes de 1789 et de 1792; il n'y en a point encore pour 1848 !... Nous vivons sur des souvenirs, on croirait, s'il fallait en juger sur les apparences, que cette révolution n'a été faite que pour nous don-

ner la comédie en pleine rue : Paris tout entier est le théâtre où se joue l'ancien drame révolutionnaire ».

Proudhon ne devait être élu à Paris qu'aux élections complémentaires du 4 juin par 77.000 voix, en même temps que Louis-Napoléon et M. Thiers.

## II

Les journées de février avaient conduit à la proclamation de la République ! Mais de quelle République s'agissait-il ? Deux idées de la République allaient se heurter et, à la faveur de cet antagonisme, la réaction se glisser et s'étendre.

Deux idées opposées ? Lesquelles ? Sans doute, pour quelque discrète qu'elle voulait paraître, l'une avait précision de contours et de ligne. Elle n'ignorait pas ce qu'elle voulait; mais elle savait surtout ce qu'elle ne voulait pas. D'abord, essentiellement politique, elle était disposée à ménager les *intérêts,* désireuse de ne point déplaire aux puissances de fait. La haute bourgeoisie qui partageait cette conception espérait régner plus librement sous la République que sous Louis-Philippe.

La seconde conception avait des contours beaucoup plus flous. Les groupes qui s'étaient rassemblés autour de cette tendance ne reflétaient pas une couleur bien précise, mais un arc-en-ciel de nuances dont les heurts étaient d'autant plus durs que leurs transitions étaient plus insensibles. « Les hommes de l'Hôtel de Ville représentaient un *complexe sans esprit de classe,* a dit justement Georges Lefèvre.

En effet, très avant pendant le XIXe siècle, la France urbaine reste de structure artisanale, la France rurale d'essence paysanne.

Les premiers signes du grand capitalisme ont été en France le contrôle économique de la finance et ce que Proudhon appelle le monopole des compagnies. Le *Carnet* du 4 septembre 1852 note : « La France sera livrée au monopole des compagnies. Voilà le régime féodal »; en 1855, Proudhon écrira : « La féodalité financière a tout envahi... »; 1852-1855, c'est seulement avec le Second Empire qu'elle se développe sous ces premières formes. Et avec l'extension des grands centres industriels s'étend parallèlement le prolétariat. On peut suivre cette évolution des classes sociales en prenant pour guide Georges Duveau et sa *Vie ouvrière sous le Second Empire.*

S'il voulait vivre et faire œuvre durable, le gouvernement de février devait tout au moins s'attacher à un programme d'action et ne pas craindre d'en poursuivre avec ténacité l'exécution.

Que fallait-il donc entreprendre ? L'immédiate et urgente action était de contracter une alliance étroite avec le peuple. Or, les 25 et 26 février, au moment où le pouvoir lui tombait entre les mains, le gouvernement provisoire pouvait faire tout ce qu'il voulait.

La haute bourgeoisie, parce qu'elle considérait Louis-Philippe comme une entrave à sa puissance, l'avait laissé choir, mais surprise par l'événement, elle avait été frappée d'une peur épouvantable qu'Alexis de Tocqueville a décrite en termes saisissants et que Georges Lefèvre rapproche de la Grande Peur de 1789. Tocqueville compare le sombre désespoir qui s'était emparé de la bourgeoisie à l'effroi des Romains en face des Vandales [1].

Le gouvernement provisoire n'a pas su profiter de cette chance qui lui était offerte. Faute d'avoir su tourner l'événement psychologique à son avantage et à celui des réformes républicaines, le gouvernement de février fut impuissant. Il ne comprit pas les décisions qui s'imposaient. Tout d'abord profiter de l'extension du privilège de la Banque de France et obliger celle-ci à faire les avances nécessaires afin de parer à la crise financière — libérer le paysan, écrasé par les prêts hypothécaires, et l'associer par un moratoire au maintien et à l'avenir de la République. Georges Lefèvre signale cette faute inexcusable du gouvernement provisoire; insistant sur cette absence de vision et de prévision, il rappelle à ce sujet le conseil donné à Barrère par Jean Bon Saint-André qui lui avait écrit :

*Il faut faire vivre le pauvre si vous voulez qu'il vous aide à sauver la Révolution.*

Or, « faire vivre le pauvre » était possible. Il fallait exécuter

1. *Souvenirs d'Alexis de Tocqueville*, Calman-Lévy, 1893 (pp. 147-149) : « ... cependant un sombre désespoir s'était emparé de cette bourgeoisie, opprimée et menacée, et ce désespoir se tournait insensiblement en courage. J'avais toujours cru qu'il ne fallait pas espérer de régler par degrés et en paix le mouvement de la révolution de Février et qu'il ne serait arrêté que tout à coup par une grande bataille livrée dans Paris. Je l'avais dit dès le lendemain du 24 février ; ce que je vis alors me persuada que non seulement cette bataille était en effet inévitable, mais que le moment en était proche, et qu'il était à désirer qu'on saisît la première occasion de la livrer. »

hardiment le projet de construction et de nationalisation des chemins de fer, appliquer une mesure qui permît de donner aussitôt du travail à une large partie de la population ouvrière. Le gouvernement provisoire se contenta d'un mot : Droit au Travail, et d'un expédient, les Ateliers nationaux. Ceux-ci allaient concentrer les ouvriers en chômage.

Au lieu de libérer les paysans, le gouvernement provisoire devait les dresser contre lui en ne trouvant d'autre solution à la crise financière que l'augmentation de l'impôt foncier.

Insigne maladresse. Elle va favoriser la campagne qu'organisent et que développent les maîtres des puissances économiques contre le *gouvernement des partageux*. Les différentes formes de l'opposition font servir les fautes du gouvernement provisoire à une propagande progressive qui peu à peu, comme l'écrit Flaubert dans l'*Education sentimentale,* fit que *la propriété monta dans les respects au niveau de la religion* et se confondit avec Dieu. Redoutant en effet toute réforme comme une menace, les bien-pensants allaient se prêter à une manœuvre contre toute réforme en inventant cette équation propriété-religion; et cette complaisance devait aller si loin qu'on entendit, le 21 juin, Montalembert s'écrier à la tribune de l'Assemblée : s'attaquer à la propriété, c'est la barbarie !

Entre les différentes classes qui se croyaient atteintes dans leurs intérêts et entre les personnalités qui n'avaient en commun que ces intérêts, mais aucun lien ni de sentiments, ni de croyances, *la propriété était devenue une fraternité*. Et bientôt, par repentir d'avoir eu si peur, la bourgeoisie allait être ressaisie de la même fureur qui l'avait animée après le 9 Thermidor.

Voilà comment par l'atmosphère psychologique et ses renversements s'éclairent les semaines du 24 février au 18 juin. Les groupes dont se composait la seconde tendance républicaine ne répondaient pas à cette expression : un parti. Leur structure était trop inconsistante pour donner une signification précise à un programme, une armature à un plan d'action.

En fait, en face d'une première tendance républicaine, sans croyance sociale sans doute, mais fortement cimentée par des intérêts, la seconde tendance républicaine ne s'incarnait qu'en des *personnes* divisées les unes contre les autres par leurs idées, leurs opinions, et trop souvent aussi par leurs rancunes ou même leurs haines personnelles.

Cette vision de l'existence fragile de la République de 48 et de la faiblesse des hommes auxquels étaient remises ses desti-

nées, Proudhon fut trop proche de l'événement pour la découvrir dans toute la précision à laquelle le recul du temps permet d'atteindre. Et, on ne voudrait pas ici exagérer la lucidité de Proudhon. Mais on peut dire que, parmi ses contemporains engagés dans l'action, même parmi les esprits non prévenus et détachés de l'événement par leur situation ou leur caractère, nul ne s'est approché de cette vision réaliste de plus près que Proudhon : il sentait tous les risques que courrait la République.

Après une hésitation dont ses *Carnets* indiquent qu'elle dura peu, Proudhon s'était engagé dans l'action avec toute sa passion. Aussi comprend-on la nature de cette vision proudhonienne qui n'a pas été sans continuité réaliste. La raison de Proudhon était souvent partagée entre sa lucidité et sa passion; l'une et l'autre expliquent pourquoi, par intermittences, les vues réalistes de Proudhon ont été traversées de jugements plus aveugles. Ce qui n'est pas contestable, c'est que dès le début, et même pendant les semaines qui précèdent la révolution, Proudhon prévoit sa venue et les obstacles auxquels elle doit se heurter.

Ce qui est certain, c'est qu'aussitôt il comprit la fragilité de la République et les raisons de cette fragilité : la faiblesse des individus et la faiblesse d'une *révolution faite sans une idée*... Dès le 24 février, son *Carnet* nous révèle ses craintes : « Il n'y a point d'idées dans les têtes... c'est une cohue d'avocats et d'écrivains tous plus ignorants les uns que les autres et qui vont se disputer le pouvoir... ». Et c'est au même moment de la journée du 24 février où il écrit ces lignes, qu'il ajoute aussitôt : *je n'ai rien à faire* là dedans, exprimant ainsi et confiant à son *Carnet* le moment d'hésitation et de recul auquel nous faisions allusion tout à l'heure. Aussi la révolution de 1848 a suscité chez lui une crise de conscience. Proudhon était partagé; d'un côté les doutes de sa lucidité le faisaient hésiter à s'engager dans une aventure dont il apercevait les risques et les mauvaises chances; et, de l'autre, un point d'honneur lui rendait impossible toute attitude qui pourrait le faire accuser de lâcheté ou d'indifférence à la cause de la République et du socialisme.

Cet état d'esprit complexe explique des contradictions dont ne sont responsables ni son jugement, ni son cœur. Proudhon lui-même a mis en lumière cet état d'âme dans un article du *Peuple* du 19 février 1849. On peut le croire lorsqu'il écrit ceci :

*Les deux mois qui s'écoulèrent avant l'explosion entre l'ouverture des chambres et la chute du trône furent les moments les plus tristes, les plus désolés que j'aie traversés de ma vie. La*

*mort de ma mère qui arriva dans cet intervalle, ne put me tirer de l'angoisse qui m'étreignait : je n'en reçus dans le moment qu'une faible impression... républicain de la veille et de l'avant-veille, républicain de collège, d'atelier, de cabinet, je frissonnais de terreur de ce que je voyais approcher la République !...*

En février 1849, Proudhon, dans cet article du *Peuple*, explique ainsi la raison de son anxiété :

*Les événements marchaient, et les destins s'accomplissaient et la révolution sociale surgissait sans que nul ni en haut ni en bas parût en avoir l'intelligence. Or que faire en révolution, que devenir quand on n'en possède pas l'idée ?...*

*Les républicains, d'ailleurs en petit nombre, avaient la foi de la République : ils n'en avaient pas la science. Les socialistes, presque inconnus, dont le nom n'avait pas encore retenti sur la scène, avaient aussi la foi de la révolution sociale : ils n'en avaient ni la clé ni la science.*

*Et, cependant, la révolution, la République, le socialisme, appuyés l'un sur l'autre, arrivaient à grands pas. Je les voyais, je les touchais... et une terreur inexprimable glaçait mon âme, m'ôtait presque la pensée...*

*Cette révolution qui allait éclater dans l'ordre public était la date de départ d'une révolution sociale dont personne n'avait le mot...*

Dans cet article du *Peuple* de février 1849, Proudhon va rendre justice à Louis Blanc qu'il critiquera si sévèrement pour la journée du 17 mars. Proudhon explique que, dès la proclamation de la République et l'installation du gouvernement provisoire, ses craintes se justifient :

*Que nous voulait-elle cette République ? On n'en savait rien, peut-être aussi n'osait-on s'en rendre compte; et, faute de symbole et d'idée, on appliquait à* 1848 *les idées et les symboles de* 1792...

*Pourtant il y avait au gouvernement provisoire un homme d'une célébrité précoce, engagé par ses antécédents, et bien décidé par caractère à ne pas manquer l'occasion. Cet homme était Louis Blanc. Ce fut lui qui posa la question révolutionnaire. La veille de la révolution, le livre de Louis Blanc n'était qu'un admirable morceau de littérature; le lendemain, c'était un événement politique...* L'organisation du travail, *tel est le problème de la révolution de février, et ce problème c'est Louis Blanc qui l'a posé. Cela suffit pour rendre immortels le nom de l'auteur et le titre de*

*l'ouvrage. Comment le travail doit-il être organisé ? Louis Blanc a pu se tromper sur la réponse. La gloire était de dire, de manière à être entendu de tout le monde : Le problème de la révolution de février, c'est le problème de l'organisation du travail. Louis Blanc... avait auprès de lui, comme collègue et assesseur, un ouvrier, Albert : le travailleur* donnait *la main à l'homme de lettres. Leur mission, à tous deux, fut de préparer les âmes, de répandre la semence révolutionnaire, de la faire germer en l'arrosant de poésie et d'éloquence. Avec la propagande socialiste naquit bientôt la réaction...*

*La question avait été posée par Louis Blanc, et c'était pour moi un devoir de patriotisme et d'humanité de travailler à la résoudre. Je voulais que la révolution aboutît; je voulais que la République fût démocratique et sociale... Il fallait courir au plus pressé, se faire le commis de la révolution, non son directeur; servir la fortune, non la maîtriser. Par où attaquer le problème socialiste ! voilà ce que réclamait le pays... Ce fut vers l'époque des élections (mars-avril* 1848) *que parut l'opuscule* L'Organisation du Crédit et la Circulation, *dont les principes sont devenus ceux de la banque du peuple.*

Les éléments que nous fournit l'article du *Peuple* du 19 février 1849 nous permettent de reconstituer l'état d'esprit de Proudhon pendant les premiers mois de la seconde république et les raisons pour lesquelles celle-ci fut pour lui un drame. « Contrairement à toute expérience... *le fait allait être posé avant l'idée...* mon âme était à l'agonie : je portais par avance le poids des douleurs de la République et le fardeau des calomnies qui allaient frapper le socialisme. »

## III

Proudhon avait le droit d'être inquiet, et son pressentiment pouvait se justifier.

La révolution de février avait éclaté en pleine crise économique. Cette crise ne s'était pas seulement produite en France, mais dans d'autres pays et notamment en Angleterre. Dans cette période des années 1847-1849 et qui devait se prolonger jusqu'en 1851, Ernest Labrousse a discerné les signes qui caractérisent les crises : unité, continuité, normalité. Et, de l'analyse histo-

rique des faits, il a su dégager les synchronismes économiques et politiques[1].

Dès 1847, l'effondrement des prix était général. En 1848, l'activité minière a baissé dans des proportions considérables; de trente-quatre millions de quintaux métriques la production des mines de minerais de fer en 1847 va tomber à dix-sept millions en 1849.

En 1848, l'activité métallurgique est de un cinquième de celle de 1846, l'activité textile de un septième, et l'industrie du bâtiment suit le mouvement de baisse. Enfin, il y a lieu de noter que l'effondrement des prix agricoles amène les prix à un niveau aussi bas que celui de 1787.

A l'effondrement général des prix répondait une crise de la circulation ou plutôt, ainsi que l'a remarqué Jean Lescure, deux crises distinctes: l'une au début de 1847, due à des circonstances indépendantes du rythme industriel, et une seconde qui, à l'automne de 1847, accompagne la crise générale. La crise boursière s'était traduite par un krach des actions en général et particulièrement sur les actions de chemins de fer. Le maximum de la panique boursière se situe en avril-mai 1848, pendant les semaines mêmes où est élue l'Assemblée nationale.

Dès la fin de 1847 et pendant les premiers mois de 1848, Proudhon a observé l'évolution de la situation économique; il se soucie de l'influence de la conjoncture; il y voit une menace pour la République et son plus grand danger.

Pendant les premières semaines qui ont suivi la révolution de février, Proudhon a pour préoccupation essentielle son projet de banque d'échange qui par l'organisation du mandat est le grand ressort de l'organisation du travail (lettre à Louis Blanc du 8 avril). Il espère avoir trouvé la *solution du problème social, sans impôt, sans emprunt, sans numéraire, sans papier monnaie, sans maximum, sans réquisitions, sans banqueroute, sans loi agraire, sans taxe des pauvres, sans ateliers nationaux, sans association, sans participation, sans intervention de l'Etat, sans entraves à la liberté du commerce et de l'industrie, sans atteinte à la propriété.*

1. Exposé présenté par Ernest Labrousse le 28 octobre 1946 à l'Ecole des Chartes devant les historiens anglais et français cf. *Cours à l'Ecole des Hautes Etudes et à la Faculté des Lettres*; cf. *La Crise de l'Economie française à la fin de l'ancien régime et au début de la Révolution*, Presses Universitaires, 1944. Thèse de doctorat qui prolonge l'*Esquisse du mouvement des prix et des revenus au* XVIIIe *siècle;* ces deux livres forment une œuvre fondamentale.

Le *Représentant du Peuple* publie les articles que Proudhon consacre à ce sujet : Qu'est-ce que la propriété ? (25 avril), Comptabilité propriétaire (2 mai), Identité de la question politique et de la question sociale : Méthode de solution (8 mai), Banque d'échange (10 mai), Lois de l'échange : comptabilité mutuelliste, banque hypothécaire (23 mai), Bilan de la banque d'échange (20 mai). Ces articles sont groupés en un volume et publiés par Garnier frères, avec une préface de Darimon.

Michel Chevalier, qui avait adressé au *Journal des Débats* des lettres sur l'organisation du travail, avait cité Proudhon et Pecqueur comme se trouvant les chefs d'une secte de communistes égalitaires et continuateurs de Babeuf. Proudhon lui répond par une lettre du 14 avril dans laquelle il tient à préciser sa position entre les différentes tendances; car, écrit-il, il n'a jusqu'à présent publié que des critiques : critique de l'économie politique, critique du socialisme, du communisme, du fouriérisme, du saint-simonisme, critique de la monarchie, de la démocratie, de la propriété, etc., etc...

*J'entends prononcer la condamnation de mon* système, *lequel système n'a jamais vu le jour... Le peuple qui a fait la révolution de février, n'est ni saint-simonien, ni fouriériste, ni communiste, ni babouviste; il n'est pas même jacobin ni girondin. Mais le peuple a parfaitemet compris deux choses : c'est, d'un côté, que la politique n'est rien; d'autre part que l'économie politique, telle que l'ont enseignée MM. Say, Rossi, Blanqui, Wolowski, Chevalier, etc., n'est que l'économie des propriétaires dont l'application à la société engendre fatalement et organiquement la misère.*

*...Economistes et socialistes poursuivent également, selon moi, un but impossible à atteindre; les premiers en appliquant à la société les règles de l'économie privée; les seconds en lui appliquant la fraternité privée... Toutefois, voulant donner une idée de ce que doit être, dans mon opinion, la solution du problème social, je viens de publier un projet d'organisation de la circulation et du crédit que je prends la liberté de vous adresser.*

Mais, si la mise en exécution de son projet de banque d'échange absorbe son activité, Proudhon ne cesse de se soucier de la situation générale comme le montrent son manifeste aux électeurs du Doubs et sa correspondance. Aussi ne ménage-t-il pas ses critiques à un gouvernement provisoire faible et incohérent. Voici comment le 9 avril, dans une lettre à Maurice, il juge les individus :

*Le gouvernement provisoire est fou et tous les républicains sont fanatisés. On répète en miniature* 93; *on ne sait que la Con-*

*vention et Robespierre; l'hallucination est complète. Ledru-Rollin se drape dans son énergie révolutionnaire; les clubs applaudissent; on fait les motions les plus bouffonnes...*

*Enfin, rien ne manque à la comédie, qui est d'autant mieux jouée que les acteurs se prennent tout à fait au sérieux. Braves gens au fond, pour la plupart, mais d'une ignorance, d'une étroitesse d'idées qui me désolent. Il n'y a personne, ni dans le gouvernement, ni parmi les clubistes, qui comprenne ni l'époque, ni la révolution, ni la question, ni la situation. La littéraure en vogue, la démocratie bavarde, toutes les utopies, tous les rêves au pouvoir.*

Le 13 avril, Proudhon analysait les trois factions dont était formé le gouvernement, « factions hostiles, jalouses, également impuissantes, également despotiques ».

*La première est la coterie des doctrinaires de la démocratie, qui a pour organe* Le National, *pour patrons Marrast, Pagnerre, Marie, Carnot, Bethmont et consorts. Ceux-là marchent en sens contraire de la révolution. (Et, en effet, Armand Marrast et Marie s'associeront à Falloux et à Thiers, lors de la répression de juin, comme ils s'étaient associés aux poursuites contre Louis Blanc, à la suite des événements du* 15 *mai.)*

*Le deuxième parti représenté au pouvoir est celui des Jacobins, ou Montagnards, c'est-à-dire* La Réforme, *et Ledru-Rollin avec le club Barbès, Arago, etc... Ce sont les plus honnêtes gens, les plus dévoués. Malheureusement ils ne comprennent pas leur siècle. Tout ce qu'ils pensent, disent, proposent ou exécutent est en commémoration de* 93 *: ils ne s'aperçoivent pas que le monde est changé.* Ils sont sans force, et ils ne songent qu'à déployer de l'énergie. *Ils ne peuvent gouverner qu'avec le consentement de tous, et ils parlent de dictature !... Tout leur manquera à la fois, sans qu'ils se rendent compte des raisons, parce qu'ils ne savent pas comment est faite la société...*

*Enfin il y a la secte communiste qui trône au Luxembourg en la personne de Louis Blanc...*

*Et voilà le gouvernement divisé d'idées, de théories, sans homogénéité, sans principe, qui décrète, qui légifère, qui fait, refait et défait, qui prend un arrêté et qui le lendemain le révoque, qui, au lieu de faire de la conservation, du* statu quo *républicain, compromet la République par son ignorance de la République... Le premier parti ne veut pas marcher; le second marche de travers; comment voulez-vous que l'on s'entende ! Comment le pays ne serait-il pas indocile sous la main d'une autorité sans consistance ?* (Lettre à Pilhes du 13 avril 1848.)

## IV

Le 15 mai, l'Assemblée avait été envahie par la foule, Barbès réclamant un prélèvement sur le capital, un impôt exceptionnel de un milliard sur les grandes fortunes. L'audace de Barbès avait suscité la colère des intérêts privés et des journaux qui se trouvaient associés à ceux-ci. L'un des organes qui jusque-là avaient été parmi les plus modérés, le *Correspondant* des 21 et 27 mai, révèle l'indignation qu'a provoqué une aussi indécente proposition. « La société ne se sent pas gouvernée... Il s'agit d'effacer toute trace du gouvernement provisoire... Une seule pensée domine tous les esprits : veiller au salut de la société. »

La République avait mis en défiance les sentiments de conservation sociale; ceux-ci, qui s'étaient tus tout d'abord, s'étaient réveillés dès qu'ils avaient senti la fragilité de la République et la faiblesse de ses gouvernants.

Mais la journée du 15 mai devait rendre toute sa puissance, en le rassurant, à « ce pauvre et féroce mouvement de l'instinct possessif chez les bien-pensants », selon la vigoureuse expression d'Henri Guillemin, à propos de 48.

Grâce à elle pouvaient se cataliser et se combiner toutes les forces de réaction sociale en s'unissant par un rassemblement avec les groupes des différentes nuances de républicains modérés que Proudhon définissait comme ne voulant pas marcher. La journée du 15 mai semblait libérer enfin les partisans de l'ordre; l'exemple menaçant de cette journée leur offrait un thème propice à une propagande qu'ils n'avaient plus besoin de déguiser.

Quel chemin parcouru depuis le 4 mai, depuis la séance où l'Assemblée nationale avait tout entière crié dix-sept fois : « Vive la République ! », et répété une dix-huitième fois cette acclamation sur les marches du palais en face de la foule !

Le 31 mai, le représentant Grandin avait conclu son discours à l'Assemblée par ces mots : « Le temps des demi-mesures est passé... je déclare qu'à l'heure qu'il est il y a des manufacturiers qui ne savent pas où poser la tête ».

Les souvenirs d'Alexis de Tocqueville nous instruisent : ils nous révèlent un état d'esprit qui allait conduire à une tragédie. Parlant de la fête de la Concorde, le 21 mai, il écrit :

*Le spectacle de ces deux cent mille baïonnettes ne sortira*

*jamais de ma mémoire. Comme les hommes qui les portaient étaient étroitement serrés les uns contre les autres, afin de pouvoir tenir entre les talus du Champ de Mars... ces baïonnettes ne formaient à l'œil qu'une surface plane et légèrement ondoyante, qui miroitait au soleil et faisait ressembler le Champ de Mars à un grand lac rempli d'acier liquide.*

*Ce jour-là, je me joignis de bonne heure à l'Assemblée qui devait se rendre en corps et à pied au Champ de Mars. J'avais mis des pistolets dans mes poches, et, en causant avec mes collègues, je découvris que la plupart d'entre eux étaient comme moi secrètement armés... Edmond La Fayette me montra une arme d'une espèce particulière... et il m'assura que ce petit instrument était fort répandu dans l'Assemblée nationale, surtout depuis le* 15 *mai.* (Souvenirs, pages 195-198-199.)

Cependant le peuple a des fleurs à la main et Tocqueville note cet abandon au rêve et à l'espérance d'une foule si prompte à croire au bonheur.

Odilon Barrot avait déjà dit, le mois précédent, en parlant de la journée du 16 avril : « On se félicitait d'avoir échappé à un grand danger sans combat; mais les hommes vraiment politiques regrettaient au contraire qu'il n'y eût pas eu un conflit, car la victoire eût été plus significative et plus féconde en résultats ».

La victoire sur qui et avec quelle signification ? Alexis de Tocqueville éclaire ce mot lorsqu'il écrit : « J'avais toujours dit qu'il ne fallait pas espérer de régler par degrés et en paix le mouvement de la révolution de février et qu'il ne serait arrêté que tout à coup par une grande bataille livrée dans Paris... Cette grande bataille, il était à désirer qu'on saisît la première occasion de la livrer ».

L'occasion ? Les ateliers nationaux allaient l'offrir.

La révolution de février avait éclaté en pleine crise industrielle et, en présence du chômage, les membres du gouvernement provisoire étaient fort embarrassés. L'avocat Marie qui se croyait habile, invente l'expédient des Ateliers nationaux. Expédient destiné à la fois à reconnaître et à esquiver le droit au travail.

La légèreté des uns fait qu'ils ne songent pas aux suites, le piètre machiavélisme des autres y voit un piège à réserver pour le lendemain. Proudhon ne s'y trompe pas et explique cette ambiguïté aux électeurs du Doubs (3 avril 1848).

*J'accuse le gouvernement provisoire d'avoir livré la dignité de l'Etat et sacrifié le trésor public aux hasards d'une expérience de prétendue organisation à laquelle personne ne croit que l'inven-*

*teur, et que les divers membres du gouvernement ne semblent tolérer, ceux-ci que pour donner pâture à l'impatience de la multitude, ceux-là que par une arrière-pensée de se délivrer en une fois de toutes les idées de réforme sociale.*

Tout d'abord les Ateliers nationaux avaient paru à Marie offrir le moyen d'avoir sous la main une armée prétorienne : ses instructions au directeur des Ateliers étaient les suivantes : « Attachez-vous sincèrement les ouvriers et ne ménagez pas l'argent. Le jour n'est pas loin où il faudra les faire descendre dans la rue... ». Car les Ateliers nationaux qui comprirent jusqu'à cent mille ouvriers occupés pouvaient servir à contrebalancer et, s'il le fallait, à réprimer les tendances socialistes. Et, comme s'ils n'étaient pas seulement un expédient, les Ateliers nationaux démontreront l'absurdité pratique de l'idéologie socialiste.

Depuis le 4 juin, Proudhon siégeait à l'Assemblée; il avait été nommé membre du comité des finances auquel il prenait part avec la conscience qu'il mettait à tout travail.

*A présent que me voilà* représentant du peuple, *je suis absorbé par les travaux de l'Assemblée et je n'ai pas même le temps de travailler à mon journal... Je suis l'objet d'une curiosité singulière. On s'étonne presque que je n'aie ni cornes ni griffes. La terreur que je cause dans certains départements est vraiment ridicule.* Cette réputation fait comprendre l'attitude de Proudhon pendant les semaines de juin et de juillet.

Le 15 juin, le banquier Goudchaux réclame la dissolution immédiate des Ateliers. Le rapporteur de l'Assemblée nationale est M. de Falloux, un homme à poigne qui estime, selon l'expression qui circule dans l'Assemblée, qu'il faut en finir.

Le 18 juin, après s'être attaqué à Lamartine, qui a manqué « sciemment, volontairement, à la mission que lui a confiée le suffrage universel », le *Correspondant* déclare « que les idées d'ordre, de propriété, de famille, sont profondément ébranlées... la banqueroute frappe à nos portes... il faut un homme à la France ».

Le 21 juin, le gouvernement fait paraître au *Moniteur* l'arrêté portant que les ouvriers de dix-huit à vingt-cinq ans devront s'enrôler dans l'armée, et les autres, inscrits aux Ateliers nationaux, se tenir prêts à aller exécuter des travaux de terrassement dans les départements.

Le 22 juin, l'Assemblée écarte l'idée d'utiliser cette masse de travailleurs pour les chemins de fer. Le 23, une délégation vient faire appel à Marie, représentant du gouvernement, et celui-ci lui

répond : « Si les ouvriers ne veulent pas partir en province, nous les y contraindrons par la force, entendez-vous ! ».

En vain, dans la nuit du 22 au 23, parmi les membres du gouvernement, François Arago et le docteur Recurt, ministre de l'Intérieur, insistent auprès de leurs collègues afin de tout arrêter et d'empêcher l'insurrection de se développer.

Le 23, dans l'est de Paris, des barricades s'élèvent; et ce sont les journées de juin. Cette insurrection, qu'on a laissé volontairement se transformer en une bataille sanglante, était une émeute de la faim, car cent mille hommes se trouvaient brusquement sans moyens d'existence et le refus de les employer à l'exécution du programme des chemins de fer les acculait à la famine.

Alexis de Tocqueville décrit comme une insurrection anonyme cette bataille qu'il avait prévue et peut-être attendue.

*Me voici enfin arrivé à cette insurrection de juin, la plus grande et la plus singulière qu'il y ait eu dans notre histoire, et peut-être dans aucune autre : la plus grande, car, pendant quatre jours, plus de cent mille hommes y furent engagés; la plus singulière, car les insurgés y combattirent sans cri de guerre, sans chefs, sans drapeaux, et pourtant avec un ensemble merveilleux et une expérience militaire qui étonna les plus vieux officiers.*

*Ce qui la distingue encore, parmi tous les événements de ce genre qui se sont succédé depuis soixante ans parmi nous... c'est qu'elle n'eut pas pour but de changer la forme du gouvernement, mais d'altérer l'ordre de la société. Elle ne fut pas, à vrai dire, une lutte politique, mais un combat de classe, une sorte de guerre civile. Elle caractérisa la révolution de février quant aux faits...*

Le chiffre de cent mille est très exagéré; il est le signe de la peur qui plane sur ces journées. Il ne semble pas qu'on puisse l'évaluer à plus de vingt mille combattants. Ceux-ci se composaient d'éléments très divers, des ouvriers des Ateliers nationaux, des chômeurs qui n'avaient pu y entrer, enfin d'autres ouvriers appartenant à des industries parisiennes. E. Tersen a raison de distinguer deux mouvements, l'un social, l'autre politique, émanant d'une minorité ouvrière déjà très consciente[1].

François Arago qui, au sein du gouvernement, avait tenté de prévenir l'implacable répression, s'était avancé seul vers les insurgés de la barricade de la rue Soufflot. Espérant les convain-

1. E. Tersen : « Insurrection de la misère et de la faim, oui, sans doute; c'est une explication, pas la seule; je serais tenté de penser qu'il y a là un effort de certains ouvriers plus conscients, je pense surtout aux mécaniciens de la Chapelle. »

cre, François Arago leur demande : « Pourquoi vous insurgez-vous contre la loi ? — On nous a déjà tant promis et l'on nous a si mal tenu parole que nous ne nous payons plus de mots. — Mais pourquoi faire des barricades ? — Nous en élevions ensemble en 1832. Vous ne vous souvenez donc plus du cloître Saint-Merri ? Mais, monsieur Arago, pourquoi nous faire des reproches ? Vous ne savez pas ce que c'est que la misère, vous n'avez jamais eu faim ».

Proudhon savait ce qu'était la misère. Il avait prévu l'engrenage des événements. Il fut profondément ému par le spectacle qu'il eut sous les yeux en parcourant les lieux du combat. Des journées de juin, il devait garder une image douloureuse; il écrit dans son *Carnet,* le dimanche 25 juin 1848 :

*La Terreur règne dans la capitale, non comme une Terreur comme celle de* 93, *mais la Terreur de la guerre civile et sociale. Ce qui consterne, c'est de voir les bourgeois de l'Assemblée nationale ne s'occupant que d'une chose, c'est d'en* finir ! *Comme si on pouvait* en finir !

*J'ai parcouru les rangs de la garde nationale. Elle est généralement honnête, humaine et bonne. Elle ne sait pas que la cause des insurgés est la sienne propre !... Mais il arrive ici ce que l'on a toujours : chaque idée nouvelle a son baptême, les premiers qui la propagent, incompris, impatients, se font tuer par trop d'intempérance philosophique. Ce qui arrive aux insurgés n'est pas autre chose que ce que l'on a vu arriver à Galilée, à Giordano Bruno, etc., etc... Les idées de ces précurseurs étaient celles de la raison, celles de tout le monde. On les a brûlés et tourmentés pour cela...*

Le 28 juin, dans le *Carnet :* « Le mauvais vouloir de l'Assemblée est la cause de l'insurrection... On fusille à la Conciergerie, à l'Hôtel de Ville. Quarante-huit heures après la victoire, on fusille les prisonniers blessés, désarmés. On répand les calomnies les plus atroces sur les insurgés afin d'exciter contre eux la vengeance. On va arrêter à domicile les citoyens... de là, on les fusille et on les jette à l'eau... Frères contre frères. Horreur. Douleur ! ».

De ces notes, rapprochons la lettre à Maguet, envoyée le 28 juin et la séance du 3 août 1848 où Proudhon fut questionné sur l'emploi de son temps pendant les journées : dans le *Sozial-Demokrat,* Marx reconnaîtra qu'en 1848 l'attitude de Proudhon à l'assemblée ne mérite que des éloges; après l'insurrection, cette attitude était un acte de grand courage.

*L'insurrection a cédé; elle n'est pas vaincue. On fait des milliers d'arrestations; si l'instruction est sévère, il faut s'attendre à voir vingt mille citoyens jetés en prison... J'ai parcouru continuellement le théâtre du combat grâce à mes insignes de représentant; j'ai vu plus d'une fois les gardes nationaux, lorsque je me faisais connaître à eux, pâlir et reculer de quatre pas...*

*Un décret de l'Assemblée nationale, rendu cette nuit, les livre à une Commission militaire et leur applique la déportation au delà de l'Océan. Les bourgeois vainqueurs sont féroces comme des tigres; toute la province afflue, s'imaginant qu'un déluge de forçats menaçait sérieusement la famille et la propriété.* (Proudhon ne savait pas que des instructions particulières avaient été données aux troupes quelques jours avant les journées de juin.)

*...Les journaux entretiennent l'erreur sur la situation, sèment la calomnie et trompent le pays... La moitié, sinon les trois quarts de la population de Paris a été ébranlée, je l'ai vue; s'ils n'ont pas pris part à l'insurrection, la cause en est à la spontanéité du mouvement et à l'incertitude du motif. Drapeau rouge, drapeau noir, drapeau blanc, drapeau tricolore; des socialistes, des bonapartistes, des Anglais, des Russes, des forçats : c'est une macédoine impossible.*

Le 30 juin, profitant du courant qui entraînait l'Assemblée, l'économiste Wolowski n'avait pas attendu pour demander l'abrogation du décret du 24 mars portant limitation de la journée du travail. Le gouvernement de Cavaignac avait donné des ordres afin qu'au bagne le pied de chaque insurgé fût rivé au pied d'un voleur ou d'un assassin.

Le 5 juillet, Proudhon intervenait en faveur des insurgés dans une lettre au *Représentant du Peuple*, en demandant que le décret de déportation fût rapporté.

Le 28 juin, Proudhon avait écrit à Maguet que « l'Assemblée nationale offrait un spectacle désespérant par l'indécision et la stupidité. Ce sont les vendeurs du Temple qui agiotent sur la République. Je ne serai soulagé que quand le peuple nous chassera tous à coups de pied... P. Leroux est coulé comme Louis Blanc. Il ne reste plus que moi qui n'ai rien dit encore; je ne veux prendre la parole que sur des questions positives. Mais je serai net, catégorique; je poserai le *casus belli* ».

Ce fut en effet un *casus belli* que l'article publié par le *Représentant du Peuple* le 8 juillet : il engageait les locataires et les fermiers à présenter à l'Assemblée une pétition rédigée en forme de décret, une pétition qui fût, non une supplique, mais un ordre

d'obliger les propriétaires à faire sur les loyers et fermages une remise d'un tiers pendant trois années. Le chef du gouvernement suspend le *Représentant du Peuple* et Proudhon transforme son projet de pétition en proposition de loi, présentée à l'Assemblée et renvoyée au Comité des finances. M. Thiers dépose le 26 juillet son rapport qui est discuté le 31 juillet.

En déclarant que la liquidation de l'ancienne société avait été ouverte et que la propriété emporterait la République si la République n'emportait pas la propriété, Proudhon suscite le tumulte dans l'Assemblée. Proudhon somme les propriétaires de participer à l'œuvre révolutionnaire. « ... En cas de refus, nous procéderions nous-mêmes à la liquidation sans vous ! (*Violents murmures.*) Le président invite tout le monde au silence et donne la parole à Proudhon pour expliquer sa pensée : « Lorsque j'ai employé les deux pronoms vous et nous, il est évident que dans ce moment-là je m'identifiais, moi, avec le prolétariat et, vous, avec la classe bourgeoise... »

Proudhon affirmant que les contrats fondés sur la propriété étaient, comme la propriété elle-même, résiliés de plein droit par la révolution de février, le président inflige à Proudhon un rappel à l'ordre. Et comme celui-ci associe le droit au travail et le droit à l'insurrection, les députés l'interpellent en s'écriant : « Il fallait faire le coup de feu le 23 juin... C'est vous qui avez allumé l'incendie ».

En août, Proudhon reprend dans le *Représentant du Peuple* ses polémiques. Cette fois, le 9 août, il s'attaque aux lois sur la presse rétablissant un cautionnement de vingt-quatre mille francs: « Vingt-quatre mille francs ! voilà pour nous le critérium du génie, de la vertu et du patriotisme ! Vingt-quatre mille francs ! Nous déclarons ennemi de la société et de la République tout journal qui, avant d'exister, ne déposera pas à notre caisse des consignations vingt-quatre mille francs !... A nous donc les ouvriers, les travailleurs, les prolétaires ! A nous les pauvres ! A nous le denier de la veuve ! A nous les fondateurs en haillons de la République ! A nous les héros, maintenant désarmés, des barricades ! A nous les calomniés, de février, de mars, d'avril, de mai, de juin ! Il s'agit de prouver que vous êtes d'honnêtes gens en vous cotisant pour fournir au *Journal du Peuple* une caution de vingt-quatre mille francs ». Cette étonnante verve de pamphlétaire ne pouvait guère plaire au gouvernement. Celui-ci fit saisir trois fois en trois jours le *Représentant du Peuple*, le 16 août pour avoir attaqué la propriété, le 17 pour délit d'exci-

tation à la haine d'une classe de la société et le 18 pour l'article « Enquête sur les événements de juin ».

Le *Représentant du Peuple* disparaît, mais le 2 septembre, Proudhon annonce à Abram que celui-ci va reparaître sous le titre du *Peuple,* « organe collectif de l'extrême gauche de l'Assemblée nationale ». Il remercie son ami Abram de contribuer à la formation du cautionnement de vingt-quatre mille francs :

*Le plus bel avenir, comme journal quotidien, nous est promis. Nos derniers tirages sont allés de vingt à vingt-cinq mille. Avec quelques frais de propagande, nous comptons positivement arriver à cinquante mille...*

*A présent que l'idée mère est lancée, que la moralité des événements de juin a été relevée, que c'est besogne faite, nous allons nous enfermer dans les questions de détail, et surtout dans la guerre à la royauté, qui nous rentre par tous les ports... La conspiration royaliste marche à découvert...*

Proudhon ne se trompe pas sur la direction des événements, mais sur leur couleur. Il aperçoit la dictature qui vient non sous le drapeau blanc, mais sous le tricolore. A partir du 15 août 1848, nous entrons dans une période pendant laquelle les *Carnets* sont beaucoup moins abondants : le nouveau *Carnet* 7 qui commence au 15 août 1848, porte au début cette note : « Ce *Carnet* embrasse un plus long espace de temps que les précédents parce que les faits et les idées que j'avais l'habitude de consigner dans ces *Carnets,* se trouvent reproduits au fur et à mesure, soit dans diverses publications, soit dans le *Moniteur* et les journaux (*le Représentant du Peuple, le Peuple, le Moniteur*).

## V

Le 26 septembre 1848, Proudhon rencontre pour la première fois Louis-Napoléon, qui, démissionnaire après les élections de juin, réélu dans cinq départements, devait entrer ce jour-là à l'Assemblée nationale. Cette rencontre, Proudhon la note le jour même sur son *Carnet* 7. On en retrouve également le récit dans deux lettres de juillet 1849, l'une à Emile de Girardin et l'autre à E. de Bassano [1].

1. Lettre du 11 juillet 1849 à Emile de Girardin et lettre du 16 juillet à E. de Bassano (pages 15 et 21 du tome III de la *Correspondance*).

Il est essentiel de donner des extraits de ces textes qui éclairent l'attitude que, dès le premier jour, Proudhon prend vis-à-vis du prince Napoléon. Proudhon voit aussitôt la menace que Louis-Napoléon fait courir à la République. Il voit aussi clairement la pauvreté de l'individu; mais il spécule sur la personne flexible et sans arêtes qu'est l'auteur de l'*Extinction du Paupérisme;* il espère en tirer parti au profit du socialisme. Ne pourrait-on écarter la menace en s'emparant de ce pauvre homme et en lui faisant croire que son génie est révolutionnaire. L'idée de la révolution pourrait devenir chez lui idée-force et force motrice si, par suggestion, on substituait à sa volonté inconsistante une volonté de révolution.

Le *Carnet* du 26 septembre 1848 porte : *Visite à Louis Bonaparte : cet homme paraît bien intentionné, tête et cœur chevaleresques; plus plein de la gloire de son oncle que d'une forte ambition.*

*Au demeurant, génie médiocre. Je doute que, vu de près et bien connu, il fasse grande fortune. Me méfier. Du reste, c'est l'habitude de tout prétendant de rechercher d'abord les chefs de partis.*

Confrontons l'impression reçue et notée, le jour de la rencontre, et celle que Proudhon retrouve dans son souvenir, neuf mois après, lorsqu'il veut préciser les faits dans ses lettres de juillet 1849.

D'abord la lettre du 11 juillet à Emile de Girardin :

*C'est le* 26 *septembre* 1848 *que je fus, à ma grande surprise, mandé chez M. Louis Bonaparte. M. Schmelz voulut bien m'accompagner; il a pu vous rendre compte de tous les détails de l'entrevue. Je tenais à n'être point seul à cette première rencontre de Louis-Napoléon Bonaparte avec le socialisme et la Montagne. Nous trouvâmes au rendez-vous M. Joly père, candidat actuel de la démocratie parisienne, alors, comme aujourd'hui, l'un des conseils de la Montagne, et le confident intime de M. Ledru-Rollin. M. Joly me dit que M. Ledru-Rollin était prévenu de l'entrevue qui allait avoir lieu et que c'était lui-même, M. Joly, qui avait conseillé à M. Bonaparte de me voir.*

Proudhon ajoute :

*J'étais donc parfaitement en règle vis-à-vis de mes collègues de l'extrême gauche, et puis Louis Blanc lui-même n'avait-il pas reçu, à Londres, la visite de Louis Bonaparte ? N'avait-il pas, en juin, avec M. Jules Favre, plaidé pour lui ? Et tout cela sans cesser d'être aussi parfait socialiste que parfait républicain ? La conversation roula sur l'organisation du travail, la politique extérieure, la Constitution. M. Louis Bonaparte parla peu, m'écouta avec*

*bienveillance et parut d'accord avec moi sur presque tout. Il n'était nullement la dupe des calomnies répandues contre les socialistes; il blâma sans détours la politique du général Cavaignac, la suspension des journaux, l'état de siège; et cette armée des Alpes qui semblait dire à l'Italie levée pour son indépendance :* « Mon cœur veut et ne veut pas ».

*Il trouvait on ne plus ridicules, absurdes, les inventions financières de MM. Garnier-Pagès, Goudchaux et Duclerc qui, sous l'inspiration du Comité des finances, ne savaient répondre à toutes les demandes qu'on leur faisait d'organiser le crédit, que par le mot* assignat et papier monnaie.

*Je me souviens notamment qu'entre autres discours que je tins à mon illustre collègue, je lui dis que, dans le cas où il se porterait candidat à la présidence, il ferait sagement de déclarer qu'il n'entendait en aucune façon se prévaloir du senatus-consulte de* 1804... *M. Bonaparte répondit en protestant d'une manière générale contre les calomnies répandues sur son compte, mais sans s'expliquer d'une manière catégorique et formelle.*

*M. Louis Bonaparte sortit ensuite. En s'en allant, il dit à M. de Bassano, qui me le rapporta, qu'il était enchanté d'avoir fait ma connaissance; que je valais mieux que ma réputation, et autres propos que le peuple appelle crûment* de l'eau bénite de Cour. *J'eusse préféré à ces compliments une bonne profession de foi républicaine.*

*Somme toute, nous eûmes lieu de croire, M. Joly, M. Schmelz et moi, que l'homme qui venait de* poser *devant nous n'avait plus rien de commun avec le conspirateur de Strasbourg et de Boulogne, et qu'il était possible que, comme la République avait péri autrefois par la main d'un Bonaparte, elle fût fondée de nos jours par la main d'un autre Bonaparte.*

Pourtant Proudhon ajoute :

*Personne, dans l'extrême-gauche pas plus que dans toute l'Assemblée nationale, n'avait de parti pris contre Bonaparte. Quant à moi, je laisse à mes lecteurs le soin de juger si mes méfiances étaient fondées... Bonaparte eut à peine paru qu'il fut accaparé par les habiles... Je déclare que, si j'ai cru devoir l'attaquer avec quelque véhémence, ce n'est point que j'en voulusse à sa personne; c'était, si je puis ainsi dire, par raison d'Etat. Je voyais dans Louis Bonaparte un danger pour la République; la Constitution l'ayant fait responsable, je crus que le meilleur moyen de défendre la Constitution, contre les empiétements de la Présidence, était de faire sentir au Président le poids de sa responsabilité.*

C'est net. Dès le premier jour, Proudhon a noté sur son *Carnet* : *Méfie-toi.* Il a considéré Louis-Napoléon comme un danger pour la République.

La publication de la lettre d'Emile de Girardin ayant provoqué plusieurs démentis de M. de Bassano, Proudhon met les choses au point dans une lettre du 16 juillet 1849.

Dans ce démenti, M. de Bassano avait dit : « Qui veut la fin veut les moyens : on ne s'allie pas avec les bêtes féroces, on les empoisonne. C'est pour cela que M. Louis Bonaparte a voulu voir M. Proudhon et M. Joly, père ».

Dès le début de sa lettre Proudhon rappelle à M. de Bassano qu'il avait inscrit sur son carnet le jour de la rencontre ce mot significatif : *Méfie-toi.* « Donc, ajoute-t-il, je n'étais pas tout à fait votre dupe ». Puis il répond à l'affirmation de Bassano que Louis Bonaparte n'aurait pas tenté, ce jour-là, vis-à-vis de Proudhon et de ses collègues de la Montagne, un acte de séduction :

*Le* 26 *septembre,* dit Proudhon, *les Montagnards ne pouvaient rien, ni pour, ni contre l'admission de Louis Bonaparte comme représentant du peuple. Ainsi Louis Bonaparte n'a point sollicité des votes dont il n'avait nul besoin, et les Montagnards ne lui en ont point vendu... J'ajoute que, s'il n'a pas été question d'un commerce de suffrages, il n'a pas été question davantage d'un sacrifice de principes...*

Bassano avait prétendu qu'en sortant Proudhon lui aurait dit : « Si Louis Bonaparte nous seconde, nous ferons le bonheur de la France et sa gloire sera plus grande encore que celle de son oncle... ». Proudhon répond qu'il ne se souvient pas d'avoir tenu ce propos : « Il résulte de votre témoignage, dit-il à E. de Bassano, que nous n'entendions point que ce fût à la Montagne et au socialisme de seconder Louis Bonaparte, mais bien à Louis Bonaparte de seconder la Montagne et le socialisme, ce qui est bien différent. »

Et c'était bien là en effet la pensée qui avait été celle de Proudhon en septembre 1848 :

*Si Bonaparte nous seconde... En quoi Louis Bonaparte pouvait-il nous seconder ?... J'avais fait avec éclat à la tribune une profession de foi. Le public était saisi de mes idées sur la circulation et sur le crédit...*

*Vous ne croyez pas sans doute que j'eusse sacrifié* 20 *ans d'études et les principes qui seuls avaient fait ma réputation et mon succès, au sourire d'un candidat à la République ? Et en ce qui regarde la Montagne, parce qu'elle dépêchait un de ses membres à*

*Louis Bonaparte, faut-il en conclure qu'elle fût prête à renier ses convictions ?*

*Ç'aurait été un suicide.*

*De quoi donc s'agissait-il ? Ce que voulait Louis Bonaparte, ce que voulaient les Montagnards et les socialistes en se rencontrant tous ensemble le 26 septembre, c'était de se connaître, c'était de pressentir leurs intentions mutuelles, en un mot, de se juger. Personne de notre côté du moins, ne s'y est mépris; et si depuis j'ai eu quelque reproche à faire à Louis Bonaparte, ç'a été uniquement d'avoir oublié les sentiments républicains et socialistes dont il m'avait semblé, ainsi qu'à M. Joly père, entendre l'expression de sa bouche. Trouvez-vous donc, monsieur, que ce ne soit point assez pour un neveu d'empereur, de jouer la comédie et faut-il que vous en fassiez encore un corrupteur de consciences ?*

*Je vous défie de me citer le moindre fait qui vous autorise à donner à notre entrevue une autre signification.*

*Quelles conditions ont été faites ? Quel marché proposé ? Quelles transactions stipulées ? Quelles opinions rétractées ? Quels principes abandonnés ? Apportez donc une parole, un écrit, un geste, qui prouve que cette scène de fourberie et de mystification d'un côté, de vénalité et de courtisanerie de l'autre, ait existé ailleurs que dans votre folle imagination !*

Proudhon termine sa lettre par une allusion humoristique à l'oncle qui est un avertissement au neveu : « Napoléon avait aussi en premières noces, épousé la République. Au bout de quelques années il ne trouva plus qu'elle fût d'assez bonne maison. Il divorça. Il prit une archiduchesse; et mon père m'a toujours dit que cela ne lui avait pas porté bonheur. Un jour vint où l'infidèle humilia son orgueil jusqu'à implorer le secours de ces vieux républicains qu'il avait trahis alors... Dieu garde de malheur Louis Bonaparte, les républicains de 1848 pourraient lui dire : Il est trop tard ! ».

Proudhon avait raison d'écrire à M. de Bassano que le 26 se tembre Louis-Napoléon ne pouvait avoir aucun doute sur le se de sa visite. Trois semaines avant cette visite, Proudhon avait publié, le 2 septembre, dans son journal *Le Peuple* un manifeste :

*En fondant* Le Peuple, *organe de la pensée ouvrière, nous venons constituer l'unité des travailleurs en présence de l'anarchie des privilèges, poser l'idée révolutionnaire, l'idée progressive, en face des projets réactionnaires, des idées rétrogrades. La révolution de février, qui devait satisfaire à tous les vœux du peuple trompés en*

*juillet* (1830), *n'est déjà plus comme celle de* 1830, *comme celle de* 1789-1792 *qu'une étape dans la route de l'émancipation.*

Le journal fondé par Proudhon est l'organe de la pensée ouvrière :

*Toute notre science consiste à épier les manifestations du peuple, à solliciter sa parole, à interpréter ses actes. Interroger le peuple, c'est pour nous toute la philosophie, toute la politique.*

Et le manifeste résume les revendications essentielles que Proudhon se donne pour mission de défendre :

1° Le travail comme droit et comme devoir.

*De nos jours, sous ce régime de bancocratie ne travaille pas qui veut, même en payant... La civilisation étalée d'un pôle à l'autre; on se tuait d'abord parce qu'il n'y avait pas de loisirs pour tout le monde, et cela pouvait se comprendre; on se tue maintenant parce qu'il n'y a pas de travail pour tout le monde et cela ne se comprend plus.*

2° La propriété, comme le travail, pour tout le monde :

*C'est-à-dire, la libre disposition pour chacun des fruits de son travail, de son industrie et de son intelligence... Nous voulons la propriété moins l'usure, parce que l'usure est l'obstacle au développement de la production, à l'accroissement et à* l'universalisation de la propriété.

3° La République comme forme de gouvernement et de Société.

*Nous sommes les irréconciliables ennemis de la royauté, de tout ce qui y touche, de tout ce qui y ressemble.*

C'était clair, et d'autres formules précisent encore les déclarations du manifeste :

*Nous voulons la propriété, comme le travail, pour tout le monde,* parce que la faculté de produire est comme la faculté d'acquérir, infinie...

Et cette formule que nous dégageons du texte qui la suit.

Famille, travail, propriété, sans usure et sans abus, en d'autres termes, gratuité du crédit, identité du travailleur et du capitaliste.

*Famille, travail, propriété, sans usure et sans abus, en d'autres termes, gratuité du crédit, identité du travailleur et du capitaliste; hérédité des droits, non des privilèges, tels sont les éléments de notre droit public, de notre science sociale.*

*Or, la base économique de la société ainsi modifiée, tout revit, tout change dans la société. Les causes de misère deviennent causes de richesse; les agents d'inégalité et d'antagonisme, agents d'harmonie et de fraternité. Sous le nouvel horizon, les idées, la philosophie s'élargissent et se reforment; la science et l'art pren-*

*nent une autre signification, un autre style; la religion est expliquée.*

*La France a montré, dans ces derniers temps, combien elle était religieuse, religieuse dans le cœur et dans la raison. La religion, dans notre incomparable pays, est le ferment secret de tout ce qui a vie, autorité et durée. Les questions économiques, si vastes qu'elles se posent, ne suffisent pas à notre intelligence contemplative et pleine de tendresse, les grands problèmes de philosophie nous laissent indifférents et tristes; l'idée pure ne peut nous ravir. Il faut à notre âme quelque chose de plus que le nombre et la mesure, quelque chose au delà même de l'idée. Où sont, parmi nous, les matérialistes et les athées ? Nous avons regardé autour de nous, et nous ne les avons découverts que parmi ceux qui nous calomnient et nous persécutent. Voyez-vous cet être froid et laid, subtil et souple comme le serpent, railleur, chiffreur, sans pudeur, qui, d'une voix argentine, conclut toujours aux mesures impitoyables; qui ne veut pas du droit au travail; qui nous parle de la Providence, et qui adore la fatalité; qui ne voit dans la religion qu'un instrument de politique; dans la loi, qu'une convention; dans la Révolution, qu'un fait ! Cet homme-là, c'est un matérialiste, c'est un impie.*

*Oui, nous voulons la religion; mais que personne ne s'y trompe. La religion pour nous, n'est pas la symbolique; c'est le contenu, le mot de la symbolique. Pour découvrir la vraie religion, il faut recommencer notre exégèse, montrer philosophiquement, à l'aide de nouvelles données sociales, le surnaturalisme dans la nature, le Ciel dans la société, Dieu dans l'homme. C'est quand la civilisation nous apparaîtra comme une perpétuelle apocalypse et l'histoire comme un miracle sans fin; quand, par la réforme de la société, le christianisme aura été élevé à sa deuxième puissance, que nous connaîtrons la religion. Alors aussi nos calomniateurs, arrachés à leurs mythes, sauront quel est notre Dieu, quelle est notre foi...*

*Nous voulons comme forme de gouvernement et de société, la République. Nous sommes les irréconciliables ennemis de la royauté, de tout ce qui y touche, de tout ce qui y ressemble. La royauté est une vieille fiction dont le sens est depuis longtemps connu, dont la restauration serait un outrage à la raison publique, à la dignité nationale. La royauté est le contraire de tout ce que nous voulons et que nous attendons de la République. La République est l'égalité coordonnée des fonctions et des personnes : la royauté n'en est que la hiérarchie et la subalternisation.*

.. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. .. ..

*La République est l'organisation du suffrage universel; avec la royauté, ce suffrage n'est qu'une loterie. Nous dirons plus tard ce que nous entendons par ces mots :* organisation du suffrage universel.

Quelques jours après sa visite à Louis-Napoléon, Proudhon répétait les mêmes formules dans son projet de discours à l'Assemblée, projet du 4 octobre : il venait de déposer, puis de retirer un amendement à l'article 13 de la Constitution, ébauchant une organisation du travail.

Ce projet affirmait que la société doit poser constitutionnellement le travail comme contradictoire et antagoniste de la propriété; et que, grâce à la création d'une *banque d'échange* tout propriétaire ou producteur, à quelque catégorie qu'il appartienne, seul ou associé, sera mis en rapport avec la masse entière des autres propriétaires ou producteurs, de manière à pouvoir échanger avec eux, suivant les besoins, propriété contre propriété, capital contre capital, produit contre produit, sans passer par les opérations aléatoires de la vente et de l'achat.

Le 15 octobre 1848, au Banquet Poissonnière, présidé par Lamennais, Proudhon prononce le *Toast à la Révolution* (*Le Peuple,* 17 octobre). Proudhon donne la définition de la Révolution et il justifie la qualification de socialiste qu'il ajoute à celle de démocrate, par opposition à celle des partisans de la République démocratique : « Les révolutions sont les manifestations successives de la justice dans l'Humanité. C'est pour cela que toute révolution a son point de départ dans une révolution antérieure... A proprement parler, il n'y a pas eu plusieurs révolutions, il n'y a eu qu'une Révolution. La Révolution, il y a dix-huit siècles, s'appelait l'Evangile, la bonne nouvelle; sa devise : égalité de tous les hommes devant Dieu. Le christianisme créa le droit des gens, la fraternité des nations. Ces chrétiens, ces révolutionnaires firent la première et la plus grande des révolutions. Elle renouvela le monde. Seconde révolution, seconde manifestation de la justice : elle aussi rajeunit le monde : liberté de la Raison. La troisième révolution fût politique; elle s'appela le Contrat social. La Justice a sonné sa quatrième heure. Révolution de 1848, comment te nommes-tu ? Je me nomme le droit au travail. Quel est ton drapeau ? l'association. Ta devise ? l'égalité devant la Fortune. Où nous mènes-tu ? à la Fraternité ».

Dans ce même toast, Proudhon marque que la Révolution est devenue *économique,* parce qu'aujourd'hui le travail est à la dis-

crétion du capital : « La Révolution vous dit de changer cet ordre, c'est au capital à reconnaître la prépondérance du travail, à l'instrument de se mettre à la disposition de l'ouvrier. »

Le toast s'achève par ces mots : « Le gouvernement suffira, je l'espère, à l'Assemblée nationale, à maintenir la forme républicaine, telle est au moins ma conviction. Mais le pouvoir révolutionnaire, il n'est pas dans le gouvernement, il n'est pas dans l'Assemblée nationale, il est en vous; le peuple seul, opérant sur lui-même sans intermédiaire, peut achever la révolution économique fondée en février ».

Proudhon n'était pas aussi rassuré qu'il le disait sur le pouvoir de l'Assemblée nationale de maintenir la forme républicaine. Trois jours après, le 18 octobre, parlant de Louis-Napoléon, il écrit dans son *Carnet 7* : « Je regarde sa candidature, avec tout le peuple de Paris, comme subreptice, clandestine ». Et, le même jour, dans le même *Carnet 7*, il énumère les questions d'une interpellation à adresser à Louis-Napoléon « *sur ce qu'il entend et prétend enfin, et s'il veut escamoter une présidence* ».

Le texte de la note des *Carnets*, au 18 octobre 1848, mérite d'être cité tout entier : il révèle une admirable lucidité :

*S'il prétend arriver à la Présidence par une intrigue et avant de s'être fait connaître ? S'il suppose que, n'ayant pas, pour titre de candidature, une campagne d'Italie, un Campo-Formio, et une campagne d'Egypte, ne suppose pas qu'il doive se faire connaître comme homme politique ? Si (il) ne fera pas de programme ? Si sur les questions sociales (il) s'en tient à son opuscule sur la* misère *? Si (il) pense réduire l'impôt, et de combien et comment ? Si (il envisage) des réformes financières, lesquelles ? Est-ce que Bonaparte (n'a) pas de programme ? S'il croit à la possibilité de la paix, et sur quoi fondée ? Ses idées sur l'organisation judiciaire, le Conseil d'Etat ? la Haute Cour, la liberté de l'enseignement, les libertés communales et provinciales ?*

*Ce qu'il entend et prétend enfin. Si (il) veut escamoter une présidence ?*

*Je regarde sa candidature avec tout le peuple de Paris, comme subreptice, clandestine, sans cause, sans motifs et par suite comme devant être sans résultat et sans gloire pour la France et le grand nom de Napoléon.*

Louis-Napoléon avait produit à l'Assemblée une impression des plus médiocres, et Thiers avait dit de lui : « C'est un crétin que l'on mènera ». Pourtant, le 4 novembre 1848, par 739 voix con-

tre 30, la Constitution est votée et le pouvoir exécutif confié à un président de la République élu pour quatre ans au suffrage universel et jouissant de pouvoirs les plus étendus.

Parmi les trente protestataires, les seize démocrates-socialistes, dont Proudhon; celui-ci, le jour même du vote, explique le sien dans une lettre insérée au *Moniteur :* « Je suis convaincu que la Constitution, dont le premier acte sera de créer une présidence, avec ses prérogatives, ses ambitions, ses coupables espérances, sera plutôt un péril qu'une garantie pour la liberté ».

Proudhon précise le péril et les coupables espérances. Dans son *Pamphlet sur la Présidence,* il ridiculise Napoléon, cet écervelé, et son livre sur *l'Extinction du Paupérisme* : « Ils disent de toi, que tu n'es qu'un crétin, un aventurier, un fou. Tu as fait la police et joué la comédie; tu as toute l'étoffe, à la férocité près, qui n'est plus de notre âge, des Néron et des Caligula. Viens, te dis-je, tu es l'homme qu'il nous faut. Viens mettre à la raison ces bourgeois. Viens prendre leur dernier enfant et leur dernier écu ! Viens venger le socialisme, le communisme, le cabetisme, le fouriérisme ! Viens, les apostats de tous les règnes sont là qui t'attendent, prêts à te faire litière de leurs consciences comme de leurs femmes. Il manquait une gloire au nom de Bonaparte. Viens terminer nos discordes en prenant nos libertés ! Viens consommer la honte du peuple français. Viens, viens, viens ! ».

Un texte tel que celui-là et sa publication à l'heure où Proudhon le fait paraître, exprime le courage de Proudhon et suffit à rendre ridicules les critiques qui l'ont accusé de complaisance à l'égard de Louis-Napoléon... Le « *Viens terminer nos discordes en prenant nos libertés* », était une formule fortement gravée qui résumait une des tristes leçons de l'expérience de 1848.

Comme il fallait s'y attendre, les républicains ne se mettent pas d'accord sur le candidat à opposer à Louis-Napoléon; et les socialistes opposent à Ledru-Rollin et à Cavaignac, Raspail. Le 15 novembre, *le Peuple* publie le *Manifeste électoral des socialistes,* dont un seul passage est à souligner : celui relatif aux compagnies ouvrières. Ce passage montre l'idée que Proudhon se faisait déjà d'une organisation économique fédérative. Ce fédéralisme économique est une application de sa conception pluraliste.

*Nous ne voulons pas de l'exploitation par l'Etat des mines, des canaux, des chemins de fer : c'est toujours de la monarchie, toujours du salariat, nous voulons que les mines, les canaux, les chemins de fer soient remis à des* associations ouvrières organisées dé-

mocratiquement, travaillant sous la surveillance de l'Etat, aux conditions établies par l'Etat, sous leur propre responsabilité.

*Nous voulons que ces associations soient des modèles proposés à l'agriculture, à l'industrie, au commerce, le premier noyau de cette vaste fédération de compagnies et de sociétés réunies dans le lieu commun de la République démocratique et sociale.*

Le 10 décembre, Louis-Napoléon est élu par 5.434.000 voix, contre 1.448.000 à Cavaignac et 36.930 à Raspail.

Le 15 décembre, paraissent dans *le Peuple* ces lignes : « Louis Bonaparte est condamné par le suffrage universel à achever la révolution de 1848... Socialiste ou traître, il n'y a pas pour lui de milieu ».

L'idée d'utiliser Bonaparte, parce que élu du suffrage universel, reparaît sous une autre forme dans la lettre adressée à Antoine Gauthier, le 18 décembre 1848. Proudhon écrit à celui-ci pour lui raconter l'incident de son duel avec Félix Pyat.

« Tu as raison sur un point : j'ai fait une grosse bêtise en me battant en duel. Je n'en avais guère envie, je voulais battre en visière avec ce préjugé-là comme avec tant d'autres... Nous nous sommes tirés dessus Pyat et moi, comme deux bêtes, à vingt-cinq pas. J'aurais souhaité d'avoir une balle dans la cuisse ou le mollet pour me reposer six semaines. Il m'a paru que Pyat n'y entendait pas mieux que moi; nous nous sommes serrés la main... pour ne plus nous reparler ». Provoqué par Charles Delescluze, Proudhon refusera un second duel.

Et, dans cette lettre du 18 décembre, Proudhon écrit :

*L'idée d'abolir l'intérêt de l'argent et toute espèce de rente est aujourd'hui populaire; vingt écrivains propagent mes idées, et la propagande fait des progrès effrayants. Bientôt les cinq millions de voix données à Bonaparte crieront :* A bas le Capital !... *Révolutionnons, morbleu ! C'est le seul bien, la seule réalité de la vie.*

*J'espère bien que quarante-huit n'est qu'un premier acte, et que le petit Bonaparte nous fera voir du pays. En avant !*

Pour comprendre le sens du passage cité, il faut rapprocher cette lettre à Antoine Gauthier de la lettre à Maguet du 26 décembre. Proudhon énumère les activités qui l'absorbent : reconstituer *Le Peuple,* traiter avec un bailleur de fonds qui va fournir le cautionnement de 20.000 francs, rédiger un nouvel opuscule sur le crédit qui doit paraître dans *Le Peuple,* mais surtout fonder la *Banque du Peuple* (dont l'acte constitutif sera signé le 31 janvier 1849, et qui sera liquidée en mars).

L'organisation du crédit et de la circulation, en cette fin de l'an-

née 1848, est donc l'idée qui occupe essentiellement son esprit.

C'est à la Banque du Peuple qu'il songe lorsque, le 27 décembre, il écrit à Emile de Girardin. Espérait-il trouver en lui à la fois le propagandiste de l'idée et le commanditaire de l'entreprise ? Emile de Girardin l'avait invité à passer une soirée avec lui : « Me permettez-vous de vous dire que je serais plus heureux de causer affaires avec vous que d'aller me divertir dans votre charmante société ? Vous venez de faire un Président, peut-être plus; mais cela ne change pas le fond des choses; cela ne rend ni du travail aux ouvriers ni du crédit aux propriétaires, ni la confiance aux capitalistes, ni... Ce qui vient de se passer prouve votre force et votre influence. J'ignore pourquoi, père et parrain d'un Président de la République française, vous n'avez voulu accepter aucune fonction... Vous menez la petite bourgeoisie, la classe moyenne; j'ai acquis, à grand peine, à travers mille calomnies, quelque influence auprès des travailleurs. Ne pourrions-nous pas faire quelque chose pour notre pays ? Pour moi, je crois que le gouvernement ne sera ce qu'il doit être que quand nous aurons la sécurité dans l'économie politique et je crois que vous pouvez rendre d'immenses services, à cet égard... je ne puis vous remercier du Bonaparte; mais je brûle d'avoir à vous louer de quelque service — moins éclatant et plus réel — rendu au pays ».

Déjà peut-être, dans l'esprit de Proudhon, d'une façon inconsciente, un lien s'établit entre l'organisation de la Banque du Peuple et l'utilisation éventuelle de Louis Bonaparte en vue de généraliser le système des banques d'échange. Ne pourrait-on persuader à Louis Bonaparte, puisqu'il est l'élu du suffrage populaire, de faire servir sa puissance à l'achèvement de la révolution de 1848 ? Ne pourrait-on transformer *cet écervelé sentimental*, l'auteur de *l'Extinction du Paupérisme*, en un socialiste de l'échange ? Bien que cette idée se glisse dans son esprit, il est certain que Proudhon l'écarte d'abord comme une illusion. Etant donné le caractère de l'individu et le danger que présente l'élection dont il vient d'être l'objet, peut-on mettre ce fantoche au service de la révolution ? Décidément non. Le 20 décembre 1848, Louis-Napoléon a prêté serment de fidélité à la Constitution. Le surlendemain, 22 décembre, dans son article du *Peuple*, Proudhon déclare que *« la démocratie et le socialisme n'ont pas aujourd'hui de plus grand ennemi que Bonaparte »*.

## VI

En janvier, 1849, Proudhon organise la Banque du Peuple, dont l'acte constitutif devait être passé devant notaire le 31 de ce même mois. Il se préoccupe de susciter, autour de l'institution nouvelle, une large publicité et plus particulièrement d'intéresser à la propagande de l'idée, Emile de Girardin. Rappelons que le 27 décembre 1848, Proudhon a proposé à celui-ci d'associer l'influence que chacun d'eux possède dans des milieux différents. « Vous menez la petite bourgeoisie, la classe moyenne; j'ai acquis à grand peine, à travers mille calomnies, quelque influence auprès des travailleurs... Pardon, monsieur, de ma patriotique indiscrétion. Je ne puis vous remercier du Bonaparte; mais je brûle d'avoir à vous louer de quelque service, moins éclatant et plus réel, rendu à notre pays. » Dans une lettre du 23 juin 1849, Proudhon écrira à Emile de Girardin que « *le Peuple* et *la Presse* peuvent et doivent former une alliance formidable et du moins marcher de concert; la position que je m'efforçais de faire prendre au premier dans ces derniers temps et que vous avez vous-même louée, en est une preuve. Du reste le temps de la politique à souvenirs et à grincements de dents est passé. Le champ paraît devoir rester libre aux hommes à idées. » Et, en effet, cédant aux pressantes sollicitations de Proudhon, Emile de Girardin consent au début à figurer parmi les fondateurs de la Banque du Peuple.

Mais les soucis du lancement de la Banque n'absorbent pas Proudhon et ne l'empêchent pas d'attaquer Louis-Napoléon Bonaparte avec vigueur. La verve des articles publiés par *le Peuple*, les 26, 27 et 30 janvier 1849, fait de ceux-ci, les trois plus beaux pamphlets que Proudhon ait écrits contre le Prince Président. Ces trois articles supprimés dans les *Mélanges*, ont été publiés avec leurs titres : *La Guerre, Le Président de la République est responsable, Première campagne de Louis Bonaparte;* ils se trouvent en appendice dans le volume qui comprend les *Confessions d'un Révolutionnaire*, présentées par l'introduction de Daniel Halévy.

*Bonaparte, élu de la réaction, instrument de la réaction, personnification de la réaction, est en ce moment toute la réaction. On les croyait habiles, ces puissants réacteurs, coalisés de tous les despotismes, tartufes de toutes les religions. Ils ont pris pour leur représentant, pour leur homme, l'intrigant d'Aremberg, le Pichrocole*

*de Strasbourg, le César de Boulogne, le socialiste de Ham, le bâtard du suffrage universel.*

*Dignes aristocrates, estimables royalistes, honnêtes bourgeois, dévots chrétiens, valets ou polichinelles, pauvres roués, pauvres dupes ! C'est donc là que devaient aboutir ces combinaisons profondes qui devaient, par des transitions rapides et invincibles, métamorphoser la République de Février en la Monarchie de* 1788 *! Une mannequin et M. Rateau : c'est avec cela que vous avez cru jeter la panique parmi les révolutionnaires représentants de la République ! L'occasion n'a jamais été pour vous, aussi belle, la situation plus favorable, on vous reproche d'avoir fait de l'opposition à la candidature de ce* fantôme d'Empereur. *Quels sont donc parmi vous, ceux qui ne s'en applaudissent ! Ah ! certes, si le peuple, comme le singe de la fable, prenant par mégarde le nom d'un mort pour un nom d'homme, avait élu l'ours Martin ou le bœuf Dagobert, si cet élu du suffrage universel vous ordonnait de faire comme lui et de marcher à quatre pattes, vous croiriez-vous tenus d'obéir ? L'élection du* 10 *décembre, ne l'oubliez pas, a été une surprise faite au pays; j'ai presque dit, un outrage à la raison nationale.*

. . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . .

*Le peuple de Paris est le plus intelligent de tous les peuples. Hier, Louis Bonaparte, le chef couvert d'un chapeau à plumes, est venu, à la tête de son armée, présenter la bataille au peuple parisien. Il s'agissait pour lui, comme autrefois, à Austerlitz, pour Napoléon, de gagner ses éperons d'Empereur. Le plan stratégique était de remonter la Seine par les deux rives : on devait couper et fortifier les ponts, diviser l'émeute, opérer la jonction des deux ailes au-dessus du pont d'Austerlitz... Le peuple a refusé le combat : cinq ou six cents blouses stationnaient près de l'Elysée national, attendant le Président de la République. Aussitôt que parut Bonaparte, elles l'accueillirent aux cris de : « Vive la République ! Vive la Constitution ! Vive l'Assemblée nationale ! l'Amnistie ! A bas les Ministres ! » On rassemble* 80.000 *hommes. Léon Faucher termine sa proclamation par : « Il faut que la victoire de l'ordre soit décisive et irrévocable... » Et Louis-Bonaparte, que faisait-il à cette revue ? Quel rôle allait-il jouer sur la place de la Concorde et sur les boulevards... Le complot du* 29 *janvier ne serait-il pas le troisième acte de ce drame tragi-comique qui a commencé à Strasbourg, qui s'est continué à Boulogne et qui finira à Charenton ?*

Voici comment, dans les *Carnets* (le *Carnet* 7 va du 15 août

1848 au 1er avril 1850), Proudhon commenta les poursuites que suscitèrent les articles du *Peuple* sur *La Responsabilité du président de la République.*

*Le gouvernement fait demander l'autorisation de me poursuivre pour délit d'attaque à la Constitution, attaque aux droits du président de la République, première iniquité, double justice, l'une pour Lamennais, l'autre pour moi.*

*Une seule chose à me reprocher : j'ai soulevé la question de la responsabilité du Président. Or, depuis le* 10 *décembre* 1848, *je ne cesse de défendre l'Assemblée. J'ai si bien réussi que le parti républicain n'a plus qu'un mot d'ordre : défendre, protéger l'Assemblée nationale. Il y a loin de cet esprit à celui du* 15 *mai* 1848.

*Deux choses : attirer l'attention de la classe ouvrière sur les questions économiques, la détourner de toute politique purement parlementaire ou idéologue; de plus, les engager à organiser sur eux-mêmes l'association, la garantie du travail et du crédit.*

*J'ai si bien réussi que, pendant un temps, une portion de la presse démocratique, inquiète sur leurs lendemains, m'accuse d'endormir le peuple et de le détourner de la voie révolutionnaire et que, d'un autre côté, je reçois des classes ouvrières sollicitation sur sollicitation pour la fondation de la Banque du Peuple. C'est le fait démonstratif que je me propose d'opposer aux économistes qui nous gouvernent. La Banque du Peuple montrera qui a raison d'eux ou de moi. Or, c'est là une guerre entre les économistes et les socialistes, guerre de plume, de chiffres, guerre toute pacifique assurément, mais qui se terminera par une catastrophe épouvantable, si l'on n'y prend garde, la démonstration de l'incapacité et de l'ignorance des prétendus économistes soit de l'Institut, ou de l'Université, ou du gouvernement, car si le socialisme découvre quelque chose, s'il avait raison sur un point, s'il réalisait quelque idéal, il s'ensuivrait que les économistes ne savent rien, ce qu'il ne faut pas souffrir pour l'honneur de l'Académie.*

*Il semblait que la réaction voulait d'abord laisser toute latitude au socialisme de se produire : à présent qu'il parle de s'organiser seul, sans le secours du gouvernement, on veut étouffer ces tentatives, il le faut pour l'honneur de la secte économiste.*

Puis, revenant aux motifs des poursuites qu'on va exercer contre lui, Proudhon écrit :

*Incitation à la haine des citoyens : c'est-à-dire des réacteurs, de ceux qui crient : « à bas la République ! Vive le Roi ! et vive l'Empereur ! ».*

*Oh ! sans doute, je ne les aime pas, mais je n'ai que faire*

*d'exciter à les haïr : il suffit de montrer ce qu'ils sont et ce qu'ils veulent, et la haine, le mépris viennent tout seuls.*

*Attaque à la Constitution.* Item *aux droits que le président tient de la Constitution...*

*Hypocrisie impudente. Le ministère me jette ses propres délits. C'est lui qui viole la Constitution par la proposition Rateau, par l'inviolabilité affectée dont il couvre le président et par la loi sur les clubs. Le gouvernement, incapable, n'imagine plus rien pour ramener la confiance, que de faire la guerre aux idées en proscrivant les auteurs, les écrivains, les journalistes, tous ceux qui ne pensent pas comme lui...*

Le 2 février 1849, Proudhon écrit à Maguet pour lui annoncer les poursuites dirigées contre lui : « Me voilà en duel politique avec le Bonaparte : notez que personne ne me donne tort. Au fond, personne n'estime ni ne pense à conserver le sujet... ». Le 15, il écrit à Maurice : : « J'ai ma nouvelle banque qui vient de commencer ses opérations en recueillant les souscriptions et adhésions. J'ai mes procès politiques pendants au nombre de cinq ou six... Hier, pour comble d'embarras, l'Assemblée nationale, après avoir entendu mes explications, a accordé l'autorisation de me poursuivre... Vous le voyez, ma vie est une lutte, une lutte atroce. J'ai cent lettres où l'on me menace de me fusiller, de m'éventrer, de m'empoisonner, de me pendre, et je vis toujours. Le mouvement en ma faveur semble déjà gagner la petite bourgeoisie, et cela fait trembler *Le Constitutionnel.* Mon journal est lu par deux cent mille lecteurs et, depuis ma réconciliation avec la Montagne, je suis soutenu par tous les journaux républicains de province, ce qui m'attache, par la communauté d'idées, plus d'un million de citoyens ».

Le 2 mars, il écrit à F... pour combattre son scepticisme : « Je n'ai pas provoqué la révolution de février; je voulais le progrès lent, mesuré, raisonnable, philosophique; les événements, la sottise des hommes, surtout ces bourgeois taquins et mitoyens dont vous faites partie, en ont disposé autrement. Je me suis promis qu'autant qu'il dépendrait de moi, le fruit de la révolution de février ne serait pas perdu... Je crois que le but que je me suis proposé sera atteint; dites tant qu'il vous plaira que la France ne veut pas des rouges : à quoi sert cela ? Comme s'il s'agissait de la volonté de la France ! Comme si dans ce moment nous n'étions pas sous l'empire de la *nécessité ?* Le vieux monde se disloque : je vous défie, avec toute votre philosophie et votre vieille pratique, de le faire revivre. L'assiette de la société sera

changée, prenez-en votre parti; ce n'est pas à vous qu'il appartient de vous faire réacteur, après avoir tant applaudi à la révolution de 89, qui, après tout, n'était que le premier acte de celle d'aujourd'hui ».

Le 8 mars, de Belgique, Proudhon écrit à Guillemin afin qu'il liquide la société de la Banque du Peuple. C'est qu'en effet, le 28 mars, pour ses articles, Proudhon est condamné par les Assises de la Seine à trois ans de prison et trois mille francs d'amende.

Proudhon part pour la Belgique, mais revient à Paris au commencement de juin et est arrêté en sortant de chez lui, le 7 juin. Et ce jour-là, de Sainte-Pélagie, il écrit à son ami Maurice : « Me voilà donc en sûreté pour un peu de temps. Je suis prisonnier, mais mon esprit est libre, aussi gai, aussi alerte que jamais. Je vais m'organiser pour travailler le plus possible et charmer les ennuis de la prison. Pour cela, il ne me faut pas moins que toutes les ressources de mon imagination, avec les luttes de la science et de la politique. Je tâcherai de ne pas rester au-dessous de mon passé et de me rendre de plus en plus digne de l'estime des *honnêtes gens* ».

Proudhon songe au bienfait de son emprisonnement pour ses créanciers : il songe au paiement de ses dettes et il calcule que Sainte-Pélagie lui permettra de faire des économies puisqu'il n'y dépensera que 1 fr. 50 par jour : « Si je ne me fais illusion, vos intérêts seront tout aussi bien sauvegardés, malgré l'accident qui m'arrive, que si j'étais en pleine liberté à Genève. La liberté d'un exilé est fort coûteuse, ses ressources sont bien précaires; la nouvelle situation qui m'est faite change tout cela ! Je perds seul au malheur qui m'arrive; je crois que mes créanciers y gagneront ».

Proudhon, dès cette lettre du 7 juin, pressent les événements : « La politique va bien mal. La Législative me semble un vrai conciliabule d'énergumènes. Les départements nous ont envoyé cinq cents forcenés qui se croient conservateurs et qui exaspèrent la Montagne déjà trop disposée à s'échauffer. J'ai grand peur que les affaires ne se gâtent. »

Et se produit en effet la journée du 13 juin 1849. Bien qu'il ait prévu le danger, Proudhon est saisi par l'événement à tel point que ses pensées se succèdent dans son esprit comme les nuages à travers un ciel d'orage. Le 13 juin 1849, son *Carnet* reflète cette mobilité et ce désarroi : aussi en voulons-nous donner un assez long extrait :

*Carnet* 7, 13 juin 1849 :

Protester contre la Théorie des majorités qui est une forme de la dictature.

p. 125 : Nous n'avons pas voulu être *constitutionnels;* nous ne sommes que des émeutiers.

Au crayon :

13 juin 1849 : La Montagne, entraînée par la pression des journaux, des comités, des clubs, donne le signal de l'insurrection. Elle descend dans la rue, au nombre de soixante-quinze à quatre-vingt, elle n'est plus suivie ni par le peuple, ni par la garde nationale, ni par l'armée. L'armée, au contraire, se prononce contre.

Louis Bonaparte parcourt les boulevards, en maint endroit accueilli aux cris de *Vive l'Empereur !*

Huit représentants arrêtés, amenés à la Conciergerie.

Le 13 juin se termine comme le 15 mai et d'une façon encore plus calamiteuse.

A l'encre :

13. Dévastation des bureaux du *Peuple.*

Notre résurrection.

Bases de notre nouvelle politique :

La bourgeoisie mise en demeure de réaliser elle-même les promesses de la République et du socialisme.

La débâcle du 13 et la déroute des hurleurs. Nous reprenons notre position de *parti légal et constitutionnel.*

— La papauté perdue par la protection des bourgeois comme par l'intervention des démocrates rouges.

— Démonstration de la politique de légalité par les abus du pouvoir du gouvernement Barrot.

— Protester contre *la théorie de l'omnipotence des majorités* qui est une forme de la dictature.

— Réfuter la théorie Barrot. Faire servir en un mot les actes de l'état de siège à la justification du peuple et à l'horreur de la dictature.

— Répéter la théorie du pessimisme : les excès de la réaction nous font honte car nous les aurions peut-être imités. Ce que la victoire nous eût valu, la défaite nous le donne : identité du résultat dans les guerres civiles.

— Se placer au point de vue de l'intérêt de la majorité pour attaquer la politique du pouvoir.

Et d'abord, identifier nos intérêts avec les siens.

*Rome.* — On veut établir à Rome une République honnête dont le pape soit le président. Soit, acceptons cette république; telle que la bourgeoisie nous la fera; et tablons là-dessus.

13 juin 1849 *Carnet 7*, p. 127.

— Et les traités de 1815 ? On ne les rétablira pas, sans doute ! On s'efforcera d'obtenir, pour notre peuple comme pour les Romains, des garanties! Soit encore : acceptons le peu qu'on nous offre. Que la politique se dessine vite, et tablons dessus.

— Qu'on nous donne ce qu'on voudra et rétablissons l'ordre.

Nous ne prendrions pas la parole si les intérêts bourgeois n'étaient solidaires avec les nôtres. C'est pour cela que nous reparaissons.

— Citer le discours de Victor Hugo sur le droit à l'existence.

La bourgeoisie actuelle en demeure d'*organiser* la *République* et le *travail,* d'où je déduis le dilemme : ou elle reculera, c'est-à-dire abolira la République, et les accusés du 15 mai justifiés; ou elle accomplira leur tâche, et encore justifiés.

La socialisme n'est pour rien dans l'affaire du 13 mai.

La question subsiste pour les vainqueurs comme pour les vaincus. Si O. Barrot se fait sincèrement républicain avec Dufaure nous le défendrons.

Attendre la première attaque des *blancs* pour le soutenir.

Le temps approche où j'aurai à défendre O. Barrot et Dufaure.

Au crayon:

*Nous ranger en serre-file derrière* la bourgeoisie républicaine. Moi seul je suis coupable, les autres n'ont pas su ce qu'ils faisaient.

Dans une lettre de la Conciergerie, au Procureur de la République, le 23 juin 1849, Proudhon demande à être réintégré dans la chambre qu'il a dû abandonner aux représentants arrêtés le 13 juin; il obtient qu'on lui rende ses livres, papiers et autres objets dont il a besoin pour se remettre au travail, « seul moyen de ne pas périr d'ennui et de consomption dans un cachot » : « Vous connaissez trop le prix de l'étude, sa puissance hygiénique et moralisante pour pouvoir prolonger la souffrance d'un homme à qui les habitudes de toute sa vie ont fait un besoin du travail et à qui sa retraite forcée le rend plus que jamais nécessaire ».

De cette retraite, Proudhon profite pour écrire : *Les Confessions d'un Révolutionnaire, pour servir à l'histoire de la Révolution de février.* C'est à la Conciergerie, vers la mi-juillet, qu'il

commence le livre; il l'achève à Sainte-Pélagie où il est ramené le 28 septembre. De Sainte-Pélagie, en effet, il écrit le 11 octobre 1849 au docteur Maguet : « Ma brochure est terminée, je lis les épreuves... à Sainte-Pélagie, j'occupe, au pavillon dit des Princes, un salon au premier étage avec deux grandes fenêtres. Quand vous viendrez à Paris, je serai mieux à mon aise pour vous recevoir ». Et, le 20 octobre 1849, il écrira à Maurice afin de lui annoncer que Guillemin lui remettra *Les Confessions d'un Révolutionnaire :*

*Je suis à Sainte-Pélagie à peu près aussi bien qu'on peut l'être en prison. J'occupe une chambre carrée d'environ cinq mètres de toute dimension, ayant deux fenêtres et vue sur la Pitié et le Jardin des Plantes. Je n'étais pas si bien logé à la rue Mazarine, même quand j'étais représentant. Je mange le pain de la prison, qui est bon; je prends le bouillon du matin, deux fois gras et cinq fois maigre par semaine. Je me pourvois du surplus au restaurant. L'administration me fournit du vin à douze sous le litre, supérieur à celui des marchands de vin à 1 fr. 50 la bouteille. Je reçois mes visiteurs chez moi. J'ai obtenu la permission de recevoir brochures et journaux; j'ai fait venir tous mes bouquins : tout ce que je possède est comme moi, sous les verrous. Ce que je souhaite, malgré l'ennui de la captivité et l'incommodité physique et morale qui en est la suite, c'est de rester où je suis au moins dix-huit mois...*

Proudhon devait rester en prison jusqu'au 4 juin 1852. Et, pendant ces trois années, l'existence ne devait pas être aussi douce que celle qu'il décrit dans ses lettres écrites de Sainte-Pélagie. *Le Peuple,* qui avait disparu le 13 juin 1849, avait été remplacé, à partir du 30 septembre 1849, par *La Voix du Peuple* dont le premier numéro porte la date du 1er octobre 1849. En janvier 1850, *La Voix du Peuple* est saisie deux fois en trois semaines et Proudhon cité devant le juge d'instruction au sujet d'un article : *Vive l'Empereur.* Proudhon est mis au secret. Grâce à l'intermédiaire de sa femme, Proudhon continue à écrire dans *La Voix du Peuple.* Proudhon est mis à la Conciergerie. En mars 1850, il écrit au préfet de police afin d'être transféré à Sainte-Pélagie, où « entouré d'amis, ayant pour ainsi dire à soigner, moraliser, instruire un petit troupeau et, pour ce qui regarde le matériel de la vie, logé bientôt dans cette partie de la prison qui a vue sur tout Paris, qui reçoit le meilleur air de tout le pays, que puis-je souhaiter de plus ?... ».

Lors de l'élection législative du 28 avril 1850, et bien qu'il

fût opposé à cette candidature, Proudhon laissa mettre le nom d'Eugène Sue, candidat socialiste, en tête de *La Voix du Peuple.* L'article du 19 avril a pour conséquence que Proudhon est transféré à la citadelle de Doullens, et mis au séquestre, un gardien de planton à sa porte. Dans une protestation du 24 avril 1850 au préfet de police, il raconte qu'on lui défend d'échanger un mot avec les autres prisonniers; il demande ses livres et ses papiers. « Ma bibliothèque, très pauvre, se compose d'ouvrages de philosophie, théologie, économie politique, jurisprudence, liasse de vieux journaux... le directeur a cru devoir la saisir... ». On refuse l'autorisation de le voir à sa femme, à son frère qui a fait cent lieues pour venir à Doullens. Proudhon, toujours courageux, avoue pourtant à Pilhes et à Langlois : « Je tâche de m'étourdir, mais je suis dans une angoisse atroce. Ah ! si les hommes ne faisaient que se manger les uns les autres, comme on dit de certains animaux, je les estimerais encore; mais ils ont inventé le supplice, l'art de se faire souffrir sans se manger ».

Proudhon restera à Doullens jusqu'au 27 mai 1850.

Mme Proudhon, qui était à Doullens, logeait à l'hôtel des Quatre Fils Aymon. Le séquestre fut levé et Proudhon reçut ses amis de huit heures à quatre heures sous la surveillance d'un gardien. Et, le 12 mai 1850, il écrivait à Charles Edmond: « Tout bien considéré, je ne suis pas fâché d'avoir fait un tour à Doullens. Me voilà jeté dans la fosse aux ours avec Blanqui, Barbès, Raspail, les trois chimères démocratiques et sociales... Je vous montrerai tous ces hommes : l'un fanatique de bonne foi; l'autre démagogue et ambitieux, vulgaire; celui-ci à l'intelligence maladive, au cerveau un peu toqué (c'est encore la catégorie la plus nombreuse) ; celui-là jouant le bonhomme et au dedans ayant une conscience de renard; puis à côté du chef plus ou moins généreux et sournois, le subalterne avide et féroce; à côté du lion, le chacal... »

Devant la Cour d'assises de la Seine, Proudhon est acquitté. Et Proudhon est réintégré à la Conciergerie jusqu'en septembre 1851. Lorsqu'il revient à Sainte-Pélagie, le 15 septembre 1851, il écrit à Pauthier : « Je suis actuellement près de ma jeune famille; j'ai une petite fille (née en novembre 1850) ; j'en attends bientôt une deuxième; cela me fait une nichée charmante ».

Proudhon, installé dans son ancienne chambre à Sainte-Pélagie, pouvait dîner tous les jours avec sa femme et, en octobre 1851 il avait trois jours de sortie par mois, ce qui lui permit d'être de sortie le jour même du 2 décembre.

## VII

Le *Carnet 3,* qui s'étend du 1er décembre 1845 à septembre 1846 (158 pp.), comprend, à la date du 1er mai 1846, une suite de notes importantes dans lesquelles Proudhon développe ses idées sur l'amour et sur le mariage : elles éclairent ce que l'on peut appeler la morale sexuelle de Proudhon.

*L'homme qui ne s'attache à aucune réalité est le plus sot, le plus fourbe et le plus misérable des hommes. Tout devient accident pour lui; tout lui est non pas précisément indifférent, mais adventice.*

*En amour, le vœu de la nature est la perpétuité, l'indissolubilité de l'union. Il est de l'essence de notre nature de nous attacher à tout par la passion; ce principe est universel, nécessaire, inéluctable; et c'est déjà un symptôme de maladie morale, quand l'individu se dégoûte par la jouissance, se détache par cela même qui devrait le retenir, la possession. Car ici, ou la variété sera communauté, ou elle ne sera que passade; mais le premier est impossible comme nous le verrons bientôt, le second y tend essentiellement, ne s'en distingue même pas puisque, dans le système de la variété en amour, il répugnait de dire quelle est la limite des variations, quelle est la mesure des amours.*

*Il y a dans le cœur de tout homme comme de toute femme, tendance secrète à cette* voltige : *il le fallait pour que le mariage fût comblé, puisque c'est par cet attrait que tout objet peut nous inspirer, que toutes les unions sont possibles, chaque femme pouvant, à l'aide de la raison et de l'éducation, convenir, originairement, à tout homme : les incompatibilités prétendues des caractères n'étant que les incompatibilités de la déraison.*

*Mais cette tendance indéfinie en elle-même comme cela est prouvé par le luxe polygame des tyrans d'Orient, doit être exprimée ou plutôt limitée par des bornes fixées par la raison, comme toutes les forces libres qui n'acquièrent de puissance que par la limitation et la concentration. C'est donc une maxime très fausse de prétendre préparer la jeunesse à la stabilité conjugale par une jeunesse immodérée.* Il faut que jeunesse se passe. *Si cela est paru quelquefois arriver, c'est aux âmes énergiques que le désordre rebute d'abord et qui cherchent spontanément leur loi. Si l'âme est faible, cédant à l'instinct qui la pousse, ils deviennent bientôt incapables de réagir* (pp. 49-50).

Femmes (p. 51). — *Leur chasteté est toute négative : c'est une projection de l'âme virile à la manière de l'adoration de Dieu...*

*La chasteté est une vertu de l'homme,* besoin, instinct *ou* loi *qu'il fait résider dans l'objet qui lui en suggère l'exercice par un phénomène très familier à notre conscience.*

*La femme — cela est remarquable — n'attribue point de chasteté à l'homme, ne lui en fait pas un devoir, ne s'en soucie pas pour lui, paraît même (peinée) qu'il fût chaste.*

*L'homme, au contraire, ce n'est point là une injustice, comme disent nos romanciers socialistes plus ignorants mille fois que les prêtres qu'ils accusent : c'est une loi de nature. La chasteté a son principe dans l'homme; elle ne tient qu'à lui, ne vient que de lui. La femme se laisse imposer la chasteté, l'accepte, s'y soumet sans réflexion, avec une sorte d'indifférence, avec la même docilité qu'elle se livre à la volupté, capable de passer de l'une à l'autre; et d'être tour à tour Vénus et Vierge mère !*

*Au fond et en général, la femme n'est ni chaste ni impudique : elle est ce que son mari voudra qu'elle soit (il y a pourtant là encore une certaine oscillation; l'équilibre entre les époux n'a pas toujours son centre de gravité au même point. Certains maris ont plus ou moins de force de volonté, de connaissance; certaines femmes réagissent sous l'impression maritale plus que d'autres — d'un époux à l'autre, il y a souvent entraînement réciproque; souvent celui qui croit gouverner l'autre est gouverné lui-même; tel n'est pas là le moindre sujet de triomphe pour les femmes comme de ridicule pour les maris).*

*La condition qui offre le plus de charmes, est quand le mari, sûr de son autorité, s'en dessaisit volontairement, et se fait conduire par sa femme, ayant toujours un œil ouvert sur ses démarches.*

*Malin qui croit être sûr de soi ? Qui ne se flatte, comme ce sophiste, de posséder sans être possédé ?*

*Voulez-vous être tout à fait libre par la raison, l'imagination, l'industrie ? Ne vous mariez pas. Voulez-vous être aimant et libre (tout à la fois) en même temps ?* Le plus sûr est de vous marier. *La question est de savoir si vous voulez, vous pouvez vous passer d'amour...*

*Un ancien disait : « Il est malheureux que nous ne puissions nous passer de femmes pour conserver la société ». Il aurait dû dire : « Il est malheureux pour nous de ne pouvoir nous abstenir d'aimer. L'amour est chose mystique, non raisonnée, incompréhensible même »* (pp. 52-53).

*Dans tous les pays, la sévérité pour les femmes est en raison de la licence accordée aux hommes. Voyez les peuples polygames. Moins l'homme réalise de chasteté en lui-même, plus il en exige de sa femme. La femme qui n'est à personne est bien près d'être à tout le monde.*

En octobre de la même année 1846, paraît le *Système des Contradictions économiques* comprenant un chapitre intitulé : la communauté est incompatible avec la famille...

Le journal *L'Humanitaire* s'étant prononcé nettement pour la communauté des femmes, Paul Cabet avait déclaré qu'il maintenait « provisoirement » le mariage et la famille, tandis que Constantin Pecqueur s'était prononcé nettement pour la monogamie. Proudhon entendait combattre non seulement l'opinion de *L'Humanitaire*, mais réfuter les théories saint-simoniennes et fouriéristes sur le mariage : « Passons vite, écrit Proudhon, sur les constitutions des saint-simoniens, fouriéristes et autres prostitués se faisant fort d'accorder l'amour libre avec la pudeur, la délicatesse, la spiritualité la plus pure. Triste illusion d'un socialisme abject, dernier rêve de la crapule en délire. Donnez, par l'inconstance, l'essor à la passion, aussitôt la chair tyrannise l'esprit : les amants ne sont plus l'un à l'autre qu'instruments de plaisir : à la fusion des cœurs succède le prurit des sens, et pour toute volupté, une friction ; il n'est pas besoin, pour juger ces choses-là, d'avoir passé comme Saint-Simon, par les étamines de la Vénus populaire ».

Et Proudhon conclut : « Ou point de communauté, ou point de famille, partant point d'amour : il faut en venir là ».

Cette conclusion est l'inévitable suite de toute la conception que Proudhon a de *la personne* et de la société. La famille est à ses yeux l'élément organique des sociétés : *couple, famille, cité* lui apparaîtront dans *La Justice* comme les trois degrés de la juridiction morale. Avec la famille, la personnalité de l'homme prend son caractère définitif et acquiert toute son énergie.

Les femmes n'aspirent à se marier que pour devenir « souveraines d'un petit Etat qu'elles appellent leur ménage... » La communauté... est antipathique à la mère de famille. Entre la ménagère commune et la courtisane, la différence n'est que dans l'expression : le même mot dans l'antiquité servait à désigner l'une et l'autre (*Zonah, hébreux et Chald. Cabaretière et femme publique*).

Le programme révolutionnaire adressé aux électeurs de la Seine nous permet de voir la forme que l'expérience de deux années

avait donnée à ses idées d'octobre 1846 lorsque ce programme est publié dans *Le Représentant du Peuple* les 31 mai, 1er et 5 juin 1848. « La famille et la propriété marchent de front, appuyées l'une sur l'autre... Avec la propriété commence le rôle de la femme. Le ménage, cette chose tout idéale et que l'on s'efforce en vain de rendre ridicule, le ménage est le royaume de la femme... Otez le ménage, ôtez cette pierre du foyer, centre d'attraction des époux, il reste des couples, il n'y a plus de familles. Voyez dans les grandes villes, les classes ouvrières tomber peu à peu, par l'instabilité du domicile, par la pauvreté du ménage et le manque de propriété, dans le concubinage et la crapule... Pour moi, plus j'y pense et moins je puis me rendre compte, hors de la famille et du ménage, de la destinée de la femme. »

Et c'est à cet endroit de l'article du 31 mai qu'apparaît la fameuse formule si souvent citée par les auteurs qui ont fait allusion aux idées de Proudhon sur la femme, formule que lui ont si souvent reproché les féministes :

*Courtisane ou ménagère (ménagère, dis-je, et non pas servante), je n'y vois pas de milieu : qu'a donc cette alternative d'humiliant ? En quoi le rôle de la femme, chargée de la conduite du ménage, de tout ce qui se rapporte à la consommation et à l'économie, est-il inférieur à celui de l'homme, dont la fonction propre est le commandement de l'atelier, c'est-à-dire le gouvernement de la production et de l'échange.*

La première partie de ce programme révolutionnaire publié le 31 mai 1848 est consacrée à la *famille* et elle s'achève ainsi :

*La famille est un progrès de l'humanité, comme l'industrie, l'art, la science, la morale, la philosophie. Elle s'élève de la communauté ou promiscuité des sexes à une polygamie déjà exclusive; puis de cette polygamie au mariage monogame, dont les caractères fondamentaux, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, sont la perpétuité et l'inviolabilité... La révolution de* 1848 *n'atteint donc pas la famille, ne peut pas l'atteindre. Toute son influence à cet égard consiste à procurer de plus en plus l'idéal de la famille en réformant la base économique sur laquelle elle repose...*

Lorsque, le 8 mars 1849, Proudhon avait été condamné à trois ans de prison, il avait trouvé la durée de la peine si longue qu'il s'était décidé à fuir et à s'installer en Belgique. Il rentre bientôt à Paris où il se cache dans un hôtel meublé de la gare du Nord. Il reste en contact avec ses amis qui s'étonnent qu'il soit revenu. A la question que lui pose, à ce sujet, Darimon, Proudhon donne

d'abord une première réponse : « J'avais besoin d'être là pour surveiller la liquidation de la Banque du Peuple; si je n'avais pas dirigé la procédure, j'aurais été déclaré banqueroutier... — Mais, aujourd'hui que tout est terminé, pourquoi ne repartez-vous pas ? — Et la politique à suivre, la Constitution à défendre, les Montagnards à contenir. — Si vos articles venaient de Bruxelles, ils rendraient d'aussi bons services et vous ne seriez pas à tout instant en danger d'être arrêté ». En fait, il y avait une autre raison; ainsi qu'il le raconte dans ses *Souvenirs,* Darimon, en allant voir Proudhon, avait rencontré une jeune fille escortée de sa mère : « La présence d'une femme à mon foyer, finit par lui avouer Proudhon, m'est devenue nécessaire; sans cela je tournerai à l'anthropophagie. Je suis revenu à Paris pour réaliser ce projet que je caresse depuis deux ans ».

Depuis deux ans, rappelons-nous la lettre que le 4 juin 1847 Proudhon adressait à Bergmann : il avait passé tout le mois de janvier 1847 à Besançon et à Burgille. Proudhon écrivait alors : « J'ai cru un moment que j'allais enterrer la pauvre vieille; cela m'a causé beaucoup d'inquiétude et m'a fait voir combien, après cette mort, j'allais me trouver seul au monde, et sans affection ». Il y avait justement deux ans de cela; et l'on peut croire que, dès cette époque, Proudhon avait songé au mariage; et, lorsque, le 17 décembre 1847, sa mère meurt à Burgille, il avait écrit à Maurice : « Me voilà seul, passablement désaffectionné, désillusionné, dégoûté. » Proudhon n'oublie pas qu'il lui doit tout et il écrit : « Je souhaite, si je me marie jamais, d'aimer autant ma femme que j'ai aimé ma mère ». En se mariant, il veut être père et conserver auprès de soi une image de la simplicité et de la modestie maternelles. C'est également cette image de sa mère qui le guide dans son choix, lorsqu'il épouse à Sainte-Pélagie, en décembre 1849, Mlle Euphrasie Piégard, dont il parle ainsi à Tissot (le 28 octobre 1851) :

*J'ai épousé, à quarante et un ans, une simple ouvrière parisienne, sans fortune, mais de mœurs sévères et d'un dévouement parfait; quant à l'éducation, elle est passementière, du reste aussi peu bas bleu que cordon bleu. Elle a quatorze ans de moins que moi.*

*C'était une résolution arrêtée chez moi dès avant les événements de février; mon arrestation n'ayant pas pu changer les sentiments de la jeune personne, j'ai exécuté en prison ma promesse. Elle demeure vis-à-vis de moi (9, rue de la Fontaine); et, de ma fenêtre, je puis la voir à toute heure du jour ainsi que ma petite fille*

*(née en octobre* 1850). *Nous dînons ensemble tous les jours, bien entendu dans l'établissement. J'ai, à l'heure qu'il est, trois jours de sortie par mois.*

*J'ai fait ce mariage avec préméditation, sans passion, pour être à mon tour père de famille, vivre ma vie tout entière, et conserver auprès de moi, dans le tourbillon où je me trouve lancé, une image de la simplicité et de la modestie maternelles.*

*Il me semble, sauf expérience ultérieure, que je me trouve bien de mon choix. Ma femme pourrait être plus instruite, que je ne le trouverais point du tout mauvais; mais cela n'a dépendu ni d'elle ni de moi. Le travail et la peine lui ont donné, en revanche, un bon sens qui a son prix...*

Proudhon écrira encore à Pilhes, le 28 juillet 1860 : « Une femme est un ange pour un homme, souvenez-vous de ce que je vous ai dit : j'ai gagné au mariage de travailler une fois de plus que je ne faisais dans le célibat ». C'était là, pour un homme comme Proudhon, le plus bel éloge qu'il pût faire de sa femme; il a une compagne qui lui rappelle l'image de sa mère.

Proudhon s'était marié pour être père de famille. Aussi ne nous étonnerons-nous pas qu'il écrive à son ami Bergmann sa joie d'être père :

J'ai épousé une jeune et pauvre ouvrière, non par passion — Proudhon tient à ce que Bergmann ne se méprenne pas sur son sentiment, et il ajoute : tu conçois sans peine de quelle nature sont mes passions — *mais par sympathie pour sa position, par estime pour sa personne, parce que, ma mère morte, je me trouvais sans famille; parce que, le croirais-tu, à défaut d'amour, j'avais la fantaisie du ménage et de la paternité ! Je n'ai pas fait d'autres réflexions.*

*Depuis quatre ans, la reconnaissance de ma femme m'a valu trois petites filles, blondes et vermeilles, que leur mère a nourries elle-même et dont l'existence remplit aujourd'hui presque toute mon âme.*

Pas la moindre exagération dans l'expression de son sentiment paternel : ses filles sont pour Proudhon : PRESQUE *toute son âme.* Aussi est-il en droit d'ajouter :

*Qu'on me dise tant qu'on voudra que je me suis conduit avec imprudence; qu'il ne suffit pas de mettre au monde des enfants, qu'il faut les élever, les doter; ce qui est sûr, c'est que la paternité a comblé en moi un vide immense; qu'elle m'a donné un lest qui me manquait et un ressort que je ne me suis jamais connu. Je*

*regrette de n'avoir pas été, en* 48, *père de famille depuis au moins cinq ou six ans !*

Le 30 janvier 1852, Proudhon notait dans ses *Carnets* :

*Famille. Je me surprends chaque jour, à chaque heure, à m'occuper de mes enfants comme un jeune homme s'occupe de sa maîtresse. C'est, avec la différence des amours, exactement la même chose.*

*J'ai là ma petite Catherine, âgée de quinze mois et douze jours, qui ne sort pas plus de ma cervelle que M. et C. et S., en sortaient il y a vingt et vingt-cinq ans. Si cet enfant pouvait parler, il me commanderait.*

*Horreur sur le parricide. C'est vraiment le plus grand des crimes. Il faut être père pour aimer dignement son père ; à cet amour si profond, si sûr, si gratuit, tel enfin que je n'y connais pas une infidélité, si un fils répond par l'outrage et le meurtre, je ne connais pas de supplice assez grand pour en effacer le souvenir.*

*O ! ma mère, combien je suis heureux d'avoir donné ton nom à ma première fille ! Elle te rappelle à ma mémoire ; elle t'aimera, je te le jure, je la tuerais plutôt !*

*Cet amour de la famille me rend la vie normale, limpide, facile, libre, élevée au-dessus de toutes les appréhensions et de la mort même. Eh ! mes enfants, que puis-je vous souhaiter de plus beau que mon nom sans tache. Et vous, que pouvez-vous m'offrir de plus précieux, en témoignage de votre reconnaissance, que de le transmettre pur et honnête à vos descendants.*

*Qu'ils sont bêtes ceux qui discutent la famille et veulent mettre les enfants sous la sauvegarde de l'Etat. L'Etat, je dis comme sous Louis XIV, l'Etat, c'est moi ! Et malheur à celui qui, malgré moi, touchera à mes enfants. Faire des enfants, les élever, c'est se rendre la mort douce et heureuse ; que me fait de mourir s'ils vivent, si je leur laisse quelque chose qui leur aide à vivre et les fasse bons et heureux. La mort ! pour un père de famille, c'est le toast à la fin du banquet, c'est la couronne après la lutte, c'est la chanson après le bal. Il fallait être moine célibataire, séquestré du monde, de la vie, de la famille, pour s'occuper de la bonne mort. La mort est bonne, quand on aime et qu'on laisse des survivants qui vous aiment. Capucins imbéciles, quittez votre froc, et, au lieu de violer les filles et les femmes, faites des familles ! Impurs, lâches, cyniques, satyres.*

*Qu'est-ce que la fraternité a de grand, à côté des affections de famille ! Mais, que dis-je ? Hélas, ils avaient compris la famille ceux qui en avaient fait la base de la patrie, et qui prônèrent la*

*fraternité. Frères, oui ! et pères, et mères, et fils, et oncles, et tantes et neveux et nièces et cousins, et cousines et liés par tous les liens spirituels, temporels, charnels que le cœur peut concevoir. Voilà la République ! Des brigands, des assassins l'ont violée !*

Ce long passage est d'une extrême importance : Par sa date d'abord : il est écrit huit semaines à peine après le coup d'Etat et il est encore tout vibrant de colère.

Cette note témoigne de la violence des sentiments de Proudhon : même à l'heure où ses sentiments sont les plus passionnés ou les plus douloureux, ils atteignent rarement à une telle violence. C'est qu'au moment où il inscrit cette note dans ses *Carnets*, Proudhon a été touché au vif. Une harmonie apparaît dans cette note entre la dévotion à la Famille et celle qu'il porte à la République.

Et de cette note, pour en comprendre toute la portée, il faut rapprocher cette autre, citée plus haut, à propos du mariage : *bien des gens reculent devant la théorie du mariage... Cette justice semble trop sévère... Cependant loin de là, point de famille, point de cité, point de République !* Proudhon compare ici encore le sentiment sur lequel se fonde la famille à celui sur lequel il voudrait voir fondée la République. Il a même exigence et réclame du citoyen comme du père de famille la même austérité de mœurs — car pour lui l'un et l'autre, le père et le citoyen sont mœurs — car pour lui l'un et l'autre, le père et le citoyen, sont la famille sont également fraternels; ils sont l'incarnation de cette République rêvée par 48, une République destinée à exalter le courage et la fierté de ses fidèles.

Cette fierté et ce courage républicains qui animaient Proudhon sont des sentiments qui se sont prolongés jusqu'à notre temps; et l'écho s'en retrouve, le 24 février 1946, dans les paroles de Georges Lefebvre : « Faisons un vœu : que par leur présence vivante les républicains de 48 et leurs descendants des premières années de la Troisième République nous enseignent à rester dignes d'eux dans notre existence et dans nos actes. »

# V

# BANQUE DU PEUPLE
# ET PROJET D'EXPOSITION PERPÉTUELLE

(31 janvier 1849 - 25 décembre 1855)

*Il faut détruire la royauté de l'or en faisant de chaque produit du travail une monnaie courante...*
*Le dernier mot du Socialisme et de la Politique, c'est la Liberté !*
*L'idée de la Banque du Peuple, c'est la liberté composée à la place de la liberté simple...*

PROUDHON
(*Carnet 7*, p. 179, novembre 1849.)

I

Le 26 février 1848, Proudhon ajoutait en post-scriptum à sa lettre à M. Maurice :

*Quatre citoyens, armés de leur fusil, sortent à l'instant de ma chambre. Ils viennent de me demander quand je compte publier le volume que j'ai promis depuis un an. Ils en ont besoin. Comme je vous l'ai dit, la République n'a pas d'idées. On le dit en haut, on s'en aperçoit en bas. Si j'écrivais comme M. de Lamartine, je serais dans un mois le premier homme de France...*

Ce livre, Proudhon y pensait depuis octobre 1843, et la résolution des *contradictions économiques* que ce livre devait exposer, cette solution du problème social, il l'avait déjà promise, en octobre 1846, lors de la publication du *Système des Contradictions économiques ou Philosophie de la Misère.*

Le 24 octobre 1843, Proudhon écrivait déjà à Bergmann : « Je vais montrer que toutes les données de l'Economie politique, de la Législation, de la Morale et du Gouvernement sont essentiellement contradictoires... Je donnerai en même temps la théorie et l'exemple des résolutions synthétiques de toutes les contradictions... »

Et, en octobre 1846, il écrivait dans la conclusion de la *Philosophie de la Misère :* « La vérité sociale ne peut se trouver ni dans l'utopie ni dans la routine... pour arriver à l'organisation définitive qui paraît être la destinée de notre espèce sur le globe, il ne reste plus qu'à faire l'équation générale de toutes nos contradictions. Mais quelle sera la formule de cette équation. Déjà, il nous est permis de l'entrevoir : ce doit être une loi d'échange, une théorie de la mutualité, un système de garanties... une société... qui abolisse la servitude des machines, et prévienne les crises dès leur apparition; qui fasse de la concurrence un bénéfice et du monopole un

gage de sécurité pour tous... qui, par la sincérité de l'échange, crée une véritable solidarité entre les peuples; qui, sans interdire l'initiative individuelle, sans prohiber l'épargne domestique, ramène incessamment à la société les richesses que l'appropriation en détourne; qui, par ce mouvement de *sortie* et de *rentrée* des capitaux, assure l'égalité politique et industrielle des citoyens, et par un vaste système d'éducation, procure, en élevant toujours leur niveau, l'égalité des fonctions et l'équivalence des aptitudes; qui, par la justice, le bien-être et la vertu, renouvelle la conscience humaine... ».

C'est le vaste programme que Proudhon, en 1846, esquissait en conclusion des contradictions économiques — programme, on le remarquera, dont fait partie, comme presque toujours, un vaste système d'éducation et dont une des pièces essentielles est la justice.

Sommé de s'expliquer, le 26 février 1848, Proudhon va mettre au point l'invention sociale qui permettrait de le réaliser. Au post-scriptum de la lettre à M. Maurice, Proudhon ajoute : « Ne parlez pas de ceci; on croirait que je veux jouer au personnage. Vous savez au contraire que mon tempérament est de me moquer un peu de tout, même de ce que je crois, et que cela fait le fond de ma conscience. J'ai recommandé aux citoyens d'appuyer le Gouvernement provisoire, en attendant que la République ait dit son dernier mot ».

Ce dernier mot — à ce moment de l'évolution de la pensée proudhonienne — était le socialisme de l'échange.

Sans indiquer dans une note cette visite des quatre hommes armés dans sa chambre, le 26 février, le *Carnet 6*, qui s'étend du 1[er] octobre 1847 au 15 août 1848, confirme qu'elle a eu lieu et il précise même les noms de ces quatre personnes sur la deuxième page de garde de ce carnet : Vasbenter, Debock, Nicolas et Joseph Mairet auxquels une cinquième personne est jointe : Duchêne — c'est lui qui prend la parole afin de décider Proudhon à créer avec eux *Le Représentant du Peuple :* « Nous avons crédit chez le marchand de papier et chez l'imprimeur; chacun de nous fera de son mieux pour aider l'entreprise. Je serai directeur. Mes collègues, ici présents, sont compositeurs; ils se chargent de réunir l'équipe d'ouvriers nécessaire. Nous serons journalistes au besoin ».

Dans son *Historique de la Société typographique du livre* (Fédération du livre), Joseph Mairet raconte comment Vasbenter, Duchene, Debock, Nicolas Mairet et lui-même vinrent en armes trouver Proudhon :

« Installé en sabots à sa table de travail, occupé comme Archimède pendant le siège de Syracuse à chercher un point d'appui pour soulever le vieux monde... Proudhon demande à réfléchir; le titre du journal ne lui convenait pas; le peuple, disait-il, ne doit pas avoir de représentant; il doit s'affirmer lui-même; le titre devait être remplacé par un titre plus court et plus expressif : *le Peuple*. »

Les 22 et 26 mars paraît, en deux livraisons, *La Solution du Problème social,* réclamée le 26 février par les quatre citoyens. Une seconde brochure était publiée le 31 mars : *Organisation du Crédit et de la Circulation et Solution du Problème social.*

Le 29 avril, Proudhon écrit dans *Le Représentant du Peuple, La Réaction* :

*La question sociale est ajournée. Le* 16 *avril a mis au néant les candidatures socialistes. La cause du prolétariat, dénoncée avec tant d'éclat dans les barricades de février, vient d'être perdue en première instance, dans les élections d'avril. A l'enthousiasme du peuple a succédé la consternation : c'est la bourgeoisie qui réglera comme auparavant la condition des travailleurs... Tout le mal est venu de l'insuffisance du Luxembourg et de la faiblesse du ministère de l'Intérieur, nous le disons pour la dernière fois. Que MM. Blanc et Ledru-Rollin se pardonnent à eux-mêmes comme nous leur pardonnons ! Ils ont laissé ruiner la France et vendre le prolétariat. Mais ils sont à bas : par conséquent, ils sont nôtres. Après la bataille de Cannes, lorsque Varron eut perdu la dernière armée de la République, le Sénat lui vota des remerciements pour n'avoir pas désespéré de la patrie... Que MM. Blanc et Ledru-Rollin nous disent qu'ils ne désespèrent pas de l'émancipation du prolétariat, et nous sommes prêts à leur adresser nos félicitations fraternelles... Les démocrates de* 1848 (*ont fait*) *la République avec leurs souvenirs parlementaires. Je n'accuse ni leur patriotisme, ni leur bonne volonté, ni leur désintéressement. Tout leur tort est de n'être que des imitateurs; ils se sont crus des hommes d'Etat, parce qu'ils copiaient des vieux modèles... Pour organiser l'avenir, règle générale et constatée par l'expérience, les réformateurs commencent donc toujours par regarder le passé...*

Pour organiser l'avenir, il faut, pense Proudhon, regarder l'avenir, et non pas regarder le passé, comme l'ont fait les hommes du Gouvernement provisoire. « Ces républicains amateurs, ces gentilshommes de la démocratie qui avaient une telle inintelligence de la révolution, un tel effroi du peuple et qui ont fait appel à toutes les médiocrités du pays... Ils sont si petits, si

minces, si équivoques, qu'entre le despotisme et la République, l'œil le plus perçant ne les distingue pas. »

Aussi, le 4 mai, Proudhon, dans *Le Représentant du Peuple*, s'adresse-t-il directement aux *Patriotes :* Proudhon veut leur donner cet avertissement :

*La Patrie est en danger ! Patriotes que la réaction irrite, voudriez-vous assassiner la patrie ? Voudriez-vous poignarder votre mère ?... C'est pourtant ce que vous allez faire, si vous recommencez les barricades. Encore soixante-dix jours d'immobilité, et ç'en est fait de la République, ç'en est fait du peuple... Ayez pitié de la France, ayez pitié du prolétariat, ayez pitié de la bourgeoisie elle-même, dont vous ne pouvez concevoir les tortures. Ne croyez-vous pas que c'est sa ruine qui la rend furieuse ? La ruine, la banqueroute, la hideuse banqueroute, et puis la honte, et puis la misère : voilà ce que la bourgeoisie exaspérée poursuit dans le sang du prolétariat... Tuer des hommes, est la pire méthode de combattre des principes. C'est par l'idée seulement que nous pouvons triompher de l'idée.*

Or, justement, l'idée de la Révolution sociale *existe.* Et cette idée, les patriotes républicains ont les moyens de la réaliser : « Vous savez vous organiser pour le combat et vous ne savez pas vous organiser pour le travail — pour attaquer le privilège ».

Proudhon propose qu'un Comité provisoire soit institué pour l'organisation de l'échange, du crédit et de la circulation entre les travailleurs : « Que par les soins de ces comités (établis dans les principales villes de France), une représentation du prolétariat soit formée à Paris — *imperium in imperio* — en face de la représentation bourgeoise et qu'une société nouvelle soit fondée au milieu de la société ancienne... Citoyens, la République est aux abois; le gouvernement ne peut rien pour vous. Mais vous pouvez tout pour vous-mêmes ».

Dans *Le Représentant du Peuple* du 11 mai, Proudhon revient à l'idée de la Banque d'échange; et les 31 mai, 1er et 5 juin, *Le Représentant du Peuple* publie le *Programme révolutionnaire* adressé par Proudhon aux électeurs de la Seine qui vont l'envoyer siéger à l'Assemblée nationale. Ce programme trace les grandes lignes : « Le travail est suspendu, les ateliers sont fermés, les magasins sont pleins, le débouché n'appelle plus le produit, le capital fuit, le numéraire se cache, le commerce tombe... En un mot, la CIRCULATION est nulle. Voilà la crise... C'est que la circulation est gênée dans ses mouvements. »

Or, la circulation repose sur le numéraire, sur l'argent. L'argent est le roi des échanges, l'étalon du commerce, le type des valeurs. *Les produits s'échangent contre les produits,* dit la science économique. *Les produits s'échangent contre l'argent,* dit la routine. C'est-à-dire que l'argent est une entrave à la liberté des échanges, à la liberté du commerce et de l'industrie; et par lui-même, comme organe superflu, comme fonction parasite, et par ce qu'il coûte, comme une cause de déperdition. Donc, il faut se passer de l'argent, supprimer l'intérêt du capital circulant et détruire cette entrave à la circulation par la constitution d'une Banque d'échange. La formule de cette Banque est la généralisation de la lettre de change. La Banque d'échange ne peut exister que par la volonté de tous les citoyens et par le consentement mutuel de trente-cinq millions de citoyens. Ce consentement, la propagande demandera beaucoup de temps pour le déterminer. Mais cette révolution, le gouvernement, en une semaine, peut la *terminer;* il dépend de lui de prendre un certain nombre de mesures dont la première doit être de transformer par décret la Banque de France qui joindra à ses attributions celles de Banque d'Echange. Les négociants producteurs qui adhéreront aux statuts de la Banque d'Echange verront la commission d'escompte fixée pour eux provisoirement à 1 %; au contraire, pour tous les autres qui préféreront l'ancien mode de circulation sous la garantie du numéraire, l'escompte est fixé à 5 %. Ainsi les détenteurs de numéraire « garderont leurs écus; nous ne les leur prendrons pas, nous n'en voulons point; qu'ils en disposent à leur gré; qu'ils les vendent, les échangent, les fondent; personne n'y trouvera à redire... Mais, comme le commerce est libre, que la République ne reconnaît pas les droits féodaux, que la concurrence est le remède naturel au monopole », les capitalistes ne pourront pas trouver mauvais que les producteurs s'abstiennent de leur entremise. « Nous ne les empêchons pas d'exercer leur industrie; nous ne défendons pas le prêt à intérêt; nous ne supprimons pas l'usage de la monnaie; nous ne portons atteinte ni à la liberté, ni à la propriété. Nous demandons seulement que la concurrence soit ouverte entre le principe monarchique et individualiste représenté par la monnaie et le principe républicain mutuelliste représenté par la Banque d'Echange. Nous demandons que ceux qui ne veulent plus payer tribut aux capitalistes pour la circulation de leurs produits, ne soient pas forcés de le payer quand ils peuvent faire autrement. »

Ainsi, la concurrence des adhérents aux statuts de la Banque

d'Echange doit réaliser la gratuité du crédit. L'organisation mutuelliste de l'échange, de la circulation, du crédit, des ventes et des achats permet la suppression des taxes et des péages de toute nature qui grèvent la production « *mettent l'interdit sur les marchandises et poussent irrésistiblement les producteurs, chacun suivant sa spécialité, vers une centralisation analogue à celle de l'Etat, mais dans laquelle personne n'obéit, ni ne dépend, et où tout le monde est libre et souverain* ».

En outre, la gratuité de l'escompte amènera l'extinction des créances hypothécaires, la réduction progressive des loyers, fermages et salaires et finalement la liquidation des propriétés. Par le seul fait de l'affranchissement du commerce et de l'industrie, la société tout entière se trouvera substituée aux anciens détenteurs de capitaux et aux propriétaires.

Le 6 juin, sous le titre *Adhésion à la Banque d'Echange*, *Le Représentant du Peuple* annonçait l'adhésion, au Projet de Constitution de la Banque de : Emile de Girardin, rédacteur en chef de *La Presse*, Victor Considérant, rédacteur en chef de *La Démocratie pacifique;* Frédéric Bastiat, rédacteur du *Libre Echange; Le National; La France libre; L'Organisation du travail; La Commune de Paris; La Tribune nationale*. Et, dans l'enthousiasme et les espérances qu'avaient suscités en lui l'adhésion d'Emile de Girardin, Proudhon s'adressait à celui-ci afin de l'amener à mettre son génie publicitaire au service de la propagande en faveur de la Banque du Peuple, et à se servir de son influence pour soutenir la Banque d'Echange :

*Vous êtes l'esprit le plus positif, le plus pratique, le plus simplificateur, et par cela même le plus vaste de la presse parisienne; vous possédez à un degré supérieur la faculté essentielle de l'homme d'Etat, le bon sens. L'influence que vous exercez sur le public, à la campagne comme à la ville, dans l'atelier comme dans le salon, est énorme. Aux qualités les plus éminentes de l'esprit, vous joignez cet autre avantage, tant estimé de je ne sais quel diplomate, vous êtes heureux. Tout-puissant sur l'opinion, comblé des faveurs de la fortune, que vous manque-t-il ?... C'est ici, monsieur, que vous me semblez avoir manqué d'intelligence et méconnu votre caractère. Il vous a manqué d'avoir conscience de votre mission; il vous manque d'être révolutionnaire.*

*Soyez révolutionnaire : c'est là votre vocation que vous vous obstinez à ne pas comprendre... Conspirez avec nous la démolition du Gouvernement, faites-vous révolutionnaire pour les ouvriers qui demandent du travail et à qui personne ne sait donner d'emploi;*

*faites-vous révolutionnaire pour la transformation de l'Europe et du monde, et restez journaliste. Homme de spéculation, autant qu'homme d'action, vous avez saisi d'un coup d'œil tout ce que renfermait de vérité économique et de puissance réformatrice l'idée d'une Banque d'Echange et vous vous y êtes spontanément associé. Pourquoi ne saisissez-vous pas ce levier, plus puissant mille fois que l'autorité d'un portefeuille soumis tour à tour au contrôle du maître et des pasquinades des valets ? Quand vous le voudrez, la Banque d'Echange existera, et quand nous aurons la Banque d'Echange, nous irons vite dans la voie de la Liberté et de l'Egalité...*

[*Conclusion :*] *Dites donc à cette classe moyenne, docile et timide, auprès de laquelle vous avez tant de crédit, et prouvez-lui par votre initiative, que la Banque d'Echange n'est pas une vaine utopie; qu'elle est l'expression, le résumé de la pratique de tous les siècles. Et la classe moyenne, délaissant la politique et les hommes d'Etat, suivra ceux qui lui parleront travail, échange, liberté et bon marché; la classe moyenne se remettant à travailler, achèvera la Révolution et se sauvera toute seule.*

Lorsqu'il était convaincu de la *valeur de son idée*, Proudhon, comme tout inventeur passionné, avait la verve nécessaire pour lancer un papier de publicité; cette fois, quelles que fussent les qualités et l'influence d'Emile de Girardin, cette conversion de la classe moyenne que réclamait de lui Proudhon, dépassait peut-être et son crédit et son talent.

Comme Emile de Girardin tout d'abord, Victor Considérant avait lui aussi donné son adhésion; et pourtant, ce n'était pas que Proudhon eût ménagé *La Démocratie pacifique* et son rédacteur en chef; le 23 mai, il écrivait : « *La Démocratie pacifique* a juré de faire manger du foin aux ouvriers... Les honnêtes gens qui subventionnent ce journal et qui le lisent s'imaginent qu'il a été créé... pour l'amélioration de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre, pour l'émancipation du prolétariat. Il n'en est rien. *La Démocratie pacifique* n'existe, ne vit que pour la défense, le développement et la consécration des idées civilisées, pour l'amélioration du sort des capitalistes et des propriétaires... *La Démocratie pacifique* débitant, sous le manteau de Fourier, les plus détestables drogues de l'économie politique; rivant les chaînes du prolétariat en faisant mine de l'affranchir; conspirant, avec le capital et la propriété, l'éternelle exploitation du travailleur, c'est quelque chose qui ne se souffre plus, et qui doit soulever sous leur pierre les os du bon Fourier. Pauvre vieux ! Tu ne l'eusses jamais cru que,

sous la main de tes fidèles disciples, tes innocentes rêveries serviraient un jour de passeport à tout ce que la politique bavarde, la philanthropie hypocondre, l'économisme hâbleur, jongleur et voleur inventèrent jamais de plus fort pour l'oppression des humains, et la désharmonie des sociétés ! ».

La veille, le 22 mai 1848, Victor Considérant ayant soutenu à la séance de l'Assemblée nationale une proposition de Banque hypothécaire et ayant revendiqué, au nom de l'Ecole, le bénéfice de cette idée, Proudhon compare à la Banque hypothécaire la Banque d'Echange et développe les principes de la comptabilité mutuelliste. La Banque d'Echange a posé comme axiomes de l'Economie sociale ces quatre propositions :

1° Travailler, c'est produire de rien;
2° Faire crédit, c'est faire échange;
3° Echanger, c'est capitaliser;
4° La consommation, c'est la commandite.

En partant de ces quatre axiomes, la société mutuelliste n'a pas de capital. Son objet est, non plus la production, mais l'échange. Elle n'implique aucune solidarité entre ses membres. Elle ne fait pas de bénéfices. La société mutuelliste n'a pas de capital, parce que, travailler pour elle, c'est produire de rien, et que tout consommateur, par sa commande, est commanditaire. Au lieu de la production en commun, cette société a pour objet la mutualité des services.

La société mutuelliste est universelle dans sa tendance. Toutes les industries pouvaient être considérées comme des démembrements les unes des autres; la même mutualité qui existe entre les co-producteurs d'un objet spécial existe entre toutes les fonctions industrielles.

La société mutuelliste n'entraîne pas de solidarité entre ses membres. Contre les accidents provenant de force majeure, elle est protégée par un régime d'assurances générales. Elle n'a pas de capital et ne fait pas de bénéfices parce que le *travail produit tout de rien*. Ainsi, production sans capital, échange sans bénéfice, voilà les deux termes entre lesquels se meut l'économie sociale. Ces deux négations se balancent elles-mêmes. La première indique le débit du travailleur vis-à-vis de lui-même; la seconde, le crédit. Là est le principe de la comptabilité mutuelliste. La Banque d'Echange ouvre ses écritures par quel compte ? Compte de capital ? Compte de matériel ? Caisse ? Marchandises générales ou Profits et Pertes ? Non. La Banque d'Echange ouvre ses comptes par la catégorie de traites et remises. Aussitôt entrée en fonc-

tion, la Banque est saisie, par la commandite universelle, du travail spécial de la circulation. Elle reçoit des uns, fournit aux autres. Elle retient à chaque négociation le prix de son travail. Elle se produit à elle-même *salaire, capital* et *bénéfice* — trois termes devenus identiques. Plus elle fait d'opérations, plus elle réalise d'émoluments. Et, comme travailler beaucoup est synonyme encore de travailler au meilleur marché possible, plus la Banque d'Echange réduit ses escomptes, plus elle-même et les autres associés s'enrichissent.

En somme, le seul fait de l'inauguration du principe mutuelliste intervertit les rapports du travail et du capital; les principes du commerce sont renversés, la comptabilité réformée, la propriété révolutionnée et le droit reconstitué sur une base régulière. Et, en quelques brèves formules, Proudhon résume dans *Le Représentant du Peuple*, cette révolution par le socialisme de l'échange : Qu'est-ce que le capitaliste ? Tout. Que doit-il être ? Rien. Qu'est-ce que le producteur ? Rien. Que doit-il être ? Tout.

En 1848 et 1849, avaient paru le *Résumé de la question sociale* et *La Banque du Peuple*, suivie du *Rapport de la Commission des délégués du Luxembourg*.

En novembre 1848, paraît le *Résumé de la question sociale* (Banque d'échange), précédé d'une préface par Alfred Darimon. Darimon rappelle ce que Proudhon avait dit de la théorie de la mutualité, c'est-à-dire de l'échange en nature, dont la forme la plus simple est le prêt de consommation : « Cette théorie est, au point de vue de l'être collectif, la synthèse de deux idées de propriété et de communauté, synthèse aussi ancienne que les éléments qui la constituent puisqu'elle n'est autre chose que le retour de la société à sa pratique primitive à travers un dédale d'inventions et de systèmes, le résultat d'une méditation de six mille ans sur cette proposition fondamentale : *A* égale *A*. Tout se prépare pour une restauration solennelle; tout annonce que le règne de la fiction est passé et que la société va rentrer dans la sincérité de sa nature ».

Alfred Darimon avait réuni dans cette brochure, les articles qui avaient paru dans *Le Représentant du Peuple*; dans sa préface, il rattache le socialisme de l'échange à l'idée générale de la révolution de février et aux différentes formules qu'elle avait prises : organisation du travail, émancipation du prolétariat, abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme et droit au travail :

*Toutes ces dénominations signifient une seule et même chose;*

*que le règne du monopole et du parasitisme est fini, et que nul à l'avenir ne pourra vivre que des fruits de son travail.*

Et il aurait pu citer cette autre phrase des *Contradictions économiques :* « Quel spectacle que cette lutte incessante du travail et du privilège, le premier créant tout de rien; et l'autre arrivant toujours pour dévorer ce qu'il n'a pas produit. C'est que la destinée de l'homme est une marche continue. *Il faut qu'il travaille* ».

Cette brochure, parue en novembre 1848, avait été suivie de la fondation et de l'organisation de la Banque du Peuple; l'acte constitutif de la banque est signé le 31 janvier 1849. Le 15 février 1849, Proudhon annonce à Maurice que la nouvelle banque vient de commencer ses opérations, en recueillant les souscriptions et adhésions. Trois Francs-Comtois, compatriotes de Proudhon, Guillemin, Mathey et Prével la dirigent. En même temps, Proudhon écrit qu'il a ses procès politiques « au nombre de cinq ou six » et qu'il ira devant la Cour d'assises dans trois semaines, « s'abonnant par avance pour six mois de prison, mais si cela va à deux ans, préférant s'expatrier... Au milieu de tout cela, je pense fréquemment à mes amis; mais il faut qu'ils me permettent de ne pas leur écrire. Je voudrais bien prendre un congé, aller faire un tour à Granville et prendre l'air sur l'île des Moineaux, puis manger votre soupe. Mais quoi ? Si le jury m'envoie en prison ! ».

De Belgique, le 8 mars 1849, il écrit à Guillemin, un des directeurs de la Banque du Peuple, que la société ne pouvant être constituée que lorsque l'état des versements aurait atteint cinquante mille francs, il n'est pas besoin de convoquer les actionnaires pour en opérer la liquidation. Il lui demande donc d'arrêter immédiatement les souscriptions et adhésions, payer les appointements, rembourser les actions, et convoquer par la voie du *Peuple,* les adhérents aux statuts afin de leur donner lecture du rapport sur les premières opérations de la Banque du Peuple.

Proudhon écrit à Guillemin qu'il croit qu'il ne peut diriger du fond de l'exil ou d'un cachot « la chose du monde qui exige peut-être le plus de liberté : une banque ». Sur quel mécanisme était fondé le système d'échange de Proudhon et la Banque du Peuple ? Cette institution a fait l'objet de nombreuses études, dont la plus pénétrante, celle de Marc Aucuy, garde aujourd'hui toute sa valeur.

En présence de la crise financière et bancaire qui avait commencé en 1847, le gouvernement provisoire se trouvait fort embar-

rassé; dans son *Histoire de la Révolution de 1848,* Garnier-Pagès raconte que les plans, les projets, les inventions, les perfectionnements arrivaient chaque matin au ministère; les journaux et les clubs discutaient les solutions proposées. L'organisation du crédit proposée par Proudhon et ses projets de 1848 lui ont été inspirés par les circonstances. La solution du problème social, telle qu'il la conçoit alors, lui semble permettre de concilier sa passion de la liberté et sa passion de la justice. Dans l'*Organisation du crédit et de la circulation,* Proudhon propose cette formule lapidaire : *Il faut détruire la royauté de l'or en faisant de chaque produit du travail une monnaie courante.*

La Banque du Peuple du 31 janvier 1849 n'a pour objet d'éliminer les métaux précieux que comme intermédiaire des échanges, et non de supprimer l'usage du métal dans les évaluations, c'est-à-dire dans sa fonction d'étalon.

La Banque d'échange fonctionne en dehors de tout contrôle d'Etat; elle est administrée par des représentants de ses membres; elle est constituée par adhésion aux statuts, par libre contrat.

La banque reçoit de ses membres la mission d'escompte. Lorsque la banque escompte, elle remet un bon d'échange qui correspond à l'inscription d'actif. Ce bon passe à un nouveau titulaire en échange d'un produit. Le compte de crédit se vire de lui-même par simple remise du titre : « Le billet d'échange offre, comme la monnaie, l'avantage d'être un compte tout viré ».

L'escompte de la banque se fait au tarif de 1 % (art. 23), représentant simplement les frais de fonctionnement. Il n'est prélevé aucune prime de risques comme mesure de précaution contre la fraude.

La banque *monétise les produits* seulement et seulement les produits *promis et acceptés* à un prix déterminé.

En réalité, le système de la banque monétise tout l'avoir individuel. Marc Aucuy a attiré l'attention sur ce fait qui lui paraît rapprocher le système de Proudhon du comptabilisme social.

La banque, en effet, peut acheter (à deux tiers ou à quatre cinquièmes du prix de revient) les marchandises des sociétaires et les leur consigne par un acte de dépôt privilégié. Si la banque n'achète ces produits que pour une portion de leur valeur, c'est afin de se couvrir contre les risques éventuels d'une baisse de cette valeur. Mais la banque s'interdit des bénéfices sur la valeur ultérieure de ces produits consignés.

La banque monétise les immeubles comme les objets mobiliers, et de la même façon pour une partie de leur valeur. Si le pro-

priétaire, à l'échéance du terme, ne rembourse pas, la banque prendra livraison de la propriété et pourvoira à son exploitation.

Enfin, la banque fait des avances sur garantie personnelle : crédits à découvert sur caution. Ce sont les articles 37 et 38 des statuts qui donnent à la banque l'autorisation d'ouvrir des crédits à découvert en exigeant pour unique garantie la présentation de deux ou plusieurs cautions suivant que la banque le juge prudent et utile. Les cautions sont solidaires; mais la banque s'interdit de traiter avec elles autrement qu'à l'amiable, au cas de non-paiement de la part du sociétaire crédité.

Ce n'est pas le lieu ici de reprendre les critiques qui ont été faites à cette première forme du système socialiste d'échange et aux projets de Proudhon en 1848 et 1849 : défaut d'équilibre entre la production et la consommation, vice d'inflation, erreurs d'évaluation, risques de dépréciation, etc.

*Le Peuple* ayant disparu à la suite des événements du 13 juin 1849, ses rédacteurs fondent en septembre *La Voix du Peuple*, dont le *numéro spécimen* paraît le 25 septembre. De Sainte-Pélagie, le 30 septembre, Proudhon leur adresse une déclaration :

*La prison n'est pas un lieu favorable aux luttes de la libre pensée et à l'accomplissement du devoir civique : ne pouvant faire ce que je veux, je ferai ce que je puis. Un journaliste en prison est un aigle auquel on a coupé les ailes : j'espère que l'indulgence de vos lecteurs me tiendra compte de ma faiblesse, et que le pouvoir, malgré toute sa susceptibilité à mon égard, rendra lui-même justice à la loyauté de mes sentiments...*

... Le Peuple *fut un journal de combat; il fit son devoir en brave.* Le Peuple ! — La Voix du Peuple *sera un journal de discussion, vous n'en ferez pas, quoiqu'il arrive, un journal de vengeance... La République est en travail. L'épouse outragée du peuple de février a conçu dans le sang et les larmes; elle porte dans ses flancs les libertés du monde. C'est Isis, aux longs voiles de deuil, qui va donner le jour au soleil. Ne faisons pas subir encore à cette mère désolée l'opération césarienne.*

Le 20 octobre 1849, Proudhon écrit à Maurice :

La Voix du Peuple *va piano, piano. J'ai des idées si grosses à faire passer qu'il me faut un excès de prudence. Les uns disent que je me modifie, les autres que je suis vendu, ceux-ci que j'ai peur, ceux-là que la prison me tue. Je ne suis pas fâché de tous ces cancans; j'ai appris à spéculer sur les canards comme sur autre chose.*

*Le fait est que, comme je veux aller haut et loin, et comme je*

*n'ai pas envie de manquer mon coup, je suis obligé de me faire aussi plat, aussi bénin que* Le Siècle. *Mais, croyez-moi, dans six mois, dans un an si je ne me trompe fort, ou bien on parlera de moi en Europe plus qu'on n'a fait en France l'année dernière; peut-être même le brouhaha commencera-t-il avec l'apparition de mes* Confessions (annoncée peu de jours après au docteur Maguet, le 30 octobre 1849).

*La Voix du Peuple* devait paraître jusqu'en mai 1850. La principale contribution de Proudhon à ce journal fut les lettres de lui qui se joignent à celles de François Chevé, de Bastiat; cette polémique entre Proudhon et Bastiat sur la *Gratuité du crédit* a été publiée en un petit volume chez Guillaumin en 1850, au prix d'un franc cinquante. La première lettre du 22 octobre 1849 est de François Chevé, un des rédacteurs de *L'Atelier,* auteur de *Catholicisme et Démocratie ou le Règne du Christ* (1842), et qui défend dans *Le Socialiste* les idées du socialisme de l'échange. Les autres lettres qui sont publiées du 12 novembre 1849 au 7 mars 1850 sont alternativement de Bastiat et de Proudhon.

## II

Proudhon entretenait des relations cordiales avec le prince Jérôme-Napoléon, et on lui a même reproché d'être allé au Palais-Royal. On trouve dans sa correspondance deux lettres au prince Napoléon, du 7 janvier et du 7 septembre 1852, qui rendent très nette la position de Proudhon à l'égard du prince : l'attitude de parfaite indépendance qu'il a toujours maintenue vis-à-vis de lui.

Mme Madier-Montjau était venue voir Proudhon afin de lui demander s'il était vrai qu'il allât au Palais-Royal. Proudhon lut dans son regard et sa contenance l'intention qui lui faisait poser cette question. Aussi, le 14 mars 1856, écrira-t-il à Madier-Montjau afin de préciser son attitude : « Je vais au Palais-Royal : oui, quelquefois, dix à douze fois depuis quatre ans. Est-ce que je trahis la démocratie qui m'a voué sa haine, est-ce que je la compromets ou la déshonore ? Je ne vais pas aux Tuileries ; peut-être parce que je n'y suis point appelé... A mes yeux, le socialisme, c'est la révolution. De cette révolution, je me trouve être, comme en juin 1848, la première sentinelle, et je n'ai pas de caporal qui me donne la consigne. Je fais donc ce que bon

me semble ; je vois qui je veux, depuis le prince Napoléon jusqu'à Ferron. Quand je dis je *vois*, il faut s'entendre. Je ne recule devant aucune entrevue, voilà tout. Je n'ai pas la faculté de me poser en familier du Palais-Royal, et n'ai pu encore, malgré mon envie, m'habituer à dire correctement Monseigneur ou Votre Altesse. Quand il m'arrive, ce qui est fort rare, de me rencontrer avec notre ancien collègue, c'est qu'il m'a prié lui-même de l'aller voir, ou que j'ai eu besoin d'audience. Et si vous voulez en savoir davantage, je vous dirai que l'objet de ces visites, quand ce n'est pas le désir du patron qui aime parfois à m'entendre, est une demande de mise en liberté ou autre analogue... Ai-je besoin de vous dire que je suis encore à solliciter pour moi-même quelque chose ? Je suis le seul homme à qui je défende de rien accepter... Oui, je vois Napoléon parce que je juge cela utile à mes desseins. Sous quelques rapports, je suis son obligé ; ce qu'il a fait pour les miens, je le répute fait à moi-même, et toute politesse mérite reconnaissance. Sous d'autres rapports, non moins dégagés de tout motif d'intérêt, le prince a reçu de moi quelque bon office. J'ai cet orgueil de faire quelquefois plaisir à plus puissant que moi... J'ai voulu voir Napoléon surtout pour qu'il fût dit que je suis libre de mes mouvements, affranchi de tout respect humain, sans lien avec les partis dont la haine m'est également acquise ; pour que ceux qui me connaissent comprissent bien que, dans mon opinion, empire, légitimité, quasi-légitimité, fusion, jacobinisme, république modérée, Eglise, université, magistrature et milice, tout cela est égal. C'est toujours la négation de la liberté et de la justice, c'est toujours l'ennemi. »

Le 27 juin 1849, Proudhon avait signé, avec Darimon et Charles Edmond, une lettre adressée au prince Napoléon : il signalait à la clémence impériale le chimiste Tessié du Motay qui, impliqué dans l'affaire du 13 juin 1849, avait été condamné par contumace à la déportation. Le prince Napoléon était intervenu et, le 7 janvier, il écrit à Proudhon qu'il a obtenu gain de cause. Cette démarche est le premier contact entre Proudhon et le prince Napoléon. Proudhon entre en relations avec lui. C'est à Jérôme désormais que pense Proudhon pour reprendre son projet : faire de l'Empereur un agent de la révolution.

Proudhon et le prince Napoléon avaient siégé tous deux à la Constituante : leur tempérament passionné les rapproche. Le prince Napoléon est possédé par une singulière violence ; Maupas, qui ne lui est pas hostile, a tracé de lui ce portrait :

« Le prince Napoléon portait sur son visage une ressemblance

frappante avec cette tête superbe du chef de sa race... Il avait le don d'être, selon les circonstances, ce qu'il lui plaisait d'être : fier, hautain même, alors qu'il le croyait utile; enjoué et séduisant quand il s'abandonnait à la familiarité; véhément ou durement dédaigneux, selon qu'était son interlocuteur quand il avait à s'en plaindre, et pour tout dire, terrible en ses emportements quand il se sentait froissé dans ses préférences, dans ses principes ou dans son amour-propre surtout... D'ordinaire, son humeur était sombre. Il était facile de voir que son orgueil souffrait de la situation nécessairement secondaire qu'il avait... Il se croyait de hautes aptitudes; il se faisait l'illusion qu'en ses mains la France eût trouvé des destinées plus prospères, plus brillantes encore qu'elle ne les avaient eues au début de l'empire; il eût voulu les lui donner, non pas seulement à l'aide d'une sage liberté, mais par toutes les libertés imaginables » (Maupas : *Mémoires sur le Second Empire,* tome II, pp. 120-122).

Le prince Jérôme professe ouvertement des opinions démocratiques et antireligieuses. Proudhon, comme lui, déteste les partisans de l'ancien régime. Cette haine commune leur sert de trait d'union.

Dans son livre *De la justice dans la Révolution et dans l'Eglise,* Proudhon raconte une visite qu'il fit le 6 janvier 1853 à M. de Persigny pour l'entretenir du chemin de fer de Besançon à Mulhouse; il voulait obtenir cette concession pour un de ses amis, jadis conspirateur politique et prisonnier d'Etat. Cette visite ayant échoué, Proudhon, qui songeait depuis un certain temps déjà au prince Napoléon, s'adresse à lui. Le lendemain 7, il lui écrit pour le remercier de son intervention à l'égard de Tessié du Mothay et pour lui parler de la concession du chemin de fer de Besançon à Mulhouse. Mais cette lettre est plus qu'une lettre de remerciement. Arthur Desjardins a même voulu voir en elle le « programme d'un empire révolutionnaire jéromiste ». Le même auteur ajoute que Proudhon fut « dans cette phrase de sa vie, non seulement le correspondant, mais l'obligé du prince Napoléon ».

L'attitude de Proudhon ne justifie pas cette appréciation. Proudhon reste vis-à-vis du prince Napoléon ce qu'il est vis-à-vis de tous, d'une indépendance absolue. Le prince Jérôme veut lui faire accepter une partie de l'indemnité de quarante mille francs que Pereire offre à son ami Huber en compensation de la concession dont ce dernier n'a pas bénéficié. Proudhon refuse tout argent et, le 7 septembre 1853, il écrit au prince Napoléon pour expliquer les raisons de ce refus :

*Charles-Edmond me fait observer que, par une délicatesse digne de votre cœur, vous regardez cette indemnité comme une sorte de satisfaction envers vous pour la peine que vous avez prise dans cette affaire qui, en définitive, s'est terminée, du moins au point de vue financier, d'une façon avantageuse au gouvernement.*

Mais Proudhon persiste dans sa résolution de ne point accepter la moindre somme :

*Je ne joue pas, croyez-le bien, à l'homme vertueux et incorruptible. Je n'aime pas la vertu de théâtre et n'estime en toutes choses que ce qui est naturel et modeste... Disons toute la vérité : je sais, Prince, que la franchise ne vous déplaît pas. M. Pereire est le représentant et le chef du principe saint-simonien de féodalité industrielle qui régit en ce moment notre économie nationale, principe que je regarde comme antidémocratique et antilibéral, comme aussi funeste à l'émancipation populaire qu'il peut le devenir au pouvoir même de l'Empereur. Mon devoir, ma destinée, est de combattre en tout et partout ce système, il serait étrange, digne d'un chevalier d'industrie, que je reçusse une gratification de l'ennemi.*

Si Proudhon persiste à aller de temps à autre au Palais-Royal, c'est d'abord parce qu'il voit dans ces visites une affirmation de son indépendance vis-à-vis du gouvernement impérial. Il écrit, le 20 octobre 1853, au ministre de l'Intérieur, pour protester contre l'interdit qui le frappe depuis deux ans comme journaliste et publiciste : ne refuse-t-on pas systématiquement l'autorisation à *La Revue du Peuple* qu'il veut fonder ? Sans doute lui reproche-t-on ses visites au prince Napoléon et craint-on qu'il n'appuie la politique du prince notoirement opposée à celle de l'empereur.

Proudhon brave non seulement le pouvoir impérial, mais encore les républicains démocrates. C'est à ces derniers qu'il impute les défaites de 48, 49, 50 et la réussite du deux décembre. Proudhon se plaît à provoquer son ami Madier-Montjau : « Rabâchez, lui écrit-il le 1er janvier 1853, toutes ces vieilles antiennes du jacobinisme, rengorgez-vous dans votre orgueil de sectaires. Pour moi, je vous déclare que vous ne méritez tous que la servitude et la honte ».

Lorsqu'on sait que la tyrannie des partis et des coteries politiques a le plus souvent pour résultat de rendre les hommes lâches, de les amener à redouter leur ombre même, on admire la franchise avec laquelle Proudhon, allant jusqu'au bout de ses pensées, refuse d'accepter tout contrôle extérieur sur ses gestes et sur son attitude.

De 1853 à 1856, Proudhon est allé de dix à douze fois au Palais-Royal. Le 7 janvier 1853, il écrit au prince Napoléon :

*Vous méritez la haine, non seulement de toute l'aristocratie non ralliée, mais de celle qui feint de l'être et qui repousse en vous, avec la tendance révolutionnaire, la perpétuité de la famille Bonaparte...*

*Cette communauté d'intérêts qui unit en ce moment votre destinée à celle de la révolution est mon excuse; qu'elle serve de passeport à la présente.*

C'est à la suite de cette lettre qu'il fait la première visite à Plomplon. Quelles impressions garde-t-il de cette rencontre ? Le 13 janvier 1853, il écrit à Mathey :

*J'ai eu l'occasion de voir le prince Napoléon, fils de Jérôme, héritier présomptif. Il partage toutes ces idées (pessimistes) sur la conspiration, avouée ou spontanée, qui éclate autour de l'empereur...*

*L.-N. est allé beaucoup trop loin dans la réaction; il ne peut plus revenir, et cela le rend odieux et illogique tout à la fois. A l'intérieur, son impuissance à satisfaire tous les égoïsmes ne tardera pas à éclater. Au dehors, la position n'est pas tenable.*

Le même jour, il écrit aussi à Marc Dufraisse :

*Napoléon, l'héritier présomptif (que j'ai vu récemment), est sans crédit. Il comprend le péril, il le proclame, il n'y peut rien. L'empereur s'amuse et s'obstine.*

Entre février et juillet 1854, au milieu des difficultés que la guerre de Crimée a fait surgir, Proudhon paraît convaincu que les événements vont contraindre Napoléon III à abdiquer en faveur de Jérôme. Il écrit le 26 février à Charles-Edmond :

*L'inclination de l'homme l'a emporté sur la raison des choses; Bonaparte a trahi son vrai principe; je le regarde comme perdu et déjà il faut qu'il se prépare à* l'abdication.

*Que l'empire finisse, que Napoléon III parte et qu'avec son cousin, à qui il laissera légalement son pouvoir, recommence l'ère républicaine par et grâce à l'abdication...*

La même idée apparaît dans la lettre de Proudhon, le 9 juillet 1854, à Charles-Edmond :

*Rappelez-vous ma dernière lettre, cette lettre épouvantée où je vous priais de faire dire au prince qu'il fallait, à peine de ruine et d'infamie, forcer Napoléon III d'*abdiquer.

Le 25 février 1855, Proudhon écrit à Mathey :

*Le prince est tombé en disgrâce vis-à-vis du cousin, plus encore que vis-à-vis du public, il est sans pouvoir, sans influence, traité*

*en excommunié et en lépreux. Le vulgaire accuse sa bravoure, ce qui est réellement une injustice. Le gouvernement lui en veut de son opposition perpétuelle, âcre et trop sincère...*

Mais cette opposition et cette disgrâce ne sont pas faites pour déplaire à Proudhon. Tout au contraire. Dans cette lettre à Mathey, Proudhon maintient sa double position et son double jugement à l'égard de Napoléon III et à l'égard du prince Napoléon. Aussi écrit-il au prince Napoléon pour lui offrir son ouvrage sur les *Réformes à opérer dans l'exploitation des chemins de fer.*

Proudhon considère le prince Napoléon comme supérieur à son cousin; il n'en juge pas moins très librement les libelles d'esprit et d'allure « jéromistes ». Dans le courant de 1855 paraît une brochure signée mystérieusement : *Un officier général.* Proudhon se défendit d'ailleurs de l'avoir rédigée. Proudhon se montre sévère pour cette brochure et se dresse contre ces bonapartistes qui « avaient rêvé de marier (le premier Empire) avec la démocratie, en lui donnant la révolution, même sociale, pour marraine ». Dans la pensée de Proudhon, tout *accord du régime militaire avec la liberté* est impossible.

## III

Napoléon III redoute son cousin, sans doute parce qu'il le craint, veut avoir l'air de lui octroyer des faveurs ; il le nomme président de la commission centrale de l'Exposition universelle qui doit s'ouvrir à Paris le 1er mai 1855. C'est à ce titre que Proudhon adresse son projet d'exposition perpétuelle au prince Napoléon.

De cette Exposition universelle, Proudhon voit tout d'abord le côté factice. Et il écrit à Maurice le 27 mars 1855 :

*Nous sommes forts en France pour les expositions. Nous aimons la montre, l'étalage, les manifestations démonstratives et les parades. Le boutiquier aux abois attend avec anxiété ce jour tant annoncé, chacun s'apprête et s'endimanche pour l'Exposition. Déjà les mécontents pullulent. Nous exerçons si généreusement l'hospitalité que nous donnons les plus belles places aux exposants étrangers et qu'il n'en reste plus pour les nationaux. Ce n'est pas tout à fait ainsi qu'en usent les Anglais; mais les Anglais sont de vils marchands et nous sommes une nation chevaleresque et artiste. Puis, il y a* les amis de la maison *qu'on case le mieux possible;*

*ceux-là installés, la multitude s'arrange, comme elle peut, dans les coins. Bon nombre de gens ont préféré ne pas exposer du tout.*

Cependant, Proudhon s'intéresse à l'Exposition universelle : elle peut être pour lui l'occasion de réaliser le crédit gratuit. L'empereur veut utiliser le Palais de l'Industrie pour quelque fondation d'utilité publique. Il a chargé le prince Napoléon de lui présenter une proposition dans ce sens; et le prince consulte entre autres Proudhon qui, dans son *Projet d'Exposition perpétuelle,* reprend en 1855 ses idées de 1848. Proudhon présente sous une forme nouvelle sa fameuse *Banque d'échange.* Il a précisé lui-même, dans la *Solution du problème social,* ses théories sur l'échange :

...*La société moderne est constituée sur le fait général et prépondérant d'une circulation qui rend solidaires les unes des autres toutes les industries, toutes les fortunes... Le problème posé par la révolution de février est avant tout... un problème de circulation, de crédit, d'échange... La propriété sur laquelle l'antique société vivait est devenue une entrave à la circulation, un obstacle à la vie sociale. Cette entrave, cet obstacle doit disparaître... Au lieu de prendre la société par la tête, comme faisait M. Louis Blanc, ou par la base, comme fait la propriété, il faut l'attaquer par son milieu; agir directement, non point sur l'atelier, le travail, ce qui est agir toujours sur la liberté, qui est la chose du monde qui souffre le moins qu'on y touche; mais sur la circulation et les rapports d'échange de manière à atteindre indirectement et par voie d'influence le travail et l'atelier.*

Dans ses projets d'avril-mai 1848, Proudhon propose de supprimer le monopole monétaire de l'or et de l'argent, de « républicaniser le numéraire en faisant de chaque produit du travail une monnaie courante ». Il n'est pas question de modifier le régime de la valeur. Finalement, dans une ultime étape, Proudhon enlève à la monnaie métallique non seulement sa fonction d'intermédiaire des échanges, mais aussi celle d'étalon des valeurs : c'est le *Projet d'Exposition perpétuelle* de 1855.

En 1855, Proudhon élimine l'or comme étalon des valeurs. Au Palais de l'Industrie, tous les commerçants, constitués en société, installeront un comptoir d'échantillons de leurs produits. Le Palais de l'Industrie sera le lieu de rendez-vous des producteurs-consommateurs. La circulation des produits sera assurée par les producteurs eux-mêmes. Commissionnaire général, la société aura un comptoir de vente et pourra organiser l'échange sans intermédiaire monétaire. A la fois maison de commission, banque d'échange et

banque de crédit, la société délivrera des bons d'échange et donnera le crédit gratuit. Elle prendra en mains la direction des variations du change; grâce à la maîtrise des cours que lui donnera sa position centrale et privilégiée, elle exercera la *haute police sur toutes les valeurs;* comme le disait déjà Proudhon dans la *Solution du problème social :* « Voici la Banque d'argent convertie en Banque d'échange, le rôle du métal supprimé et remplacé par une sorte de virement[1] ».

Le 17 mai 1855, Proudhon adresse à Charles Edmond un premier projet. Il lui parle d'abord des chemins de fer : « L'affaire marchera; je réponds du succès. Ce sera à faire trembler les *aristos* des chemins de fer et à prendre une revanche décisive sur ces notabilités de Bourse qui se croient des génies parce qu'ils ont le privilège des concessions impériales. La belle merveille de remuer des millions et d'en empocher une partie, quand le gouvernement vous jette le domaine de la nation, avec garantie de revenu et risque d'un gros bénéfice, s'il vous convient de l'exploiter !... ».

Puis Proudhon en vient au projet d'exposition perpétuelle :

*Voici, par premier aperçu et sauf le détail d'organisation, comment je conçois la chose :*

*Le Palais de l'Industrie, avec son mobilier, aisances et dépendances, son personnel de gardiens et de surveillants, sera concédé, pour un certain nombre d'années, à une personne que le prince présentera, aux fins et conditions suivantes :*

*Le Palais de l'Industrie sera, aussitôt après l'Exposition, transformé en un bazar d'exposition permanente où seront reçus et classés par catégories tous les produits agricoles et industriels français, avec désignation de prix, marques de fabrique, noms et domiciles des inventeurs, producteurs, etc.*

*Les prix indiqués seront valables, selon la nature des produits, pour un nombre de jours, de semaines ou de mois déterminé. C'est-à-dire que ces prix indiqueront, pour la période voulue, le* maximum *du producteur, la faculté lui étant laissée de réduire toujours son prix, sous la condition de garantie périodique que je viens de dire.*

*Moyennant ces trois conditions de la permanence de l'Exposition, de la désignation du prix et de la garantie de ce prix jusqu'à une époque fixée d'avance, à l'expiration de laquelle chaque*

1. La généralisation du virement a servi de base à toutes espèces de comptabilisme. Cf. 1947 : René Guy-Grand, *La Révolution Financière*, Rivière, 1947; et Marc Aucuy *Systèmes socialistes d'échange*, 1907.

*exposant devra dire s'il entend maintenir, baisser ou augmenter son* offre, *le Palais de l'Industrie deviendra le régulateur du marché français, l'instrument du commerce loyal et* véridique. *le garant de la bonne qualité, le gage de la concurrence normale, féconde, du bon marché perpétuel et progressif, etc.*

*Le concessionnaire, que le prince ne saurait apporter trop d'attention à choisir, se chargera de former une compagnie anonyme qui, s'interdisant elle-même toute espèce de fabrication et de commerce, deviendra le représentant de tous les exposants, et, à ce titre :*

*Pourvoira à la livraison des objets exposés dont la demande serait satisfaite et à leur remplacement immédiat;*

*Correspondra avec tous les producteurs et exposants et leur transmettra les avis qui peuvent être utiles pour l'amélioration de leurs produits, les avertira de la concurrence qu'ils ont à soutenir, de la préférence du public, etc., etc.*

*Provoquera, facilitera les échanges entre les exposants.*

*A cet effet, fera tous les virements nécessaires, traites, mandats; souscrira les billets à ordre; finalement, mettra en circulation des* bons *ou* billets de change, *équivalant aux warrants, bons du Trésor, billets de banque, etc., sans que ces bons puissent dépasser une proportion qui sera fixée d'après la masse des valeurs exposées et des opérations faites.*

*Recevra pour le compte des exposants toute commande, etc. etc...*

*Une commission de 1/4, 1/2 ou de 2 % au plus sera allouée à la compagnie, selon la nature des opérations et des dépôts... et d'après un tarif, le plus bas possible, qui sera fixé par le cahier des charges.*

(*La compagnie devient un bureau de* placement *pour les sujets d'élite, à moins qu'ils ne se mettent à leur compte.*)

*Les* Compagnies ouvrières *ont là une garantie de débouché et de succès assurée.*

*L'institution représentera « une concentration de toutes les forces et facultés du pays, que l'on peut dès lors faire manœuvrer d'ensemble, développer, exalter jusqu'au dernier degré d'énergie et de fécondité, et qui, dans un temps donné très court, doit mettre le commerce français, au dehors comme au dedans, hors ligne pour la probité, la garantie, la qualité. La première loi de cette institution est : la probité, le désintéressement et la plus scrupuleuse justice.*

*Le capital nécessaire sera très modeste : « L'Etat fait l'avance du palais, de son entretien, de son service intérieur; il nomme les*

*commissions chargées de contrôler constamment les produits, leur qualité aussi bien que la moralité des opérations de la compagnie; la dépense de l'Etat est de quelques centaines de mille francs par an; l'œuvre étant d'intérêt public, elle ne doit rapporter à l'Etat aucun bénéfice.* » (Lettre à Charles Edmond, 17 mai 1855.)

Pour s'installer et commencer ses opérations, la compagnie peut avoir besoin d'un certain crédit. On pourrait le lui procurer en la faisant recommander au Comptoir National par l'Empereur, mais il serait préférable qu'elle pourvût elle-même à sa mise en train. Proudhon ajoute : « Il est entendu que pareille affaire ne doit jamais paraître à la Bourse : c'est assez que le Palais de l'Industrie ait commencé par la compagnie Drouville, sans qu'il finisse par une compagnie B... ou Gobsek quelconque ». (Lettre du 17 mai 1855 à Charles Edmond.)

Mais Proudhon est soucieux de l'indépendance de l'institution : il est désirable qu'elle ne reçoive rien du gouvernement, c'est déjà assez que l'empereur fasse l'allocation du palais à la compagnie : « La compagnie serait plus à son aise, plus libre de tous ses mouvements sous tous les rapports ». (Lettre à Charles Edmond, du 3 juillet.)

Le 14 juin, Proudhon écrit à Charles Edmond : « Je tiens la solution; priez seulement, si besoin est, qu'on veuille bien prendre patience. Je vous promets d'organiser cela vigoureusement et sans qu'il en coûte presque rien à l'Etat, que l'entretien de son palais et la garde des objets déposés, quelque chose comme cent ou deux cent mille francs par an !... Une misère ».

Proudhon consulte un certain nombre d'experts : « Des hommes qui ont vieilli dans les méditations et la pratique des idées qui se rapportent à notre projet croient au succès du projet... Après quatre ou cinq années d'abstention, j'ai voulu voir *où en étaient les idées*, en interrogeant praticiens et théoriciens, *spéculateurs et faiseurs, attrape-fortune et attrape-science*. J'ai consulté aussi quelques routiniers capables; il faut voir tout cela, et puis agir soi-même. J'attends encore quelques opinions et comptes rendus. Mais mon plan se fait; ma pensée se fixe, et, comme je vous l'ai dit, je n'irai pas longtemps sans vous remettre un programme suffisamment élaboré pour les personnes à qui il convient de le présenter ». (Lettre du 29 juin à Charles Edmond.)

Sa préoccupation est de trouver comme concessionnaire « un homme d'une certaine notabilité et d'une réputation sans tache : ce que l'on connaît de plus honorable et de plus *désintéressé* » (je souligne trois fois, dit Proudhon).

Le 18 juin, il écrit à Charles Edmond :

*Il ne peut s'agir ici d'*actions *ni de* primes, *mais uniquement d'une institution modèle au point de vue de la probité, de la pureté, du désintéressement; une perle, en un mot, au milieu du fumier impérial. Si ledit concessionnaire futur devait troubler le système conçu, en changer l'esprit, en arrêter l'essor, mieux vaudrait alors prendre pour cet office tout simplement un homme de paille, comme Poniatowski, Casimir Lecomte et tant d'autres qui, dans les chemins de fer, comme dans les journaux, n'existent que pour représenter le bon plaisir du souverain ou l'abstraction qu'on appelle compagnie anonyme.*

*L'affaire, telle que je suis en train de la construire, sera un coup de poignard, porté le plus innocemment du monde par M. Isidore à tous ses amis, les juifs, saint-simoniens et* tutti quanti, *de la Banque et de ses succursales. Encore une fois, avant quinze jours, vous aurez votre minute, avec la marche à suivre.* (M. Isidore, c'est l'Empereur.)

Dans la pensée de Proudhon, la transformation en Exposition perpétuelle du Palais de l'Industrie est le moyen de détruire la toute-puissance de l'oligarchie financière et de la banque. Cette fois encore, il espère pouvoir jouer, grâce à l'innocence de M. Isidore, un bon tour aux frères Pereire. Dans sa lettre du 29 juin, cette intention apparaît plus nettement encore. Pourtant, il les croit moins naïfs que M. Isidore, il a des craintes, qu'il communique à Charles Edmond, le 29 juin : « Pensez-vous sérieusement qu'on soit de force à enlever cette affaire ? Ne craignez-vous pas que M. Isidore, qui parfois tranche de l'autocrate, qui renvoie et casse quand il lui plaît les Odilon Barrot, les Persigny, les Drouyn de Lhuys, mais qui au fond n'est que l'humble valet des plus niais instincts, ne craignez-vous pas que cette âme damnée de Pereire, après avoir reçu communication d'un projet, s'en aille le communiquer à son ministre d'Etat, aux gens du Crédit mobilier qui, tous, ne manqueront pas de critiquer, corriger, rectifier, bref, de s'emparer de la chose... C'est l'appréhension de ceux à qui j'en parle... Pereire, toujours Pereire ! ».

Car, pour établir le crédit gratuit, l'Exposition perpétuelle doit d'abord détruire la puissance des Pereire : « Il faut que vous sachiez cependant que, si la chose se constitue comme je l'entends, le Crédit mobilier est subalternisé, l'étoile saint-simonienne pâlit, la féodalité industrielle et enfantine est ébranlée jusque dans ses fondements. L'Exposition perpétuelle est le salut, la forteresse, l'arche d'alliance de tous les petits producteurs, travail-

leurs, même du pauvre boutiquier parisien, en ce moment écrasé, englouti, disparu sous les montagnes du gros commerce !... Voyez-vous d'ici les bazars de la rue Vivienne, du boulevard, etc..., s'assombrir devant le palais et les propriétaires forcés de baisser le prix de leurs magasins, quand chaque commerçant pourra dire : « Puisque j'ai mon exposition aux Champs-Elysées, je n'ai pas « besoin de payer boutique sur le boulevard, je vais à Bati- « gnolles, à Saint-Ouen ! ».

Le capital de la société devrait être porté à cent millions. On l'émettrait par dizaines; chaque *exposant* ou *déposant* serait souscripteur au moins pour une action, soit mille francs. En ne prenant qu'un dixième d'action, le capital versé au jour de la formation de la société serait ainsi de dix millions. Les neuf dixièmes devraient rester à la souche, et probablement n'être jamais appelés, la compagnie n'en ayant pas besoin, puisqu'il lui suffit qu'*ils lui soient garantis*. Avec cette garantie, la compagnie pourrait émettre du papier qui primerait tous les papiers de la terre, se convertirait à volonté en argent ou marchandises.

Ce projet lui paraît si séduisant qu'il entraîne Proudhon à écrire : « Du reste, tout le monde est unanime à voir dans l'affaire la plus grande fondation de l'époque, la plus décisive, et celle qui peut à la fois enfanter la révolution et assurer le mieux la stabilité de la dynastie nouvelle. Personne, à la vérité, ne songe à lui rendre un pareil service, au contraire; mais, dût-il y trouver son salut, on ne lui refusera pas le conseil... Avec l'Exposition perpétuelle, nous aurons la circulation gratuite, le commerce honnête et véridique, le bon marché dans la mesure du prix de revient, l'aristocratie féodale par terre, le droit au travail garanti, la classe moyenne sauvée, la liberté, la discussion... Nous aurons, chose inouïe par le temps qui court, de l'honnêteté, de la probité par-dessus les yeux, point d'agiotage, point de faiseurs, de patronneurs, de fondateurs, d'auspicateurs. Si le mauvais génie de la race n'y met la griffe, je veux que les oreilles en tintent à l'univers ».

Proudhon établit ainsi le bilan annuel de la compagnie : « Un total des dépenses annuelles de 3.200.000 francs. Un total des recettes de 4.500.000 francs, soit un solde net de 1.300.000 francs, soit 13 % du capital, avec un intérêt de 17 %. La compagnie, avec ses succursales, fera au bout de quelques années pour un milliard d'affaires, et, quand l'institution aura acquis sa plénitude, pour dix milliards par an. En réduisant encore ses commissions, escomptes, elle doit arriver à une grosse somme de revenu

nêt : alors aussi la démocratie sera établie et fondée, et le système de corporation aristocratique, aujourd'hui soutenu par les chefs des saint-simoniens, écrasé ». Et, « dans cette hypothèse, le gouvernement ne donne rien, ne fournit rien, pas le plus petit privilège; point de monopole, liberté entière. Le gouvernement retrouve les millions qu'il a jetés, plus une source de revenus, qui, sans coûter un sol de perception, peut s'élever un jour à cinquante millions par an ».

Le projet d'Exposition perpétuelle mettra fin à l'oligarchie financière : « Si ce papier, garanti par la masse des déposants-souscripteurs, par les marchandises et par le capital versé, ne produit à la compagnie qu'une commission et ne donne des intérêts qu'autant qu'il y aura conversion en espèces, il est clair, dit Proudhon, que le Crédit mobilier, la banque et les toutes-puissances de Mammon sont anéanties : c'est là ce qu'il s'agit de présenter en d'autres termes et sous le plus beau visage à ce *Monsieur*, et, si cela passe, la liberté et l'égalité auront remporté une grande victoire ».

Proudhon ajoute aussitôt : « Mais je vous avoue que je ne l'espère pas. Il en sera de ceci comme du chemin de fer de Besançon à Mulhouse, qui ne nous a servi qu'à faire la compagnie rivale. La faveur est aux saint-simoniens ».

On retrouve ici chez Proudhon ce parallélisme de lucidité et d'imagination inventive qui est un des traits les plus nets de son intelligence. Et aussi sa méfiance. Le 1[er] juillet, toujours à Charles Edmond : « Je désire faire passer *l'idée*, mais je ne veux pas manquer mon coup... Quelque article simple, clair, point ambitieux, point effrayant, capable de frapper le maître et le valet, le bourgeois et la plèbe, mais d'une *discrétion* suffisante. Il n'y aura que les adeptes et les roués qui verront *la portée de la chose;* le profane vulgaire sera tenu à distance respectueuse du sanctuaire ».

Du reste, après quelques semaines d'enthousiasme et de foi en la réussite, le doute l'emporte :

*Mais l'Empereur le voudra-t-il? Eh bien, mon cher ami*, écrit Proudhon à Charles Edmond dès le 3 juillet, *je ne le crois pas, mais pas le moins du monde. Cet être-là est destiné au crime; il s'est livré à Satan en faisant son coup d'Etat; il n'en reviendra jamais. Son premier mouvement sera de faire voir le projet à Pereire, Fould, Morny et consorts. Quand il saura de quoi il tourne, alors il voudra faire seul, par lui-même, pour son compte, et avec ses* intimes. *A la place d'une institution de* liberté *gagnant par an cinq ou six millions nets aux fondateurs, administrateurs et em-*

*ployés de tous grades, et ménageant au pays des économies et facilités pour plusieurs centaines de millions, il fera une institution de monopole, qui fera gagner à lui et à ses valets soixante à quatre-vingts millions par an, et au pays rien. C'est le système de l'expulsion des petits faiseurs par les gros, sans profit pour la masse, et avec le péril de l'aristocratie en plus. Voilà ce que nous verrons, je vous en avertis.*

*Je prévois un succès de plus pour cette abominable aristocratie mercantile, à qui bientôt il sera défendu d'adresser la moindre critique, car l'Empereur, c'est l'Eglise, la saint-simonerie et la juiverie, et puis rien au delà. Dans dix ans, le système sera complet; alors Isidore pourra être mis à la porte par ses maîtres, et le sera s'il bronche.*

Le 12 juillet, Proudhon écrit à Guillemin : « Il n'y a que l'agiotage, l'accaparement, qui donnent signe de vie et qui soulèvent de temps à autre, en guise de protestation désespérée, des projets de banque d'échange de toutes les couleurs, sous tous les noms et d'après tous les systèmes. A Paris, comme en province, la bourgeoisie fond, la classe moyenne tombe en prolétariat et disparaît. Les compagnies du monopole, les Juifs, les saint-simoniens, maîtres des affaires, et qui devraient se montrer bons princes, n'en deviennent que plus âpres à la curée. On raconte, et je le tiens de sources sûres, des projets monstres de E. Pereire et consorts. Tantôt il s'agit d'accaparer dans les coffres du Crédit mobilier tout le numéraire métallique par des procédés analogues à ceux de la Banque de France et de la Banque du Peuple elle-même, tantôt il est question de s'emparer de toute la masse des grains, sous prétexte d'approvisionnement, etc., etc... Au fond de tous ces projets, il y a monopole, prime, enchérissement des produits, pacte de famine, etc... ».

Proudhon comprend que, même si les réformateurs socialistes s'emparent de l'Etat sans rompre le monopole capitaliste, ils seront aussi impuissants vis-à-vis des intérêts privés que Napoléon III l'est vis-à-vis des Pereire et de l'oligarchie.

Proudhon, depuis longtemps, ne se faisait plus d'illusion sur la possibilité d'utiliser Napoléon III; en juillet 1855, il ne s'en faisait pas davantage sur la possibilité de se servir des ministres éphémères et de l'Etat, tant que par sa structure même celui-ci sera le fondé de pouvoir politique d'une oligarchie économique. Tant que l'appareil de la production et de la répartition sera entre les mains d'une classe, les travailleurs n'auront aucune prise sur lui et leur politique économique ne pourra être que de la politique

sociale. « C'est ce qui explique l'échec de la plupart des gouvernements se trouvant sous l'influence des partis socialistes ou travaillistes. La politique *sociale* du travaillisme et de la social-démocratie ne pouvait pas ne pas entrer en conflit avec les nécessités de la politique *économique* du capital. Une politique sociale de grande envergure ne peut se faire qu'au détriment du profit. Mais en s'attaquant au profit, elle paralyse le moteur qui maintient le mécanisme économique en mouvement... Lorsqu'on accuse de trahison les ministres socialistes, on ne songe pas que le ministre socialiste est enfermé dans l'alternative inévitable de l'économie capitaliste. Le pouvoir politique qu'il détient fléchit devant le pouvoir économique du capital. »

En 1848, Proudhon espérait avoir trouvé la *Solution du Problème social* grâce à la socialisation de l'échange. Ses projets de banque d'échange et de banque du peuple n'éliminaient la monnaie métallique que comme instrument des échanges. Proudhon a compris, en 1855, que les deux fonctions de la monnaie sont liées, et son projet d'Exposition perpétuelle aboutit à l'élimination de la monnaie métallique en tant qu'étalon. Bien avant qu'ils se soient affirmés dans les faits, Proudhon a eu la vision des progrès de l'amétallisme. « *La banque d'argent convertie en banque d'échange : le rôle du métal supprimé et remplacé par une sorte de virement.* » Cette simple phrase contient en germe le comptabilisme, c'est-à-dire l'élimination totale de l'or : c'est celle-ci qu'il aperçoit lorsqu'il écrit à Darimon, le 27 décembre 1855, en lui demandant d'insister, dans ses articles, sur ce fait « depuis longtemps annoncé par Law et Ricardo, que la monnaie d'or ou d'argent, ni aucune monnaie ou marchandise régalienne n'est indispensable; qu'on peut organiser fort bien les relations commerciales sans cet intermédiaire, et que de là découlent des conséquences incalculables pour les rapports du travail et du capital, la circulation, etc., etc... ».

Soixante-dix ans plus tard, l'économiste Maynard Keynes, estimant que l'or est un reste de la barbarie réclamera l'application d'un système éliminant l'or comme fondement des échanges et des règlements intérieurs.

En tête du projet de société d'Exposition perpétuelle, rédigé pendant l'été de 1855, et publié à la suite de la *Théorie de la Propriété,* Proudhon avait cru nécessaire d'écrire ces lignes :

*Quelque faible espérance que nous dussions avoir de faire agréer nos idées, nous avons donc résolu, sans préoccupation de doctrine ni de parti, et en nous renfermant dans les limites de la question*

*posée, de faire connaître avec simplicité et franchise notre sentiment...* [1].

Alors qu'il écrivait que « l'Empereur ne songerait qu'à consulter Pereire, Morny et Fould, et les laisserait s'emparer de l'idée de faire, à la place d'une institution de liberté, une institution de monopole », comment Proudhon pouvait-il espérer que Napoléon III pût s'intéresser au projet ?

« *M. Isidore n'est-il pas le valet des banquiers saint-simoniens, qui peuvent le mettre à la porte, s'il bronche ?* »

Au contraire, après l'Exposition de 1855, Proudhon garde au prince Napoléon sa sympathie. Le 25 décembre 1856, il écrit à Darimon : « J'irai volontiers au Palais-Royal. Pourquoi aurais-je donc peur de m'y compromettre ? Je n'interroge pas, moi, ni ne dissimule; il le sait bien... » Et lorsqu'en avril 1858 Proudhon craint qu'on ne saisisse *La Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, il s'adresse au prince Jérôme et, en lui envoyant un exemplaire du livre, il lui écrit : « Prince, j'en ai peur, les jours mauvais approchent pour vous. Vous fûtes jadis mon collègue bienveillant à l'Assemblée constituante, vous vous êtes montré pour mes amis malheureux et pour moi-même, depuis le rétablissement de l'Empire, plein d'obligeance; tout récemment, vous avez créé entre nous, par l'envoi de votre rapport sur l'Exposition universelle, une sorte de confraternité littéraire. Quoi qu'il arrive, Prince, je n'oublie pas les services rendus et les bons procédés. Que l'envoi d'un livre plein d'audace, plus audacieux, mille fois, par le fond que par la forme, vous soit un nouveau gage de mes sentiments. »

1. René Guy-Grand, op. cit. pp. 111, 229 :*Le Mythe de l'or;* Lucien Coquet : *La Paix monétaire*, p. 111, Ed. Vrin, 1947.

VI

# DE LA RÉVOLUTION-NÉCESSITÉ A LA JUSTICE

*« Interpeller Michel (de Bourges) et autres, et savoir si le peuple les a choisis pour ses conseils ou pour ses complaisants ? S'ils sont là pour flatter les instincts aveugles et désordonnés des masses, ou pour les guérir, si en attendant que l'éducation ait refait le peuple et les idées, la démocratie socialiste signifie instruction et bien-être du prolétariat ou bien flagornerie du prolétariat.*

*« Pour moi, je ne l'entends pas ainsi : je déclare que, si je suis dévoué à la classe malheureuse, je ne suis ni son complaisant ni son jouet ni son esclave... »*

Carnet 9,
23 novembre 1851.

*« La République a fait le peuple, Bonaparte veut refaire la populace... Vous êtes honnêtes et il a sur vous cet avantage qu'il est un coquin. »*

2 décembre 1851.

Dans l'*Idée générale de la Révolution au* XIX^e^ *siècle,* parue en juillet 1851, Proudhon avait écrit :

« Je ne sais pas comment cela se fera, mais cela sera parce que c'est écrit ». Et, si, en juillet 1852, Proudhon donne cette phrase pour épigraphe à sa *Révolution sociale démontrée par le coup d'Etat,* c'est qu'elle lui paraît exprimer d'une façon particulièrement précise sa pensée de ces années-là et sa philosophie de l'Histoire.

... *Ce simulacre d'Empire, car nous sommes les représentants de la liberté qui ronge le despotisme, comme la lame fine et mince qu'un enfant briserait dans ses doigts, coupe les colonnes de fer...*

Est-il permis d'opposer ces deux phrases et ces deux dates et d'apercevoir dans la lettre adressée à Joseph Ferrari, en janvier 1854, le commencement d'une évolution de la pensée de Proudhon ? Est-il juste de reconnaître là le premier signe des conceptions qui s'épanouiront dans le livre de *La Justice* et continueront à s'affirmer afin de prendre, dans *La Capacité politique des classes ouvrières,* la forme d'une opposition entre la *Révolution puissance* et la *Révolution capacité* ?

On peut objecter sans doute que la phrase de la lettre à Joseph Ferrari ne prouve rien; car, dans sa correspondance, Proudhon emploie parfois des expressions qui indiquent quelque flottement dans sa pensée et suscitent dans l'esprit du lecteur quelque hésitation. Telle est la signification du mot liberté.

Prenons, par exemple, la lettre que Langlois reçoit de Doullens, le 18 mai 1850. Proudhon lui écrit :

*Mon cher philosophe, tout en raisonnant sur les lois les plus authentiques de l'humanité et du progrès, vous me paraissez ou-*

*blier totalement une chose essentielle, une chose qui produit tout le bien et tout le mal du monde, à savoir la* liberté. *Oui, dis-je, vous auriez raison, si l'humanité était fatalement et invinciblement enchaînée à ses propres lois; mais il n'en est point ainsi. Comme l'individu est maître de sa vie et de sa santé, comme les générations ont le pouvoir, par un faux régime, de se corrompre et de s'abâtardir, comme il est des races... qui par un faux usage de leur libre arbitre, se soient fourvoyées dans leur développement, de même je conçois la possibilité, pour l'espèce entière d'une aberration définitive et irrémédiable.*

Remarquons dans le passage de la lettre du 18 mai 1850 que Proudhon emploie l'expression de *libre arbitre* après s'être servi de celle de *liberté* — c'est donc qu'il donne à ces deux mots le même sens. Et il en est ainsi également dans la lettre à Joseph Ferrari où nous trouvons l'un après l'autre ces deux mots : « La *liberté qui ronge le despotisme...* » et : « *Ce sont les hommes de la fatalité comme nous sommes ceux du libre arbitre.* »

En 1854, Proudhon oppose à la fatalité le libre arbitre, comme en mai 1850, dans la lettre à Langlois, il paraît affirmer la possibilité d'un choix : « Nous sommes aujourd'hui en pleine débauche; le moment est venu où l'humanité, comme l'ancien Hercule placé entre la Volupté et la Vertu, doit choisir, pour *jamais,* entre l'égalité et l'exploitation de l'homme par l'homme, entre Jésus ou Malthus. Qui me garantira qu'elle donnera la préférence à Jésus ? ».

Ce pouvoir de choix laissé par Proudhon au libre arbitre de l'homme ou à celui d'un peuple n'est-il pas en contradiction avec l'*Idée générale de la Révolution au* XIX[e] *siècle* telle qu'elle se présente dans le livre de juillet 1851 ? Y a-t-il eu évolution de sa pensée pendant les années suivantes ?

## I

L'*Idée générale de la Révolution au* XIX[e] *siècle,* qui paraît en juillet 1851, ne peut pas être isolée des *Confessions d'un Révolutionnaire,* qui ont paru en octobre 1849. Le 7 mars 1850, Bastiat avait résumé dans *La Voix du Peuple,* le débat sur la gratuité du crédit et, le 15 avril, Proudhon annonçait aux rédacteurs de *La Voix du Peuple,* la troisième livraison de la *Solution du Problème social.*

L'*Idée générale de la Révolution au* XIXe *siècle* allait être, à la fois, la suite des *Confessions d'un Révolutionnaire* et des articles de polémique contre Pierre Leroux et Louis Blanc, publiés dans *La Voix du Peuple* depuis le 25 novembre 1849 jusqu'au 28 janvier 1850. Les articles à propos de Louis Blanc avaient eu pour titre : *De l'utilité présente et de la possibilité future de l'Etat.* Et Proudhon y avait écrit que la Révolution au XIXe siècle avait un double objet : un objet économique, la subordination complète du capital au travail, l'identification du travailleur et du capitaliste, grâce à la démocratisation du crédit; un objet politique, absorption de l'Etat dans la société, la cessation de toute autorité et la suppression de tout appareil gouvernemental, grâce à l'organisation du suffrage universel et à la centralisation séparée de chacune des catégories fonctionnelles.

Du 7 janvier au 16 avril 1850, Proudhon écrit à Alfred Darimon une série de lettres. Le 22 janvier 1850, Proudhon félicite Alfred Darimon pour la rédaction du numéro de la veille : « L'idée antigouvernementale se déroule avec une lucidité, une puissance irrésistibles. La raison en est que la négation de l'Etat est une idée simple, une idée de liberté... Encore six semaines et l'Etat est démoli ! Jamais pareille polémique ne s'est vue plus mordante, plus vive, plus claire... ». Le 14 février, Proudhon écrit : « Notre idée de l'anarchie est lancée; le non-gouvernement grandit comme jadis la non-propriété. Il faut donc manœuvrer à présent d'une façon analogue. Après avoir nié la propriété, l'usure, nous nous sommes retranchés dans l'institution d'une banque de crédit gratuit. Semblablement, après avoir nié l'Etat, nous devons faire sentir qu'il s'agit d'accomplir un mouvement progressif de simplification *usque ad nihilum,* non de réaliser une anarchie subite et immédiate. Vous entendez !... Le tout basé constamment sur la liberté, la libre discussion ».

Dans la même lettre à Darimon, quelques lignes plus loin, Proudhon ajoute :

*Pour moi, je vais commencer une évolution nouvelle. Les hommes ne se mènent pas, comme les philosophes spéculatifs, par le seul et pur amour du beau et du juste, mais par les intérêts. Le moment est venu de montrer à la bourgeoisie ce qu'il y a pour elle d'avantageux dans les idées socialistes.* Le socialisme, au point de vue des intérêts bourgeois, *voilà ce qu'il faut faire en ce moment. Nous coupons ainsi la bourgeoisie en deux : Nous ne laisserons au Gouvernement, pour soutien, que les rentiers de l'Etat, les usuriers et quelques gros propriétaires. La moitié des banquiers se-*

*ront pour nous. Ne craignez pas que le Gouvernement remue avec les élections qui vont avoir lieu le* 10 *mars.*

*L'étoile de la France,* ajoutait Proudhon, *n'a pas permis que la République fût souillée à son berceau des saturnales du despotisme. C'est au nom de l'absolutisme que se fait tout ce qui se fait, non pas au nom de la République. Somme toute, nous sommes heureux qu'il en soit ainsi. Les hommes de* 48, *dans leur naïve ignorance, nous ont donné la répétition de* 93; *Louis Bonaparte, dans son incapacité crapuleuse, veut à son tour nous donner une répétition de l'Empire. Va pour la répétition, et qu'elle passe vite. Du moins, les innocents de* 48 *n'ont fait de mal à personne; Louis Bonaparte a déjà bien des crimes sur la conscience.*

Le lendemain, 15 février 1850, Proudhon écrivait : « Pour les élections... vous devez... appuyer sur la réconciliation des classes. Faire remarquer au peuple que la réaction, la monarchie, l'empire, les coups d'Etat, n'ont de chance que par l'antagonisme de la bourgeoisie et du prolétariat; que c'est cet antagonisme qu'on s'efforce de provoquer depuis un an, que toute politique contre-révolutionnaire en est là ».

Les élections du 10 mars ont lieu, qui sont un succès pour les républicains; dans *La Voix du Peuple* des 25 et 29 mars 1850, Proudhon développe ce qu'il appelle la philosophie du 10 mars :

*Deux questions étaient posées aux électeurs du* 10 *mars : Monarchie ou République, réconciliation de la Bourgeoisie et du Prolétariat... Ces deux formules sont identiques l'une à l'autre : elles s'expliquent et se justifient réciproquement... Il n'y a pas quatre mois,* La Voix du Peuple *était accusée de bourgeoisisme et excommuniée de l'Eglise démocratique et sociale. Maintenant que la bourgeoisie est entrée, enseignes déployées, dans le sanctuaire, cette accusation tombe; les orthodoxes de la veille sont les hérétiques du lendemain... Ainsi, par l'affinité des besoins et des idées, et par la logique des faits, la pensée révolutionnaire s'est peu à peu généralisée, et le socialisme a tout envahi. La Bourgeoisie et le Prolétariat, d'abord antagonistes, ne font qu'un... Le problème social qui, dans les premiers temps de la Révolution s'exprimait par la formule incomplète de problèmes du Prolétariat, doit embrasser les deux classes de citoyens; il est du reste entendu que, sous le nouveau régime, les désignations de prolétaire et de bourgeois, comme celles d'apprenti et de compagnon, n'indiquent plus des distinctions de classes, mais des différences de grades dans la carrière du producteur. Réunion aujourd'hui de la bourgeoisie et du prolétariat, cela signifie donc, au-*

*jourd'hui comme autrefois, émancipation du serf, alliance offensive et défensive entre les industrieux et les travailleurs contre le suzerain capitaliste ou noble; solidarité d'intérêts entre le compagnon et le maître; garantie à l'ouvrier de devenir à son tour patron et bourgeois. Au fond, la bourgeoisie, c'est la liberté; et, plus que la liberté, c'est le droit au capital et au gouvernement... Qu'est-ce qu'un bourgeois ?*

*Le bourgeois, l'homme de la commune, telle est l'origine et la signification de la Bourgeoisie. La lutte des bourgeois contre les seigneurs n'a été qu'une figure de la lutte en ce moment engagée entre la classe moyenne, assistée du prolétariat, et une autre espèce de féodalité, plus insaisissable peut-être, mais non moins réelle, et beaucoup plus dangereuse que la première. Aujourd'hui, au-dessous de l'homme au coffre-fort qui remplace pour nous le seigneur et en dehors de la classe moyenne héritière de la bourgeoisie, il y a le prolétaire... Les noms, les formes, les mœurs ont changé. Le fond est demeuré le même. Le bourgeois est toujours cet homme de liberté et d'industrie qui lutte à mort contre une féodalité parasite, et vers lequel gravite, par l'affinité de ses besoins, le pauvre travailleur.*

Cette idée de la réconciliation entre la classe moyenne et le prolétariat, fondée sur une communauté d'intérêts, Proudhon la reprendra et la systématisera dans l'*Idée générale de la Révolution au* XIX^e^ *siècle,* et dans la dédicace qu'il adresse de cet ouvrage à la Bourgeoisie : « A vous, Bourgeois, l'hommage de ces nouveaux essais; vous fûtes de tout temps les plus intrépides, les plus hardis des révolutionnaires... ». Dans les chapitres II et IX de l'*Idée générale de la Révolution,* Proudhon dira que la classe moyenne, refoulée de haut et de bas par l'insolence capitaliste et l'envie prolétarienne, n'en forme pas moins le cœur et le cerveau de la nation : « Il existe en France et, tant que la révolution ne sera pas faite dans l'économie, il existera une bourgeoisie, une classe moyenne et un prolétariat... J'ai prêché la conciliation des classes, symbole de la synthèse des doctrines, comme le socialisme, doctrine de la synthèse, c'est-à-dire de la conciliation universelle... ». En effet, Proudhon voit alors la nécessité de grouper toutes les énergies contre la réaction de plus en plus audacieuse; il pensait qu'en France, avec le morcellement des propriétés et la division des industries, à cette époque, toute politique qui n'obtiendrait pas l'appui au moins de la paysannerie était destinée à l'échec.

II

Proudhon a eu la vision immédiate de l'avenir qui se préparait : le coup d'Etat; et il a cherché à le prévenir par ce rapprochement de la bourgeoisie et du prolétariat.

En même temps qu'il prépare les élections du 10 mars, en faisant appel à l'union des républicains et à la réconciliation de la bourgeoisie et du prolétariat, Proudhon continue sa lutte contre Louis-Napoléon. Son attitude à cette époque et les conséquences qu'elles vont avoir pour lui ne laissent aucun doute sur ses sentiments et sur sa prévoyance : alors déjà, et depuis longtemps du reste, il prévoit le coup d'Etat; et il conviendra de tenir compte de ce fait, afin de juger en équité son attitude de 1852.

Le 2 février 1850 il a publié dans *La Voix du Peuple* un article dédié au président de la République et portant pour titre : « Le socialisme reconnaissant » et, le 5, il publie un deuxième article : « Vive l'Empereur ! ». Le deuxième article se termine par ce passage qui devait atteindre Louis-Napoléon au vif de son amour-propre et l'embarrasser dans ses projets en dévoilant, *plus d'un an et demi à l'avance,* ses desseins de dictature : « *C'est maintenant chose assurée, nous aurons un coup d'Etat.* Louis Bonaparte a fait un pacte avec le diable... Va donc pour le coup d'Etat et vive l'Empereur ! Vive l'Empereur ! A bas l'Assemblée nationale ! A bas l'impôt ! A bas l'usure ! A bas les dettes ! Citoyen Président, vous ne voudriez pas que tout fût pour vous. Le peuple, vous faisant la part du lion, peut bien prétendre aux miettes du festin. Au premier signal du coup d'Etat, nous mettons garnison à la Banque, nous brûlons le Grand Livre, nous jetons à l'eau les registres d'hypothèques, nous détruisons aux cris de « Vive l'Empereur ! » les dossiers des notaires, avoués, greffiers, tous les titres de créances, de propriété. Du temple de Plutus à la citadelle capitaliste, il ne restera pas pierre sur pierre ».

Le lendemain de cet article, le 6 février, à Sainte-Pélagie, Proudhon est consigné dans sa chambre; le 15, il comparaît devant le juge d'instruction; puis, de la Conciergerie, il est transféré, le 20 avril, à la citadelle de Doullens, mis au secret, et renvoyé seulement à la Conciergerie le 2 juin 1850. Singulière insolence, en effet, aux yeux de Louis-Napoléon et de son entourage que de dévoiler ses projets. Ici, point de doute, Proudhon a vu ce que déjà

se proposait Louis-Napoléon, mais que celui-ci n'a pas eu l'audace d'accomplir jusqu'à ce que l'esprit lucide et le caractère mieux trempé de Morny ne l'aient persuadé de laisser une volonté ferme se substituer à ses velléités intermittentes. *L'Empire vient... Une éclipse est inévitable pour la République. Le peuple ne remuera pas.* Le 14 février, Proudhon décrit à l'avance à Darimon le coup d'Etat : « Le peuple ne remuera pas; les paysans ne diront rien; avec un escadron on aura toujours raison d'un département; l'armée ne vous tendra pas les bras; elle ne vaut jamais moins qu'à l'heure où se lèvent les despotes. Les généraux qui la commandent ne se diviseront point; ils sont, comme les soldats, toujours bêtes féroces; si quelqu'un clabaude, on l'apaisera ! Au premier mouvement de la République, la bourgeoisie criera : Voici les Tartares ! Voici les Cosaques ! Car la trahison est consommée depuis longtemps contre le peuple et contre le pays ».

Et le 16, toujours à Darimon : « Somme toute, une éclipse est inévitable pour la République, nous sommes entrés dans la pénombre... Officiellement, la République est à bas; une proclamation d'empire n'y fera ni plus ni moins, n'ajoutera rien à l'état de choses ».

Quels sont donc les conseils de tactique et de défense donnés par Proudhon aux républicains ? « Pas d'excitation à la défense; parlez même à peine de la résistance légale. Il faut, au lieu d'irriter les imaginations populaires, toujours trop tendues, les accoutumer de souffrir quelque temps le spectacle d'un empereur de fantaisie. Qui sait ? Ce spectacle peut être intéressant à voir. Voyons-le donc ! Et quand nous serions un empire, serions-nous donc perdus ? Ne faut-il pas cette exhibition ridicule pour faire percevoir, toucher du doigt, l'inanité de l'Etat et du pouvoir ! ! ! Je voudrais traiter cette matière, mais je n'oserais signer. Aujourd'hui que le culte des symboles est aboli, que la liberté ne périt pas avec les peuples, il n'y a pas à craindre qu'une proclamation d'empire abolisse les lois et le droit. Mettez un uniforme sur une perche, cela ne fera ni plus ni moins que de nommer Louis Bonaparte. Encore une fois, prenez la question sous cette face et avec cette ironie, et vous échinez l'Empire avant qu'il existe. »

Le 16 février, Proudhon écrit à Darimon : « Moins que jamais il faut que le peuple songe à résister, il faut qu'il glisse comme une anguille entre les mains de la réaction. Rien que cette idée qu'il y a en France quatre millions de socialistes insaisissables, inattaquables, mais prêts à se lever au premier signal, à la moindre défaillance de la réaction, suffit pour tuer à bref délai le gou-

vernement quel qu'il soit... Que L. B... s'entende avec les puissances, qu'il leur accorde tout ce qu'elles demanderont... La République n'est point atteinte, et le pouvoir se consume toujours ! En six mois, ce n'est pas quatre millions de socialistes que vous auriez, ce serait *huit*. Somme toute, une éclipse est inévitable pour la République; nous sommes entrés dans la *pénombre*; mais la situation est plus belle que jamais : à moins que le peuple ne prenne les armes et ne *présente un corps* à la répression, la répression est impossible... »

Voici donc la crainte de Proudhon et la raison de ses conseils de prudence : il redoute que Louis-Napoléon et la réaction ne se servent d'un mouvement populaire, comme d'un prétexte à une répression, prétexte utilisé pour justifier l'installation d'un régime de dictature.

Proudhon nous apparaît pendant toute cette période dans une attitude d'esprit contradictoire : à la fois sa lucidité lui donne la conviction qu'un coup d'Etat se prépare : « *une éclipse est inévitable pour la République;* nous sommes *déjà* entrés dans la pénombre ». Et en même temps, il s'efforce et il se force à une certaine confiance que nous révèle une phrase de cette même lettre du 16 février 1850.

« *La République, selon moi, existe, car nous l'avons fondée dans le cœur du peuple...* ». Mais cette confiance qu'il veut marquer aux sentiments du peuple ne l'empêche pas de recommander à Darimon ceci :

*Rendez donc au peuple ce dernier service de ne point le pousser à la révolte. Plaisantez avec lui de l'Empire; accoutumez-le à l'idée de le voir, faites ce que je vous disais hier : c'est acte d'humanité et de prudence.*

Et pourtant, quelle ne sera pas sa colère, — vingt-deux mois après avoir écrit ces lignes, — contre « les ouvriers du célèbre faubourg jouant au billard et disant que cela ne les regarde pas lorsque Paris est en émoi ».

## III

Le 21 février 1850, Proudhon écrit à nouveau à Darimon :

*Décidément, Louis Bonaparte affecte les allures d'un empereur. Il est allé à la revue, aujourd'hui jeudi, au Champ de Mars, et il est reparti escorté de lanciers et de dragons. Tout se prépare pour un dénouement. Il est dans la fatalité de la situation de Louis*

*Bonaparte et dans la logique de son point de vue de s'exagérer les probabilités du succès et de se faire illusion sur les dispositions du pays; il tentera le coup, tablez là-dessus.*

*Il tentera le coup... tout se prépare pour un dénouement...* Un seul moyen existe de parer à l'entreprise : l'union. Elle seule peut sauver la République.

Proudhon en a le sentiment, et la veille comme au lendemain des élections du 16 mars. Le 8 mars, il écrit à Darimon :

*Nous devons nous proclamer bien haut le seul parti constitutionnel et légal, parti de la majorité, parti de l'ordre et du progrès. Nos adversaires ne sont que des usurpateurs. Plus que jamais, nous devons nous unir contre nos ennemis... surtout ne pas diviser la République. Le principe d'union républicaine démocrate et sociale doit aller grandissant tous les jours : union indissoluble sur le terrain de la République.*

Après le succès des républicains aux élections, dans *La Voix du Peuple,* le 19 avril 1850, à propos de l'élection du 28 avril, Proudhon fait appel à la bourgeoisie parisienne : « Pas d'hésitation, il y a péril, et péril extrême, pour vous, bourgeois. Ne marchandez pas l'alliance populaire, tandis qu'elle vous est offerte : demain c'est vous qui la demanderez, et alors, il vous sera répondu comme à Louis-Philippe et à Charles X : il est trop tard ! Votez avec le peuple, votez avec l'ouvrier, car je vous le dis, et je le savais il y a vingt-deux mois, quand je prenais seul sa défense : le prolétaire, c'est la *force* ».

Le succès aux élections du 28 avril de Carnot, Vidal, Eugène Sue, Flotte, amène la majorité de l'Assemblée à modifier la loi électorale. C'est naturellement Thiers qui défend le projet de loi. Celui-ci ne rencontre aucune opposition et devient la loi du 31 mai 1850. Pour être électeur, il faut être domicilié depuis trois ans dans le même canton et ainsi le droit de vote est enlevé sur 9.600.000 inscrits à trois millions de citoyens, en grande partie des ouvriers, obligés à de fréquents changements de domicile pour trouver du travail. Les masses populaires étaient exclues du suffrage universel au nom des *principes* suivants formulés par Thiers : « Ces hommes que nous avons exclus sont-ce les pauvres ? Non... [Ce sont] les vagabonds... Ces hommes qui méritent le titre, l'un des plus flétris de l'histoire, entendez-vous, le titre de multitude... Les amis de la vraie liberté redoutent la multitude, la vile multitude qui a perdu toutes les républiques ». Et Montalembert justifiait la nouvelle loi en s'écriant : « Nous voulons la guerre légale au socialisme, afin d'éviter la guerre civile ». Proudhon pou-

vait exercer son ironie sur l'attitude de l'opposition : il a beau jeu de se moquer des paroles prononcées par Lagrange, par Flotte, par Cavaignac, et de celles-ci de Lamartine : « O ! peuple, tu as failli le 15 mai, tu as failli le 24 juin... tu as failli le 13 juin... Ce qui t'arrive en ce moment est la juste peine de tes fautes : accepte en silence et avec résignation ce juste châtiment de la justice divine ». A quoi Baroche lui répond : « Fort bien; nous pensons comme vous, monsieur de Lamartine; c'est vous qui nous avez fourni les motifs de notre loi ».

Parlant du calme et de la longanimité du peuple, Victor Hugo dit que, quoi qu'il arrive, il ne remuera pas; c'est ce que viennent de lui certifier les ouvriers et les chefs d'atelier du faubourg Saint-Antoine. « Eh bien ! lui dit Montalembert, puisque vous désavouez le socialisme et la révolution, pourquoi les défendez-vous ? Le suffrage universel, voyez-vous, c'est le socialisme, la révolution. Demandez à *La Voix du Peuple* qui a fait les élections. »

Le 14 janvier 1851, Proudhon écrit à Marc Dufraisse : « Les vieux partis sont à bas, nullement à redouter. Tout le péril est du côté de l'Elysée, auquel les vieux parlementaires, toujours poltrons, ne tarderont pas à se rallier ».

L'Elysée vient de gagner 50 % dans l'opinion par la destitution de Changarnier... Deux fautes en effet ont été commises par la gauche qui s'est abstenue dans la séance du 10 janvier 1851. « Est-ce à la Montagne, écrit Proudhon à Marc Dufraisse, à se faire l'organe des récriminations de l'Elysée contre les conspirations des vieux partis; car, après tout, la majorité de l'Assemblée représente l'élément démocratique dans le Gouvernement... Girardin vous a entraînés. »

Proudhon a prévu longtemps à l'avance et signalé aux lecteurs de *La Voix du Peuple*, comme à ses amis politiques, le caractère de la politique de Louis-Napoléon. Cette politique de balancier a consisté à jouer des vieux partis avec lesquels, selon les circonstances, il était tantôt en coquetterie, tantôt en dissentiment. Il profite à la fois de l'appui de ces vieux partis pour faire voter des lois réactionnaires et du discrédit qu'inflige à ces vieux partis le vote de ces lois pour se faire auprès des masses une popularité démagogique. N'est-il pas aisé de manœuvrer cette assemblée parlementaire composite et divisée par des haines politiques ?

En février 1851, à la suite de la révocation de Changarnier, l'Assemblée manifeste une velléité de résistance : elle refuse au prince président de nouveaux frais de représentation. Louis-Na-

poléon, en réponse, réduit son train avec ostentation et il fait un emprunt à l'ambassadeur d'Espagne.

A côté d'autres mobiles aussi sordides, la question d'argent sera pour Louis-Napoléon un motif dont se servira Morny pour mettre fin à ses hésitations; car, à la veille du coup d'Etat, la banque Fould se lassait d'escompter les billets du prince. Louis-Napoléon était débiteur pour un demi-million de l'ambassadeur d'Espagne et l'Assemblée lui refusait tout nouveau crédit.

## IV

En juillet 1851, l'*Idée générale de la Révolution au* XIX^e^ *siècle* paraît : douze années après *la Célébration du Dimanche* et treize avant *la Capacité politique des classes ouvrières :* presque au milieu de sa vie d'écrivain; mais elle est loin d'en marquer le centre puisque, au contraire, elle précède l'évolution qui se développera dans les années suivantes — en deux étapes de 1854 à 1858 et de 1858 à 1864. Trois mois après sa publication, Proudhon annoncera qu'une troisième édition des *Confessions d'un révolutionnaire* va paraître : « J'ai trouvé, après coup, que ce travail (*Les Confessions*) avait de très bonnes parties, qu'il méritait d'être soigné, expurgé, etc... Je le considère comme le premier volume de mon idée révolutionnaire (l'*Idée générale de la Révolution*) qui en est à sa deuxième édition ».

En 1848, déjà dans le *Toast à la Révolution,* Proudhon avait esquissé sa première idée de la Révolution-nécessité : « qui dit Révolution dit nécessairement *progrès* et, par conséquent, *conservation.* D'où il suit que la Révolution est en permanence et qu'à proprement parler, il n'y a pas eu plusieurs révolutions, il n'y a eu qu'une seule et même et perpétuelle révolution ». (Banquet Poissonnière, discours prononcé le 15 octobre 1848.) Proudhon a d'abord pour objet de rendre plus précise sa définition de la Révolution — objet doctrinal de son livre — et il a voulu donner à celui-ci un objet pratique par son double appel à la bourgeoisie et aux Montagnards jacobins.

Dans l'*Idée générale de la Révolution,* Aimé Berthod avait vu apparaître la démonstration du lien qui unit les conceptions économiques et les conceptions politiques de Proudhon : « Les idées sur la banque dominent non seulement ses conceptions économi-

ques, mais ses conceptions politiques et permettent seules de comprendre pleinement sa théorie de l'*Anarchie* ». (Introduction, p. 14, de la nouvelle édition.)

Si l'on veut que ce jugement soit tout à fait juste, il faut compléter cette phrase en disant que c'est là, en effet, l'*Idée générale* que Proudhon a de la révolution, à la date de juillet 1851 et pendant les années suivantes, jusqu'en décembre 1855 — date à laquelle commence à se former, dans sa pensée, *La Justice dans la Révolution.*

Ce livre clair, de construction classique, est une œuvre polémique, sans doute, mais aussi une œuvre doctrinale aux formules vigoureuses et ramassées. Le sous-titre nous dit que c'est un choix d'études sur la pratique révolutionnaire et industrielle. Proudhon l'appelle un *précis philosophique* de la révolution, de la révolution qui est, dit-il dans l'épilogue, *la nécessité en personne :* tandis que « vos constitutions, votre politique et votre suffrage universel lui-même sont des oripeaux de comédie... la révolution se précipite comme un torrent; elle monte, comme la marée, sans s'inquiéter si vous avez eu le temps de fermer vos écluses... L'homme d'état propose, mais la révolution autrement dispose ».

Dans la deuxième étude, Proudhon se demande s'il y a aujourd'hui, dans la société, raison suffisante de révolution ?

En 1789, la Révolution avait à la fois à détruire et à fonder. Elle a détruit, aboli l'ancien régime. Elle n'a pas fondé une nouvelle organisation. Elle a complètement oublié cette seconde tâche:

*De là cette impossibilité de vivre qui travaille la société française depuis soixante ans...*

La société que devait créer la révolution n'existe pas. Elle est à faire. Au lendemain de février 48, les révolutionnaires ont failli à leur propre mission. La raison en est triple : leur absence de notions économiques, leur foi en la puissance providentielle de l'Etat, la méfiance où ils tiennent le prolétariat :

*Au-dessus de ces fantômes politiques dont les figures captivent notre imagination, il y a les phénomènes de l'économie sociale qui, par leur harmonie ou leur discordance, produisent tout le bien et le mal des sociétés.*

Une seule idée s'impose aux républicains et aux socialistes, tâche primordiale : organiser l'économie et la balance des intérêts. Si les forces économiques sont tenues en équilibre, soumises aux lois qui leur sont propres et qui ne dépendent, en aucune façon, *de l'arbitraire de l'homme,* le travail peut être organisé et le bien-être de tous garanti. Proudhon affirme que l'anarchie des forces

économiques, abandonnées sans direction et sans contrôle, est la cause réelle, profonde, du malaise qui tourmente la société française :

*Le pays et l'état ont été inféodés à une coalition de capitalistes. Ceux dont le travail crée toutes choses ne peuvent acheter leurs propres produits. Une seule règle domine les relations sociales, l'arbitraire du :* chacun chez soi; chacun pour soi; Dieu, le hasard pour tous.

Le privilège aboli par la loi renaît du défaut d'équilibre. La société tend vers le monopole et l'oligarchie des castes antiques. La corruption fait partie des moyens du pouvoir : « La corruption, dit Proudhon, est l'âme de la centralisation ».

La République, en 1848, avait pour tâche de fonder la société; elle n'a songé qu'au gouvernement, à la *constitution politique*, au lieu d'établir une *constitution sociale :*

*Une révolution nouvelle, organisatrice et réparatrice, est nécessaire. A la place de ce régime gouvernemental, féodal et militaire, imité de celui des anciens rois, il faut élever l'édifice nouveau des institutions industrielles. A la place de cette centralisation matérialiste et absorbante des pouvoirs politiques, nous devons créer la centralisation intellectuelle et libérale des forces économiques.*

La révolution se fera par la coordination des forces économiques et la dissolution du gouvernement dans l'organisme économique :

*L'idée capitale, décisive de cette révolution est, en effet :* Plus d'autorité, *ni dans l'Etat, ni dans la terre, ni dans l'argent.*

Or, plus d'autorité, cela veut dire : accord de l'intérêt de chacun avec l'intérêt de tous, identité de la souveraineté collective et de la souveraineté individuelle. Plus d'autorité, c'est-à-dire : crédit gratuit, échange égal, association libre, valeur réglée; éducation, travail, propriété, domicile, bon marché garantis; plus de centralisation, plus de gouvernement, plus d'antagonismes, plus de guerre.

Le contrat libre prendra la place de la loi « absolutiste ». La transaction volontaire se substituera à l'arbitrage de l'Etat. La justice souveraine et distributive cédera le pas à la justice équitable et réciproque. L'équilibre des forces remplacera l'équilibre des pouvoirs.

Dans cette société sans autorité, le lien volontaire de contrats librement consentis doit assurer l'équilibre et l'ordre.

Voici le choix qui, selon Proudhon, se propose à l'homme :

*Les lois de la nature et de la société sont celles de la nécessité*

*même. Nul homme ne les a faites; nul ne te les impose. Si tu les observes, tu seras juste et bon; si tu les violes, tu seras injuste et méchant .*

*Je ne te propose pas d'autre motif. Tu es libre d'accepter ou de refuser.*

*Si tu refuses, tu fais partie de la société des sauvages. Sorti de la communion du genre humain, tu deviens suspect. Rien ne te protège. A la moindre insulte, le premier venu peut te frapper, sans encourir d'autre accusation que celle de sévices inutilement exercés contre une brute.*

*Si tu jures le pacte, au contraire, tu fais partie de la société des hommes libres. Tous tes frères s'engagent avec toi, te promettent fidélité, amitié, secours, service, échange. En cas d'infraction, vous êtes responsables, les uns envers les autres, du scandale et de l'insécurité dont vous avez été la cause : cette responsabilité peut aller jusqu'à l'excommunication ou la mort selon la gravité du parjure.*

*La loi est claire. La sanction encore plus.*

*Les lois de la nature et de la société sont celles de la nécessité même.* Mais, pour que les citoyens respectent ces lois, l'institution d'un droit nouveau, du droit économique sera-t-elle suffisante ?

*Quoique très ami de l'ordre, je suis, dans toute la force du terme, anarchiste.* Ainsi Proudhon se dit anarchiste dès son premier mémoire de la propriété (1840) et, en 1846, dans les *Contradictions économiques,* il explique :

*Quiconque, pour organiser le travail, fait appel au pouvoir et au capital a menti, parce que l'organisation du travail doit être la déchéance du capital et du pouvoir.* Le travail organisé se passera de l'Etat.

La Révolution de 1848 donne à Proudhon l'occasion de justifier sa position contre l'Etat :

*Le représentatif est tombé dans les barricades de février pour ne se relever jamais... La réforme sociale ne sortira jamais de la réforme politique; c'est la réforme politique, au contraire, qui doit sortir de la réforme sociale.*

Proudhon oppose la démocratie à la république : la démocratie n'est que *l'idée de l'Etat étendu à l'infini;* la république est *une anarchie positive,* où tout citoyen, en faisant ce qu'il veut et rien que ce qu'il veut, participe directement à la législation et au gouvernement, comme il participe à la production et à la circulation de la richesse.

La révolution a pour objet la justice. Pour organiser l'égalité, fera-t-elle appel à l'Etat ? Non, répète Proudhon; la République est une anarchie positive.

*Pour organiser l'égalité, il ne faut pas faire appel à l'Etat, parce que la communauté, tyrannique et injuste, repousse l'indépendance, tandis que la propriété ne satisfait pas à l'égalité et à la loi.*

Il existe une forme de société, synthèse de la communauté et de la propriété, que Proudhon appelle la liberté; elle respecte toutes les volontés dans les limites de la loi :

*La liberté est anarchie, parce qu'elle n'admet pas le gouvernement de la volonté, mais seulement l'autorité de la loi. La liberté est essentiellement organisatrice.*

La liberté est organisatrice, mais comment ?

Proudhon a d'abord cru que l'organisation pourrait sortir de la libre entente et de la libre association des producteurs eux-mêmes. C'était en 1848 : la Banque d'échange, dont le mécanisme a été analysé ici, lui paraissait l'institution centrale, à la fois banque d'escompte et banque de crédit gratuit, qui permettait de supprimer la tyrannie de l'or, de faire de chaque produit une monnaie courante et de lier producteurs et consommateurs associés par un acte de volonté libre.

La pensée de Proudhon est très nette à cette date du 22 avril 1848 et en 1849, à l'époque de la constitution de la Banque du Peuple. Elle peut s'exprimer ainsi. Par une convention tacite et universelle, les producteurs et échangistes renonceraient à l'agio; ils s'engageraient à vendre et à faire payer tout au juste prix qui est le prix moyen de revient.

Sans doute, Proudhon reconnaît que :

*Avant que la conscience publique se soit élevée à cette hauteur, il faudra établir des conventions particulières formelles et expresses. Mais plus tard, cette entente, cette acceptation, cette renonciation résulteront du consentement tacite et universel.*

Une seconde attitude d'esprit amena Proudhon à penser que la banque n'est pas le creuset de l'alchimie sociale par laquelle il espère opérer la transmutation d'un métal tyrannique et vil en un bon d'échange libérateur.

Ce sont les sociétés anonymes. Dans les *Réformes à opérer dans l'exploitation des Chemins de fer,* Proudhon se déclare partisan de cette forme de société :

*Nous voudrions la voir appliquée partout. C'est la pierre d'attente de la république universelle.*

Il suffira d'apporter à la constitution des sociétés anonymes

les modifications nécessaires pour les mettre au service des travailleurs. Proudhon trouve dans ces sociétés la confirmation de ses idées sur la Banque d'échange.

Le *contrat* est le principe directeur placé au centre de l'organisation des forces économiques.

Tout pouvoir politique est rendu inutile grâce à la libre entente des producteurs. Le contrat par lequel se conclut cette organisation est un contrat réel, librement débattu, individuellement consenti, qui sauvegarde l'entière indépendance de chaque individu.

Le contrat de société sera défini de telle manière que les associés jouissent de toute leur indépendance en conservant tous les avantages de l'union.

Proudhon précise sa pensée sur l'Etat dans ces termes :

*Nous nions le gouvernement et l'Etat, parce que nous affirmons* la personnalité et l'autonomie des masses...

*Nous affirmons que* le peuple, *que la société, que* la masse *peut et doit se gouverner elle-même, penser, agir, se lever, s'arrêter comme un homme — sans le secours de tous ces truchements qui, jadis, furent des despotes, qui, de temps à autre, ont été de prétendus délégués — complaisants ou serviteurs de la foule — et que nous nommons, purement et simplement, agitateurs du peuple, démagogues.*

Proudhon propose la dissolution du gouvernement dans l'organisme économique. A l'acceptation passive de la loi se substituent des contrats directement, individuellement, consentis par chaque citoyen.

Il oppose *un ordre consenti à l'ordre imposé du dehors par l'autorité de l'Etat.* Cet ordre nouveau se crée spontanément sans aucune intervention des gouvernements, sans qu'aucun pouvoir coercitif vienne déranger les conquêtes d'une organisation économique qui se suffit à elle-même.

Dans un article de *La Voix du Peuple* adressé à Pierre Leroux, le 13 décembre 1849, Proudhon invente une formule qui ramasse sa pensée. Rappelons les faits. Le 7 décembre 1849 — deux mois après la publication des *Confessions d'un révolutionnaire*, Proudhon avait écrit à Pierre Leroux une lettre amicale dans laquelle il lui disait qu'il était décidé à tout endurer de lui « les critiques les plus mortifiantes, les redressements les plus sévères hors que vous disiez de moi que je ne suis pas républicain, démocrate et socialiste; que je suis un *méchant* et un athée ». Il lui écrivait :

*Il fallait être Pierre Leroux, il fallait avoir fait de la Triade, du*

*Circulus et de la Métempsycose le critérium du républicanisme, pour découvrir, après douze ans de combats livrés par moi pour la sainte cause de la République, que je ne suis pas républicain... Ah ! vous qui me reprochez de n'être pas républicain, vous n'êtes pas de votre pays. Vous n'avez pas connu, comme moi, dès l'enfance, les chênes de nos forêts druidiques pleurer l'antique patrie; vous ne sentez pas vos os, pétris de ce pur calcaire du Jura, frissonner au souvenir de nos héros Celtes : Vercingétorix, traîné en triomphe par César; Ortogérix, Arioviste, et ce vieux Galgocus vaincu par Agricola; vous n'avez pas vu, au bord de nos torrents alpins, la liberté vous apparaître sous les traits de la gauloise Velleda... Je n'ai de foi, d'amour, d'espérance, qu'en la Liberté et la Patrie. C'est pour cela que je fais une opposition systématique à tout ce qui me semble hostile à la liberté, étranger à cette terre sacrée de la Gaule.*

La lettre du 7 décembre 1849 est suivie d'une seconde lettre à Pierre Leroux, le 13 décembre :

*Vous me faites reproche d'avoir distingué l'un de l'autre, le problème du travail et le problème de l'Etat, deux problèmes identiques au fond, et susceptibles d'une même solution... Lorsque je dis que le principe capitaliste et le principe monarchique ou gouvernemental sont un seul et même principe; que l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, et l'abolition du gouvernement de l'homme par l'homme sont une seule et même formule; lorsque, combattant à la fois le communisme et l'absolutisme, deux faces corrélatives du principe d'autorité, je fais observer que, si la famille fut l'élément de la société féodale, l'atelier est l'élément de la société nouvelle : il est bien évident que je considère (ainsi que vous) comme un seul et unique problème, le problème politique et le problème économique... Quant à l'Etat, la conclusion définitive est que le problème de son organisation se confond avec celui de l'organisation du travail, on peut ou doit en induire qu'un temps viendra où, le travail étant organisé par lui-même, selon la loi qui lui est propre et n'ayant plus besoin de législateur ni de souverain, l'atelier fera disparaître le gouvernement.*

*L'atelier fera disparaître le gouvernement*, voilà la formule qui exprime la pensée de Proudhon au 13 décembre 1849. Une année et demie avant la publication de l'*Idée générale de la Révolution*, Proudhon ramasse ainsi sa pensée et la complète déjà par celle-ci : « Le capital ayant perdu sa faculté d'usure, la solidarité économique se crée peu à peu, et avec elle l'égalité des fortunes.

Vient ensuite la formation, spontanée et populaire, des groupes, ateliers ou associations de travailleurs ».

Il y a en effet, dans la sixième étude de l'*Idée de la Révolution : Organisation des forces économiques,* un troisième chapitre consacré à la division du travail, force collective, machines, compagnies ouvrières — chapitre sur lequel doit être attirée l'attention (pp. 275 à 283 de l'édition Rivière). Il ne faut pas oublier que ce chapitre a été écrit en 1851, alors que, dans la structure économique de la France, la petite industrie et la moyenne étaient, comme elles le seront longtemps encore, prédominantes. Sans doute, dès cette date, Proudhon prévoit l'évolution du grand capitalisme et ses tendances au monopole. Dans ses *Carnets* du 4 septembre 1852, il écrira : « La France sera livrée au monopole des Compagnies. Voilà le régime féodal. Les tissus, les fers, les grains, les liquides, les sucres, les soies, tout est en voie de monopole ». Et un mois après, le 18 octobre 1852, il écrivait à Charles Edmond : « Voilà ce que je puis vous dire comme certain, après une observation attentive, à Paris et dans nos départements, de quatre mois : l'économie de la société se transforme de fond en comble, voilà le fait ».

*L'économie de la société se transforme de fond en comble,* cette phrase résume exactement la prévision que, d'après ses observations, Proudhon avait de l'évolution du capitalisme et de ses tendances au monopole. Les exemples que Proudhon avait rencontrés appartenaient davantage à l'accaparement de spéculation qu'à l'accaparement de production. En 1852, il apercevait l'influence du capitalisme financier et spéculatif qui s'épanouit en une euphorie donnant aux bénéficiaires du régime l'illusion de la richesse.

Le spectacle que la société française offre à Proudhon, lorsqu'il écrit, en 1851, l'*Idée de la Révolution,* est celui d'une société paysanne et artisanale. Et c'est à la structure de cette société-là que s'applique les vues qu'il développe sur les compagnies ouvrières.

Aux yeux de Proudhon, c'est le travail agricole qui l'emporte en dignité sur tous les autres : « C'est, de toutes les occupations, la plus noble, la plus salutaire au point de vue de la morale et de l'hygiène, et, sous le rapport de l'exercice intellectuel, la plus encyclopédique. Pour toutes ces considérations, le travail agricole est celui qui exige le moins, disons mieux, qui repousse avec le plus d'énergie, la forme sociétaire. »

Mais il est des industries qui exigent l'emploi combiné d'un

grand nombre de travailleurs, un vaste déploiement de machines et de bras, une grande division du travail, par conséquent une haute concentration de forces. Là, « *le producteur n'est plus, comme au champ, un père de famille souverain et libre; c'est une collectivité.* Les chemins de fer, les mines, les manufactures sont dans ce cas ». Et il faut choisir : ou bien le travailleur parcellaire sera le salarié du propriétaire — capitaliste — entrepreneur; ou bien il deviendra un associé et participera aux chances de perte et de gain de l'établissement. « Nous n'avons pas à hésiter, répond Proudhon à cette alternative : là où la production nécessite une force collective considérable, il y a nécessité de former entre les agents de cette industrie une association... Sans cela, il y aurait ainsi deux castes, celle des maîtres et celle des salariés; chose qui répugne dans une société démocratique et libre. »

Ainsi toute industrie est destinée à devenir le foyer d'une société ou compagnie de travailleurs : « Un chemin de fer, une mine, une manufacture, un navire, etc... sont aux ouvriers qu'ils occupent ce que la ruche est aux abeilles; c'est tout à la fois leur instrument et leur domicile, leur patrie, leur territoire, leur propriété ».

Déjà, dès le 8-15 novembre 1848, dans le manifeste électoral publié par *Le Peuple* pour appuyer la candidature de Raspail à la présidence de la République, Proudhon prenait position contre l'exploitation par l'Etat des mines, des canaux et des chemins de fer, ainsi qu'il le déclarait dans un texte déjà cité plus haut.

*Nous voulons que les mines, les canaux, les chemins de fer soient remis à des associations ouvrières, organisées démocratiquement, travaillant sous la surveillance de l'Etat, aux conditions établies par l'Etat, sous leur propre responsabilité. Nous voulons que ces associations soient des modèles proposés à l'agriculture, à l'industrie et au commerce, le premier noyau de cette vaste fédération de compagnies et de sociétés réunies dans le lieu commun de la République démocratique et sociale.*

Voici, en novembre 1848, le fédéralisme qui apparaît et s'applique à l'organisation des forces économiques, quinze ans avant le *Principe fédératif,* principe de l'organisation politique. Proudhon conçoit une théorie de l'Etat qui le conduit à un double fédéralisme, professionnel et régionaliste. Déjà, dans *Les Confessions d'un révolutionnaire,* Proudhon avait esquissé l'idée du fédéralisme professionnel. Afin de rendre au peuple *l'énergie et l'activité qui lui manquent,* Proudhon avait parlé d'organiser le suffrage universel, et de faire vivre la société *par la seule spon-*

*tanéité de ses forces libres et pondérées.* Selon lui, il faut sortir de l'indivision et de la confusion où nous a laissés la Révolution de 1789 et distinguer, suivant leurs genres et espèces, les diverses fonctions sociales. Et, dans son programme révolutionnaire aux électeurs de la Seine (*Le Représentant du peuple*, 31 mai-1[er] et 5 juin 1848), Proudhon propose une série de décrets organisant la centralisation de l'industrie extractive et celles de l'industrie manufacturière, de l'industrie commerciale, de l'industrie agricole et la centralisation des sciences, des lettres, des arts. Chacune de ces catégories nommerait son ministre; elle formerait son administration centrale. Elle supporterait les frais qui lui seraient propres et en serait débitée par la banque. Et l'organisation de chacune de ces grandes catégories serait essentiellement démocratique.

La constitution politique peut, en effet, se transformer en constitution économique; et une partie de l'organisation administrative, correspondant à l'état d'antagonisme économique actuel, devra disparaître.

Il est intéressant de retrouver dans le *Carnet 7*, à la date du 10 mars 1850, cette note relative à la liquidation administrative d'un certain nombre de services. Le 10 mars, Proudhon écrit (p. 229) : « Le danger des coups d'Etat s'éloigne de plus en plus; celui d'une guerre avec l'Europe encore davantage. Nous aurons donc encore quelques mois de répit. Mais, quoi qu'il arrive, le mois de mai 1852 où coïncident à la fois l'élection pour l'Assemblée et pour le président sera inévitablement un mois de révolution.

« *Révolution. Quid ? ?* » :

1. — *Banque Nationale : crédit 1/2 %.*

2. — *Arrestation de toute la magistrature, présidents et conseillers des Cours d'appel, procureurs généraux, conseillers de la Cour de cassation et suppression du budget en ce qui les concerne.*

3. — *Arrestation de tous les préfets, commissaires généraux de police, officiers de gendarmerie.*

4. — *Suspension du budget des cultes; les prêtres admis tous au mariage civil, les couvents abolis, les biens ecclésiastiques saisis, les curés mis à la charge et nomination des communes.*

5. — [*Création de*] *grandes compagnies de canaux, chemins de fer, les sociétés dissoutes et liquidées. Enquête sur leurs statuts.*

6. — *Arrestation de tous les membres de la Législature connus pour leur esprit de réaction, journalistes.*

7. — *Rescision des jugements. Enquête, responsabilité appliquée au magistrat.*

8. — *Conseils communaux organisés sur-le-champ. Comices agricoles, industriels, commerciaux.*

9. — *Société de garantie mutuelle par l'Etat.*

10. — *Organisation de gardes nationales mobiles, réduction du service militaire, abolition de la conscription et du recrutement. Désorganisation de la force publique.*

11. — *Abolition d'une multitude de lois, poste, presse, association, réunion, colportage, cautionnements.*

12. — *Abolition d'impôts directs, indirects.*

13. — *Création de l'impôt sur le capital.*

*En deux mots, révolution radicale dans la* banque, *l'*impôt, *le* culte, *la* justice, *l'*administration, *l'*armée.

*Quand il n'y aura plus ni financiers, ni fiscaux, ni prêtres, ni juges, ni bureaucratie, ni soldats, ce sera fait.*

*Epuration dans les travaux publics. Réforme dans le tarif des douanes. Alliances offensives et défensives, industrielles et commerciales avec Belgique, Suisse, Bade, Prusse rhénane et Piémont, c'est-à-dire révolution partout. Reconnaissance de la République rhénane.*

## V

En novembre 1851, Louis-Napoléon propose l'abrogation de la loi électorale du 31 mai 1850 et le retour au suffrage universel. Il veut paraître plus démocrate que l'Assemblée. Par 355 voix contre 348, l'Assemblée repousse le projet.

L'Assemblée, cette fois, résiste; mais l'Assemblée est isolée du pays, sans force morale, déconsidérée par ses divisions, ses oscillations, sa faiblesse. Rien ne montre mieux le discrédit de l'Assemblée que la note que Proudhon inscrit dans ses *Carnets*, le 23 novembre 1851, et la lettre que, le même jour, il écrit à Charles Edmond.

Le *Carnet 9* comprend les notes de Proudhon du 1er mars 1851 au 9 novembre 1852. Le général Le Flô, questeur, avait voulu conférer au président de l'Assemblée le droit de faire réquisitionner la troupe pour défendre les députés. Le 17 novembre 1851, l'Assemblée avait rejeté la proposition Le Flô, et Michel de Bourges

s'était écrié : « Il n'y a pas de danger, et j'ajoute que, s'il y avait un danger, il y a une sentinelle invisible qui nous protège : c'est le peuple ».

Le 23 novembre, Proudhon écrit dans ses *Carnets :*

*On m'informe de Londres que tous se sont prononcés contre le vote du* 17 *novembre, c'est-à-dire en faveur du projet des questeurs... On ajoute que L.-R.* (*Ledru-Rollin*), *dans un discours très récent, a jeté l'anathème au socialisme, qu'il a déclaré se séparer de toutes les écoles. Donc, expliquer au peuple que l'insurrection a pour but la révolution socialiste, et non pas seulement la révolution politique. Pas d'équivoque, et que l'on s'entende...*

*Ombres de représentants, ombres d'hommes qu'on fait fuir tour à tour en leur montrant tantôt l'ombre d'un dictateur, tantôt l'ombre d'un Empereur ! Et qui, peu à peu, par imbécillité de poltrons nous acculent entre une Saint-Barthélemy et un* 2 *Septembre ! Voilà l'option ! Prenez, disait Vergniaud, voici du sang et des cadavres !... Blancs et rouges s'entendent admirablement pour cela ! Qui donc est le maître ici ?...*

*Avec le vote du* 17 *novembre, la Montagne tenait en respect la droite par l'impuissance, l'Elysée par la Constitution et la loi. A présent, elle quitte cette position sur l'ordre de Londres, et pour mieux empêcher une concurrence à L.-R. On livre tout à la droite, la force et la loi !...*

*Considérants : Point de vue de la signification à donner à l'insurrection ?*

*Est-ce le socialisme ? ou le non-socialisme ?*

*La Révolution sociale est-elle abandonnée ? Souffrira-t-on un nouvel escamotage ?*

*Choisira-t-on enfin des hommes nouveaux de toute école ou bien se livrera-t-on aux théoriciens politiques dégommés en* 48 *?*

*L'Elysée est à bas, oui, et cela fera grand plaisir aux chercheurs de présidence; mais légitimistes et orléanistes ralliés sont debout, maîtres de deux pouvoirs ! Quel beau coup !...*

*Et c'est pour l'ambition, la vanité, l'impatience de quelques hommes, qu'on jette une nation dans cette extrémité ! Honte !*

Toujours dans les *Carnets :*

Le 23 novembre 1851... *Interpeller...*

*Qu'on sache enfin qui mène la démocratie. Interpeller Michel et autres, et savoir si le peuple les a choisis pour ses conseils ou pour ses complaisants ? S'ils sont là pour flatter les instincts aveugles et désordonnés des masses, ou pour les guérir, si en attendant que l'éducation ait refait le peuple et les idées, la démocratie socialiste*

*signifie instruction et bien-être du prolétariat ou bien flagornerie du prolétariat.*

*Pour moi, je ne l'entends pas ainsi : je déclare que, si je suis dévoué à la classe malheureuse, je ne suis ni son complaisant, ni son jouet, ni son esclave; je me regarde comme l'un de ses tuteurs, et je tâche de l'éclairer et de l'instruire. Si elle n'a pas besoin de mes services, alors je me retire; écoutons ce qu'elle va dire. Parle, peuple; parlez, prolétaires.*

*Mon but, très clair : Je crois, je le dis sans gêne, qu'aucun progrès n'est possible, tant qu'il restera quelque chose de l'ancien parti démocratique et des vieilles bandes républicaines. J'ai de nombreuses preuves de mauvaise volonté et d'incapacité...*

*En résumé, cette situation forcée est le résultat du machiavélisme des partis extrêmes : blanc, rouge, noir, violet, que veut le peuple ? Que dit-il de cela ? Et, des deux côtés, aucune résolution spontanée; les uns vont chercher leur inspiration à Rome, sous les jupes des cardinaux, les autres, dans les tavernes des proscrits. Dévoiler cette situation au pays : signaler le crime des représentants, sans exception; accuser Montagne et majorité; et faire appel à la méfiance du pays contre les mandataires de toutes les couleurs qu'il s'est donné.*

Le 29 novembre, Proudhon reçoit à Sainte-Pélagie, la visite de Michelet, et le 30 novembre, qui est un dimanche, il est de sortie; au retour de sa promenade, il écrit : « Hier, la gauche laisse pour la troisième fois échapper l'occasion de revoir la loi du 31 mai (1850). Elle laisse repousser un amendement qui ramène le domicile à un an. Ainsi, elle nous accule volontairement à la guerre civile. Ce n'est pas tout. Après avoir repoussé, le 17, la proposition des questeurs, elle s'apprête à revenir sur son vote à l'occasion de la loi de responsabilité, pendant que la majorité qui soutenait ladite proposition, revient sur son hostilité et se raccommode avec le président que la Montagne rejette ». Proudhon reprend avec plus de force encore ces réflexions et ces critiques contre la Législative, dans la lettre qu'il écrit le 25 novembre à Charles Edmond :

*La nation française entretient à* 25 *francs par jour et par tête, sans compter une foule d'autres frais,* 750 *représentants ou mandataires chargés de débrouiller et arranger à l'amiable ses intérêts les plus précieux; de maintenir la paix et, autant du moins que faire se peut dans l'état actuel de nos préjugés, de protéger la liberté de chacun.*

*Que font ces* 750 *représentants, fondés de pouvoir, agents de*

*confiance ? Ils s'arrangent si bien, ils comprennent tellement leur mandat que d'ici à trois mois il est à peu près inévitable que nous nous entr'égorgions tous les uns les autres. Et pourquoi ? Je défie personne de le dire ou plutôt d'oser l'avouer.*

*D'un côté, il y a les bonapartistes qui disent au président : Ne vous en allez pas; restez, vous serez réélu; le peuple vous fera passer envers et contre tous.*

*D'autre part, voici orléanistes et légitimistes qui ne veulent pas de la République, ni de M. Bonaparte et prétendent faire arriver un homme à eux, avec lequel on opérera une belle et bonne restauration et l'on exploitera à nouveau cette bonne vache à lait que nous appelons le pays.*

*Puis, enfin, les Montagnards, qui jettent feu et flammes, attisés sans cesse par les souffles de Londres, font les crânes et ne cessent d'insinuer aux citoyens qu'il faut en finir par l'insurrection.*

*Qu'auraient-ils cependant à faire les uns et les autres ?*

*Les uns obéir à la Constitution; les autres, reconnaître le droit électoral, les troisièmes, de ne pas faire autant les bravaches et de montrer un peu plus de bon sens et de capacité; tous de céder quelque chose et de montrer au peuple, par leur désir de concession mutuelle et d'arrangement que, si la représentation ne peut venir à bout de mieux faire, ce n'est pas manque de bonne volonté, c'est tout simplement faute de lumières.*

*Dans ce système, la loi ne serait plus qu'une transaction respectable à tous jusqu'à révision et révocation.*

*C'est ce qui aurait immanquablement lieu si chaque député, reconnu par les autres, était considéré comme le représentant d'un intérêt légitime, ainsi que cela arrive dans toute assemblée générale de commerce et d'industrie.*

*Mais voyez : En fait de politique, il y a une idée qui gâte tout: c'est* l'autorité.

*L'autorité, c'est le plein pouvoir sur les personnes et les fortunes; l'autorité, c'est le droit de faire marcher les autres à sa guise; l'autorité, c'est le droit d'imposer des opinions, des croyances, etc...*

*A qui appartiendra l'autorité ? Voilà ce dont il s'agit.*

*Quand deux industriels plaident, ils se choisissent des arbitres qui discutent à leur place et arrivent à un arrangement; mais il s'agit du peuple, et qu'au lieu d'affaires, il y aille de l'autorité, ce n'est plus arbitrage, c'est le combat des Horaces et des Curiaces. Les re-*

*présentants du peuple, ne sont plus des mandataires, ce sont des gladiateurs...*

Ainsi, les 23, 25 et 30 novembre 1851, tel est l'état d'esprit de Proudhon. Les notes de ses *Carnets,* comme la lettre à Charles Edmond, résument les idées et les sentiments qui ont été constants, chez lui, depuis l'échec de la Révolution de 1848 et la réunion de l'Assemblée nationale; on peut ramener ses sentiments à :

1° La prévision du coup d'Etat de décembre 1851 et d'un dessein deviné dès décembre 1848; et

2° L'hostilité contre les Montagnards jacobins, hostilité qui s'explique par les fautes et les faiblesses de ceux-ci.

Ses idées :

1° A la réforme de la circulation et du crédit et à la prééminence de l'économique sur le politique.

2° A sa conception politique du gouvernement ou plutôt de la réduction du gouvernement au strict minimum. Ceci s'explique non seulement par son idée d'une société fondée sur le *libre contrat;* mais aussi par son expérience de la société française qu'il sent affaiblie parce que dominée et divisée par des passions politiques qui ont plus souvent pour mobiles les ambitions et les intérêts particuliers que les idées et la conception de l'intérêt général. Et c'est là, selon nous, l'une des vues justes et pénétrantes de Proudhon que cette vision de la société française. Il a senti le danger de cette disposition vers laquelle le Français moyen n'est que trop souvent entraîné : le double souci d'avoir son opinion à lui, d'où émiettement des tendances, et d'avoir raison contre les autres; ainsi un faux amour-propre persiste chez des personnes que ne domine ni l'ambition, ni l'intérêt.

Enfin, Proudhon a vu la conséquence qu'il exprime fortement en écrivant : « Les représentants du peuple ne sont plus des mandataires, ce sont des gladiateurs ».

Le 2 décembre, au matin, Proudhon note dans ses *Carnets :*

*Marche à suivre pour empêcher le conflit :*

1° *L'Elysée propose le rappel de la loi du* 31 *mai, la Montagne appuie;*

2° *L'Elysée repousse la proposition des questeurs, la Montagne le suit;*

3° *L'Elysée ne vote pas sur la loi municipale, la Montagne l'imite;*

4° *L'Elysée recommande à ses amis de s'abstenir aux élections de Paris, la Montagne fait de même;*

5° *L'Elysée reproposera le rappel de la loi du* 31 *mai, la Montagne suivra;*

6° *L'Elysée proposera l'abolition de l'impôt sur les boissons, la Montagne appuiera; donc tous d'accord.*

A 10 heures, il note :

*Le bruit se répand que des placards sont affichés partout dans Paris au nom du Président de la République, portant :*

1° *Dissolution par le Président de l'Assemblée nationale;*

2° *Restauration du suffrage universel;*

3° *Convocation du peuple dans les comices pour le* 14 *décembre à l'effet de dire par oui ou par non si l'on accepte Louis Bonaparte pour dix ans encore, etc...*

*Aussitôt j'ai demandé à user de l'autorisation de sortie dont je suis pourvu...*

Et c'est ainsi que Proudhon se trouvant, le 2 décembre, circuler à travers Paris, rencontre successivement le sculpteur Antoine Etex, puis, après avoir manqué Emile de Girardin, Victor Hugo.

Antoine Etex, dans ses *Souvenirs d'un artiste*, raconte que :

*Rue Soufflot, nous rencontrâmes Proudhon, en redingote verte, la canne à la main, qui descendait de Sainte-Pélagie, où il était en prison. Nous allâmes à l'Hôtel de Ville. Proudhon était monté avec nous.*

*Avant de pousser ce dernier plus loin dans l'aventure, je le prévins que nous allions peut-être nous faire tuer. Il me répondit : « J'appartiens à la Révolution ! »*

Proudhon et Etex se séparent à la Bastille; et c'est sans doute à ce moment que Proudhon prit un cabriolet de place et passa chez Emile de Girardin qu'il ne rencontra d'ailleurs pas :

*J'ai donc parcouru la capitale et observé la population. Les physionomies étaient mornes, toutes les consciences bouleversées. Le fait est que, tout en ne comptant aucunement sur la bonne foi et sur la prudence du Président, on ne s'attendait pas qu'il osât risquer un pareil crime. Le calme a pourtant été maintenu dans Paris pour toute la journée et le soir encore on se promenait en échangeant à peine quelques réflexions.*

Quelques représentants montagnards s'étaient réunis 2, quai de Jemmapes. Ils décident de former un comité de résistance; sachant que, parmi eux, se trouve Victor Hugo, Proudhon lui fait dire qu'il désire avoir avec lui un entretien. Victor Hugo raconte cet entretien dans l'*Histoire d'un crime* :

*Chose qu'on ne peut s'empêcher de souligner, le* 2 *décembre, Proudhon était régulièrement détenu en vertu d'une condamna-*

*tion, et, au moment même où l'on faisait entrer illégalement en prison les représentants inviolables, on en laissait sortir Proudhon qu'on pouvait y garder légalement. Proudhon avait profité de cette mise en liberté pour venir nous trouver.*

*Je connaissais Proudhon pour l'avoir vu à la Conciergerie où étaient enfermés mes deux fils, et Auguste Vacquerie et Paul Meurice, mes deux illustres amis et ces vaillants écrivains, Louis Jourdan, Erdan, Suchet; je ne pouvais m'empêcher de songer que, certes, ce jour-là on n'eût laissé sortir aucun de ces hommes-là.*

*Cependant, Xavier Durrieu me parla à l'oreille.*

*— Je quitte Proudhon, me dit-il, il voudrait vous voir. Il vous attend en bas, tout près, à l'entrée de la place, vous le trouverez accoudé au parapet sur le canal.*

*— J'y vais, lui dis-je.*

*Je descendis.*

*Je trouvai, en effet, à l'endroit indiqué, Proudhon pensif, les deux coudes appuyés sur le parapet. Il avait ce chapeau à larges bords avec lequel je l'avais souvent vu se promener à grands pas, seul, dans la cour de la Conciergerie.*

*J'allai à lui.*

*— Vous voulez me parler ? lui dis-je.*

*— Oui.*

*Et il me serra la main.*

*Le coin où nous étions était solitaire. Nous avions à gauche la place de la Bastille profonde et obscure; on n'y voyait rien et l'on y sentait une foule; des régiments y étaient en bataille; ils ne bivouaquaient pas, ils étaient prêts à marcher; on entendait la rumeur sourde des haleines; la place était pleine de ce fourmillement d'étincelles pâles que font les baïonnettes dans la nuit. Au-dessus de ce gouffre de ténèbres se dressait droite et noire la Colonne de Juillet.*

*Proudhon reprit :*

*— Voici. Je viens vous avertir, en ami. Vous vous faites des illusions. Le peuple est mis dedans. Il ne bougera pas. Bonaparte l'emportera. Cette bêtise, la restitution du suffrage universel, attrape les niais. Bonaparte passe pour socialiste. Il a dit :* « Je serai l'empereur de la canaille. » *C'est une insolence, mais les insolences ont chance de réussir quand elles ont à leur service ceci.*

*Et Proudhon me montrait du doigt la sinistre lueur des baïonnettes.*

*Il continua :*

*— Bonaparte a un but. La République a fait le peuple, il veut refaire la populace. Il réussira et vous échouerez. Il a pour lui la force, les canons, l'erreur du peuple et les sottises de l'Assemblée. Les quelques hommes de la gauche dont vous êtes ne viendront pas à bout du coup d'Etat. Vous êtes honnêtes et il a sur vous cet avantage qu'il est un coquin. Vous avez des scrupules et il a sur vous cet avantage qu'il n'en a pas. Cessez de résister, croyez-moi. La situation est sans ressource. Il faut attendre, mais, en ce moment, la lutte serait folle. Qu'espérez-vous ?*

*— Rien, lui dis-je.*

*— Et que ferez-vous ?*

*— Tout.*

*Au son de ma voix, il comprit que l'insistance était inutile.*

*— Adieu, me dit-il.*

Il n'est besoin que de noter quelques-unes des paroles de Proudhon, pendant cet entretien :

*La République a fait le peuple, Bonaparte veut refaire la populace... Vous êtes honnêtes, et il a sur vous cet avantage qu'il est un coquin... Vous vous faites des illusions... Cette bêtise, la restitution du suffrage universel, attrape les niais...*

Le lendemain, 3 décembre, Proudhon note l'indifférence de la masse qui l'a frappé, puisque le 19 décembre, il y insistera dans sa lettre à Charles Edmond.

Cette indifférence est en effet la première impression de Proudhon, le jour même du coup d'Etat : « Les nouvelles du matin (3 décembre) sont si peu favorables à l'opinion d'une révolte, que j'ai pris le parti de rentrer à la prison. En effet, le premier sentiment du peuple avait été celui d'une certaine satisfaction, en voyant la majorité disjointe; des réflexions sardoniques sur les vingt-cinq francs circulaient dans les masses; le peuple ne semblait nullement outragé dans son orgueil et tout annonçait une résignation douloureuse. D'autres symptômes étaient encore peu faits pour donner espoir. Un certain nombre de représentants adhéraient au mouvement, tandis que les autres étaient arrêtés... »

Le soir du même jour, 3 décembre, deux sentiments se succèdent dans l'âme de Proudhon :

*Un guet-apens, un déploiement de force effrayant : bref, Paris avait l'aspect d'une femme violée par quatre brigands, qui la tenaient, le poignard sous la gorge et qui, ne pouvant plus faire un mouvement, ferme les yeux et s'abandonne. Jamais pareil guet-apens n'avait été tendu à la bonne foi d'une nation. Ce n'est plus*

*l'acte d'un usurpateur plus ou moins déguisé sous l'apparence de la nécessité et de la loi; c'est le fait d'un brigand, la consommation des actes de Boulogne et de Strasbourg.*

Donc, d'abord indignation devant le forfait; puis, un espoir : « Enfin, tout s'ébranle; demain nous sortirons de prison et l'on verra. Allons, il faut racheter mon doute d'aujourd'hui et d'hier par un coup de hardiesse. Il y a du sang répandu, du sang de martyrs qui appelle vengeance... La résistance s'arrêtera-t-elle là ? Si la Révolution s'organise, le tocsin doit sonner à toutes les églises de Paris et je m'attends à l'entendre d'une minute à l'autre... L'injure est trop vive, la nation est perdue si elle cède ! Que penser ? Qu'espérer ? ».

Ainsi, au soir du 3 décembre, Proudhon a comme le repentir de son doute. Il vient d'apprendre qu'un manifeste a été rédigé et affiché, la veille au soir, dans les quartiers de l'Est de Paris et que, vers minuit, un comité de résistance s'est formé, comprenant Victor Hugo, Hippolyte Carnot, Madier-Montjau, Michel de Bourges, Flotte, Jules Favre. Le matin du 3, une vingtaine de représentants ceints de leur écharpe, se sont réunis au faubourg Saint-Antoine; mais lorsqu'ils disent aux artisans du faubourg : « Vous voulez donc l'Empire ? » ils répondent qu'il n'y a pas un fusil dans tout le faubourg, qu'ils sont désarmés depuis juin 48.

Pourtant, pendant cette journée du 3 décembre, une première barricade avait été édifiée dans le faubourg Saint-Antoine, avec une voiture de boulanger, une charrette, un omnibus. C'est là que tombe Baudin. L'après-midi, quelques proclamations étaient placardées; des gens rentrent chez eux, s'arment avec des fusils de chasse ou de la Garde nationale. Ils redescendent dans la rue, vont de groupe en groupe; des barricades se dressent rue Transnonain, rue du Temple, rue Greneta. La troupe est nerveuse. Des cris de : « A bas Soulouque ! A bas Badinguet ! » se font entendre sur les boulevards.

Vers le soir, le ministre de l'Intérieur, Maupas, communique sa peur à Louis Bonaparte qui n'ose pas sortir. Maupas perd la tête, mais Morny garde la sienne. Il a vu le parti qu'il pouvait tirer de la résistance des rouges, afin de présenter le coup d'Etat sous la couleur lénifiante de la défense de l'ordre et de rallier à celui-ci les citoyens amis de leur tranquillité. Morny est obligé de rassurer le préfet de Police. Son plan est de laisser les insurgés s'engager et les attirer dans un traquenard. Saint-Arnaud, sur son ordre, prend un arrêté par lequel tout individu pris les armes à

la main sera fusillé sans jugement, « car les ennemis de l'ordre veulent le pillage et la destruction. Habitants de Paris ! Pas de curieux inutiles dans la rue : ils gênent les mouvements de nos braves soldats qui vous protègent de leurs baïonnettes, et qui peuvent ainsi sans scrupule abattre non seulement les insurgés des barricades, mais protestataires ou badauds, bourgeois ou ouvriers ? »

Le matin du 4 décembre, Proudhon note :

*Je me lève à 5 h. 1/2 du matin, j'ai eu un sommeil fiévreux, inflammatoire, avec battements d'artères intolérables. La crise est affreuse.*

*Un infâme aventurier, élu par une illusion populaire pour présider aux destinées de la République, profite de nos discordes civiles. Il ose, le couteau sur la gorge, nous demander la tyrannie. Paris ressemble en ce moment à une femme, attachée, bâillonnée, violée par un brigand.*

*Si j'étais libre, je m'ensevelirais sous les ruines de la République avec les citoyens fidèles, ou bien j'irais vivre loin d'une patrie indigne de la liberté... Ce qui est à jamais honteux, c'est le machinisme satanique de l'armée. Si le soldat avait la contenance un peu basse, en revanche les officiers semblaient tous insolents et fiers de leur exécrable emploi. Quels gens infâmes que ces êtres ! Avec quelle obéissance, quelle ponctualité, tous ces commissaires de police, tous ces agents de la force et de l'autorité remplissent leurs fonctions. Ah ! législateurs, vous avez été bien coupables, mais l'expiation est dure. Tout ce qu'a fait Louis Bonaparte depuis trois ans est une série de dissimulations au bout desquelles il y avait trahison égale envers tous les partis... Quelle expiation que celle-là ! Quelle leçon aux partisans, quand même, du suffrage universel !*

Proudhon, le même jour, 4 décembre, à midi, donne dans ses *Carnets* les détails de la journée du 3 :

*Les barricades ont été facilement enlevées, l'agitation dispersée, la protestation refoulée à la pointe des baïonnettes dans la gorge des républicains. La population bourgeoise se tait, se renseigne ou même adhère. La bourse a monté de* 2 *fr.* 10. *La présence des troupes et le silence absolu de la presse contient tout. Voilà l'issue de toutes les démagogies. Les partis se coalisent constamment contre le plus ardent, puis s'excluent l'un après l'autre, jusqu'à ce que la victoire reste au plus scélérat.*

Le 5 au matin, Proudhon prend un peu d'espoir : On a dû dire que quelques barricades se défendaient encore dans la nuit à la

Croix-Rouge, à la Chapelle-Saint-Denis, à la barrière Rochechouart.

Proudhon écrit : « 4 heures du matin. Le branle-bas est donné, la partie est décidément gagnée pour le parti républicain démocrate-socialiste. Si Paris remporte cette victoire contre la tyrannie, il faut l'appeler *la ville sainte*. Et Paris remportera cette victoire. Non, l'histoire n'offre pas d'exemple d'un guet-apens aussi infernal... Quelle lutte singulière ! Le peuple a été presque satisfait. C'est la bourgeoisie moyenne qui combat et qui résiste. La leçon sera complète. C'est moi qui le premier ai prouvé que le gouvernement était organisé uniquement contre le peuple. Cette vérité était restée enveloppée jusqu'ici, Louis Bonaparte la tire au clair. Avec les Jésuites, les prêtres, les traîneurs de sabre, il a cru venir à bout de la liberté. Ces matérialistes sont tous les mêmes. Ils ne savent ce que c'est que la force des consciences ».

Dès 9 heures du matin, Proudhon sait que les républicains sont écrasés et il énumère les raisons de leur défaite, dans la note du 5 décembre :

*L'ouvrier s'est à peine montré; de petits groupes d'hommes de toutes classes ont protesté seuls au nom de la Loi, de la Constitution, de la République outragée. La patrie criait par la voix de ses représentants; ni le peuple, ni la bourgeoisie n'ont répondu. Tout est calme, tout se soumet, tout court au devant de la servitude. Louis Bonaparte daigne nous accorder le suffrage universel conformément à la loi de* 1849, *et l'on soutiendra encore que ces masses stupides peuvent exprimer la volonté du souverain. Combien j'avais, en* 1843, *raison de me récrier contre cette absurdité du suffrage universel. Non, les masses ne sont pas et ne seront pas de longtemps capables d'une bonne action pour elles-mêmes. Démocratie est un mot fictif, qui signifie amour du peuple, amour des enfants, mais non pas gouvernement du peuple.*

Le 6 décembre, dans ses *Carnets*, Proudhon énumère les causes secondes de l'événement :

1° La terreur des rouges, la crainte du socialisme : *La nouveauté du socialisme, que l'on craint encore plus que l'on n'aime la liberté, est ce qui a arrêté l'élan des bourgeois.*

2° Le discrédit du Parlement : *L'impopularité de l'Assemblée, y compris la Montagne, et, parmi toutes les fautes que la majorité a commises, la plus récente, le rejet de la proposition de L. B. touchant le rétablissement du suffrage universel, proposition grâce à laquelle Louis Bonaparte semblait prendre une attitude démocratique en face d'une assemblée réactionnaire...*

3° La maladresse de la Montagne : *La logique et la prudence lui commandaient de cesser toutes hostilités envers le Président et, le cas échéant, d'être en mesure de partager avec lui le bénéfice de la victoire.*

Mais Proudhon sait bien que ce ne sont là que des causes secondes, et que la première cause de la réussite du coup d'Etat est l'indifférence : il conclut les réflexions que lui suggère le coup d'Etat en écrivant dans ses *Carnets* le 6 décembre 1851 : « Tandis que les bourgeois laissaient faire et passer, les ouvriers applaudissaient, défaisaient les barricades, éclairaient les troupes. Nous verrons les paysans voter avec un surcroît d'enthousiasme... » Et, le 9 décembre, à Mathey : « Je n'ai pas plus foi dans les départements que je n'en avais à Paris; et quand les ouvriers du célèbre faubourg jouent au billard (historique), alors que Paris est en émoi, et disent que cela ne les regarde pas, il est tout simple que les paysans bourguignons et languedociens crient bravo. Il n'y aura partout qu'une élite de citoyens généreux, indignés, de toutes classes, et de tous partis, qui répondra à l'appel aux armes et se fera inutilement massacrer... ».

## VI

L'indifférence populaire, l'indifférence surtout de ce faubourg « tant caressé, tant prôné et qui n'a soufflé mot » (lettre du 9 décembre à Mathey), ont d'abord bouleversé Proudhon. Pendant les semaines qui suivent et jusque dans la lettre à Michelet du 19 février 1852, on retrouvera, sous des formes diverses, cette phrase: « J'ai passé au moins quinze jours et quinze nuits comme un condamné à mort... La tête n'a point faibli, mais le cœur a été consterné... ».

Mais, dans cette lettre du 19 février 1852 à Michelet, Proudhon ajoute aussitôt : « Aujourd'hui, je suis entièrement relevé de maladie. Je ris, je chante, je siffle, et ce qui vaut mieux, je travaille comme si rien n'était arrivé ». Proudhon donne à Michelet l'explication de cette transformation : « Tout bien pesé, ce qui est arrivé devait logiquement arriver et notre pays avait besoin de cette secousse, de cette leçon. Les peuples ne s'instruisent pas autrement ». Proudhon propose à Michelet d'aller lui rendre visite « afin de causer avec lui de l'utilité historique et morale de cette crise ».

Entre les affres des journées de décembre où Proudhon s'était senti le cœur consterné, et la sérénité dont il entendait convaincre Michelet, que s'était-il donc passé dans l'âme de Proudhon ? Comment, pendant ces dix semaines à peine, ses réflexions l'avaient-elles rasséréné ?

Si l'on veut comprendre le mouvement de la pensée de Proudhon, il est nécessaire d'analyser sa correspondance et les notes des *Carnets,* pendant toute la période qui s'étend du coup d'Etat de décembre 1851 au mois de juin 1852, époque de sa libération. Car c'est pendant cette période que Proudhon conçoit et rédige son nouveau livre *De la Révolution sociale* que seules peuvent éclairer et préciser les intentions de ses lettres et les notes de son carnet.

Cette analyse me permet de confirmer l'interprétation que Georges Duveau et moi avions donnée dans l'introduction à la réédition de *La Révolution Sociale démontrée par le coup d'Etat.*

Voici en raccourci la réponse que l'on peut donner à cette question : étant donné le caractère de Proudhon et le mépris en lequel il tenait ce César de Carnaval, comment Proudhon a-t-il pu, *un seul instant,* imaginer qu'un personnage médiocre et frelaté, besogneux et sans scrupule serait capable d'accueillir les conseils d'un mentor soucieux de *diriger ses actes pour servir la révolution sociale ?*

*Proudhon ne voit pas dans Louis-Napoléon un prince promulguant le socialisme par voie de décrets. Louis Bonaparte, loin de reconstruire une société, laissait glisser le pays à l'anarchie. Dans ces conditions, Proudhon pouvait concéder à Bonaparte cette œuvre de non-gouvernement. Pendant que paysans et ouvriers rêveraient aux gloires impériales, l'initiation à la liberté se ferait progressivement.*

L'abstention de Louis Bonaparte permettrait la constitution de l'organisation économique au détriment de l'appareil politique. On assisterait ainsi à un double phénomène en sens contraire : la réforme de la circulation pourrait s'opérer et la Banque d'échange se développer, tandis qu'iraient s'amenuisant et se déconcentrant les fonctions gouvernementales, parasites ou non. L'organisation de l'économie, fondée sur *le libre contrat,* croîtrait tandis que la puissance du gouvernement, fondée sur *l'autorité,* irait décroissant.

Pour Proudhon, ce n'était là qu'une première utilisation de Louis-Napoléon; il en envisageait une seconde. Sans doute, les

Français caressaient, dans le neveu, l'ombre de l'oncle; mais Proudhon croyait que Louis-Napoléon serait dans l'impossibilité de faire la guerre. Puisque l'Angleterre tend à adopter une politique de libre-échange, Louis-Napoléon doit lui répondre en rendant la politique de la France plus efficiente encore, grâce à l'*égal échange*. Mais ce n'est pas Proudhon, mais l'économiste saint-simonien, Michel Chevalier, qui amènera Louis-Napoléon à renverser sa politique économique et à signer le traité franco-anglais de 1860.

Ainsi, comme l'écrira Proudhon à Michelet, le 19 février 1852, « tout bien pesé, ce qui est arrivé devait *logiquement arriver* et la France avait besoin de cette *secousse, de cette leçon* ». Or, Louis-Napoléon Bonaparte est *logiquement* aussi, condamné à *l'an*-archie et à la paix. Il faut donc l'empêcher de s'écarter de son destin et le ramener à la fatalité. Celle-ci est de se soumettre à la *Révolution-Nécessité;* car c'est bien de celle-ci qu'il s'agit, d'une révolution qui est dans la logique des événements et de la situation qui a créé Napoléon III et lui *dicte* ses actes : « *Je ne sais pas comment cela sera, mais cela sera parce que c'est écrit* ». Détachée avec intention de l'*Idée générale de la Révolution au* XIX[e] *siècle,* cette phrase est inscrite en épigraphe par Proudhon sur la couverture et sous le titre de *La Révolution sociale démontrée par le coup d'Etat.* Elle relie entre eux les deux livres et prouve que le second, à ses yeux, n'est que l'application logique des idées du premier. Il y a eu pourtant entre les deux un développement, inspiré à Proudhon par l'événement. Comment ce développement s'est-il formé et le livre s'est-il écrit, au cours des semaines suivantes, dans la tête de Proudhon ? Les lettres et le *Carnet 9,* qui s'étend jusqu'au 9 novembre 1852, permettent de suivre le mouvement de la pensée de Proudhon.

Dès le 19 décembre 1851, Proudhon écrit à Charles Edmond : « Pendant huit jours, mes nuits ont été comme celles du condamné à mort; à la fin, j'ai rappelé à moi ma philosophie, je me suis tant bien que mal rasséréné; je travaille comme un nègre à mon livre d'histoire; enfin, je vous écris avec une indépendance de jugement qui scandaliserait tout autre que vous ».

Proudhon pressent que l'œuvre qu'il commence à concevoir avec cette indépendance de jugement sera un objet de scandale pour certains de ses amis : pourquoi ?

*Ce calme, ces consolations de la pensée, cette résignation de la conscience, je les trouve précisément dans le fait même qui soulevait d'abord ma réprobation et qui ne m'apparaît plus, consi-*

*déré de haut, que comme un des épisodes obligés de l'évolution humanitaire. Considéré au point de vue politique, puisque politique il y a, comme à celui de la révolution, l'acte du 2 décembre semble presque normal et, pardonnez-moi, légitime ! Représentons-nous froidement les choses.*

Proudhon croit que ce sont les gens de la Montagne qui ont *noyé* la République; et le 2 décembre arrivé, la masse sur laquelle la Montagne comptait a laissé faire : « Elle a trouvé l'affaire tout à fait réjouissante : des représentants à vingt-cinq francs jetés à la porte, cela lui semble drôle. Pendant que les citoyens les plus généreux se faisaient obscurément et impitoyablement fusiller, les crânes du noble faubourg faisaient bourgeoisement leur partie de billard. Le peuple démocratique a laissé tuer la République avec une indifférence hideuse... ».

Une *leçon* s'en dégage : « Il fallait cette leçon pour prouver à nos tribuns que le peuple est une bête monstrueuse qu'il s'agit, non pas de traiter en homme, mais de convertir à l'humanité ».

Déjà le 19 décembre, lorsqu'il écrit à Charles Edmond, Proudhon pense que l'événement peut être tourné au profit de la révolution : « Qu'est-ce que la révolution au XIX[e] siècle ? Evidemment, c'est la *diminution* progressive et systématique de l'action gouvernementale, capitaliste et religieuse ».

Or, la tactique du parti républicain, depuis trois ans, est en sens contraire, puisqu'il ne songe qu'à conquérir le pouvoir et à s'en servir pour *organiser* : « Organiser !... *L'organisation,* quelle qu'elle soit, quand il s'agit d'être libre, c'est la suppression de la liberté... ».

La démocratie a péri le 2 décembre, par « sa propre contradiction, *par son ignorance du mouvement,* par son opposition au progrès ». Et, le 16 décembre, Proudhon écrira dans ses *Carnets:* « *Tout ce qui a été fait* depuis février 48, l'a été *à contresens* et rebrousse-poil ».

La révolution ne demande que la compréhension de l'opinion publique : « la révolution, quand elle sera comprise, *se fera toute seule,* avec ou sans l'appui du gouvernement ».

L'obstacle, c'est l'ignorance de l'évolution économique qu'impose la révolution; l'obstacle, c'est aussi la modestie de cette révolution qui se présente « sans éclat, sans feux d'artifices, sans fanfares... ». Car la révolution, au XIX[e] siècle, manque de faste : elle n'a pas l'appareil *gothique* et dictatorial qui séduit la foule. La révolution, c'est une idée triviale : « il ne s'agit que d'apprendre aux industriels, négociants, ouvriers, producteurs et con-

sommateurs de toute espèce, à se garantir mutuellement le crédit et le bon marché... ». Et Proudhon conclut en disant à Charles Edmond : « Encore une fois, je le redis et l'affirme : la révolution est facile, irrésistible, par les voies que j'ai en maintes occasions indiquées... Pourquoi la Montagne n'a-t-elle jamais appuyé sur cette corde ? »

Proudhon n'a pas l'intention de justifier l'événement du 2 décembre (*il n'est point question ici de morale,* écrit-il à Charles Edmond), mais de le juger, tel qu'il se présente *au point de vue élevé de la marche humanitaire :* « Ce qui m'arrive est un accident révolutionnaire dont je n'ai pas plus à m'irriter que de la tuile qui me tombe sur la tête pendant l'orage. Pourquoi ai-je vécu parmi une telle génération ? Est-ce la faute du destin si, marchant nu-pieds parmi des scorpions et des vipères, je suis mordu et empoisonné ?... Quelle que soit la réaction qui se prépare, elle n'arrêtera nullement le cours des révolutions : peut-être même elle le favorise ».

Les lettres à Maurice, parties de Sainte-Pélagie, le 19 décembre et le 27 décembre, sont écrites dans le même sens... « En fait d'inquisition, je suis l'un des premiers désignés. Au surplus, pur du côté de la conscience et franc du collier, je suis préparé à tout; je travaille comme si rien n'était et me porte assez bien. Au lieu de faire des brochures, j'écrirai des volumes : j'en prépare six in-8°... ».

Entre le 6 et le 31 décembre, les *Carnets* permettent d'ajouter quelques notes intéressantes à la *Correspondance*. Le 9 décembre : « Définir le mot *démocratie,* non plus par le gouvernement du peuple, mais par *émancipation progressive du peuple.* Le jour où le peuple tout entier sera émancipé, il n'y aura plus de gouvernement... Déjà le parti prêtre use de la victoire... Si Veuillot triomphe, il commande. La presse libérale ? On aura raison des Girardin, des Littré, des Genin, des Proudhon, des Hugo, des Michelet, des Quinet, des Lamartine, etc... par le bâillon. Le bruit a couru que Victor Hugo était fusillé : ce qui est certain, c'est qu'il a écrit, signé et fait placarder un appel aux armes de la dernière violence... Liberté ! L'homme libre est celui qui est pur de cœur et de raison, le vrai gnostique. Le peuple est bête de somme, toute son affaire est de boire, manger, dormir et faire l'amour : il se soucie peu du reste. Je n'ai jamais, pour ma part, été dupe de la démocratie, et il est trop clair que mon socialisme a pour point de départ la justice, non la souveraineté de la masse, la compétence du peuple. Mais en cela même, je crains de m'être

trop avancé : il n'y a point de justice pour qui est incapable de la recevoir ».

Le 10 décembre, Proudhon écrit : « Paris, par la défection de la classe ouvrière, a perdu la bataille... Certes, le socialisme a droit de se montrer fier, car il n'enrichit pas ceux qui le prêchent. Depuis quatre ans, après avoir mené une vie obscure, laborieuse et parcimonieuse, j'ai toujours été avec les battus : au 16 avril, avec les battus; au 15 mai, avec les battus; après le 13 juin, (1849), le 31 mai (1850), toujours avec les battus; après le 2 décembre, je m'y retrouve ! Ceux qui nous poursuivent, au contraire, sont de ces gens qui cherchent toujours de quel côté va la victoire ».

Le 14 décembre, Proudhon reçoit la visite de Mme Suchet : « Elle me confirme la nouvelle des fusillades de citoyens pris dans les barricades... Ainsi, l'on ne s'est pas contenté de se défendre : on n'a pas reculé même devant le massacre, devant le crime. La France est sous l'oppression. L'insolence des conquérants n'a pas de bornes; l'indignation est au comble ».

15 décembre : « Données historiques sur le gouvernement de L. B. Depuis les journées de juin 48, la démocratie en France était battue, écrasée... Un trait de la sottise parisienne. La plupart s'en vont répétant, avec les journaux de B. que, sans le coup d'Etat, nous avions la Rouge, c'est-à-dire pillage, incendie, assassinat, viol. Et ils ont sous les yeux les atrocités de l'armée, atrocités sans nom... ».

24 décembre : « Aujourd'hui, les chiffres (du plébiscite) sont cinq millions *oui,* cinq cent mille *non,* majorité décuple; ce vote, j'en ai peur, est l'apostasie et la mort de la France. La classe bourgeoise par peur et égoïsme dit oui; les masses populaires, par haine des blancs, des prêtres et enthousiasme bonapartiste, répètent oui. Que signifie ce oui ? Le bon plaisir de M. L. B. pour loi. Qui est L. B. ? Le continuateur bouffon de son oncle : un socialiste de l'école de Louis Blanc, avec le sabre pour raison, sanction et autorité; le dominateur, en espérance, de l'Europe, l'ennemi de l'Angleterre, etc... Déjà les idées de cet homme se produisent : 1° Application du système socialiste de L. B. avec déportés à Cayenne. 2° Projet annoncé d'impôt sur le revenu. 3° Taxation par décret de la Bourse au taux invariable de 5 %... Point de presse ! Une féodalité industrielle est créée, et cela par tous les moyens capables de séduire la masse momentanément.

« En tout état de cause, la ruine de la France. A travers tout ce brouillard, ce qu'il est possible de prévoir, c'est en général l'imita-

tion la plus servile, la plus fanatique de l'oncle... Inféodation de toute fortune privée à l'Etat; et conséquemment, ruine du travail libre, organisation du travail esclave... »

28 décembre : « Sortie : visite à M. Carlier, ex-préfet de police et à M. de Morny, ministre de l'Intérieur. Proposition de convertir la colonie pénitentiaire en colonie libre, en Asie mineure ».

31 décembre : « *Crétinisme.* Imbéciles ! comme si le socialisme, la transformation du régime industriel n'était pas la conséquence immédiate, prochaine, à peine de mensonge, de la République... Le socialisme (le droit de ne croire qu'à ce que la raison avoue; de n'obéir qu'à la loi consentie; de ne recevoir que le salaire débattu). Le socialisme ! Il n'a pas seulement été effleuré par le coup de décembre, et la question reste ce qu'elle était auparavant. Ce n'est point par des malédictions et des coups d'Etat qu'on la refoulera, qu'on l'étouffera : cela y fait autant que de sonner les cloches pour conjurer la foudre... ».

L'année 1852 commence par une longue lettre du 1er janvier à Charles Edmond, et par cette note des *Carnets :*

1852, 1er janvier : « *J'ai aujourd'hui deux années révolues de mariage. J'ai à me louer plus qu'à me repentir de mon alliance : si ma femme laisse à désirer sous le rapport de l'éducation et de l'esprit, elle le compense avec usure par le cœur, le dévouement, l'attachement inviolable au devoir et à toutes les vertus domestiques, dédaignées du monde, mais pour moi précieuses, et les seules que j'estime dans une femme qui n'est pas une concubine.*

*Le neveu doit vouloir, comme son oncle, la frontière du Rhin, la prépondérance française, l'infériorité de l'Angleterre. Besoin de conquête et besoin d'argent ! Voilà probablement le secret de la politique bonapartiste.*

2 janvier : *Motifs de consolation et d'espérance. L'Elysée est comme nous,* négateur universel, *et la négation triomphe... Cette négation est tout le socialisme...*

*Le gouvernement fait fermer les salons légitimistes et orléanistes qui lui déplaisent : c'est la conséquence de la guerre faite aux sociétés ouvrières, aux réunions de cabaret, aux causeries de famille des ouvriers républicains.*

3 janvier : *Le Président réside aux Tuileries. L'y voilà ! Le clergé, la magistrature, la Cour de cassation, en tête tous les corps constitués le complimentent. C'est toujours la même obséquiosité, le même empressement... les dames de la haute n'ont pas manqué à la fête. Canaille en haut ! Canaille en bas !*

*Pratique révolutionnaire, philosophie du progrès. Des leçons*

*qui ressortent des derniers événements est la condamnation irrévocable du suffrage universel et du gouvernement par les masses ignorantes. Le peuple se conduit par des* sentiments, *non par des* idées... *il n'a que faire de ses droits et n'entend rien aux principes. Le peuple doit être traité suivant la théorie du* Progrès, *comme un troupeau de mineurs et de brutes que l'on convertit peu à peu à l'humanité.*

*La philosophie du* Progrès *est aussi celle qui rend le mieux compte de tous les systèmes et sait le mieux en assigner la valeur en les ramenant tous à l'emploi exclusif d'une série ou catégorie.*

5 janvier : *Total des fonctionnaires publics en France :* 967.832; *avec l'armée et la marine, c'est donc près d'un million d'adultes, mâles vigoureux et consommateurs improductifs...*

7 janvier : *Anecdote : hier, 6 janvier, L. Bonaparte était saoul au vu et au su de tout le monde — tous les papiers qui vont des Tuileries à l'Elysée, tachés de vin et de punch.*

8 janvier : *Pierre Vinçard (le neveu de Vinçard aîné, le chansonnier saint-simonien), avec ses articles sur les corporations ouvrières, dans la presse, semble le complice de l'Elysée...* (*repris le* 13 *janvier : Pierre Vinçard, le disciple le plus zélé de Louis Blanc, compère de la réaction césarienne, enseigne en toute liberté le rétablissement des corporations ouvrières...*).

9 janvier : *Nous sommes corrompus, riches et pauvres, jusqu'à la moelle, disait un régent de la banque à M. Carteret. Il y a, en France, un quart environ de citoyens dont l'âme est énergique contre l'improbité. Le reste est à livrer au diable. Les honnêtes gens doivent former désormais une société secrète de puritains... le reste est fumier.*

11 janvier : *Mes nuits continuent à être troublées de rêves horribles. Il n'est pas possible de se clore dans son égoïsme. La liberté est la conscience, c'est la raison...*

11 janvier : *Un Anglais n'aborde un Français qu'avec ces mots:* and your dog of President. *L. B. en Angleterre est connu pour avoir fait métier de vendeur de femmes et pourvoyeur... La curée est immense. Le coup d'Etat a fait tomber les scrupules. Il est clair qu'honneur et probité ne sont que de vains mots. On se rue...*

15 janvier : *Aujourd'hui, à six heures du soir, j'ai quarante-trois ans révolus. Cette année... a été bien remplie. J'ai appris en un an plus que je n'avais su jusque-là, je suis dix fois plus fort qu'en* 48. *L'*Idée générale de la Révolution *et la troisième édition*

*des* Confessions *offrent déjà un échantillon de ma doctrine positive. Cette nuit, cette doctrine m'est apparue avec plus d'ampleur, de netteté, de certitude, d'impersonnalité que jamais. Je puis donc dire en ce moment que j'ai dans la tête* trois *sciences complètes :*

1. *L'économie politique, dont l'axiome fondamental est celui de la comptabilité.*

2. *Histoire, Chronos. Science de l'évolution des idées dans le temps.*

3. *La philosophie nouvelle ou philosophie du progrès, c'est-à-dire ontologie, logique, morale, esthétique, jurisprudence, politique.*

C'est un programme semblable de travaux que Proudhon avait développé dans une lettre à Charles Edmond, le 10 janvier 1852 : « Je prépare un essai de constitution de la science économique qui fixera définitivement le sens du mouvement au XIX[e] siècle..., une science nouvelle, entendez-vous ? soupçonnée, affirmée depuis soixante ans, mais encore lettre close; une science avec ses axiomes, ses déterminations, sa méthode, sa certitude propre — science qui n'est ni mathématique, ni jurisprudence, ni rien de ce que l'on connaît comme science. A mon avis, il ne faut pas moins que cela pour rendre pied à la révolution... Après la science économique, une *philosophie de l'histoire* qui marche de front, et plus tard, une *philosophie générale*... Tout cela peut se faire en France, malgré le despotisme; je n'ai pas besoin d'aller en Sardaigne ».

Cette phrase fait allusion au conseil que lui avait donné Charles Edmond d'*abandonner la France à elle-même et de chercher ailleurs une lieue carrée d'air libre*. Proudhon avait répondu vertement à cette suggestion de Charles Edmond. Sa lettre du 10 janvier est plus importante encore, par ce qu'elle révèle de son état d'âme que par ses vues sur cette science nouvelle qu'il annonce avec quelque emphase à Charles Edmond. La colère que suscite en lui la proposition de renoncer, permet de constater que son cœur *consterné* s'était raffermi :

*Je ne crois point, je vous l'ai dit, à la chute du ciel parce qu'un monomane, servi de tous les vieux bonnets de la politique, nous tient en ce moment sous sa botte... Je n'adopte point votre manière de voir... Pour moi, au contraire, solliciter plus fortement que jamais les raisons et les consciences; entourer le pays d'un cercle de lumière; lui faire honte, et, en définitive, tirer de l'expérience du 2 décembre les moyens et les gages d'une révolution sûre d'elle-même, cette fois, et irrévocable. Voilà le double point*

*de vue auquel nous nous sommes placés. Or, à tort ou à raison, mon parti est pris; je veux lutter, lutter jusqu'à la mort... Je ne reconnais pas ma patrie dans une horde de brigands qui, pour quatre-vingt-quinze centimes par tête, ont égorgé une population sans armes, protestant contre la tyrannie...*

*Entourer le pays d'un cercle de lumière,* c'est ce qu'il expliquera encore à Charles Edmond, lorsque, dans la lettre suivante il écrira : « L'action, sachez-le donc, c'est l'*idée;* et l'on agit suffisamment dès qu'on répand dans l'atmosphère intellectuelle les germes de la société future. Est-ce que ce n'est pas en conséquence de l'idée que tout s'exécute ?... Travaillons à grossir, à diriger le courant d'idées libérales, voilà l'action. Quant à l'exécution, nous y prendrons chacun la part qu'il appartiendra ».

Proudhon note dans ses *Carnets,* du 15 au 22 janvier : « Par le génie, par le cœur, par les mœurs, la vie, les services, cet homme (L. B.) est au-dessous du dernier des scélérats. Il n'y a pas au bagne un être plus immonde, plus pervers que L.-N. Je n'oublierai jamais que je l'ai vu, cet homme, à la Constituante, dans un instant où il ne se croyait vu de personne : j'ai vu son œil vitreux, sa face impudique, son attitude pleine d'insolence : son âme scélérate m'apparut alors !... La France est comme une fleur qui ferme sa corolle aux odeurs fétides et aux insectes malfaisants ».

Le 24 janvier 1852, Proudhon écrit à Charles Edmond : « Vous avez voulu gouverner par la *vile multitude,* mes bons républicains, apprenez donc une fois ce dont est capable la multitude, et souvenez-vous, si jamais vous revenez, que démocratie doit se prendre décidément au sens de *démopédie,* éducation du peuple... La France est tombée dans un guet-apens; elle se débat sous le poignard de ses assassins, comme une femme tenue à quatre et violée... La vengeance égalera l'affront... Quand, cher ami? Quand, à force d'insultes, la masse française aura le cœur et l'esprit ouverts à la vérité, ce qui ira plus vite que vous ne le pensez peut-être. »

Les *Carnets* au 27 janvier reproduisent un discours de Persigny, cité par le *Bulletin français* publié clandestinement en Belgique, discours qui semble comme l'illustration des réflexions de Proudhon, dans sa lettre du 24 à Charles Edmond : « Les gouvernements qui nous ont précédés ont tous fait fausse route. Ils n'ont pas su se mettre en rapports assez directement avec les masses, parler assez à leur imagination et à leurs passions. Nous, au contraire, nous nous sommes placés dès l'abord dans le plein courant des sentiments populaires, grossiers, si vous voulez, bons

ou mauvais, qu'importe. Ça a été notre première force, nous ne nous en dépouillerons jamais; si cette force cependant nous a suffi pour entrer en scène et ravir le pouvoir, elle ne nous suffit plus pour nous y maintenir. Nos devanciers avaient autour d'eux un monde plein d'avidité: ils n'ont pratiqué qu'une corruption mesquine — des gens pleins de couardise, ils n'ont pas songé à leur faire peur. La corruption, la terreur sur une large échelle, n'ont-elles pas toujours été les armes les plus puissantes des gouvernements forts ? Ces armes, nous les recevons, fraîches et à peine émoussées. On verra le parti que nous en saurons tirer. En allant droit à ce pays-ci, avec l'argent dans une main, le fer dans une autre, nous le mènerons loin... » Et Proudhon commente le discours de Persigny par ces mots : « On opprime, on comprime, on vole, on vole surtout; on enchaîne le pays par la Bourse, par la cupidité, par la peur, par les perspectives de la faillite et de la misère... »

Le 3 février, Proudhon écrit : « Donner le droit politique à des masses ignorantes et inertes, c'est faire instruire les maîtres par les écoliers, les pères par les enfants mineurs, etc... La démocratie française a été cruellement punie de sa généreuse erreur par la défection du peuple même qu'elle avait voulu émanciper. En même temps, la bourgeoisie libérale punie de son long oubli, par la perte de ses libertés. J'ai toujours craint de reconnaître l'infirmité du prolétariat, de peur que cet aveu ne servît de prétexte à la mauvaise foi et à l'égoïsme : il faut bien l'avouer à présent ».

Le 19 février, Proudhon écrit à Jules Michelet :

*J'ai passé quinze jours et quinze nuits comme un condamné à mort. La tête n'a point faibli, mais le cœur a été consterné; aujourd'hui, je suis entièrement relevé de maladie. Je ris, je chante, je siffle, et ce qui vaut mieux, je travaille comme si rien n'était arrivé... Tout bien pesé, ce qui est arrivé devait logiquement arriver et notre pays avait besoin de cette secousse, de cette leçon. Les peuples ne s'instruisent pas autrement.*

Le 23, Proudhon redit à A. Madier-Montjau ce qu'il avait écrit, le 10 février, à Jules Michelet : « qu'après le 2 décembre, il avait passé quinze jours comme un condamné à mort parce que *l'horreur du crime écrasait sa conscience;* j'en étais dévoré le jour; la nuit, j'avais des visions. Tant d'outrages ! Tant de hontes ! Et tant de bêtise !... Si la raison n'avait été aussi forte, j'aurais succombé infailliblement. J'ai repris le dessus; je me suis dit que l'événement était dans la logique rigoureuse des destinées; je me

suis remis au travail et, à présent, je suis, du côté de l'âme, l'homme le plus allègre de France... Ah ! mes petits Gaulois pillards et babillards, bourgeois bouffis, paysans avares, prolétaires stupides ! Il vous faut du pouvoir et de l'Empire, et cet argent quand même... Expiez maintenant, expiez, je vous souhaite deux ans de ce régime; cela doit suffire, dans mes prévisions, pour vous mettre à misère et compassion... Je vous dis qu'il faut deux ans de cette tyrannie immonde, deux ans de cette débauche monstrueuse, où la France, ses trésors, sa force, son industrie, sa gloire, toute sa *richesse*, en un mot, est jetée en proie au plus obscène, au plus exécrable des maniaques. Notre nation n'a que ce qu'elle mérite, puisse-t-elle seulement, après avoir été châtiée, faire à son tour justice de ses corruptions et de son Judas ».

Ces deux lettres doivent être rapprochées de certaines formules qui se rencontrent dans une lettre du 28 février à Marc Dufraisse :

*Pour moi, cher ami, je compte peu sur les hommes; je les vois trop lâches, surtout trop ignares, pour en attendre aucun effort viril ! Mais j'attends tout de cette* insurrection des choses *dont vous parlez; et quant à celle-là, je la crois d'autant plus proche que le système se développera plus vite... Cette certitude (que le despotisme ne peut durer), ne peut suffire à vous ni à moi, contenter des cœurs libres. Nous voulons une solution, la plus prompte possible, et une expiation. Eh bien ! je ne la vois pas encore surgir ! A l'exception de quelques démocrates encroûtés et plus braves au café qu'à la bataille, le peuple est mat et maté : il ne faut plus compter sur lui. C'est une masse inerte et passive, la pépinière où naissent et grandissent de temps en temps de nobles et belles individualités, la matière dont on fait des citoyens : ce n'est pas une société, une cité. La République a fait erreur en 48, disons-le résolument...*

Mais, si Proudhon reconnaît l'erreur des républicains de 48, il ne perd pas espoir; en dépit de ses tristesses, il persistera à protéger en lui cet espoir contre toutes ses déceptions; cet espoir deviendra presque une certitude, à partir du moment où il aura précisé et exprimé dans l'œuvre de sa maturité la source et les conditions de la révolution, telles qu'elles apparaissent dans *La Justice*.

Le 28 février, la lettre à Marc Dufraisse comprend une première partie qui marque quelque amertume et quelque scepticisme; pourtant, elle reflète bien la réalité d'un état d'esprit, qui est fréquent chez Proudhon : lucidité et ardeur, qui se font équilibre :

*J'arrive droit à rejeter tous les gouvernements... à protester toujours. Cependant, mon mandat est d'émanciper ce même peuple... et, je me demande comment, homme de liberté, de droit, de philosophie, je renierai ce principe pour employer vis-à-vis du peuple... un régime de despotisme emprunté à tous les tyrans anciens et modernes ?*

Les trois lettres des 19, 24 et 28 février, soulignent les idées essentielles : la logique rigoureuse des destinées et l'insurrection des choses — le sentiment de l'expiation nécessaire : « Ce qui est arrivé devait logiquement arriver et notre pays avait besoin de cette leçon ».

Ces idées se précisent, grâce aux notes des *Carnets,* au 2 janvier et au 28 octobre 1852.

La première, qui n'est qu'une application de l'idée de la *Révolution-Nécessité,* est commentée par Proudhon, le 28 octobre 52:

*En aucun temps nous n'avons essayé de remonter le cours des événements, des faits accomplis. Non que nous les approuvions ou acceptions tous, tant s'en faut : mais l'humanité toujours logique, la révolution toujours insensible, va à ses fins, par des voies détournées, par des instruments nouveaux, imprévus, souvent peu dignes, par des moyens inconnus.*

*La révolution avance toujours se servant de tout individu, de tout intérêt, de toute langue; trompant ainsi souvent les plus dévoués sectateurs et ne se recommandant jamais d'elle-même*

La seconde trouvait son explication dans la note inscrite au *Carnet 9,* le 5 janvier 1852 :

Chronos. *La vie des* nations *est, comme celle de l'homme, un tourbillon assimilateur, doué de conscience et capable par conséquent de vertu et de crime, de sacrifice et d'expiation. Notion applicable aux individus : l'être vivant est un tourbillon. Ce qu'on appelle âme est le foyer d'intelligence et d'impulsion. Conscience : il en est de l'âme comme de l'océan. Quand une vague, après avoir touché le rivage, reflue en rebondissant sur elle-même, une autre est derrière qui arrive en courant, passe sur elle, frappe à son tour la rive qu'elle use : progrès perpétuel.*

Ces deux notes du 5 janvier et du 28 octobre 1852 s'éclairent enfin par les notes du 3 novembre et du 8 octobre 1852 :

3 novembre. *Histoire de la Démocratie. Poser le but de la Révolution : éternellement l'éducation de l'humanité, l'affranchissement de l'individu.* — 8 octobre. *Nous affirmons la possibilité d'une éducation du peuple.*

A cette époque de 1852, grâce aux *Carnets,* nous possédons —

*en raccourci* — et comme dans son essence — la pensée de Proudhon sur la nature d'une nation capable d'expiation et de sacrifice, ainsi que sur le caractère de la Révolution et son objet: éternellement l'éducation de l'humanité, l'affranchissement de l'individu.

## VII

*Bonaparte, ainsi placé dans une position abusive et contradictoire (et faisant de l'éclectisme* révolutionnaire et conservateur *tout à la fois) est condamné dans sa politique à mentir, mentir encore, mentir toujours. Le mensonge est le couronnement de son système* (Lettre à Charles Edmond, du 6 mars). *Le mensonge avec la* terreur *et la* corruption, *voilà la triade bonapartiste... Nous sommes livrés à des ruffians, des voleurs, des maquereaux, des filles publiques : la bande est conduite par un Héliogabale... L. B. nous jette aux gémonies; il ment, il est parjure à toutes ses paroles; jamais tyran plus lâche, plus dissimulé, plus indigne, plus ignoble. Encore si nous avions un Tibère, un Néron, un Claude, quelque chose enfin qui fût un homme, qui eût une valeur ! Mais rien. Le bâtard adultérin de la fille de Joséphine, fils et petit-fils de catin, inepte, incapable, sans vertu comme sans vergogne, une ironie au nom et au sang de Bonaparte... O, lâches, lâches Français. Pour moi, il est une manière de mériter honorablement la liberté de L. B., c'est de le tuer, après l'avoir obtenue. J'admirerais, je louerais, je vengerais celui qui serait capable de cet acte* (*Carnets au* 27-28 février; 1er mars 1852).

1er mars : *La République est au-dessus du suffrage universel, ce qui signifie que le droit est au-dessus du bon plaisir des masses. Je n'ai cessé de combattre les inclinations dictatoriales du peuple. C'est ce suffrage universel et direct qui a tué la République. Il a prouvé que le peuple est d'inclination favorable au despotisme, hostile à la liberté. Aussi, toutes les tyrannies se comportent de même...*

Ces notes des *Carnets*, au 27 et 28 février et au 1er mars, sont aussi importantes que la *Correspondance* du mois de février. Car Proudhon y affirme la haine de la dictature, quelle que soit son origine, mais surtout de cette forme de dictature qui, après s'être servie du coup de force pour s'établir, entend donner à celui-ci la sanction populaire. Rappelons les chiffres successifs qui avaient d'abord préparé, puis confirmé le pouvoir de Louis Bonaparte :

Election du 10 décembre 1848 : 5 millions 400.000 voix. — Plébiscite du 21 décembre 1851 : 7.349.000 *oui* contre 646.000 *non*. — Plébiscite du 20 novembre 1852 : 7.839.000 *oui* contre 253.000 *non*.

Proudhon méprisait le personnage inconsistant qu'était Louis Bonaparte; il méprisait autant sa pensée flottante que sa nature versatile; mais son mépris de l'individu était encore renforcé par la crainte du régime bâtard que Louis-Napoléon avait fondé autant sur la terreur de la répression que sur le leurre d'une adhésion populaire.

Pourtant, en dépit de son mépris pour l'homme et pour sa politique de mensonge, Proudhon — à ce moment — croit qu'il pourrait se servir de cette position « abusive et contradictoire », afin de hâter le progrès de la Révolution; et, à la page 364 du *Carnet 9*, à la date du 5 mars, se retrouve cette phrase qui va servir d'épigraphe à *La Révolution sociale démontrée par le coup d'Etat :*

« Je l'ai dit (ou plutôt écrit dans l'*Idée générale de la Révolution au* XIX^e^ *siècle*) je ne sais pas comment cela se fera, mais cela se fera parce que c'est *écrit* ». Et à cette citation de lui-même, Proudhon ajoute ces mots : « *La Révolution sociale est engrenée. L. B. la commence...* » A travers les notes des *Carnets*, pendant les semaines qui suivent, nous allons voir se former et presque se rédiger les idées du livre en préparation. Lorsque le 4 juin Proudhon sortira de Sainte-Pélagie, *La Révolution sociale* paraîtra en juillet 1852, respectivement après la publication des *Confessions* et de l'*Idée générale*, les deux premiers volumes de cette trilogie proudhonienne.

*Carnet au 21 mars : Projet d'une lettre au Président de la République : 1° Contradiction entre sa tendance réelle et sa tendance avouée. La mission de L. B. est révolutionnaire et progressive. Les circonstances la font rétrograde. Non-sens qui le perdra. — 2° Autres causes de perte : « Je parle au nom de la République et de la Révolution. Je propose donc à L. B. une ligne politique qui, en lui conservant son pouvoir dans une mesure suffisante, garantit l'intérêt républicain. C'est le rôle de Sylla qui est le sien. César a passé. La République seule possible préparée par une Dictature ou bien la Dictature finissant régulièrement et progressivement en République.* »

25 mars : « *L. B. a pour lui la canaille et les voleurs* ».

27 mars : « Brochure à faire (*Horoscope* sera le titre du chapitre huitième qui se trouve à la page 161 de l'édition de *La Révolution sociale* publiée par Garnier frères en 1852).

*L'*Horoscope du Nouvel Empire. *Finissons-en, puisque Bonaparte veut être empereur, qu'il le soit au plus tôt ! L'Empire est fait. Je n'y suis pour rien, Dieu sait si je l'ai prévu et combattu.*

*Mes prévisions ont été justifiées, ma résistance vaincue. Contentons-nous de la compensation. Acceptons le fait accompli, comme le voiturier embourbé accepte le fait accompli. Puisqu'il n'est plus temps de raisonner ni pour ni contre; que le premier serait niais, et l'autre peu utile, et en tout cas très chanceux, raisonnons dur.*

*Je veux dire la bonne aventure à L. B., je ne fais à mes prédictions qu'une réserve : c'est que l'homme est toujours maître, à ses risques et périls, de désobéir à sa vocation et de tromper son destin... par le suicide.*

*Quel est le sens du nouvel Empire ? Cette dictature arrive-t-elle pour clore une Révolution ou pour l'opérer ? Bonaparte est-il comme son oncle, un simple finisseur, ou bien, comme Louis XVI, un initiateur ? Dans ce dernier cas, quelle est sa tâche ? Tout son avenir est là. Voilà son horoscope. Le destin ainsi dévoilé, Bonaparte est-il prêt à marcher où la voix l'appelle ? C'est à lui de sonder ses reins et son cœur. Quant au prophète, il ne peut que lui rappeler le mot du destin. S'il manque à sa fortune, il sera sacré, il périra. Voilà la consécration du destin. Passer en revue l'état de la France, la situation, les actes connus et à chaque question répéter :* Sacer esto.

*Gare, le petit homme rouge ! Combien ont été sacrés depuis soixante ans par le Destin ? et depuis février, Lamartine, Ledru-Rollin, Cavaignac, tous ceux qui ont mal compris ou mal rempli leur mandat. — Certes, en faisant la Révolution, il est possible qu'il succombe, c'est la destinée de tous les initiateurs. Eux aussi sont sacrés : la vengeance des vieux intérêts souvent les immole. Lequel vaut le mieux, de périr par le fer de Ravaillac, ou par celui de Guillotin ? de la mort des martyrs ou de la mort des traîtres ? Sacré pour la gloire ou pour la honte, pas de milieu. Voilà le destin de Bonaparte.* Sacer esto.

Le lendemain, 28 mars, Proudhon continue d'inscrire dans ses *Carnets* l'*Horoscope impérial* (*Carnet* 9, p. 387).

*Faire cela de sang-froid, philosophiquement. La Démocratie se débande. Elle a tort. Louis Bonaparte fonctionne pour la Révolution. La donnée doit être rigoureusement celle-ci...*

*... L'Empire, non* l'Empereur, *et faire le travail avec la plus grande indépendance d'esprit; ne pas aller plus loin que cette proposition : il y avait un terrain commun sur lequel, Démocratie et Empire pouvaient se réunir : c'était celui de la Révolution.*

*L'Empire fait de l'éclectisme. Il est perdu...*

30 *mars : L. B., dans son discours, ose dire que la Dictature cesse.*

Horoscope : « *Louis-Napoléon est hors de cause. Comme personnalité, il doit être mis de côté dans l'appréciation des événements. Un homme ne vaut jamais que par son étoile, et son étoile, c'est la mission que lui créent les circonstances... A moins de folie, de crétinisme, ou de toute autre affection mentale, un homme dans la position de L. B. doit valoir : pour cela, il n'a pas à commander les choses, il n'a qu'à les suivre. Donc lui tracer un plan...* ».

Ces annotations du 27 au 30 mars se rattachent à celle-ci du 21 mars : « Le bruit court que l'Elysée a témoigné plus d'une fois le désir de me demander et qu'on a eu beaucoup de peine à le dissuader ».

On peut imaginer que Proudhon avait voulu se préparer à une consultation éventuelle de l'Elysée — et il s'était tracé un plan à lui-même, en précisant les lignes de l'allocution qu'il tiendrait à Louis Bonaparte. Comme il l'avait écrit le 19 mars à Marc Dufraisse : « J'ai toute raison de croire qu'on me voit d'un œil assez favorable à l'Elysée... Sur ces données, je compte relever d'ici deux ou trois mois le drapeau de la République sociale, ni plus ni moins. L'occasion est magnifique; le succès est presque certain. Bonaparte, une fois empereur, je me mets à raisonner sur le fait accompli (ni *pour* ni *contre*) ; je discute sa mission, et je la pousse rationnellement à toutes les entreprises révolutionnaires qui, dans la donnée doivent... faire avancer la démocratie, le brouiller avec les vieux partis et le compromettre. Je sais qu'on glosera; mais... j'ai appris à tout braver, en fait de calomnies, quand il s'agit du but. D'après un *on dit*, le Président aurait déjà voulu plusieurs fois me mander, et Bésuchet m'a presque confirmé ce bruit. Je vous jure d'en tirer bon parti, et il y aura bien du mal, pour peu que l'homme soit en veine, si nous n'en faisons le saint Jean-Baptiste d'une nouvelle Messiade... Faire de la politique, c'est se laver les mains dans la crotte !... ».

Le 30 mars, Proudhon ajoute du reste à l'*Horoscope*, ce commentaire personnel : « Tout cela, dira-t-on, est peu conforme à la morale ? Ai-je dit que je ferais de la Morale ? Nous autres, démocrates socialistes, nous partons toujours du principe moral, et c'est pour cela que nous perdons toutes nos parties. Les affaires humaines ne se conduisent point en tant qu'affaires politiques, par la morale. Si le rôle de Louis Bonaparte était un rôle purement

moral, il n'aurait pas de signification originale et L. B., comme Président de la République, n'aurait aucune raison d'être; autant vaudrait que lui, l'idéaliste Barbès, le chevaleresque Garibaldi ou le stoïque Cavaignac. Les anciens avaient le sentiment profond de cette vérité quand ils plaçaient le prince au-dessus des lois, quand le Sénat déclarait César affranchi de toute règle... Il faut au peuple des mirlitons, Bonaparte, Chambord, Joinville, Robespierre. C'est pour cela que les démocrates se rallient à la famille d'Orléans. Le peuple croit aux reliques ».

Et le 31 mars, Proudhon écrit : « Je voudrais donner à L. B. un peu de nerf ».

Aussitôt après avoir écrit ces notes sur l'*Horoscope* de L. Bonaparte, Proudhon entreprend la rédaction de *La Révolution sociale* qui ne devait être d'abord qu'une brochure; puis, après avoir poussé ce travail jusqu'à la quarantième page du manuscrit, il s'interrompt brusquement :

*Je renonce* (à la brochure) *et l'abandonne,* écrit-il le 7 avril, dans les *Carnets. Il me semble que je me fais illusion sur l'utilité de cette brochure. Plus j'y songe, et plus j'y mets la main, et plus je crois m'apercevoir qu'il n'y a qu'une chose rationnelle avec l'ordre de choses régnant. C'est une guerre à mort, et de sonner contre lui le tocsin comme contre une troupe de brigands...*

*Il faut courir au plus pressé, laisser là les détails, la brochure, faire de la Science, pendant que le pouvoir et les prêtres font des ténèbres; allumer le gaz pendant qu'ils éteignent la bougie; faire resplendir le soleil, alors qu'ils se couvrent du parapluie. Reprenons donc nos études.*

Le 12 avril, Proudhon reprend la brochure et l'idée de l'*Horoscope* : « Tout ce qui s'est fait depuis le 2 décembre s'est fait par peur. Le gouvernement lui-même a peur de la Révolution qu'il représente ». L'*Horoscope :* Modifier le titre et étendre davantage la brochure, en la rendant plus calme, plus impartiale, plus grave plus digne, plus sérieuse. Il faut non pas qu'elle fasse rire, mais qu'elle éclaire et qu'elle impose. Y ajouter un paragraphe concernant les fautes des gouvernements qui, depuis 1789, ayant le mandat de poursuivre pacifiquement la Révolution, ont manqué à la tâche et ont péri... Le pouvoir s'applique à tromper tous les efforts. Et la tâche de 89 reste toujours ?... L.-N. la reprend ! J'ai souhaité, après le 2 décembre, que quelques républicains se jetassent comme Décius dans le gouffre... Aujourd'hui, impossible. La rétractation, exigée des républicains proscrits, m'en empêcherait ».

Le 12 avril, Proudhon a eu l'idée de changer le titre de la brochure : titre nouveau : *De la Liberté en France.* Et, le 13 au soir :

*Hier, je suis rentré* (*après une sortie*) *avec l'intention prise de nouveau de publier quelque chose.*

*Je comprends que ce travail ne peut que me compromettre grandement sans utilité sérieuse. Ce serait, jusqu'à un certain point, participer au crime en lui communiquant une parcelle de vie. Et aussi bien ne faut-il pas que la France souffre dans l'intérêt de son éducation. Chercher une issue à un coupe-gorge, une explication à un guet-apens ! un sens au parjure ! une excuse à la lâcheté, une loi à l'imbécillité, un principe et une cause à la tyrannie ! C'est prostituer sa raison, c'est abuser de la faculté de raisonner, d'observer, de juger. Suivons le crime, jusqu'à la fin... N'allons pas donner une valeur intellectuelle ou morale quelconque à ce qui fait la honte du genre humain.*

Ainsi, le 13 avril, Proudhon est décidé à renoncer à son projet, parce qu'il ne veut pas *prostituer sa raison,* en cherchant une explication à un *crime* qui fait la honte du genre humain.

Le 22 avril, aux *Carnets :* « L'ironie est donc la vraie religion. La France, depuis le 2 décembre, est comme un vieux cheval aveugle, tombé dans un trou. Les quatre fers en l'air, il ne peut se relever ».

Le 26 avril, dans une lettre à Guillemin, Proudhon parle de l'usage qu'il compte faire de sa liberté qu'il doit recouvrer dans trente-huit jours : « C'est à peine, je vous jure, si ce changement de position me cause une ombre de joie. Toutefois, je le prends au sérieux et me propose bien de ne pas *bayer aux corneilles...* Pour moi, autant je vois les esprits se brouiller, autant je me sens libre et à l'aise. Oui, libre, car je ne suis l'esclave de rien au monde que de la nécessité naturelle; je ne suis asservi ni au prêtre, ni au magistrat, ni à l'homme d'épée; je ne suis lié à aucun parti, je n'obéis à aucun préjugé, je suis au-dessus du respect humain et de la popularité même. J'ai voulu rendre les autres esprits libres comme moi; ils en ont conclu que j'avais de la liberté de reste, et ils m'ont mis en prison ». Et en affirmant ainsi la liberté totale de son esprit et de son caractère, Proudhon n'exagérait en rien cette indépendance qui a été une de ses vertus. C'était cette indépendance qu'il allait une fois de plus exprimer dans *La Révolution sociale* comme il l'avait manifestée, en attaquant Louis-Napoléon, dans ses articles du *Représentant du Peuple,* en janvier 1849 — attaques qui lui avaient valu trois ans de prison. Proudhon avait raison de dire qu'il était *au-dessus*

*du respect humain et de la popularité même*. En écrivant *La Révolution sociale*, il devait braver celui-là et risquer celle-ci. Mais malgré les hésitations que les notes des semaines précédentes avaient exprimées, Proudhon reprit la rédaction qu'il avait abandonnée ; en effet, les mouvements de sa pensée étaient si pressants, et le besoin de les traduire en acte si impérieux, qu'ils le faisaient renoncer à la plus naturelle prudence. Cette exigence de sa nature était plus forte que tout. Ce fut le cas pour *La Révolution sociale*, dont sa lettre du 26 avril montre la portée : « La situation présente, j'en connais les causes, j'en prévois la fin; loin de me déconcerter, elle rentre dans le cercle révolutionnaire que j'ai décrit; elle est un des mille cas possibles par lesquels le monde pouvait passer en allant à son but. Que vous dirais-je ? La Révolution du 2 décembre me paraît tout aussi normale, historiquement parlant, que celles de 1848, de 1830, 1815, 1814, 1799, 1794, 1792, 1789, etc... Le mouvement n'est pas régulier sans doute, ni direct, la tendance est constante. Ce qui se fait tour à tour par chaque gouvernement, au profit de la Révolution, devient irrévocable; ce que l'on tente contre elle passe comme un nuage; je jouis de ce spectacle, dont je comprends chaque tableau; j'assiste à ces évolutions de la vie universelle comme si j'en avais reçu d'en haut l'explication; ce qui écrase les autres m'élève de plus en plus, m'exalte et me fortifie; comment voulez-vous que j'accuse le sort, que je me plaigne des hommes et que je les maudisse ? Le sort, je le nargue; les hommes, ils sont trop ignares, trop asservis pour que je leur garde rancune ».

Les 10, 11 et 18 mai, Proudhon écrit dans les *Carnets :* « Les ouvriers vont chercher du lilas à Romainville... L'humanité a du temps, elle est en fonds, la chair et le sang ne lui coûtent rien. Elle fabrique sans cesse... La bourgeoisie est plus réfractaire et incorrigible que jamais. Il faut engrener la Révolution, former un parti éducateur du peuple et le dire ».

Le 30 mai, Proudhon écrit à Marc Dufraisse : « Je compte donc dans le courant de juin et de juillet... rendre l'alliance avec les républicains si désirable à l'Elysée, si logique, si impérieusement nécessaire qu'ils n'auraient plus qu'à attendre dans leur dignité... Il faut, en un mot, faire de la Révolution le seul programme possible à L.-N.; il faut qu'il s'y précipite, pour son honneur, pour son salut; il faut lui ouvrir toute large cette porte de l'avenir, de la popularité, de l'immortalité; il faut lui fermer toutes les autres issues, lui couper toute planche de salut, lui enlever tout prétexte, lui ôter tout espoir. Il faut, dis-je, lui prouver, prouver à

toutes les intelligences, que hors de la Révolution, il est perdu et, *le prouvant, faire que cela soit*... Je me charge de ces trois choses : démontrer devant la raison publique que le gouvernement du 2 décembre n'a de *salut* et de signification que dans une politique révolutionnaire; par là rendre devant cette même raison le retour de la démocratie nécessaire, celui de la monarchie constitutionnelle impossible. Voilà le genre de pression que je veux exercer sur l'opinion, et par l'opinion sur le gouvernement. Le reste ira de soi ». Telles étaient bien, en effet, les intentions de Proudhon en écrivant *La Révolution sociale démontrée par le coup d'Etat : « En le prouvant, faire que cela soit »*. La seule chose étonnante, c'est que Proudhon ait pu croire un instant à l'efficacité de sa démonstration; si elle s'explique, c'est seulement par la longue détention de Proudhon qui, en dépit des sorties et des visites, l'avaient *privé d'air* et d'une expérience directe et quotidienne avec cet appareil grâce auquel une dictature paralyse un peuple.

Proudhon avait mesuré les dangers auxquels il s'exposait; mais son esprit frondeur l'emporta. Avant d'achever la *Révolution sociale,* il avait changé vingt fois de résolution, comme il l'écrit, le 31 mai, à M. Gallot : « Après avoir changé vingt fois de résolution, tant je trouvais la chose épineuse, j'ai pris enfin mon dévouement à la République aux dents, et j'ai écrit une brochure de circonstance, qui paraîtra dans quinze ou vingt jours. Elle sera précédée ou accompagnée d'un programme philosophique. Le progrès des jésuites et dynastiques m'arrache, malgré moi, au silence que j'étais résolu de garder sur la politique, et me voilà lancé. Priez pour moi !... Encore une fois, que la fortune de la République et l'intelligence de la démocratie me soient en aide !... Amen ».

## VIII

Le 30 mai, Proudhon écrit dans son *Carnet* : « *Famille*. Ma fille aînée, Catherine, âgée de dix-neuf mois, a l'instinct prononcé de la parole, de la mesure, du ton, du geste. Elle comprend. On sent l'ordre ». Et, le 4 juin 1852 : « Mon écrou est levé et je suis mis en liberté. Promenade à Meudon, avec Darimon, Bouteville, Courbet, Bisson, Langlois, Bailly, Eisermann et mon beau-père ». Le lendemain, arrivée de Maguet...

Le premier jour de liberté a donc été consacré à l'amitié : « Nous avons fêté ma sortie, vendredi dernier, 4 juin, par une promenade, qui a duré douze heures au bois de Meudon, entrecoupée de deux longs repas. Cette immense orgie nous a coûté *cent sous* par tête. » (Lettre du 11 juin à Mathey.)

Proudhon s'est installé dans le logis où habitait sa femme en face de Sainte-Pélagie, 9, rue de la Fontaine, dans une chambre de renfort, sur le même carré avec vue sur la Pitié et il restera là jusqu'à la mi-juillet où il sera en vacances à Burgille sur l'Ognon : « Je suis à la besogne, écrit-il le 11 juin. Je compte fin courant commencer l'impression de deux opuscules, après quoi, viendront mes prolégomènes d'économie; plus tard, après l'*Histoire de la Démocratie,* les théorèmes. Priez Dieu pour moi !... J'ai le projet de faire une étude sur la navigation de la Seine, de Rouen à Montereau, et de rédiger un plan que je porterais à des capitalistes anglais, si je ne trouve pas de commandite à Paris... Le transport ne doit pas revenir à un centime par tonne et kilomètre. Avec cette marge, on peut faire tirer la langue au chemin de fer de Paris au Havre ».

On voit qu'à la sortie de Sainte-Pélagie, les projets de Proudhon étaient fort divers. Le 23 juin, Proudhon note aux *Carnets :*

*Décidément, nul ne voit la durée du gouvernement de Louis-Napoléon. Le mépris, la désaffection sont au comble. Tout ce qu'on peut dire d'odieux est ici au-dessous de la vérité. Pour cette raison, serrer le style et accuser fortement le motif de la* non stabilité, *en excuse de mon travail; généraliser. Après L.-N. un autre ! C'est tomber sur la canaille parisienne, les dames privilégiées de la halle, les forts, etc., etc... Toute cette populace qui depuis deux siècles n'a pas progressé d'un iota.*

Les 25 et 29 juin : « Séance du corps législatif du 22. En somme, L.-N. est approuvé par les prêtres, les absolutionnistes, les financiers, etc... et il se fait populaire ! Il prêche l'amélioration des classes pauvres, etc... Contradiction et mensonge. Que fait-il là ?... Message de Louis-Napoléon au corps législatif. Il vante son gouvernement comme appuyé sur trois principes bases : le peuple, principe de tout pouvoir; la religion, principe de la justice et l'armée, principe de la force ».

Le 8 juillet, Proudhon est plein de bonne humeur, d'abord sans doute, parce qu'il emmène dans son pays natal ses deux « miochesses et leur mère » et parce qu'il lui envoie son nouveau livre; car il écrit ce jour-là à Maguet qu'il a fait *le plus beau coup de sa vie,* et, en même temps, il ajoute : « Que faudra-t-il croire en

fin de compte ? Cet homme, Bonaparte, ne suivra avec opiniâtreté qu'une idée : l'imitation plus ou moins burlesque de son oncle... Il a fait son coup d'Etat presque gratuitement, et pour avoir le plaisir de faire un 18 Brumaire. Que sera son Empire ? un mot ! De fantaisie en fantaisie, nous aurons la guerre et la restauration... O ! cher Maguet, je ne prétends point imposer mes idées; je reste dans le paradoxe, à dessein, en face des idées rétrogrades. Mais, franchement, à me prendre dans la crudité de mes expressions, je suis encore aujourd'hui le seul sage et le seul clairvoyant... »

A la veille de son départ pour la Franche-Comté, Proudhon note le 15 juillet (page 438 du *Carnet 9*.)

*L'Empereur ne trompe pas ceux qui le voient de près; dans son entourage, on ne croit pas à lui, il n'a guère de prestige... épileptique.*

Ces lignes écrites à l'encre étaient suivies de celles-ci, au crayon :

*Je fais de la* politique *pour la* TUER.

EN FINIR AVEC LA POLITIQUE.

NOUS VOUS ATTENDONS TOUS : NE PLUS FAIRE QU'UN.

LA POLITIQUE, C'EST L'AN-ARCHIE.

L'EMPEREUR AVAIT DEVANT LUI CENT IMPOSSIBILITÉS; LOUIS-NAPOLÉON EN A MILLE.

LOUIS-NAPOLÉON NE TOMBERA QUE PAR LA RÉVOLUTION; ET PAS AVANT.

*Recette de prudence : l'homme d'Etat compose sa politique de toutes les nécessités des choses, non des siennes.*

Proudhon avait cru que la police laisserait passer *La Révolution sociale*. Le 25 juillet, il note sur les *Carnets* que le dépôt de son livre a été fait le 21 juillet au ministère de la Police :

*Dès le lendemain, le ministère a fait défendre à l'imprimeur et au libraire de le mettre en vente. Arbitraire, violation de la loi, rien n'y manque. Ainsi mes aventures vont recommencer. Il ne m'est pas possible d'écrire, d'être moi, et de rester en France; il faut aviser. La Belgique ou la Suisse; ou bien, la publication clandestine, sous le couvert d'une industrie. Depuis longtemps j'ai interrompu mes notes de famille, mes extraits et notes de circonstances, occupé que j'étais par la rédaction de ce volume. Je vais reprendre mes travaux accoutumés. Ma fille aînée se remet à faire ses dents, elle s'affaiblit, maigrit et dépérit. Enfant nerveux, joli, gentil, mais, je le crains, sans vigueur. La cadette prospère...*

Le 31 juillet, Proudhon note : « J'ai écrit, ce matin, à M. de

Morny en lui envoyant ma lettre à Louis-Napoléon. J'attends. Cinq heures, le même jour, j'apprends par les frères Garnier que la police autorise la mise en vente de mon ouvrage. Ainsi la suspension a duré huit jours. J'ai voulu éviter la censure, je n'y ai pas échappé. J'ai droit, d'après cela, d'en revendiquer le bénéfice... ».

Pendant ce temps, Proudhon était installé à Burgille-sur-Ognon d'où il écrivait à Charles Beslay, le 29 juillet : « Venez à Burgille, il reste, nous logés, un lit à mon frère, dans une petite mansarde où est morte notre mère, et d'où la vue s'étend sur une des plus jolies vallées de la Franche-Comté. Si le temps le permet, je vous pêcherai un plat d'écrevisses grosses comme de petits homards... ».

Tandis que, au commencement de septembre, Proudhon faisait dans la région lyonnaise un séjour dont il profita pour se renseigner sur la situation économique de la France, il laissait sa nichée, comme il l'appelait, en Franche-Comté dont le climat devait profiter aux enfants; il allait les retrouver par la suite :

*Mes petites filles vont bien; Catherine prend des forces; je vais à la pêche aux écrevisses, qui sont abondantes dans nos ruisseaux; quelquefois, je pêche aussi le goujon, etc... dans l'Ognon, ou bien je vais à Besançon. Nous avons tous grand appétit et nous trouvons à bon marché de quoi y satisfaire. Nous habitons le* faubourg *d'un petit pays qui ne compte pas cinquante maisons et quatre mille âmes, sur le bord de l'Ognon, dans une des plus fertiles vallées de la Franche-Comté... Demain* 29, *nous irons, ma femme et moi visiter les vieux parents et amis qui me restent... Le séjour de Burgille, quoique troublé par de longues et fortes pluies, a profité à mes deux filles : l'aînée surtout y a gagné singulièrement. Son teint a pris une bonne couleur de pomme reinette vermillonnée, ses jambes se redressent toutes seules et le régime des gaudes lui va à merveille. En résultat, ma fille aînée est une enfant de petit bois, nerveux et lymphatique, grimacière, espiègle, etc... La deuxième est grasse, sanguine, membrue.*

Pendant cette fin d'été s'était posée pour Proudhon la question d'une candidature d'abord acceptée par lui conjointement avec M. Goudchaux. Celui-ci avait déclaré qu'il ne partageait « en rien, mais en rien, absolument en rien, les idées et la politique du citoyen Proudhon ».

Proudhon avait maintenu sa candidature, mais à une condition, c'était de ne point être porté en concurrence avec M. Goudchaux, pour ne pas diviser les votes. Mais il avait mis pour autre

condition, qu'il voulait être libre sur le serment. (Lettre à Charles Beslay, du 15 septembre.) Comme son attitude diffère de celle qu'il aura dans la suite, il faut noter la réponse faite à Charles Beslay qui l'interrogeait sur ce point : « Vous me demandez mon avis. Je vous le donne en vous dispensant de la discrétion; dès qu'il est entendu que le serment politique comporte réciprocité, je regarde comme une duperie de persister à s'abstenir, et je me défie de tout individu que cette formalité embarrasse. Mais je n'irai pas me charger d'un mandat onéreux qui me laisserait dans la détresse pendant que la calomnie exploiterait ma *vénalité*. Je n'ai que faire du mandat représentatif, pas plus pour la manifestation de mes idées que pour l'avancement de ma fortune et je ne commettrai pas l'inexcusable faute de me jeter dans ce bourbier. Je suis pauvre et je reste libre. » Et le 20 septembre Proudhon demandait à Darimon de tenir la main à ce que sa candidature soit *purement et simplement* retirée.

Aux élections de 1863, Proudhon devait prendre une position contraire.

Il paraît que les ouvriers se plaignaient du prix auquel était mis en vente *La Révolution sociale démontrée par le coup d'Etat*. Il avait publié à un prix peu élevé *Les Confessions d'un révolutionnaire* (soixante centimes qui représentaient les frais de revient). Mais le livre ne s'était pas vendu; par contre, l'*Idée de la Révolution* avait eu plusieurs éditions. Le tirage de *La Révolution sociale* montera en août, à neuf mille exemplaires.

En août, Proudhon est de retour à Paris; et déjà se rencontrent dans ses *Carnets* des notes (31 juillet) qui amorcent le livre qu'il ébauchera, mais n'achèvera jamais sur Napoléon Ier.

*Napoléon : ce qui fait la majeure partie de sa gloire, c'est la nécessité où il était d'être un personnage historique, et l'opinion obstinée qu'en réalité il l'a été... Comme Dumouriez qui avait songé à se faire une principauté en Belgique, il veut s'en faire une en Italie. Voilà le fait qui l'écrase. Légende impériale : reconnaître que la spontanéité révolutionnaire tendait à s'incarner dans un homme. Elle erra sur Mirabeau, Lafayette, Danton, la Gironde, Robespierre, Orléans, Dumouriez; enfin, le choix s'abattit sur Bonaparte. Or, incompatibilité d'humeur entre cet homme et l'esprit de sa légende. Pour que Napoléon soit définitivement le dieu de la Révolution, il faut que Louis-Napoléon le corrige, et ramène l'homme symbolique à son idée.*

Le 9 août, Proudhon repart avec sa petite famille, « sa nichée »,

qui restera à la campagne, arrive à Burgille le 12 août, par le chemin de fer de Paris-Lyon à quatre heures du matin.

Le 4 septembre, Proudhon quitte Burgille pour Lyon : c'est pendant ce séjour à Lyon, du 8 au 19 septembre, qu'il résume ses observations sur la situation industrielle en France, par cette formule : Féodalité: « La France sera livrée au monopole des compagnies. Voilà le régime féodal — les tissus, les fers, les grains, les liquides, les sucres, les soies, tout est en voie de monopole ».

On sait qu'entre temps, on avait offert à Proudhon une candidature qu'il avait d'abord acceptée sous condition, puis dont il s'était désisté (10 au 26 septembre). Le 18 septembre, Proudhon était remonté de Lyon à Chalon sur ce *Dragon* sur lequel, en 1843, et pendant les années suivantes, il avait si souvent navigué. Et, le 20 septembre, il était de retour à Burgille-sur-Ognon où il se décide à prolonger son séjour.

Du 16 au 17 octobre, Proudhon commente ainsi la « marche triomphale de Louis-Napoléon, à travers les départements » : « Partout où l'oncle s'est arrêté, a couché, craché, Louis-Napoléon s'arrête, couche, crache... Louis-Napoléon, parjure, assassin, brigand, voleur... toutes les grimaces qu'il a faites, le neveu les répète; elles obtiennent identiquement le même succès ».

Le 27 octobre, Proudhon quitte Burgille et rentre à Paris. A son arrivée à Paris, le 28 octobre, Proudhon écrit : « Louis-Napoléon trompe tout le monde : c'est le côté horrible de son rôle. Pendant cette orgie, la bourgeoisie se gorge : elle accapare monopoles, concessions, subventions, etc... Déchéance de la bourgeoisie, agioteuse plus que commerçante, rentière plus qu'industrielle et propriétaire fort au-dessous de celle qui fit le mouvement des communes contre la féodalité et la Révolution de 89, contre la monarchie absolue, impuissante depuis 1830. Nulle en politique, acharnée à son utopie parlementaire, hostile à l'émancipation du prolétariat, depuis 89, a besoin qu'on lui mette tout en main, ne peut rien par elle-même, n'entreprend qu'avec garantie du gouvernement. Ex. : chemins de fer, mines, etc... Où allons-nous avec mouvement à bride abattue d'affaires galeuses, de pots de vin, d'actions. La bourgeoisie gorgée, le travail centralisé, quasi gouvernementalisé ».

Et c'est à la page 473 du *Carnet 9* que Proudhon trace un portrait de Louis-Napoléon, à la manière du duc de Saint-Simon, portrait plaçant *La Révolution sociale* dans l'atmosphère réelle qui permet de la comprendre.

## IX

Dans sa lettre à Marc Dufraisse, du 3 août, il lui dit qu'on annonce un livre de Victor Hugo : *Napoléon le Petit* : « Petite idée si c'est vrai. C'est encore étrangler un fait immense sous une personnalité ! » Et il ajoute : « Est-ce trop, mon cher Marc, d'attendre de votre amitié les conseils et avis dont je pourrais avoir besoin dans cette route scabreuse où vient de m'engager le plus pur patriotisme, jointe à une intelligence que j'ai lieu de croire plus exacte de notre situation ?... »

La route scabreuse, c'était en effet la *Révolution sociale démontrée par le coup d'Etat.* Si l'on veut juger celle-ci avec quelque impartialité, il est nécessaire de la rapprocher des deux autres livres qu'a suscités l'événement du 2 décembre. *L'Histoire d'un crime,* par Victor Hugo et, par Karl Marx, le *Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte :*

*Chose curieuse, ces trois livres ne rendent pas un son aussi différent qu'on pourrait le croire*[1]. *Hugo, comme Marx et comme Proudhon, a mesuré l'indifférence de la masse, il a utilisé au mieux de sa légende, le scénario théâtral et bourgeois de sa résistance au coup d'Etat. Mais son orgueil ne lui cache pas l'étendue de la défaite. Hugo, qui n'avait compris ni le sens, ni la portée de l'émeute ouvrière de juin* 48, *décrit avec exactitude les remous de la société française, lorsque se déclanche le coup d'Etat. On peut cependant lui reprocher d'avoir exagérément grossi la personnalité du prince-président que Proudhon et Marx considéraient plus justement comme un produit. Proudhon et Marx, soucieux de désolidariser la démocratie jacobine, de distinguer révolution et dictature, ont fait l'amer procès de la seconde république... Proudhon et Marx ont placé les exigences de la révolution bien au-dessus des caprices et des veuleries du suffrage universel, ils ont décomposé avec méthode la structure sociale de la France pendant les années* 1848 *et* 1852; *ils ont expliqué le caractère logique du coup d'Etat*[2].

De la crise économique et sociale de 1847 à 1851, Proudhon et Marx ont su dégager le fantoche, acteur sans doute, mais personnage agi par les intérêts et les forces économiques qui l'utili-

1. Introduction à la *Révolution sociale* par Georges Duveau et Edouard Dolléans, Rivière, 1936.
2. Introduction, pp. 104 et 105.

sent, soit directement à leur profit, soit indirectement comme Thiers, le Comité de Poitiers et M. de Falloux, aux fins d'un mouvement politique à plus longue échéance — monarchiste ou congréganiste.

Dans la préface du *Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, Karl Marx a écrit: « Sous sa plume, la construction historique du coup d'Etat se transforme en une apologie du coup d'Etat, Proudhon tombe ainsi dans l'erreur que commettent nos historiens soi-disant objectifs ».

L'injustice de Karl Marx est ici évidente. Dans Louis Bonaparte, Proudhon voulait voir la négation du souverain monarchique puisque la révolution s'affirme *par une négation* universelle et que ses développements conduisent à une tendance à l'anarchie. Par les notes de ses *Carnets*, on a vu que Proudhon se faisait bien peu d'illusions sur Louis-Napoléon et sur les possibilités de le mettre au service de la révolution. Karl Marx, au reste, a rédigé le *Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte* à Londres, où il travaillait en liberté et à tête reposée. Le livre de Proudhon est moins un essai d'histoire qu'un instrument de combat. Ce livre de circonstance amuse ou déçoit selon la vision que son lecteur a de l'homme et de l'œuvre; selon que sa connaissance de la psychologie de Proudhon lui permet de comprendre dans son ensemble l'évolution de cette pensée frémissante et, par suite, de situer la *Révolution sociale* là où elle doit l'être.

*Cet homme est mal bâti et laid au physique. Très court de jambes, placé de travers et torticulent comme dit Rabelais, la face ignoble, les parties doubles inégales entre elles et mal équilibrées, un œil plus haut que l'autre, le front sans majesté ni intelligence et l'œil mort. En le voyant pour la première fois en* 1848, *j'ai éprouvé le sentiment confus que j'avais devant moi un homme en qui la pudeur était morte, ou plutôt n'avait jamais existé, comme cette prostituée de Martial qui ne se souvenait pas d'avoir jamais été pucelle. Cette révélation confuse de l'instinct s'est traduite dans le pamphlet que j'écrivis en* 1848, *fin novembre, et où je le peins comme un monstre d'impudicité qui un jour ferait saisir la République par quatre bandits et la violerait entre leurs mains...*

*On affirme que Louis-Napoléon est tellement épuisé d'excès de femmes et de toute nature, qu'il est dans un état de relâchement perpétuel... Son haut-de-chaussé toujours infecté de m... et dans ses orgies érotiques la plus infâme ordure sert de parfum à ses voluptés...*

Ce portrait à la Saint-Simon se trouve dans les *Carnets* à la date du 31 octobre 1852, et l'on peut objecter qu'il ne représente pas la première impression que Proudhon avait eue de Louis-Napoléon, lorsque, le 26 septembre 1848, il le rencontre en présence de M. Schmelz et de M. Joly père, confident intime de Ledru-Rollin. Il n'en est rien. Les écrits et la correspondance de Proudhon, de 1848 à 1852, nous ont montré la constance du mépris et de la crainte que lui inspiraient le personnage. « *Cette révélation confuse de l'instinct* lors de la première rencontre (septembre 48), s'est traduite dans le pamphlet que j'écrivais en 1848, fin novembre, et où je le peins comme un monstre d'impudicité qui, un jour, ferait saisir la République par quatre bandits et la violerait entre leurs mains. »

Sur l'homme, comme sur l'entourage, le jugement de Proudhon rencontre celui de Karl Marx : « Sous prétexte de fonder une société de bienfaisance, on avait, dès la fin de 1848, fondé la Société du 10 Décembre, on avait organisé la canaille de Paris en sections secrètes. A côté des roués, ruinés, aux moyens de subsistance douteux et d'origine également douteuse, à côté des déchets de la bourgeoisie, d'aventuriers et de corrompus, on rencontrait des vagabonds, des soldats et des forçats libérés, galériens en rupture de ban, filous, charlatans, lazzaroni, voleurs à la tire, escamoteurs, joueurs, maqueraux, tenanciers de bordel, portefaix, hommes de lettres, tourneurs d'orgues, chiffonniers, gagne-petit, rétameurs, mendiants, bref, toute cette masse indéterminée, décomposée, flottante, que les Français appellent « la Bohème »... Ce Bonaparte qui s'instituait le chef de la canaille (*Lumpen prolétariat*), qui retrouve là seulement la masse des intérêts qu'il poursuit lui-même personnellement, qui dans ce rebut, ce déchet, cette écume de toutes les classes, reconnaît la seule sur laquelle il puisse s'appuyer, ce Bonaparte est le vrai Bonaparte, le Bonaparte sans phrase. Vieux roué, rusé, il prend la vie historique des peuples, leurs affaires d'Etat, pour une comédie au sens vulgaire du mot, une mascarade où les grands costumes, mots et postures ne servent qu'à masquer la plus mesquine des gueuseries. Lors de son entrée à Strasbourg, un vautour suisse, apprivoisé, représente l'aigle napoléonien. A son escapade de Boulogne, il habille de l'uniforme français quelques laquais de Londres. Dans sa Société du 10 Décembre, il rassemble dix mille gueux qui doivent représenter le lion populaire, à un moment où la bourgeoisie jouait la comédie la plus complète, mais le plus sérieusement du monde, où elle était à demi aveuglée,

à demi convaincue de la magnificence de ses propres hauts faits, de ses affaires d'état ; dans ces circonstances, c'était l'aventurier qui devait l'emporter, lui qui prenait cette comédie tout simplement pour ce qu'elle était... Tous les grands événements, toutes les grandes figures historiques se produisent pour ainsi dire deux fois. La première fois c'est une tragédie, la seconde fois, une farce. » (*Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte.*)

Il était nécessaire de rapprocher les pages consacrées à Louis Bonaparte par ces deux grands esprits qu'étaient Proudhon et Karl Marx, afin de se rendre compte que, s'ils différaient fort par leur tempérament et les aspects de leur pensée, ils se sont rencontrés étroitement dans leur jugement et dans leur vision des événements.

## X

Proudhon n'avait même pas eu besoin de la publication de la *Révolution sociale* pour renoncer à ses imaginations chimériques. Elles lui apparaissaient déjà telles tandis qu'il l'écrivait et que le fait même de les préciser par l'écriture les faisait éclater comme bulles de savon au soleil de sa raison. Les notes quotidiennes des *Carnets* révélaient son scepticisme et son dégoût à l'égard du personnage; et l'on ne peut même pas dire que cet état d'esprit s'accentue pendant les semaines qui suivent la publication : le portrait de Louis Bonaparte se contente de condenser le jugement de toujours.

Le 3 novembre, Proudhon note aux *Carnets* : « La conscience publique est malade; elle se soulève peu à peu contre L.-N.; elle s'indigne peu à peu de la violence qui lui est faite, du parjure... Dans l'état d'atonie où est la République, je comprends plus que jamais de quelle importance il serait que les hommes les plus énergiques fussent groupés à Paris. Il n'y a rien d'organisé; la chance est à cette heure aux légitimistes ou orléanistes. Donc, en démontrant le courant réformateur qui commande à tous, qui est l'acte providentiel même, réveiller les esprits de leur torpeur, les intéresser aux choses, grouper les plus intelligents, les plus énergiques, les avertir de se tenir prêts à résister aux partis réactionnaires qui... préparent au peuple une servitude nouvelle, insister sur les principes émis depuis février... ».

Du 7 au 9 novembre, aux *Carnets* : « La réaction jésuitique et

bourgeoise sévit de plus en plus sous le couvert de L.-N... Le message de L.-N. Indifférence profonde du public : dégoût de cette comédie... La réaction jésuitique poursuit son œuvre sourde, effrayante. Allures de plus en plus tyranniques. Crainte mutuelle. Division, haine, silence, voilà la France ».

Le 8 octobre, Proudhon avait écrit à Bouteville : « ... La vieille haine de l'Oncle pour les républicains, son dédain de la multitude idolâtre se trahit de plus en plus chez L.-N... C'est un fait constant dans l'histoire... que toute monarchie nouvelle, toute usurpation, toute tyrannie, tout césarisme commence avec l'appui du peuple, et, aussitôt installé, cherche l'adhésion des grands et se met en garde contre le peuple. L.-N. n'est pas homme à changer de tactique; comme son oncle, dont il adore les vestiges, il pense que la société c'est une administration, une armée, un clergé, une magistrature, et que tout le reste est poussière... Leur fortune faite, ils ne font cas, et avec raison, du peuple, et, pour l'empêcher de crier, lui mettent la main sur la gorge. Ne sommes-nous pas en plein dans cette routine, à la fois démagogique et usurpatrice, révolutionnaire et rétrograde ? ».

Le 18 octobre, à Charles Edmond : « Quel commentaire de l'histoire nous faisons depuis cinq ans, mais surtout depuis le 2 décembre... Plus d'opinion, plus de conscience générale, plus de raison publique, plus d'honneur du pays, plus de solidarité des citoyens. Chacun pense à soi, chacun fait la désagrégation des esprits et des cœurs dont la combinaison formait un être collectif; l'être français est au comble, et Louis-Napoléon est le maître régnant sur des cadavres... ». Et pourtant, Proudhon ajoute : « La révolution s'accomplit ainsi peu à peu en suivant le plus long chemin ».

C'est qu'en effet, et les deux idées bien que distantes, dans cette lettre du 18 octobre à Charles Edmond, sont proches dans son esprit: « *L'économie de la société se transforme de fond en comble.* Voilà le fait », tandis que le mouvement politique en soi, et abstraction faite de l'économie est *nul :* « Tout est mort, idées et partis. Ce ne sont que des cendres. Pour moi, je fais ce que je puis pour ne pas me laisser aller à ces impuissantes indignations. L'histoire fournit peu d'exemples de ces grandes réparations telles qu'il en faudrait une après ces quatre années de trahison et d'infamie... Cette impunité de l'histoire vient de ce que la vie universelle ne peut s'arrêter un seul instant... *L'économie,* je veux dire les intérêts économiques, aujourd'hui dominent tout. Avec eux, l'Etat et sa raison restent fatalement

subalternes... Ce n'est plus l'honneur monarchique et la vertu républicaine qui mènent les états, c'est la nécessité du *pain quotidien*. Là est la raison secrète de toutes nos défaillances et du triomphe du crime, mais là aussi est la puissance invincible qui fait tout... ».

Le 10 novembre, à Guillemin, Proudhon brosse un tableau de la société jouisseuse et agioteuse, au milieu de laquelle il est dégoûté de vivre : « On vient de placarder la *Comédie Nouvelle du Sénatus consulte* et d'autres pièces concernant le rétablissement de l'Empire. Paris est d'une indifférence écrasante; ce qui l'occupe, c'est l'orgie agioteuse et la chronique élyséenne. Des chemins de fer qui ne produisent pas la moitié de l'intérêt des sommes qu'ils coûtent sont cotés à des prix fabuleux; tout le monde joue, se vautre, cherche à obtenir par la hausse et la baisse ce que ne donnent plus ni le travail, ni l'échange. A cette incandescence d'agiotage, les rieurs font de temps à autre diversion par des historiettes dignes des romans les plus érotiques du XVIII^e^ siècle. Ces anecdotes s'impriment tout au long à Saint-Pétersbourg et font rire S. M. à gorge déployée ».

A Antoine Gauthier, le 15 novembre, Proudhon répond : « Je ne veux m'occuper de rien où il faille solliciter l'intervention du gouvernement; j'aime mieux vivre toute ma vie avec trois ou quatre mille francs que je puis tirer du profit de ma plume, que de risquer de m'enrichir dans une affaire quelconque où serait la main du gouvernement... Qu'il fasse la hausse et la baisse, s'empare des privilèges ou les distribue à ses créatures, cela m'est égal, je ne veux plus entendre parler de lui. Il me suffit qu'il me laisse philosopher à ma guise et grignoter mon pain tranquillement... Mais du gouvernement, je ne veux pas, je ne veux rien de lui. J'écarte de moi toute affaire où il faut se commettre avec ses agents et ses ministres. Il me dégoûte; c'est bien dire assez ».

Le gouvernement avait engagé indirectement Proudhon à maintenir sa candidature contre Goudchaux; mais Proudhon avait saisi la malice « cousue de fil blanc ». Ce coup de politique semblait destiné à compromettre Proudhon aux yeux de ses amis, afin de pouvoir dire : « La Révolution relève la tête, jetez-vous dans mes bras ». Tandis que le ministre de la police, Maupas, refusait l'autorisation à *La Revue* dont Proudhon devait être le rédacteur en chef, voici que Proudhon était sollicité par son ami ex-créancier Maurice, pour un emploi gouvernemental. Et, le 28 novembre, Proudhon oppose à ce conseil la même volonté de complète indépendance vis-à-vis du gouvernement :

*Que voulez-vous que le gouvernement fasse d'un homme de mon espèce ? Vous parlez de bibliothèques, il y a aussi des emplois d'archivistes, de consuls, vice-consuls, secrétaires, etc., etc... Tout cela, ce sont des sinécures, c'est-à-dire des façons déguisées d'acheter des consciences. Quoi donc ? Irais-je grossir le nombre des mangeurs de budget et des bêtes muselées et mises à l'engrais ? C'est impossible... Toutefois, rassurez-vous, si l'auge gouvernementale me fait défaut, mon travail, libre comme ma pensée, ne paraît pas encore à la veille de rester absolument sans fruit. Dans la voie où je cours, je ne m'enrichirai pas, c'est vrai, mais je vivrai; à moins de maladie et d'impuissance, j'élèverai mes filles et je paierai mes dettes, cela me suffit.*

Car Proudhon n'oublie jamais qu'il entend se libérer de ses dettes; et, en ce mois de novembre 1852, parce que Maurice est son plus important créancier, il établit à son intention le compte de ses dettes et de ses créances. Depuis deux ans, il vit sur le produit de l'*Idée générale* et sur les premières recettes de *La Révolution sociale;* il espère, en 1855, avoir liquidé toutes ses dettes. Donc, il lui reste encore pendant deux ans et demi à prélever des acomptes sur la rémunération de ses travaux : « Certes, je suis de ceux qui vont lentement; il y a vingt-cinq ans que je travaille, et tout compte fait, je suis juste à zéro. Toutes mes dettes payées, il me resterait un mobilier de cent écus et rien dans ma bourse : il faudrait vivre sur le crédit. Dans cette carrière si peu fructueuse, j'ai eu bien du mal, vous en savez quelque chose. Et je ne suis sans doute pas au bout ? Mais avec tout cela, j'arrive, pas fort haut en vérité, mais j'arrive, je vis; j'aurai eu le plaisir, j'espère, d'élever deux enfants, de récompenser d'un mari passable une bonne fille, et je mourrai peut-être sans laisser de dettes, cela me paraît déjà beau pour un esprit de ma trempe ».

Ce sont des lettres telles que celle-ci (28 novembre, à Maurice) qui permettent de parler de la moralité de Proudhon, d'une vertu faite de moralité sévère, d'entière indépendance et de courage quotidien. Des qualités comme celles-là composent un caractère rare. Dans cette lettre, Proudhon parle de lui-même en disant « un esprit de ma trempe »; on doit voir dans l'expression volontairement modérée une preuve de sa modestie; et on est en droit de traduire cette expression par celle d'une âme bien trempée. A travers les épreuves d'une vie difficile, cette âme trouvait en soi seule la source de sa force contre l'adversité. En 1852, la pensée de Proudhon ne rencontrait d'austère et bien

abstraite satisfaction que dans sa philosophie de la *Révolution-Nécessité.* Nous pouvons en juger d'après la lettre, qu'une année à peine écoulée depuis le coup d'état, Proudhon adressait *comme un pur esprit dégagé des conditions de la conscience et de la sensibilité* (le 11 décembre 1852), à Madier-Montjau :

*Depuis le 2 décembre, je travaille à me faire un cœur de pierre. Au lieu de juger avec le vulgaire, avec tous nos amis, les choses actuelles au point de vue de la liberté et de la morale (des mots qu'on n'entend plus !) j'ai pris le parti d'aller plus au fond, et comme un pur esprit dégagé des conditions de la conscience et de la sensibilité, de voir tout d'après les* lois absolues *qui, par le crime, comme par la vertu, gouvernent les sociétés. Sans doute, je n'entends pas prêcher l'indifférence... Mais... que voulez-vous que fasse de mieux un écrivain, en face du despotisme penché sur sa tête, et d'une société, sa complice ? Connaissez-vous une façon plus énergique de flageller peuple et bourgeois que de leur dire : « Ce n'est plus avec les idées de* bien *et de* mal, *de* juste *et* d'injuste *que je traite vos intérêts. De telles idées ne vous vont plus, car vous êtes pires que des bêtes, vous êtes des démons. Là où a péri la moralité, il ne faut plus parler morale et justice ; il faut parler fatalité !* ».

Ces quelques lignes révèlent la douleur de Proudhon et sa déception profonde en face de ce peuple qu'il ne peut s'empêcher — tant il l'aime — de *flageller* en des termes d'une singulière grandeur, car il lui appartenait par le cœur, les « affections », et surtout par la communauté des souffrances et des vœux, ainsi qu'il l'avait écrit le 31 mai 1838. Et cette lettre précise, en des formules saisissantes, la philosophie historique de la *Révolution-Nécessité.*

*Eh bien !* ajoute Proudhon, *la fatalité vous mène;* et voici que commence à se préciser, dans sa pensée, la signification de ces deux expressions par lesquelles, en 1854, s'affirmera l'opposition entre les hommes du libre arbitre et les hommes de la fatalité.

*Etant donnés un peuple et une bourgeoisie qui, par trois fois acclament ou laissent passer, signer de leur sang l'homme du* 10 *et du* 2 *décembre, il n'y a plus comme Hugo, Schœlcher et* tutti quanti, *à argumenter de liberté, de justice, de morale : la société n'est plus menée par des principes, elle est livrée à ses instincts. L'instinct, c'est la fatalité dans une nation.*

Ainsi se précise dans la pensée de Proudhon l'idée de la *Révolution-Nécessité.* Une société peut être soumise à la fatalité, c'est

celle qui s'abandonne à ses instincts. Mais puisque « l'instinct, c'est la fatalité dans une nation », qu'est-ce que la liberté, sinon la raison ?

Proudhon justifie l'interprétation qu'il a donnée des événements dans les trois livres qui s'enchaînent entre juillet 1849 et juillet 1852 : *Les Confessions d'un Révolutionnaire*, l'*Idée générale de la Révolution au* XIX^e^ *siècle* et *La Révolution sociale démontrée par le coup d'Etat :* « Donc, j'explique par des combinaisons logiques et fatales à la fois ce qui se passe sous mes yeux, et tout mon rôle sera de l'expliquer de plus en plus. C'est dans des temps pareils qu'un homme peut être prophète; rien n'étant plus aisé que de prévoir *les événements que la fatalité gouverne,* comme la route d'un lièvre que son instinct conduit. Voilà mon livre sur une nation gisante ».

A cette date presque anniversaire du coup d'Etat, Proudhon dégage l'attitude qui s'impose en face de cette nation gisante et soumise à la fatalité, parce qu'elle n'est pas menée par des principes, mais livrée à ses instincts. Double leçon. Puisqu'il n'est plus désormais question de morale et que sont mis de côté religion du serment, respect de la loi, sentiments humains, c'est *la fatalité qui vous mène...* et on ne peut plus raisonner des affaires de ce monde que *d'après les règles abstraites de la fatalité.*

D'où leçon et expiation pour la nation; leçon aussi pour nous, républicains et socialistes, dit Proudhon à Madier-Montjau :

*Vous avez encore le culte du peuple, mon cher Madier, il faut absolument vous défaire de cette fausse religion. Il faut servir la liberté et la morale pour elles-mêmes, et comme votre plus précieux trésor; laissez donc là les questions subjectives; sans mépriser le peuple, qui n'est que sauvage et que nous avons à civiliser, n'en faites pas votre souverain.*

*Il faut servir la liberté et la morale pour elles-mêmes* — précepte de désintéressement pour soi-même; mais en même temps, leçon de conduite à l'égard de ce peuple qui s'est abandonné à ses instincts. Sa soumission prostrée devant l'auteur du 2 Décembre en est la preuve (*le peuple et les chiens ont léché votre sang sur les boulevards...*). Mais de ce peuple, en dépit de son abandon et de son infirmité humaine, Proudhon ne désespère pas; pourtant, s'il dévoilait le fond de son âme, « il pourrait vous révéler le feu concentré qui me brûle, et les effrayantes pensées qui m'agitent... ».

Proudhon ne désespère pas, nous en trouvons la preuve dans une note de ses *Carnets*, le 9 novembre 1852, le jour même où

va se clore le *Carnet 9*, qui contient les réflexions de cette année si sombre (p. 488), Proudhon écrit : « *Histoire de la Démocratie moderne :* I. Poser le but de la révolution éternelle : l'éducation de l'humanité, l'affranchissement de l'individu ».

Y a-t-il donc, pour l'individu, un affranchissement et pour l'humanité, une éducation possibles ? Mais cet affranchissement et cette éducation, quel chemin peut y mener ? Comment une société, soumise à la fatalité et livrée à ses instincts, peut-elle être délivrée et guidée par la raison ? Questions que Proudhon commence à se poser déjà pendant les années suivantes, mais auxquelles il ne trouvera une solution qu'entre 1856 et 1858, lorsqu'il écrira *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*.

## VII

# CONSCIENCE ET LIBERTÉ

(25 décembre 1855 - 18 juillet 1858)

*La République selon moi existe, car nous l'avons fondée dans le cœur du peuple.*

16 février 1850.

*Le vieux monde est en dissolution... On ne sort de là que par une révolution intégrale dans les idées et dans les cœurs.*

A. MICHELET, 23 janvier 1860.

I

*Je vous embrasse, et, puisque nous voilà près du nouvel an, je vous souhaite pour recommencer cette course un cœur ferme, une résolution virile, un amour fidèle pour l'humanité et un suprême dédain pour la canaille.*

Ces souhaits, que le 25 décembre Proudhon adressait à son ami Micaud, expriment son état d'esprit à la fin de cette année 1855. Il avait vu s'évanouir le mirage qui, depuis 1848, lui permettait d'espérer une transformation radicale de la société économique. L'Exposition universelle de 1855 se terminait sans avoir réalisé le projet d'exposition perpétuelle. Le chiffon de soie qui avait enveloppé ce rêve persévérant de Proudhon s'était effiloché. La Banque du peuple n'avait pas été fondée qui aurait pu détruire « la royauté de l'or en faisant de chaque produit du travail une monnaie courante ».

A travers les déceptions, une lucidité implacable lui inspirera les jugements les plus sévères : « Tous les jours je me lève avec la pensée de ma nation déshonorée et se plaisant dans sa honte... d'un public imbécile et qui s'admire dans son imbécillité ». Mais cette lettre à Neveu (1861) continuera par ces mots : « Mais je ne cède pas à cette hypocondrie; je travaille double; je me raidis contre l'adversité; je me prépare pour une nouvelle mission ».

Et, en 1862, un mois après avoir écrit à Madier-Montjau que « notre pauvre société se meurt; la misère serpente, se glisse, étreint tous les cœurs; la tristesse marche à sa suite, avec le désespoir et le crime... », Proudhon écrira à Milliet : « Si tout ne me démontrait que la société est entrée dans une crise de régénération qui sera longue et peut-être terrible, je croirais à

l'irrévocable décadence et à la fin de la civilisation... Le mouvement de l'histoire s'accomplit par oscillations dont il dépend de nous d'abréger l'amplitude. Travaillons donc à nous rendre meilleurs, à penser juste; cherchons la frugalité et fuyons la paresse. Avec cela, nous abrégerons l'épreuve et nous renaîtrons supérieurs à nos pères ».

Car Proudhon pratique lui-même les vertus qu'il souhaite aux autres. Ces trois vertus, que le 25 décembre 1855 Proudhon souhaite à Micaud de conserver, sont justement celles qu'il possède lui-même : un cœur ferme, une résolution virile, un amour fidèle pour l'humanité. Ce qui lui permet de les entretenir en lui et de les pratiquer dans son existence, c'est d'abord sa passion pour la justice ; ce n'est pas moins son ardeur à la lutte — il a besoin d'avoir des ennemis contre lesquels batailler — le suprême dédain de la canaille ; et il faut entendre par cette expression, la canaille *d'en haut,* plus encore que la canaille d'en bas.

Mais la constance et la foi en la justice, chez une âme aussi passionnée que la sienne, auraient peut-être connu des intermittences si Proudhon n'avait été doué de ces trois vertus cardinales : le courage, l'indépendance et le sentiment de la responsabilité personnelle. « *Travaillons à nous rendre meilleurs, à penser juste; cherchons la frugalité et fuyons la paresse. Avec cela, nous abrégerons l'épreuve* ».

Proudhon est persuadé que l'on peut abréger l'épreuve que traverse la société. Chaque homme se doit à lui-même d'abord et à une élite d'hommes généreux et courageux, d'entretenir, au centre de la société, cette fontaine de vie que sont la conscience et le cœur des hommes. Justement, après sa déception de l'expérience de 48 et sa révolte douloureuse contre l'indifférence populaire (tout au moins en est-il persuadé), Proudhon va *se préparer* pour une nouvelle mission.

Dans cette lettre du 25 décembre 1855, il écrit à Micaud :

*Depuis trois ans, je travaille à ma transformation complète. De* 1839 *à* 1852, *j'ai eu ce qu'on appelle ma période* de critique... *Comme un homme ne doit pas se répéter et que je tiens essentiellement à ne pas me survivre, j'assemble les matériaux de nouvelles études et je me dispose à commencer bientôt une nouvelle période que j'appellerai, si vous voulez, ma période* positive *ou de construction. Elle durera bien autant que la première, treize à quatorze ans. ... J'ai à tirer au clair toutes ces questions que depuis vingt-cinq ans le mouvement intellectuel en France a bous-*

*culées... Aussi, je dois m'attendre encore à bien des luttes; soit ! Nous vivons de la lutte. Mais j'éprouve parfois d'affreuses colères que les entraves mises sur ma plume me forcent de dévorer et qui m'étouffent.*

Ainsi, au moment même où il écrit à Micaud que « l'époque est mauvaise, la génération lâche, le haut, le milieu, le bas sont également pourris », Proudhon songe à une œuvre qui sera celle de sa maturité; et il demande à Micaud ce qu'il dirait d'un médecin « à qui les plaies et les chancres feraient mal au cœur ». C'est là son cas; et pourtant, il ajoute : « Je tâche de me fortifier par un élixir de la philosophie, et, quelques dégoûts que me donne le spectacle des hontes, je me dis qu'après tout ces gens sont ma chair et mon sang et qu'il faut les guérir ».

Lorsqu'il annonce à Micaud son intention d'écrire un livre de morale, Proudhon escompte que la rédaction ne lui prendra que quelques mois; il se trompe, car le livre ne sera prêt qu'en avril 1858; il aura donc mis deux ans à l'écrire. Mais cet ouvrage est avant tout un livre de morale, dont le sujet essentiel est la responsabilité en République, de l'homme et du citoyen envers la société de ses semblables, *ces gens qui sont sa chair et son sang, et qu'il faut guérir.*

## II

Le 2 janvier 1857, Proudhon annonce à Bergmann qu'il n'a rien publié de ce qu'il avait en chantier et qu'il ne lui enverrait rien de nouveau avant le mois d'avril ou de mai : « Depuis bientôt deux ans je travaille à un livre considérable de philosophie morale et chaque trimestre de nouveaux contretemps viennent en ajourner l'impression ».

Des raisons de santé d'abord, expliquent que l'ouvrage commencé avec tant d'enthousiasme et annoncé à Micaud, le 25 décembre 1855, ait vu retarder son achèvement.

En mars 1856, Proudhon était tombé dans une incapacité presque absolue de penser et d'écrire; et, en avril 1856, il écrivait à Larramat qu'à grand peine il pouvait tracer quelques lignes : le mal dont il souffrait était inconnu, « stupéfaction du cerveau et affaiblissement des forces vitales, voilà tout ce que je puis vous dire. Sans avoir été malade, je suis comme un convalescent à qui la tête tourne, et dont la faiblesse est extrême. Vous

sentez que, dans cet état, je ne puis songer à imprimer quoi que ce soit. Je ne pourrais pas même lire mes épreuves ». Pourtant, à cette date du 14 avril 1856, Proudhon estime que, lorsque cesserait cette inertie forcée, ses forces rétablies lui permettraient d'achever son prochain ouvrage; il lui faudrait six semaines à deux mois, à la fois pour la révision et l'impression du travail. Le même jour, il répète au docteur Crétin : « Je suis dans l'incapacité la plus complète de travailler. *Ne pas travailler,* cher ami, c'est pour moi pire que le typhus et le choléra : c'est la mort ». Et Proudhon raconte au docteur Crétin que, depuis vingt ans, à la suite d'une vive émotion, il éprouve certains troubles physiques : « sa cervelle comme paralysée, son pouls devenant petit, la respiration faible, des spasmes, la tête qui lui tourne ». Proudhon chancelle comme un homme ivre. Tant que dure la crise, il éprouve un vide du cerveau, une angoisse générale, des vertiges, il ne peut ni dormir, ni lire. Et le café, le thé peuvent le mettre dans le même état que les émotions morales, les accès de colère, les discussions trop vives : « Je suis, écrit Proudhon, comme un convalescent à qui les jambes fléchissent, les yeux papillotent... » Or, depuis le mois de mars, cette affection nerveuse que Proudhon n'avait ressentie auparavant que par instants passagers, quelques heures, s'est installée chez lui en permanence, et ne le quitte plus : « Je ne peux pas penser, pas écrire; la main me tremble et se dérobe tout comme ma cervelle qui refuse le service. J'ai mis trois grands quarts d'heure pour faire cette lettre... La contention d'esprit prolongée me ferait-elle aussi l'effet de l'ivresse ou pour mieux dire du café, de l'eau-de-vie, d'une violente excitation morale ? Dans ce cas, me voilà condamné à l'abstention de la pensée; autant m'envoyer au cimetière. On me dit : Reposez-vous, c'est de la fatigue. Mais, outre que je ne trouve pas que j'ai trop travaillé, il me semble que le travail, la pensée, les privations, la misère peuvent bien faire maigrir et vieillir un homme avant l'âge, l'user plus vite, enfin; ils ne sauraient, par eux-mêmes, me mettre en cet état désespérant ».

C'était pourtant bien, pendant les années suivantes, cette santé ébranlée par l'usure du travail et de la misère qui allait sans cesse interrompre l'exécution des projets de Proudhon, rendre son travail si pénible et sa persévérance une victoire constante de l'esprit sur le corps.

Et pendant les mois d'avril, de mai et de juin 1856, Proudhon connaît une totale incapacité de travailler. Ensuite, après avoir fait un séjour de trois semaines à Besançon, à son retour à Paris,

sa santé se soutient assez bien, jusqu'au 30 septembre; Proudhon écrit à Villiaume qu'il se remet tout doucement, mais que pendant dix jours il a dû suspendre le travail. C'est toujours sa cervelle qui *l'assassine.* Proudhon, en octobre, a poussé la révision de son livre jusqu'aux neuf douzièmes et il lui reste encore un quart de la besogne; cela lui prendra six semaines, mais il compte pouvoir commencer l'impression qui durera jusqu'au 1[er] janvier (1857). Mais il est resté si éclopé, qu'entre juillet et décembre, il ne peut fournir dans ses meilleurs jours, plus de la moitié du travail d'un homme bien portant.

Cette angoisse générale dont Proudhon souffre, à partir du mois de mars 1856, est encore accrue par les émotions morales; l'entrain avec lequel il paraît batailler contre certains de ses amis politiques ne doit pas nous faire illusion. Lorsque ces polémiques touchent à quelques-unes de ses amitiés les plus profondes, sa tendresse est touchée au point de provoquer chez lui un ébranlement physique. Rappelons ici une certaine visite de Mme Madier-Montjau, femme de celui qu'il appelle « mon cher et ancien collaborateur, mon digne et éloquent défenseur ». Mme Madier-Montjau, le 12 mars 1856, avait apporté à Proudhon directement des nouvelles de son mari; mais elle avait l'intention de lui demander « comme par manière de conversation, s'il était vrai qu'il allât au Palais-Royal ». Et dans les regards de Mme Madier-Montjau, Proudhon avait lu qu'elle était venue tout exprès pour cela. Proudhon s'était senti atteint par le regard et la pensée de Mme Madier-Montjau ; et, le 14 mars, il écrit à celui-ci une lettre qui exprime son émotion :

*Est-ce qu'on s'occupe encore à Bruxelles de ce que je fais ou ne fais pas à Paris ? Est-ce que je ne suis pas depuis longtemps bien et dûment condamné, enterré, et, sinon encore oublié, au moins voué aux dieux infernaux... Pardon, mon cher ami, ce n'est plus à vous ici que je parle, je me crois trop sûr de votre estime et de votre inviolable affection; c'est aux coreligionnaires politiques que vous voyez quelquefois et qui me gâtent dans votre esprit. Aussi bien quand on vous rapporte des* faits, *des* faits *et encore des* faits, *que vous ne savez comment démentir, il est naturel que votre imagination, votre âme d'artiste s'effarouche, que votre amitié se désole... Je vous souhaiterais en ma vertu civique un peu plus de confiance et, pour toute ma vie, mes études, ma conduite, un peu plus de bonne volonté; je ne vous dirai pas d'intelligence, car vous en avez à revendre.*

Bien qu'il soit irrité « du peu de confiance de son ami en sa

vertu civique », Proudhon prend la peine de consacrer dix pages (imprimées) à développer à Madier-Montjau, les raisons de son opinion et de sa conduite, et il ne craint pas, selon son expression, de *divulguer ses sentiments secrets*. Il lui explique qu'« il doit agir seul, qu'agissant seul il a le droit de faire ce qui lui plaît ». Proudhon se considère, dit-il, « comme la première sentinelle de la Révolution » et il n'accepte rien de personne — ni consigne de caporal, ni aucun bénéfice personnel. « Mais, ajoute-t-il, j'irais, pour sauver une fourmi, visiter le diable. » Et, en effet, il est intervenu en faveur de certains amis politiques comme Pilhes. « Je me regarde, entendez-vous, comme l'expression la plus complète de la Révolution, écrasée, trahie, vendue, non seulement par le 2 décembre, mais par tous ses rivaux et compétiteurs. Pour la soutenir, cette révolution, j'ai tout sacrifié, quelquefois jusqu'à ma propre considération; j'ai accepté la calomnie même. »

Le 8 novembre 1856, il s'est remis au travail; et, alors qu'il écrit à Maurice qu'il s'y enfonce avec tant d'acharnement qu'il en oublie tout le reste, jusqu'aux amis, voici qu'un nouveau malheur l'atteint dans ce qu'il possède de plus cher. Proudhon adore ses trois petites filles, il en est très fier; de Catherine, il parle avec orgueil : « Elle fait déjà des commissions; elle va chez l'épicier, le fruitier, la bouchère, le pharmacien; elle porte mes lettres à la poste. A la maison, elle tient sa petite sœur, elle la porte, la berce, lui chante, la promène; elle met le couvert, essuie les assiettes, les cuillers, marque le linge et frotte le parquet. Que de talents ! Mais elle connaît à peine ses lettres et ne compte pas jusqu'à vingt... Bien sûr, nous n'en ferons pas un bas bleu ». Et voici qu'en novembre 1856, la petite Charlotte tombe malade et expire entre les bras de sa mère, le 4 décembre. Pour la seconde fois la mort a frappé Proudhon dans l'une de ses chères affections : « Vous pouvez imaginer, écrit-il à M. et Mme Suchet, qu'un père à qui il reste deux enfants, qui en a perdu un autre de dix-huit mois, puisse être blessé au cœur comme je le suis par la perte d'un enfant. Eh bien, cher ami, je ne voudrais pas vous faire trembler pour votre Gustave à qui je reporte déjà une part de mon affection pour vous, mais je suis frappé dans mon moi, dans mon orgueil, dans ma vie, dans tout mon être. Sa pauvre mère est là à mes côtés qui pleure; moi je voudrais rugir, j'étouffe ».

Huit jours après, le 12 décembre, il écrit encore à Penet : « Vous savez ce que nous éprouvons pour ces petits êtres; quel crève-cœur quand nous les voyons souffrir ! C'était déjà le regard,

le sourire, l'amour, un commencement d'intelligence. Cette enfant m'était entrée avant dans l'âme, et, dans mon état de souffrances cérébrales, sa mort m'a percé d'un dard qui a déterminé chez moi une petite rechute. Depuis huit jours, j'ai la tête embrasée, congestionnée et le cœur défaillant. Je me prêche, je me reproche cette faiblesse, je fais appel à mes devoirs, je proteste de toutes mes forces contre un attendrissement peu viril : je n'y puis rien... »

III

En 1854, Proudhon s'est installé 83, rue d'Enfer, entre le Val-de-Grâce et le Luxembourg : « Très bon quartier, très joli logement, dans un rez-de-chaussée élevé de deux pieds au-dessus du sol, exposé au midi, toutes les chambres parquetées, et un vaste jardin devant nous. Ce logement nous coûte un peu cher, mais je trouve une économie de cent francs d'eau par an et de deux cents francs de médecin et d'apothicaire, ce qui donne, pour bénéfice net, la santé... »

« Ce logement nous coûte un peu cher » ; c'est qu'en effet les soucis d'argent continuent.

C'est ce logement que Courbet fréquentait. Au 83, rue d'Enfer, Courbet a peint Proudhon entouré de sa famille. La toile restait inachevée; en 1865 seulement, Courbet la termina; il l'expose au Salon, la même année, et il raconte au photographe Carjat l'histoire du tableau :

*Le philosophe est dans la cour, rue d'Enfer, assis sur les escaliers qui montaient à son pavillon. Quand il ne pleuvait pas, il avait l'habitude de porter, sur les trois marches de l'escalier, tout son bibelot, ses livres, ses papiers, son portefeuille, son écritoire, et, par le soleil, sa femme et ses enfants venaient travailler près de lui. Mon tableau représente cette cour : Proudhon en blouse, assis sur les marches; un enfant jouant au sable; l'autre épelant ses lettres, sous les yeux de sa mère qui est au second plan... Mon tableau,* écrit Courbet, *me plaît et touche tout le monde ici. Il a été fait en trente-six jours. Je suis à moitié mort; tu verras, c'est très original.*

En dépit de ses ennuis d'argent, Proudhon continue de travailler sans relâche. Il a plusieurs livres en train à la fois : une étude philosophique, un livre sur la science économique et son *Chronos* sur lequel son *Carnet* nous donne de fréquentes notes, ouvrage de synthèse historique. En mai 1853, il écrivait : « J'ai cinq ou six ouvrages sur le chantier que je mène de front ».

Le *Chronos* doit faire pendant au livre de A. de Humboldt : *Cosmos* : « C'est sur ces deux importants ouvrages, menés de front depuis quatre ans, que roulent désormais toutes mes méditations de chaque jour. En 1848-1849, j'ai jeté ma pensée non suivie, non suffisamment préparée ».

Mais ce n'est pas ainsi qu'il parvient à nourrir sa famille. Tout en poursuivant ses études, Proudhon se consacre à quelques travaux de rédaction « pour des intérêts privés qui veulent bien utiliser mes services et encore qui ont grand soin de dissimuler le ministère suspect qu'ils ont le courage d'employer (9 avril 1854) ». Le 3 janvier 1855, il écrira à Maurice : « Je vis, grâce à un ami qui m'a procuré ce que nous appelions jadis à l'imprimerie un *labeur* ». Et il ajoute : « Non seulement j'ai fait face aux six derniers mois, mais je vais me trouver avec six mois d'avance, ce qui me permettra de me mettre à mon grand ouvrage d'économie. Vous voyez que je suis riche ! Ne vous ai-je pas dit récemment ce que je comptais faire pour l'acquittement de mes dettes ?... »

Ce sont ces besognes médiocres et mal rétribuées qui permettent à Proudhon de vivre; il ne voudrait point accepter d'autres emplois plus fructueux qui le détourneraient de ses recherches.

Parlant le 4 mars 1855 à Charles Edmond de la science économique, il lui écrit : « Je fais de l'Economie, moi, comme MM. Dumas, Pelouze, Regnault font de la Chimie. Il répugne à ma position, à mon rôle que je participe à une spéculation industrielle. Je le pourrais sans doute, en tout bien, tout honneur, comme Tessié du Mothay et tant d'autres, dont la science sert si heureusement et si honorablement la fortune; mais alors, il me faudrait renoncer à la qualité que j'ambitionne, celle de savant pur, de philosophe désintéressé, d'économiste affranchi de toutes les tentations du lucre et de la fortune... Vous devez savoir par vos yeux, par vos relations, combien le journaliste qui devrait être en toutes choses un rapporteur impartial, un arbitre incorruptible, est infidèle à sa mission. C'est au point que les honnêtes gens qui s'en mêlent ne s'en servent que pour s'enrichir, en recevant une prime ou un salaire des grandes compagnies et des entreprises dont ils ont à rendre compte. Cela est presque reçu. Faut-il donc qu'après le journal, le livre lui-même ne soit plus qu'un mensonge à la science ? C'est ce qui arriverait infailliblement si l'auteur prétendait couvrir de sa qualité de *savant arbitre* ses intérêts particuliers d'entrepreneur, associé, etc... Vous êtes libre ; vous n'êtes pas comme moi le constructeur avoué d'une *science*

*nouvelle,* obligé par son serment envers la vérité de ne recevoir d'émoluments que d'elle seule ».

Proudhon est si intransigeant que, le 2 septembre 1855, il écrit à M. Truche pour le remercier des six bouteilles de vin qu'il lui a adressées, et il lui fait reproche de ce cadeau : « Cela fait contracter de mauvaises habitudes et j'ai deux petites filles à qui je veux apprendre à ne rien recevoir de qui que ce soit, à ne compter que sur le travail de leurs doigts. Nous n'en avons pas moins bu, le soir même, avec M. Mathey, une de vos bouteilles et votre santé n'a pas été oubliée. Quel bon vin ! Il n'y a rien de meilleur sous le soleil de France; le reste de l'univers ne compte pas ».

La lettre à Maguet, le 16 septembre 1855, si sombre, si pessimiste, s'éclaire. Proudhon venait de recevoir par les messageries de Chartres, une bourriche contenant trois perdrix et un énorme pâté :

*Je suppose,* écrit-il à Maguet, *que les perdrix viennent de vous et le gros pâté de l'ami Besseteaux. J'ai lieu de penser, en outre, que vous faites chacun de votre côté, sans vous prévenir. Autrement, nous adresseriez-vous tant de bonnes choses à la fois ? Mais j'ai une autre critique à faire à notre châtelain ! Nous prend-il pour des ogres, de nous envoyer un pâté qui suffirait à une compagnie de zouaves ? Sans doute qu'il en avait commandé deux en même temps, un pour sa grande salle de quinze personnes, et l'autre pour mes deux petites filles, qui n'en goûtent, ma foi, guère plus que Mlle Besseteaux.*

*Allons, chers amis, un peu de modération. C'est une excellente chose que le gibier; mais, comme toutes les bonnes choses, il faut les prendre à petite dose... Dites au* châtelain *qu'un bon ami de Franche-Comté m'a pourvu de six bouteilles de vin franc-comtois comme il ne s'en boit guère dans les meilleurs vignobles; c'est du Marnaux, couleur pelure d'oignon, léger et fin. Nous en avons débouché une bouteille pour l'arrivée de Mathey; les autres sont là, et on n'y touchera que pour vous et le châtelain. Il y a aussi une goutte de vin de cognac. C'est tout ce que nous possédons de présentable, et le châtelain doit bien se douter que je ne m'amuserai pas à lui charger une table de viandes, venaisons, poissons, volailles; il y a de tout cela chez lui, en grande abondance et meilleure qualité que chez le pauvre philosophe. Mais il n'a jamais goûté de mon vin de* Marnaux, *et je le défie de s'en procurer de pareil.*

Dans la lettre à M. Truche, Proudhon reconnaît qu'il est obligé de vivre au jour le jour : « Quant au ménage, je vis au jour le jour; mais j'y suis fait. Quelques écritures et rédactions de commande suffisent pour couvrir le plus pressé. Bref, pourvu

que je garde mes forces et que la santé se soutienne, je gagne le pain quotidien, et nous allons. Supposant que rien ne vienne à changer dans la situation générale, je finirai par chercher un gîte quelque part où je pourrai vivre obscur et isolé, ce qui sera un grand bien, mais pauvre et sans laisser d'épargne, ce qui est moins à désirer pour ceux et celles que je puis laisser et qui comptent sur moi. »

Proudhon estimait que la pauvreté était la condition naturelle de l'honnête homme; il écrit, le 5 décembre 1855, à Maurice : « J'éprouve en ce moment, que si, dans notre siècle, la pauvreté n'est rien pour un homme de cœur, cependant il est un degré au-dessous duquel il ne faut pas descendre. La société est démocratisée devant l'opinion et devant la loi. L'homme, fils de ses œuvres, est toujours bien venu; je sais cela; malheureusement, je suis d'une race qui n'a pas su ou n'a pas pu jusqu'à ce moment s'élever au-dessus de la misère... On le sait, et cela me nuit. Mais, tandis que je méprise la fortune, la fortune se venge de mon mépris. »

En septembre 1853, le prince Jérôme-Napoléon manifeste sa mauvaise humeur en présence du refus de Proudhon de prendre part à la somme mise à la disposition de Hubert par Pereire à titre d'indemnité pour une concession de chemin de fer. Mais Proudhon persiste dans sa résolution de n'accepter aucune indemnité et nous avons vu plus haut qu'il explique ainsi au prince Jérôme la raison de ce refus :

*Je ne joue pas, croyez-le bien, à l'homme vertueux et incorruptible. Je n'aime pas la vertu de théâtre et n'estime en toutes choses que ce qui est naturel et modeste. En sollicitant pour la Compagnie Murray la concession du chemin de fer de Besançon à Belfort, j'ai posé par un fait une idée, l'idée de la non-agglomération des compagnies de chemin de fer, de l'indépendance des lignes... Je n'ai pas à recevoir d'indemnité pour une idée... Disons toute la vérité. Je sais, Prince, que la franchise ne vous déplaît pas. M. Pereire est le représentant et le chef du principe saint-simonien de féodalité industrielle qui régit en ce moment notre économie nationale. Principe que je regarde comme antidémocratique et antilibéral, comme aussi funeste à l'émancipation populaire qu'il peut le devenir au pouvoir même de l'Empereur. Mon devoir, ma destinée est de combattre, en tout et partout ce système, il serait étrange, digne d'un chevalier d'industrie que je reçusse une gratification de l'ennemi...*

Cette lettre de septembre 1853 au prince Jérôme-Napoléon et

celle à Maurice, du 5 décembre 1855 sur la pauvreté, citée plus haut, dessinent d'une façon précise et nette la physionomie de Proudhon en présence des problèmes que posent les besoins de l'existence quotidienne à un homme décidé à ne jamais compromettre son indépendance ni son honneur.

La *Correspondance* permet de saisir sur le vif la simplicité et le courage avec lesquels Proudhon doit faire face, chaque jour, aux terribles difficultés de sa vie.

Une telle bonne humeur, en présence de l'adversité, révèle une âme stoïque, parfois sujette à des crises de découragement : « Ne suis-je pas, écrira-t-il un jour à Rolland, dès ma naissance, disgracié de la nature et de l'humanité ? Et cependant, mon père était un brave homme, ma mère une digne femme, mes aïeux d'honnêtes paysans; moi, je n'ai jamais trompé un enfant, fait tort à une jeune fille, manqué à un vieillard, ni calomnié un adversaire. J'ai bien travaillé, je me suis sacrifié; j'ai travaillé tant que j'ai pu, et tout cela pour recueillir ce triste jugement : Bon garçon au fond, mais fou d'orgueil et dangereux ; gibier de Cayenne ».

Et ici, s'éclaire pour nous la raison qui explique tout un aspect de son caractère et qu'a bien compris Jacques Bompard, dans l'introduction qui précède les *Lettres au Citoyen Rolland,* publiées tout récemment : « Dur, il ne l'est pas, mais tendre. Bronzé devant les difficultés matérielles, si c'est à lui que ces difficultés s'opposent, son épiderme prend une sensibilité extrême dès que la morale, dès que la justice sont en jeu — et la politique aussi — dès que l'obstacle qui se présente est un obstacle pour sa pensée (il faudrait souligner cette expression si juste). Il faut qu'il puisse dire, qu'il dise ce qu'il pense, ce qu'il sent. La moindre contrainte, là, lui est insupportable ».

*Dès que la morale, dès que la justice sont en jeu...* On ne s'étonnera pas de ce que son amour pour la justice ait été implacable. Dans le sentiment qu'il avait de cette faculté qui donne à l'homme sa noblesse, Proudhon va trouver le fondement de la morale et de la société.

## IV

La consolation de Proudhon dans l'infortune était l'amitié. Il achevait ainsi la lettre qu'il avait écrite le 2 janvier 1857, à Bergmann : « A travers toutes mes infortunes, je vis encore entouré de nombreuses affections, et chaque jour m'en apporte de

nouvelles. Je serais heureux, dix fois plus heureux de me trouver plus à portée de la tienne; après Gustave Fallot qui fut mon initiateur et que tu n'as pas connu, tu as été l'homme dont le jugement et l'opinion ont eu le plus d'autorité à mes yeux et à qui j'ai toujours craint dans mon cœur de déplaire davantage ».

Le même jour, dans une lettre, Proudhon revient, insiste sur le caractère de l'œuvre qu'il est en train d'écrire; s'adressant autant au destinataire de la lettre, F. Clerc, qu'à leur ami commun, Tilloy, il leur dit :

*Vous me prouvez que ce qui vous a amené chez moi, l'un et l'autre, ce n'est ni la curiosité, ni une vaine sympathie, mais une tendance prononcée, impérieuse, vers une foi commune que nos âmes cherchent avec ardeur, je dirai plus, avec certitude. Merci donc à vous deux d'avoir compris que sous ma rude écorce, sous mes polémiques ardentes, il y avait une pensée de rénovation* morale *encore plus qu'une théorie d'Economie politique. Je crois, nous croyons à la justice, à l'honneur, à la vertu, nous les voulons envers et contre tous; le reste n'est qu'occasion et instrument. Telle est votre opinion; c'est pour cela que vous m'avez cherché, et c'est de quoi je vous remercie.*

Cette lettre du 2 janvier 1857 est importante. Elle résume la pensée qui dictait à Proudhon *La Justice dans la Révolution* : elle situe ce livre dans l'ensemble des œuvres; elle cerne l'intention de Proudhon et la portée de l'ouvrage : une intention de rénovation morale. Les grands projets d'édifier la science sociale et de construire la théorie de l'Economie politique sont, sinon abandonnés, du moins passent au second plan.

Justice, honneur, vertu sont des sentiments qui ont toujours dirigé son existence; ils inspiraient ses œuvres successives; mais, jusqu'alors, il n'avait pas encore formulé sa pensée d'une façon aussi nette que celle qu'il emploie dans la lettre du 2 janvier 1857, à Clerc : *le reste n'est qu'occasion et instrument.*

Pendant longtemps, l'esprit de Proudhon caressait l'ambition d'édifier une science nouvelle sur des démonstrations aussi précises que celles des mathématiques. Mais Proudhon est amené par ses déceptions à chercher, parmi les sentiments humains, celui sur lequel pourrait reposer une société d'*hommes fiers et libres,* expression en laquelle Fernand Pelloutier résumera plus tard un idéal proudhonien.

Entre 1848 et 1856, quatre expériences ont été, pour Proudhon, un enseignement qui lui ont enlevé certaines illusions et certains espoirs.

D'abord, l'expérience de 1848 : Proudhon a appris comment naît et pourquoi meurt une république. Ensuite, il a vu (dès décembre 1848) poindre à l'horizon la Dictature; et il a compris que ses progrès étaient dus autant à la faiblesse et aux fautes des démocrates et des partis monarchiques qu'aux manœuvres des partisans du prince président et à la politique de corruption de ceux qu'il appellera, le 12 janvier 1859, la *bande de chenapans* régnant en France sous le nom de Napoléon III.

Proudhon a vu s'approcher le coup d'Etat; il ne l'a pas seulement dit à ses amis; il l'a crié à ses coreligionnaires politiques qui l'accusaient pourtant de ne pas se plier à une politique conformiste dont il voyait l'aveuglement et dénonçait les dangers.

Troisième expérience : la Banque du Peuple, fondée le 31 janvier 1849, pour être dissoute après quelques semaines à peine d'existence. Au lendemain du coup d'Etat, Proudhon reste attaché à cette conception du socialisme de l'échange : elle lui paraissait, en effet, la forme sous laquelle l'idée générale de la Révolution était réalisable, même dans la structure d'un régime impérial. Et même, dans ses rares moments de bonne humeur pendant cette triste période, Proudhon apercevait là une bonne plaisanterie à l'égard de l'Empereur et de ses compères, les *affairistes*. Il se croit capable de rouerie (lettre à Bouteville, du 29 août 1852), et il espère jouer un bon tour aux frères Pereire et au pantin dont ils tirent les ficelles, celui que, dans sa lettre à Charles Edmond du 18 juin 1855, il appelle M. Isidore comme l'appellent également Prosper Mérimée et Gustave Flaubert. Le projet d'exposition perpétuelle, présenté par Proudhon au prince Jérôme, à l'exposition de 1855, est un moyen de détruire l'oligarchie de la finance et peut devenir, par approximations successives, une méthode de libération.

En implantant dans l'armature du régime une force de transformation et de liberté, Proudhon avait cru placer une machine infernale destinée à miner et à faire éclater tout d'un coup les vieux rouages de l'administration traditionnelle. Mais l'observation lui avait fait constater que « les puissances de la finance et les hommes de l'Economique » étaient plus *coriaces* qu'il ne l'imaginait et son bon sens l'avait persuadé, dès l'automne de 1855, de ne pas s'acharner à une chimère.

Quatrième expérience : la guerre de Crimée. A la suite de la déclaration de guerre du Sultan à la Russie, en novembre 1853, appuyées par le Piémont, l'Angleterre et la France avaient de leur côté déclaré à la Russie la guerre qui devait durer jusqu'au

Traité de Paris. Pendant ces deux années (mars 1854-mars 1856), Proudhon devait suivre les péripéties guerrières et diplomatiques avec une attention qu'il n'avait pas prêté jusque-là aux événements extérieurs. Il était persuadé déjà que Napoléon III ne pouvait se passer de la gloire militaire. Il le dira dans ses lettres et dans ses *Carnets;* par exemple le 19 janvier 1859, il inscrira : « Napoléon cherche la guerre pour le seul motif qu'il en a besoin... » et, en outre, comme il l'écrit le 12 janvier 1859 : « Il est visible à tous les yeux que la bande des chenapans qui règne en France sous le nom de Napoléon III a besoin de faire diversion... »

Mais, en étudiant la situation européenne, et en examinant de plus près la politique de Napoléon III, Proudhon remarquera que la politique extérieure de l'Empereur n'a pas pour seule raison *de faire diversion* et de réunir autour de lui tous les partis, sous prétexte de gloire nationale. Napoléon s'engage dans une politique personnelle dangereuse pour la France, parce que l'idée des nationalités est la fin qu'il poursuit par des voies personnelles et des négociations ayant lieu par-dessus ses ambassadeurs et ses ministres. La légèreté frivole de Napoléon III prend pour confidents des ministres étrangers. Proudhon se rend compte que cette politique présente un grand danger pour la France, parce qu'elle l'isole et suscite contre elle des défiances et des hostilités.

Au cours de la guerre de Crimée, Proudhon prendra de plus en plus conscience de deux faits : d'abord au point de vue français, le *somnambulisme* en politique qu'incarne l'idée napoléonienne (*Carnets* du 20 janvier 1859) mène fatalement à la destruction des traités de 1815, c'est-à-dire à la destruction de l'équilibre et de la paix.

Et, en second lieu, Napoléon, c'est la contre-révolution — mais pas seulement pour la France. Ses ambitions, son rêve nébuleux de gloire militaire sont chargés de menaces. Or, la guerre, c'est une occasion pour les gouvernements réactionnaires de suspendre les libertés publiques. Mais, en même temps, cette *nouvelle idée générale* de la révolution se précise en lui : c'est que la Révolution est liée aux libertés individuelles.

Expérience décisive que celle des années 1854 à 1856; car précisément en ces deux années se situent les origines premières de l'évolution de Proudhon; alors commence la méditation d'où sortira la *Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*.

## V

Le 18 janvier 1857, Proudhon écrit à M. Truche pour le remercier d'avoir conduit son frère à Burgille et de lui avoir appris que, comme lui, son frère était au-dessus, par son courage, de la maladie, de l'injustice et de l'infortune. Mais l'épreuve avait été, pour Proudhon, la maladie, puisque l'année précédente, l'état de sa santé l'avait forcé d'interrompre pendant des semaines son travail — pour lui, le pire des maux :

*Je travaille tout doucement et j'aurai besoin pour soutenir ma cervelle qui, je le crains, se ramollit, de faire tous les jours quelque bonne corvée, de piocher la terre, et sarcler ou rechausser des pommes de terre. Je ne le peux pas; il faut marcher, et je languis plus que je ne vis... Je suis plus vieux que vous et je n'ai que le cœur qui vaille quelque chose.*

Proudhon annonce à M. Truche que son livre paraîtra courant avril ou mai. En fait, il ne paraîtra qu'un an après. Cette année 1857, qui nous sépare de la publication de la *Justice*, Proudhon va la consacrer à l'achèvement de son œuvre, travail souvent interrompu par la maladie comme en 1856. Dès le mois de janvier, et encore en février, Proudhon est obligé de faire appel à son ami le docteur Crétin : « Voici ce que j'éprouve : un retrait ou évanouissement des forces vitales, qui commence par le cerveau et se propage à tous les organes, pieds, mains, jarrets, langue et gosier, etc. Il me semble parfois ressentir un commencement de paralysie qui se dissipe ensuite par le repos, la nourriture, un exercice modéré, l'absence de toutes excitations ». Pourtant, le même jour, au docteur Crétin, Proudhon apprend qu'il va commencer l'impression de son livre.

Mais, ainsi qu'il l'écrit à Tilloy, le 30 juin 1857, l'ouvrage ne paraîtra pas avant la rentrée, c'est l'épuisement cérébral survenu à la suite du choléra qui lui cause tous ces retards. Il a dû déjà deux fois suspendre l'impression pour cause de maladie; le premier volume de l'ouvrage qui doit comprendre trois gros volumes in-18 est seul « à peu près imprimé ».

Au printemps de 1857, aux élections législatives se pose à Proudhon la question de son attitude à leur égard. On lui offre la candidature à Lyon, à Saint-Etienne et à Paris. Mais il refuse : le socialisme, en tant qu'expression complète de la Révolution ne doit pas paraître encore. Ecrivant en juillet à Larramat, Proudhon cons-

tate que « la signification du vote de Paris n'est pas douteuse; c'est la réprobation du régime impérial : toutes les grandes villes ont parlé de même; les moutons des campagnes ont seuls bêlé à la voix du maître, encore y a-t-il eu partout corruption et fraude. En deux mots : nous étions sous le despotisme; les élections ont converti ce despotisme en pure tyrannie. L'adhésion donnée le 20 décembre 1851 est retirée ».

Dans cette lettre du 12 juillet 1857, Proudhon estime qu'il est impossible que, devant ce résultat, les députés de *l'opposition démocratique* aillent au corps législatif; ce serait de leur part une trahison envers le scrutin qui les a produits. Ils ne peuvent amoindrir la pensée publique; *l'abstention* devient aujourd'hui de rigueur.

Rappelons ici la lettre écrite au docteur Beslay, le 29 juillet 1852, dans laquelle Proudhon lui donne son avis tant sur la question du serment que sur celle de la candidature...

En 1857, Proudhon prend une attitude toute différente de celle de l'été 1852 :

*L'abstention devient aujourd'hui de rigueur... Si le gouvernement ordonne un nouveau scrutin, ce sera au tour des électeurs de s'abstenir et l'on finira précisément par où l'on eût dû commencer.*

Proudhon voit, dans les élections, le commencement d'un mouvement de l'opinion publique et un réveil de celle-ci : « Dans cette situation, le conflit entre le pouvoir et le pays est inévitable; c'est une question de temps, le temps qu'il faut à l'opinion publique pour tirer, comme je viens de le faire, la conclusion du vote... ».

A son retour d'un séjour de trois semaines en Franche-Comté, dans « l'espoir de se refaire », Proudhon écrit une seconde lettre à Larramat qui complète la première :

*La signification du vote de Paris est réprobation du régime impérial. Personne ne le nie. A moins d'amoindrir cette signification, les élus de la démocratie ne peuvent aller au corps législatif; ce serait transformer un vote quasi insurrectionnel, un vote de haine en un vote parlementaire, trahir le parti et le scrutin. Cette opinion devient chaque jour plus claire, tout le monde la partage. Si les représentants du parti* jeune *se montrent sous ce rapport plus accommodants que les anciens, je dis qu'ils seront généralement blâmés et considérés comme défectionnaires.*

Proudhon conclut par ce jugement sur sa propre conduite en cette circonstance :

*Je suis content... que le parti socialiste ait montré sa force;*

*mais, comme la question paraît moins que jamais être à la politique, j'en atteste les cent quarante-deux mille abstenants de la capitale, je me suis tenu moi-même à l'écart et de la candidature et du vote et je m'en applaudis. En résultat, je trouve, à vue des faits, m'être conduit comme je devais le faire; si je ne dois pas en attribuer toute la cause à mon jugement, qui a hésité plus d'une fois, j'en remercie ma bonne étoile.*

Proudhon pense que, s'il avait été élu, il se serait cru obligé de décliner le serment — ce que « commandent impérieusement et la signification du vote et l'absurdité pour des républicains de paraître dans une assemblée de consultants impériaux », où ils n'ont autre chose à faire, après s'être fait rappeler à l'ordre qu'à donner leur démission. Et, le 10 décembre 1857, il écrira : « Le vote de Paris a été improbatif de l'Empire. Ou ceux qui ont prêté le serment l'amoindriront par leur parlementarisme, ou bien, pour se couvrir, ils fouleront aux pieds leur serment, ce qui est pire et ce que la démocratie doit repousser énergiquement ».

*Des républicains du parti vaincu qui se respectent ne peuvent pas aller au corps législatif... Pour soutenir le contraire, il faut se jeter dans la thèse du* parjure; *faire de la violence et de la conspiration à tout prix, etc... C'est ce qui arrive. Déjà Emile Ollivier a fait une scène au corps législatif pour se racheter du soupçon des démocrates qui l'accusent, non sans cause, de vanité ambitieuse et de peu de dignité.* Que va faire là dedans le fils du proscrit, *E. Ollivier ? Que fait là Darimon, le rédacteur du* Peuple, *etc...*

Dans cette lettre à Suchet, le 10 décembre 1857, Proudhon écrit que, si la République se recommande par quelque chose, c'est par la probité : « Ah, cher ami, ne sortons jamais de là : la *probité* en toute chose. Que je voudrais le redire à votre cher Gustave, en lui montrant par le détail tout ce que je vois... Politique, littérature, philosophie, économie politique, crédit public (je ne vous parle ni de Bourse, ni de la forêt de Bondy) tout est livré à l'improbité... La vie m'ennuie, tant j'y trouve de difficultés à être honnête homme !... »

## VI

Proudhon a expliqué clairement à Marc Dufraissé la signification de l'ouvrage auquel il travaillait :

*D'ici* (*six mois*) *paraîtra mon grand travail, trois volumes de plus de cinq cents pages chacun, dont l'objet est de donner la*

*philosophie de la Révolution. L'ancien monde était au complet : il avait sa théologie, sa philosophie, sa poétique, son esthétique, son économie, sa politique, sa morale, etc... Ou la Révolution n'est rien, ou elle doit remplacer tout cela, c'est-à-dire reconstruire la société au complet. L'a-t-elle fait jusqu'ici ? Hélas... La Révolution...* [*pour les siens*] *n'a été qu'un élan spontané, puissant, mais point du tout réfléchi et pas compris. La Révolution s'est saturée de conceptions de l'Ancien Régime... Ce n'était pas la faute des volontés, certes, c'était l'effet de l'ignorance commune. L'œuvre est si vaste !...*

*J'ose croire que pour la première fois, la pensée profonde, synthétique de la Révolution, aura été dégagée, montrée d'ensemble et mise au regard du vieux monde qui nous régit et nous possède...*

Et, à ce passage de sa lettre à Marc Dufraisse, Proudhon s'abandonne à un de ces espoirs immenses qui, à certaines heures, traversaient son esprit et lui permettaient de poursuivre sa tâche, en servant de contrepoids à ses heures de découragement. Heures de découragement, et heures de folle espérance n'étaient que deux moments d'extrême sensibilité, dans une durée de lucidité et de bon sens réaliste; la Minerve de la Sagesse veillait toujours sur lui:

*Ce que je vous annonce est tellement formidable que, l'idée mise au jour, je ne comprends pas que le système existant puisse tenir longtemps, alors même qu'il n'aurait à lutter que contre l'influence dévorante de* l'idée. *Le titre de mon livre, que je vous prie de tenir secret jusqu'à sa publication, est celui-ci :* De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise.

Proudhon éclaire ainsi le sens de ce titre : « La justice pour moi régit tout : la cité et la famille, l'économie, le travail, les lettres même, et l'art. L'Eglise, organe de la pensée religieuse, est le foyer de l'Ancien monde. La justice comprend tout, domine tout, détermine tout; en sorte que l'ordre humain dépend de la manière dont elle est elle-même comprise et interprétée, soit par l'Eglise, soit par la Révolution ».

Proudhon ajoute qu'il attend « une dernière bourrasque » à soutenir, mais « mon épopée philosophique déchirera les voiles : j'ose dire qu'alors le monde se classera et pourra choisir en connaissance de cause ». Et il encourage son ami Marc Dufraisse à se consoler de l'exil par la pensée que l'œuvre de la Révolution dépasse tout ce que la pensée humaine a jusqu'ici rêvé, ce que l'utopie a inventé, ce que la religion elle-même a cru : « Faut-il nous étonner que cette malheureuse société qui le sent, mais qui n'y voit pas clair, hésite un instant ? »

Pourtant, en cet automne 1857, Proudhon n'est guère encore physiquement vaillant; et il n'est pas possible de ne pas admirer la vaillance morale qui lui permet d'envisager des perspectives aussi vastes : « Une je ne sais quelle affection cérébrale m'empêche de travailler, me paralyse les forces, par moment me cause des douleurs cuisantes et une anémie désespérante. Deux fois déjà j'ai dû suspendre ma publication pour prendre du repos, et je n'oserais pas répondre qu'il ne me faudra pas bientôt interrompre de nouveau mon travail et renvoyer la mise en vente de mon livre de janvier en mars ».

*De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise* n'est pas seulement un très beau livre, nourri de méditations, œuvre d'une longue durée : il est le livre de la maturité. Proudhon y a transfusé le plus pur de son sang et de sa pensée. *La Justice* restera un des livres qu'un révolutionnaire garde près de lui afin d'affermir, aux heures critiques, son courage et son espérance.

Révolutionnaire, ici, s'entend d'une personne qui met en pratique ces préceptes : en présence d'un monde en dissolution, persuadé qu'on ne sortira de là *que par une révolution intégrale dans les idées et dans les mœurs,* cette personne consacre son existence à lutter — fût-ce à contre-courant — contre une humanité qui s'abandonne à ses pires instincts de lucre, de lâcheté et de cruauté sadique. Celui-là, dans la lutte quotidienne, garde comme Proudhon sa lucidité, sa sérénité, parce qu'il sait que la civilisation est, selon l'expression de Roger Caillois, *un effort toujours à recommencer,* car elle est toujours en danger.

Proudhon est d'abord une conscience. Cette conscience domine tous ses actes et même ses ressentiments. Il sait oublier les injures qui lui ont été faites et, ce qui est plus rare, même les invectives qu'il a adressées à autrui.

Lorsqu'une heure d'épreuve arrive pour un adversaire qui l'a cruellement attaqué, Proudhon, d'une façon délicate, vient à son aide.

Sans aucun doute, Proudhon est une personne à la fois mobile et constante, mais qui ne s'entête jamais; il est capable de renoncer à une position vivement affirmée si sa méditation ou les événements lui prouvent qu'elle est contraire à la justice, à l'intérêt vital de la France, au progrès de la Révolution.

Dans le mouvement de sa pensée, les sentiments sont susceptibles de provoquer des coups de ressac. Seulement, à travers ses apparentes contradictions, le mouvement ne s'arrête jamais. Il

ressemble à ces fleuves puissants qui, en dépit de leurs méandres, s'élancent vers la mer.

Aussi, est-il possible d'affirmer que, si on l'envisage, à ses différentes époques et sous tous ses aspects, la personnalité de Proudhon acquiert une unité que ne possèdent pas beaucoup de vies en apparence rectilignes.

Cette unité a pour source la vie intérieure. A l'origine, il y a un fait de conscience, presque toujours précédé d'un examen de conscience.

Tantôt, et c'est le cas le plus fréquent, une anxiété personnelle, tantôt l'événement, pose à sa curiosité ou à sa méditation une interrogation à laquelle il se croit forcé de réfléchir et de répondre.

Aussi, ne sera-t-on pas étonné que la morale individuelle et la morale sociale, interdépendantes, aient pour source : la conscience, et pour principe : la justice. Enclos comme la plante dans la graine, ce sentiment pourra fleurir, s'épanouir et donner son fruit comme l'arbre cultivé avec soin par un bon jardinier.

Proudhon commence par poser le principe de la justice à la manière d'une exigence inconditionnelle de notre nature intime.

« Respecte-toi toi-même », voilà la première maxime de la morale. Mais l'individu reconnaît, en dehors de lui, d'autres « moi » pareils à lui, en lesquels il se sent tenu à respecter le sentiment même de sa propre dignité. « Respecte ton prochain comme toi-même ! » Voilà la deuxième maxime de la morale proudhonienne. Ces deux maximes, pour être suivies, n'exigent aucune sanction extérieure, surnaturelle ou naturelle. Le sentiment inné de la dignité personnelle suffit par lui-même à fonder toute la morale.

La société a pour foyer la justice qui commande à la conscience de chacun le respect de la dignité humaine chez soi et chez autrui.

La réforme de l'homme est donc la condition de la réforme des institutions. Le sentiment de la justice a seul assez de puissance pour animer une société saine et équilibrée. Sans ce sentiment, toute société végète et dépérit, lorsque tarit cette source renaissante des consciences. Aussi bien la révolution ne peut-elle être effective que si elle s'implante dans les idées et dans les mœurs.

Tout s'enchaîne dans la pensée de Proudhon. La jeune démocratie qu'il oppose à la vieille démocratie de Robespierre est une démocratie vivante. Celle-ci se réalise grâce à une éducation qui apprend à chaque citoyen le respect réciproquement garanti de la dignité humaine. Démophilie et démopédie sont liées et ont à

lutter contre l'idolâtrie des démagogues et l'illusionnisme des charmeurs de foules.

Le travail et l'éducation, l'atelier et l'école forment un tout.

## VII

*La nature humaine est un arbre qui veut croître et se développer de tous côtés suivant la tendance de ses forces intérieures qui en font une chose vivante.*

Cette phrase, détachée du *Livre de la Liberté,* est de Stuart Mill, né en 1806, et par conséquent contemporain tout proche de Proudhon. En dépit de l'opposition de leur tempérament, ces deux hommes ont été proches l'un de l'autre par les tendances communes que leur inspirait leur nature morale; et, si le *Livre de la Liberté* était parvenu entre les mains de l'auteur de *La Justice,* cette phrase de Stuart Mill aurait retenu l'attention de Proudhon. Un même respect de la personne humaine, une même aspiration vers la justice, et surtout cette idée que par et grâce aux personnes la société se développe et peut se transformer.

Proudhon avait écrit : « Une révolution sociale, c'est un système qui se substitue à un autre; c'est une idée générale, d'abord élémentaire, et qui point comme un germe, idée qui, au premier moment, n'offre rien de remarquable, empruntée qu'elle paraît à la sagesse vulgaire, et qui, tout d'un coup, comme un gland enfoui dans la terre, prend un accroissement imprévu et, de ses institutions, emplit le monde. »

Texte curieux, assez mal écrit et d'une langue plus alambiquée que celle qui permet à Proudhon ses formules nettes et incisives. Ici, la définition de la révolution est encore assez confuse: c'est là un texte qui appartient à la périose de transition entre la Révolution-Nécessité et la Révolution-Liberté.

« Un système... Une idée générale... Un gland enfoui dans la terre... » Il convient ici de retenir l'image du gland qui souligne le caractère concret que, dans ce domaine comme dans d'autres, prend la pensée de Proudhon, au fur et à mesure de son évolution.

La morale et la philosophie sociales de Proudhon sont une morale et une philosophie de l'effort : elles ont pour centre la réforme de l'homme.

Elles reposent sur l'union de la technique et de la mystique, union qui n'est possible que par l'atelier et l'école associés.

Toute révolution effective, selon lui, implique un triple effort :

— l'effort individuel de l'individu : celui-ci doit comprendre qu'on ne peut rien réclamer d'autrui ni de la société, si l'on n'est pas, d'abord, exigeant pour soi-même, si l'on ne réalise pas d'abord en soi une profonde réforme spirituelle ;

— ensuite, l'effort de ces animateurs, de ces « assembliers » destinés à l'œuvre ingrate de raccorder et d'unir, et qui doivent sacrifier leurs divergences pour s'entendre et former des équipes;

— enfin, l'effort d'une classe arrivant à la conscience de sa capacité et de ses responsabilités.

Proudhon rejette l'illusion des solutions faciles, que cette facilité soit celle d'un régime se détruisant fatalement lui-même, ou celle que promet l'exaltation béate et aveugle d'une classe dont on n'exige aucun effort personnel de rénovation.

Lorsque, au point culminant de son évolution, Proudhon affirme sa confiance dans le devenir et la capacité politique de la classe ouvrière, il garde, à l'égard de celle-ci, toutes ses exigences; et il lui demande de prouver par ses vertus sa capacité. Il sait que les rudes luttes sociales ne peuvent se mener qu'avec ténacité, courage et héroïsme.

C'est en cet héroïsme qu'il espère, pour forger une génération d'hommes animés d'un esprit nouveau. Et Georges Sorel traduira la pensée de Proudhon lorsqu'il écrira :

*Le syndicalisme est la grande force éducatrice que possède la société pour préparer le travail de l'avenir.*

L'atelier et l'école ne forment, pour Proudhon, qu'un tout : ils se complètent — leur enseignement se rejoint pour former l'homme, le travailleur.

Point de distinction, en effet, à ses yeux, entre l'homme et le travailleur. Tout homme doit être un travailleur. Aucun homme ne peut avoir, pour son travail, la patience et l'enthousiasme nécessaires au maintien de la production et à une dure joie de la vie, que s'il est un homme dans le plein sens du mot.

C'est sur l'union de l'atelier et de l'école que Proudhon compte pour transfigurer le travail, lui restituer sa signification, sa joie. Une nouvelle mystique, la mystique du travail, peut être créée grâce à une nouvelle pédagogie et à une organisation de l'atelier qui ferait de celui-ci à la fois la préparation et le complément nécessaire de l'école.

Proudhon n'écarte pas l'enseignement littéraire, l'enseignement des humanités, cet enseignement, qui se donne à part, conserve

son importance, mais il n'absorbe pas, dans l'organisation de l'éducation, le temps que lui donnent aujourd'hui nos études.

Proudhon a compris que ce qui faisait le vice d'une culture trop académique et trop abstraite, c'était ce souci prédominant de la forme, et cette place trop large accordée à l'analyse et à la critique de textes admirables, mais dont on dégoûte dès leur plus tendre enfance les élèves en les leur présentant comme une tâche scolaire, au lieu de leur faire voir, dans leur découverte, un plaisir, une récompense.

Si, au lieu d'abêtir les enfants et les adolescents en courbant leurs têtes pendant de longues heures sur des textes imprimés, on réservait ces textes et la vision des belles œuvres d'art pour des heures choisies de récréation, les élèves éprouveraient à l'égard de ces œuvres sacrées le plaisir qu'ils éprouvent aujourd'hui pour les romans policiers. Peut-être faudrait-il même que ces lectures, ces récitations, ces promenades dans les musées leur apparaissent la récompense du labeur qu'on leur demande pour la maîtrise d'un métier et l'acquisition des connaissances élémentairs de technique et de sciences appliquées.

Sans doute, on ne trouve pas dans Proudhon une définition aussi nette de la méthode différente applicable selon qu'il s'agit des connaissances techniques et concrètes et des connaissances humanistes. Mais on doit penser qu'il en avait l'idée, lorsqu'on lit les pages de *La Justice* consacrées au travail :

*Le plan de l'instruction ouvrière, sans préjudice de l'enseignement littéraire qui se donne à part et en même temps, est donc tracé : il consiste d'un côté à faire parcourir à l'élève la série entière des exercices industriels, en allant des plus simples aux plus difficiles, sans distinction de spécialités; de l'autre, à dégager de ces exercices l'idée qui y est contenue, comme autrefois les éléments des sciences furent tirés des premiers engins de l'industrie, et à conduire l'homme, par la tête et par la main, à la philosophie du travail, qui est le triomphe de la liberté.*

*Conduire l'homme, par la tête et par la main, à la philosophie du travail...* Reprenons ce passage plein d'enseignements. L'homme d'industrie étant homme d'action et homme d'intelligence tout à la fois, voici encore un autre aspect qui découvre le caractère concret que Proudhon veut donner à l'apprentissage et à l'éducation. Par la tête et par la main, cela veut dire que, pour lui, il n'y a pas opposition entre l'intellectuel et le manuel, mais qu'au contraire les deux cultures, les deux formations se complètent et se pénètrent : « Le travail, un et identique en son plan, est

infini dans ses applications comme la création elle-même... Rien n'empêche donc que l'apprentissage de l'ouvrier soit dirigé de telle sorte qu'il embrasse la totalité du système industriel au lieu de n'en saisir qu'un cas parcellaire ».

Ainsi l'apprentissage doit être la démonstration pratique et théorique du progrès industriel... C'est toute la thèse soutenue par Proudhon de l'apprentissage. « Plus le travail se divise, et plus les machines se perfectionnent, dit Proudhon, moins l'ouvrier vaut; il faut donc changer de tactique, il faut relever la condition de l'ouvrier, relever sa valeur. »

L'apprentissage doit servir à cette instruction polytechnique et industrielle de l'homme; il doit le préparer non seulement à la compréhension de son métier et de la branche d'industrie dans laquelle il travaille, mais à une connaissance générale de l'ensemble de l'industrie et de la production.

Les raisons pour lesquelles Proudhon insiste sur cette instruction polytechnique, grâce à l'apprentissage du travailleur, sont faciles à comprendre.

Proudhon a vu le double élément dont se compose le travail, un élément de peine, un élément de joie, et, assistant au développement du machinisme et de la grande industrie, il s'est rendu compte que les progrès de l'industrialisation et de la production de masse tendent à accroître l'élément de peine au détriment de l'élément de joie : le travail parcellaire isole l'ouvrier de l'ensemble de la production, même de son usine particulière, et peu à peu produit chez la plupart l'indifférence et souvent même le dégoût.

Proudhon a été le témoin des suites de la première révolution industrielle et il a observé la crise de la conscience ouvrière et le détachement de l'ouvrier de son métier. Mais il ne pouvait connaître les maux de la seconde révolution industrielle qui ne commencent qu'après les années 1880 et 1890; par suite, il n'a pas assisté au progrès de la rationalisation et aux raffinements du machinisme dont Georges Friedmann a décrit, de façon à la fois implacable et si humaine, les effets inhumains. Pourtant Proudhon aurait écrit cette phrase de Georges Friedmann, phrase dans la ligne de sa pensée : « Comment l'ouvrier peut-il recevoir un apprentissage qui soit à la fois la connaissance complète d'une profession et un viatique de culture ? »

Pour réconcilier l'homme et son travail, il faut donner au travailleur une connaissance raisonnée de l'industrie. L'apprentissage, première expression de l'école, doit rendre sensible à l'intelli-

gence du travailleur la ligne générale de la production et le dessin d'ensemble de l'organisation économique et peu à peu, en dépit du travail parcellaire et de la fatigue que la répétition des mêmes mouvements impose à l'ouvrier, peuvent en dépit de la rationalisation et du machinisme, être révélées, grâce à l'organisation de l'atelier, toutes les composantes de la joie au travail.

Henri de Man a analysé toutes ces raisons instinctives de la joie au travail : instinct d'activité, de jeu, de curiosité, d'importance, de propreté, de combativité, instinct grégaire, sentiment du devoir social.

Or le sentiment du devoir social — Proudhon l'a bien compris — ne peut être éprouvé par le travailleur qu'à une condition : c'est qu'on prépare l'élève-apprenti à comprendre cette finalité humaine du travail qu'Etienne Borne a définie si fortement dans son *Travail humain et Esprit chrétien*, paru dans *Les Iles* : « L'Humanité actuelle est comme un seul homme, et qui travaille ». Les hommes apercevront leur tâche quotidienne sous une autre lumière lorsque ce sentiment d'une œuvre qui s'accomplit en commun s'unira au sentiment que le travail est pour l'homme non seulement la condition de son indépendance personnelle, mais du développement de sa personnalité : car qu'est-ce qu'un homme qui ne travaille pas ? En dépit de sa culture et des occupations de luxe les plus raffinées et les plus subtiles, un homme qui n'est pas obligé de travailler pour gagner son pain quotidien est un oisif dont peu à peu s'amenuise la personnalité. Le travail est aussi nécessaire au développement de la personnalité que le loisir.

Car le travail, la tâche quotidienne souvent fastidieuse et pénible, quelquefois dure, forge le caractère des hommes. Le déclin des sociétés dérive de la faiblesse des volontés.

Et puis, quel meilleur lien entre les hommes qu'un travail allégrement accompli en commun, quelle meilleure soudure entre les individus que former des équipes. La collaboration des hommes à une œuvre commune crée un lien d'amitié entre les individus : « C'est dans et par le travail que les hommes se connaissent et peuvent s'aimer ».

*Les conséquences d'une semblable pédagogie,* dit Proudhon, *seraient innombrables. Abstraction faite des résultats économiques, elle modifierait profondément les âmes et changerait la face de l'humanité.* L'école et l'atelier réunis forment une seule éducation composée d'apprentissage technique et de culture humaniste dont Proudhon attend cette régénération de la chair et du sang.

Grâce à la mystique du travail, se créerait un nouveau type d'humanité : l'esprit qui, de l'homme, était passé dans la machine, reviendrait à l'homme. Cette transformation, Proudhon la qualifie de résurrection; cette transfiguration du travail n'est pas, aux yeux de Proudhon, une chimère, une utopie; il en a fait lui-même l'expérience : « Je me souviens encore avec délices, dit-il, de ce grand jour où mon composteur devint pour moi le symbole et l'instrument de la liberté. Non, vous n'avez pas idée de cette volupté immense où nage le cœur d'un homme de vingt ans qui se dit à lui-même : « J'ai un état, je puis aller partout, je n'ai be-« soin de personne, et cet enthousiasme au travail... »

Sans doute, objectera-t-on que cet enthousiasme au travail était possible quand le travailleur était un artisan, mais le machinisme et le travail parcellaire ont perverti et vicié le sentiment que l'homme a pu avoir de son travail.

*Mais*, répond Proudhon, *le travail sera pour le peuple une jouissance lorsque la grandeur de l'œuvre et la variété en ôteront le dégoût.* Cette délectation qui résulte pour l'esprit et le cœur du travail même ne peut venir qu'après un long effort d'éducation.

Mais, dès maintenant, cette éducation se fait lentement et douloureusement à travers les luttes sociales. Pour Proudhon comme pour les syndicalistes, ce sont les institutions ouvrières et tout d'abord et essentiellement les syndicats qui permettent au travailleur de prendre peu à peu connaissance de ce sentiment social, du sentiment de l'œuvre commune à accomplir.

Comme l'a dit A. Guigui : « Les syndicats subliment cet instinct de création qui est en chaque travailleur. Les ouvriers vont prendre le sens d'une grande responsabilité lorsque les comités de contrôle ouvrier à l'usine apprendront comment l'usine marche et pourquoi elle marche, lorsqu'ils se rendront compte qu'ils sont les animateurs de cette usine et que peu à peu ils acquerront, grâce à cet apprentissage du contrôle, une compétence en pénétrant tout le processus de la fabrication de leurs usines respectives et acquerront la connaissance technique et financière de l'usine... »

La compétence ouvrière reste la condition essentielle de toute transformation sociale rationnelle, mais elle ne peut s'acquérir que par un exercice pratique de la gestion. Le contrôle ouvrier, objectif essentiel du mouvement ouvrier, est la traduction que les syndicalistes donnent aujourd'hui à la pensée proudhonienne. Le

contrôle ouvrier, c'est cet apprentissage qui donnera à la classe ouvrière cette capacité politique et économique que Proudhon, dans son livre de 1864, a définie et proclamée.

Mais à une condition impérative : ne pas s'abandonner à ces appétits de jouissance qui ont perdu la bourgeoisie ; en bref, le souci des responsabilités réelles.

Les conséquences de cette mystique du travail, de cette capacité politique et de cette compétence ouvrière, Proudhon les a exprimées dans des pages d'une vision qui devance de près d'un siècle l'événement historique. Elle préfigure les grandes lignes de cette philosophie de la vie qui est la condition de survie de toute révolution réelle.

Seulement, si cette préfiguration n'est pas une illusion, elle implique une conquête progressive et une fonction nouvelle des hommes et des citoyens ; elle exige des volontés prêtes à lutter contre les instincts de paresse et de violence.

*Les enfantements de l'industrie sont les fêtes de l'humanité. La plus longue vie, en consacrant une heure à la répétition à chaque découverte, n'en épuiserait pas la nomenclature.*

*Oh ! si la communion sociale, si la solidarité humaine n'est pas un vain mot, que peut être l'éducation du travailleur, que sera son labeur quotidien, sa vie tout entière, sinon de refaire incessamment en son particulier, en y ajoutant ce qui lui viendra de son inspiration, ce qu'ont fait ses pères ? Ils ont semé dans l'enthousiasme, il recueille dans la félicité.*

*Je demande donc pourquoi l'apprentissage devant être la démonstration théorique et pratique du progrès industriel, depuis les éléments les plus simples jusqu'aux constructions les plus compliquées, et le travail de l'ouvrier, compagnon ou maître, n'ayant qu'à continuer, sur une plus vaste échelle, ce qu'aura commencé l'apprentissage. Je demande pourquoi la vie entière du travailleur ne serait pas une réjouissance perpétuelle, une procession triomphale ?*

*Ce n'est plus ici cet attrait passionnel qui devait, selon Fourier, jaillir, comme un feu d'artifice, du milieu des* séries des groupes contrastés, *des intrigues de la cabaliste et des évolutions de la papillonne.*

*C'est une volupté intime, à laquelle le recueillement de la solitude n'est pas moins favorable que les excitations de l'atelier, et qui résulte, pour l'homme de travail, du plein exercice de ses facultés : force du corps, adresse des mains, prestesse de l'esprit, puissance de l'idée, orgueil de l'âme par le sentiment de la diffi-*

*culté vaincue, de la nature asservie, de la science acquise, de l'indépendance assurée; communion avec le genre humain par le souvenir des anciennes luttes, la solidarité de l'œuvre et la participation égale au bien-être.*

*Le travailleur, dans ces conditions, quelque lien qui le rattache à la création, quels que soient ses rapports avec ses semblables, jouit de la plus haute prérogative dont un être puisse s'enorgueillir : il existe par lui-même. Rien de commun entre lui et la multitude des bêtes, consommant sans produire,* fruges consumere natae. *Il ne reçoit rien de la nature qu'il ne le métamorphose; en l'exploitant, il la purge, la féconde, l'embellit; il lui rend plus qu'il ne lui emprunte. Fût-il enlevé du milieu de ses frères, transporté avec sa femme et ses enfants dans la solitude, il retrouverait en soi les éléments de toute richesse et reformerait à l'instant une nouvelle humanité.*

*Pourquoi, dès lors, le travail, développé et entretenu selon les principes de la genèse industrielle, remplissant toutes les conditions de variété, de salubrité, d'intelligence, d'art, de dignité, de passion, de légitime bénéfice, qui sont de son essence, ne deviendrait-il pas, même au point de vue du plaisir, préférable à tous les jeux, danses, escrime, gymnase, divertissements, et autres balançoires que la pauvre humanité a inventées afin de se remettre, par un léger exercice du corps et de l'âme, de la fatigue et de l'ineptie que la servitude du labeur lui cause ? N'aurions-nous pas alors vaincu la fatalité dans le travail ?*

Proudhon avait raison. De la révolution éducative dépend toute rénovation sociale, profonde et durable.

Presque un siècle a passé depuis que le grand moraliste plébéien s'est tu. Les jeux frivoles ou sanglants de gouvernements versatiles, peureux ou cruels ont semblé tourner en dérision les espérances proudhoniennes.

Aujourd'hui, la révolution éducative est plus urgente que jamais. Les résistances à l'expérience qui commence seront d'autant plus tenaces qu'on tardera davantage à accomplir cette révolution éducative.

Les formes de l'enseignement, ses méthodes, ses programmes ne répondent plus, depuis longtemps, aux nécessités sociales de la vie actuelle. Ils vont à l'encontre des élans et des tendances de la jeunesse. En dépit du dynamisme de certains de ses maîtres, celle-ci les écoute d'une oreille distraite. Et, si elle se détourne d'eux, c'est moins leur faute que celle des méthodes scolaires

et des programmes imposés. Aussi le fléchissement de la culture n'est-il pas la preuve qu'élèves ou étudiants d'aujourd'hui soient moins doués ou plus paresseux que ceux d'autrefois. Ce fléchissement exprime le refus des jeunes de se plier à des disciplines désuètes. Au lieu de susciter l'enthousiasme au travail, une curiosité active, celles-ci provoquent le souci du moindre effort, le désir de s'évader.

Il est indispensable de rompre avec des pratiques périmées. Mais, pour qu'elle soit féconde, cette rupture doit être totale. Il ne s'agit pas de réformer une fois de plus les programmes en réunissant des commissions de spécialistes, leurs travaux n'aboutiraient qu'au résultat habituel : surcharges des programmes déjà trop lourds, et dont le poids écrase, engourdit ou rebute même les intelligences les plus éveillées des lycées et collèges.

Le rêve encyclopédique, l'ambition d'inculquer des connaissances complètes pendant les années d'études, n'a pas servi la culture générale, elle lui a nui. La masse des matières que les élèves doivent absorber empêche les maîtres de consacrer toute leur attention à la personnalité des élèves; elle rend souvent vains leurs efforts pour développer leurs qualités personnelles. Ils doivent se résigner à faire appel, d'abord et avant tout, à leur mémoire en raison de ces examens imparfaits qui sont la sanction des études. Et, contre leur gré, ces maîtres se résignent à laisser au second plan la formation de l'esprit et du caractère. Quelques matières peu nombreuses et choisies à cette fin, beaucoup plus sûrement que cette masse de connaissances, permettraient aux maîtres d'accomplir leur triple tâche : l'éveil des curiosités, la culture de l'imagination et de l'esprit d'invention, la formation du jugement et du goût.

En outre et surtout, la formation physique de l'enfant, l'épanouissement de la personnalité de l'adolescent et du jeune homme exigent un aménagement nouveau, non seulement de leurs études, mais de leur vie pendant la période scolaire.

On ne tient pas compte de la période critique que constitue le passage de l'enfance à l'adolescence. Pendant une ou deux années, on doit éviter à l'enfant tout excès de travail livresque ; car, à cette époque de formation sexuelle, l'adolescent a besoin, non du surmenage intellectuel que lui imposent les programmes, mais d'une vie de plein air.

En dehors de cette période critique, la vie de plein air, surtout en des milieux où ils puissent s'initier aux travaux de la terre, doivent faire partie intégrante de la culture générale.

On pourrait imaginer la semaine d'études divisée en trois parts, chacune correspondant aux trois aspects de la formation de l'homme : formation physique, formation technique (apprentissage professionnel), culture humaniste, celle-ci orientée différemment selon les tempéraments : les uns se dirigeant plutôt vers des études scientifiques, les autres vers les formes diverses de l'art : musique, arts plastiques et graphiques, arts de la littérature. Les aptitudes et les vocations souvent se dégagent d'elles-mêmes, et ont besoin d'une orientation semblable à celle qu'on reconnaît de plus en plus nécessaire dans le choix et l'apprentissage du métier.

Selon ces aptitudes et selon ces orientations, on arriverait à établir l'équilibre entre les trois formes de la culture physique, technique, artistique ou humaniste que peut recevoir chaque homme.

Il y aurait ainsi à la fois unité et diversité dans l'éducation; unité puisque tout homme recevrait, pendant ses années d'études, trois formes de la culture ; diversité puisque les goûts et la durée des heures d'études, pour chaque groupe, différeraient. Mais l'apprentissage professionnel ne se ferait ni au détriment de l'équilibre physique et de la vie au plein air, ni au détriment de la possibilité de chacun de pouvoir, quel que soit son métier, et si ses dispositions l'y inclinent, goûter des loisirs artistiques ou culturels.

Les proudhoniens des années 48 et 60 considéraient que les professeurs, qui n'étaient pas en contact personnel avec leurs élèves et vivaient dans un autre univers, étaient une monstruosité pédagogique.

Cette économie nouvelle des études permettrait aux maîtres, quelle que soit leur spécialité, de vivre une existence plus proche de leurs élèves qu'ils ne le peuvent aujourd'hui. La part importante donnée à la vie au plein air obligerait à installer la plupart des écoles loin du centre des villes. Les maîtres, qui ont la passion de leur métier, seraient amenés à suivre leurs élèves dans le cycle total de leurs études; ils participeraient à cette vie qui, seule, peut aérer la culture et par une réaction naturelle, ressusciter la curiosité et le goût des lectures classiques, qui ne serait plus une obligation, mais une récréation. Les maîtres seraient aussi obigés de rendre tout enseignement vivant. Ils ne seraient plus des botanistes expliquant les plantes d'après un herbier : ce ne seraient plus des fleurs desséchées que connaîtraient

leurs élèves, mais des fleurs dans la fraîcheur et le parfum de leur existence éphémère.

Le grand ennemi de la culture véritable — et également le grand ennemi de toute rénovation sociale — c'est la paresse de l'esprit.

Les générations graves de la bourgeoisie française du XIX[e] siècle ont soumis leurs enfants au surmenage intellectuel. Leur vanité estimait que le souci de leur carrière et la dignité de leur état exigeaient un effort permettant seul d'arriver parmi les premiers aux concours les plus difficiles, aux écoles les plus cotées, aux situations de tout repos. Le résultat de ces efforts scolaires a été de former, non des travailleurs alertes, capables de s'adapter à des circonstances nouvelles, mais des bureaucrates de la culture, des paresseux de l'esprit. Si la bourgeoisie, dans sa grande majorité, n'a pas aperçu l'évolution qui s'accomplissait sous ses yeux, si longtemps elle est restée incompréhensive, scandalisée de toute tentative de transformation, de toute revendication qui troublait sa quiétude ou bousculait ses traditions d'existence, c'est sans doute parce qu'elle s'était cloîtrée, isolée du reste de la nation.

Mais surtout la formation intellectuelle que, pendant plusieurs générations, elle a exigé de ses fils, suscitait en eux, non la curiosité ou le mouvement de l'imagination, mais la paresse de l'esprit. Cette paresse et sa compagne, l'avarice, sont les obstacles les plus difficiles à vaincre pour l'expérience qui commence. Elle se heurte au mimétisme des classes sociales, à la tendance qui s'insinue dans des milieux ouvriers à imiter des snobismes bourgeois.

## VIII

Au commencement de novembre 1857, tandis que Proudhon répète à Lamarrat qu'il croit fermement qu'en mettant les pieds dans le plat impérial « nous ne pouvions que montrer notre vanité et notre impuissance, compromettre nos principes et notre caractère », il apprend à son ami que le deuxième tome sera tiré et que le troisième va être mis sous presse: « Il y a quatre jours, la police a fait une double descente chez mon imprimeur, ainsi que chez mon libraire, pour savoir à quoi s'en tenir sur la nature de ma publication. Elle avait lu dans une correspondance allemande

que j'allais publier un pamphlet religieux sous le titre: *Le Bon Dieu au* XIX^e^ *siècle*... Ah ! mon cher monsieur, nous descendons toujours et si je n'ose pas dire que je ne sais que croire, il est vrai du moins, que je n'ose plus espérer : il y a bien encore de la vitalité dans le peuple; mais la bourgeoisie est sans nerf, elle a plus peur de perdre un écu que de risquer son honneur... »

Le 12 décembre, Proudhon écrit à Charles Edmond : « Epuisé par le travail et craignant de succomber à la peine, j'ai cru devoir reprendre haleine pendant huit ou dix jours avant de terminer mon troisième volume »; mais, le 16 décembre, Proudhon pense qu'« un journal qui représente la philosophie nouvelle est indispensable ». Et il suggère à Charles Edmond, avec quelque ironie sans doute que, l'existence de *la Presse* étant menacée, son propriétaire ne peut sauver sa propriété dépréciée qu'en passant aux mains d'un exploitant, d'une couleur bien autrement tranchée que MM. Girardin, Nefftzer et Peyrat, à qui l'on peut reprocher : « d'avoir, en quatre journaux, attiré sur lui, trente ou quarante années d'emprisonnement, etc., etc... »

Le 24 décembre, Proudhon écrit encore : « Mon malheureux livre n'est pas terminé : j'en ai pour jusqu'au Carnaval. J'ai essayé d'appliquer à mon pays et à mes contemporains ce que porte dans les plis de son drapeau la révolution française et dont nous ne savons pas même le premier mot. Je m'attends à rencontrer pour adversaires : républicains, orléanistes, légitimistes, l'Eglise, la magistrature, l'université, la littérature, les deux tiers du socialisme... »

Au commencement de janvier 1858, Proudhon espère que le succès de son livre sera assez grand pour lui permettre, avec sa femme et ses enfants, d'aller prendre au pays un peu de vacances, dont il a grand besoin; mais il ajoute : « Si ma publication se passe bien — j'entends par là si je n'ai pas de tracasserie de la part de l'autorité... ». Prévoit-il donc déjà celle-ci ?

Le 14 janvier 1858, le *Carnet 11* fait allusion à l'attentat d'Orsini : « A la porte de l'Opéra, chevaux et personnes tués, plusieurs blessés, l'Empereur et l'Impératrice échappent. Depuis le 2 décembre, il a été fait, à ma connaissance, douze entreprises contre la vie de l'Empereur, dix attentats en dix ans, plus les sociétés secrètes, les complots »; et les *Carnets* du 20 janvier : « Ouverture du corps législatif (du 18). Le discours de l'Empereur produit la plus fâcheuse impression. Il réclame des lois répressives et affirme reprendre les principes de 1789, tout en réprouvant les

théories abstraites. Le pauvre homme parle toujours de ce qu'il ignore. Je crois que ce passage est à mon adresse, de même que la déclaration relative à la suffisance du régime actuel est à l'adresse de Girardin. »

Le même jour, 20 janvier, Proudhon commente ces événements, en écrivant à Suchet : « Vous connaissez le dernier attentat, Orsini, Pieri et consorts :

*Nous leur devrons de nouvelles lois répressives. Ainsi vont les choses. Depuis trois mille ans, la politique n'est pas autre. Les gouvernements conspirent, les passions éclatent; plus elles éclosent, plus le gouvernement conspire et vice versa. N'y aura-t-il pas moyen de sortir de cet imbroglio ?... Nous sommes bien malheureux* ».

Le 8 février, à Charles Edmond : « Je voudrais avoir quelques renseignements positifs sur les intentions du pouvoir à l'égard des écrivains. Je vous avoue que, quant à moi, je suis bien loin d'avoir peur; j'irai même jusqu'à vous dire que, si mes devoirs de *père de famille* ne me faisaient désirer la paix, je souhaiterais presque une poursuite. Seulement je désire que mes poursuivants ou persécuteurs jouissent de toute leur raison. Je serais plus sûr d'en voir bientôt la fin; tandis qu'il n'y a rien à gagner pour un homme qui raisonne avec des enragés et des fous... Mon livre n'est pas fini; il ne paraîtra pas avant mars prochain... Ce sera le moment; et à nous deux maintenant, monsieur le Procureur impérial ! Si vous et votre maître, vous parvenez à me faire condamner, vous serez bien hardis... »

Proudhon continue à être préoccupé de ses dettes. Comme Maurice vient d'avancer au frère de Proudhon une somme de cent-vingt-cinq francs, Proudhon écrit à Maurice, le 25 février, qu'il espère toujours liquider les dettes de son frère et les siennes par un succès littéraire : « Mais l'obtiendrai-je ce succès ? Voilà ce qui m'inquiète et sur quoi vous m'interrogez avec une anxiété visible. Je compte paraître, sans remise, du 15 au 25 mars prochain; je compte, en outre, que trois semaines suffiront pour éparpiller et faire acheter les six mille exemplaires dont se compose la première édition. Si mon livre est en assez bons termes avec le parquet, la seconde édition passera incessamment sous presse... si ?... Pour vous dire la vérité, l'imprimeur et le libraire ne dorment plus de terreur; ils se voient déjà en correctionnelle, jugés, condamnés, emprisonnés... Pour moi, je ne crains rien... Et, si malgré mes prévisions, j'étais saisi, condamné et ce qui s'ensuit, eh bien ! je n'en serais pas plus alarmé : je suis en ce moment,

comme le Romain à la veille de la bataille; mon testament est fait, j'ai mis ordre à ma conscience et à mes affaires... »

La vie et les pensées de Proudhon viennent d'être exposées de semaine en semaine et jusqu'au plus petit détail des événements quotidiens, pendant toute la durée de l'élaboration de *La Justice dans la Révolution*. Cet exposé était nécessaire, afin de faire comprendre combien pénibles avaient été son existence et son travail : cette existence, de jour en jour soumise à la préoccupation du pain quotidien, avec le souci de ses propres dettes et de celles de son frère — ce travail sans cesse ralenti par un état de santé fragile, interrompu par l'obligation de suspendre son effort, pendant quelques jours et même, en 1856, pendant des mois.

Ces deux années d'incertitude constante et la crainte de ne pas pouvoir achever l'œuvre commencée ont dû peser d'un poids très lourd sur la vie de Proudhon. C'est épuisé qu'il arrive au bout. Mais cette anxiété constante a donné à *La Justice* sa force et sa grandeur. *La Justice dans la Révolution* porte la marque de la durée, de la longue méditation et de cet effort qui ne crée que par la souffrance : car, le 25 février 1858, Proudhon écrivait encore à Tilloy : « Je serai court puisque vous voulez bien m'en donner le congé et que la tête me fait toujours mal, si mal que je finis par ne m'apercevoir de cette fâcheuse affection qu'à l'impuissance où je tombe par moments d'écrire, de lire et même de marcher... »

Et, trois semaines après, le 14 mars, Proudhon écrivait à Charles Edmond : « Vendredi, j'étais si épuisé, si congestionné, que j'ai été forcé de renoncer au travail. Pendant que vous étiez chez moi, je me traînais le long des quais, obligé de m'asseoir sur les tas de macadam, quand la tête et les jambes me manquaient. Hier, samedi, j'ai fait trois heures de marche par la pluie et la boue; j'ai gagné une bonne diarrhée et me voilà guéri ».

Dans sa lettre du 25 février, Proudhon exprimait encore une crainte : « *A moins d'une malédiction nouvelle*... il ne me reste à fournir que le manuscrit au net de cinquante à soixante pages d'impression... »

Dans l'édition Garnier frères de 1858 que j'ai sous les yeux, ces soixante pages correspondent à une des plus belles parties de *La Justice dans la Révolution* : « De la sanction morale : critique générale de l'idée de *sanction* et caractère que doit avoir une sanction de la justice ».

Proudhon entend démontrer que la sanction de la justice, iden-

tique à la justice elle-même, est, comme celle-ci, immanente à la conscience. C'est dans la conscience et nulle part ailleurs que s'exerce cette sanction. En conséquence, après avoir reconnu la sanction *intérieure,* il est contre toute philosophie de parler encore d'une sanction *extérieure.* Sanction extérieure dont le ministre serait Dieu, l'Eglise, ou la Société. La juridiction familiale est le déploiement de la justice individuelle. La juridiction civile est le développement de la juridiction domestique. Ainsi les actes de l'autorité publique, pour ce qui touche la répression des crimes et des délits, doivent être regardés comme le développement de la sanction interne.

Les actes de l'autorité publique sont donc la manifestation de la vindicte que la conscience coupable exerce contre elle-même. C'est là comme le contre-coup de la conscience individuelle dans la conscience collective — par suite de la solidarité qui existe entre tous les membres du corps social.

Tous les peuples ont cru qu'en ce qui concerne particulièrement la loi morale, lorsqu'elle est fidèlement observée, il y a quelqu'un qui s'en réjouit, lorsqu'elle est foulée aux pieds, quelqu'un qui s'en offense.

Et ce quelqu'un, « conformément à leurs habitudes, ils l'ont placé dans le ciel. Là-haut, dit Job, est celui qui me regarde, et qui note ce que je fais... Pensée sublime, devant laquelle l'opinion des déistes, qui font Dieu indifférent aux affaires humaines, paraît du dernier absurde. Certes, s'il est un esprit infini, une âme universelle, qui personnifie en soi la loi des mondes, cet esprit s'affecte de tout ce qui arrive dans la création; Dieu, le bienheureux des bienheureux, est en même temps, quand nous péchons, le plus affligé des êtres ».

Proudhon considère surtout en Dieu « la conscience de l'humanité » — *ce magnifique symbole.* Lorsqu'il écrit ces lignes dans cette douzième étude de la *Sanction morale,* Proudhon a-t-il conservé cette attitude « antithéiste » qui était la sienne lorsqu'à propos d'Auguste Comte, il écrivait, en septembre 1852, dans son *Carnet 9 :*

*Mme Barrier me demande si je crois en Dieu. Ce que nous appelons cause, effet, sont des expressions relatives pour désigner les divers termes d'un même mouvement. Or, le mouvement est éternel et nécessaire. Croyez-vous* (*ajoute Mme Barrier*) *à un esprit universel ? — Oui, c'est celui de l'humanité dont je fais partie ; mais cet esprit n'est point Dieu. Esprit, matière, termes corrélatifs pour indiquer les différences de l'être. — Qu'appelez-*

*vous donc, Etre ? — Un foyer de mouvement.* (Sept. 1852, p. 449 du *Carnet 9*.)

Dans le Christianisme, « la sanction morale part, comme la foudre, du trône de Dieu. C'est Lui qui, selon son bon plaisir, nous éprouve, nous afflige ou nous récompense en attendant le redressement définitif; et c'est par le retrait de sa grâce que, si quelquefois, nous sommes épargnés, dans le matériel de notre existence, nous manquons rarement d'être atteints dans notre conscience où le remords nous torture comme des damnés. »

Mais l'homme, quand la vertu le délecte ou que le péché le tourmente, « se réjouit ou pâtit — non pas *en qualité de serf de la loi* » : il souffre, il pâtit en qualité de souverain, *en qualité de législateur.*

C'est parce que l'homme est le sujet de la loi, l'*être en qui elle existe,* que le crime commis en autrui et au préjudice d'autrui ne le trouve jamais indifférent : « Cette loi violée, c'est lui-même, c'est sa dignité législative qui est atteinte. » Et c'est pour cette raison éminente, que la *délectation* accompagne dans le cœur de l'homme l'accomplissement de la justice et que le remords suit sa violation.

Pour Proudhon, la sanction morale n'est que le mouvement de la conscience, « joyeuse, quand nous faisons le bien, triste et malade quand nous nous rendons coupables ». *Tout ici se passe au dedans* : félicité de la justice, malheur du crime, tel est, selon Proudhon, en dernière analyse, le plus net des biens que la République sociale promet à ses élus : « L'unique prix qu'elle propose à l'homme de bien, la seule barrière qu'elle oppose au coupable : c'est *toute la substance de la Révolution* ».

Proudhon, qui conclut sur ces mots, ajoute : « Oui, il faut être honnête homme *quand même,* pour devenir citoyen de la République ».

## IX

Les idées de Proudhon sur la sanction morale montrent que Justice et Liberté sont associées, mais il faut insister aussi sur un autre aspect de sa philosophie morale. Quelques pages des *Carnets,* écrites à l'époque même de la publication de *La Justice,* permettent de préciser la notion que Proudhon se faisait à cette époque de la notion d'Egalité.

Le 13 juin, à la page 425 du *Carnet 11*, se rencontre la mention : « Notion d'Egalité, Préface » :

*J'appelle égalitaires tous ceux qui reconnaissent que les conditions et fortunes tendent, par l'application de la Justice, à se niveler indéfiniment.*

*Je regarde comme ennemis de l'Egalité, partant aristocrates, exploiteurs, fauteurs du despotisme et de l'Eglise, ceux qui nient une telle application de la Justice.*

*Déjà, en* 1789, *par la suppression des droits fiscaux, dîmes, mainmorte, etc., un grand coup a été porté au système d'inégalité, une grande application de la justice a été faite. Un progrès plus grand encore sera accompli par l'application (la balance et la revendication de la force collective). Théorie des frais généraux grandissant à mesure que le groupe* s'éloigne *de l'individualité pure.*

*L'homme composé de forces, d'idées, etc., peut être considéré comme un groupe. Le mot organisme implique cette notion. Après lui, l'atelier domestique, formé de la famille, femme, enfants, domestiques est le plus puissant (apprentis, compagnons). Vient ensuite la fabrique composée de travailleurs libres, tâcherons ou intéressés ou non.*

*Enfin, la grande industrie ou manufacture, le chemin de fer, le dock, etc...*

*Dans chacun de ces groupes, le rendement diminue en raison de leur développement, c'est-à-dire que les frais généraux, les risques de toute nature, le coulage se multiplient, etc...*

*Maximum de puissance, l'individu ; minimum, l'Etat ou la Communauté de la Nation.*

*Plus un Etat attire à lui de fonctions, plus il diminue dans la société la production.*

*De là le principe admis dans la manufacture d'Alsace d'accommoder les ouvriers d'un peu de terrain qu'ils cultivent pour leur compte, ce qui améliore leur situation que le salaire seul ne soutiendrait plus.*

(*Le groupe homme implique la* polytechnie *industrielle.*)

*Plus un Etat laisse de liberté aux producteurs, plus est grande la production.*

*Semblablement, moins il y a de monopoles, de privilèges, de parasitisme, plus elle augmente.*

*Mais les exigences de la raison d'Etat sont en sens contraire de la raison économique.*

*La cessation d'une famille dans le groupe entraîne l'amoindrissement de toutes les autres.*

*Sic, le travailleur parcellaire; — sic, la perte du sens moral; — sic, l'abolition des libertés politiques. Marquer soigneusement le* rapport.

*Tout, en définitive, se ramène à deux systèmes : la liberté ou l'autorité, la Révolution ou l'Eglise, l'égalité ou l'inégalité.*

*Le régime d'Etat ou le régime de Justice, etc...*

*Les deux représentants du principe contre-révolutionnaire sont aujourd'hui l'Eglise et l'Empereur; la première, par institution divine, religieuse, théologique; le deuxième, par tradition ou exemple domestique, par logique de la situation, absence de sens moral et faiblesse de jugement.*

## X

Le 22 avril 1858, au *Carnet 11* (p. 414) : « Aujourd'hui, jeudi, a lieu la mise en vente de mon livre : *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise.* Plus de trois mille exemplaires seront envoyés à destination, à Paris et dans les départements dans la journée. On pense, que dans trois mois, l'édition entière sera épuisée. Je n'ose me fier à une telle espérance. »

Le *Carnet* de Proudhon s'est trouvé interrompu du 22 février au 18 avril, à la suite de l'attentat du 14 janvier : « En prévision des perquisitions domiciliaires, j'avais mis en sûreté mes manuscrits. Je ne crois pas qu'à cette heure la sécurité soit plus grande; néanmoins, je rouvre mon *Journal* [1]. »

Le 23 avril, Proudhon annonce à Maurice que le livre a paru la veille à un tirage de six mille exemplaires. Maurice est en effet digne de la grande amitié que lui voue Proudhon (11 janvier 1858) : « J'ai l'habitude quand je veux citer un parfait honnête homme et un bon ami, de citer votre nom; quand je veux mon-

1. Pendant cette première semaine de la réouverture du journal, Proudhon paraît fort impressionné par les scandales et les détails *effroyables (sic)* de l'immoralité parisienne, dans les cafés, concerts... Toute la bande décembrisarde vautrée dans la boue et dans la débauche; l'exemple donné d'en haut... fait à recueillir, scandale dans la vie privée de Haussmann, préfet de la Seine, surpris par sa femme en flagrant délit d'adultère, avec une actrice dans son cabinet, au moment où il donnait une soirée.

trer une famille parfaitement unie, d'indiquer la vôtre... » Le lendemain, 24, et le 25 avril, Proudhon informe Larramat et Bergmann. C'est dans la lettre à Bergmann que Proudhon précise et définit son dessein en publiant *La Justice dans la Révolution* :

*Plus que jamais... je vais porter le drapeau de ce qu'on appelle sans la comprendre la Révolution et qui n'est autre que celui de la philosophie morale construite en dehors de tout élément mystique et théosophique... Convient-il à un professeur d'Université de donner, à ce coryphée des hardiesses et des espérances révolutionnaires, un témoignage d'honneur et de sympathie, comme celui dont tu me parles ? Le peux-tu sans danger pour toi ? Parcours mon livre et décide toi-même; car, je te répète, en publiant ainsi notre vieille amitié, tu cours le risque d'assumer, aux yeux de certaines gens, une sorte de responsabilité morale de beaucoup de choses que tu repousserais et de te faire un mauvais parti auprès de tes supérieurs hiérarchiques et avec le gouvernement...*

On voit combien Proudhon avait de prudence, quand il s'agissait de ses amis : « Songe que je préfère ton repos à tous les témoignages, et, si après avoir réfléchi à mes observations, tu juges que le moment n'est pas venu pour toi de proclamer la communion de nos sentiments et, dans une certaine mesure, de nos idées, sois persuadé toi-même que je le trouverai fort bon et que j'applaudirai à ce que tu feras comme s'il était dicté par la sagesse même ».

Il s'agissait ici de la dédicace d'un de ses livres que Bergmann voulait offrir à Proudhon — dédicace que celui-ci lui proposait de rendre moins compromettante en employant le *tu* afin de faire disparaître l'hommage et le soupçon de communauté d'idées en matière politique ou religieuse : « Ce soupçon dangereux s'éteint, on n'aperçoit plus que deux camarades qui s'aiment et s'estiment assez pour se dédier leurs livres ».

Le 28 avril, le *Carnet 11* porte cette note que le même jour Proudhon écrira à Charles Edmond :

*Aujourd'hui, à 2 heures a eu lieu, par ordre du procureur impérial, la saisie de mon livre* De la Justice *et six jours pleins après le dépôt... Le procureur impérial n'a pas pu lire le livre...*

Les motifs de la saisie sont :

Reproduction, faite de mauvaise foi, de fausses nouvelles de nature à troubler la paix publique. — Excitation à la haine des citoyens les uns contre les autres. — Attaques contre les droits de la famille. — Outrage au respect dû aux lois. — Outrage à la

morale publique et religieuse. — Apologie de faits qualifiés crimes et délits.

Le 1er mai, Proudhon écrit à Mathey : « Chers amis, me voilà avec un procès. Ne vous effrayez pas trop, dussé-je y gagner cinq ans de prison. Avec un pouvoir discrétionnaire, il est possible que l'on me condamne ; ce que je puis vous promettre, c'est de gagner ma cause devant la conscience publique... Déjà on fait courir le bruit que j'étais en fuite. Non, non, je reste ! je veux qu'on me voie ! Je veux tirer ceci au clair et rendre cœur à cette nation idiote. Puisque me voilà professeur de morale, je suis obligé de joindre l'exemple au précepte, et sauf la cervelle qui me fait mal, j'espère bien que je ne faiblirai pas... Des six mille cinq cents exemplaires, environ cinq cents ont pu être saisis à Paris. Le reste est entre six mille paires de mains. Hier, sur les boulevards, on offrait trente à cinquante francs d'un exemplaire... suivant le libraire et d'après l'affluence des demandes, trente mille eussent été vendus dans l'année. Allons, allons, tranquillisez-vous sur moi. D'après les amis d'ici, je n'ai pas manqué mon coup. La *Justice* existe enfin ; la Révolution est assise, et la vieille société est à bas... A cette heure on ne parle que de cela à Paris... C'est ce fait énorme qu'il s'agit de soutenir... On va publier la traduction allemande à Leipzig. On ne détruit pas les livres et on ne brûle plus les auteurs... »

Les 1er et 2 mai, Proudhon note dans le *Carnet 11* (p. 416) : « Compliments de félicitations et de condoléances sur ma saisie. Tous les avocats m'annoncent une condamnation à cinq ans de prison. Tous mes amis m'exhortent à m'en aller... De tous côtés aussi, marques de défection. Buchez dit : « En somme, c'est un mauvais livre ». *Le Siècle* prépare un article contre moi. *Les Débats* : M. Fleury en ferait autant, n'était la saisie... *La Revue des Deux Mondes* : Buloz traite mes idées de billevesées, d'extravagances. Ereintement de *l'Observateur*. Ereintement du *Réveil du Nord*. Un républicain, ancien membre de l'Assemblée constituante, dit que mon livre prête un nouvel appui à Bonaparte. Celui-ci rappelle à propos du *Manuel* (*du Spéculateur*) que c'était un coup monté avec la Police. »

*Aveuglement général complet. Je commence à croire que la Révolution commencera avec les catins et les grues de l'Empire, comme le Christianisme par les esclaves...*

*Dans les réunions qui ont eu lieu dans la dernière quinzaine pour les élections, Quimard et Carnot protestent seuls au nom de la plèbe. Les Marie, les Pelletan, tout le cercle de J. Simon n'at-*

*tendent que le moment de faire leur transition aux d'Orléans..* « *Passe pour la* Liberté, *dit Pelletan; mais de l'*Egalité, *fi donc ! De la* Fraternité, *à bas !* » *La formule républicaine est foulée aux pieds par les soi-disant républicains.*

*Il faut me tirer d'affaire, puis frapper et redoubler à grands coups. Nous avons été dupés, en nous taisant.* « *Ce que j'ai fait en* 1848, *dit Marie, je le referais aujourd'hui.* »

Le jeudi 6 mai (le *Carnet 11*) :

*J'ai comparu devant le juge d'instruction : depuis quelques jours, j'éprouve déplaisir à voir le méchant esprit de la république dite modérée et de l'avocasserie.*

*De tous côtés, on me fait des compliments de condoléances, m'annonçant que j'aurai cinq années de prison; que c'est comme si c'était fait. Il semble en vérité, qu'on vienne à mon enterrement. Que de gens me voudraient voir mort.*

Le 8 mai (*Carnet 11*, p. 418) :

*Rappel devant le juge d'instruction pour me faire voir la copie certifiée conforme par Mirecourt de sa lettre à Mgr le cardinal Matthieu, archevêque de Besançon.* (Eugène de Mirecourt, auteur d'une brochure contre Proudhon. Havard éditeur, p. 92.)

Le 8 mai, Proudhon écrit à Charles Edmond qu'« en somme le succès du livre dépasse à la fois nos espérances et l'attente du public. Il me fait une position incomparable et me place bien au-dessus d'un procès et de toutes ses conséquences. Je suis définitivement un de ces écrivains dont la parole s'impose et, si par le talent, je n'égale pas les Lamartine, les Thiers, par la position, je puis me regarder comme leur égal ».

*Sans la saisie du livre, nous serions sous presse pour la deuxième édition et, avant la fin de l'année, on en eût vendu vingt-cinq mille. Cinq cents exemplaires saisis. Déduction des exemplaires gâtés, donnés ou perdus, restent toujours cinq mille sept cents ou cinq mille qui seront payés. Depuis la saisie, les exemplaires se sont vendus cent vingt à deux cents francs ! Hier j'ai dû en faire envoyer dix pour le prince Napoléon.* (Proudhon avait écrit, le 21 avril, au prince Jérôme en lui adressant *La Justice dans la Révolution.*)

Le 11 mai (*Carnet 11*) :

*Pétition déposée par moi pour demander la réforme du Concordat. Bourdier refuse de l'imprimer... Je commence à croire que le peuple français est radicalement antipathique au* self government *ou gouvernement républicain. Tout ce qui se passe en lui est monarchique, dans l'industrie, l'art, le commerce, la finance, la poli-*

*tique. On y a horreur de l'initiative individuelle; l'opinion est uniforme; chacun aime à être empereur ou roi.*

*En masse, disait-on en* 1793. *Au lieu de balancer leurs groupes, ils tendent toujours à n'en faire qu'un dans lequel les unités restent anarchiques et sans équilibre.*

*On parle comme l'Empereur de la Révolution et des principes de* 1789 *: on n'en veut pas...*

Le même jour, 11 mai, à propos de l'élection d'Emile Picard (*Carnet 11*, p. 419) : « La vieille République qui a refusé le serment s'en va toute piteuse : on ne la suit pas. Elle s'est montrée si couarde dans son refus. La jeune qui guide n'est guère plus vaillante : chicanes, coups d'épingle au pouvoir, jusqu'à ce que, l'occasion aidant, il tombe : la belle politique ! Jamais cette jeunesse parlementaire n'osera dire si elle prend ou non au sérieux son serment. Si oui, elle fait défection à son parti; sinon, elle est parjure. Comme c'est honorable tout cela ! Ils ne savent que faire !... »

Et voici que, ce 11 mai, Proudhon écrit : « Condamné au non, il faut que j'aille en Belgique dire ce que j'ai sur le cœur et rompre la glace, puis m'en venir. Si je suis condamné en Belgique, j'irai faire satisfaction en Belgique ». — 20 mai (*Carnets*, p. 420) : « Hier soir, j'ai reçu assignation à comparaître devant le tribunal correctionnel pour le 2 juin ». — 22 mai (p. 421), 5 heures du soir : « En ce moment, on verbalise contre ma pétition au Sénat, après avoir laissé passer le premier tirage, on poursuit le deuxième, qui n'est pourtant, comme le premier, que de cinq cents. Offense à la Justice ? J'ai le droit de pétition, surtout dans la situation où je me trouve. J'ai le droit de la rendre publique, parce que c'est mon *opinion*. J'ai enfin le droit de publication parce que le Sénat, comme l'Empereur et le corps législatif, comme autrefois la Chambre des députés, comme le jury, n'est, en définitive, que l'organe de la pensée générale qui a le droit de *connaître* et de se reconnaître; attendu que depuis 1789 elle a conquis la parole que l'Eglise lui ôtait auparavant. Ce droit, on le dénie; cette pensée, on la fausse tant qu'on peut, par les entorses données quotidiennement à la presse, organe soi-disant de la pensée publique. Avis officieux aux journaux... Efforts de refoulement de la nation ».

Le 29 mai (*Carnet 11*, p. 422) :

*Assignation à moi donnée ce soir : deux chefs d'accusation :*

1° *Outrage à la morale publique et religieuse.*

2° *Tournure en dérision d'un culte reconnu par l'Etat.*

Le 31 mai (*Carnet 11*) :

*A propos de la proclamation imprimée du comte de Paris — attribuée à Thiers. Le jeune prince promet le rappel de tous les proscrits, le suffrage universel, la Constitution de* 1848, *la liberté complète de la tribune et de la presse... Encore la Révolution qui revient. La Révolution qui se fait. La réunion des intérêts sur le terrain des opinions, et des intérêts sur le terrain de la* liberté *et de la justice. On assure que les sociétés secrètes sont d'accord d'accepter ce programme et de se réunir au parti d'Orléans... L'Empire est perdu. Tout lui tourne mal. Tout à l'heure on dira :* Il est trop tard.

2 juin 1858 (*Carnet 11*, p. 423) :

*Condamnation de P.-J. Proudhon à trois ans de prison, quatre mille francs d'amende.*

10 juin : « On a saisi à la douane, soixante-quinze exemplaires de mon *Programme de philosophie* publié en 1853, à Bruxelles, et que j'avais fait venir pour quelques amis qui ne l'avaient pas. Aujourd'hui, 10 mai, j'ai formé appel au jugement de première instance qui me condamne à trois ans de prison. Payé trois francs. Visite à M. Crémieux qui doit présenter ma défense en appel et se propose de demander le renvoi de l'affaire après les vacances ». Mais en prenant un nouvel avocat, Crémieux, au lieu de Chaudey, qui avait été son premier défenseur, Proudhon tient à affirmer à Maurice que « ceux qui disent que Chaudey l'avait mal défendu disent faux, puisque le système de défense qu'il lui avait imposé n'a pu être présenté, le président ne l'ayant pas permis ».

En écrivant à Maurice, le 12 juin, Proudhon cherche à préciser ses comptes, afin de savoir où il en est. « J'attends le règlement de mon libraire *pour savoir ce que je vais devenir*. Sur les six mille trois cents exemplaires tirés, cinq mille cinq cents environ ont été vendus, au prix moyen de neuf francs, ce qui fait une cinquantaine de mille francs de rentrée. Sur quoi, environ, dix-huit mille francs de frais d'impression, etc... à déduire. » Proudhon a un compte courant qui se monte à quatre mille francs de débit; une amende à payer de quatre mille francs ! Tous ses comptes réglés, il lui restera sept à huit mille francs, au plus, *pour faire sa prison*, en tout : « Il est vrai, je l'espère, ajoute Proudhon, que la prison ne me sera pas infructueuse : je travaillerai ».

En effet, Proudhon a établi tout un programme de travail que nous trouvons, le 13 juin, dans le *Carnet 11*, sous le titre : « *Projets de travaux. Idées. Histoire de la Révolution française*, 2 vol.

in-8°, écrite au point de vue de mon livre de *La Justice.* La vérité pour la première fois serait dite et confessée par cette histoire.

*Histoire de Jéhovah, dieu des Hébreux et du Christ, son fils,* tirée des Saintes Ecritures et des Pères (morceau du *Chronos,* comprenant une grande partie de l'histoire universelle, l'explication des religions, les origines chrétiennes et la réfutation définitive de l'exégèse catholique), 2 vol. in-8°. »

Rappelons ici que, dans une lettre de la même époque, à Tilloy, Proudhon donne son opinion sur Renan : « J'ai lu M. Renan et je n'en suis pas satisfait. Ce mélange d'érudition germanique et de littératurisme ne me va pas. Ce n'est pas ainsi qu'agissent nos vrais philosophes, les Abel Remusat, les Eugène Burnouf et les Letronne. Ils étaient tout à la science et à la vérité » (*Carnet 11,* 25 février 1858).

D'autres sujets sont indiqués par Proudhon dans les *Projets de travaux,* le 13 juin :

*Principes d'Economie politique* (2 vol.);

*Agiotage et Transactions;*

*Monnaie, ses effets subversifs encore inconnus.*

C'est également à cette date du 13 juin 1858 que paraît, dans le *Carnet 11,* le long développement sur l'Egalité et les progrès de la justice, dans le domaine économique. Notes auxquelles nous avons fait allusion plus haut.

Le 15 juin, dans les *Carnets,* Proudhon revient aux opinions que suscite son livre :

*Bien des gens reculent devant la théorie du mariage : le motif secret, quelquefois avoué, est l'attachement à la chair, au plaisir de l'amour. Cette justice semble trop sévère. Cependant, loin de là. Point de famille, point de cité, point de république.*

*On défend le principe de la déchéance. Au fond, c'est l'idéal qui domine les âmes et y remplace la justice. Toutes les objections viennent de là.*

*M. Sainte-Beuve me disait en propres termes : « Vous rencontrerez une vive opposition parmi nos gens de lettres et artistes : vous êtes* trop moral ».

Le 15 juin, Proudhon répond dans le *Carnet 11,* p. 428, à la *Théorie* de M. Huet :

*La* Théorie philosophique *telle que je la propose, contient une contradiction en acceptant l'homme* tel qu'il est : *cet homme-là, dit Huet, n'est pas ce qu'il doit être, c'est un monstre, un être malade, déchu, donc...*

*A quoi je réponds qu'il n'y a nul mal à ce que l'homme ac-*

*quière peu à peu, même au prix de l'erreur, ses idées, et fonde sa justice — que telle est la loi nécessaire de l'être borné et fini — que soutenir que l'homme normal est l'homme non sujet à errer, c'est faire de l'homme l'absolu, Dieu; qu'on comprend encore moins comment un pareil homme aurait péché qu'on ne conçoit la chute de l'homme, borné, brute, imparfait,* etc...

*Que l'homme normal apparaît dans la collectivité humaine et ne peut apparaître que là — qu'en résultat, les conclusions juridiques revenant au mieux, l'hypothèse de la chute ne sert à rien,* etc...

La publication de *La Justice*, la sortie du livre et les poursuites qui l'ont accompagnée n'ont pas amélioré la santé de Proudhon :

*Mes nuits sont médiocres, note-t-il. Depuis que j'ai achevé mon livre* De la Justice, *l'horreur de la tyrannie et de la sodomie me poursuit dans mes rêves. Avant moi, on n'avait pas remarqué la liaison intime de ces deux choses : perte de la justice = sodomie.*

*La sodomie, en effet, est le plus grand outrage à l'humanité et l'idéal de l'exploitation ou de la jouissance de l'homme par l'homme. S'il était possible que la justice fût vaincue dans le monde ,l'humanité sombrerait, sous la puissance d'une conjuration de sodomites. Les temps anciens en donnent l'idée...*

*Développement de la paillardise publique... Abaissement rapide, visible de l'art et des livres. Antipathie secrète des démocrates pour la Justice révolutionnaire. Elle leur impose la chasteté.* (*Carnet 11*, pp. 429, 430, 16 juin 1858.)

Le 3 juillet, Proudhon écrit au procureur impérial Chaix d'Est-Ange, pour lui demander à quel nombre il autorise le tirage de son mémoire; le 6 juillet, il rend visite au procureur impérial au Palais de Justice. Le procureur Chaix d'Est-Ange lui répond qu'il ne peut lui donner aucune autorisation et que c'est à lui à faire le tirage à ses risques et périls.

Epicurien et libertin, Chaix d'Est-Ange dit à Proudhon : « Vous attaquez notre morale religieuse, nous ne pouvons pas le souffrir. Vous attaquez la *famille* avec violence... » « La déclaration est bonne à recueillir; elle prouve la justesse de mon observation : qu'au temps de transformation sociale, les gens qui réforment sont accusés par les corrompus d'*outrager* la morale. Aujourd'hui, on veut que la justice se rende derrière un paravent ».

Le 7 juillet (le *Carnet 11*, p. 450) :

*La France est un pot-pourri. Elle ne peut se relever que par un concert d'hommes vertueux, mais tout est prévu. Si vingt*

*hommes les plus honnêtes de France avaient des réunions suivies, on les enverrait à Cayenne...*

Et, à la même date, on voit apparaître dans les *Carnets* l'opposition entre la *Révolution-Puissance* et la *Révolution-Capacité :*

*La multitude s'imagine que du despotisme tout tient à l'empereur; que, l'empereur démoli, tout change — morte la bête, morte le venin. Cela serait vrai en tant que la mort de l'empereur serait le signal d'un changement de régime; non, s'il ne s'agit que de le remplacer.*

Les 8, 9 et 15 juillet (*Carnet 11*) :

*L'empire a hérité de la littérature romantique et de l'industrialisme... Pauvre bourgeoisie ! En n'obéissant qu'à la cupidité, elle a creusé sa fosse, comme le trappiste, en jeûnant et en se mortifiant. Elle a perdu hommes et argent. Sa mission était, elle surtout, lucrative. Servir de* moniteur *à la plèbe, présider à l'éducation de l'ouvrier et du laboureur, les inciter à la science, à la vie politique et sociale, choisir dans ses rangs de beaux et honnêtes garçons, de belles et sages filles, pour maris et femmes à leurs héritiers et rafraîchir le sang de leur progéniture; mettre un terme à la vieille barbarie, enlever cette rouille qui vous déshonore, mais non; il faut de l'exploitation, des serfs à ces mangeurs. Oh ! elle mérite d'être dépouillée.*

*En* 1852, *tous applaudissaient à ce gouvernement incomparable qui créait, comme par enchantement, les trésors, faisait un pont d'or aux bourgeois, faisait gagner tout ce qui voulait spéculer, doublait les capitaux, etc... Maintenant, les gogos se lamentent, ils accusent, ils se déchaînent contre l'Empereur. — ... Le plan de l'empire maintenant avoué par tout ce qui éclate : reconstituer le servage à l'aide de la féodalité de Charlemagne. En* 1789, *l'agriculture et la petite propriété fournissaient une base plus large à l'égalité. En vingt-cinq ans, l'élan des principes aurait amené toutes les solutions désirées; mais le développement de l'industrialisme et de la gabegie qui s'en est suivie ont gâté tout. Partout, gaspillage et corruption...*

Le 16 juillet 1858, Proudhon écrit à Mathey pour le prévenir qu'il part, et lui dire pourquoi :

*J'ai décidé de pousser le procès jusqu'au bout... les avis officieusement donnés à tous les libraires et imprimeurs que tout ce qu'écrit M. Proudhon est dangereux, tout cela me prouve qu'on a résolu d'étouffer ma voix et de briser ma plume. Peut-être ne se propose-t-on pas de sévir contre ma personne... Mais dussé-je être gracié au lendemain de mon incarcération, à quoi cela me*

*servirait-il ? Je devrais prendre encore le parti auquel je me décide aujourd'hui. Je vais donc à Bruxelles publier mon mémoire que j'adresserai à tous les jurisconsultes de l'Europe. On trouvera bien moyen d'en introduire quelques milliers en France et de vous en faire parvenir. La justice de Paris est d'autant plus effroyable que le ton dont elle parle est d'une parfaite convenance.*

Proudhon se préoccupe avant son départ, d'assurer à son frère les moyens de vivre et demande à Mathey de faire traite pour lui, à son ordre, sur les libraires de la rue des Saints-Pères, les Garnier frères, les éditeurs de *La Justice* : « J'ai maintenant, je puis le dire, deux familles sur les bras; cela m'exalte, et je vous avoue que, plus je vois de gens avoir besoin de moi, plus j'éprouve d'orgueil. C'est comme l'amitié, on ne dit jamais : c'est assez ».

Proudhon quittait Paris le 17 juillet, et il arrivait le 18 à Bruxelles. Tout en songeant à Genève en même temps qu'à Bruxelles, Proudhon imaginait encore qu'il ne serait pas longtemps hors de France et qu'il n'aurait pas à faire venir sa petite famille de sitôt. Il ne pensait pas que c'était l'exil.

## XI

Méditation et événements, pendant les années 1852 à 1856, ont une influence décisive sur la lente élaboration de *La Justice,* et sur l'évolution de la pensée de Proudhon dans cette troisième étape qui va de la publication de *La Justice,* en mai 1858, à la rédaction de *La Capacité politique,* pendant la douloureuse année de 1864.

De même, la correction de la dernière épreuve de *La Justice,* le 9 avril 1858, la saisie du livre, le 28 avril, la condamnation à trois ans de prison et quatre mille francs d'amende, le 2 juin, et la décision, le 17 juillet, de quitter la France, toute une suite d'événements enchaînés nous mettent en présence d'une personnalité dont, à la date de la publication de *La Justice,* il est intéressant de décrire et de préciser les traits essentiels.

Proudhon a une personnalité singulière. Il diffère foncièrement des idéologues et des politiques de son temps. Jamais il ne s'est drapé dans une attitude; jamais il n'est resté prisonnier d'une formule; son tempérament est trop sensible pour ne pas l'être à l'événement ou ne pas tenir compte de la réflexion suscitée en lui par l'étude des questions qui le préoccupent. Tant

d'autres moralistes et philosophes sociaux se plaisent à chérir l'image de leur visage aperçu dans le miroir de leurs anciennes vérités. Ces complaisances sont étrangères à Proudhon. Tout au contraire, contre son moi d'hier lorsqu'il le juge dépassé, il ressent une telle impatience qu'il est prêt à briser le miroir. Ce ressentiment contre soi explique ses éclats. Ses invectives jaillissent spontanément de sa colère irritée contre une paresse de l'esprit, fût-elle le fait de ses amis.

Ces éclats, ces violences contre soi ou contre les autres ne sont pas le fait d'un tempérament irascible et brusque; ils sont le plus souvent la suite des progrès que l'étude, l'expérience et la réflexion ont fait subir à ses pensées. Pendant longtemps, par exemple, Proudhon restant indifférent à la politique étrangère, il se satisfait des positions doctrinales en faveur parmi les républicains démocrates. Mais un jour, l'événement — la guerre — l'amène à s'intéresser aux problèmes de l'Europe; alors il entend d'abord s'informer avec toute la conscience qu'il appliquait à l'étude. Sa spontanéité peut nous déconcerter; mais elle ne doit jamais nous laisser un doute sur le sérieux avec lequel il abordait les problèmes, ni sur la gravité avec laquelle il vivait en lui-même les lents cheminements et les brusques courts-circuits.

Trop nerveuse pour être jamais incertaine ou flottante, la pensée de Proudhon est en perpétuel mouvement; mais à travers ses apparentes contradictions, elle suit une direction générale, semblable à ces fleuves puissants qui, en dépit de leurs méandres, s'élancent vers la mer.

Toute sa vie, Proudhon a été en bataille; mais cette bataille, il ne la menait pas seulement contre des adversaires, mais contre soi, pendant les années même où se produit un durcissement de l'être.

Une longue intimité avec sa vie, avec ses œuvres, avec sa correspondance nous donnent de lui une même vision que traduirait un cristal aux rudes arêtes; un cristal parce que cette image exprime le désintéressement et la pureté. Proudhon a servi *la liberté et la morale pour elles-mêmes,* aux heures de déception, comme aux heures sombres de sa vieillesse. Alors, il écrira à Penet, le 31 décembre 1863 (une année juste avant sa mort) : « Mieux qu'aucun autre vous savez combien notre espèce est dure de tête et de cœur; croyez-vous donc que ce soit une excuse à votre défaillance ? Non, non, il faut aider cette humanité vicieuse, méchante, comme vous faites de vos propres enfants; il faut bien vous dire que votre gloire et votre félicité se com-

posent de la répression des méchants, de l'encouragement des bons, de l'amélioration de tous... Vous êtes ici responsable devant le Christ et devant les hommes... »

La constance et l'intensité de la vie intérieure chez Proudhon sont le signe de sa noblesse d'âme. Alors que d'autres n'ont pas eu la force de mener ces batailles intérieures ou les ont perdues, Proudhon a gagné cette bataille contre soi à une époque de la vie où les hommes se raidissent et se figent.

Dans sa complète maturité, il a réalisé l'ambition de sa jeunesse : être un homme qui s'élève au-dessus des difficultés qui pourtant, matérielles et morales, furent dures pour lui. Proudhon pensait que « notre fin, je ne dis pas fin transcendante, religieuse ou surnaturelle, je dis même fin terrestre, fin actuelle et toute humaine, est celle-ci : reproduire en nous l'image divine, comme dit la Bible, réaliser, enfin, sur la terre, le règne de l'esprit... être homme, nous élever au-dessus des fatalités d'ici-bas ». Et Proudhon ajoutait : « Ce n'est ni dans la jeunesse, ni même dans la virilité, ce n'est point dans les grands travaux de la production et les luttes d'affaires que nous pouvons y atteindre. C'est, je vous le répète, à la complète maturité, quand les passions commencent à faire silence et que l'âme, de plus en plus dégagée, étend ses ailes vers l'infini ».

Cette croyance au progrès de l'homme n'était pas demeurée vivante dans son cœur sans de rudes combats. Sans faire appel aux nombreux textes qui expriment ses crises de doute et ses incertitudes, il suffit ici de rappeler le passage d'une lettre où il écrivait à E. Neveu, le 28 octobre 1861 :

*Au* XVIII^e^ *siècle, le monde était comme aujourd'hui, en travail : alors le caractère de cette décomposition était une débauche emportée; aujourd'hui, le caractère est la* lâcheté. *Tout est* lâche et vil, bas et plat, *du souverain jusqu'au mendiant. Tous les jours, je me lève avec la pensée de ma nation déshonorée et se plaisant dans sa honte, d'une génération pourrie, et qui aime sa pourriture; d'un public imbécile et qui s'admire dans son imbécillité... voilà, cher ami, quelles sont mes méditations habituelles; mais je ne cède point à cette hypocondrie, je travaille double, je me raidis contre l'adversité, je me prépare pour une nouvelle mission, et ma femme, dans les limites de son ménage, fait comme moi.*

La nature grave et droite de Proudhon était dégoûtée de la turpitude impériale et de la dissolution des mœurs qui s'étalait autour de lui; elle devait en être choquée au plus profond d'elle-

même. Mais Proudhon était trop intelligent pour ne pas comprendre que la corruption des mœurs est un signe de la fragilité humaine et de ce qu'il aurait appelé, s'il avait été croyant, la suite du péché originel. Mais une raison explique comment ses expériences les plus noires n'avaient pu le décourager ni détruire en lui cette croyance au progrès de l'homme. Elle était pour lui une réalité actuelle et personnelle. Proudhon pense que le contenu de la morale, le sentiment de la justice, ne saurait être ni imposé, ni sanctionné du dehors, et que la conscience se suffit à elle-même. La sanction de la justice est le mouvement de la conscience. Ainsi, le progrès de l'homme, c'est d'abord en lui-même que Proudhon veut le réaliser. On comprend la juste et implacable sévérité avec laquelle il juge moralistes et philosophes sociaux qui prêchent de discours, et non d'exemple : l'utopie fondamentale est, pour Proudhon, de chercher une refonte de la société sans une révolution de la conscience, une rénovation par la justice[1].

Ici apparaît l'idée que Proudhon se fait de la Révolution. Le centre de sa philosophie sociale est le lien qui existe entre la morale individuelle et la morale sociale. Si l'idée de justice est éminente, c'est parce qu'elle est commandée par le respect de la dignité de l'homme en soi et chez les autres. Proudhon s'oppose à presque tous les réformateurs sociaux de son temps. Ceux-ci croyaient à une vertu créatrice issue de la réforme des institutions. Pour Proudhon, la réforme des individus est la condition impérative de la réforme des institutions : « La sanction de la justice a son foyer dans sa conscience ». On a beau perfectionner les institutions et inventer une machinerie agencée dans tous ses détails; une société dépérit et se dessèche lorsqu'elle est privée de sa source, la conscience et le cœur des hommes. Ainsi la *doctrine centrale de Proudhon est une image vivante* de sa personnalité. Et cette doctrine *s'éclaire* par le dedans.

*Les Carnets* nous font pénétrer plus avant, par une intimité quotidienne, dans cette vie intérieure de Proudhon. Grâce à eux s'expriment en pleine lumière cette intelligence lucide et ce cœur ardent, cette pensée en mouvement et cette fidélité aux sentiments essentiels dont la rencontre crée le drame.

Cette personne est puissante et complexe, généreuse et provocante. Il est difficile de la saisir, sinon dans sa vie intérieure.

1. Proudhon imagine et appelle la grâce qui, au lieu de toucher l'individu, s'étendrait aux hommes d'une société.

Proudhon a suscité de violentes et sordides injustices; mais aussi de grandes amitiés. Son portrait jamais achevé s'enrichit grâce à de nouvelles touches. Or, voici que, sur Proudhon et le christianisme, vient de paraître une œuvre dont l'auteur, Henri de Lubac, déclare que son intention « n'est pas d'esquisser un portrait de Proudhon ». Mais justement, en raison peut-être de sa modestie, cette étude, menée avec une telle finesse d'analyse, une acuité de pénétration, constitue l'œuvre la plus remarquable qui nous ait été donnée depuis longtemps sur Proudhon. Parmi les qualités d'Henri de Lubac, la sympathie est la raison profonde de sa réussite. Elle lui a inspiré un état d'âme qui explique ses découvertes. Henri de Lubac s'est plu à rendre cette sympathie ostensible : « Avec tous ses défauts et ses misères, c'était un beau type d'homme. Il se manifeste à travers ses livres, mais il valait mieux que ses livres. Ni ses égarements, ni ses colères n'altéraient sérieusement sa noblesse d'âme dont sa vie rend maint témoignage... Il ne subvenait pas seulement, à l'occasion, aux besoins de ses amis, ou compatriotes, mais de ses adversaires... « Ma nature, disait-il, est de lutter contre la force, non d'écraser la faiblesse. » Quelle leçon pour tous les temps, mais singulièrement pour le nôtre ! » (H. de Lubac, page 75.)

Leçon singulière, en effet, pour le nôtre. Je suis en parfait accord avec le R. P. Henri de Lubac. Je pense qu'il aurait pu en souligner la raison. Chez Proudhon, aucune lâcheté ne venait jamais restreindre son indépendance courageuse.

Dans le livre d'Henri de Lubac, ce que j'admire le plus, c'est la volonté qu'il a eu de rendre à Proudhon justice même dans les questions où il était pour lui le plus délicat de le faire, et notamment dans les chapitres relatifs au mythe de la Providence, à celui « Charité et Justice », à celui sur la conscience morale. Le chapitre sur la conscience morale commence ainsi : « Ce qui est vrai au point de vue de la pensée, l'est encore au point de vue de l'action. C'est là que Proudhon va énoncer l'idée qui lui tient le plus au cœur. C'est là que, côtoyant les vérités les plus profondes, il erre le plus gravement. Abordant la question morale, il nous avertit qu'elle est *la plus grave de toutes et la plus sublime*. Par ce qui précède, nous devinons déjà ce qu'il y apporte. La position qu'il prend, consiste à exclure — au moins apparemment, dans un premier mouvement de révolte — tout surnaturel et toute transcendance ».

Une netteté, douée d'un tact infini, permet à Henri de Lubac

de distinguer, entre toutes les critiques qui ont été adressées à Proudhon, celles qui portent à faux et celles qui touchent à certaines vérités de doctrine et de foi. Surtout, Henri de Lubac s'efforce et réussit à cerner la zone dangereuse où s'aventure Proudhon. Pour Proudhon, immanence et gratuité ne font qu'un : « La religion et la morale, écrit-il dans *La Justice,* que le consentement des peuples a faites sœurs, sont hétérogènes et incompatibles... L'être transcendant, conçu et adoré comme auteur et soutien de la justice, devient, dans la pratique, un obstacle à la justice... Si donc, après examen, la croyance qu'on me présente comme le gage indispensable de la justice, au lieu de l'assurer, la compromet... alors, sans tolérer davantage une croyance perfide, j'aurais le droit et le devoir de prendre contre l'Eglise et contre Dieu même fait et cause pour la justice ».

Dans *Jésus et les Origines du Christianisme,* dont le manuscrit a été publié en 1896, Proudhon s'écrie : « A proscrire Dieu, l'homme perd immensément... afin de pouvoir dire : pendant une vie sans précédent et sans avenir, vie qui s'écoule avec la rapidité d'un éclair : Moi... Ma conscience est mienne, ma justice est mienne et ma liberté est souveraine; que je meure pour l'éternité; mais que, du moins, je sois homme pendant une révolution de soleil ».

Comment Proudhon a-t-il été conduit à cette affirmation d'orgueil, Henri de Lubac nous amène à le comprendre, car « il ne faudrait pas, écrit-il, que cet orgueil nous soit un prétexte pour refuser de voir le sérieux de sa pensée. Ni le fracas de ses formules provocantes pour refuser d'entendre certains de ses griefs... Proudhon n'est pas un philosophe de métier. Il n'empêche que c'est lui qui a posé peut-être avec le plus de vigueur le problème de l'immanence ». Et, plus loin, Henri de Lubac présente nettement le problème que suscitent les thèses de Proudhon sur la justice : « Non, le débat n'est pas mesquin, Proudhon ne s'est pas égaré, comme tant d'autres, dans des luttes sans grandeur. Mais, dans les thèses qu'il combat, disons-le tout de suite, l'Eglise ne reconnaît point sa doctrine. L'hypothèse transcendante qu'il exclut « *radicalement* et définitivement », n'est pas celle de la théologie catholique... Nous admettons comme lui pareillement « cette innéité de l'âme » qui est ce qu'il nomme la justice, et dans laquelle nous reconnaissons le reflet de Dieu. Si nous professons que l'homme est un être dépendant, ce n'est pas pour lui refuser l'intériorité de la conscience. La souveraineté divine ne s'y substitue pas, elle la fonde ».

Henri de Lubac explique la réaction violente qui amène Proudhon à affirmer que « l'homme ne reconnaissant en dernière analyse d'autre loi que celle avouée par sa raison et sa conscience, toute obéissance de sa part, fondée sur d'autres considérations, est un commencement d'immoralité ».

Henri de Lubac juge Proudhon en relation avec l'époque où il vivait et avec les doctrines qui la dominaient. Il ne faut pas oublier que régnait l'école traditionaliste, dont les deux chefs, Joseph de Maistre et M. de Bonald, devaient être appelés par Barbey d'Aurevilly les pères laïques de l'Eglise romaine (*Philosophes et Ecrivains religieux* — 6 juillet 1859). De leurs écrits, Proudhon s'est nourri dans sa jeunesse. On sait l'importance démesurée qu'il accordait à l'abbé Bergier, « ce théologien abondant et médiocre », sur le chemin de qui il s'était trouvé par suite de son association dans l'imprimerie Lambert. L'intérêt que lui avait donné son ami Gustave Fallot pour la philosophie du langage l'incite à préparer une édition des *Eléments primitifs de la langue.* La personne de l'abbé Bergier était apparue à Proudhon à travers la révolte que lui inspirait son indignation contre certains textes comme celui-ci, qu'il cite dans la *Justice :* « Aucune raison purement humaine ne peut établir la distinction du bien et du mal; et, s'il n'avait plu à Dieu de nous faire connaître son intention, le fils pourrait tuer son père sans être coupable ».

Cette citation est extraite d'un développement de la première étude : *Position du problème de la Justice* (édition Rivière, pages 319 et suivantes), et elle se complète par la note que Mgr Gousset, professeur de théologie morale au grand séminaire de Besançon, avait jointe au dictionnaire de théologie de l'abbé Bergier : « Bergier, écrit Proudhon, accorde bien que notre raison peut aller jusqu'à découvrir l'*utilité* de la loi, mais il nie qu'elle puisse nous en faire un *devoir,* en quoi il est suivi par la masse des philosophes, et le cardinal Gousset développe ainsi l'idée de Bergier : « Aucune raison purement philosophique ne peut éta-
« blir la distinction du bien et du mal... On peut se demander si
« naturellement et d'elle-même la conscience a la notion du bien
« et du mal... Cette notion est, comme toutes les autres, transmise
« à l'homme par la tradition et il ne peut la trouver que dans la
« société. Or, la société a reçu de Dieu les notions qu'elle dépose
« dans la conscience de chaque homme : c'est Dieu qui les lui a
« enseignées. Donc la science morale doit être nécessairement at-
« tachée à l'idée de Dieu, c'est-à-dire à la révélation. »

Proudhon résume ainsi la conclusion personnelle qu'il donne

au problème de la transcendance et de l'immanence (*La Justice,* tome 1[er], page 324) : « *La Justice est humaine, tout humaine, rien qu'humaine :* c'est lui faire tort que de la rapporter de près ou de loin, directement ou indirectement, à un principe antérieur ou supérieur à l'humanité ».

Proudhon est, avant tout, une personne vivante, un tempérament passionné, mais une nature droite attachée à ce qui lui apparaissait, dans le domaine de sa conscience, être le vrai. Sa pensée en perpétuel mouvement subissait beaucoup moins l'influence de ses passions, quelque vives qu'elles pussent être, que celle du devoir qu'il s'était imposé de se soumettre à la recherche de la vérité poursuivie. Si cette recherche l'obligeait à revenir sur certaines opinions solennellement affirmées, sa fierté était prête à sacrifier l'orgueil avec lequel il s'était engagé « avec fracas » par certaines « formules provocantes ». Il était prêt à faire l'aveu de ses transformations.

Comme il l'écrit le 22 septembre 1856, à Tilloy, il mettait sa fierté à *ne jamais rien dire* dans le secret qu'il ne pût avouer tout haut : « Hormis mes affaires domestiques, je n'ai guère plus de secrets pour mes ennemis que pour mes amis ».

Henri de Lubac nous montre un mouvement sensible de la pensée de Proudhon pendant les quinze dernières années de sa vie vis-à-vis du problème religieux. Henri de Lubac met en lumière des sentiments successifs; il attire notre attention sur une suite de réflexions par lesquelles Proudhon extériorise certaines attitudes de son âme. Ce sont des examens de conscience qui révèlent ce mouvement intérieur, mouvement qui porte sur tous les problèmes essentiels.

Le point de départ peut être fixé au 10 juillet 1851. Ce jour-là, Proudhon crut vivre une date solennelle dans sa vie morale et intellectuelle, en signant le bon à tirer de l'*Idée générale de la Révolution au* XIX[e] *siècle.* Il crut *avoir rompu définitivement avec l'idée théologique.* Proudhon est si convaincu de cette *conversion* et, à la fois, si impressionné par cette rupture, qu'il écrit dans ses *Carnets :* « Il est bien vrai, comme l'a raconté Jouffroy, avec tant d'éloquence, que ces conversions, ces retours de l'âme à la possession d'elle-même, ne se font pas sans un grand effort et une grande douleur... Il semble, pour employer une comparaison empruntée à la mythologie chrétienne, que le bon et le mauvais ange se tirent la conscience de l'homme et s'en partagent les lambeaux. L'instant qui suit est calme et doux... » Encore, dans la lettre que nous citions, et qui est du 22 septembre 1856, il écrit

à Tilloy : « Comme vous, j'ai connu les déchirements de la conscience lorsqu'elle passe de l'état de foi religieuse à celui de justice philosophique et je sympathise à vos désolations ».

Ces expressions « déchirements de la conscience..., conscience partagée en lambeaux », sont des expressions *singulièrement fortes* et qui n'indiquent guère l'état d'une âme apaisée. Ainsi que nous le montrent les textes rapprochés par Henri de Lubac, en dépit de sa décision *irrévocable,* Proudhon prolonge son dialogue intérieur. Et, en effet, Proudhon n'est pas agnostique par indifférence. Son attitude est tout à l'inverse de celle des positivistes. Les passages consacrés par lui à Auguste Comte dans ses *Carnets* sont significatifs à cet égard.

*La Justice dans la Révolution* est écrite entre janvier 1856 et avril 1858. Aux presque toutes dernières pages de *La Justice* (tome IV, pages 441, 442), Proudhon dit : « La philosophie nous enseigne encore que le mysticisme est un élément indestructible de l'âme... Si le mysticisme est indestructible, il est un nom qui le résume et que rien ne saurait effacer de la pensée des hommes; c'est le nom de Dieu... Lorsqu'on ne sait plus vraiment prier, la religion est atteinte dans sa source... Ce qui fait l'âme de la religion est le culte, la prière, l'adoration; c'est l'oraison mentale et la contemplation ». Et dans les notes et pensées qui suivent la *Pornocratie* composée à la fin de sa vie, Proudhon écrit : « Nous avons perdu l'habitude du recueillement, nous ne savons plus vivre en nous-mêmes, être heureux avec notre conscience comme le croyant l'est avec son Dieu, qui n'est que la voix de son cœur et de sa conscience... »

En mai 1860, Proudhon vient d'achever les cinq volumes de Sainte-Beuve sur l'*Histoire de Port-Royal.* Dans une lettre à Rolland du 24 mai 1860 : « J'ai bien conclu de tout cela la nécessité de s'occuper sérieusement de remplacer pour les honnêtes gens de l'avenir les exercices de la spiritualité chrétienne; il faut encore faire de la pratique de la vertu (passez-moi ce mot si mal porté) une occupation assidue; il faut enfin ne pas se contenter de respecter la morale *grosso modo;* il convient, comme les Port-Royalistes l'avaient rêvé, d'y apporter un peu de soin, et, si le mot ne se prenait pas en mauvaise part, de raffinement. Il faut, dirais-je, travailler à réaliser en nous-mêmes notre idéal, sans quoi la vie est une dégringolade continue; et comme les orangs après avoir commencé par la gentillesse, nous finissons par la brutalité ».

Henri de Lubac remarque qu'en dépit des méditations person-

nelles, « il faut se garder d'en exagérer la portée; ces sortes de reprises et de retour sont le plus souvent bien loin de marquer un retour à la foi traditionnelle et de rétablir une transcendance ». Il conclut avec une justesse que confirment nos propres recherches : « *Le rapport secret de notre âme avec l'infini*, Proudhon l'a reconnu, sans vouloir en reconnaître la vraie nature ». Seulement il n'est pas contestable que Proudhon a subi l'attirance d'un état contemplatif qu'il distinguait de la méditation intellectuelle et de la pratique extérieure des vertus.

## XII

Autour de sa physionomie, très tôt à partir de 48, se sont créées des légendes aussi nombreuses que les caricatures dont sa personne était l'objet.

Proudhon était indulgent à ces légendes qui, sans doute, l'amusaient. Il prenait un enfantin plaisir à mettre parfois un masque exagérant ses traits, afin de paraître terrible et féroce : « un ogre », s'amusait-il à répéter en riant.

Proudhon est une force, mais qui n'est jamais aveugle. Tout au contraire. C'est là que se découvrent le secret de sa personnalité et son drame intérieur : une nature dont les passions sont aussi extrêmes que son intelligence lucide. Il ne faut jamais oublier, même dans ses emportements, le mot qu'il disait de lui-même : « Il y a, derrière moi, *une Minerve qui me gouverne* ».

Certains essayistes l'ont représenté comme une force déchaînée. Mais Proudhon n'était pas l'instrument d'une force tyrannique qu'il ne pouvait contenir.

Les contradictions de Proudhon sont leur argument essentiel. Mais ces contradictions, il faut savoir d'où elles viennent : elles sont parfois le fait de la passion, mais, le plus souvent, elles ont pour cause son honnêteté et sa sincérité. Pendant toute son existence, Proudhon a voulu enrichir son expérience, renouveler sa vision des hommes et des choses, en méditant et en s'informant sans cesse.

Dans les vicissitudes de sa vie intérieure, comme dans ses écrits et dans ses sentiments, on pourrait discuter longuement quelle plus grande place prend son intelligence ou son cœur. Proudhon a fait un aveu qui mérite d'être retenu : « Si sombres qu'ils parais-

sent, ils ne sont, après tout, que l'expression de mes sympathies pour tout ce qui est homme et qui vient de l'homme ». Lorsqu'il demande qu'on ne juge pas de la dureté de son cœur par l'inflexibilité de sa raison, ceux qui ont vécu dans l'intimité de Proudhon pourraient sourire; s'il est une chose dont il n'est pas possible de douter, c'est bien de son cœur : « Mes sentiments, j'ose le dire, ont toujours été ce qu'amis et ennemis pouvaient désirer qu'ils fussent ». On ne peut même pas parler de sympathies. L'expression est trop faible, à moins qu'on ne lui donne son sens étymologique. Il convient de dire : *son amitié pour l'homme et pour les hommes*. Rare est le cœur qui n'épuise pas sa part d'humaine tendresse, ou dans un vaste humanitarisme, ou dans des amitiés particulières. Comme le disait l'époux d'une disciple d'Auguste Comte, « ma femme aime tant l'humanité qu'il ne lui reste rien pour son pauvre mari ».

L'amitié sous ses formes diverses est un des traits qui nous oblige à aimer Proudhon lorsque sa violence, parfois brutale, nous heurte.

L'amitié a pris une telle place dans sa vie qu'elle domine toute esquisse d'un portrait. Amitié pour l'homme, sans doute, mais sans diminuer la chaleur des amitiés particulières; amitié pour les siens, pour sa mère, son père, son frère, tendresse aux expressions adorables pour ses filles, amitié raisonnée pour sa femme, amitié pour Burgille et pour sa petite patrie francomtoise, amour pour la France... La véhémence de cet amour est si sensible et si susceptible qu'il lui arrache des cris de révolte contre les faiblesses et la corruption. Proudhon s'indigne à certaines heures, au point de rendre responsables tous les Français, coupables de l'avoir blessé dans l'image qu'il voudrait toute humaine de sa patrie...

« Patrie française, patrie des chantres de l'éternelle révolution! Patrie de la liberté, car, malgré toutes les servitudes, en aucun lieu de la terre, ni dans l'Europe, ni dans l'Amérique, l'esprit, qui est tout l'homme, n'est aussi libre que chez toi ! Patrie que j'aime de cet amour accumulé que le fils grandissant porte à sa mère, que le père sent croître avec ses enfants ! Te verrai-je souffrir longtemps encore, souffrir non pour toi seule, mais pour le monde qui te paye de son envie et de ses outrages; souffrir innocente, pour cela seulement que tu ne te connais pas ?... Il me semble à tout instant que tu es à ta dernière épreuve ! Réveille-toi, mère... Commence ta nouvelle vie, ô la première des immortelles; montre-toi dans ta beauté, Vénus Uranie; répands tes parfums, fleur de l'humanité ! »

Or, cet acte de foi est écrit par Proudhon pendant les premiers mois de 1852, après les semaines du 2 décembre, où les confidences de Proudhon à ses *Carnets* nous rappellent que pendant huit jours, ses nuits ont été celles d'un condamné à mort. (Lettres à Charles Edmond, 19 décembre 1851).

*La tête n'a point faibli, mais le cœur a été consterné.*

La révolte de Proudhon est grande lorsqu'il reçoit une lettre de son ami Ackermann, de Berlin, lettre de quérimonies, c'est l'expression qu'il emploie, contre la France : « Toujours vous accusez la France, comme si la France, comme si une nation tout entière, la plus spirituelle et la plus généreuse des nations pouvait être solidaire, aux yeux de ses enfants, des gouvernants qui la déshonorent, des coteries qui l'abusent, des charlatans et des scélérats qui l'exploitent. »

## XIII

Lucidité de glace. Passion de feu, dualité de Proudhon.

Les grandes routes de son intelligence et les chemins plus secrets de sa sensibilité mènent à cette voie centrale d'où jaillit la source : l'amitié pour les hommes. Et là, au centre, se dresse l'idée de la justice.

La justice ? L'homme possède la faculté de sentir sa dignité dans la personne de son semblable comme dans sa propre personne. La justice est le respect spontanément éprouvé et réciproquement garanti « de la dignité humaine en quelque personne, et dans quelque circonstance qu'elle se trouve compromise, et à quelque risque que nous expose sa défense ».

La justice est pour Proudhon l'idée, le sentiment, une passion implacable, et dont la constance durera jusqu'à sa mort. Le 7 janvier 1862, il écrira à Buzon :

*Je suis moi-même enclin de plus en plus à une résignation raisonnée, hautaine, qui ne laisse aucune place au découragement, mais qui n'admet également aucune illusion... Oh ! cher ami, j'ai cinquante-trois ans. L'enthousiasme juvénile s'est calmé pour moi, les générosités chevaleresques sont parties, je ne sens qu'une ardeur de justice impitoyable et qui m'élèverait sans peine au niveau des Brutus, des Régulus et de la Terreur elle-même !*

« Le zèle de la justice le dévore... » écrit Henri de Lubac, et cela est vrai. Et voici le lien qui unit cette passion pour la justice et la vocation révolutionnaire de Proudhon.

Ce sentiment dominateur est le foyer d'où irradient la morale individuelle et la morale sociale. Il existe une parenté entre les mœurs privées et les mœurs publiques. Les premières commandent en quelque sorte les secondes :

*Notre décomposition sociale marche à vue d'œil. Plus j'en étudie les symptômes et plus je découvre que les libertés publiques ont pour base les mœurs domestiques; que les mêmes maximes par lesquelles on détruit les droits des peuples sont celles par lesquelles vous et vos coryphées* (il s'adresse aux féministes, Jenny d'Héricourt et Juliette Le Messine) *vous renversez l'ordre des familles; que toute tyrannie, en un mot, se résout en prostitution.* (*La Pornocratie,* pages 327-328, édition Bouglé, Rivière. — Introduction et notes par Jules-L. Puech.)

Les mœurs publiques reflètent et traduisent les mœurs domestiques. Le désordre dans les familles a pour suite le désordre dans la cité. Les vertus privées commandent les vertus publiques. Le même vice corrompt la famille et la société. Ce vice, c'est un manque de respect pour la personne humaine, que celle-ci s'incarne dans la femme, dans l'enfant ou dans le citoyen.

Ainsi, morale sociale et morale individuelle se rejoignent. Elles rayonnent de l'idée de la justice et le respect de la personne est le sentiment qui les anime.

Au cœur de la philosophie du travail et de la famille, le sentiment de la justice, le respect de la personne expliquent l'attitude de Proudhon vis-à-vis du peuple, sa haine de la démagogie.

Proudhon est du peuple et il lui restera fidèle toute sa vie. Ses éclats de colère sont une preuve de son attachement. Ses sarcasmes et ses injures expriment des déceptions qui ne vont jamais jusqu'au découragement total. Sa volonté est d'être un interprète du peuple. En mai 1849, Proudhon écrit dans ses *Carnets :*

*La règle de l'écrivain est de rechercher ce que pense le peuple et de l'exprimer dans son langage.*

Lorsque, en septembre 1848, il fonde le journal *Le Peuple,* il veut en faire l'organe de la pensée ouvrière :

*Interroger le peuple, c'est pour nous toute la philosophie, toute la politique.*

Mais son respect de l'homme lui impose le sacrifice de toute complaisance; il aurait écrit volontiers : il faut accoutumer les masses *à écouter la vérité virile.* Proudhon ne montre aucune indulgence coupable aux défauts de ceux qu'il aime. Plus profonde est son amitié, plus grande est son exigence. Dans *La Capacité politi-*

*que*, il ne réclamera des militants ouvriers rien moins que des vertus héroïques.

Proudhon haïssait toutes espèces de démagogues et ces idéologues dupes de leur vanité ou de leur ambition.

*Proudhon n'adule pas le peuple, il méprise ceux qui l'adulent.*

Seulement, s'il méprise les trop complaisants politiques qu'Aristophane aurait appelé les *charmeurs des foules*, Proudhon respecte ses adversaires, lorsqu'il les juge dignes d'estime :

« Avec les hommes dont il combat les idées, écrit Henri de Lubac, il est quelquefois violent, railleur. Il sait leur parler en homme, non en sectaire ».

Et il écrira par exemple, le 14 décembre 1863, à Lucien Jottrand :

*Vous êtes du nombre des adversaires que j'aime parce que la bonne foi est grande chez eux, et que leur personne sait imposer le respect de leurs opinions. Si quelque chose au monde pouvait me rendre éclectique, voire même doctrinaire, sinon tout à fait indifférent en matière politique, économique, religieuse, etc..., ce serait cette respectabilité éminente qui, à force de me faire estimer mes contradicteurs, finit toujours par me faire prendre en un certain dédain mes intimes opinions. Quelle profession de foi, me dis-je, vaut l'affection d'un honnête homme ?... Et je sens alors faiblir mes résolutions, se relâcher ma raideur, s'évanouir mon caractère; je serais, par admiration d'une conscience probe qui me résiste, capable de toutes les transactions possibles.*

*Leur* personne *sait imposer le respect de leurs opinions... et l'admiration pour une conscience probe...*

Le document vivant qu'est cette lettre à Jottrand est plus éloquent que toute analyse psychologique. Proudhon va très loin dans le respect de l'opinion opposée à la sienne puisqu'il écrit à un ami :

*Vous voyez combien il est possible que deux hommes s'estiment, s'affectionnent, sans que pour cela ils soient d'accord sur les principes qui cependant sont les mêmes dans nos cœurs, mais ils ne les démêlent pas de même.*

L'idée et le sentiment de la justice exercent sur l'âme de Proudhon une souveraineté absolue. Son argumentation, notamment contre le mythe de la Providence, l'entraîne à paraître exclure la charité et à considérer celle-ci comme contraire au progrès de la morale sociale. Proudhon semble dresser la justice contre la charité comme si elles étaient des sentiments antagonistes.

« La critique du providentialisme, écrit Henri de Lubac, prend souvent la forme de la critique de la charité. »

Le chapitre qu'Henri de Lubac consacre à *Charité et Justice* permet de dessiner une esquisse plus poussée. Ici encore, les idées régnantes à l'époque expliquent les vives réactions de Proudhon contre les dogmes de M. de Gérando : *l'éternité, la nécessité, la providentialité de la misère.*

Proudhon combat l'absolutisme des lois économiques, présentées comme fatales par les économistes libéraux. Comment ne se serait-il pas révolté contre les catholiques, ecclésiastiques, laïques de son temps, lorsqu'ils affirment que la perpétuité du salariat entraîne nécessairement « la perpétuité du paupérisme, douloureuse, mais inéluctable conclusion à laquelle conduit l'observation attentive des faits économiques ».

La charité apparaît aux yeux de Proudhon comme un opportunisme utilitaire destiné à calmer les colères et à détourner le vent de la révolte contre le paupérisme. Le dérivatif de la charité n'apaisera pas ceux qui ne veulent pas se résigner à la misère de l'homme. Aussi Proudhon estime-t-il que la charité a fait son temps et que la religion de l'avenir est la religion de la justice.

Entre la charité et la justice, Proudhon croit qu'existe une différence d'*essence* qui explique l'infériorité de la charité, en face de la justice. Rapprochons ici Proudhon et Renouvier. La correspondance de Renouvier avec Secrétan offre des formules précises qui traduisent la pensée intime de Proudhon. Celui-ci avait écrit dans la *Pornocratie:* « L'homme incline davantage à faire prévaloir le droit pur, rigoureux, impitoyable; la femme tend à régner par la charité et l'amour. Telle est la pensée du christianisme, dans l'établissement duquel les femmes ont eu une si grande part ». Charles Renouvier écrit à Secrétan, le 18 et le 26 août 1869 : « Je suis frappé de la faiblesse de l'esprit de justice dans le monde religieux... » Et le 21 février 1869 : « Ce que j'ai contre l'amour ? Mais qu'il n'est pas une règle et ne peut pas être un précepte, une obligation... L'amour étant exclusif de la règle et de toute limite (c'est sa prétention même), ne porte rien en lui qui puisse le sauver de l'arbitraire ».

« L'esprit de justice est fatalement en baisse dans toute société qui veut faire une trop grande place à l'amour » (26 août 1869). « L'arbitraire devient la loi et la loi se change en tyrannie. » La *Science de la Morale*, publiée par Renouvier en 1869, développe les idées de Proudhon sur les relations entre la morale, le sentiment de la justice et le respect pour la dignité de la personne.

Il les exprime en un style abstrait que ne goûtait guère Proudhon : « M. Renouvier ne sera jamais, malgré toute sa science, un vrai philosophe parce qu'il ne sait pas écrire ».

Henri de Lubac conclut ainsi son analyse qui est d'ordre psychologique : « Le progrès moral et social ne saurait consister uniquement dans l'évolution qui transforme ce qui était jusque-là devoirs de charité en devoirs de justice. La charité seule est perfection de la justice. Dans la charité seulement toute justice sera accomplie ». Mais cette prééminence de la charité, il semble que Proudhon, à certaines heures, l'ait entrevue lorsqu'il écrit par exemple que *le but auquel on doit tendre est de faire sortir, comme une fleur de sa tige, la charité de la justice.*

La pensée de Proudhon se rapprochait de celle de Charles Renouvier, mais elle s'opposait à celle d'Auguste Comte. *Les Carnets* nous en donnent la preuve. Aussi, s'étonne-t-on d'autant plus des rapprochements qu'A. Cuvillier établit entre eux, que plus pénétrante nous apparaît par ailleurs l'introduction donnée par lui à la *Création de l'ordre dans l'humanité.* A. Cuvillier recherche les sources où Proudhon a pu puiser les éléments de cet ouvrage et il signale l'influence qu'Auguste Comte aurait pu avoir sur Proudhon lorsque celui-ci développe la loi des trois états. (1927.)

En septembre 1852, au *Carnet 9* (p. 448), Proudhon note son opinion sur Auguste Comte, après avoir lu le système de politique positive.

*Je lis avec une extrême impatience ce savant pédant qui, avec plus d'étalage scientifique, me semble aussi inconséquent et aussi déraisonnable que Cabet. Auguste Comte se rapproche davantage de Saint-Simon (ne pas confondre avec les Saint-Simoniens), mais il offre les mêmes vues rétrospectives que les écoles qu'il attaque. Obséquiosité continuelle envers le pouvoir régnant, approbation du 2 décembre, guerre au socialisme au nom de la* sociologie; *contrefaçon perpétuelle de la théologie, du culte, etc... Enfantillages renouvelés de Platon, de 1793, des papes, etc. calendrier positiviste, saints, etc...*

*Du reste, pas plus de logique que de style — amas de notions jetées au hasard, dans un gâchis de phrases, comme du cailloutage dans un mortier. Pas la moindre notion d'économie : la science niée au contraire. Une grande idée cependant : celle du Grand Etre, Véritable Etre suprême ou l'homme collectif; c'est l'Humanité de Feuerbach, de Hegel, avec plus de poésie et de grandeur, malgré la prétention d'être original et neuf; il est bien*

*ici de ces métaphysiciens qu'il ne comprend point et qu'il suit tout en les dédaignant.*

*Il a beau se battre les flancs, de ses ailes de plomb, il traîne. Auguste Comte ressemble à Fourier, avant lui, il n'y avait rien, après lui, tirez l'échelle.*

*Formule sacrée du positivisme : l'Amour pour principe, l'Ordre pour base, le Progrès pour but — non-sens.*

XIV

Dans sa jeunesse, Proudhon s'était heurté à une association de la religion et de la politique, association qui a été un contresens pour la religion. Ainsi que le constate, dans *Esprit*, Henri Guillemin, dans une étude sur les catholiques en 1848, ce n'est pas Proudhon qui a, si l'on peut dire, lancé Dieu dans la bataille... Le Dieu des Chrétiens avait été réquisitionné au service de la *Nouvelle Idole*, la « Propriété ». Ce culte de la propriété aveuglait ses dévots, au point que leurs littérateurs déclaraient que la nécessité *providentielle* du progrès économique ordonnait que l'ouvrier gagnat par son travail un peu moins qu'il lui est nécessaire pour vivre : de telles affirmations étaient propres à *soulever le cœur d'un homme épris de justice.*

L'amour de la justice commande l'idée que Proudhon se fait de la révolution. Le 15 octobre 1848, Proudhon définit ainsi les révolutions : « Les révolutions sont les manifestations successives de la justice dans l'humanité ». Et, en 1851, l'*Idée générale de la Révolution au* XIX^e^ *siècle* complète cette définition en présentant les révolutions apparaissant dans la société comme des *crises de croissance* : « Une révolution est une force contre laquelle aucune autre puissance, divine ou humaine, ne peut prévaloir, dont la nature est de se fortifier et de grandir par la résistance même qu'elle rencontre... Plus vous la comprimez, plus vous augmentez son ressort et rendez son action irrésistible... »

L'Evangile a inauguré la révolution en proclamant une première égalité des hommes devant Dieu. Avec la Réforme, et avec Descartes, vient l'égalité des hommes devant la raison. Le XVIII^e^ siècle a conduit à la révolution politique : l'égalité devant la loi. La révolution économique et sociale reste à accomplir dans la société : la forme du gouvernement serait une anarchie posi-

tive; le gouvernement aurait pour base « le contrat substitué à l'autorité; le droit l'emporterait sur les passions et la raison prendrait la place du bon plaisir ».

L'accomplissement de la révolution nous ramène aux raisons de ce qu'on peut appeler l'*antithéisme* de Proudhon. Proudhon s'attaque au mythe de la Providence. Celle-ci, en effet, ne lui semble pas différer de l'antique idée de la Fatalité ou du Destin dans l'opposition qu'elle suscite au libre effort de l'homme. Proudhon, dans *La Justice*, écrit que l'intervention de Dieu dans les affaires humaines n'y produit que du mal. Déjà, dans les *Confessions d'un Révolutionnaire*, en 1849, il disait qu'appliqués à l'humanité, les deux termes de providentiel et de fatal ont exactement le même sens. Et les deux grandes révoltes de l'humanité lui apparaissent le christianisme, révolte contre le Destin, et la Révolution, révolte contre la Providence.

Dans la huitième étude, *Conscience et Liberté*, Proudhon précise sa conception de la révolution. Justice et liberté sont associées : « C'est ce sentiment profond, antigouvernementaliste, antimystique de la liberté, sentiment plus vif de nos jours qu'il ne se montra jamais parmi les hommes, qui a soulevé la répugnance universelle contre toutes les utopies d'organisation politique et de foi sociale proposées en remplacement des anciennes et qui en a fait abandonner les auteurs (Owen, Fourier, Cabet, Enfantin, Auguste Comte). L'homme ne veut plus qu'on l'*organise*, qu'on le *mécanise*... »

Dans la phrase suivante, Proudhon souligne la raison qui associe justice et liberté. Ces deux forces de la conscience se dressent contre la Fatalité. Elles sont seules assez puissantes pour desserrer les nœuds du destin et rompre les fers de la fatalité. « La justice, dans son idée la plus excellente, tel est donc le dernier mot de la liberté et toutes deux finissent par se confondre... (car) l'homme ne veut plus qu'on l'*organise*, qu'on le *mécanise*. La tendance est à la désorganisation, ce qui veut dire à la *défatalisation*, qu'on me passe le terme, partout où il sent le poids d'un fatalisme ou d'un machinisme. Telle est l'œuvre de la liberté, œuvre décisive, insigne de notre gloire ».

Les forces économiques, selon certains historiens, sont l'expression moderne de l'antique fatalité. Proudhon aperçoit déjà cette forme de la fatalité économique. L'annonce du règne industriel, cher aux Saint-Simoniens, soulève sa colère d'abord contre ces apôtres du nouveau christianisme. Il dénonce l'hypocrisie de ceux qui appellent le Christ « au secours des Dieux bourgeois,

Mammon et Plutus » : « Proudhon, se jugeant trahi *par son curé, s'en prend au dogme dont il est le détenteur* » (Henri de Lubac).

De cette huitième étude, *Conscience et Liberté*, se dégagent deux idées importantes parce qu'elles nous permettent de préciser la signification de l'antithéisme de Proudhon et sa philosophie de l'histoire. Une phrase assez obscure de cette huitième étude pose cette question : « Quel est donc ce mouvement par lequel le libre arbitre, procédant à la fois à la manifestation et à l'idéalisation de l'être social, crée l'histoire et la destinée ? » Nous verrons tout à l'heure quelle réponse Proudhon donne à cette question.

Une lettre au docteur Clavel, du 26 octobre 1861, nous renseigne sur la façon selon laquelle, à la fin de sa vie, il concevait son antithéisme : « Le temps n'est plus où les sociétés se mouvaient par une sorte d'intuition et de spontanéité, où la raison des masses pouvait, par conséquent, se dire souveraine... La spontanéité des masses est épuisée; le mouvement du siècle a amené, en politique comme en tout le reste, le règne des principes qui est celui de la réflexion, hors lequel il n'y a désormais que rétrogradation et décadence. »

Henri de Lubac interprète exactement l'attitude à laquelle, à la fin de sa vie, est arrivé Proudhon lorsqu'il écrit : « La lutte entre Dieu et l'homme, que Proudhon nous décrivait en termes si vifs et dans laquelle il semblait prendre violemment parti, se réduisait donc en fin de compte à une opposition entre la spontanéité sociale et l'initiative réfléchie. La première assure la fondation et la conservation des sociétés humaines; c'est à elle que sont dus les religions, les empires et les monuments anciens... La seconde devient nécessaire à partir d'un certain moment pour promouvoir le progrès... L'une et l'autre des deux forces manifestent par un double essor la création spirituelle, mais l'une et l'autre ont des attributs opposés : c'est l'instinct et c'est la nature, c'est la raison et c'est la liberté ».

Ainsi Proudhon ramène l'opposition de l'homme et de Dieu à celle des forces antinomiques de la société. Cette opposition doit aboutir à un constant équilibre. Plus l'homme émerge de la nature, plus la réflexion de l'individu prend le pas sur la spontanéité de la nature commune : « La providence qui nous a conduits jusqu'à cette heure est incapable par elle-même de nous mener plus loin. A l'homme de prendre le char des destinées, la place de Dieu. » S'adressant à l'homme, Proudhon s'écrie : « Les rênes

du progrès qu'a tenues l'incompréhensible providence, il faut que vous les saisissiez ».

Dans la dédicace de ce grand livre *Le Peuple*, en 1846, Michelet écrivait : « Augustin Thierry appelait l'histoire narration, je l'ai nommée résurrection et ce nom lui restera ». Dans son introduction à l'*Histoire universelle* (1831), il avait déjà défini l'histoire : « Elle n'est pas autre chose que cette interminable lutte de l'homme contre la nature, de l'esprit contre la matière, de la liberté contre la fatalité... ». Pour Proudhon, l'histoire n'est pas autre chose qu'une interminable lutte entre la fatalité et la volonté humaine. La liberté au service de la justice, après de rudes combats, vaincra. Proudhon voit, comme la tendance dominante de son temps, la *défatalisation* et la résistance, partout où l'homme sent le poids d'un fatalisme ou d'un mécanisme. C'est encore là une des originalités de ce non-conformiste et une supériorité sur ses contemporains : Proudhon n'a aucune complaisance pour la civilisation mécanique dont il a prévu les inhumaines et meurtrières suites. Il la combat au nom de la civilisation humaine, la seule qui mérite ce nom. Proudhon espère le triomphe de celle-ci sur celle-là — triomphe qui serait celui de la liberté et de la justice. Il écrit le 21 janvier 1854, à Joseph Ferrari : « Ces hommes-là (les gouvernants et leurs ministres) ce sont les hommes de la fatalité comme nous sommes ceux du libre arbitre... Nous sommes les représentants de la liberté qui ronge le despotisme comme la lame fine et mince qu'un enfant briserait dans ses doigts coupe les colonnes de fer ».

Cette rencontre entre Proudhon et Michelet me paraît naturelle. Elle est un événement psychologique caractéristique. Leurs relations épistolaires prouvent leur estime réciproque. Le 11 avril 1852, Proudhon remercie Michelet des quatre premiers volumes de l'*Histoire de la Révolution*. Dans l'introduction, Michelet écrivait : « Qu'est-ce que la Révolution ? La réaction de l'équité, l'avènement tardif de la justice éternelle... Justice, ma mère, droit, mon père, qui ne faites qu'un avec Dieu... Pardonnez-moi, ô Justice, je vous ai crue austère et je n'ai pas vu plus tôt que vous étiez la même chose que l'amour et que la grâce. Aujourd'hui, rentré en moi-même, le cœur plus brûlant que jamais, je te fais amende honorable, belle Justice de Dieu. C'est toi qui es vraiment l'amour, tu es identique à la grâce... Et comme tu es la Justice, tu me soutiendras dans ce livre... Pour qui donc aurais-je écrit ceci, si ce n'est pour toi, Justice éternelle ».

Cette invocation à la Justice rejoint celle de Proudhon. *La*

*Justice dans la Révolution* est proche par son inspiration. du *Peuple,* et de l'introduction à la *Révolution française.* A la Conciergerie, le 11 avril 1851, Proudhon renouvelle à Michelet l'expression de sa haute estime et de son admiration sans réserve : « Vous m'avez fait connaître Vico, vous m'avez initié aux origines du droit, vous venez de me faire voir la Révolution telle qu'elle a été, telle que je la veux; je vous remercie... Enfin, la Révolution française sort de la légende, du roman, des factions et du pamphlet. Elle arrive à l'histoire; il semble que ce soit de ce jour qu'elle se répand sur le monde. Enfin, vous avez, j'ose le dire, réhabilité la Révolution rendue si mesquine par MM. Thiers, Mignez, Droz lui-même, mon vénéré patron, et plus exécrable encore dans Buchez et ceux qui l'ont copié ou suivi... »

Proudhon ne craint pas de dire à Michelet ses réserves sur son style : « Aussi ne craindrai-je pas de dire qu'avec un style qui, parfois tourne au dithyrambe, avec une sensibilité qui passe la mesure ordinaire de l'histoire, vous êtes encore pour moi l'historien le plus vivifiant que je connaisse ».

Mais la lettre du 11 avril 1852 est peut-être encore plus intéressante par l'accord qu'elle nous découvre entre Michelet et Proudhon sur la conception qu'ils avaient l'un et l'autre de l'évolution historique. Commandée par la psychologie collective de la nation et par la psychologie individuelle, cette évolution s'incarne en un combat qui met aux prises la fatalité et la volonté humaine : la fatalité peut être vaincue par « les hommes du libre arbitre » (lettre à Joseph Ferrari) : « Une nation est autre chose qu'une collection d'individus... une personne vivante consacrée devant Dieu... ce que je cherche... c'est sa psychologie... Chose singulière, ce spiritualisme transcendant, qui vous domine et qui m'obsède, est totalement inconnu à nos écrivains ecclésiastiques, à tous nos philosophes universitaires. C'est un homme, réputé ennemi de Dieu, qui s'apprête à jeter dans le monde cette idée grandiose de l'âme des peuples et de l'âme de l'humanité... Quant à moi, l'homme le moins mystique qui soit au monde, le plus réaliste, le plus éloigné de toute fantaisie et enthousiasme, je crois être déjà en mesure d'affirmer, et je prouverai qu'une nation organisée comme la nôtre constitue un être aussi réel, aussi personnel, aussi doué de volonté et d'intelligence propre que les individus dont il se compose; et j'ose dire que là est surtout la grande révélation du XIX[e] siècle. Votre *Histoire de la Révolution* est la meilleure préparation à mes lecteurs. Après avoir vu dans votre narration, penser, agir, souffrir, combattre l'être collectif,

ils seront mieux disposés à comprendre les lois de sa formation, de son développement, de sa vie, de sa pensée et de son action. »

Quelques semaines avant cette lettre du 11 avril 1852, Proudhon avait inscrit dans ses *Carnets :*

*La vie des nations est, comme celle de l'homme, un tourbillon assimilateur, doué de conscience et capable par conséquent de vertu et de crime, de sacrifice et d'expiation.*

Ces lignes sont écrites le 5 janvier 1852, quatre semaines après le coup d'Etat du 2 décembre, dont, le 10 février 1852, il écrivait à Michelet : « *La tête n'a point faibli, mais le cœur a été consterné...* Les événements accomplis coup sur coup ont rompu le fil de toutes les relations, de toutes les idées... Sommes-nous bien de notre siècle ? N'avons-nous point rêvé notre propre vie ? Sont-ce nos idées qu'il faut regarder comme des chimères, ou bien les faits qu'il faut prendre pour une fantasmagorie ? Telles sont quant à moi les agitations incessantes de mon esprit depuis le 2 décembre ».

Pendant que sa pensée est livrée à des agitations incessantes, Proudhon se tourne vers Michelet. Voilà un événement qui n'est pas fortuit. Le coup d'Etat les unit dans un même dégoût pour les « brigands qui tiennent à terre une femme bâillonnée ».

A cette heure-là, ces deux âmes ont une même résonance. Le peuple français traversait une nouvelle crise qui inspirait à leur cœur une angoisse et posait à leur esprit un problème. Mais quelque chose de plus les rapprochait. Seule pouvait les sauver de la désespérance leur foi en la volonté humaine; ils gardaient leur confiance à la France et à la force d'un peuple, sans cesse étouffée et sans cesse renaissante. Mais tous deux pensaient aussi que les cheminements vers la justice sont lents.



Cette rencontre entre Proudhon et Michelet n'a pas été l'accident provoqué par un événement extérieur qui suscitait en eux la même colère. La violence de celle-ci répondait à quelque chose de plus profond dans leur âme. Cette harmonie spontanée nous frappe davantage lorsque nous rapprochons les jugements de Proudhon sur Michelet de ceux que lui suggéraient d'autres personnalités du temps, telles que Victor Hugo, Renouvier ou Renan.

Victor Hugo d'abord. Le 9 mai 1861, Proudhon écrira à Rolland : « Vous ai-je dit que Victor Hugo est à Bruxelles... J'ajouterai que, me rendant auprès d'Hetzel, j'ai rencontré auprès de

son lit Victor Hugo que je n'ai pas d'abord reconnu, qui m'a tendu la main, laquelle main je n'ai pas refusée, mais tout s'est borné à cela. Je reste sur mon fumier comme lui sur le sien. Nous ne sommes pas faits l'un pour l'autre... Victor Hugo s'est teint les cheveux; il porte la barbe. Sa physionomie est toute changée. Chose singulière, sa coupe de cheveux semble avoir déprimé son fameux cerveau, ce cerveau olympien tant admiré. Je ne lui ai plus trouvé la largeur d'autrefois. A coup sûr, ce n'était pas ce que voulait Victor Hugo... » Le 1er août 1861 : « Je lis en ce moment Victor Hugo, *Œuvres complètes*. J'ai lu tous les drames, *le Rhin, Notre-Dame de Paris*. Je tiens *les Orientales, les Feuilles d'Automne, les Contemplations* et *la Légende des Siècles*. Il y a de l'or dans cet immense placer; mais que de réserves à faire et que j'aurais à dire ! » Le 5 mai 1862, la lecture des deux premiers volumes des *Misérables* suscite des réflexions et un projet : « Cette publication tant prônée... m'a servi d'argument auprès de Chaudey pour lui faire sentir l'immensité du mal qui nous dévore... le mauvais goût, la dépravation des intelligences qui fuient toute étude sérieuse et ne supportent plus que la fantaisie, l'excitation du roman et du drame... La lecture des *Misérables* m'a suggéré un projet : c'est de ressusciter la critique en France... »

Les jugements de Proudhon sur Renan sont plus nuancés, bien que le style de Renan lui paraisse trop féminin, pas assez viril. Mais lorsque son cours au Collège de France est suspendu, Proudhon exprime quelque ironie à voir « Renan, réhabilité aux dépens de la divinité de Jésus-Christ, cumuler popularité et traitement ».

La sympathie de Proudhon pour Sainte-Beuve n'est pas contestable; mais, à propos de celui-ci, Proudhon n'a jamais exprimé des sentiments semblables à ceux qu'il conserve — presque jusqu'à la fin de sa vie — pour Jules Michelet. Le 16 juillet 1858, à la veille de quitter Paris, Proudhon écrit encore à Eugène Noël qu'il est bien aise « que vous connaissiez notre excellent ami Michelet et que vous l'aimiez.

## VIII

# EN EXIL : « LA GUERRE ET LA PAIX »

(18 juillet 1858 - 17 septembre 1862)

*Si la République se recommande par quelque chose, c'est la probité...*

Lettre à Suchet, 10 décembre 1857.

*N'approchons jamais, ni peu ni prou, des pourris.*

Lettre à Rolland, 12 mars 1861.

*Je ne veux rien faire d'important, avant d'avoir revu et* ressenti, *si je puis dire, l'influence du pays natal.*

Lettre à Auguste Defontaine, 17 juin 1861.

I

Déjà, en décembre 1855, Proudhon avait écrit à Micaud :

*Allons, mon chèr et déjà ancien ami, soyons hommes; l'époque est mauvaise, la génération lâche, le haut, le milieu, le bas sont également pourris. Peu d'années ont suffi pour opérer ce changement préparé d'ailleurs de longue main par une décomposition inévitable. Que diriez-vous d'un médecin à qui les plaies et les chancres feraient mal au cœur ? Telle est notre situation, je tâche de me fortifier par l'élixir de la philosophie et quelques dégoûts que me donne le spectacle de tant de hontes, je me dis qu'après tout ces gens sont ma chair et mon sang et qu'il faut les guérir...*

Quelques semaines auparavant Proudhon écrivait à Charles Edmond :

*Je suis triste, j'ai le cœur malade. Il me semble que je vois entrer la France dans une période interminable d'abaissement, de mensonge et de ridicule.*

Cette tristesse, cet esprit désabusé, comment s'expliquent-ils ? Par la prise de Sébastopol.

La date de cette lettre est, en effet, le 14 septembre 1855 :

*Savez-vous que, pour moi, les siècles des François Ier, des Louis XIV, des Napoléon sont ceux de l'oppression et des épaisses ténèbres et vous comprenez mon mortel chagrin. Les bêtes règnent et gouvernent. La Bourse jubile, le faubourg Saint-Antoine pavoise ses maisons et* le Siècle *lèche ses babines... L'élection de* 1848, *l'assassinat de* 1851 *et les trophées de Sébastopol, voilà les trois afflictions de mon cœur.*

C'est net, et la lettre à Charles Edmond est confirmée deux jours après par celle à Maguet :

*Avant-hier, vendredi, tout Paris s'est illuminé spontanément*

*pour célébrer la grande victoire de Sébastopol. Après les deux milliards et les cent soixante mille hommes que nous coûte cette ruine, nous avons dépensé encore quelques centaines de mille francs en pavois et en lampions. Aujourd'hui, le pain est augmenté de deux sous par miche, de quatre-vingt-dix centimes à un franc. Illuminez donc, cochons ! Nous allons avoir probablement, avec la continuation de la guerre, une recrudescence d'absolutisme césarien, d'hypocrisie cléricale, de brutalité soldatesque, de dilapidations administratives et de jongleries boursicotières. Les souscriptions iront leur train aussi bien que les emprunts. Jacques Bonhomme n'est pas encore saoul, il prétend d'ailleurs qu'il y a trop de monde au monde, et que les fêtes, les* Te Deum, *les lampions et les rentes, cela fait marcher le commerce. Je cherche un trou où il y ait de vrais sauvages, à qui je voudrais apprendre à mépriser et à haïr à mon exemple les chauvins, les jacobins, les agioteurs, les jugeurs, les soldats et les prêtres. Je m'y réfugierais volontiers avec ma lignée.*

Notons dans cette lettre deux phrases : « L'élection de 1848, l'assassinat de 1851, les trophées de Sébastopol, voilà les trois afflictions de mon cœur »... et « Nous allons avoir, avec la continuation de la guerre, une recrudescence d'absolutisme césarien...»

Ces deux phrases se complètent et elles nous permettent de cerner la pensée de Proudhon. Les trois afflictions de son cœur se rattachent toutes les trois à la perte des libertés publiques; ce que la guerre et sa prolongation lui font redouter avant tout, c'est une recrudescence de l'absolutisme césarien.

Les événements ont dégagé et précisé dans l'esprit de Proudhon l'idée qu'une des conditions essentielles de la Révolution, c'est la relation existant entre la révolution économique et le régime politique. La guerre de Crimée a suscité en lui des réflexions qui ont élargi son horizon. Elles ont attiré son attention sur d'autres aspects de l'évolution sociale : la répercussion des événements extérieurs sur la politique intérieure et de celle-ci sur les vicissitudes de la Révolution.

La guerre de Crimée a donc provoqué les réflexions de Proudhon et Madeleine Amoudruz a fort bien montré l'influence qu'elle a eue sur ses conceptions européennes. Peut-être la guerre de Crimée a-t-elle même été le premier événement extérieur décisif dans l'évolution de sa pensée. Notons, en effet, que la guerre de Crimée se situe entre la déclaration de guerre par la France et l'Angleterre, en mars 1854, l'importante adhésion à la coalition du roi de Sardaigne, en janvier 1855, et la prise de Sébastopol,

en septembre 1855. C'est justement à partir de 1854 et de 1855 que cette évolution commence. Pendant cette période, sa correspondance nous donne de nombreux signes qui prouvent le caractère d'excitant mental qu'a eu sur Proudhon la guerre de Crimée.

Il faut peut-être d'abord rappeler une lettre que Proudhon écrit à Tissot, le 22 décembre 1853; il lui dit l'idée qu'il a du caractère *mobile* de la vérité : « La vérité que je crois, je ne la sais pas encore, je la cherche et je la chercherai toujours; je dis qu'elle est fugitive et mobile, et qu'on la saisit d'autant moins qu'on a envie de la fixer davantage. C'est ce qui m'empêche de me dire *positiviste*... Mais je suis encore moins *mystique*, attendu que la *vérité* dont j'affirme l'existence, de même que comme réalité, elle est pour moi essentiellement mobile, visible, tangible ».

Lorsque, le 10 janvier 1854, Proudhon écrit à Madier-Montjau, la guerre menace, elle n'est pas encore déclarée, et Proudhon indique son état d'esprit personnel :

*J'ai tiré l'horoscope de Napoléon III et j'ai dit que s'il suivait l'exemple de son oncle, il finirait comme son oncle. Je le crois encore...*

*La Révolution, que je sers seule,* [*n'a en moi*] *ni un tribun, ni un personnage. Comme individu, je reste prolétaire, un homme de néant, impropre à la tribune, impropre au pouvoir, à toute espèce de* représentation.

*Je suis la négation des personnalités, l'affirmation de la raison collective,* impersonnelle, anarchique, *invisible, le dernier terme de la Révolution...*

Le 14 janvier 1854, écrivant à Joseph Ferrari, Proudhon adresse à Persigny cette harangue : « Vous vous êtes comportés, dans cette affaire d'Orient, que vous avez soulevée sans vous en douter, comme de vrais écervelés; des gens en démence. La preuve que vous ne saviez pas ce que vous faisiez et que vous n'êtes pas maîtres de vos résolutions, c'est que d'abord vous avez été surpris... La guerre vous tuera encore plus de monde dans vos villes sans commerce, que sur les champs de bataille. A cette même heure, les écus disparaissent, le numéraire diminue à la banque, le portefeuille se remplit de valeurs qui ne se remboursent pas, se renouvellent sans cesse. La misère vous dévore, et, un de ces matins, on fera main basse sur l'encaisse de la Banque de France. Alors, on ne pensera plus aux cosaques, on criera *aux voleurs !* et ce sera fait de vous ». Proudhon montre à quelles absurdités conduit le plan de la diplomatie napoléonienne : « Oui-da, nous savons que votre plan, si vous ne pouvez à la

distance de six cents lieues atteindre le Tsar, est de tomber sur son alliée supposée l'Autriche. Mais c'est là qu'on vous attend, misérables brigands que vous êtes. Ah! vous aurez livré la Turquie, votre alliée, aux coups du Tsar, pour avoir un prétexte de vous ruer sur l'Autriche !... Eh bien ! vous rencontrerez en Italie et sur le Rhin, non pas l'Autriche seule, mais le Tsar que vous aurez fui et la Prusse, probablement encore l'Angleterre !... Alors vous invoquerez la Révolution qui, j'espère, commencera sa besogne par vous serrer le gorgerin ».

La guerre est une folie — *toujours* — mais surtout lorsqu'elle met aux prises une Russie qui compte soixante-dix millions, dont quatre-vingt-quinze pour cent sont agricoles, et deux pays comme la France et l'Angleterre qui, réunis, n'en comptent que soixante millions, et dont la population est faite, pour quarante pour cent, de misérables prolétaires, de commis, de fabricants, de boutiquiers, voués à la vie mercantile et industrielle. Car la guerre n'est pas seulement un désastre humain; elle est un désastre économique : « Elle vous tuera plus de monde dans les villes que sur les champs de bataille ».

Telles étaient les idées de Proudhon sur la guerre, au moment où celle de Crimée allait commencer.

Le 21 janvier 1854, au même Joseph Ferrari, est envoyée une lettre déjà citée et dont a été détaché ce passage caractéristique : « Ce sont les hommes de la fatalité comme nous sommes ceux du libre arbitre. »

Les hommes de la fatalité, ce sont *les désopilants ministres de Napoléon junior* comme M. de Persigny : « Notre pensée à tous deux est que le coup d'Etat, fait contre la Révolution au dedans, est par là même condamné à périr après avoir provoqué sur tous les points de l'Europe cette même révolution, à moins que, sortant de son rôle fatidique, il ne se décide à agir en vertu de la science et du libre arbitre, à se faire lui-même l'organe de la Révolution. » (1er février 1854.)

L'idée d'une rencontre entre les flottes ennemies « fait frissonner les esprits à Constantinople, aussi bien qu'à Paris et à Londres ! Tant nous avons de cœur à la chose !... Cependant, que faisons-nous ? A Paris, nous donnons des bals masqués, musqués, costumés; à Constantinople, notre ambassadeur Baraguay d'Hilliers, ancien président de la rue de Poitiers, n'est occupé qu'à étouffer les manifestations des patriotes musulmans... La Bourse proteste chaque jour systématiquement contre la guerre, c'est le journal des *Débats* qui le dit... Ah ! malheureux empereur, singe

d'une destinée que vous n'avez jamais comprise, je vous vois déjà revenu de Moscou et de Leipzig... »

Deux signes se distinguent déjà dans cette lettre à Ferrari : la réaction des événements de politique extérieure sur l'organisme économique; mais surtout l'apparition de l'idée que la guerre est un facteur de contre-révolution; l'occasion saisie par les régimes absolutistes « pour étouffer les manifestations des patriotes musulmans », en 1854, comme elle le sera, au commencement de la guerre d'Italie par le roi de Sardaigne, pour étrangler les libertés publiques.

Le 23 février, écrivant toujours à Ferrari, Proudhon définit ainsi la guerre : « Guerre impériale, conservatrice, capitaliste, catholique, antidémocratique, antinationaliste, antigrecque, telle est désormais la guerre de l'Orient ! Et la nationalité italienne ? Et la nationalité hongroise ? Et la nationalité polonaise ? Et la nationalité des chrétiens serbes, bulgares, roumains, épirotes ? Ces nationalités, mon cher ami, elles peuvent attendre, attendre encore !... Ce n'est pas pour les nationalités que le *boudin grille !* dit la *Marseillaise* de la Courtille et des Tuileries. A propos, j'entends dire que l'on a fait hier mille à douze cents arrestations à la Bastille... »

Le 6 février, à Charles Edmond :

*Maintenant, la situation paraît dans sa nudité. L'article du* Moniteur *du 22 février doit avoir dessillé les yeux des plus confiants. Napoléon III se déclare chef d'une sainte alliance contre la Révolution, contre les espérances des peuples aussi bien que contre le Tsar ! Napoléon III vient de brûler ses vaisseaux et de déchirer sa dernière carte, la plus précieuse, sa carte révolutionnaire...*

Ecrivant à Charles Edmond, à cette date du 26 février, comme à celle du 9 juillet, Proudhon espère par lui atteindre plus sûrement le prince Jérôme-Napoléon. Proudhon estime que la situation personnelle de Napoléon III est si grave qu'il faut le persuader que l'abdication est la seule issue à l'impasse dans laquelle il s'est engagé : « Il faut que ce mot se dise d'abord confidentiellement, puis qu'il circule, puis qu'il s'avoue tout haut, et que l'empire finisse... Qu'il parte, et qu'avec son cousin à qui il laissera *légalement* son pouvoir, recommence l'ère *républicaine* » (26 février). « Rappelez-vous ma dernière lettre, cette lettre épouvantée, où je vous priais de faire dire au prince qu'il fallait absolument, à peine de ruine et d'infamie, forcer Napoléon III *d'abdiquer*. J'étais sous le coup d'une de ces intuitions comme

il m'en arrive par instant et qui me font parler presque avec l'emportement des oracles.

« Eh bien ! ce qui n'était alors qu'une intuition, devient pour moi insensiblement une certitude. Oui, la voie où l'empire s'est engagé aboutit à une abdication, non plus en faveur d'un prince de la famille, mais en faveur du Comte de Paris : *sacer esto !* »

Cette intuition, qui est devenue une certitude, tient surtout au désir qu'a Proudhon de se débarrasser de l'homme parce qu'il espère ainsi qu'avec sa disparition la guerre s'arrêtera. Car la guerre est le pire des maux et cette guerre-ci, ajoute-t-il : « je la trouve à la fois ruineuse, dénuée de cause, en un mot absurde; car — Proudhon croira le démontrer dans la seconde partie de la *Guerre et la Paix* — elle est *devenue* absurde; car, étant donné la situation à laquelle l'Europe est parvenue, il n'existe pas, à cette heure, un seul cas rationnel de guerre... ».

On comprend avec quel esprit justement critique, Proudhon va suivre les péripéties de la guerre de Crimée, de juillet 1854 au Congrès de Paris (30 mars 1856).

## II

Quelques mois à peine après la lettre épouvantée que Proudhon écrivait le 26 février, à Charles Edmond, au mois d'août 1854, une nouvelle douleur vient frapper Proudhon. Le 10 août, Proudhon a été atteint ainsi que sa famille par l'épidémie de choléra : « La mort m'a visité. J'ai perdu une de mes filles, âgée de près de trois ans; elle a été comme foudroyée. Au moment où l'on enlevait son cadavre, j'étais sans mouvement, épuisé par la diarrhée, les vomissements, les prostrations. Enfin, l'homéopathie m'a sauvé, mais je ne sens plus mes jambes, il me faut encore une quinzaine au moins de convalescence. Ma femme et mes deux autres enfants ont ressenti aussi les atteintes du fléau; enfin, nous avons été passés par l'étamine. Cette maladie présente tous les caractères d'un empoisonnement. Cependant, il est impossible d'y méconnaître la présence de causes morales, et, pour ma part, je n'hésite point à croire que je portais le choléra depuis un an dans les entrailles. Trop de secousses, trop de chagrins m'avaient travaillé depuis un an pour qu'il n'y eût pas un éclat, et je puis dire, sans fatalisme, que ce qui m'est arrivé était écrit. Je ne puis tenir ma plume et je n'y vois presque pas... On

avait trouvé moyen de me cacher la mort de ma petite fille, en la transportant chez une voisine qui, dit-on, la soignait. Vous figurez-vous ma femme composant son visage et me souriant pour m'encourager, pendant qu'on enterrait son enfant. Enfin, grâce aux soins de ma femme, de mes amis, qui se sont relayés pendant dix jours pour me veiller... j'ai vaincu le monstre; après soixante-deux jours, je me trouve à peu près rétabli ».

Et deux ans après, le 3 octobre 1856, Proudhon répondait à une lettre de Suchet qui lui était parvenue « au moment où je sortais des étreintes mortelles du choléra. Vous m'avez fait grand bien, cher ami, en m'écrivant, et je vous remercie. Ce papier sur lequel votre main amie avait erré pendant une demi-heure, qui avait reçu le souffle sympathique de votre poitrine; cette feuille tout imprégnée des fluides magnétiques de votre cœur et de votre âme, a été pour moi un cordial, un rafraîchissement. Quand le mal me tenait anéanti sur mon grabat, je disais à mes amis qui me gardaient : « Tenez-moi la main dans les deux vôtres, cela me rend de la vie, cela me guérit le corps par l'amitié. Vous êtes si bon, si aimant, mon cher Suchet, qu'on se sent pénétré de je ne sais quelle bienfaisante influence en vous regardant, en vous touchant, en vous lisant, en tenant quelque chose de vous ».

Proudhon, le 3 octobre 1854, n'est pas encore rétabli; après trente-cinq jours de convalescence, c'est à peine s'il peut faire une demi-heure de promenade par jour, quelques lectures, et causer avec des amis : « Tantôt le rhume, tantôt la fièvre et la diarrhée me galopent, si bien que je n'ose encore me promettre d'être au travail dans quinze jours... Dans deux jours, je compte aller faire une visite au docteur Maguet, un de mes amis médecin de campagne, que vous avez vu une ou deux fois à la Conciergerie, et qui mettra la dernière main à ma guérison. Dieu vous garde, cher ami, de secousses pareilles ! Ce n'est rien pour un homme de cœur de souffrir, mais voir souffrir et mourir les siens, c'est là le supplice... Au moment où j'étais le plus mal, ma petite Marcelle succombait comme un coup de foudre... Je tenais à cette enfant qui reproduisait mieux que ses sœurs le type paternel, et me promettait une intelligence et un caractère énergiques... ».

Proudhon était dans une situation matérielle difficile et que la maladie n'avait fait qu'aggraver : « Naturellement, je suis pauvre et je vis au jour le jour; cela se comprend puisque, depuis le 2 décembre, à l'exception de la brochure dont Napoléon a

autorisé la publication, mes ouvrages ont dû disparaître généralement des étalages; qu'aucun colporteur n'en vend et que beaucoup de gens craignent de se compromettre en me lisant. J'estime la valeur de mes ouvrages antérieurs publiés une cinquantaine de mille francs. Pour le quart d'heure, c'est englouti. Je pourrais facilement gagner au métier de journaliste cinq à six mille francs par an; cela m'est défendu, formellement défendu, et aucun directeur de journal ne voudrait me recevoir. Je n'ai pour ressource que de faire, pour l'un et l'autre, des bucoliques salariées ou de grands ouvrages savants qui n'amusent pas le public... Malgré tout cela, je ne désespère pas. Ma position n'est pas brillante, mais elle est ce qu'elle peut être... On me croit mort, bien mort, bien fini. L'Eglise, la magistrature, les vieux partis, les sectes s'en réjouissent. Quant à moi, je fais le plongeon... »

A la fin de l'année 1854, dans sa lettre du 29 novembre, à Guillemin, Proudhon fait le point de ses observations et réflexions sur la guerre de Crimée, « La guerre d'Orient prend une tournure décidément ruineuse et fatale... L'armée de Crimée prépare ses quartiers d'hiver..., de tout ce monde, nous ne verrons revenir que les *estropiés;* le reste, ou périra par le fer et les maladies, ou sera employé à servir de garnison, ce qui, un peu plus tôt, un peu plus tard, revient absolument au même (la perte des Anglo-Français, à cette heure, est au moins de trente-cinq à quarante mille hommes ». (29 novembre).

Mais c'est surtout dans la lettre du 19 décembre 1854 qu'apparaît pour la première fois, d'une façon précise, la raison pour laquelle Proudhon déteste cette guerre d'Orient : je [la] déteste, je vous l'avoue, comme dirigée encore plus contre les libertés de l'Europe que contre le tsar... »

Madeleine Amoudruz a su isoler et mettre en valeur ces mots : « libertés individuelles ». Mais elle a daté du 19 novembre cette lettre du 19 décembre.

Parce que Proudhon a observé que la guerre a pour résultat immédiat de mettre en péril les libertés publiques, le salut de celles-ci deviendra désormais, pour Proudhon, l'un des motifs décisifs de son attitude contre la guerre. Il a pleinement conscience du danger que la guerre fait courir à la Révolution et des obstacles qu'elle oppose à ses progrès. Aussi, il est irrité contre les démocrates qui, « malgré les déclarations officielles de l'empereur et de ses ministres, malgré l'alliance avec l'Autriche, à moitié accomplie, s'obstinent à vouloir que la guerre,

toute la politique d'Orient, devienne une guerre de révolution; et sur cette chimère, ils applaudissent, ils poussent à la guerre... ».

Le 5 avril 1855, Proudhon écrit encore à Charles Edmond :

*Le triomphe des alliés en Orient, c'est, en effet, bien moins l'abaissement de la Russie que la consolidation du régime militaire en France et par toute l'Europe. L'Espagne y est déjà avec nous, le Piémont y court, l'Allemagne suivra bientôt. Puis ces messieurs, las de guerroyer, s'entendront admirablement entre eux pour la tyrannie. C'est inévitable.*

*Non, non, point de guerre, s'il est possible; point de victoire en Crimée, point de gloire militaire. A bas le soldat et l'Empereur ! Il n'y a ici honneur national qui tienne ; c'est du foin pour les ânes. Vous avez quitté votre patrie et vous vous êtes fait naturaliser Français par horreur du despotisme militaire des tsars. Eh bien ! à présent, les rôles sont intervertis. Le despotisme militaire n'est plus représenté par le Tsar, il l'est par l'Empereur des Français. S'il faut que la France soit vaincue et humiliée pour que la liberté soit sauvée, hésiteriez-vous ? Pour moi, je ne connais pas ces scrupules.*

La guerre de Crimée est *fatale*, parce que, comme toute guerre, elle est fatale aux libertés publiques. Ces sentiments ne feront que s'accentuer durant les années suivantes; ils atteindront leur diapason pendant la guerre d'Italie. L'œuvre de Proudhon en suivra la pente. Ils vont inspirer : *La Fédération et l'Unité en Italie, Si les traités de* 1815 *ont cessé d'exister* et *Le Principe fédératif;* mais, à un titre égal, un autre livre est véritablement le premier volume de cette série qui s'étend de 1861 à 1863 : *La Guerre et la Paix.*

## III

Le 16 juillet 1858, Proudhon écrit à Eugène Noël : « Quand vous recevrez la présente, je serai en prison ou hors de France. Décidé à publier un mémoire pour ma défense, je ne puis trouver d'imprimeur à Paris et je me vois forcé de recourir à la presse étrangère. En vain, on me donne à entendre qu'il est plus sûr pour moi de garder le silence, de faire le mort ou le bonhomme, laissant l'avocat plaider les atténuantes, en attendant mon salut de la générosité impériale; j'ai des raisons graves de maintenir pour bien dit ce que j'ai dit; je défends à cette heure la légalité

de la Révolution, sa morale, son droit contre les us et coutumes du vieux catholicisme; je ne puis ainsi déserter ma cause; il faut que j'imprime... M'est avis que nous n'avons qu'à frapper juste et fort, la postérité fera le reste... »

Telles étaient les pensées de Proudhon à la veille de son départ de Paris, et l'explication qu'il en donne. Les lettres à Charles Beslay sont significatives. (Lettres des 18, 20, 22, 24 et 30 juillet 1858.)

Arrivé à Bruxelles, Proudhon remercie Charles Beslay : « Mon cher ami, que vous dirais-je qui exprime mes sentiments ? De jour, de nuit, à quelque heure qu'on vous appelle, vous êtes là. Le père, la mère, les enfants, vous pourvoyez à tout. Vous êtes le tuteur de ma femme et le grand-papa de mes enfants. Il ne me faut pas moins que cela pour me consoler dans mes détresses, car enfin, je ne suis pas heureux... A cinquante ans, il me faut faire peau neuve. Quand donc aurai-je fini ?... »

On le voit, c'est le jour même de son arrivée que Proudhon écrit à Charles Beslay; il n'est pas heureux, ce sont ses propres paroles, et qui révèlent aussi la peine qu'il a éprouvée à quitter la France. Deux jours après, Proudhon écrit toujours à Charles Beslay : « La présente, mon cher ami, a surtout pour objet de vous prier de m'écrire et de m'apporter vos encouragements. J'ai la tête en feu, les nerfs horriblement agités, le cœur plein d'angoisses. Ma longue maladie cérébrale m'a débilité et je me trouve faible comme une femme devant les tribulations de l'exil. Mais l'amitié possède des remèdes que n'ont pas les médecins et je me recommande à votre charité... »

*Faible comme une femme devant les tribulations de l'exil... Je me recommande à votre charité.*

Quand on sait le courage souvent stoïque que Proudhon sait, d'habitude, opposer aux tribulations de la vie, on devine, derrière ces paroles, son désarroi.

Proudhon ne voudrait pas qu'on interprétât son départ comme une fuite, une lâcheté : « Dites toujours que je ne m'enfuis pas, et que je compte me rendre au rendez-vous du procureur impérial si, de son côté, le procureur impérial veut laisser passer mon mémoire auquel je tiens plus en ce moment qu'à la liberté même; sinon, non. Je puis bien consentir à mon emprisonnement si ma défense qui, aujourd'hui, est toute ma conscience, reste libre; mais livrer mon corps et mon âme en même temps, c'est trop de moitié... »

Le 22 juillet, Proudhon confirme à Charles Beslay qu'il ne refusera de comparaître qu'autant qu'il ne trouvera pas de garanties suffisantes de publicité et de liberté pour sa défense. Si l'introduction de son mémoire est autorisée par le ministre de l'Intérieur, « je n'hésite plus, je pars. Hier, et aujourd'hui, je suis beaucoup mieux. Ma tête se calme; j'ai pu dormir avec assez de tranquillité et je m'aguerris très bien contre les ennuis de ma position ».

A quelles notes et observations le départ de Paris et l'arrivée en Belgique donnent-ils lieu dans le *Carnet 11 ?* (P. 472-473.)

Proudhon est parti en compagnie de Ferdinand Bouquié. Leur voyage a eu lieu sans le moindre encombre. Pas un curieux indiscret; pas un gendarme. Après un séjour forcé à Lille, d'environ une heure un quart, il a dû prendre une voiture particulière pour Tournay d'où les voyageurs sont arrivés à Bruxelles, le 18 juillet à midi. Proudhon, descendu chez le père de M. Bouquié, s'est installé le lendemain, 26, rue du Chemin-de-Fer, sous le nom de M. Durfort, professeur de mathématiques, afin de garder l'incognito vis-à-vis du public français et belge.

Proudhon note dans le *Carnet 11 :* « J'ai été reçu par cet excellent citoyen belge, en ami. Je lui devrai, ainsi qu'à ses frères, toutes mes relations en Belgique et tout le profit que je tirerai de ce séjour. »

Lundi, 19 au soir, installé rue du Chemin-de-Fer, 26, commune de Saint-Josse-ten-Noode, chez une dame Van Laethem qui, seule avec sa fille, occupe une petite maison dont elle sous-loue le premier et le deuxième étages :

*Cela me coûte vingt francs payés d'avance. La dame me fait en causant des réflexions sur l'orgueil des Anglais dont on aime bien l'argent, mais dont on goûte fort peu la personne et sur le despotisme de Bonaparte qui fait trembler cette pauvre Belgique et oblige son gouvernement à exercer une police sévère sur les étrangers. Mardi soir, dîné à* la Fourche-à-l'Aigle, *restaurant passable, avec les messieurs Bouquié.*

*Assisté ensuite au concert qui se donne tous les jours au Vauxhall (parc), par les artistes du Grand Théâtre en congé. Entrée : cinquante centimes par personne.*

*Le matin, mercredi, je reprends mes occupations, et je commence par mettre mon* Carnet *au courant. MM. Bouquié frères (Paul, Armand et Ferdinand), par leurs relations de constructeurs-ingénieurs, savent une quantité incroyable de faits, de corruption, malversations, chantage, escroquerie, boursicoterie, etc... qui se-*

*ront le caractère signalétique de l'époque, aussi bien à l'étranger qu'en France. Car, chose triste à dire, l'étranger qui ne cesse de médire de la France, l'imite en tout, dans le mal comme dans le bien. Ainsi, la crinoline, le luxe des femmes, leurs dépenses exagérées, la prostitution qui s'ensuit, les sodomies, et tribadies, les cafés, concerts, bals, tout cela est imité de Paris, importé parfois par des courtisanes et proxénètes parisiennes. On voit, ici comme à Spa, la prostitution parisienne, la vie élégante s'afficher, s'étaler comme des comédiennes en tournée. L'agiotage, le chantage sont ici, comme à Paris, à l'ordre du jour.*

Telles sont les premières observations que Proudhon note dans ses *Carnets*, à son arrivée à Bruxelles. Son séjour va se prolonger beaucoup plus longtemps qu'il ne le pensait au début, puisqu'il n'avait pas cru qu'il serait obligé à faire venir sa femme et ses enfants. Sa correspondance, pendant son séjour, surtout les lettres au citoyen Rolland, permettent de suivre l'évolution de ses pensées et de ses sentiments.

L'événement le plus important est la publication de *La Guerre et la Paix* qui paraîtra en mai 1861 ; il divise son séjour en deux périodes : avant et après cette publication : juillet 1858-mai 1861, août 1861-septembre 1862.

## IV

Pendant les premiers jours de son séjour en Belgique, Proudhon se donne entièrement et passionnément à la rédaction de son *mémoire* qui, le 2 août, est sous presse : c'est une brochure d'une valeur de deux cents pages, comme celles de *La Justice*, mais, écrit-il à Gouvernet : « ce sera beaucoup plus amusant à lire et beaucoup plus instructif ». « Il faut que j'aie le diable au corps pour y tenir avec une surexcitation comme celle que j'éprouve. Pendant les dix premières semaines de mon séjour en Belgique, j'ai souffert d'une diarrhée continuelle... L'ennui, le travail, l'atmosphère, lourde et humide, un air sans oxygène, le faro (bière de ce pays), le mauvais régime, tout en était cause. Enfin, je suis parvenu à mettre ordre à tout cela. Quelques verres de bon vin, de bonne bière anglaise, d'excellents beefteaks et côtelettes dont j'ai trouvé l'adresse, la promenade au parc, quelques connaissances m'ont remis. J'ai toujours la cervelle légèrement prise, un peu de faiblesse dans la jambe et le pied gauches, et d'engourdisse-

ment à la joue du même côté... Aussitôt que la lecture des épreuves ne me réclamera plus, j'irai un peu courir et tout sera dit. »

Proudhon craint que le gouvernement français exercé une pression sur le gouvernement belge et le force de déguerpir. Il se plaint de la cherté de la vie, obligé qu'il est de dépenser pour son dîner trente-trois sous, ce qui l'amène à dépenser, rien que pour sa nourriture, trois francs par jour. Or, il n'y a pas le quart des ouvriers belges qui gagnent trois francs par jour. Il ne songe guère à s'installer : « La viande coûte moins cher qu'à Paris; le logement nous reviendrait aussi à meilleur marché, mais nous ne serions pas aussi bien qu'à la rue d'Enfer. »

Entre temps, le 5 septembre, Proudhon est allé avec quelques amis visiter le champ de bataille de Waterloo « où, écrit-il à Gouvernet, Napoléon Ier a été pris par Wellington dans un vrai traquenard, si bien pris que, jusqu'à sa mort, il ne paraît pas avoir clairement compris les causes de sa défaite ».

Dans sa correspondance avec Maurice, Proudhon s'effraie de devoir continuer, parmi ses ennuis actuels, à devenir à nouveau le débiteur de son ami Maurice, pour le compte de son frère, sans avoir pu encore se libérer de sa précédente dette.

En septembre, lorsque le *Mémoire* est tiré, Proudhon est disposé à en tirer à Paris vingt mille, si le Ministre autorise son introduction en France.

Le *Mémoire* imprimé, Proudhon songe au pain quotidien. Il croit que le public qui lui est laissé suffira à l'occupation de sa plume, c'est-à-dire à la dépense de son ménage. « Ce ne sera pas brillant, mais on joindra les deux bouts; et puisqu'il n'était plus possible à moi d'écrire en France, je me résignerai à cette publicité cosmopolite. » (13 septembre, au docteur Crétin.)

Mais Proudhon éprouve — en dépit de ses projets — des moments de découragement, nous l'avons vu lorsque il écrit, le 13 septembre, le même jour, à Charles Edmond : « J'ai bien travaillé, je me suis sacrifié, j'ai étudié tant que j'ai pu, et tout cela pour recueillir ce triste jugemen : *Bon garçon, au fond, mais fou d'orgueil, et dangereux; gibier de Cayenne...* »

Le 22 septembre 1858, Proudhon fait expédier à Paris, vingt-cinq exemplaires de son *Mémoire* et une lettre au ministre de l'Intérieur, pour le prévenir et lui en adresser un, le premier, et le second, au chef de la direction de la librairie. La semaine suivante, Proudhon parcourt à pied, en touriste, le sac sur le dos, les Ardennes. Cette excursion prolongée, lui rend des forces et adoucit, dit-il, l'excitation de son cerveau.

Au retour, le 1[er] octobre, il apprend que son *Mémoire* était exclu de France : « L'expulsion de mon *Mémoire* équivaut à l'exclusion de ma personne, à moins que je ne me décide à entrer, pour trois ans en prison. En un mot, c'est le *bannissement*... De quelque côté que je regarde, c'est sur l'*étranger* que je dois aujourd'hui faire fonds; ce qui veut dire que pour trouver des moyens d'existence, il faut que je commence par me *dénationaliser*. La belle perspective !... Allons, j'ai encore trois jours à marcher; à mardi prochain, les réflexions sérieuses... »

Proudhon avait espéré que le ministère de l'Intérieur laisserait introduire son *Mémoire* en France. Et l'interdiction lui avait causé une vive déception. Quelques jours après pourtant, il se félicite de l'accueil qu'il reçoit en Belgique. Les exilés se rapprochent de lui et son ami Madier-Montjau développe les principes de *La Justice* dans le cours de littérature qu'il donne à Anvers : « Vous voyez, écrit-il à Charles Beslay, que je n'ai pas lieu de me plaindre. Mais je sens que je deviens vieux pour les nouvelles affections et je ne puis oublier les anciennes ». En même temps, Proudhon annonce à Chaudey que sa femme et ses filles se disposent à venir le rejoindre.

En octobre, Proudhon publie trente colonnes sur la propriété littéraire — à la veille du Congrès — dans l'*Office de Publicité*. Il prend position contre le principe de la perpétuité du monopole des œuvres littéraires, principe soutenu par Lamartine.

*Il y a là une question du plus haut intérêt : c'est la* non-vénalité *des choses de l'esprit et de la conscience. Sous ce rapport, le monde de l'utile et celui du vrai, du juste, du beau, forment deux mondes séparés. Les économistes ont tellement perdu le sens moral qu'ils ne comprennent pas cela. Ils ne voient pas que le beau, le juste, le vrai, forment la* religion *de l'avenir, que cette religion, aussi bien que le christianisme, qu'elle remplace, est* sacrée *et que si l'on accordait l'assimilation impliquée dans la thèse de la* propriété littéraire, *tout serait perdu. Ce serait la vénalité du droit, de la conscience, de l'âme, du moi, posée en principe.*

Le 27 octobre, dans l'attente de l'arrivée des siens, Proudhon écrit à Neveu, avec tristesse que « la séparation va se consommer, et toute la question est de savoir désormais combien elle durera. A cela, je réponds, très explicitement, qu'elle durera autant que Sa Majesté impériale et le régime dont Elle est le représentant et le soutien. Je suppose que, depuis mon départ, vous avez passé plus d'une fois, rue d'Enfer, 83, et que, frappant à ma fenêtre

vous avez demandé de mes nouvelles et qu'on vous aura fait part de mes salutations générales et spéciales à tous les amis ».

Le ballot des vingt-cinq exemplaires du *Mémoire* est renvoyé à Bruxelles et mis à la disposition de Proudhon — et Proudhon adresse une plainte au Procureur impérial, qu'il fait insérer aussitôt dans les journaux. En même temps, de tous les exemplaires adressés à Paris par différentes voies, soit du *Mémoire*, soit des articles sur la propriété littéraire, soit à sa femme, soit à son éditeur, soit à ses amis, aucun n'est parvenu.

En apprenant que Montalembert, condamné à six mois de prison, vient d'être grâcié à l'occasion de l'anniversaire du 2 décembre, Proudhon déclare à Charles Beslay :

*J'avoue que si je devais recueillir un jour le bénéfice de quelqu'amnistie, j'aimerais mieux qu'elle arrivât le 2 novembre (jour des Trépassés) que le 2 décembre. Mais l'amnistie, avec la grâce m'arrivât-elle, je suis décidé à ne rentrer à Paris qu'avec mon livre et la liberté de la presse. Qu'irais-je faire sans cela ? Servir de compère à la réaction impériale ? Non, non, je suis à Bruxelles. J'y reste.*

Et, le 5 décembre, au docteur Crétin, Proudhon répète : « Ne craignez pas que je retourne en France, même grâcié et amnistié avec remise de prison et d'amende, comme M. le comte de Montalembert. Je ne rentre qu'avec mon *livre* et la *liberté de la presse*. Sinon, non. La Belgique et l'Europe me suffisent... Je pose donc la plume du tribun; je ne suis plus qu'un philosophe cosmopolite et un vulgarisateur. Je suis professeur de philosophie appliquée. Voilà mon titre ».

Le 1er décembre 1858, Mme Proudhon et ses filles arrivent à Bruxelles, aves son pauvre mobilier qui sera complété, sur place, par quelques achats de meubles : « Tous mes bouquins, en tas, mes paperasses pêle-mêle; *anarchie* complète, j'ai de quoi être content... »

## V

Au commencement de décembre 1858, que pense Proudhon de l'attitude de Napoléon III et de sa politique extérieure ? *L'Empire, c'est la paix;* on entend en effet les protestations de paix du *Contitutionnel;* mais, en même temps, circulent des rumeurs

belliqueuses Que croire ? Tandis que Paris est le siège « d'un congrès européen en permanence, on arme partout sur terre et sur mer ». Mais Proudhon pense que, en prononçant les mots *L'Empire c'est la paix,* Napoléon croyait mentir, mais il a dit « une vérité fatale qui le tue » : l'Empire est englué dans la paix; il n'y a qu'à entretenir la situation *pour mener les choses à bien,* c'est-à-dire pour débarrasser le monde de cette tradition soldatesque : « Si l'Empereur garde le *statu quo,* il finit par un acte additionnel; s'il fait la guerre, par un Waterloo, voilà pour le moment, le dilemme ». (A. Gouvernet, 9 décembre 1858.)

*Je vais reprendre mon œuvre avec le même courage qu'auparavant, et même avec plus de certitude encore,* écrit Proudhon à Maurice, bien qu'il se rende compte que *le marché français lui soit à peu près interdit et qu'il va lui falloir travailler à s'accréditer sur le marché étranger.* (A Chaudey, 30 décembre 1858.)

En cette fin de l'année 1858, Proudhon estime que « la contre-révolution, ou pour mieux dire, la réaction au socialisme, n'a pas encore atteint son apogée en Europe; et, comme je découvre peu d'énergie dans la résistance, il est impossible de prévoir jusqu'où elle ira, et quand elle finira ».

La contre-révolution est si peu proche « de finir » que tout au contraire elle se propose d'étendre son influence en profitant de toutes les occasions, et notamment des occasions de conflits armés.

Proudhon écrit à son avocat Chaudey que, son livre supprimé, lui-même révoqué en droit, ni absous, ni condamné, il n'entend pas rester en fait banni à perpétuité. Aussi, est-il prêt à prendre un passeport pour la France afin d'en finir « par un coup d'Etat judiciaire ».

La guerre est *fatalement* dans la donnée, dans la tendance, dans la fatalité de l'Empire. L'Empire et son personnel sont jugés en Europe. Aussi Proudhon reste-t-il optimiste pour ce qui est de la brève durée du régime impérial : « Si Napoléon va de l'avant, il rencontre l'Europe et se casse le nez; s'il recule et met les pouces, il est perdu devant l'armée et devant le peuple ». Proudhon espère que *la guerre de Crimée doit avoir éclairé le monde.*

Dans la lettre à Bouteville, se glisse, le 16 janvier 1859, une formule qui révèle que Proudhon devient de plus en plus conscient de ses propres raisons d'hostilité à la guerre et aux tendances et principes par lesquels l'Europe peut s'y laisser entraî-

ner : « A tous les points de vue, il est heureux que la guerre devienne impossible pour la France, et pour la civilisation, et pour la liberté ».

Voici donc les trois termes qui sont désormais associés dans la pensée de Proudhon : la France, la civilisation et la liberté; termes auxquels il convient d'en ajouter un quatrième : la révolution.

Le même jour, du reste, le 16 janvier 1859, Proudhon écrit à Charles Beslay : « Croit-on à la guerre en France ? Aurait-on le malheur d'y applaudir ?... La guerre d'Italie que préconise la *Presse* est une *blague saint-simonienne et chauvinique* — un coup de désespoir ».

Le lendemain, 17 janvier 1859, sa brochure sur les chemins de fer est sous presse : elle a pourtant son intérêt, surtout en ce moment où tout le monde parle de guerre : « On y voit à nu les causes secrètes qui y poussent le gouvernement français. Mais à ce que je découvre, la race des chauvins n'est pas morte, ni la bêtise des boutiquiers à bout. Comment ! Ils ne craignent pas la guerre ! Ils ne voient pas que c'est la dernière ressource du régime, et que s'il ne cherche de l'occupation aux esprits, à l'armée, au pays, il est perdu ! L'aimable public, l'intelligente race que les boutiquiers ! » « Il suffit de leur dire : *nationalité italienne* pour qu'ils s'émeuvent et consentent; allons, allons, puisqu'il le faut, sonnons le boute-selle. Massacrons les hommes, dépensons des milliards, et que tout finisse par un nouveau Waterloo ! Nous en serons pour un nouveau milliard, en sus de nos propres frais; mais je m'en consolerai si la coalition a le bon esprit de raser nos forteresses, nos citadelles, nos remparts; d'emporter nos fusils et de nous défendre d'entretenir plus de dix mille hommes de gendarmerie pour faire la chasse aux malfaiteurs. Je me souviens d'avoir lu une petite comédie d'enfants où l'on voit un gamin querelleur à qui son père fut obligé de retirer l'épée qu'il lui avait donnée, et de la remplacer par une plume de dindon, de peur d'accident. Nous méritons qu'on ne nous laisse que des canons de bois et des fusils de caoutchouc : des gens si sots ne doivent pas toucher aux armes. »

*La guerre est donc probable, mais non pas fatale.* Telle est l'opinion que, le 22 janvier, Proudhon exprime à MM. Garnier frères, parce que *la raison secrète de tout cela est que le régime n'est plus tenable; qu'il faut sortir de l'impasse à tout prix par la guerre, par la banqueroute ou par des coups d'Etat.*

Et le *Carnet 11* confirme les sentiments exprimés dans la cor-

respondance; le 12 janvier : « Le monde se traîne en attendant la déclaration de guerre... Il est visible à tous les yeux que la bande de chenapans qui règne en France, sous le nom de Napoléon, a besoin de faire diversion... » Et le 19 janvier 1859 : « La question de la guerre s'éclaire pour moi comme pour tout le monde. L'opinion universelle est que l'Empereur la cherche par le seul motif qu'il en a besoin. Cela ne l'empêchera pas de trouver de l'appui dans la masse des chauvins et des sots... » Le 20 janvier, Proudhon note le titre : *l'Idée napoléonienne ou le Somnambulisme en politique*.

L'Empereur cherche la guerre *pour le seul motif qu'il en a besoin*. Cette formule résume à la fois la pensée et la crainte de Proudhon, et elle répond exactement à la réalité psychologique du moment. Le 22 janvier, du reste, Proudhon apprend à Gouvernet que la presse belge annonce une brochure : *Comment les affaires vont en France et pourquoi nous aurons la guerre ?*

Le 6 février, la lettre à Charles Beslay contient une critique du principe des nationalités qui est devenu le drapeau de Napoléon III, mais auquel les réfugiés de Bruxelles ne veulent pas qu'on touche : « Ils veulent bien combattre l'Empire, mais ils font toute réserve sur la question des nationalités. Moi je prouve que la question des nationalités telle qu'ils l'entendent est un faux principe, une fausse donnée, un anachronisme que je nie et mets en pièce ».

Le même jour, Proudhon écrit à Joseph Ferrari qu'il ne veut pas contrister, malgré lui, son grand cœur de patriote, mais qu'à aucun prix il ne veut laisser passer cette atroce mystification de l'*indépendance italienne par une armée bonapartiste*. Et ici encore apparaît sous la plume de Proudhon *l'idée de la liberté et du droit des gens*. Proudhon reproche aux compatriotes de Joseph Ferrari de demander à grand cri la descente des Français « dût-il en coûter à la France dix ans de prolongation de cet ignoble régime ». Selon lui, le régime impérial ne peut durer qu'en trouvant de sanglantes diversions telles que la guerre.

Le 8 février 1859, Proudhon répète : « Il faut la guerre afin de sauver la dynastie bonapartiste ». Et le 11 mars : « Si le parti républicain avait eu gros comme un grain de sénevé d'intelligence, il aurait compris tout d'abord la situation et il aurait appuyé la paix : *La paix, c'est la mort au despotisme* ».

Proudhon garde une clairvoyance aiguë en dépit des épreuves qu'il traverse, épreuves physiques, matérielles et morales. Depuis une année, il est *enguignonné* physiquement; de plus, il s'endette,

et pourtant il achève ainsi sa lettre à Boutteville : « Mais, encore une fois, j'ai l'âme plus dure que celle du diable et j'espère. » Pourtant, la grande déception que lui a causée sa maladie est l'ajournement d'une brochure sur la situation actuelle : « J'examinais les affaires et la politique, je protestais contre la guerre... Pendant huit jours j'ai lutté contre le mal et soutenu le travail; la moitié de la brochure a été imprimée, le reste composé... Au dernier moment, j'ai donné l'ordre d'arrêter; c'est un sacrifice de deux à trois mille francs ».

Proudhon espère encore publier cette brochure avant de commencer le livre qu'il projette sur Voltaire. Et, en résumant ce que doit contenir la brochure, il donne comme une esquisse générale des sujets auxquels il consacrera l'ensemble de ses travaux de 1861 (*La Guerre et la Paix*), à 1863 (*Le Principe fédératif*) :

*Dans ma brochure, je voulais, une bonne fois, couler à fond ces fameux dadas de* nationalités, *de frontières naturelles, traités de* 1815 *dont on nous fait, depuis trente ans, sans y rien comprendre, un point d'honneur... Tout est obscur aujourd'hui sur ces choses... il faut apprendre enfin à ces gouvernements eux-mêmes ce qu'ils ignorent : la philosophie de la guerre, le sens des traités et la valeur de ce mot* nationalité.

C'est ainsi que depuis un assez long temps déjà — nous l'avons vu par la *Correspondance* — se forment les esquisses pour *La Guerre et la Paix, Les traités de* 1815 *ont-ils cessé d'exister* et *Le Principe fédératif.*

Proudhon est scandalisé par l'attitude des démocrates: « Vit-on jamais parti plus inepte que le nôtre ? Comment ! la majorité en France et en Europe se prononce contre la guerre; il semble en conséquence, que des gens qui se disent républicains (hommes de la chose publique), des démocrates, des partisans du suffrage universel (du principe des majorités) vont se ranger du côté de l'opinion du plus grand nombre; point du tout : ils sont de l'avis du prince; ils soutiennent le despote !... Tout le monde, en France et en Europe, comprend que, dans la situation actuelle, la *paix* c'est la *mort du despotisme !* Il semble que des républicains doivent donc, à tout prix, affirmer la paix. Point du tout, ils prêchent la guerre. On dit même qu'Emile Ollivier s'est montré, dans le corps législatif, un de ses plus chauds partisans... »

Voici comment Proudhon juge Emile Ollivier : « Je ne vous dis rien pour Emile Ollivier. Bornez-vous à lui rendre son bonjour; je désire ne pas m'avancer avec lui. Il a de l'intelligence,

du talent. Je crains qu'il ne manque un peu d'autre chose que je prise plus que cela ».

Ainsi donc, Proudhon a supprimé une publication, à moitié imprimée et composée, parce que, malade, il sentait que *tout cela laissait à désirer,* et qu'il a mieux aimé faire un sacrifice que de compromettre sur une question brûlante son nom et ses idées.

*Aujourd'hui,* répète encore Proudhon, le 22 mars, *on peut dire que la question d'Italie a tué l'empire au dehors dans l'opinion... On sépare la nation française de son gouvernement; pour la première, tous les éloges, toutes les marques de sympathie; pour le second, un souverain mépris.*

Proudhon vient pendant tout l'hiver de souffrir d'un catarrhe qui l'a tenu quinze jours sans sommeil, sans repos ni relâche, et dans l'impossibilité de se coucher; et c'est au commencement d'avril qu'il commence à se remettre au travail. Proudhon n'avait jamais eu beaucoup de sympathie pour Blanqui — en trop de points se heurtaient leurs caractères — mais il était trop équitable pour ne pas estimer la pureté du grand révolutionnaire; aussi, dans le *Carnet 11,* à la date du 17 avril 1855, rencontrons-nous une protestation contre l'arrestation de Blanqui : « nouveau et horrible trait de l'esprit réactionnaire du Gouvernement français ».

Après avoir écrit que la guerre est impopulaire en France, mais que le gouvernement espère amener le pays à convenir que la guerre qu'il entreprend est juste, Proudhon ne s'étonne pas de la suite des événements, lorsqu'il apprend que les Autrichiens sont entrés dans le Piémont d'un côté, et les Français de l'autre. Le 27 avril, l'annonce de la guerre par les journaux suscite cette réflexion que Proudhon note aux *Carnets :* « Napoléon, c'est la contre-révolution. Que peut-il faire ? Rien, rien, rien ».

Et, sous une autre forme, Proudhon écrit le 8 mai : « Encore un milliard à inscrire sur le Grand-Livre, et cinquante mille ou cent mille hommes pour *rien, rien, rien !...* Tout ce que je déplore, c'est de voir la France tellement endoctrinée de vieilles nobleries jacobiniques et impérialistes, qu'il a presque suffi des mots de nationalité et autres pour la faire consentir à cette expédition absurde de laquelle nous ne pouvons sortir que les mains vides, comme nous avons fait en Crimée, ou ruinés de fond en comble si la guerre se généralise, comme en 1814 et 1815. »

Proudhon, qui s'est remis au travail, prépare la première des brochures de deux cents pages dont la série aura pour titre *Philosophie populaire.* Ce seront des développements sur toutes

sortes de sujets, écrits *à bâtons rompus;* les principes seuls serviront de lien et formeront l'unité de l'ensemble. Proudhon a « la besogne taillée, des notes accumulées pour trente numéros ». Mais, parmi les travaux de Proudhon, le plus important est celui qu'en ce mois de mai 1859 il annonce à Chaudey : « Je termine un manuscrit qui pourra donner deux cents pages d'impression, format Charpentier. Le sujet est *La Guerre et la Paix.* C'est une espèce d'étude historique sur la manière dont la civilisation, débutant par la guerre, tend à une pacification universelle. Je compte mettre sous presse avant la fin de la quinzaine et paraître courant juillet ». En fait, les deux volumes de *La Guerre et la Paix* ne seront publiés que deux ans après et ils comprendront, non pas deux cents pages, mais, le premier quatre cent quatre pages, et le second quatre cent vingt-quatre, soit, ensemble, plus de huit cents pages; mais le plus curieux n'est pas que Proudhon ait vu ainsi, pendant l'année suivante, son œuvre prendre des dimensions plus étendues, mais c'est l'illusion qu'il se fait et qu'il continuera à conserver jusqu'à la publication : « Il y a là des choses fort curieuses, quoique de simple bon sens ».

Le 12 mai, Proudhon inscrit dans ses *Carnets* une note qui donne un exemple à l'appui de l'idée générale exprimée dans la lettre à Bouteville du 16 janvier. Parmi les raisons pour lesquelles Proudhon souhaite que la guerre devienne impossible sont : *la France, la civilisation et la liberté.* Et, le 12 mai, il écrit dans les *Carnets :* « Le Piémont a mis un empressement singulier à saisir l'occasion de la guerre pour suspendre toutes les libertés publiques... »

En même temps, Proudhon pense que la guerre d'Italie a si profondément ébranlé la position en Europe de Napoléon III que « tout est préparé pour une *substitution* ». On fait courir le bruit qu'au premier revers on escamote l'Empire, on proclame le comte de Paris... mais, ajoute-t-on : « Les républicains sont là et si les d'Orléans tirent les marrons du feu, ils ne les mangeront pas !... Voilà ce que j'entends; c'est digne de figurer à côté de ce que je lis. Quel fumier que cette génération au milieu de laquelle nous avons l'honneur de vivre ! mais quelles belles fleurs il doit en sortir, si peu qu'il y tombe de bonne graine !... »

Le bilan de la guerre ne peut être que négatif. Le 26 mai, à Gouvernet : « Quoi qu'il arrive des chances de combat, il est clair que même en étant victorieux, nous aurons dans trois mois, trois cent mille hommes hors de combat, cinq cents millions de dévorés, autant à emprunter, et pour quel résultat ?... Ce sera

une mystification pire que celle de Crimée... Les Autrichiens, à ce qu'on assure, ont été encore plus maltraités (que nous). Mais leurs morts ne font pas revivre les nôtres; leur argent perdu n'entre pas dans notre caisse et c'est ce qu'il y a de désastreux dans cette guerre qui laisse le vainqueur sans nulle compensation... »

En juin, comme « les forces ont commencé à revenir, et, avec les forces, les idées », Proudhon continue son travail; mais son manuscrit a pris un développement beaucoup plus vaste et il songe à diviser sa publication sur la question de paix, de guerre, de droit international : « je vous donnerai quelque chose de précis, de net, de fondé, en fait et en droit, et cela ouvrira aux esprits une nouvelle porte sur l'avenir ». C'est *La Guerre et la Paix*, déjà annoncée à Chaudey en mai. Et, dans cette lettre du 6 juin, Proudhon résume, au sujet de ce livre, ses intentions qui vont être si inexactement comprises. Afin d'éclairer son œuvre, il est utile d'exposer son dessein comme il conviendra d'entendre ses protestations en face des critiques. Voilà l'atmosphère dans laquelle l'œuvre a été voulue et écrite :

*Ce qui se passe appelant mon intention sur la politique internationale, je me suis demandé tout d'abord ce qu'était cette politique, sur quoi elle était basée et j'ai trouvé que, ni en France, ni ailleurs, il n'y avait de* principes. *J'ai consulté les auteurs, Grotius par exemple..., beaucoup d'érudition, de traditions, de coutumes; mais de principes, néant... J'ai demandé à notre tradition révolutionnaire ce qu'elle savait ? Rien. Alors je me suis recueilli; j'ai lu des journaux, des brochures, de l'histoire, etc... J'ai repris mes formules, mes séries, mes catégories, et je suis arrivé à comprendre quelque chose. C'est de l'archi sens commun, et pourtant cela ne se trouve nulle part. Vous en aurez la primeur.*

*Ce qui est sûr, c'est que le gâchis est en Europe, et que la guerre d'Italie y met le comble* (5 juin). Et, le 1er juillet (à Gouvernet) : *Nous allons de victoire en victoire; mais loin que cela me fasse revenir de mon dire, je m'y opiniâtre de plus en plus, et je demande toujours à quelle fin cette abominable fauchaison d'hommes. Il faut compter au moins cinquante mille hommes tués, blessés ou manquants à Solférino, pour les deux armées... C'est épouvantable.*

Le même jour, aux Garnier frères, il répète : « Nous allons de victoire en victoire. Mais cette chance heureuse ne me réconcilie point avec la guerre ».

La victoire de Solférino donnait raison au dégoût de Prou-

dhon pour la guerre : après douze heures de lutte entre les deux armées, le champ de bataille était devenu un charnier et la description qui en était donnée par les correspondants de presse avait provoqué une très vive émotion. Et, à la suite des préliminaires de Villafranca, Proudhon, en écrivant à Charles Beslay (le 26 juillet), conclut ainsi ses réflexions sur l'armistice : « Napoléon III, continuateur de son oncle et du système conservateur de Louis-Philippe, ne pouvait pas *révolutionner* l'Italie; il ne pouvait pas, même, avec des victoires, obtenir l'entière évacuation de l'Italie, par les Autrichiens, parce qu'il aurait fallu les poursuivre *chez eux,* toucher à la terre fédérale, ce qui lui mettait l'Allemagne sur les bras. La France avait réveillé en Allemagne les passions nationales et elle était menacée d'une seconde guerre sur le Rhin. Napoléon III ne pouvait pas toucher à la papauté, enfin, ce qui lui aurait enlevé le plus net de ses partisans. Joignez à tout cela que la guerre a dû lui paraître trop meurtrière et ses lauriers trop chers. Bref, il a offert la paix, ce qui signifie qu'il en avait besoin, autant au moins que son frère impérial, François-Joseph ».

Proudhon, en juillet 1859, a donc vu, avec netteté, les raisons pour lesquelles Napoléon a eu besoin de la paix, comme il avait aperçu les motifs expliquant pourquoi l'empereur avait eu besoin de la guerre : « Si Napoléon III avait voulu pousser la guerre à fond, il allait avoir toute l'Allemagne sur les bras »; et c'est au reste ce que Proudhon avait écrit à Gouvernet, dès le 5 décembre 1858, en lui disant : « On arme partout, sur mer et sur terre; toute l'Allemagne, Prusse, Autriche et Confédération germanique est unie... Au point de vue politique, Napoléon ne peut pas et ne veut pas révolutionner l'Italie, il ne peut pas détruire l'Eglise, le catholicisme, la papauté, les princes légitimes... Au point de vue de l'histoire, il est le continuateur, à la fois de la réaction de son oncle contre la République et de la politique conservatrice et bourgeoise de Louis-Philippe... Toute cette campagne aura été un crime; mais faites comprendre cela aux chauvins ! » (20 juillet, à Gouvernet.)

Le 20 juillet 1859, dans la lettre qu'il adresse à Charles Beslay, Proudhon parle de son séjour en Belgique et il se demande quand il rentrera en France : « En supposant ma contumace purgée, reste la loi de sûreté générale, que je n'affronterai pas. J'y suis bien décidé, je ne rentrerai en France qu'avec la liberté. Aussi, comme je ne veux pas traîner avec moi des victimes, je songe aux moyens à prendre pour établir ma femme et mes enfants à Paris, quitte à recevoir de temps en temps leur visite. Ma

femme s'acclimate difficilement à l'étranger; elle n'a pas, comme elle me le dit fort bien, *la ressource des idées.* Quant à mes filles, je craindrais que leur éducation et leur apprentissage ne souffre de leur séjour. »

Dans les *Carnets* du 20 juillet :

*L'impression causée par la paix de Villafranca se produit de tous côtés. La déception en Italie et en France est énorme. Il était temps qu'elle arrivât pour diminuer l'effet des victoires... L'enthousiasme de Solférino, Magenta, a été ridicule à voir; sans moyen d'appréciation, sans prévoyance, sans connaissance détaillée des faits, on applaudit comme à une nouvelle campagne de Marengo... Les républicains ont fait comme tout le monde... Le* Journal des Débats, *plus satisfait encore d'une paix qui écrase la Révolution qu'il ne l'avait été des victoires, prend la défense du gouvernement impérial, comme la presse anglaise. Les deux empereurs catholiques, comme dit Veuillot, ont reconnu la solidarité de leurs intérêts et l'ont scellée par une paix qui rive l'Italie à la papauté et à l'Empire. Actuellement, la réconciliation de l'Autriche avec la Russie est inévitable. La nouvelle Sainte Alliance est formée, dirigée à la fois contre le protestantisme et la Révolution. Tout le monde s'attend à voir bientôt le conflit éclater entre la France et l'Angleterre, alliée de la Prusse.*

## VI

Ce sont les événements extérieurs qui ont amené Proudhon à écrire *La Guerre et la Paix.* Sa correspondance et ses réactions à ce sujet ont été examinées dans le détail depuis les incidents qui ont précédé la guerre de Crimée et depuis ceux qui ont précédé la guerre d'Italie, et l'ont accompagnée, c'est-à-dire de l'automne 1853 à l'été 1859. Si d'aussi nombreuses citations ont été détachées des lettres et des *Carnets,* c'est dans une double intention. Grâce à ces citations, il était d'abord nécessaire de définir l'attitude d'esprit de Proudhon à l'égard de la guerre en général et à l'égard de la guerre de Crimée et de la guerre d'Italie. L'examen des textes a montré à la fois la constance de cette pensée et la précision avec laquelle se formulaient les raisons de son hostilité à la guerre, de sa critique de la politique extérieure

de Napoléon III. Pour le pays qui s'y laisse entraîner ou qui en prend l'initiative, la guerre, au XIXe siècle, a pour unique résultat des sacrifices humains et des pertes financières et économiques qui l'affaiblissent, qu'il soit victorieux ou vaincu, peu importe. Plus particulièrement la politique extérieure de Napoléon III a été néfaste pour la France; la guerre de Crimée et la guerre d'Italie, depuis six années, hantent la pensée de Proudhon et ont suscité ses réflexions lorsqu'il écrit *La Guerre et la Paix*. Ce sont elles qui ont détourné Proudhon de son indifférence, en matière de politique étrangère, et l'ont amené à s'intéresser à la structure de l'Europe. Car ces guerres n'ont pas eu seulement des effets malheureux au seul point de vue de la France; mais, si l'on considère la structure de l'Europe, elles tendent à détruire une chose fragile et précieuse, l'équilibre sur lequel reposent la paix et la civilisation européenne.

Proudhon va écrire dans *La Guerre et la Paix* que « les traités de 1815, amenés par de longues guerres, ont été justement inspirés par l'idée de l'équilibre entre les puissances, telle que toute suprématie politique, tout protectorat et conséquemment toute guerre d'ambition et de conquêtes soient rendus impossibles... Le mouvement de 1814-1815, continuant le mouvement de 1789 et amenant celui de 1830-1848, a produit tout ce que nous voyons : les guerres qui se sont faites depuis dix ans n'y ont rien apporté de fondamental, ni même d'utile. Tout ce qu'ont valu à la civilisation, à l'équilibre européen, au progrès du droit, les campagnes de Crimée et de Lombardie, pouvait être obtenu sans frais... »

Ces textes sont essentiels, si l'on veut comprendre et juger les idées de *La Guerre et la Paix*, dans leur inspiration. Et, parmi les conclusions de *La Guerre et la Paix*, celle-ci : « Les traités de 1815 ont créé en Europe un ordre de choses nouveau, indestructible, que le temps et l'expérience peuvent apprendre à perfectionner, mais auquel on ne pourrait porter atteinte qu'au détriment des peuples et de la civilisation ».

*Au détriment des peuples et de la civilisation;* aux yeux de Proudhon, cet équilibre européen, si lentement et difficilement conquis est la condition de la civilisation et de la paix des peuples — et celle-ci, elle-même, est *la condition de la Révolution et de la liberté.*

Il y a donc dans l'esprit de Proudhon un lien d'interdépendance entre ces trois termes : paix fondée sur l'équilibre européen, civilisation et révolution. On comprend l'indignation que suscitent

chez Proudhon les démocrates, lorsqu'ils applaudissent la politique extérieure de Napoléon III et le principe des nationalités menaçant pour la paix européenne. On imagine l'ironie avec laquelle il accueille les déclarations de ces démocrates « qui ont cru devoir *remercier* le gouvernement impérial *d'avoir déchiré les traités de* 1815 ».

Rappelons ici le passage de la lettre du 14 mars 1859 à Gustave Chaudey : « Tout le monde en France et en Europe, comprend que dans la situation actuelle, la *paix, c'est la mort du despotisme !* Il semble que des républicains doivent donc à tout prix, affirmer la paix. Point du tout : ils prêchent la guerre. »

Et c'est au nom de principes idéologiques que ces républicains démocrates applaudissent à la politique de l'Empereur : quelle ironie ! « Aujourd'hui, qu'y a-t-il ? Quelle question définie ? Quel fait nouveau ? Quel principe, hormis ce qu'on a appelé en 1848, socialisme... On parle de *nationalités,* mais l'histoire du monde n'est que le tableau des nationalités qui s'entredétruisent et s'absorbent; on parle de *frontières naturelles,* mais quand on regarde de près, on n'en trouve pas; on parle enfin des traités de 1815, mais ces traités ne sont que la conclusion légitime de la lutte des nations contre le despotisme impérial... » (Lettre à Mathey, du 11 avril 1859.)

Et le 8 mai : « Tout ce que je déplore, c'est de voir la France tellement endoctrinée de vieilles hâbleries jacobiniques et impérialistes, qu'il a presque suffi des mots *nationalités* et autres pour la faire consentir à cette expédition absurde... »

Proudhon (26 mai, à Gouvernet) pense que la politique extérieure de Napoléon III, soutenue par des républicains démocrates, l'a conduit à une entreprise, la guerre d'Italie, où il n'y a « ni raison, ni politique, ni à-propos, ni but : c'est en effet de vieilles *blagues* en circulation sur les nationalités, les *frontières naturelles,* les traités de 1815, auxquelles il faut joindre la fantaisie de Napoléon de faire campagne et de gagner bataille, plus encore le besoin qu'éprouve le gouvernement de distraire les esprits et d'allonger la courroie ». A cette politique folle, à cette entreprise « absurde », Proudhon oppose (le 14 mars, à Gustave Chaudey) une politique fondée sur la raison et sur l'histoire, une politique qui sauve la paix et garantisse les conquêtes faites, à la suite des longues heures du passé, depuis les traités de 1815 et les quelques garanties constitutionnelles qu'ils ont apportées : « Tant sur la question du système constitutionnel que sur celle de la politique internationale, il faut faire prendre aujourd'hui

une bonne position à la démocratie française; il faut montrer aux gouvernements étrangers que les principes de la Révolution dûment compris, leur offrent mille fois plus de sécurité que le vague des idées conservatrices et monarchiques... ».

*Il faut sauver la paix si l'on veut assurer les libertés politiques condition du progrès de la Révolution :* telles sont les conclusions que Proudhon donnera à *La Guerre et la Paix* dont la première esquisse est prête au printemps de 1859 et que, pendant deux années, Proudhon va considérablement développer, puisque le livre paraîtra en mai 1861 et aura deux volumes.

Les libertés publiques ? « En résumé, écrira-t-il dans ces conclusions, s'agit-il de droit et de libertés politiques ? Suivons le mouvement de 1814 à 1815 interprété par 1830... Nous n'avons pas à nous écarter de cette route. Existe-t-il une révolution plus radicale ? C'est la pensée de 48 : la nationalité, pas plus que la guerre, n'y sert à rien. Les nationalités doivent aller s'effaçant de plus en plus par la constitution économique, la décentralisation des Etats, le croisement des races et la perméabilité des continents. »

Se tournant vers les républicains démocrates, dans ces conclusions de *La Guerre et la Paix,* Proudhon leur dira : « Que la démocratie française, au lieu de ressasser de vieilles formules, de vieilles idées, de vieux paradoxes, au lieu de poursuivre des utopies surannées et de rallumer des passions éteintes, se mette à l'unisson des événements; et elle se convaincra que la guerre n'a plus la moindre raison de se faire; que, provoquée par des préjugés, des chicanes rétrospectives, elle n'aurait rien d'organique, de civilisateur, de libéral ».

Enfin — toujours dans les conclusions de *La Guerre et la Paix* — Proudhon s'adressera à la France, afin de lui montrer le rôle qu'il lui sera donné de jouer si elle comprend la grandeur de son destin : « La France tient entre ses mains la paix et la guerre... Ce que la France aura décidé arrivera. L'évolution guerrière est à sa fin. Cela résulte de toutes nos recherches. Voulons-nous la recommencer, cette évolution ? D'après les principes que nous avons successivement posés, l'analyse que nous avons faite des motifs et des causes, la situation à laquelle l'Europe est parvenue, il n'existe pas à cette heure un seul cas rationnel de guerre. La politique de guerre est épuisée... Mais tout peut servir de prétexte. Quel choisissons-nous ?... Allons-nous reprendre 1848 ou continuer 1859 ? Je pose la question à la fois aux républicains de février et aux conservateurs d'abord ralliés à

la République. Quand la France, toute-puissante par la pensée et par l'exemple, ne tire plus de fruit de ses victoires, renoncerions-nous à la pensée pour courir aux armes ? »

## VII

Que choisissons-nous ? Reprendre 1848 ou continuer 1859 ? Renoncerons-nous à la pensée pour recourir aux armes ?... L'humanité ne veut plus la guerre... Telle est la question que pose Proudhon aux dernières lignes des conclusions de *La Guerre et la Paix.*

Proudhon a choisi la paix parce que celle-ci est la condition de la civilisation, de la Révolution, et de la liberté; l'inspiration de *La Guerre et la Paix,* tout entière sort de cette pensée, tout nous le prouve, la correspondance comme les *Carnets* pendant les six années qui précèdent et qui accompagnent la rédaction de *La Guerre et la Paix.*

Les intentions personnelles de Proudhon ont été éclairées, par la *Correspondance* et les *Carnets,* d'une si vive lumière qu'il semble qu'aucun doute, qu'aucune hésitation ne puissent s'insinuer dans l'esprit du lecteur.

Le choix de Proudhon est net; son idée claire; son inspiration certaine; pourtant, *La Guerre et la Paix* a été, aussitôt, auprès de ses amis, et elle est restée, auprès de certains, un objet de *scandale.*

Il ne faut pas craindre de le dire. Les erreurs suscitées par l'interprétation de *La Guerre et la Paix* viennent de cette légèreté paresseuse qui se satisfait d'effleurer une œuvre et ne cherche pas à en pénétrer la signification profonde. Elles viennent de la malignité et des passions partisanes. Enfin, une personnalité aussi entière que celle de Proudhon est de nature à soulever des antipathies instinctives et créatrices de partialité.

Si l'on veut comprendre d'une façon plus précise les raisons de ces interprétations tendancieuses, il suffira de dire, pour les expliquer, la cause de tout le malentendu suscité par *La Guerre et la Paix.*

On a dissocié ce livre d'un ensemble d'œuvres dont il fait partie intégrante. Les lecteurs n'ont pas pris la peine de recomposer les fragments morcelés d'un tout dont le premier volume est *La Justice dans la Révolution et dans l'Eglise,* le second, *La Guerre*

*et la Paix* et le troisième, la série d'ouvrages sur *L'Unité en Italie*, *Les Traités de* 1815 et *Le Principe fédératif*.

En outre, il est indispensable de situer cet ensemble de livres qui paraissent entre *La Justice* et *La Capacité politique*, c'est-à-dire entre 1856, année où Proudhon commence *La Justice*, et 1864.

Rappelons que l'évolution de Proudhon — car il y a eu évolution de sa pensée — comprend trois époques : celle de 1838 à 1848, celle de 1848 à 1855, celle enfin, de 1856 à 1864, époque à laquelle appartient *La Guerre et la Paix*.

Rapprochons d'abord *La Guerre et la Paix* de *La Justice*. Entre ces deux livres, il y a un lien étroit que soulignent et la deuxième édition de *La Justice* parue en octobre 1860, et des passages entiers de *La Guerre et la Paix*, parue en mai 1861.

*La justice est le principe et la fin de la société, elle est la base et le pivot de toute croyance..., elle est pour l'humanité force motrice et cause finale... La justice est en l'individu, à la fois réalité et pensée souveraines...* Toutes ces définitions de la justice sont empruntées au texte même de *La Guerre et la Paix*.

Pour Proudhon, la guerre est un fait beaucoup plus psychologique que politique et matériel. C'est dans la conscience que l'on doit étudier ce fait de l'âme humaine *si l'on veut y comprendre quelque chose*. Etudiée sous cet angle et avec cette méthode psychologiques, l'histoire de la guerre donne un grand enseignement : *l'immanence et la réalité de la justice*.

Or, que nous apprend l'histoire de la guerre ? Proudhon, au cours de 1860, a préparé une deuxième édition de *La Justice*, laquelle était complétée par des *Nouvelles de la Révolution*, parues en fascicules. Or, la quatrième étude sur l'*Etat* et la cinquième étude sur l'*Education* sont intéressantes, si on rapproche des idées de *La Guerre et la Paix* les *Nouvelles de la Révolution* (2ᵉ volume de *La Justice* dans les œuvres complètes, avec des notes de C. Bouglé et J.-L. Puech, p. 313 et p. 459).

Dans les premières *Nouvelles de la Révolution* jointes à la quatrième étude, *Des causes de l'agitation contemporaine*, Proudhon écrit ceci : « Le congrès de Vienne avait été chargé, après défaite de Napoléon, de régler le droit public de l'Europe. Les idées étaient dans l'air; il était impossible à la diplomatie... de s'y soustraire. Deux grands principes, plutôt impliqués qu'exprimés, forment la base de la pacification de 1815 : pour les puissances, l'obligation de garder entre elles un certain équilibre; pour les peuples, la promesse, l'espoir de constitutions. Ces deux prin-

cipes en entraînaient d'autres, soit comme corollaires ou conséquences, soit à titre de voies et moyens.

« Quelle serait, par exemple, la règle à suivre pour la délimitation des Etats ? Quelle part à faire à la nationalité, à la géographie, à la tradition, aux nécessités présentes ? Un Etat donné ne reste pas immobile... Quelles ont été les prévisions du Congrès (de Vienne) ? Une atteinte grave est portée par l'une des puissances à l'équilibre, à la sécurité de l'Europe. D'où viendra la répression ? Comment s'organisera-t-elle ?... Quoi enfin, si une nation est en désaccord avec son gouvernement ?... S'il y a révolution ?... On évitera de trop parler, de trop prévoir, de trop définir... Tels quels cependant, les traités de 1815 étaient l'ébauche de la constitution de l'Europe. »

Ainsi, les traités de 1815 apparaissent à Proudhon, non pas seulement comme l'esquisse d'une recherche d'un équilibre encore instable, mais comme l'*ébauche de la constitution de l'Europe*, l'amorce d'une lointaine fédération européenne : « C'était, pour les peuples, le seul gage de leurs libertés; pour les intérêts, l'unique garantie de sécurité et d'ordre ». Et dans la Sainte Alliance proposée l'année suivante à la signature des puissances, Proudhon voit un curieux paradoxe, un traité dont l'objet était de créer entre elles une mutuelle garantie; d'inaugurer dans la politique internationale l'ère des *principes* — « ce qui n'était rien de moins qu'un serment à la Révolution, en présence de la Sainte Trinité... ».

Les *Nouvelles de la Révolution* qui complètent la cinquième étude sur l'éducation ont pour titre : *Des causes de l'histoire et de l'enseignement mutuel des peuples*. Pendant trois siècles, la Révolution française était préparée par le travail incessant de la philosophie, de la littérature, des sciences, et par l'éclosion des idées économiques. L'idée de 1789 était universelle, impersonnelle. C'est pour cela qu'elle a envahi l'Europe. La France de 1789 fut pendant quinze ans l'organe principal du mouvement. Ses guerres étaient des guerres de propagande... Les peuples accueillaient la Révolution... En défendant la Révolution, la France était le moniteur du progrès : « Avec l'Empire, la situation fut changée; à la place de l'idée, il y eut un homme. Aussitôt, tout redevient hostile; après avoir longtemps foulé les nations, la France impériale est deux fois envahie, et, pour unique châtiment, pour garantie de paix envers l'Europe coalisée, invitée à rétablir chez elle le gouvernement représentatif, œuvre principale de la Révolution ». « Les alliés auraient pu démembrer la France : ils se contentèrent de faire ce que fit, en 1688, Guillaume

d'Orange pour l'Angleterre. En agissant ainsi, la coalition alliée obéissait à *un principe, au principe de l'équilibre européen* ».

Ainsi, avec de plus en plus de netteté, voit-on se dessiner dans les *Nouvelles de la Révolution* les idées qui vont inspirer Proudhon, non seulement dans *La Guerre et la Paix,* mais dans les trois autres livres qui forment avec cette œuvre un tout. Les *Nouvelles de la Révolution,* écrites en 1860, sont intercalées dans la deuxième édition de *La Justice* (octobre 1860). Première édition de *La Justice* et *Nouvelles de la Révolution* précisent le sens de *La Guerre et la Paix.*

## VIII

*La Guerre et la Paix,* qui paraît dix ans après, doit être rapprochée de l'*Idée générale de la Révolution au* XIX^e^ *siècle :* Y a-t-il ou non contradiction entre le Proudhon de 1851 et le Proudhon de 1861 ?

« Plus d'antagonisme et plus de guerre », disait en 1851 l'épilogue de l'*Idée générale.* Et, dans *La Guerre et la Paix,* Proudhon affirme qu'il existe un droit réel, positif, incontestable de la force :

*Le droit le plus anciennement reconnu dans l'histoire : la guerre, est un fait divin... la guerre est une révélation de la justice et de l'idéal; la guerre est la discipline de l'humanité.*

La guerre est « indispensable au développement moral de l'humanité; elle donne le relief à notre vertu et l'empire aux plus dignes... La guerre est la première institution du groupe primitif: supprimer la guerre serait détruire l'esprit guerrier ». Or « l'homme de guerre est plus grand que nature : il se sent plus digne, plus fier, plus sensible à l'honneur, plus capable de vertu et de dévouement ».

On imagine avec quelle délectation perfide les doctrinaires de la réaction ont cueilli, à travers les œuvres de Proudhon, ces formules déconcertantes. Habiles à tailler dans la riche étoffe proudhonienne, avec ces coupes rapiécées, ils fabriquaient et faisaient endosser à Proudhon un manteau d'Arlequin. Celui-ci n'avait plus rien ni de la forme ni de la couleur ni de la pensée proudhoniennes. Mais l'important était de faire servir à leurs desseins un des plus authentiques révolutionnaires. Selon eux, en 1861, Proudhon se serait repenti : il aurait contredit les idées de *La*

*Justice dans la Révolution et dans l'Eglise,* publiées trois ans auparavant ! Ces deux œuvres dresseraient l'un contre l'autre deux Proudhon entre lesquels il faut choisir. Ces ingénieux artificiers de la contre-révolution prétendaient même retrouver, parmi les écrits antérieurs, des morceaux qui présageaient déjà *La Guerre et la Paix.* Tel, par exemple, ce passage d'un article paru dans *La Voix du Peuple,* le 8 janvier 1850 :

*Depuis trente ou quarante mille ans, nous nous dévorons les uns les autres... Non, il n'est pas vrai que la liberté luise pour tout le monde; la justice n'est qu'un rayon échappé du monde intelligible; l'union et la paix, parmi les hommes, une illusion des honnêtes gens. L'homme est, avant tout, un animal guerrier : c'est par la guerre qu'il se manifeste dans la sublimité de sa nature, c'est la guerre seule qui fait les héros et les demi-dieux...*

Et, dans le même article, il ajoutait :

*Il faut reconnaître que, jusqu'ici, le consentement universel a parlé pour eux (ceux qui pensent que la vie collective résulte d'une exploitation réciproque); la nature entière leur rend témoignage. Sur la question révolutionnaire, catégoriquement posée depuis février* (1848), *je voyais d'un côté la raison philosophique dire : oui; de l'autre, la pratique populaire dire : non.*

Mais, si l'on poursuit la lecture de cet article jusqu'à sa conclusion, on s'aperçoit qu'après avoir nettement posé les raisons de son doute, Proudhon répondait aussi nettement à celui-ci :

*Je suis partisan de la liberté et de l'égalité... Mais, je n'entends pas affirmer pour cela d'une façon absolue que ce soient choses providentiellement et naturellement bonnes, utiles, morales, conformes à l'harmonie des mondes et à notre destinée ultérieure. Si le développement historique nous y pousse, le sentiment universel y répugne. Il y a des raisonnements invincibles pour, et une tradition immémoriale contre. Mais la Révolution, qui est aussi de la destinée, nous a dit, nous plaçant au bord du fossé : ou vous sauterez, ou vous rétrograderez. Or, nous avons appris, par les ruines de vingt sociétés éteintes, quel sort attend les peuples rétrogrades. Nous ignorons où peut nous conduire le dédain de nos routines. En avant donc : à la vie ou à la mort, marchons...*

Qu'apprend l'histoire de la guerre ?

L'histoire de la guerre apprend aux hommes que la guerre est irréformable — il n'y a plus de place que pour ses horreurs et pour ses vices. Aussi, Proudhon pense-t-il que « l'évolution guerrière est à sa fin; cela résulte de toutes nos recherches », écrit-il dans *La Guerre et la Paix.*

*... D'après les principes que nous avons successivement posés, l'analyse que nous avons faite des motifs et des causes, la situation à laquelle l'Europe est parvenue, il n'existe pas à cette heure un seul cas rationnel de guerre. La politique de guerre est épuisée et nous savons à quoi nous en tenir sur la question économique...*

*Quant à la manière dont se produit la justice économique, en d'autres termes la juste répartition des services et des produits, la guerre nous l'a apprise. C'est toujours la lutte et la concurrence des forces, non plus lutte sanglante, mais lutte du travail et de l'industrie, d'après le principe que, comme le héros se fait connaître aux coups, l'ouvrier se juge à l'œuvre.* (Conclusions, p. 498-508.)

Les tout derniers mots des conclusions, dans *La Guerre et la Paix* sont : *L'Humanité ne veut plus la guerre, comment disparaîtra la guerre ?* Dans la réponse donnée par Proudhon à cette question, se retrouvent et sa philosophie de l'histoire, dans la mesure où Proudhon est arrivé à fixer celle-ci, et les fondements psychologiques donnés par lui au problème de la conscience, de la justice et de la sanction morale. La réponse de Proudhon est celle-ci : « De même que la religion, de même que la justice, de même que le travail, la poésie, l'art, la guerre a été une manifestation de la conscience universelle, la paix ne peut être qu'une manifestation de la conscience universelle. »

Seulement, si cette réponse laisse l'esprit ainsi insatisfait, Proudhon apporte plus de précision dans les conclusions qu'il dégage des éléments que l'analyse spectrale de la guerre a présentés à son observation.

Ces conclusions plus nettes ont trait d'abord à l'éducation de l'homme, à la formation du citoyen et à l'utilisation qui peut être faite à ce point de vue des vertus guerrières. C'est là un point de départ qui permet à Proudhon de définir et de développer une philosophie et une morale sociales fondées sur la mystique du travail.

De tous les éléments que l'analyse historique de la guerre a présentés à sa méditation, Proudhon ne retient que l'émulation héroïque : « Il faut reconnaître que le travail fournira à l'antagonisme un champ d'opération autrement vaste et fécond que la guerre... L'empire au plus vaillant, a dit la guerre. Soit, répondent le travail, l'industrie, l'économie. De quoi se compose la vaillance de l'homme, d'une nation ? »

« N'est-ce pas de son génie ? de son caractère, de sa conscience acquise, de son industrie, de son travail, de sa richesse, de

sa sobriété, de sa liberté, de son dévouement patriotique ? Luttons donc; nous n'avons que faire de nous attaquer à la baïonnette et de nous tirer des coups de fusil... L'humanité travailleuse est seule capable d'en finir avec la guerre, en créant l'équilibre économique, ce qui suppose une révolution radicale dans les idées et dans les mœurs ». Cette expression rencontrée déjà à propos de *La Justice,* marque nettement les liens étroits qui rattachent le livre de *La Justice* à ceux qui l'ont suivi et notamment à *La Guerre et la Paix.* Encore ici il ne faut pas craindre de répéter que les œuvres de 1856 à 1864 ont leur source dans *La Justice* et forment un tout.

Proudhon a constaté que l'histoire de « l'humanité est une suite de guerres et d'exploitations ». Il veut rester un réaliste. Alors, il se tourne vers la seule issue : utiliser cet instinct guerrier, qui est dans la nature de l'homme, le faire dévier de la guerre vers la concurrence et l'émulation. Proudhon n'a pas l'illusion qu'on peut détruire des instincts « immémoriaux et irréductibles », mais il pense qu'on peut les transposer, les transfigurer, et les faire servir à une rénovation de l'humanité. Il faut transfuser l'esprit guerrier et le droit héroïque dans le travail et dans toutes les formes de l'activité créatrice de l'individu, de la société et de l'Etat : « Afin de produire, dit-il, des héros, des hommes forts, des aristocrates, doués du sens belliqueux et du goût du risque... »

Le problème pratique qui se pose est donc de *transposer la valeur créatrice de la guerre sur un autre plan :*

*L'héroïsme doit céder la place à l'industrie; le travail offre à l'antagonisme un plan d'opérations bien autrement vaste et fécond que la guerre...*

Georges-Guy Grand a raison lorsqu'il dit qu'« *il n'y a pas désaccord, mais continuité réelle* entre *La Justice* et *La Guerre et la Paix* ».

Déjà, dans *La Justice,* Proudhon avait touché au problème de la guerre et annoncé le livre de 1861. Lorsqu'il parle de droit de la guerre, « bien que ces mots semblent rugir de se voir accouplés », il s'écrie : « Désormais, le règne de la guerre est fini », l'humanité ne veut plus la guerre, mais la science, l'économie, le contrat et le droit :

*C'est toujours la lutte ou la concurrence des forces, non plus lutte armée et sanglante, mais lutte de travail et d'industrie. Ces autres combats n'exigent pas moins de résolution, de dévouement, de mépris de la mort et des voluptés...*

Marchons, du droit de la Force au droit du Travail et de l'absolutisme au contrat. Et, en effet, la guerre seule peut garder l'humanité dans une lutte sans trêve, *dans un état de tension constante.*

Proudhon veut une paix qui fasse de chaque citoyen un héros, et de chaque nation une fédération d'aristocrates. Proudhon croit à l'aristocratie des obscurs.

Une société fondée sur le droit économique — une paix qui ne soit pas veule, amollie ou ensommeillée, qui n'ait pas chance de conduire cette société à la décadence; une paix galvanisée « *grâce à une concurrence belliqueuse dont les victoires soient productrices* », non d'exploitation et d'oppression, mais productrices de droit, de conquêtes sur la nature et d'exaltation créatrice.

L'existence qu'enfant Proudhon a menée, son amour pour la campagne et pour l'indépendance du paysan, l'exercice du métier de correcteur-compositeur, voire même ses fonctions de commis batelier, ses voyages sur le *Dragon*, parmi les mariniers, toutes ses expériences s'unissent pour composer en son imagination un nouveau type d'homme qu'Edouard Berth appelle le travailleur social dont les représentants les plus élevés posséderaient des vertus héroïques.

La transfiguration s'étend également et au travail lui-même, et à l'atmosphère de l'atelier où les individus sont aptes à travailler sous le stimulant de trois vertus : l'enthousiasme de l'artisan-artiste — l'émulation du membre d'une équipe — l'orgueil de la production qui anime le paysan propriétaire :

*Je ne connais pas de plus grand plaisir, me disait un paysan philosophe, que de labourer; quand je vire mes sillons, il me semble que je suis roi, car cultiver la terre est par excellence la fonction de l'homme, de même que soigner le ménage est ce qui sied le mieux à la femme...*

Proudhon ne s'est jamais laissé gagner par la séduction que sur certains esprits exerce l'idée du travail attrayant; tout au contraire, Proudhon savait que dangereuse pouvait être une facilité amollissante et qui déprime. Proudhon savait que le travail était un complexe de peine et de joie et qu'au commencement de toute œuvre il y a un effort.

Aussi, tient-il à distinguer nettement du travail attrayant cet amour du métier et cette joie intime et profonde qu'on goûte à l'exercice d'un métier, à la tension d'un effort.

*Ce n'est pas ici cet attrait passionnel qui devait, selon Fourier, jaillir comme un feu d'artifice, du milieu de séries de groupes con-*

*trastés, des intrigues de la* cabaliste *et des évolutions de la* papillonne.

Rappelons l'analyse de Proudhon citée plus haut :

*C'est une volupté intime à laquelle le recueillement de la solitude n'est pas moins favorable que les excitations de l'atelier et résultant pour l'homme de travail du plein exercice de ses facultés : force de corps, adresse des mains, prestesse de l'esprit, puissance de l'idée, orgueil de l'âme par le sentiment de la difficulté vaincue, de la nature asservie, de la science acquise, de l'indépendance assurée;* communion *avec le genre humain par le souvenir des anciennes luttes, la solidarité de l'œuvre et la participation égale au bien-être.*

Tel qu'il apparaît à Proudhon, le travailleur social présentera une figure complexe. Il liera entre eux producteur, citoyen, père de famille et l'honnête homme dont la culture de soi est aussi nécessaire à la cité que le dynamisme des forces productives ou les vertus de la famille. Famille, cité, économie productive sont interdépendantes. Ce chef de famille, producteur et citoyen, unit à l'intérêt personnel du paysan propriétaire l'enthousiasme d'un soldat des guerres de la Liberté, les vertus de l'artisan-artiste, type nouveau de la grandeur humaine, selon la forte expression d'Edouard Berth.

## IX

Le livre vient à peine de paraître en mai 1861, que se manifestent les réactions de ses amis qui, selon leur nature, s'expriment sous une forme plus ou moins violente.

Dès le 27 mai 1861, Proudhon écrit au citoyen Rolland : « Il paraît que mon livre produit des quiproquos assez amusants : Un gros Flamand disait ici l'autre jour : Bon, voilà qu'on nous fait l'éloge d'Hercule, moi je ne veux pas d'Hercule ».

Des quiproquos aux indignations, comme c'est le cas de Charles Edmond, à propos de jugements de Proudhon sur l'*Histoire de la Pologne*. Proudhon aurait désiré que Charles Edmond lui fît une réponse publique, car avec un ami « je serais plus sûr de me contenir sans que mon argumentation perdît rien de sa force ».

Le 7 juillet, Proudhon dira à Rolland qu'il a reçu la visite de Charles Edmond : « J'espérais le revoir avant son départ (de

Bruxelles), son amitié n'a pu aller jusque-là. J'ai cru démêler que mon dernier ouvrage me l'avait aliéné... En deux mots, Charles Edmond m'est venu voir pour l'acquit de sa conscience, puis il m'a fui comme un indifférent, une connaissance inutile, presque un ennemi ».

Parmi les amis de Proudhon, il y eut ceux qui se fâchèrent sans retour et ne comprirent pas. Il y eut ceux qui s'étonnèrent et se scandalisèrent, tout d'abord, puis revinrent sur leur premier jugement, par exemple, cet ami de Boulogne-sur-Mer dont Proudhon parle à Rolland, le 27 mai 1861. Cet ami avait écrit à Proudhon qu'il avait tremblé à la lecture des deux premiers livres dans lesquels il a cru voir une justification du Césarisme; puis, comme il s'était *résigné* à poursuivre, il avait commencé à « respirer un peu au livre III ».

Charles Beslay avait d'abord dit à Proudhon : « *Je vous lis, mais je ne vous comprends pas.* Moi, je n'aime pas le militarisme, je ne veux pas de guerriers, etc... Cependant, j'ai foi en vous ». Le 17 juin, Proudhon lui répondait :

*Reçu vos deux dernières : l'une qui m'annonçait, à propos de mon livre,* la consternation de mes amis*; l'autre qui me fait voir qu'enfin vous commencez à comprendre et que vous me rendez plus de justice.*

*Comment avez-vous pu supposer que je voulusse, par une espèce de panégyrique ou d'apothéose de la guerre, éterniser le régime militaire ?... Pour moi, je vous ai mieux traité, quand j'ai vu votre désolation si mal fondée, je me suis dit : « Bon, l'ami Beslay n'est pas aussi* chauvin *que je le croyais; le voilà qui s'insurge contre la guerre. Je rétracte donc tout ce que j'ai dit de votre bonapartisme, vous êtes vous-même un argument de plus en faveur de ma thèse :* c'est fini de la guerre, la société n'en veut plus ».

Et Proudhon cherche à expliquer à Charles Beslay la méthode qu'il a employée pour arriver à la démonstration qu'il avait eu pour intention d'établir : « Je me bornerai à vous faire observer, pour que vous compreniez avec moins de peine, que pour en finir avec la guerre, il ne s'agissait pas de déclamer contre elle, comme font les amis de la paix; il fallait commencer par reconnaître ce qu'elle eut de grand, de moral, oui, de moral, de juridique, de sublime; montrer son principe, son rôle, sa mission, son but; cela fait, on prouvait alors et seulement alors, que le but étant atteint, ou à la veille de l'être, la guerre était finie, et finie, non par le bon plaisir des nations et des gouvernements, mais par l'accomplissement de son mandat... Je conviens que tout cela est fort

extraordinaire et en dehors des idées reçues, mais, mon cher ami, il n'y a rien de plus merveilleux que l'homme, et nous n'en connaissons encore presque rien ».

Le 3 juin, Proudhon disait à Rolland l'émotion qu'il ressentait en présence de l'incompréhension que rencontrait *La Guerre et la Paix* :

*Je vous écris les doigts frémissants d'impatience. Décidément, il paraît que mes lecteurs ont de la peine à me comprendre. Langlois me mande qu'avant de me donner pleine et entière adhésion il a dû me lire deux fois. Et je vois que vous allez le même chemin... Tous mes amis sont dans la* consternation : *ils ne comprennent rien; ou, s'ils comprennent, c'est pour désapprouver et gémir. Suis-je donc devenu fou, ou si le monde se crétinise ? Comment, voilà le degré d'abrutissement où nous sommes descendus ? On ne sait pas mieux lire que cela ?... Chacune de mes paroles est prise à contresens; chacune de mes intentions travestie, les choses les plus palpables tenues pour fausses. Ma pensée n'est pas un soleil pourtant, pour qu'elle aveugle ainsi le monde.*

Proudhon entend que sa pensée apparaisse en pleine clarté, à un ami qu'il aime d'une amitié si profonde qu'il ne veut pas voir s'y glisser le moindre malentendu, que sur elle pèse l'ombre la plus légère; il résume à Rolland la signification de son livre en le réduisant aux sept propositions suivantes :

1° La guerre est un fait beaucoup plus psychologique que politique et matériel; c'est dans la conscience qu'il faut l'étudier si l'on veut y comprendre quelque chose;

2° Ce fait de l'âme humaine est resté mystérieux, à cause de l'élément moral qu'il renferme et qui semble en contradiction avec l'effusion du sang qui est la forme extérieure de la guerre;

3° Cet élément moral oublié, méconnu, nié, malgré son évidence, est le *droit de la force*;

4° De l'intelligence, de la compétence de ce droit de la force se déduisent les lois de la guerre qui font de la guerre une véritable institution judiciaire, sur laquelle repose à son tour le droit des gens;

5° Malheureusement ces lois, dans la pratique, sont constamment violées, par suite de l'ignorance du légiste, de la passion du guerrier et de l'influence de la *cause première* de la guerre, qui n'est autre que le paupérisme et la cupidité;

6° Cette violation des lois de la guerre peut-elle être empêchée ? Non, la guerre est irréformable;

7° Donc, il faut que la guerre ait une fin, puisqu'elle n'est pas

susceptible de réforme; et cette fin, nous y touchons aujourd'hui.

La fin du militarisme *est la mission du* XIX^e^ *siècle, à peine de décadence indéfinie.*

Dans cette lettre du 3 juin, Proudhon s'emporte contre l'attitude prise vis-à-vis de la guerre d'Italie, et vis-à-vis du principe des nationalités par certains démocrates et certains républicains : « Quelles brutes que nos démocrates ! Je démolis le militarisme... en montrant sa fin prochaine; je donne une base au droit des gens, en prouvant contre tous les légistes qu'il y a une juridiction de la guerre, un droit de la force; en montrant que dans cette juridiction guerrière est la sanction première de tout droit humain, et l'on me chante que je *glorifie la force !*... Et ce sont les plus plats de nos chauvins qui me font ce reproche !... Quel gâchis dans ces têtes ! Quelle pauvreté d'appréhension ! Quelle incapacité de s'entendre ! Ah ! il y a chez moi un grand défaut : c'est que je ne me suis jamais douté du degré d'ineptie des hommes ! »

Le 10 juin, Proudhon qui vient de recevoir de Rolland deux lettres, du 7 et du 8, le remercie de sa lettre *fort belle :* « Vous savez maintenant ma pensée... Je savais bien que le point difficultueux de mon livre serait précisément ce *droit de la force* que j'ai pris tant de peine à expliquer. Mais je ne m'attendais pas à cette espèce de levée de boucliers, qui proteste contre une chose aussi élémentaire que celle-là. Vous ne sauriez imaginer les pauvretés qu'on me débite. Les uns voient dans la première moitié de mon livre une *ironie* prolongée, les autres y voient une antinomie : bref, on va à gauche ou à droite, mais jamais au fait, jamais surtout à l'idée. Cependant, attendu que je conclus en faveur de la paix, on se réconcilie, et l'on veut bien me tendre la main, quitte à m'insinuer que j'aurais pu abréger mon ouvrage de moitié, et me contenter d'une bonne bordée contre les militaires. *Faites donc des enfants à la Justice,* pour employer vos expressions, afin de les voir ensuite traités comme des bâtards !... »

Proudhon s'étonne que le public lui reproche de ne pas s'être contenté d'invectives contre la guerre et les militaires :

*Aller voir dans la guerre un phénomène grandiose, ayant des sources également dans notre indigence et notre conscience, et produisant par le broiement des Etats et des nations le progrès, il s'y refuse. Il trouve cela excentrique, paradoxal et pour tout dire, trop beau, trop au-dessus de l'homme. Nous sommes bien abaissés, bien crétinisés par le* bourgeoisisme*; que je serrerais volontiers, en ce moment, la main d'un chef de* Peaux-Rouges. *Au moins, celui-là*

*me comprendrait. Et quand après avoir reconnu en lui la force, je lui parlerais du droit de l'esprit, il ne le nierait pas : il s'inclinerait. Il trouverait merveilleux que je fisse de lui l'homme fort un industrieux, un savant, un artiste, un travailleur dont le droit s'augmenterait à mesure qu'il ajouterait à sa qualité première, la force, des qualités d'un ordre supérieur. Il n'aurait gardé en même temps de renoncer à sa force dans le droit de laquelle est la sanction de tous les autres droits.*

En dehors de ces lettres de juin 1861 au citoyen Rolland, la lettre la plus importante de Proudhon est celle qui éclaire le mieux ses intentions en écrivant *La Guerre et la Paix :* la lettre du 17 juin à A. Defontaine :

Ne vous laissez point trop étonner par ce paradoxe étourdissant du droit de la force. *Vous qui aurez lu mon livre de* La Justice, *qui en avez admis les principes, vous avez dû voir avec satisfaction, dans mon dernier ouvrage, la confirmation desdits principes.*

Ainsi, les principes, exposés dans *La Justice* ont trouvé leur confirmation dans *La Guerre et la Paix.* Ce deuxième ouvrage complète le premier : « C'est dans la conscience qu'on doit étudier le fait psychologique qu'est la guerre, si l'on veut y comprendre quelque chose ».

*La Justice* est, en effet, aux yeux de Proudhon, la source de tous ses ouvrages, de 1858 à 1864 :

*Quelle plus magnifique preuve puis-je donner de* l'immanence *de la Justice dans l'humanité que ce phénomène gigantesque de la guerre où s'unissent le droit et le carnage; de la guerre dans laquelle les nations ont cru comme à une juridiction d'en haut, et qui, en définitive, a été la force motrice de la civilisation. Maintenant la période guerrière touche à sa fin; la preuve, c'est la peur, que mon premier volume a causée à tous ceux qui l'ont lu, et qui ont craint d'y voir un panégyrique et un encouragement des mœurs guerrières; c'est, le dirais-je, l'oubli complet dans lequel est tombé depuis deux siècles, le droit de la force, à la suite duquel a été perdue l'intelligence des lois de la guerre et du droit des gens.*

Et Proudhon conclut ainsi sa lettre à Defontaine :

*Pour en finir avec la guerre, il fallait en faire l'autopsie, en ressusciter l'élément moral, en dire le principe, la raison, la mission; c'est en même temps, je reviens sur cela, confirmer le principe de la justice immanente d'une chose qui n'est rien que métaphysique, qui n'est pas du tout théologique, mais qui, à la fois, idée et sentiment, notion et réalité, constitue, selon moi, le pre-*

*mier principe de notre raison et la première puissance de notre âme.*

L'idée et le sentiment de la justice sont la première puissance de notre âme, comment cette apologie de la justice ne serait-elle pas la conclusion suprême du livre de *La Guerre et la Paix ?* Proudhon a voulu rendre service *aux libertés de tous les peuples* en les arrachant à une fausse tactique, en les poussant à la solidarité des nations, à leur mutuel équilibre, aux institutions libérales qui font *le caractère du* XIXe *siècle*. Par delà ces institutions libérales, en effet, Proudhon entrevoit un ordre de choses *nouveau.*

Cet ordre de choses est celui qui sera établi par la Révolution, dont la condition est la liberté. Cet ordre de choses nouveau sera fondé sur le droit économique.

Dans sa lettre du 7 juillet, à Rolland, Proudhon exprime les doutes que suscitent en lui ses lecteurs, lorsqu'il leur entend dire à chaque instant : *Je ne vous comprends pas. Que voulez-vous ? Où allez-vous ? A quoi bon !* J'ai écrit et récrit *La Guerre et la Paix*, au moins quatre fois. Je n'ai pas craint de me répéter, de tomber dans les redites; et malgré tout, on *ne me comprend pas ?* Qu'y a-t-il donc ? Dites-moi, vous qui m'avez compris, que dois-je faire ? par où prendre mon public ? Je suis désorienté... D'un côté, comme de l'autre, je ne vois que sujet de désespoir... De grâce, parlez, niez, redressez-moi. Ne laissez pas ma folie s'aggraver, si je suis fou ou halluciné; aidez-moi si je suis dans le vrai... »

Et le 12 juillet, ayant reçu la réponse de Rolland à cette lettre, Proudhon le remercie de son amitié compréhensive : « Votre amitié a deviné la mienne, j'avais besoin que quelqu'un me prouvât, par son interprétation, qu'il avait saisi le plan de mon ouvrage tel que je l'ai entendu exprimer, et, par conséquent, que cet ouvrage était intelligible; en second lieu, qu'un autre esprit que le mien pouvait être frappé des mêmes idées et s'y attacher ». Proudhon avait besoin de ce réconfort, car il venait d'être blessé par les critiques faites par Prévost-Paradol et par Cuvillier-Fleury, dans les *Débats :*

*M. Prévost-Paradol s'est imaginé sans doute que son article était sans appel et que mon livre était du coup exécuté... Quant à présent, je ne veux que chasser cette mouche et relever l'impertinence de MM. Prévost-Paradol et Cuvillier-Fleury, le premier ne se donnant même pas la peine de lire, le second trouvant fort bon d'appuyer l'opinion de M. Guizot de mon autorité, tout en m'allongeant un coup de pied.*

Heureusement l'étude que Gustave Chaudey consacre à *La Guerre et la Paix* vient contrebalancer les critiques dont le livre a été assailli. Et, le 20 juillet, Proudhon s'abandonne à la joie qu'il en a ressentie : « Mon cher ami, que je vous embrasse et qu'en même temps je vous fasse amende honorable. En voyant l'avalanche de clameurs qui s'élevaient contre mon livre, je me suis demandé, songeant à vous : Osera-t-il ?... Je vous ai offensé dans mon cœur, cher ami, car j'ai douté un moment de votre courage, mais cela venait de ma propre peur. Vous êtes plus brave mille fois que moi : que ce soit ma réparation envers vous. Vous avez osé dire ce qu'il vous semblait de mon livre, quand tout déclamait contre lui, depuis *le Journal des Débats,* jusqu'à *l'Ami de la Religion.* Mais, encore une fois, cette déclaration de votre part, nous lie d'un nœud nouveau; elle nous rendra forts. C'est pour la seconde fois que vous consentez à être mon avocat; cette fois au moins, vous n'aurez pas été interrompu par quiconque et quiconque aura commencé votre article, le lira sans s'interrompre jusqu'au bout... Vous n'avez rien voulu dissimuler. C'est beau à vous, c'est héroïque; il y a treize ans, en 1848, je fus seul un jour entre tous, avec le pauvre Greppo; mais Greppo ne savait ni parler, ni écrire; maintenant, il y a une voix, une plume puissante qui me fait écho : *non omnis moriar.* Encore une fois, je vous embrasse... Vous avez parfaitement compris que c'étaient nos démocrates qui avaient besoin d'être rassurés contre la peur du despotisme, se prévalant de la force brutale, et vous l'avez fait avec un grand bonheur d'expressions et une grande habileté. *Soyons forts !* c'est-à-dire cessons d'être lâches, soyons des hommes et nous serons libres ».

## X

De la *Correspondance,* les lettres, les plus importantes pendant les années du séjour en Belgique, ce sont les *Lettres au citoyen Rolland.* Elles commencent avec celle du 5 octobre 1858 et s'achèvent avec celle du 29 juillet 1862 — un mois et demi avant le retour en France. Restées inédites, elles viennent seulement d'être publiées, par Jacques Bompard. Dans la solitude où, en son exil, se trouve Proudhon, le citoyen Rolland joue son rôle. Il menait une existence difficile, mais pleine de dignité et éloignée

de toute intrigue. Rolland considère Proudhon comme son maître; et il a pour lui une admiration pleine de respect. En Belgique, Rolland a vécu très proche de Proudhon qui demeure à l'écart des autres Français réfugiés. Cette intimité a inspiré à Rolland, dans ses lettres, un portrait qui s'exprime ainsi, le 7 octobre 1860, lorsque Rolland rentre en France : « Qui donc dans cette Lutèce de boue me dira de ces fortes vérités que vous savez rendre évidentes en si peu de mots ? Qui m'enseignera désormais le droit et la justice, qui me parlera le langage du bon sens et de la vraie morale, comme vous le parlez, ô grand homme de bien? J'avais trouvé sur mon chemin, moi, pauvre plante grimpante, un chêne vigoureux en prenant pour ma part quelque peu de la sève qui surabonde en vous, et voilà que les cruelles exigences de la vie matérielle me forcent à renoncer, quelque regret que j'en aie, à la vie de l'intelligence, comme je ne l'avais jamais trouvée plus belle qu'à vos côtés. Il ne me reste qu'un espoir, mais celui-là m'est cher et il me serait cruel de le voir déçu, c'est que de temps à autre, vous réserviez pour moi quelques lignes de discussion, d'encouragement et d'amitié et que, de loin comme de près, vous continuiez à être ma boussole ».

Proudhon avait pour Rolland une estime profonde qu'il exprimait ainsi à Charles Edmond, le 9 mai 1860 : « C'est un bon et brave cœur, digne de toute confiance, esprit sain et large, quoique guilleret comme un Bourguignon, âme droite aussi éloignée du démagogue que du jacobin ».

Seules les lettres à Rolland découvrent ce qu'ont été pour Proudhon les cruautés de l'exil; une pudeur certaine l'a conduit à taire ses sentiments. D'instinct, Proudhon cherche à les dérober à ses amis, afin sans doute de se les dissimuler à lui-même. Mais on en trouve la trace et le signe, à certaines heures, dans la véhémence de son langage. Jacques Bompard a dit que, dans ses lettres à Rolland, Proudhon se révèle dans son naturel, avec ses espoirs et ses découragements, « avec la conscience de ses sentiments successifs et ses retours sur lui-même où il tente moins de s'excuser que de s'expliquer ». Les lettres à Rolland, peut-être davantage qu'aucunes autres, ont conservé cette flamme et cette jeunesse qui ont empêché ces pages brûlantes de se refroidir.

Pendant presque tout son séjour en Belgique, les épreuves qui constituaient la trame de son existence, n'ont pas cessé d'assaillir Proudhon. Celui-ci est si accablé de soucis, qu'il écrira à Marc Dufraisse (le 25 avril 1861) :

*Comme en bonne morale, je ne crois pas qu'il me soit permis*

*de m'occuper de la chose publique si je néglige mes devoirs domestiques, je suis résolu en cas de fiasco* de ces publications, *à me retirer de la carrière politique et littéraire et à ne plus m'occuper que de gagner mon pain.*

Au milieu de ses embarras, il est obligé d'envoyer des secours à son frère, alors qu'il ne sait pas où se procurer l'argent pour faire face aux soucis de maladie, ou seulement aux nécessités quotidiennes. Souvent, il se demande comment acheter le linge, la nourriture, comment payer le médecin. A l'automne de 1859, sa femme et sa fille Stéphanie sont l'une et l'autre malades, Proudhon fait lui-même un certain nombre de corvées et devient infirmier, femme de ménage, cuisinier. Le 25 novembre 1859, Proudhon confiant à Rolland son inquiétude, lui écrit :

*Les maladies font ressortir les facultés mentales des personnes. C'est ce qui arrive ici et nous attache à cette enfant (Stéphanie). L'esprit lucide, net, précis, présent, critique, acéré; une grande énergie, une personnalité forte, arrêtée, quoique pas trop égoïste, voilà ce que, à travers ses crises et ses impatiences, elle nous révèle...*

Deux jours après, l'enfant est sauvée; mais le père reste encore anxieux et craint un retour de la maladie : « Suis-je assez moulu ? Oh ! je suis heureux depuis huit jours, tant j'ai vu de sympathie et d'affection autour de moi; tant, sur les simples nouvelles qu'on a eues de mes embarras, il m'est venu de témoignages de dévouement. Vous avez raison, il faut nous serrer, nous aimer. La Justice, dans certains cas, la Justice seule est trop froide; mais que ce ne soit pas une raison de lui ôter son sceptre qui, en définitive, lui appartient. Louange à l'amitié, à l'amour, mais respect à la Justice. Cher ami, jugez de mon affection pour vous, de ma confiance en votre amitié, si cordiale, si pénétrante, jugez-en par cette effusion de mon cœur. Je n'ai pu trouver un moment depuis six jours ».

Le 3 décembre 1859, Stéphanie est enfin entrée en convalescence et Proudhon peut écrire à Rolland : « Comment voulez-vous que je travaille avec ce désordre autour de moi ? Le jour, les médecins, les visites; la nuit, les veilleuses, ma femme éclopée; le ménage sens dessus dessous. Hier, j'ai renouvelé ma provision de *papier, plume, encre;* voilà tout ».

L'année 1859 s'était achevée par une lettre à Rolland dans laquelle avait éclaté un accès de mauvaise humeur qu'avait suscité chez Proudhon la lecture de la nouvelle œuvre de Michelet, *la Femme :* « J'ai reçu le nouveau volume de Michelet, *la Femme.*

Encore quelque saleté : une suite à l'*Oiseau,* à l'*Insecte,* à l'*Amour.* Décidément, cet excellent Michelet s'en va en *fouterie de pauvre,* comme on dit chez nous... Il couche trop avec sa jeune femme... Ah ! comme je le disais au docteur Laussedat, les femmes manquent aujourd'hui autant que les hommes. Sauvez ma fille (Stéphanie était encore en convalescence), et que j'en fasse une femme; elle fera ensuite des *citoyens* ».

Mais cette *rogne* contre Michelet ne doit pas nous tromper sur l'admiration qu'il gardait pour lui. Et l'année 1860 commence par deux lettres à Michelet, déjà signalées : les lettres du 23 janvier et du 15 mars 1860. Elles s'encadrent dans l'ensemble des réflexions qui se rencontrent dans les lettres au citoyen Rolland.

La lettre du 23 janvier 1860 éclaire à cette date les sentiments de Proudhon à l'égard de Michelet; ils apparaissent dans tout son texte :

*J'ai reçu vos deux bonnes lettres et votre* Amour; La Femme *ne m'est pas encore parvenue.* (Ceci n'est pas exact; dans une lettre de décembre à Rolland, Proudhon disait avoir reçu le nouveau volume de Michelet; mais peut-être, lorsqu'il écrivait à celui-ci, le 23 janvier 1860, n'avait-il pas encore lu *La Femme,* peut-être réservait-il de lui exprimer plus tard ses impressions, d'abord trop vives.)

*Vous êtes toujours vous-même, fidèle dans votre voie et marchant toujours dans votre progrès. J'ai lu l'*Amour. *Ce n'était pas la peine que vous prétendissiez différer d'opinion avec moi. Nous voulons, tous les deux, la femme forte, la famille sacrée, le mariage inviolable. L'époux est le père souverain, parce qu'il est dévoué comme le Christ,* Deus quia passus. *Je regrette seulement par-ci par-là, une expression de tendresse qui allait mieux au public d'il y a cent ans, mais dont ce me semble, avec le relâchement actuel, les âmes lâches ne peuvent qu'abuser. Ah ! de grâce, cher maître, ne parlons d'amour qu'entre nous. Je lirai* La Femme, *et de ces deux lectures je ferai une note pour la dixième ou onzième livraison de mon livre de* La Justice, *actuellement sous presse.* Il s'agit de la deuxième édition qui devait paraître en octobre 1860; le 15 septembr 1860, Proudhon fera allusion au travail qu'il a consacré à cette réédition, dans une lettre à Bergmann :

*Je continue, tu sais, la réimpression de mon livre* De la Justice, *réimpression pénible et qui me prend un temps presque égal à celui dépensé par la composition de la première.* Dans la lettre

à Maurice, du 27 novembre 1860, il dira que *cette pénible réimpression a la valeur de quinze cents pages, tant en additions qu'en notes, y compris les* Nouvelles de la Révolution *qui accompagnent chaque étude.*

La seconde partie de cette lettre a trait à la Révolution. En nous rappelant leur rencontre de février 1852 et la visite de Michelet à Sainte-Pélagie, nous ne serons pas étonnés que Proudhon reconnaisse la proche conception qu'ils ont l'un et l'autre de la Révolution. Mais, étant donnée sa réserve habituelle, les expressions employées par Proudhon sont assez fortes pour marquer un accord profond.

Rappelons que le 16 juillet 1858, Proudhon avait écrit à Eugène Noël, à la veille même de son départ pour la Belgique : « Je suis bien aise que vous connaissiez notre excellent Michelet et que vous l'aimiez. Quel prodigieux chemin a fait cet homme ! Catholique zélé sous la Restauration, aujourd'hui révolutionnaire comme vous et moi en Rabelais et en Voltaire. Caressons-le bien, c'est sa plus douce récompense... » Quel étonnant chemin devait faire Proudhon entre janvier 1860 et mai 1863 !

La lettre à Michelet du 23 janvier 1860 contient encore ce passage important :

*Est-ce que vous comptez sur l'énergie française ? Je serai sans doute heureux d'entendre sonner un nouveau réveil; mais je n'y compte guère. Le vieux monde chrétien, monarchique, féodal, capitaliste, est en dissolution; il fait des bamboches... On ne sort de là que par une révolution intégrale dans les idées et dans les cœurs. Nous y travaillons, vous et moi, à la Révolution, ce sera notre honneur devant la postérité, si elle se souvient de nous. Mais la croyez-vous faite, cette révolution ?... Une révolution dure des siècles, celle du christianisme a eu déjà quatre ou cinq grandes phases... Nous commençons la deuxième phase de notre révolution; je considère la première comme étant accomplie, de Voltaire, Rousseau, Turgot à* 1848.

Le 15 mars 1860, Proudhon écrivait à Michelet : « Cher maître, l'intérêt que vous daignez prendre à nos santés nous rend bien heureux et bien fiers... Ma femme surtout vous remercie du fond du cœur... Pour une femme, c'est trop souffrir. Nos luttes les assassinent, les brûlent à petit feu, les désorganisent. Pour ma part, je l'avoue, l'enthousiasme du combat, la colère, la haine, le mépris me créent des compensations, des dédommagements de toutes sortes. Je voudrais entraîner l'ennemi et mourir. Dire comme Danton : « J'entraîne Robespierre, Robespierre me suit ».

C'est autant qu'un triomphe. Je monterais sur la croix avec joie, si je voyais à ma droite et à ma gauche les deux larrons. Cependant, maître de ma pensée, je retouche, j'éclaire, j'élague (faisant ici allusion au livre qu'il écrit : *La Guerre et la Paix*). C'est toute une nouvelle œuvre. Enfin, j'ose espérer que mon livre sera le point de départ d'une théorie nouvelle du droit... »

Et Proudhon conclut ainsi sa lettre à Michelet : « L'année 1859 m'a été néfaste. Mais je reprends force et résolution; je n'ai jamais eu le moral en meilleur état. Le diable ne veut pas encore de moi. Apparemment qu'il me reste encore quelque chose à faire. Je vous serre la main bien affectueusement ».

Entre les deux lettres à Michelet, Proudhon écrivait à Rolland, en lui parlant de la lecture qu'il vient de faire du *Job* de Renan; on retrouve, dans les lettres du 17 et du 20 février (1860) des impressions identiques à celles qu'il notait dans le *Carnet 11* (printemps de 1858). Rapprocher son opinion sur Renan de ses sympathies pour Michelet, permet de mettre en relief le fait que ses jugements littéraires tiennent autant à des raisons morales qu'à des affinités de nature.

*J'ai déjà englouti le* Job *de M. Renan... Renan sait beaucoup et sait bien; mais décidément, ce n'est pas mon homme. La passion de la vérité n'est pas en lui. C'est un littérateur philologue, érudit, pour qui les beaux vers, les joujoux poétiques, les curiosités archéologiques sont tout; le droit, l'humanité, l'éducation du peuple, le respect du vrai, rien.*

Proudhon et Renan doivent au contraste de leurs tempéraments de voir, l'un chez l'autre, leur point faible et non leur force. Renan ne disait-il pas de Proudhon : « Il raisonne beaucoup; il ne semble pas avoir compris que, dans les sciences de l'humanité, l'argumentation logique n'est rien, et que la finesse d'esprit est tout ».

Le 15 mars 1860, Proudhon écrit à Rolland : « Moi qui vous parle, j'ai pris depuis longtemps le parti de n'être de l'école de personne, pas même de la mienne. Je suis le droit à la piste, voilà tout !... Un résultat pratique de ma philosophie ne sera-t-il pas de pouvoir rallier enfin et discipliner notre démocratie qu'on peut définir : *la division à l'infini ?* Qu'en pensez-vous ? Ce serait là encore un miracle. Se sentir libre, indépendant, et cependant groupé !... Quelle chose nouvelle, inouïe même !... » Et le 25 mars : « Votre avant-dernière lettre contient à mon adresse bien des belles choses, qui m'ont fait gratter la tête, pour m'assurer que c'était bien moi qui lisais cette lettre portant mon adresse. Mon

cher ami, vos consolations sont bien touchantes; mais pour moi, franchement, elles partent de trop haut. Je vous le répète, je suis une pauvre âme endolorie, victime, comme tous les *cudots*, d'une idée fixe, et que l'entraînement de ma cause pousse trop souvent au delà des bornes de la prudence. Combien j'ai de pareils, et sans aller plus loin dans notre propre parti ? Est-ce que vous-même vous ne vous reconnaissez pas à mes tristesses ? Parlez-moi donc comme à votre compagnon, et non comme à un *porteur d'idée,* à un Newton, à un initiateur du genre humain. Il se peut que, grâce au concours de circonstances qui ont fait de moi le fils d'un tonnelier qui, après m'avoir donné une âme passionnée, ont voulu que j'apprisse à lire et à écrire, qui m'ont enfin placé dans une situation telle qu'il m'a fallu parler, affirmer, reprocher, crier, etc...; il se peut, dis-je, que par l'effet de toutes ces causes, je paraisse à quelques-uns plus grand que ma taille. Mais je ne suis pas dupe, et vous ne l'êtes pas plus que moi. Tout ce qui fait ma valeur devant le monde et à mes yeux, quelque peine qu'il m'en coûte, bilboquets. Je me borne à dire que je suis ou crois être un brave homme, bon citoyen, ami de la vérité, dévoué à la justice, ayant pour son malheur trop de tempérament, mais ne méritant pas le mal qui lui arrive ».

De toutes les lettres où Proudhon se juge lui-même, celle du 25 mars 1860 est la plus belle, par une modestie et par une honnêteté qui font Proudhon réagir contre un orgueil qu'il n'ignorait pas. En écrivant à Rolland : « *Je vis réfugié dans ma conscience avec laquelle, surtout, je tiens à bien vivre* », Proudhon met l'accent sur le centre de sa personnalité.

Dans certaines lettres à Rolland, on rencontre des aveux qui vont loin. Rolland n'a pas été seulement pour Proudhon le compagnon, l'ami de son exil; il a été un confident — presque un confesseur. Proudhon avait un besoin réprimé de confier à un ami ses scrupules les plus secrets et dont le plus souvent sa pudeur arrêtait l'expression. La correspondance avec Rolland en offre le cas le plus typique. On y aperçoit, chez Proudhon, presque des remords de conscience. Dans une lettre du 9 mai 1861, Proudhon prévient Rolland qu'il va le soumettre à une épreuve qui lui permettra de reconnaître « de quelle qualité est votre amitié, et si vous supportez bien l'épreuve, je vous certifie, ajoute-t-il, que, parmi tous mes amis anciens et nouveaux, il n'y en aura pas un qui occupe une plus belle place dans mon cœur ».

Il s'agissait, en effet, d'une pétition que Proudhon avait rédigée en faveur du père de sa femme; Proudhon s'était laissé entraîner,

en la circonstance, autant par affection pour Pierre Sainte-Croix Piégard que par équité pour un vieux légitimiste dont son parti n'avait pas su reconnaître la fidélité.

Rolland avait laissé à Proudhon son exemplaire de la première édition de *La Justice.* En parcourant cet exemplaire, à propos de la question posée par lui : « Si le principe dynastique a quelque chance de se relever », Proudhon avait découvert cette petite note marginale : « Il y a ici, un bout d'oreille légitimiste qui rappelle la pétition à Henri V ». Cette note de Rolland avait éveillé les soupçons de Proudhon, « parce qu'elle faisait, écrit-il, allusion à une circonstance de ma vie privée qui est demeurée une énigme pour le public et dans laquelle je reconnais volontiers que je n'ai pas été tout à fait irrépréhensible, mais que cependant il me fâcherait de renier parce qu'elle me caractérise selon moi à mon avantage, bien loin que je m'en repente et que j'en rougisse. Le 10 août 1853, l'affaire du complot de Vincennes étant au rôle du tribunal correctionnel de Paris, le substitut avait mentionné qu'un brouillon de lettre adressée au comte de Chambord avait été écrit de la main de Proudhon, gendre du prévenu Piégard, « l'auteur de tant de pamphlets si connus, entre autres de celui que vous connaissez sous ce titre : *La Propriété, c'est le vol* ».

Or, cette note d'un crayon indiscret avait ému l'amitié de Proudhon et avait réveillé ses scrupules, sinon à l'égard d'une action qu'il ne regrettait pas, tout au moins vis-à-vis de Rolland dont il exigeait qu'il comprît et qu'il acceptât sans réserve les mobiles de cet acte.

Tout d'abord, Proudhon s'étonne que Rolland ne l'ait jamais interrogé à ce sujet. Aussi veut-il vider à fond la question : « Je serais mécontent de moi et de vous si je laissais cette bagatelle dans l'oubli. Vous avez eu de moi un jour une opinion fâcheuse; cette opinion ne s'est point effacée; tandis que le fait qui l'a produite est sorti de ma mémoire, il est resté dans la vôtre : et cela me déplaît. C'est une preuve de haute affection que j'entends vous donner, en vous disant que je tiens à ce que cette tache d'huile ou d'encre, comme il vous plaira de l'appeler, ne reste pas entre nous ». Proudhon *exige* de l'amitié de Rolland qu'il se rappelle toutes ses impressions et tout ce que l'on a *pensé, jasé, déblatéré* à propos de cette fameuse pétition qu'il avait eu le malheur d'égarer dans ses innombrables déménagements et qu'il retrouva au greffe de la Cour d'appel de Paris.

*Parlez, soyez franc, dites tout, j'ai le droit d'exiger que vous*

*me parliez comme si nous étions au lendemain de l'événement; car si j'ai donné des explications à bien peu de gens, je crois même n'en avoir donné de complètes à personne, je tiens à vous en donner à vous; et si vous pensez esquiver ce débat, je croirai que vous me condamnez, sans vouloir m'entendre, et je vous renie. Ainsi, parlez à cœur ouvert, ne ménagez pas les termes; songez, si vous tenez à notre amitié, qu'il s'agit de mon honorabilité, non devant le monde, mais à vos propres yeux... Je compte sur votre amitié à laquelle je ne croirais plus, si nous ne vidions pas une bonne fois cette étrange discussion.*

Ainsi, l'affaire Piégard met en danger l'amitié entre Proudhon et Rolland, car rien ne pourrait lui inspirer une plus grande méfiance que de lui répondre : *Laissons cela, et parlons d'autre chose.* Et Proudhon a bien failli écrire à Rolland le mot dont il l'avait menacé : *je vous renie.*

Rolland, voyant le danger, s'effraie d'accepter l'explication directe que réclame Proudhon; il cherche à l'esquiver; et sa réponse déçoit Proudhon : « Votre lettre n'est point ce que j'attendais de vous. Elle n'a fait que déplacer la question, comme si vous eussiez craint, ami trop indulgent, de l'aborder avec franchise, tant il est vrai que dans votre opinion il y a quelque chose dans cette affaire du vieux Piégard, qui vous semble profondément honteux pour moi... »

Ces mots pourraient faire craindre que la timidité maladroite de Rolland ne provoque chez Proudhon déçu une rupture de leur amitié. Mais on va voir l'art intelligent et délicat grâce auquel Proudhon a su ménager, en leurs vicissitudes, ses rapports avec ses amis. Ici, Proudhon qui se connaît, pressent que, pour sauver leur amitié, il doit contraindre Rolland, bon gré, mal gré, à la franchise qu'il réclamait de lui. Et afin d'amener Rolland à cette explication franche, il lui rappelle que des bruits ont couru à l'époque, qui ont présenté le vieux Piégard comme un mouchard de la légitimité. Mais cette insinuation était absurde quand on sait que Piégard sacrifia une certaine fortune à son zèle monarchiste et préféra passer cinq ans au mont Saint-Michel plutôt que de trahir ses complices :

*Si j'ai rencontré une fidélité dans ma vie, c'est celle de mon beau-père Piégard envers son roi Henri V; à cet égard, j'ose dire que je suis fier de son alliance. Et qui connaîtra ma femme dira qu'à la fortune et à l'éducation près, je n'ai pas dérogé.*

Proudhon est persuadé qu'aucune de ces insinuations n'ont touché Rolland; qu'est-ce donc qui a pu l'émouvoir à la lec-

ture de la note inscrite au crayon par celui-ci dans son volume de *La Justice* ? C'est ceci : « Je tiens à votre amitié, maintenant, vous me l'avez rendue précieuse, et quand ce sentiment a atteint chez moi un certain degré, il devient tyrannique. Prenez garde à vous. Je veux l'amitié puissante et je la veux sans tache; sinon, non. J'étais amoureux comme cela, autrefois; dès que je soupçonne la moindre défaillance, je souffre d'abord horriblement, puis je me détache et ne reviens plus... »

Proudhon ne demande qu'une chose à Rolland, mais il l'exige comme la condition même de leur accord dans le présent et dans l'avenir, c'est qu'il entende ses *explications,* explications qu'il n'a jamais voulu donner à aucun de ses amis, qui n'ont entendu de lui qu'un mot, c'est qu'il *maintenait* ce qu'il avait fait.

Ces explications nous font pénétrer si avant dans l'âme de Proudhon qu'elles doivent être résumées dans leur complexité : elles valent à la fois comme une confession et comme un examen de conscience :

*Le côté déshonorant de cette affaire, et dont le blâme devrait retomber sur moi seul, vous le savez bien, quoiqu'il vous répugne de le dire, c'est que je me sois fait le secrétaire bénévole d'une demande de secours, d'une sollicitation qui sent la mendicité. Il m'appartenait, plus qu'à tout autre, de ramener ce vieillard devenu maniaque au sens commun, d'autant qu'il n'était pas dans le besoin... Je ne l'ai pas fait; j'ai péché volontairement contre moi, contre l'esprit de famille dont je devais soutenir la dignité; voilà ce qu'il y a d'ignoble dans la pétition à Henri V et dont je ne dissimule ni ne diminue la turpitude. Avec un peu de réflexion, un peu de bon sens, vous n'avez pas dû découvrir autre chose...*

*Après m'être confessé, je vais plaider les circonstances atténuantes... Comment je suis tombé dans ce traquenard, je veux vous* (*le*) *raconter, afin que vous appreniez, par mon exemple, à vous méfier en toute occasion de votre premier mouvement.*

La pétition à Henri V était datée du 25 janvier 1852. Son beau-père vint voir Proudhon à Sainte-Pélagie, et il lui raconta ce jour-là l'histoire de sa vie politique et de ses relations avec les hommes marquants du parti légitimiste : « La vue de ce pauvre maniaque resté fidèle à une cause perdue, dans un siècle si fécond en trahisons et en apostasies, me mit peu à peu sur le chemin de la sympathie. Je lui serrai la main; et en dix minutes je l'eus rendu l'homme le plus heureux du monde. Vous connaissez mon beau-père, comme si vous l'aviez vu; vous assistez à la scène : comparant à cette fidélité naïve les innombrables apos-

tasies dont nous avons été témoins depuis 1789 !... Voilà, cher ami, l'histoire de la pétition à Henri V; et vous croyez que je la renie dans mon cœur, que j'ai jamais pu la renier ! Non, non, vous dis-je : je me retrouve là tout entier, avec mes passions malheureusement trop fougueuses; avec ma conscience indignée; avec mon laisser aller qui ne s'est jamais démenti, surtout quand je suis avec des simples et des pauvres. Je me sais gré de l'avoir écrite, cette pétition, bien que cependant je ne l'approuve pas. Je devais à mon beau-père, à moi-même, au respect de la famille, de ne point encourager par ma complaisance une semblable démarche... On me sommait de désavouer mon action; d'autres voulaient que je reniasse mon beau-père... J'ai pris le parti du silence... »

Proudhon achève ainsi sa confession à Rolland : « Sur tant de choses nos âmes sont si bien à l'unisson que j'ai cru que vous m'en aimeriez davantage si je me montrais à vous tel que j'ai été dans un de mes plus mauvais moments et tel qu'à la suite de la plus violente irritation qu'un homme puisse éprouver dans son orgueil, je suis demeuré ». (13 mai 1861.)

## XI

Un grave problème préoccupait Proudhon au lendemain de la guerre avec l'Italie, problème posé par la guerre, mais surtout par l'ébranlement dont elle n'était qu'un des signes.

*Le vieux monde est en dissolution... il fait des bamboches...*, écrivait Proudhon à Michelet, le 23 janvier 1860. Le 24 mai et le 25 juillet 1860, Proudhon écrivait à Rolland des lettres dans lesquelles il cherche la raison profonde des exercices de spiritualité chrétienne, de la contemplation et de l'oraison mentale. Les deux sujets que traitent ces lettres paraissent n'avoir pas de relations l'un avec l'autre; mais un lien existe dans la pensée de Proudhon, même s'il n'en a peut-être pas conscience. Le problème qui suscitait son inquiétude au printemps de 1860, au lendemain de la guerre d'Italie, se pose encore aujourd'hui, mais avec une angoisse que les esprits conscients expriment avec lucidité :

*L'âme de chacun de nous, cette fois, est un territoire dévasté... La dislocation du monde n'est que le reflet ou la projection géante d'une autre dislocation, moins apparente peut-être, mais plus ancienne et plus profonde qui a ébranlé nos esprits* (Retour à l'Eternel, Robert Aron).

Proudhon vient d'achever les cinq volumes que Sainte-Beuve lui avait envoyés sur l'*Histoire de Port-Royal.* Il écrit ses réflexions à Rolland, le 24 mai 1860 :

[*Cette lecture*] *m'a remis en plein jansénisme et du même coup, m'a fait revivre avec les dévots, le style chrétien, la jésuiterie, le huguenotisme, et toutes les capucinades. J'ai bien conclu de tout cela, de tout ce qu'on appelait au* XVII[e] *siècle,* direction, *et que Sainte-Beuve caresse avec amour, la nécessité de s'occuper sérieusement de remplacer pour les honnêtes gens de l'avenir les* exercices de la spiritualité chrétienne. *Il comprend que ce n'est pas assez de poser des principes, d'indiquer des règles, de définir le droit et le devoir, d'enseigner la* civilité puérile et honnête : *il faut encore faire de la pratique de la vertu (passez-moi ce mot si mal porté), une occupation assidue; il faut enfin ne pas se contenter de respecter la morale* grosso modo —, *il convient, comme les port-royalistes l'avaient rêvé, d'y apporter un peu de soin, et, si le mot ne se prenait en mauvaise part, de raffinement. Il faut, dirais-je, travailler à réaliser en nous-mêmes notre idéal, sans quoi la vie est une dégringolade continue; et comme les orangs, après avoir commencé par la gentillesse, nous finissons par la brutalité.*

Sans doute, ce texte est-il également lié avec les idées de Proudhon sur la conscience, la justice et la morale sociale; mais il touche plus directement à la conception que Proudhon s'est formée de la morale individuelle et de l'éducation personnelle. Proudhon réfléchit à la discipline spirituelle nécessaire, afin de demeurer un homme et de devenir ce membre fier et libre de la cité que doit être un citoyen.

Mais Proudhon ne se contente pas de dissertations générales et abstraites; il rougirait qu'on puisse l'accuser de prêcher à autrui des préceptes qu'il n'applique pas. Aussi, après avoir écrit : « il faut travailler à réaliser nous-même notre idéal », il ajoute :

*Voilà ce que je dis, et si je ne commence pas par moi-même, ce n'est pas la bonne volonté qui me manque; mais le puis-je dans ce milieu infernal ? Puis-je me livrer à l'ascétisme philosophique, socialiste et républicain, quand j'ai devant moi le spectacle des inanités de la contre-révolution, et la haute bêtise de ceux que nous sommes forcés d'avouer pour coreligionnaires et pour amis. Je me figure que les apôtres Jacques, Jean, Pierre et Paul n'étaient pas du même bois que les Antoine, les Hilarion, les Pacôme et les Benoît. Ils étaient condamnés à la lutte; quand ce n'était pas la persécution et la calomnie, c'était*

*l'indignation et l'horreur. Martyrs toujours. Certes, je ne me place pas à la hauteur de pareils hommes, mais je suis de leur catégorie : les vertus du soldat ne sont pas celles du moine, c'est pourquoi, après m'être mis en colère tout mon saoul, après avoir travaillé en furieux, je me délasse ensuite quelquefois en véritable épicurien. J'ai mes éclats de rire comme mes éclats de rage. Je mépriserais les Fénelon, les Rancé, et tous ces hommes de vertu méthodiques et rangés, qui ne les comprendraient pas...*

*Voilà pourquoi il m'est impossible de me dominer et de faire autrement que je ne fais : il m'est impossible de ne pas crier, vomir des imprécations et des menaces, de ne pas me consumer intérieurement, puis pour me soulager quelque peu, de ne pas décharger ma conscience en travaux qui excèdent mes moyens et mes forces.*

La fin de cette lettre était une réponse aux objurgations que Rolland lui avait adressées à la suite d'une promenade qu'ils avaient faite ensemble. Proudhon avait parlé politique à Rolland avec « une colère et une véhémence vraiment maladives; il grinçait des dents en prononçant le nom de Bonaparte et se représentait le tuant, non pour lui qui n'est rien, disait-il, mais parce que sa mort serait une solution ».

Le 22 juin 1860, en écrivant à Rolland, Proudhon reprend l'idée de sa lettre du 23 janvier à Michelet :

*Mais enfin la vieille machine se désorganise; le monde change de forme; et pour moi, attentif entre tous, je déclare, abstraction faite de l'état de l'opinion et des consciences, que la physionomie générale est toute autre. C'est à tel point qu'il me semble à moi-même que j'ai passé dans un autre hémisphère.*

Le 25 juillet, à Rolland : « Commencer sa journée par une lettre à un ami, cela équivaut, dans le monde de la Justice et de l'Amitié, à la prière du matin... », et, répondant à une observation de Rolland au sujet d'une phrase de Proudhon : *la France est entrée dans une ère de contemplation...* : « Il faut dire à ma justification, que la *contemplation*, l'*oraison mentale*, à plus forte raison l'*extase* et l'*illumination* ne sont pas continuelles chez les mystiques : il y a de grandes interruptions. Sainte Thérèse, elle-même, ne vaquait qu'à des heures réservées à l'oraison : le reste du temps, elle était dans l'état ordinaire. C'est pendant cet état ordinaire que la vie est la plus pénible, qu'il y a le plus à faire pour résister aux *tentations*, accomplir les actes de piété, se tenir en dehors des trivialités de l'existence, etc... Et c'est précisément afin de plus aisément triompher de toutes les misères qui nous as-

saillent que l'on vaque, à certaines heures, à l'*oraison mentale*, que l'on pratique la *contemplation* et que les parfaits sont quelquefois favorisés des grâces de l'extase et de la prophétie. L'état de la France aurait pu être plus correctement décrit; mais il me semble qu'avec son faux dilettantisme, sa fausse littérature, son faux lyrisme, son dégoût de tout, sa religiosité, ses mœurs à la fois cafardes et obscènes, elle en est là... »

Les réflexions qui ont accompagné la lecture du *Port-Royal* de Sainte-Beuve n'avaient pas été la suite d'une simple lecture. Elles extériorisaient une préoccupation constante chez Proudhon, mais qui, depuis l'élaboration de *La Justice*, avait passé au premier plan : la formation de l'homme privé et du citoyen. Cette préoccupation se rattachait étroitement à son idée de la Révolution et à celle de la Jeune démocratie. Et en effet, pour Proudhon, point de Révolution possible sans *réforme* de l'homme; point de Jeune démocratie sans formation d'un citoyen éclairé par sa conscience et sensible au sentiment de la justice. Dans l'existence de la Cité, les éducateurs-instituteurs devaient donc avoir un rôle éminent; mais, à une condition, c'est que l'éducation réagît contre la corruption des mœurs, mais aussi contre leur mollesse. On reprochait à Proudhon l'austérité de l'existence telle qu'il la concevait et son apologie de la pauvreté :

« On dit, écrira-t-il un jour à Rolland, que je prêche la misère, que je suis un ennemi de la richesse, de la félicité publique, que je veux faire des civilisés du XIX^e siècle, des ascètes et des moines (il s'agit d'un chapitre de *La Guerre et la Paix*, où je prouve la nécessité de la vie frugale qui occasionne cette levée de boucliers ! (contre lui). On aime mieux les théories saint-simoniennes qui ont produit l'aisance que vous voyez... » Ici, le mot *aisance* qu'emploie Proudhon, a le sens péjoratif qu'il lui donne; il l'oppose à la misère et à la pauvreté qui est la condition qu'il préfère; mais, notons-le, Proudhon, ennemi du luxe, combat la misère qui dégrade l'homme, le mène au désespoir et au crime, tandis que le luxe l'amollit et le corrompt. Si Proudhon attaque les théories saint-simoniennes, c'est qu'à ses yeux elles sont l'expression d'une société qui s'abandonne à ses instincts et d'un monde en dissolution : « Notre pauvre société se meurt, écrira-t-il à Madier-Montjau; la misère serpente, se glisse, étreint tous les cœurs; la tristesse marche à sa suite, avec le désespoir et le crime. Accoutumez-vous à l'idée que l'Empire, la dynastie, etc... ne sont plus que chose secondaire, un accident au milieu d'une crise de transformation épouvantable ».

Proudhon a reconnu les commencements de la crise de transformation dont les germes devaient se développer au siècle suivant. Il a eu le mérite d'en découvrir les origines à travers les illusions que donnaient alors aux Saint-Simoniens les apparents bienfaits du progrès matériel. L'Exposition de 1855 avait été l'apothéose d'une civilisation nouvelle qu'on peut appeler la civilisation mécanicienne, afin de l'opposer à la civilisation humaine. En dépit de la différence de leurs tempéraments et de leur peu de sympathie intellectuelle, Proudhon et Renan avaient été parmi les seuls esprits assez aigus pour découvrir le mirage. Proudhon a dénoncé la fragilité de la civilisation mécanique. Parmi les dangers qu'elle portait en elle, il a deviné que, plus encore que la dislocation du monde, le plus redoutable était la mort de la *personne*. La substitution à l'homme de l'animal civilisé devait venir de la multiplicité des jouissances matérielles et de la séduction à laquelle les individus étaient exposés. Proudhon pensait que c'était en la personne humaine que devait se trouver le contrepoids et le frein. « *C'est en partant de notre vie spirituelle qu'il faudra réagir pour reconstruire nos existences.* » Cette phrase de Robert Aron (septembre de 1945) exprime la pensée qui hante Proudhon pendant les mois de 1860 qui suivaient « cette année 1859 qu'il avait dit à Michelet lui avoir été *néfaste* ». Dans sa lettre du 15 mars 1860, il avait ajouté : « *Je reprends force et résolution,* je n'ai jamais eu le moral en meilleur état ». C'était là la conséquence de ses réflexions sur la justice et sur l'éducation ; la nécessité de reconstruire nos existences, en partant de notre vie spirituelle comme il l'avait écrit à Michelet, le 23 janvier 1860 : « On ne sort de là (de la dissolution du monde) que par une révolution intégrale dans les idées et dans les cœurs ».

Ce n'est pas en vertu d'un pur hasard, mais d'une évolution naturelle que Proudhon a exprimé cette pensée dans toute sa force, en ce commencement de l'année 1860. Encore une fois, l'année 1859 avait été *néfaste,* mais point simplement en raison de ses soucis et de ses difficultés personnelles ou de ses misères corporelles. La guerre d'Italie, venant après la guerre de Crimée, a été pour lui, un sujet d'irritation constante contre la politique extérieure de Napoléon III. Il en voulait à l'Empereur de n'avoir pas su comprendre que, comme il l'écrivait dans *La Guerre et la Paix*, la guerre était irréformable, que l'humanité ne voulait plus de la guerre, et que la France tenait entre ses mains le pouvoir de décider en faveur de la paix. (Conclusions de *La Guerre et la Paix.*)

Dans ces guerres de Napoléon III, Proudhon voit une rupture d'un courant auquel les Traités de 1815 avaient donné une première expression. C'était là l'esquisse d'une évolution vers le droit international et une politique d'équilibre garante de la paix entre les peuples. En 1848, les peuples n'avaient-ils pas manifesté leurs sentiments à cet égard ? Napoléon n'avait rien compris et n'avait pas su saisir la chance qui s'offrait à la France et à lui-même. Napoléon III par inintelligence, par faiblesse, par ambition, était devenu l'homme de la *fatalité,* contre lequel devait se dresser les hommes du *libre arbitre.* (Lettre à Joseph Ferrari de janvier 1854.)

L'expérience des années 1853 à 1859 avait appris à Proudhon que la guerre n'avait pas pour seule conséquence de déchaîner les instincts de violence et de provoquer un recul dans la difficile conquête du progrès moral. La guerre était une cause de destruction économique et de ruine pour le vainqueur comme pour le vaincu et un peuple payait chèrement la gloire militaire. Proudhon avait percé à jour la fausseté de ces idéologies qui avaient servi de prétexte aux guerres de Napoléon III. Enfin, et surtout, une guerre ne peut pas être révolutionnaire; tout au contraire, elle est, pour les régimes absolus, un moyen de gagner du temps et de divertir l'opinion; elle est une entreprise de contre-révolution. Enfin et surtout, elle est dirigée contre les libertés de l'Europe et des peuples.

Les réflexions de Proudhon pendant les années 1853 à 1859 l'ont conduit à avoir une vision lucide des raisons pour lesquelles il s'est donné pour devoir de lutter contre la guerre. Mais ce combat, il est décidé à le mener en s'attaquant aux idéologies qui justifient la guerre. De 1860 à 1862, Proudhon s'attache à ces problèmes qui lui paraissent essentiels : question des nationalités, problème des frontières naturelles, équilibre et traités de 1815, unité ou fédération.

## XII

En août 1860, Rolland est souffrant et Proudhon lui écrit, le 26 :

*Je prie les Garnier frères de faire accueil à une petite traite que*

*je suis dans la nécessité de faire sur eux; et, ma foi, si le cœur vous en dit, je vous en offre une part. A la guerre comme à la guerre. Voilà treize ans que je vis comme l'oiseau sur la branche, mangeant d'avance le produit de ma plume, allant de la prison à l'exil, vivant de raccroc, dansant sur un pied et toujours sur le* qui vive ! *Aussi, je commence à me bronzer, tandis que vous, peut-être, vous n'êtes pas aguerri. Au plus dur à soutenir le plus tendre; par conséquent, saisissez-moi au moment où je me trouverai en fonds; huit jours après, il ne serait plus temps.*

Au commencement de décembre 1860, Proudhon vient d'apprendre que le père Garnier, après avoir montré à son avocat le manuscrit de *La Guerre et la Paix,* refuse d'éditer l'ouvrage et on comprend qu'éclate sa colère : « Qu'on vienne donc me parler encore de despotisme ! Est-ce que le despotisme n'est pas dans cette lâcheté sans fond ni rive, dans cette absence de solidarité, qui fait que chacun livre le droit et la liberté d'autrui, satisfait de n'être pas lui-même directement menacé ? Une nation, pour être libre, n'a jamais qu'une chose à faire : se grouper dans l'approbation ou la désapprobation des actes du gouvernement, quel que soit l'individu ou l'intérêt mis en cause. L'a-t-on jamais vu faire en France ?... J'aurai dans six semaines cinquante-deux ans. Comme j'ai travaillé dès avant l'âge de dix, je puis dire qu'il y a quarante-deux ans que je lutte contre la pauvreté, la mauvaise fortune; que je me dévoue au salut des autres, que je vis de privation et que je me sacrifie à ce qui me semble la justice et la vérité, en pure perte. J'ai eu le malheur de déplaire à bien du monde; il y a eu de ma faute, je le crois; mais il n'y a pas eu rien que de ma faute. Comment se fait-il que je sois si abandonné, si seul ? Je ne parle pas de mes amis personnels : j'en ai plus qu'un autre, mais ils sont éparpillés, impuissants... Dans un siècle où le talent s'escompte à haut prix... je ne puis rien tirer, ni de mon savoir-faire, ni de mon savoir, et je péris pour défendre trop bien la vérité, la liberté et le droit !... Eh ! cher ami, dites-moi plutôt en quoi je pèche; ou je me corrigerai, ou je renoncerai à cet affreux métier d'écrivain... Si je trouve à m'employer plus utilement, je renoncerai même à écrire. J'ai sucé l'absinthe à la mamelle; j'ai été nourri de fiel et de vinaigre dans ma jeunesse; j'ai vécu de crapauds et de couleuvres depuis que je suis homme. Je voudrais passer quelques années sans ennuis, buvant une tasse de lait le matin, un verre de vin le soir; je voudrais apprendre un état à mes filles et mourir après. Je me sens de plus en plus déplacé parmi mes contemporains; je sens que je

ne suis pas de ce monde et que l'indifférence me gagne : signe qu'il est temps de me recueillir et de finir ».

Après ce mouvement de désespoir si naturel, Proudhon reprend humeur combattive et espoir; car Rolland vient de lui trouver un éditeur, Hetzel, qui, en mars 1861, devait mettre sous presse, à Paris.

Mais sa colère reprend pour une autre raison le 12 mars 1861, lorsqu'il s'élève cette fois encore contre la démocratie qui se fait *plomplonnienne* : « N'est-ce pas édifiant ? Connaissez-vous donc rien de plus brute, de plus putain que cette bande ? Voilà le charabia qui leur plaît ! C'est avec ces volte-faces, ces escobarderies, ces crâneries qu'on acquiert la popularité ! Oh ! cher ami, il s'amasse en mon cœur un sac de bile que je me réserve de répandre à première occasion sur cette canaille démocratique. Oui, je vous le déclare, je veux qu'il n'y ait plus de républicains que les honnêtes gens, les hommes d'intelligence et les vrais travailleurs. Que tout le reste, que la canaille et la racaille, et la marmaille embrasse les Bonaparte. Je le veux, c'est mon désir, et je les y pousserai de toutes mes forces... Vous figurez-vous, à cette heure, votre nom resté si pur, au milieu de cette fange ? Combien, cher ami, nous avons besoin de peser nos démarches ! Savez-vous pourquoi je vous aime, comme j'aime Gouvernet ? C'est que vous avez un cœur loyal, qui saurait sentir de loin ce qui peut me faire honte, et qui, sans hésiter, m'avertirait. Eh bien ! cher ami, gardons cette fleur de virginité, n'approchons jamais, ni peu ni prou, des pourris ». Il s'était agi, en effet, pour Rolland, et Proudhon l'en avait détourné, d'entrer à *La Presse,* propriété de Solar et du banquier Mirès, « ce qui signifie un des outils de la bancocratie agioteuse et escroqueuse, *La Presse* aux complaisances avec la politique impériale ».

Le 16 mars 1861, Proudhon éprouve un autre sujet de s'indigner, l'arrestation de Blanqui qu'il n'aimait pas; mais il est contristé par l'affaire Blanqui : « J'ai peu de sympathie pour ce martyr de la conspiration. Mais je ne puis songer sans une profonde compassion que, sur cinquante-cinq années d'âge que compte ce malheureux, il en a passé vingt-deux à vingt-cinq en prison. Et voilà qu'il y rentre. On ne sait pas ce que c'est que d'avoir vécu vingt-cinq ans dans l'immobilisme d'une prison. Cela détraque les plus vigoureuses intelligences... »

Proudhon s'indigne des traitements impitoyables auxquels Blanqui est en butte et de l'attitude qu'ont pris à son égard les prostitués du bonapartisme « ravis de saisir cette occasion de faire

éclater leur antipathie pour Blanqui ». Mais la lâcheté de ceux de ces jacobins qui sont en coquetterie avec l'Empire n'est pas le seul grief de Proudhon contre eux : il leur reproche de faire le jeu de la politique extérieure impériale en proclamant certains principes qui semblent la justifier : le principe des nationalités et le principe de l'unité : « Quelle est donc, s'écrit-il, cette rage d'unité qui pousse *Le Siècle* et les *Cinq* à demander l'évacuation de Rome et ne vous semble-t-il pas étrange que nos soi-disant démocrates soient en ce moment moins soucieux de la sécurité du pays et des exigences militaires que le gouvernement impérial et les conservateurs ?... Comment il dépend aujourd'hui d'une coterie composée d'intrigants de tous les pays de faire battre des nations qui n'en ont point envie, et de mettre aux prises, par la crainte d'une opinion factice, des empereurs que le monde croit et qui se croient peut-être eux-mêmes absolus ! (7 avril 1861). M. Cavour et les journaux, plus quelques hableurs cosmopolites, voilà ce qui mène le monde : c'est par trop fort. »

Désormais, Proudhon va mener campagne contre le principe des nationalités et de l'unité, dans ses lettres et dans ses articles, jusqu'au jour où, à son retour à Paris, il réunira sous le titre de *La Fédération et l'Unité en Italie*, les articles qu'il a commencé à publier à Bruxelles, le 13 juillet et le 7 septembre, et qu'il complétera à son retour à Paris, le 1er octobre 1862.

Proudhon avait soumis un mémoire sur la théorie de *l'impôt*, au concours organisé par le Conseil d'Etat du canton de Vaud, et, le 14 mai 1861, le président du Conseil d'Etat l'informe officiellement que son mémoire a obtenu la première place parce qu'il a été jugé le meilleur à l'unanimité. En annonçant le jour même cette nouvelle à Charles Beslay, à Rolland et à Chaudey, Proudhon ne peut s'empêcher de manifester une joie presque enfantine :

*Que dites-vous de cela ? M. Proudhon, l'homme qui a dit tant de terribles choses, couronné par le Conseil d'Etat d'une République !... Un Conseil d'Etat composé de bons bourgeois et de propriétaires... M. Proudhon n'est plus un utopiste, un boute-feu, un esprit excentrique, un cerveau brûlé !... Cette peste de Révolution de 48 avait du bon. Vous voyez d'ici où cette décision du jury vaudois peut aboutir... Rien ne manque à mon succès. M. P.-J. Proudhon lauréat ! M. Proudhon rosier ! M. Proudhon récompensé de ses idées économiques par un Conseil d'Etat souverain... Voyez-vous quel appui cela me donne pour reprendre la contro-*

*verse avec mes vieux amis les économistes, avec mes autres amis les Saint-Simoniens, avec nos amis du* Siècle, etc., etc...

Cependant, Proudhon avait entrepris contre les idéologies justificatrices des guerres particulières, une campagne qui devait s'exprimer dans ses ouvrages, dans ses articles et dans sa correspondance. Proudhon comptait d'abord, pour déconsidérer la guerre, sur ce livre auquel, après quatre rédactions successives, il avait mis la dernière main; dans sa pensée, cet ouvrage devait être une révolution dans l'enseignement du droit et, *plus tard, dans la politique.*

Ensuite, il y avait un autre livre, commencé déjà depuis un certain temps et dont sa santé avait fait remettre à Proudhon de jour en jour l'achèvement. C'était une *Histoire de la Pologne* qui devait lui permettre, par un exemple, de montrer tout ce qu'avait de dangereux et d'absurde le principe des nationalités. La correspondance de Proudhon nous montre la signification qu'il attachait à cet ouvrage resté inachevé. « On ne fait que crier : « Vive » la Hongrie ! Vive la Pologne ! » deux foyers aristocratiques, les deux pires qui soient sur le globe !... Pauvres Polonais, que je les plains ! De tous côtés, ils s'apprêtent à me faire passer pour agent russe et déserteur de la démocratie : ils ne se doutent guère de ce qui va leur arriver (25 octobre et 1er novembre 1861, à Rolland). Puisque j'ai prononcé le mot de Pologne, encore un mot sur ce chapitre. Ce n'est pas du seul Peyrat que je reçois des avertissements, il m'en arrive de Paris, de Lyon, de Bordeaux, de Besançon, de Turin. Comme il ne pouvait manquer d'arriver à un têtu de mon espèce, cela m'a mis en appétit, et je sais, à l'heure qu'il est, ma Pologne à fond, ce qui s'appelle à fond, et je tiens, plus que jamais, à mener à fin cette controverse... Du reste, je n'ai point hâte... Je souhaite au contraire que tout soit fini, et que *l'ordre règne à Varsovie* quand paraîtra ma biographie polonaise. Il ne s'agit pas ici rien que des insurgés actuels, ni même de la nation polonaise tout entière, il s'agit de toute notre politique extérieure sur laquelle j'entends donner une leçon à tous nos amis et ennemis... Les dispositions du public sont excellentes et il lit avec avidité comme un homme qui a été pris maintes fois pour dupe et qui se défie de ses plus intimes croyances. Tandis qu'on me crie de tous côtés que je m'éloigne de la démocratie, je vois la vente augmenter à chaque publication nouvelle, et les adhésions les plus sérieuses se manifester. Marchons donc, et n'ayons pas peur des gueulards... On me charge de toutes les rigueurs du gouvernement russe envers les Polonais.

C'est sur ma tête que l'on prétend rejeter la responsabilité des massacres de Varsovie s'il y en a encore. On m'annonce également que l'*Opinion* va se mettre de la partie ainsi que *Le Siècle* qui a eu à batailler déjà à mon occasion avec *La Gazette de France.* Tout ceci m'apprend une chose : c'est que la vérité, si cruelle qu'elle soit, est toujours meilleure que le silence, et qu'à cet égard la théorie des ménagements est la plus fausse des politiques. Je parlerai donc, et, si après cela, il reste des gens qui veuillent que la France entreprenne une campagne pour les Polonais, je ne leur conseille pas de se produire dans un scrutin *ad hoc* qui les ferait punir de leur désespérante minorité ».

Il s'agit avant tout pour Proudhon de la politique extérieure de la France; il s'agit d'empêcher que Napoléon III n'entraîne la France dans une troisième guerre sous prétexte du principe des nationalités; il s'agit d'empêcher la guerre, pour la France et pour l'Europe. La Pologne n'est qu'un cas particulier tout comme l'Italie, un cas particulier destiné à servir de preuve à une politique générale française et européenne. Mais Proudhon se rend compte que le plus grand obstacle que rencontre sa démonstration est l'attitude d'esprit des démocrates : « de ce que je repousse la Pologne, c'est condamner toute la tactique de nos démocrates depuis dix ans... ». Aussi, sans cesse, s'efforce-t-il dans sa correspondance avec ses amis, tels que Charles Beslay, de leur prouver que le principe des nationalités n'est qu'une machine de guerre : « une pure blague et que la démocratie se mystifie elle-même avec sa rage de déchirer les traités de 1815 ». Le 21 avril 1861, il n'a pas craint d'aborder la question dans une lettre à Alexandre Herzen :

*Croyez-vous donc que ce soit par égoïsme français, haine de la liberté, mépris des Polonais ou des Italiens, que je me moque et me méfie de ce lieu commun de* nationalité *qui court le monde et fait dire tant de sottises à tant de fripons et à tant d'honnêtes gens ! De grâce, cher* Kolokol, *ne prenez pas si vite la mouche; autrement, je serai obligé de dire de vous ce que je dis depuis six mois de notre ami Garibaldi :* grand cœur, mais de cervelle point. *Oui, cher ami, le principe des* nationalités *démenti, nié par le droit de la guerre, par le droit des gens, par l'histoire, par la politique, par la loi du progrès, n'est rien de plus à cette heure qu'une machine de guerre et de révolution; cela est vrai de l'Italie, de la Hongrie, de la Pologne,* ex-æquo. *Oui, j'ai le droit de me demander si cette machine répond bien au but auquel on l'emploie; si elle ne produit pas plus de vacarme que d'effet utile; si, en der-*

*nière analyse, il ne vaudrait pas mieux laisser là cette grosse blague et revenir dans l'intérêt de la liberté et de la Révolution, à la vérité pure et simple, au droit international, tel que le donnent à la fois la raison d'Etat et la science de l'Histoire; c'est ce que, pour ma part, j'affirme énergiquement.*

Arrêtons-nous à ces mots : *Dans l'intérêt de la liberté et de la Révolution : ce sont bien là les mobiles* de toute la politique telle que la conçoit Proudhon. Voilà les raisons inspiratrices de toute son œuvre entre 1856 et 1864; il l'écrit à la fin de sa lettre à Alexandre Herzen : « ces reconstitutions de nationalités ne sont au fond qu'une rétrogradation et, dans la forme, un bilboquet à l'aide duquel un parti d'intrigants s'efforcent, de compte à demi avec les Tuileries, Cavour, etc. de faire diversion à la révolution sociale ».

Proudhon espère qu'il en sera de l'éloignement qui se manifeste pour certaines de ses idées, comme il en a été en 1848 et 1849 :

*Après avoir crié on raisonnera et on me rendra justice. C'est ce qui arrive déjà* (cette lettre du 26 octobre 1861, au docteur Clavel, est écrite cinq mois après sa déception du printemps)· *pour mon livre de* La Guerre et la Paix, *c'est ce qui aura lieu à propos de* La Pologne *et des* Traités de 1815. *Oh ! cher compatriote, je sais bien que ce n'est pas par cette route en zigzag qu'un homme s'élève au commandement de la multitude et conquiert le pouvoir. Mais il faut choisir : ou faire de la politique dans le mauvais sens du mot, en manœuvrant à travers les caprices et les fougues de l'opinion, ou bien affirmer, envers et contre tous, la vérité pure, ou du moins de ce que je crois en mon âme et conscience la vérité.*

Proudhon a choisi la vérité. Il sait bien que « la *vérité* parle fortement et que c'est la trahir que de ne pas la montrer dans toute son étendue ». Mais il sait aussi que « les gens accoutumés à être *flattés prennent aisément pour chagrin, pour âpreté et pour excès, ce qui n'est que la vérité pure* ».

Aux incompréhensions et aux calomnies, Proudhon s'efforce d'opposer un réel stoïcisme; mais il n'y parvient pas toujours; à certaines heures, s'échappent de sa plume des cris de découragement et de dégoût. Le 28 octobre 1861, voulant donner du courage à Neveu et vaincre la mélancolie obstinée qui ronge un ami dans la peine, Proudhon écrit à E. Neveu :

*J'espère que mes paroles vous feront quelque bien et que vous saurez prendre en bonne part ma rudesse. Ah ! nous n'avons pas*

*le loisir de nous plaindre par le temps qui court. Je vois des misères bien autrement lamentables que des membres meurtris et morts : c'est une société qui tombe en dissolution, une civilisation qui s'éteint, un monde qui s'affaisse. Il y a dix-huit siècles, le monde était comme aujourd'hui, en travail; alors le caractère de cette décomposition était une débauche emportée; aujourd'hui, le caractère est la* lâcheté. *Tout est lâche et vil, bas et plat, du souverain au mendiant... Tous les jours, je me lève avec la pensée, non d'une patrie glorieuse, absente d'un siècle honorable et brillant, bien que j'en sois retranché, mais avec la pensée de ma patrie déshonorée, et se plaisant dans sa honte; d'une génération pourrie et qui aime sa pourriture; d'un public imbécile, et qui s'admire dans son imbécillité. Et cela gagne partout; de la haute bourgeoisie, cela passe à la moyenne; de celle-ci, au paysan et à l'ouvrier, de Paris aux départements, de la France à l'étranger. Voilà, cher ami, quelles sont mes méditations habituelles; mais je ne cède pas à cette hypocondrie; je travaille double, je me raidis contre l'adversité, je me prépare pour une nouvelle mission, et ma femme, dans les limites de son ménage, fait comme moi... Il ne s'agit point de mourir, mon cher Neveu, mais de vivre. Le salut du monde a besoin plus que jamais de la coalition des honnêtes gens.*

## XIII

Depuis 1856, la santé de Proudhon avait été très fragile et le climat de la Belgique ne l'avait pas améliorée, tout au contraire : Proudhon supporte les printemps et les étés; mais les automnes et les hivers lui sont néfastes; même en avril et mai, il peut écrire à Rolland :

*Votre lettre du* 13 *avril m'est arrivée en plein catarrhe. Aujourd'hui* (5 *mai*), *je suis convalescent, je butine dans mon bureau, je compte demain faire une visite à la bibliothèque, mais je ne me sens pas encore assez fort des poumons, pour me mettre sérieusement au travail. Décidément, le climat belge ne me vaut rien; il m'en faut un plus sec, voir un plus chaud. De mai à octobre, cela va encore; mais d'octobre à mai, l'atmosphère est si chargée d'humidité, qu'il me semble par moments que je respire par des brumes et que je nage dans un océan.*

Pendant tout l'hiver 1861-1862, de décembre 1861 jusqu'au

mois d'avril, sa santé lui rendra le travail très difficile; le 20 décembre 1861, il écrira :

*J'ai les nerfs usés. Mais enfin, il faut s'entendre, calculer, prendre une résolution, dominer le sort par la volonté ou mourir. Je me résigne donc à prendre un peu de repos.*

Proudhon se voit obligé de remettre de plusieurs semaines son ouvrage sur la Pologne qui devait être sous presse en janvier : « Toujours des ajournements ! et l'on broute chez moi, comme chez vous... J'ai du pain pour l'année, je comptais rembourser quelques dettes en janvier prochain, mais il est tel de mes créanciers qui peut attendre (20 décembre 1861). J'ai besoin aussi, malgré ma furie de travail, de prendre du repos. Ma pauvre cervelle est en déconfiture. Depuis trois jours, je suis au repos. Le docteur Bourson m'a condamné à quitter tout, sous peine d'accidents graves. Je chancelle dans la rue; j'ai d'affreux cauchemars... »

A la fin du mois de mars 1862, Proudhon ne se sentira pas plus valide, et il est réduit pour se distraire, à faire des patiences : « Depuis huit jours, je ne fais que me promener; l'état de mon cerveau ne me permettant pas autre chose... Depuis que je suis condamné au repos, je réfléchis davantage sur mes contemporains et le désespoir s'empare de moi... » Et encore :

*Je suis tout à fait épuisé, ahuri, et, au lieu de m'occuper de mes affaires et de lire mes épreuves, au lieu de me promener, ce qui ferait tant de bien à mon cerveau, je reste à la maison et je joue des patiences... Vous savez que depuis que vous (Rolland) n'êtes plus là pour faire ma partie de dominos, je me livre aux jouissances solitaires du jeu de patience, avec quatre grands jeux de cartes, c'est-à-dire deux cent huit cartes.*

Alors, pourquoi Proudhon s'attardait-il en Belgique ? Au cours de sa correspondance, il en donne à ses amis des raisons diverses qui, réunies, expliquaient ses reculs successifs.

C'étaient d'abord des raisons matérielles : le 3 juin 1861, il écrivait déjà à Rolland :

*Vous me dites : Venez, venez, et quand viendrez-vous ? à quoi je suis obligé de répondre : Je n'en sais rien. Un déplacement ne me coûtera pas moins de trois mille francs, et comment voulez-vous que je soutienne cette charge avec l'insuccès qui me poursuit ? Criblé de dettes (le total, mon pauvre Rolland, est d'au moins vingt mille francs), escomptant l'avenir et ne recueillant que le pain du jour, quand je le recueille. Ah ! que ne me suis-je*

*fait rédacteur d'almanachs, bouffon de paillasse ? Il n'y a pas de meilleur métier que celui d'amuser les hommes...*

La gêne qui se prolongeait, ses déceptions d'écrivain, étaient sans doute un des motifs de ces retards; mais peut-être les raisons morales avaient-elles plus d'influence; on peut les ramener à un sentiment, la timidité, que Proudhon éprouvait en songeant à son retour en France. Par exemple, les incompréhensions qu'avait provoquées *La Guerre et la Paix* avaient contribué à accroître sa crainte d'un contact avec son pays :

*Je suis une pauvre âme endolorie, avait-il écrit un jour à Rolland,* et le 7 juillet 1861, c'est encore à cet ami auquel il porte une confiante tendresse qu'il ouvre son cœur :

*Je suis ennuyé, chagrin, inquiet (ici ce n'est plus de mon livre que je vous parle). A mesure que le temps s'écoule et que je me rapproche de l'époque à laquelle j'ai fixé mon retour en France,* je suis saisi d'une véritable angoisse. *J'ai été plus gai en quittant la France que je ne le serai en y rentrant. Comment vais-je trouver le pays, le public, l'opinion, la démocratie ? Y a-t-il en France une bourgeoisie, une jeunesse, des républicains ?*

*Croit-on à quelque chose ?*

*Tout le monde est-il devenu guenille et pan de chemise ? Me faut-il aller m'exposer aux dents des bêtes féroces de la jugerie ? Avec quelle volupté ils ont condamné Blanqui ! Avec quels égards ils parlent à M. Mirès !... Quelle conspiration de bienveillance autour de ce fripon ? Il semble, à la manière dont en parlent les journaux, que l'on entende la nation tout entière qui dit : « Ne touchez pas à la prunelle de mon œil... »*

La crainte que Proudhon ressentait de reprendre contact avec la France était faite plus encore d'amour que de ressentiment. Elle tenait à ses nombreux malentendus avec le public ; elle était une crainte de ne pas être compris et de voir le lecteur moyen se méprendre sur ses intentions, ne pas saisir ses nuances de style et n'avoir, comme il écrivait à Rolland, le 1er août 1861, le sentiment, ni de la mesure, ni des rapports, ni de la subordination des faits et des droits. Proudhon redoutait, plus que tous autres, les littérateurs et rédacteurs de revue; mais il savait qu'il y avait pourtant un public qui le comprendrait toujours :

*Mais donnez-moi les ouvriers du Luxembourg, donnez-moi les lecteurs du* Peuple, *donnez-moi mon auditoire de la rue Poissonnière, ils me comprendront tous, car le peuple vit, et c'est pourquoi il saisit à fond les secrets du style, il embrasse à la fois, dans un même discours, le grotesque et le sublime, le sérieux et*

*l'ironie, il fait la part à chaque chose, et ne se méprend pas sur tout, tandis que vos prétendus savants ou scribes ne vivent plus de la vie humaine; ils ont perdu la naïveté, la puissance et la compréhension de l'esprit; ils sont desséchés, arides, stériles comme le sable du désert. Il y a longtemps que j'ai fait cette observation sur l'esprit de mes contemporains, sur l'appauvrissement de la raison native par l'étude; mais chaque fois que j'ai l'occasion de la renouveler, j'éprouve une crispation nerveuse qui me rendrait féroce s'il y avait lieu de manifester ce que j'éprouve par la parole et par le geste.*

Ainsi Proudhon était partagé; il y avait en lui celui qui, aimant sa terre natale, désire s'y retouver, et celui qui, justement parce qu'il l'aimait d'un amour passionné, absolu, craint pour sa pauvre âme endolorie de nouvelles déceptions, de nouvelles souffrances.

Proudhon pourtant, au printemps de 1861, annonce son retour proche à ses amis; le 15 avril 1861, il écrit à Jean-Auguste Bourguès : « Enfin le jour approche où je dois revoir toutes mes vieilles connaissances; je suis sûr d'avance qu'elles ne me manqueront pas; mais en quel état trouverai-je le pays ? C'est la question que je m'adresse... Il est sûr que l'Empire a prodigieusement perdu. La politique extérieure, sa dévotion affectée, tout cela est à vau-l'eau... Mais là n'est cependant pas l'essentiel. En même temps que les événements marchent et nous devancent, le pays se relève-t-il de sa prostration ? Les caractères reparaissent-ils ? L'opinion se réforme-t-elle ? Sent-on que la volonté revient aux masses ?... Se forme-t-il en France, en dehors de tant de partis et de tant de sectes, un esprit public ? un sentiment du droit qui gouverne la masse ?... Nous n'avons oublié personne. Vous nous retrouverez, cher ami, les mêmes que nous vous avons quittés, avec un certain parfum de vieille amitié qu'en 1858 nous ne connaissions pas encore ».

On est en train d'imprimer simultanément à Bruxelles et à Paris, *La Guerre et la Paix,* et Proudhon compte beaucoup sur cet ouvrage pour faire sa rentrée avec éclat : « Mon projet, écrit-il, à Penet, est d'aller faire ma première tournée en France dans la deuxième quinzaine de juillet (1861). Je prendrai l'air du pays, jugerai l'état des esprits et aviserai au meilleur moyen d'opérer le transbordement de mon ménage, chose que je ne pense pas pouvoir exécuter avant octobre. En sorte que je passerai en Belgique tout le printemps et tout l'été. Mes travaux, mes projets, mes finances, puisqu'il faut tout dire, ne me permettent pas d'agir

autrement ». Le pain quotidien est toujours aussi difficile à assurer; mais Proudhon espère que le succès de *La Guerre et la Paix* rendra un peu moins étroit son budget et lui permettra d'assumer les frais du déménagement et d'une installation en France. Le 7 avril, Proudhon a écrit le mot fin. Le 23 avril 1861, il annonce à Bergmann cette étude très approfondie sur *La Guerre et la Paix,* en dehors de tous les lieux communs :

*J'ai longuement médité ce sujet. J'ai refait au moins quatre fois mon travail; enfin, je suis arrivé à des résultats qui me semblent d'un grand intérêt pour le philosophe, l'historien, le juriste et l'homme d'Etat. Mon ouvrage formera deux volumes, pas trop compacts, d'une lecture assez attrayante où tout est neuf. Si cet ouvrage est compris et bien pris, c'est une révolution dans l'enseignement du droit qui en sera la conséquence, et plus tard dans la politique. Une belle application du reste de ma théorie de* La Justice.

Le 25 avril 1861, Proudhon avait expliqué longuement à Marc Dufraisse toutes les raisons qui expliquent son retour. Il répond aux objections que celui-ci lui avait adressées à ce sujet : « Je sais, peut-être encore mieux, à quels périls, je puis me trouver exposé, périls de la dignité, peut-être encore plus que de la liberté. Mais, comme vous le dites fort bien qu'à moins d'être *contraint,* vous ne rentrerez pas; il faut que vous sachiez que je suis précisément contraint. Mon procès et le déménagement qui a suivi, a été pour moi comme une petite faillite; au moment où je pouvais espérer de me relever, je me suis vu plus enfoncé que jamais; mes dettes se sont aggravées et, depuis bientôt trois ans que je suis en Belgique, l'*oes alienum* est allé pour moi toujours croissant... Oui, cher ami, je suis *contraint;* les maladies, effet d'un climat incommode, le désavantage de la situation, le devoir de profiter de mes *quinze dernières années de travail* pour purger mes dettes et procurer un trousseau à mes filles, tout me fait une nécessité de partir, et je l'eusse fait déjà si je n'étais arrêté par le besoin de mettre de l'ordre à quelques travaux commencés et par la difficulté des *moyens* ».

Les raisons, que cette lettre de justification donne à Marc Dufraisse, laissent apparaître alors le secret du cœur de Proudhon pendant son séjour en Belgique :

*Quelque hospitalière qu'ait été pour moi la Belgique, elle n'est pas mon pays; je ne m'y sens pas chez moi, je me vois toujours étranger. Je ne puis sans indiscrétion, m'occuper de la chose publique, ce qui mécontenterait mes hôtes; je n'oserais me mêler*

*de journalisme, au moins de la manière dont je l'entends; si je parle des affaires générales de l'Europe et de celles de la France, je ne suis qu'un réfugié mécontent, sans crédit... Si j'écris pour la France, on me dit que je ne connais plus la situation, que je vois tout avec des lunettes belges, que j'ai perdu l'accent français.*

Par delà les motifs matériels et les autres raisons morales, c'est bien là la raison suprême qui détermine Proudhon.

*La Guerre et la Paix* est mis en vente le 21 mai; le refus de Michel Lévy a obligé l'éditeur Hetzel à recourir à Dentu... Aussi le livre paraît-il avec une bande de surcharge, et, malgré la « couardise des marchands de bouquins », Proudhon escompte un succès de librairie; sans doute, s'attend-il à quelque étonnement de certains de ses amis; sa lettre du 27 mai 1861 à Charles Beslay le prouve par les recommandations qu'il lui fait au sujet de la manière dont il doit lire le livre : « Vous ne me comprendrez pas, parce que vous chercherez dans mon livre, dès la première chose, ce que je n'ai dû mettre qu'à la fin. En lisant un ouvrage, il faut commencer par se mettre à l'unisson de l'écrivain, puis, quand on a vu tout, revenir sur l'ensemble, et formuler alors, seulement alors, son jugement ». Le 28 mai, la lettre reçue de Langlois le rassure complètement. « C'est le premier avis raisonné que je reçois de mon livre, lui répond-il le 30 mai; je n'en attends pas qui me fasse autant de plaisir. Savez-vous bien, cher ami, que tout en faisant ma critique, vous m'enivreriez d'orgueil, si je pouvais croire seulement la moitié de ce que vous me dites. »

Aussi, cette première lettre rend-elle la désillusion de Proudhon plus complète; elle s'exprime avec vivacité dans la lettre du 3 juin 1861 à Rolland et du 5 à Altemeyer :

*Croiriez-vous qu'il y a un tollé général contre moi à Paris ? Que mes amis qui* ne me comprennent pas *sont dans la* consternation, *tandis que mes ennemis* jubilent. *Il semble aux uns que j'ai commis un gros péché, aux autres, que je suis* coulé, *sans ressource ! Vous croyez qu'on blâme ma pensée, qu'on réfute mes démonstrations, qu'on repousse le principe ? Non ! On ne comprend pas et l'on me reproche, en conséquence de cette non-compréhension, de prêcher le prétorianisme, de soutenir le césarisme, le napoléonisme, le Christianisme, l'acétisme, etc... Vous entendrez sur mon œuvre, les jugements les plus excentriques, les plus sots; mais vous ne trouverez personne qui sache seulement y voir ce que j'y ai mis, ce que, du moins, j'y ai voulu mettre. Avez-vous jamais été témoin d'une telle décrépitude ?... Je vous le répète, cher maître, il y a choléra intellectuel et moral dans la génération présente et nous*

*sommes des fous de chercher à l'instruire. Pour moi, j'ai envie de me livrer aux frères Garnier qui offrent de me faire gagner beaucoup d'argent si je veux leur faire des petits livres pour les enfants et les jeunes personnes, des* almanachs, *des* cuisinières bourgeoises *et des* ana.

En présence de l'accueil du public et plus encore de l'incompréhension de certains de ses amis, la déception de Proudhon fut profonde.

Elle toucha si durement sa « pauvre âme endolorie » qu'elle explique la prolongation de son séjour en Belgique, séjour auquel il fallut l'événement de septembre 1862 pour mettre fin brusquement.

Pendant ce mois de juin 1862 où lui arrivent les échos de l'opinion suscitée par *La Guerre et la Paix* Proudhon fut désespéré : il était vraiment trop dur de voir s'effondrer le rêve qu'il avait caressé de voir sa rentrée en France s'accompagner d'un grand succès : « Quant à moi, écrit-il à Rolland, je suis tout aussi dégoûté des hommes, des choses et de la vie que vous pouvez l'être. Je me sens hors de la génération contemporaine. Je comprends que j'ennuie, que je suis de trop sur la croûte terrestre, *telluris inutile pondus*, et que moi et mes idées il est temps que nous disparaissions. Je voudrais, pour l'honneur de ma cause, pour ma dignité personnelle, pour la vérité de mes principes, achever quelques ouvrages, dissiper quelques obscurités, et puis je vous jure que je rentrerais dans l'industrie ou le commerce avec délices. J'ai besoin d'exercice, de grand air, de sommeil, d'appétit et de repos. Tout m'est odieux, et je me trouve dans la pire des conditions pour écrire. La sérénité s'en va; je n'ai plus foi aux hommes; je n'ose presque plus croire à l'amélioration de mes semblables. Si ma conscience, si mes convictions n'étaient à toute épreuve, je crois que je chercherais à en finir au plus vite, tant le spectacle du monde me devient à charge. »

Pourtant, le 8 juin 1862, Proudhon écrit encore à Madier-Montjau qu'il espérait avoir achevé vers le 15 août le manuscrit sur la Pologne et qu'il irait le porter à l'impression à Paris et chercher en même temps un domicile. Il interroge Madier-Montjau :

« Croyez-vous que je n'ai pas quelque chance d'être fourré pour trois mois à Mazas, comme mon ami Greppo ? — Moi, oui; mais cela ne m'empêchera pas d'y aller : je veux régulariser ma position ». En même temps, Proudhon se fait auprès de Madier-Montjau le défenseur de Darimon avec lequel, à propos d'un article

paru dans l'*Office de Publicité*, il a une récente querelle; mais Darimon s'est montré jusqu'à présent, parmi les cinq, le moins maladroit, le moins courtisan ; et il s'est signalé par une opposition beaucoup plus intelligente, plus sérieuse et plus motivée : « Lui seul soutient la lutte et de manière à se faire respecter, malgré l'exiguité de sa taille, du corps législatif tout entier, ceci devrait vous toucher davantage ». Enfin, en faveur de Darimon, Proudhon fait valoir auprès de Madier-Montjau cet argument : c'est qu'il s'apprête à causer à Darimon le plus grand chagrin qu'il puisse éprouver; car Darimon espère bien être réélu et Proudhon s'apprête à prêcher, avec une énergie redoublée, l'abstention. Les raisons pour lesquelles, entre 1852 et 1859, Proudhon avait changé d'opinion sur la candidature et sur le serment ont été dites plus haut; de nouvelles réflexions l'avaient amené à douter qu'un honnête homme sollicitant une candidature au corps législatif, fût bien venu à prêcher un serment violé par lui d'avance en son cœur. Ce serait autre chose si, par cas inespéré, les membres du corps législatif, ayant prêté serment de bonne foi, se déclaraient tous, une fois réunis, pour républicains; alors ils pourraient parfaitement se déclarer eux-mêmes déliés du serment prêté. Aussi, à propos de Darimon, écrit-il à Madier-Montjau :

*Oui, très cher, l'abstention, voilà la seule conduite que nous et nos amis, et non seulement nous et nos amis, mais la démocratie entière, si elle se respectait, mais le parti orléaniste lui-même, s'il avait l'ombre de pudeur, ayons à tenir... Je ne veux point vous donner ici les motifs de conduite que vous approuvez, si je ne me trompe... au fond je n'ai à lui reprocher que des misères... Et si vous voulez être bon et sage, vous ferez comme moi; oubliez de petits travers d'esprit, des faiblesses inhérentes à la nature humaine pour ne vous souvenir... que de votre ancienne amitié pour ce pauvre garçon, heureux à cette heure, mais à qui il est possible que je cause un vif déplaisir.*

Le 12 juin 1862, Proudhon écrit à Théodore de Fricks que son travail sur la Pologne avance tous les jours : « Je ne néglige rien pour en faire un *bon* livre, utile non seulement aux Polonais et aux Russes, mais encore et surtout à mes chers compatriotes. » Chercher à éclairer l'opinion publique en France est le premier sujet de ses préoccupations :

*La conduite des Cinq,* écrit-il, le 22 juin, *à propos des quinze mille hommes à envoyer au Mexique m'a peu satisfait. Ils se sont comportés en cette circonstance avec l'étourderie chauvinique de*

*nos compatriotes. Comment ! pas un mot de réserve au sujet de l'utilité et de la justice de cette guerre !* Nos soldats sont engagés, *crie* Le Temps, *qui blâme l'expédition cependant; il n'y a pas à hésiter, il faut les délivrer,* c'est à Mexico même que nous traiterons !

*Et les représentants démocrates raisonnent de même ! Il ne leur vient pas à l'esprit que, si la guerre est injuste, ils n'ont qu'une chose à faire, c'est de demander qu'on envoie l'ordre de retour, plus ce qu'il faudra pour racheter les prisonniers. M. Ollivier a parlé, ce qui ne l'a pas empêché de voter d'enthousiasme. Par ce vote, la démocratie française s'associe à la pensée de l'expédition et se rend complice du fait, si, comme elle le donne suffisamment à entendre, ce fait est un acte de pur arbitraire... Que dites-vous du* Temps, *de* La Presse, *du* Siècle *et des* Cinq, *qui, tout en blâmant l'entreprise* dont ils ne connaissent pas les motifs, *déclarent néanmoins, en tant que nos soldats sont* engagés, *qu'on doit leur envoyer du renfort... ?*

Hetzel et un éditeur belge demandent à Proudhon de rééditer ses œuvres, et Proudhon leur répond qu' « une édition complète c'est trop, *la moitié ne vaut plus rien* »; il est décidé à ne pas réimprimer beaucoup de choses.

Le 17 juillet, Proudhon écrit à Rolland qu'il a publié dans le numéro du 13 de l'*Office de Publicité,* un article intitulé : *Mazzini et l'Unité italienne.* Cet article prendra place dans l'ouvrage qui paraîtra à son retour en France : *La Fédération et l'Unité en Italie.* « C'est une première escarmouche contre notre absurde démocratie. Madier-Montjau en a jeté les hauts cris. Il approuve tout ce que je dis contre l'*unité,* et il reconnaît que Mazzini a été d'une extrême imprévoyance, mais il eût voulu que j'atténuasse certains passages, et que je reportasse sur le gouvernement impérial les traits que je décoche sur le piémontisme et le mazzinisme. J'ai beau crier que depuis dix ans les fausses idées de la démagogie européenne nous ont fait dix fois plus de mal que la *tyrannie* napoléonienne, qu'en politique le chef qui se trompe se retire, etc. rien n'y fait. Ces braves gens prennent toujours leurs haines personnelles pour de la politique. Fussiez-vous le plus absurde des mortels, pourvu que vous mordiez le *tyran,* vous êtes un héros. Ceci est une maladie de l'époque. Tout dégénère en querelles de sectes, en haines personnelles et en stratégie d'aventuriers. Les principes ne sont rien pour personne. Aussi je prévois des jours de confusion épouvantable. Il n'y a qu'une faible élite qui raisonne, le reste cuve sa rage et ne rêve que sang et crime... Travaillez,

mordiou ! c'est la seule chose qui nous soit donnée après la pensée et la conscience ».

Les fausses idées de la démagogie européenne, c'est contre elles que combat Proudhon; à ses yeux, elles sont plus néfastes que les idéologies des régimes autoritaires, parce que celles-ci ne font pas illusion, tandis que les *fausses idées* peuvent induire les peuples à servir les desseins et les ambitions des souverains et des aventuriers. Peut-être même Proudhon pense-t-il que les charmeurs de foule sont plus dangereux que les autocrates.

Parmi les mirages trompeurs de ces idéologies, Proudhon a eu la perspicacité de placer d'abord le principe des nationalités; au moment même où, au XIXe siècle, ce principe allait avoir le plus de vogue, il a eu l'instinct de *prévoir* le danger. Il a vu qu'il y avait là, pour l'avenir de l'Europe, un nid de vipères; il a eu le bon sens de voir que ce principe devait conduire à des difficultés inextricables entre les peuples et devait servir de justification à une chaîne de guerres. Proudhon enfin s'est rendu compte que, dans cette direction, les dangers probables devaient venir de l'Europe centrale, car il y a en Europe centrale et en Europe orientale « *une demi douzaine de zones au moins pour lesquelles on ne peut tracer de lignes frontières acceptables; dans cette partie de l'Europe, on ne peut créer aucun Etat qui comprendrait une population d'une seule nationalité; on ne peut tracer de frontières ethniques parfaites, ni entre l'Italie et l'Autriche, ni entre la Hongrie et la Roumanie, ni entre la Pologne et l'Allemagne...* »

L'étonnante prévision de Proudhon a reçu la contre-épreuve des événements qui se sont enchaînés depuis un siècle. Aussi semble-t-il juste d'emprunter — afin d'exprimer la pensée de Proudhon et ses craintes — à un écrivain d'aujourd'hui et à son article du 17 juillet 1946, ces propres mots de Walter Lippman :

*La révision, même pacifique, des lignes frontières donne cours à une agitation nationaliste. Si on trouve une méthode par laquelle les frontières peuvent être échangées, il y aura toujours des politiciens qui passeront leur vie à réclamer de nouvelles frontières.*

Mais, il y a un grand risque à être en avance sur son temps et à prévenir ses contemporains des dangers qu'ils courent.

Le 22 août 1862, Proudhon écrit à A. Defontaine qu'il avait l'intention de profiter d'une amnistie particulière datant de près de deux ans et lui permettant de rentrer dans son pays : « Je l'eusse fait déjà si mes occupations, mes études et mes intérêts

l'avaient permis. En ce moment, je suis parfaitement décidé à aller à Paris, courant octobre, porter mon manuscrit à l'impression et soigner les épreuves. C'est un ouvrage qui n'aura pas moins de deux volumes ». Il annonçait son intention de faire suivre l'article sur Mazzini d'une étude où il examinerait la politique de Garibaldi.

*Une fois l'Italie unitaire constituée,* avait-il écrit à Buzon, le 22 août, *le contre-coup s'en fait sentir par toute l'Europe... et la question sociale, la vraie question émancipation est ajournée pour quelques générations !... La démocratie ne le lira pas* (ce livre sur la Pologne), *ne s'en occupera pas, fera le silence autour de mon nom.*

Or, le 7 septembre, l'*Office de Publicité,* qui tirait à dix-huit mille exemplaires, fait paraître : *Garibaldi et l'Unité italienne.* « Ce qui est drôle, écrit Proudhon, le 10 septembre, c'est que cet article, très favorable à la Belgique, a soulevé une tempête parmi les Belges... ils m'accusent d'appeler sur leur pays les *hordes françaises.* »

Quel était donc le sujet de ce nouveau malentendu ? L'article sur Mazzini dont l'*Office de Publicité* avait dû donner un tirage supplémentaire, avait suscité des *clabauderies,* dont Proudhon ne s'était pas soucié. Mais l'article soulève une révolte parmi les journaux belges qui, interprétant à contresens certaines phrases de l'article sur Mazzini, accusent Proudhon de pousser Napoléon à l'annexion de la Belgique.

L'ironie de Proudhon n'avait pas été comprise lorsqu'il disait à Napoléon III que « l'unité italienne avait pour conséquence obligée la consommation de l'unité française et que l'antique patrimoine de Charlemagne lui était dû comme indemnité de ce qu'il venait de faire, à la requête de l'Europe, pour l'Italie ».

Trente-deux journaux belges attaquent Proudhon, contre sept qui osent le défendre. Le 15, Proudhon écrit à Madier-Montjau : « J'ai été d'une modération exemplaire, tout en laissant voir un peu mes crocs ».

Le 16 septembre, vers 9 heures et demi du soir, un groupe d'hommes et de gamins, portant un drapeau et chantant la *Brabançonne,* vient s'arrêter devant la maison que Proudhon habite à Ixelles, et se met à crier, devant ses fenêtres : « Vive la Belgique ! A bas les annexionnistes ! ».

Le 17 septembre, Proudhon prend le train pour Paris. Après son départ, une seconde manifestation se produit, la rue du Conseil barrée aux deux extrémités, toute la police sur pied, la municipalité est obligée d'adresser une proclamation aux habitants.

## IX

# SÉPARATION

(17 septembre 1862 - 30 octobre 1864)

*Démocrates, une réaction aveugle a entrepris, depuis quinze ans, de vous jeter hors le droit, hors le gouvernement, hors la politique. La situation qui vous est faite, ce n'est pas vous qui l'avez créée. Ce n'est pas votre faute si, retranchés de leur communion, vous êtes condamnés à user de représailles. C'est pourquoi je vous le dis avec toute l'énergie et de toute la tristesse de mon âme : séparez-vous de ce qui s'est le premier séparé; séparez-vous comme autrefois le peuple romain se séparait des aristocrates...*

*Lettre aux Ouvriers,* 8 mars 1864.

*La Bourgeoisie est définitivement condamnée. Nous assistons à sa mort morale.*

*Bourgeoisie et Plèbe,* 1860.

*J'ai cinquante-trois ans. L'enthousiasme juvénile s'est calmé, les générosités chevaleresques sont parties; je ne sens qu'une ardeur de justice impitoyable.*

7 janvier 1862.

Les individus qui vivent dans l'actualité vivent dans un mirage perpétuel. Happée par la multitude des événements, leur pensée est entraînée par le courant, impuissante à se fixer, à se replier sur soi. Tels ces garçons aveugles à tout autre chose qu'au flot des images dans les ténèbres intérieures d'une salle obscure. Ainsi en est-il de nos contemporains. Et déjà de ceux de Proudhon.

Au vrai, la pensée de Proudhon ne se forme pas dans l'abstrait. Les faits quotidiens lui apportent leur matière. Proudhon est donc sensible à l'actualité; mais les mailles du filet qui enchaînent les autres ne l'enchaînent pas *lui*.

Par exemple, depuis 1853, Proudhon devient conscient de l'existence de l'Europe. La guerre de Crimée, puis la guerre d'Italie contribuent au mouvement de sa pensée; mais — et voilà ma réserve à la fine analyse de Madeleine Amoudruz — elle accorde trop d'importance à l'un des deux *éléments* qui composent sa personnalité.

D'un côté le réalisme d'une pensée vivante à laquelle aucun fait humain n'est indifférent. De l'autre, une constante fidélité à une source profonde, parce que d'ordre intérieur. Cette vision intérieure, jamais, en aucune circonstance, Proudhon ne s'en éloigne. Jamais il ne renonce à la recherche de la vérité. Jamais il ne perd contact avec l'éternel. Voilà une des originalités les plus nettes de Proudhon.

Proudhon a été une exception parmi les penseurs et les écrivains de son temps. L'attitude de son âme lui donnait un caractère rare à une époque où les hommes les plus aptes à la réflexion et les mieux formés à la critique consentaient à vivre sous l'approche de la nuit, mais en croyant vivre en plein jour. Cet aveuglement

généralement partagé est une marque assez navrante pour une époque littéraire. Il est la marque aussi d'une société frivole et jouisseuse ; à un moment d'indulgence et de bonne humeur ironique. Proudhon la qualifiait ainsi : « une société faite à l'image du grand romancier Alexandre Dumas : du gaspillage, du bavardage, du débraillé ; vivre, jouir, se vanter beaucoup ; en dernière analyse, ne rien faire et manger son Saint-Jean, voilà notre siècle ».

De ses premiers écrits à son tout dernier jour Proudhon a suscité injures et calomnies ; il a été un objet de scandale. Ce scandale se renouvelait à la moindre de ses paroles. Le scandale était attaché à sa personne, à l'homme qu'il était, intolérable surtout aux pires moments de sa solitude. On ne pouvait supporter un regard en présence duquel on avait envie de dire : « Quand ton œil fait scandale, arrache-le. »

Proudhon a été — et il s'est senti — un étranger à la société dans laquelle il vivait sauf à ses amis, sauf, grâce au miracle de l'amitié. Proudhon a connu la solitude : c'est là son drame et sa grandeur. Parce que, profondément attaché à la vérité, il ne poursuivait pas à travers ses doutes ces vérités éphémères, qui ne vivent qu'une saison, mais la vérité *forte* et *libre*, celle qui veut se faire entendre dans sa dureté, celle qui offense la foule de ceux qui préféreraient la voir se présenter fardée.

Proudhon découvre la tragédie de notre monde moderne; moments cruels et qui lui arrachaient des cris et parfois des hurlements : « Aimable espèce humaine ! Caverne de brigands ! Fosse aux lions ! Sac à vipères ! Naguère, à Alfort, on a vu deux chiennes, atteintes de la rage, allaiter et lécher tendrement leurs petits et mourir dans l'accès, en les défendant. La tendresse maternelle était chez elles plus forte que la folie... » Ce jour-là, le 23 juin 1862, Proudhon avait-il entrevu l'univers concentrationniste ?

On imagine cette société du Second Empire encore polie — à la cour impériale l'indécence s'étalait — qui devait se choquer et souvent s'indigner lorsque Proudhon arrachait les masques, lorsqu'il ne voulait point faire de distinction entre la canaille d'en haut et la canaille d'en bas, comme il les appelait. Proudhon mesurait, à l'écho de ses paroles, combien il était un étranger, mais surtout parmi « ces scribes qui ne vivent plus de la vie humaine et sont desséchés, arides, stériles, comme les sables du désert ».

Proudhon faisait pourtant exception pour des auditoires populaires, comme celui de la rue Poissonnière ou les lecteurs du *Peuple.* Dans l'une de ses dernières lettres, celle du 30 octobre 1864, Proudhon affirme qu'il ne perd pas confiance dans une élite d'hommes ouvriers « qui me donnent de grandes consolations : *leur ferveur leur fait deviner toute vérité* ».

Ardeur de justice et ferveur dans la recherche de la vérité, étaient les deux sentiments qui touchaient Proudhon d'abord chez un individu. Et, à la fin de sa vie, quelques semaines avant de disparaître, il plaçait son espoir en cette élite (il ne dit pas élite ouvrière, mais élite d'hommes ouvriers); il y a là une nuance importante et voulue. Pour Proudhon, tout individu travailleur social, ou citoyen, n'est une personne que s'il est un homme au sens plein du mot, c'est-à-dire une conscience « avec laquelle il tient à vivre bien », et un cœur fervent. Lui-même payait d'exemple par l'énergie avec laquelle il participait à la lutte depuis 1856; bien qu'affaibli par la maladie et sans cesse interrompu dans ses travaux, Proudhon écrivait au docteur Dupas, le 25 avril 1863, à propos de la campagne dont il avait pris l'initiative en faveur de l'abstention : c'était pour lui un moment décisif : « Nous revenons aux grands combats. Signe heureux. Préparons-nous donc à bien soutenir la lutte, par le calme, la méditation, l'observation, j'ajouterais, si nous étions chrétiens, par la prière et le jeûne... Notre programme peut se traduire par ces mots : *Philosophie et applications de la justice* ».

Admirons la sérénité de Proudhon : lorsque, le 1er juin 1863, il résumait en cette formule son programme et celui de ses amis, ce jour-là même, il venait de recevoir un des exemplaires clandestinement fabriqués du manifeste publié par eux pour les élections du 31 mai 1863. Cet exemplaire portait en tête ces mots : *A Proudhon, la police reconnaissante.*

Pourtant, quelque pût-être son dégoût, il écrivait ce jour-là à Buzon :

*Tout cela, je l'avoue, me fait rire; si j'avais ma cervelle de trente ans, si, comme à trente ans je pouvais faire feu des quatre membres et répondre à tous à la fois; mais je suis réellement malade; je ne peux ni penser, ni écrire; il faut que je me contente de serrer le poing dans ma poche et de ravaler mes jurons. Lâches et stupides humains ! Canaille ! Sotte espèce ! Oh ! si je n'avais en vue que la délivrance de cette vile multitude, je serais au premier rang, parmi ceux qui l'exploitent. Mais il y a le droit, il y a la liberté, il y a la dignité humaine, il y a l'inviolabilité de nos*

*personnes, de nos esprits et de nos consciences; c'est pour cela que je me raidis, et, n'ayez pas peur, je n'en démordrai pas.*

On ne s'étonne pas de sa constance, son existence nous a donné la preuve de la belle ligne de sa fidélité à soi. Mais après plus de six années de fragilité physique — depuis le début de 1856, il a sans cesse été arrêté par la maladie — on est surpris qu'il ait conservé une vitalité physique et qui lui permette de *tenir.* S'il est possible de chercher les raisons de sa résistance, elles semblent se ramener essentiellement à deux. D'abord en avant tout, sa force morale et sa foi humaine ; celle-ci lui venait notamment de l'amitié de ceux qui lui restaient fortement attachés. Les témoignages que, dans les pires vicissitudes, Proudhon recevait d'eux lui étaient joie, source de force morale. Parmi eux, certains suscitaient en lui une tendresse qui le faisait se livrer avec une confiance sans réserve — abandon d'autant plus étonnant que Proudhon était d'une grande pudeur. Cette confiance nous vaut des jugements sur lui-même, aussi modestes que justes. Tel celui par lequel, le 30 avril 1863, il répond à certains éloges de Buzon, éloges qui l'ont « *délecté, fortifié,* et *encouragé* ». Mais, en même temps, Proudhon ne veut accepter des éloges que ce qu'il croit conforme à la vérité. Il veut que Buzon n'ait pas de déception, il lui fait son propre portrait de campagnard, *un des types* les plus complets de Franc-Comtois :

*Mon Dieu, j'ai quelquefois caressé l'idée d'aller visiter Bordeaux; mais comment oserais-je vous présenter un mufle comme le mien après l'idée que vous semblez vous être faite de moi ? Quelle figure, quelle carrure que la mienne !... Ah ! cher monsieur Buzon, je crains fort qu'il ne vous soit resté un préjugé, le plus désolant de tous, pour votre serviteur : c'est qu'un homme qui se mêle d'écrire, qui a produit quelques pages plus ou moins réussies, que le droit et la liberté passionnent, au point de se mettre en travers des événements et des multitudes, d'attaquer de front : hommes, choses, célébrités, superstitions, etc., c'est, dis-je, qu'un tel homme ne puisse pas être un bon gros paysan, simple jusqu'à la banalité, bon homme jusqu'à la niaiserie, rustique, grossier parfois, plein de négligences, commun, vulgaire; tantôt inerte et indifférent, tantôt emporté, inégal, extrêmement bref, tout ce que l'on peut imaginer de moins* distingué, *de moins urbanisé, de moins façonné, et qui ne se retrouve lui-même que dans l'excitation du travail ou l'ardeur de la controverse.*

*Franchement, vous me faites honte de moi-même; et si vous voulez que je vous comprenne, ne perdez jamais de vue, en m'é-*

*crivant, que vous vous adressez à un vrai campagnard doué d'une âme ingénue, comme on dit en latin, qui a un peu étudié, qui s'est passablement déniaisé, mais chez qui l'étude n'a fait qu'empirer les défauts de sa nature et rendre plus saillante la rusticité.*

I

Quelques semaines avant son départ de Bruxelles, Proudhon avait écrit à Bergmann (14 mai 1862) une lettre qui exprime son état d'esprit à son retour à Paris, le 18 septembre :

*Mon cher Bergmann, tes réflexions sur la fuite de la jeunesse et la pesanteur de l'âge, il y a longtemps que je les fais, moi qui suis depuis quatre mois déjà dans ma cinquante-troisième année. Comme toi, j'éprouve tous les inconvénients de mon onzième lustre, et après avoir longtemps douté, protesté, tant je sentais de chaleur et de fougue, je suis forcé de me rendre et de reconnaître que, décidément, je vieillis. Comme toi aussi, tout en suivant la pente de mes études, je songe à me résumer et à dire en peu de pages, avec clarté et simplicité, ce que je veux, ce que je crois, ce que je suis. J'ai bien travaillé, j'ai commis bien des maladresses, bien des fautes; j'ai un peu appris et immensément ignoré; je me crois un certain talent; mais ce talent est incomplet, abrupt, inégal, plein de solutions de continuité, de négligences, d'intempérances, de hors-d'œuvre. J'aurais mieux réussi, si j'avais eu moins à faire du côté de mon éducation mentale, si j'avais trouvé mes idées toutes faites, les problèmes résolus; si je n'avais eu qu'à me poser en tribun et en vulgarisateur... Je n'aurai été comme écrivain populaire et comme penseur qu'un demi-homme; je m'en soucie peu. Mais j'ai été, je crois, un honnête homme; là-dessus, je me mets sans façon au niveau de tous les maîtres.*

On se rappelle les hésitations que Proudhon éprouvait, chaque fois que se présentait à lui l'idée d'un retour prochain en France; la réserve avec laquelle il exprimait ses sentiments d'exilé. Rares sont dans sa correspondance les cas dans lesquels il écrit, comme le 5 mai 1862, à Rolland :

*Cher ami, il me tarde bien fort d'aller flâner un peu sur le boulevard des Italiens avec vous et Gouvernet. Il me semble qu'il y fait soif, et que la bière est bonne. Un verre de bonne bière, en temps utile, cela est mieux que toute la librairie de la terre...*

Ces hésitations se justifient par l'anxiété de ses premiers con-

tacts avec la terre natale — crainte que révèle ce qu'il écrit à Félix Delhasse, dès son retour :

*J'ai trouvé notre pauvre France au plus bas. C'est bien plus mal que je ne le soupçonnais et qu'on me l'avait dit. Dans une situation pareille, il y aurait conscience à me tenir à l'écart. Il faut parler, écrire, enseigner, sans s'occuper davantage de dynastie et de gouvernement. Nous coulons, nous nous décomposons, et pas une intelligence, pas une conscience ne réagit plus. Je vous jure, cher ami, que si j'avais connu plus tôt la situation, j'aurais regardé comme un devoir pour moi de rentrer un peu plus tôt. Je ne sais quel succès j'obtiendrai; mais je ferai ce que je dois, advienne que pourra.*

Ainsi, dès son arrivée à Paris, Proudhon juge la situation pire qu'il ne la soupçonnait. Mais loin de le décourager, cette déception agit chez ce combattif, comme un tonique ; la lutte lui apparaît un devoir. Il faut agir par la parole, par la plume ; *enseigner,* c'est-à-dire tenter d'éclairer l'opinion. Mais Proudhon était déjà en pleine bataille.

Dès son arrivée, les deux articles, dont le premier, *Mazzini et l'Unité italienne,* avait paru dans l'*Office de Publicité,* le 13 juillet, et le second : *Garibaldi et l'Unité italienne,* le 7 septembre, sont réunis en une brochure : *La Fédération et l'Unité en Italie,* avec une troisième étude du 1er octobre 1862 : *La Presse belge et l'Unité italienne.*

Et Proudhon peut écrire à Félix Delhasse : « La publication de ma brochure à Paris n'a guère produit moins d'émotion en France que mon article sur Garibaldi n'avait fait en Belgique. La presse soi-disant libérale me *tombe dessus* en masse; le mot d'ordre a été donné, m'assure-t-on, de l'ambassade turinoise. En revanche, il y a jubilation chez leurs confrères du journalisme dynastique et clérical; très peu de gens se résignent à me prendre selon le sens très clair de mes propositions, et seulement pour ce que je suis. »

Proudhon était descendu à l'hôtel de la Paix, 64, rue du Faubourg-Montmartre; mais, le 23 octobre, il s'installait, 10, Grande-Rue, à Passy. Toute la famille, en médiocre santé, Catherine était malade après sa sœur, Mme Proudhon était épuisée et Proudhon lui-même écrivait à Félix Delhasse, le 25 octobre, qu'il était dans une égale impuissance de travailler ou d'aider au rétablissement de l'ordre dans la maison. Pourtant, il fallait que Proudhon se mît rapidement au travail, afin de pouvoir payer les frais du déménagement et de l'installation. A peine arrivé du reste, Dentu lui

avait demandé *illico* une réponse aux journalistes qui avaient poursuivi de leurs invectives la brochure de la *Fédération et l'Unité en Italie*.

Avant de s'être installé à Passy, reprenant aussitôt contact avec son ami Madier-Montjau resté en Belgique, Proudhon lui donnait ses premières impressions de la France :

*J'ai trouvé la situation ici dix fois pire qu'on ne me l'avait faite. La défection est partout, la démocratie est en plein désarroi, le ralliement marche et l'immoralité monte comme le flux. On peut se croire à un prélude de la fin du monde. C'est justement pour cela que je rentre; j'ai fait le diagnostic, je crois avoir le remède. La France est bien bas, je vous assure, mais l'Europe le sait, et rien ne peut se produire qu'au sein même de cette Babylone. Le gouvernement lui-même le sait... Quel principe avouer. Mais il ne s'agit pas de le vaincre; il ne fait que ce qui lui plaît : il s'agit de remettre sur pied la raison du peuple français, la conscience de notre pays, et d'allumer un phare dans ces ténèbres jésuitiques, doctrinaires, bancocrates et militaristes. Voilà toute mon ambition. Je laisse à d'autres le soin de balayer l'écurie.*

Proudhon a toujours les mêmes idées directrices et il les tient fermement en main : la raison du peuple français, la conscience de notre pays ; tels sont ses sentiments animateurs ; il les précise encore lorsqu'il écrit à Madier-Montjau et lui dit la fonction qu'il lui destine, lorsque dans trois ans, *dans cinq ans au plus, le mouvement en avant recommencera, car l'ordre de choses fondé en* 1852 *approche de sa fin* : « Votre place dans ce mouvement sera... une fonction d'instituteur du droit; on aurait dit, il y a dix-huit cents ans, une fonction d'apôtre ! Oui, cher ami, *la religion* du droit est en train de se former; bientôt elle germera et rien ne pourra lui résister. Ce dont elle aura besoin, ce sera de missionnaires. Il y a là pour vous un avenir immense, et que je vous prie d'envisager sérieusement. Continuez vos leçons de littérature, en vous inspirant toujours de l'idée de justice : c'est une préparation excellente. En France, il ne s'agira plus pour vous de littérature, si ce n'est par forme d'excursion, de digression, ou d'incident; il s'agira de la justice même, dans toutes ses grandes applications, politiques, économiques, littéraires, esthétiques; de la justice, considérée, non plus seulement comme idée ou notion de l'entendement, mais comme passion, comme religion ».

*La religion du droit, la justice comme religion,* « exigeant un apostolat et des vertus de missionnaires... » Cette lettre d'octobre 1862 à Madier-Montjau se détache de la correspondance

pendant cette époque de la vie de Proudhon, elle est en harmonie avec d'autres textes, mais elle est le plus significatif de tous. Elle révèle une pensée à laquelle Proudhon avait été conduit. L'immensité de l'œuvre à accomplir lui avait été découverte par l'analyse des racines du mal dont « *notre pauvre société se meurt...* » « En vous pénétrant de ce principe (*la justice comme religion, la religion du droit*), vous retrouverez un calme dont vous ne jouissez plus depuis longtemps ; sans cesser de mépriser et de haïr ce qui doit être méprisé et haï, vous jugerez mieux la profondeur du mal et l'immensité de l'œuvre à accomplir. Vous êtes prédestiné, vous dis-je, à cet apostolat d'un nouveau genre. Vous avez la véhémence, la vigueur, le zèle, l'élocution, tout ce qu'il faut... »

Proudhon se représentait l'action des missionnaires de la Révolution comme celle des apôtres des premiers temps d'un christianisme qui, lui aussi, avait été révolutionnaire. Cette idée sera reprise et développée par celui des penseurs de la génération suivante qui sera le plus fidèle interprète de Proudhon, Georges Sorel, pour qui Proudhon a été le premier et le dernier maître de 1891 à 1919.

Il n'est pas dans le dessein de ce livre d'étudier et d'approfondir un aspect de la pensée de Proudhon auquel le R. P. Henri de Lubac a consacré *Proudhon et le Christianisme*. Le Christ sur la Croix et Prométhée sur son rocher, le mythe chrétien et le mythe grec, expriment la tragédie d'une humanité traversant d'indicibles souffrances dans sa marche vers la délivrance. Entre les deux mythes, Proudhon a-t-il cru à une scission irrévocable ? Il semble bien l'affirmer dans *Jésus :* « L'homme, abstraction faite de son aspiration vers Dieu et l'Eternel, est ainsi constitué dans sa raison et sa conscience que, s'il se prend au sérieux, il est forcé de renoncer à sa foi, de la rejeter comme mauvaise et nuisible... A cette proscription décisive qui sauve sa dignité, l'homme... perd immensément ; il perd ses espérances immortelles ; il perd ce rapport avec l'infini qui donne une satisfaction si ample à son orgueil et à son sens intime ; il sacrifie sa propre éternité, afin d'être, pendant un instant, quelque chose... il se place volontairement dans le crépuscule... afin de pouvoir dire, pendant une vie sans précédent et sans avenir, vie qui s'écoule avec la rapidité de l'éclair : Moi ! ma conscience est mienne, ma justice est mienne, ma liberté est mienne. Que je pleure pour l'Eternité, mais que du moins, je sois homme pendant une révolution de soleil. Pas de rapprochement possible... Là est la grande scission moderne. Elle est irréparable ».

Et, pourtant, Proudhon ajoute : « Il n'y a qu'un moment où la réconciliation entre nous soit possible, c'est celui de la mort... A ce moment, le savant qui a longtemps médité, longtemps combattu, qui s'est dévoué gratuitement à la justice, qui a vécu sans espérance ultérieure, le héros du dévouement, le vrai homme, peut tendre la main au croyant et recevoir ses adieux ».

Commentant ces pages de *Jésus*, Edouard Berth nous offre une interprétation de l'attitude de Proudhon. Cette solution du conflit ne répond-elle pas au regret de Proudhon, « à cette proscription décisive qui sauve sa dignité, l'homme perd immensément. » Dans son avant-propos au livre de Sorel, *D'Aristote à Marx,* Edouard Berth pensait que la scission n'était pas irrévocable :

*Un accord est-il possible entre ce que j'appèllerai la morale de l'Eternité et la Morale du temps ?... Il est incontestable que si le Christ est mort pour tous les hommes et pour le salut universel, sans acception de races, de classes et de nationalités, le concordat rêvé par Proudhon n'est-il pas, en fait, possible ? Pour un chrétien, la vie temporelle prise et vue dans la perspective de l'éternité, revêt une valeur absolue; tous ses instants, tous ses actes et même tous ses gestes, sont précieux, irréparables, irréversibles, de conséquence infinie...; le pessimisme chrétien n'aboutit pas, comme le pessimisme romantique, au désespoir ou au suicide, mais à un emploi de la vie extrêmement sévère.*

C'est cet emploi de la vie extrêmement sévère auquel songeait Proudhon lorsqu'il disait à Madier-Montjau que sa destinée était d'être un missionnaire de la Révolution.

Proudhon était persuadé que la conquête du droit et de la justice avait pour condition une *révolution dans les idées et dans les cœurs,* sans laquelle les législations seraient inefficaces et les législateurs impuissants. Il n'en fallait pas moins pour que la Révolution apportât avec elle cette puissance de rénovation que devait inspirer la religion du droit. Ses missionnaires, ainsi que l'écrit Proudhon à Madier-Montjau, étaient prédestinés à *un apostolat d'un nouveau genre.* Pour eux, la justice n'était pas seulement une idée, une notion de l'entendement, mais une passion, une religion.

De là, à accuser Proudhon d'un nouveau *vice,* il n'y avait qu'un pas pour ses détracteurs acharnés; ceux-ci s'emparèrent d'un chapitre de *La Guerre et la Paix* où Proudhon prouvait la nécessité de la vie frugale pour insinuer qu'il voulait faire, des civilisés du XIXe siècle, des *ascètes* et des *moines.*

Dans l'esprit de Proudhon, la raison demeure le premier fondement de la révolution et du socialisme. Seulement, la naissance d'une société nouvelle, fondée sur l'idée et le sentiment de la Justice, est un enfantement difficile. Aussi, afin de vaincre l'inertie et le paresseux égoïsme des individus, faut-il que le socialisme ait un caractère presque religieux. Cette religion du droit, ainsi que Proudhon l'appelle, réclame de ses adeptes et de ses missionnaires un sentiment mystique semblable à celui qui avait animé les apôtres et les premiers chrétiens.

Proudhon avait été amené à concevoir les méthodes de la Révolution d'une façon toute différente de celle qu'il envisageait en juillet 1851. Les événements et ses réflexions l'ont convaincu que la Révolution rendait inéluctables une séparation et une rupture.

## II

Pendant longtemps, Proudhon a caressé le rêve d'une union des classes moyennes et des classes ouvrières; pendant longtemps, la notion de peuple (exclusive de la seule oligarchie) s'est opposée dans son esprit à la notion de classe; par suite, ce n'est pas seulement des préoccupations électorales qui l'amenaient en 1850 à appuyer l'alliance des travailleurs et de la bourgeoisie, « cette classe moyenne qui s'en va partout retombant dans la plèbe ». (Lettre du 18 octobre 1852.)

Aussi, dans *La Voix du Peuple* du 12 janvier 1850, Proudhon parle-t-il de cette grande réconciliation pour laquelle « je me dévoue, pour laquelle je sacrifie ma popularité et je serais prêt à sacrifier encore ma vie, je veux dire la réconciliation de la bourgeoisie et du prolétariat ». On trouve de nombreux textes sur ce thème et dans *Le Représentant du Peuple,* dans *Le Peuple,* dans *La Voix du Peuple* et dans *Le Peuple de* 1850 :

*La bourgeoisie et le prolétariat, d'abord antagonistes, ne font qu'un... La victoire de l'une sur l'autre, serait le sacrifice de toutes les deux... Le socialisme prétend que l'on ne pourra établir la paix qu'en identifiant les termes contraires: travailleurs et capitalistes. Nous prétendons que les termes contraires doivent être identifiés.*

Mais, en 1850, Proudhon n'obtient pas l'union sur laquelle il comptait déjà pour, en décembre 1848, faire échec à la candidature de Louis-Napoléon. Et il se résigne à soutenir la candidature d'Eugène Sue, en maugréant du reste contre ce choix :

*Eugène Sue, c'est le communisme et le fouriérisme, ni plus ni moins. Dans un moment aussi décisif, aller rejeter Dupont de l'Eure, l'embauchement en masse de la Bourgeoisie et prendre Eugène Sue, le romancier phalanstérien, cela dépasse la permission d'être bête.*

Pendant les premières années de l'Empire, Proudhon croit encore que, de même que par, leur union contre le Prince Président, en 1850, les classes moyennes et le prolétariat pourront, par leur rapprochement, ébranler le régime et faire échec à Napoléon III. Mais il s'aperçoit vite que la bourgeoisie est trop égoïste et que son goût du gain la met à la disposition de Napoléon III qui pour la séduire offre à son appétit de jouissance les inflations industrielles et les profits faciles de la spéculation boursière. L'Exposition Universelle de 1855 est une époque importante de l'évolution de la pensée proudhonienne. Le 14 mars 1856, Proudhon, qu'avait choqué le spectacle d'ouvriers en blouse se pressant autour du cheval de l'Empereur, écrit ceci :

*Malgré cette populacerie, il n'y en aurait pas pour longtemps si la bourgeoisie était résolue; mais, si elle n'est pas aussi bête que la canaille, elle est cent fois plus lâche et pourrie.*

La lâcheté et la corruption de la bourgeoisie ont prouvé à Proudhon qu'il n'y avait rien à attendre d'elle; il a renoncé — depuis un certain temps déjà — à l'idée d'un rapprochement qui permettrait de renverser l'Empire. Et, désormais, Proudhon est persuadé que « la bourgeoisie a vécu et qu'*il faut tirer le rideau sur sa mort* ». Cette nouvelle idée, qui apparaît dès la *première édition* de *La Justice* est vigoureusement développée en 1860, dans les *Nouvelles de la Révolution,* dans une note, *Bourgeoisie et Plèbe,* qui accompagne la sixième étude sur le Travail.

*Le bourgeois est un vilain qui a quitté la glèbe pour le trafic et le métier et qui s'est fait, par les affaires, une fortune plus ou moins rapide et considérable. Le caractère du bourgeois, le tour et la portée de son esprit, la trempe de son âme, l'énergie de sa conscience, tout en lui s'explique par son origine... Avant* 1789, *la bourgeoisie formant l'un des ordres supérieurs de la nation, placée entre le clergé et la noblesse, d'une part, la multitude rustique et urbaine de l'autre, se distinguait par une certaine gravité; elle*

*avait des traditions, un esprit, un style à elle-même; abstraction des vices inhérents à sa nature, elle avait des mœurs. Depuis* 1830, *il y a dans la bourgeoisie, comme dans la littérature, décadence marquée — l'ancienne honorabilité bourgeoise a disparu; une tourbe immonde, à peine décrottée, a fait irruption dans la caste; et nous avons cette génération mêlée, ignoble, sans pudeur comme sans principes, qui n'est ni bourgeoisie, ni plèbe et qu'on ne saurait prendre autrement que comme le fumier qui doit engraisser une nouvelle semaille.*

*La bourgeoisie est définitivement condamnée : nous assistons à sa mort morale.*

*Hors de l'aristocratie et de la monarchie, il n'y a de gouvernement possible que celui de la nation toute entière, après que la révolution économique aura effacé la distinction de bourgeoisie et de prolétariat.*

*La comédie depuis Molière a multiplié à l'infini les types bourgeois. Nous connaissons les Dandin, les Chrysale, les Orgon, les Arnolphe, les Jourdain. Le dernier venu et le plus cocasse est M. Prudhomme. Passé celui-ci, on tombe dans les Goriot, les Vautrin, les Mandrin, les Macaire.*

*La bourgeoisie a vécu, tirons le rideau sur sa mort.*

*Il n'y a de gouvernement possible que celui de la nation toute entière... La révolution économique effacera la distinction de bourgeoisie et de prolétariat...*

Proudhon a constaté la nécessité à laquelle la bourgeoisie a acculé le prolétariat. Et en février 1864, lorsque les auteurs du *Manifeste des Soixante* vont lui demander son opinion, Proudhon va leur reprocher de s'être déclarés *en politique* d'accord avec l'opposition au lieu de s'être nettement séparés d'elle. Pourquoi n'avoir pas affirmé, comme ils l'auraient dû, une *vérité profonde* ? c'est l'existence, en face de la classe bourgeoise, de la classe ouvrière et l'opposition de ces deux classes :

*Nos publicistes de l'opposition n'ont pas vu, malgré leur dévotion aux idées de* 1789, *que ce qui a créé la distinction toute nouvelle, inconnue même aux temps féodaux, de la classe bourgeoise et de la classe ouvrière ou prolétariat, juste au moment où disparaissaient les anciennes catégories de Noblesse, Clergé et Tiers état, c'est précisément le droit inauguré en* 1789. *Ils n'ont pas vu qu'avant* 1789 *l'ouvrier existait dans la corporation et la maîtrise, comme la femme, l'enfant et le domestique dans la famille; qu'alors il aurait répugné d'admettre une classe de travailleurs en*

*face d'une classe d'entrepreneurs, puisque celle-ci était censée contenir celle-là, mais que, depuis 1789, le faisceau des corporations ayant été brisé, sans que la fortune et les conditions entre ouvriers et maîtres fussent devenues égales, tant que l'on eut rien fait et rien prévu pour la distribution des capitaux, l'organisation de l'industrie, les droits des travailleurs, la distinction s'était établie d'elle-même entre la classe des patrons détenteurs des instruments de travail, capitalistes et grands propriétaires, et celle des ouvriers, simples salariés.*

*Nier aujourd'hui cette distinction entre les deux classes, ce serait plus que de nier la scission qui l'amena et qui ne fut elle-même qu'une grande iniquité; ce serait nier l'indépendance industrielle, politique et civile de l'ouvrier, seule compensation qu'il ait obtenue; ce serait dire que la liberté et l'égalité de 1789 n'ont pas été faites pour lui aussi bien que pour les bourgeois; nier par conséquent que la classe ouvrière qui subsiste dans des conditions toutes nouvelles, en dehors de la solidarité bourgeoise, soit susceptible d'une conscience et d'une initiative propres; la déclarer, par sa nature, sans* capacité politique...

*La division de la société moderne en deux classes, l'une qui vit exclusivement de son travail, l'autre qui vit du revenu de ses propriétés, de ses capitaux... l'une de travailleurs salariés, l'autre de propriétaires, capitalistes, entrepreneurs, étant donc flagrante, une conséquence devait donc s'ensuivre... C'est qu'on s'est demandé si cette distinction était l'effet du hasard ou de la nécessité, si elle était dans les vraies données de la Révolution; si elle pouvait se légitimer en droit, comme elle se constatait en fait; en un mot, si par une meilleure application des règles de la justice et de l'économie, on ne pouvait pas faire cesser cette division dangereuse en ramenant les deux classes à une seule, parfaitement de niveau et en équilibre.*

*Cette question, qui n'est pas nouvelle pour les philosophes, devait surgir parmi les classes ouvrières le jour où une révolution politique les mettrait, par le suffrage universel, de niveau avec les classes bourgeoises où elles apercevraient ainsi le contraste de leur souveraineté politique avec leur état social... Voilà comment la plèbe travailleuse a commencé, depuis seize ans, de s'élever à la capacité politique; c'est par là que la démocratie française se distingue de toutes les démocraties antérieures : le socialisme, comme on l'a appelé n'est pas autre chose.*

L'évolution de la pensée de Proudhon l'a donc conduit — et c'est là l'une de ses plus importantes conséquences — à formuler

une théorie de la lutte des classes avec une force et une netteté qui affirment l'absolue insolidarité existant, dans la société capitaliste, entre la bourgeoisie et le prolétariat : c'est là, ajoute Proudhon, un des traits distinctifs de la démocratie et du socialisme.

Une évolution semblable avait amené Proudhon à apercevoir l'inévitable rapprochement qui devait se produire entre paysans et travailleurs industriels. La Marianne des champs et la Sociale des cités devaient se rencontrer.

Sans doute depuis 1851 et 1852, les plébiscites napoléoniens avaient reçu la majorité des suffrages ruraux. En 1861, des voix ouvrières ont réclamé leur indépendance; et les délégués envoyés à l'Exposition de Londres par les métiers parisiens, ce sont eux qui les ont nommés. Aux élections de 1863, des candidatures auront pour intention d'affirmer l'autonomie ouvrière; on verra que Proudhon opposera à cette initiative une tactique d'abstention. Celle-ci lui paraîtra une méthode plus efficace pour ébranler le régime impérial ; il aurait préféré que les ouvriers donnent l'exemple à leurs frères des champs en déclarant qu'à l'avenir ils n'entendaient plus relever que d'eux-mêmes :

*C'est à la démocratie de Paris et des grandes villes qui a pris les devants à chercher les points de raccordement qui existent entre elles et la démocratie des campagnes...*

Proudhon a eu la vision des liens qui existaient entre elles; il a eu conscience des éléments communs au prolétariat industriel et au prolétariat rural. Ici encore, Proudhon manifeste sa lucidité: elle s'exprime dans d'autres domaines. C'est également le cas d'un fédéralisme professionnel, destiné à servir de contrepoids au gigantisme d'un Etat dont les fonctionnaires vivraient en parasites sur le corps des producteurs.

La *Vie ouvrière sous le Second Empire* répond aux prévisions de Proudhon. Dans cette peinture nuancée et puissante de la société française, Georges Duveau a appliqué une méthode originale à l'étude de l'évolution des différents éléments qui composaient, dans une période de mue, cette société mobile. Ses conclusions confirment les vues de Proudhon sur deux points essentiels. D'abord Proudhon s'est aperçu que l'opposition qui, autour de 1848, existait entre les classes industrielles et les classes ouvrières s'était transformée en antagonisme et qu'un fossé s'était creusé entre elles. Autour des années 1860, l'économiste Michel Chevalier se rencontre avec l'ouvrier Benoit pour juger que l'industriel et le travailleur, le patron et l'ouvrier sont devenus *deux natures*

*ennemies*, étrangères l'une à l'autre. Et Proudhon ajouterait : deux natures inconciliables puisque, retranchés de la communion nationale, les ouvriers n'avaient plus d'autre choix que la séparation : « Séparez-vous de qui s'est le premier séparé ».

Mais l'opposition entre ces deux natures étrangères ne se limitait pas aux populations ouvrières et industrielles des grandes villes; elle se prolongeait dans les campagnes. La Marianne des champs et la Sociale des cités n'avaient pas seulement les mêmes adversaires. Les quatre groupes d'ouvriers entre lesquels se divisaient les populations laborieuses de la France sous le Second Empire, tels que les présente l'analyse minutieuse de Georges Duveau, offrent une composition grâce à laquelle la psychologie de chacun de ces groupes fait passer à travers l'âme ouvrière des résonances communes : les unes sont d'origine rurale, les autres industrielles.

Le vrai en ceci est que, depuis une quarantaine d'années, le même mouvement de sécession que nous avons signalé plus haut, dans la population des villes, entre l'ouvrier et le bourgeois, se manifeste parmi les populations des campagnes, entre la plèbe rustique et l'oligarchie propriétaire, celle-là surtout qui habite au sein des villes. Comme cet antagonisme a son origine au plus profond de la nation, Proudhon l'expose dans tout son jour :

« Tandis qu'au sein des villes l'ancien principe féodal s'est maintenu en se transformant et continue de se développer — ainsi qu'en témoignent, d'un côté, la féodalité industrielle et financière, qui s'entend si merveilleusement à mettre à la raison la classe moyenne et le prolétariat; d'autre part, l'ambition qui possède une foule de bourgeois d'ajouter à leurs titres de fonctionnaires, de capitalistes, d'entrepreneurs et de négociants, la qualité de grands propriétaires fonciers, de suzerains du sol; en troisième lieu, certaines tendances communistes, certaines idées corporatives mal définies, des classes ouvrières — les paysans ont marché sous l'impulsion d'une pensée fixe, celle d'assurer de plus en plus leur franchise par la libre possession du sol. La conception de la propriété, en un mot, n'est pas la même chez le citadin et chez le paysan : de là leur évolution en sens inverse. L'un cherche avant tout la rente, l'orgueil de la possession; l'autre vise à l'indépendance du travail, à la suzeraineté de la vie agricole. Pour celui-ci la propriété c'est le franc-alleu, pour celui-là c'est encore le fief. Il est entendu que je n'emploie ces expressions que pour mieux faire ressortir ma pensée, sans que je veuille prêter à personne des idées fort au-dessus de la routine. En fait, il n'est peut-être pas

un paysan, pas un bourgeois, à l'exception des juristes, qui sache ce que signifient ces termes de notre ancienne langue, fief et alleu. Mais ces mots expriment deux droits, deux ordres de faits différents, deux tendances opposées, qui se reproduisent de nos jours comme au moyen âge, et dont il n'est même possible, à mon jugement, de faire cesser entièrement aucune.

« Comme autrefois, l'âme du paysan est dans l'idée allodiale. Il hait d'instinct l'homme du bourg, l'homme des corporations, maîtrises et jurandes, comme il haïssait le seigneur, l'homme aux droits féodaux; et sa grande préoccupation est, suivant une expression du vieux droit qu'il n'a pas oubliée, d'*expulser le forain*. Il veut régner seul sur la terre, puis, au moyen de cette domination, se rendre maître des villes et leur dicter la loi. Cette idée de la prédominance de l'agriculture sur l'industrie est la même que celle qui fonda la suprématie de l'ancienne Rome et décida la victoire de ce peuple laboureur sur toutes les puissances industrielles et commerçantes de l'ancien monde; qui plus tard soutint la féodalité elle-même : idée qu'adoptèrent au XVIII^e^ siècle les physiocrates, et qui n'est certes pas encore épuisée.

« Ainsi la cause des paysans est la même que celle des travailleurs de l'industrie; la *Marianne* des champs est la contre-partie de la *Sociale* des cités. Leurs adversaires sont les mêmes. »

Ainsi Proudhon croit que la révolution s'accomplira grâce à l'union des travailleurs industriels des villes et des paysans. La formule en ces années 1860 se rapproche singulièrement de celle de Lénine. En outre, Proudhon estime que la révolution est aussi l'œuvre d'une opinion (il écrit à Bouteville, le 20 novembre 1859) « représentée par une élite d'hommes de toutes langues et de tous pays ».

Mais qu'entend-il par la nécessité des choses ? A cette époque de sa vie, Proudhon définit ainsi la Révolution : « C'est une idée d'abord élémentaire et qui point comme un germe, idée qui au premier moment n'offre rien de remarquable, empruntée qu'elle paraît à la sagesse vulgaire, et qui, tout à coup, comme le gland enfoui dans la terre, comme l'embryon dans l'œuf, prend un accroissement imprévu et, de ses institutions, remplit le monde... »

Mais, par ses caractères, la Révolution telle qu'elle apparaît dans *La Capacité politique* ne ressemble en rien à la vieille conception de la tradition jacobine, dont le moyen tout-puissant était la prise du pouvoir et la création d'un individu abstrait fabriqué par les lois.

On peut nommer cette forme de Révolution, *la Révolution-*

*puissance* (s'emparer des positions et des places occupées par les bourgeois et s'affubler de leurs dépouilles, l'expression est de Georges Sorel) ; par opposition, on pourrait appeler *Révolution-capacité,* la Révolution selon Proudhon, puisqu'elle implique capacité politique et capacité technique, compétence du travailleur et conscience du citoyen :

*Une Révolution sociale comme celle de* 89 *que continue, sous nos yeux, la* démocratie ouvrière, *est une* transformation *qui s'accomplit* spontanément, *dans l'ensemble et dans toutes les parties du corps politique. C'est un système qui se substitue à un autre, un organisme nouveau qui se substitue à un autre et qui remplace une organisation décrépite;* mais cette substitution ne se fait pas en un instant, *comme un homme qui change de costume ou de cocarde; elle n'arrive pas au commandement d'un être ayant sa théorie toute faite ou sous la dictée d'un révélateur. Une révélation vraiment organique, produit de la vie universelle, bien qu'elle ait* ses messagers et ses exécuteurs, n'est vraiment l'œuvre de personne...

Sans doute, pour Proudhon, était-ce une joie de penser qu'il aurait été un des messagers de la Révolution. Mais il aura été plus encore, si l'on songe à l'influence que ses idées ont exercée, et tout d'abord sur l'élite ouvrière qui allait créer la première Internationale et organiser, en France, entre 1865 et 1870, un *pré-syndicalisme* avec ses Chambres syndicales et ses premières Fédérations.

Sur cette génération des années 60, l'influence de Proudhon est certaine, bien qu'on l'ait contestée — il nous faudra revenir sur ce point. Mais cette influence s'est-elle prolongée à travers les générations ouvrières qui ont suivi celle-là au XIXe et au XXe siècles ?

Il nous paraît qu'on a toutes les raisons de le penser. Lors du centenaire de la naissance de Proudhon en 1909, Edouard Droz lui a consacré un livre généreux et enthousiaste, et il a entendu démontrer que : « l'influence du socialisme proudhonien n'a pas cessé un instant de s'exercer sur les couches profondes du prolétariat militant ».

Ce jugement ne peut être accepté qu'avec les observations suivantes :

D'abord, les militants sur lesquels cette influence s'est exercée, n'en ont pas toujours pris conscience, car certains d'entre eux pouvaient ne l'avoir pas lu; leur nature propre avait fait beaucoup plus que leurs lectures pour les placer dans une atmosphère

proudhonienne. Une harmonie pré-établie existait, qui exprimait un phénomène de *correspondance* singulièrement émouvant.

D'autre part, chez certains militants, le proudhonisme a agi à la manière d'un réactif par opposition aux idéologies développées par des vulgarisateurs mal avertis de la pensée marxiste. Il séduisait les caractères indépendants prêts à regimber contre tout endoctrinement. Georges Sorel, et après lui Edouard Berth et Georges Gurvitch, ont hardiment montré qu'entre Proudhon et Marx n'existait pas un antagonisme irréductible semblable à celui que se sont plu à utiliser des passions partisanes.

Enfin, parce que l'action de la pensée proudhonienne ressemble à une source souterraine et profonde, elle est intermittente.

Après la génération de Tolain, celle de Varlin, celle d'Emile Pouget (et sans chercher ici pour chacun de ces militants à retracer les chemins et les pistes), l'année du centenaire de la naissance de Proudhon justement, semblait marquer *un retour* à Proudhon ; et dans une salle obscure du 15e arrondissement de Paris en 1909, rencontrant James Guillaume, je rappelai avec lui la grandeur de l'homme et l'exemple qu'avait donné son existence. En cette année-là, si décisive qu'on a voulu en profiter pour le mettre en désaccord avec lui-même, Georges Sorel avait voulu souligner ce retour en disant : « Je suis persuadé que ce retour n'a rien de raisonné..., plus ce retour est inconscient, plus il est intéressant pour nous, car il est de nature à montrer que la doctrine de Proudhon a dans la pensée populaire des racines plus profondes qu'on ne le croit d'ordinaire ».

*Il faut en prendre pleine conscience; il se pose des problèmes d'influence qui sont, qui seront toujours impossibles à résoudre d'une manière objective et vraiment scientifique.*

Sur ces problèmes d'influence, j'adopte entièrement les conclusions pleines de justesse et qu'à sa manière vigoureuse Lucien Febvre a développées dans une étude de la *Revue de Synthèse historique* (1909) :

*Ce que M. Droz a marqué fortement, c'est qu'en dépit d'une apparente éclipse, la pensée proudhonienne n'avait jamais cessé, en réalité, de vivre et d'agir en France dans les couches profondes du prolétariat; c'est encore qu'un accord intime, un accord presque constant, se manifeste entre certains principes, certaines directions essentielles de la pensée de Proudhon et les manifestations* les plus intimes et les plus énergiques *de la vie ouvrière contemporaine.*

III

Le 2 novembre 1862, alors qu'il se trouve dans tous les embarras d'une installation, « point de livres, mes papiers empilés dans des malles..., je mange sur un tabouret; j'ai, à droite, le poêlier-fumiste, et à gauche, le menuisier », Proudhon écrit à un ancien camarade d'atelier, Milliet, une lettre qui a déjà attiré notre attention :

*Je n'ai pas plus oublié que vous, mon cher et ancien collègue, notre vie d'atelier d'il y a trente-deux et même trente-cinq ans... La génération d'alors était meilleure que celle d'aujourd'hui. On vivait plus simplement, plus moralement; il y avait moins de spéculation ambitieuse et de parasitisme; au total, l'existence était plus facile, plus saine et meilleure... Si tout ne me démontrait que la société est entrée dans une crise de régénération qui sera longue et peut-être terrible, je croirais à l'irrévocable décadence et à la fin prochaine de la civilisation. Mais nous en sortirons, il faut le croire, parce que nos contemporains sont plus dissolus... Le mouvement de l'histoire s'accomplit par oscillations dont il dépend de nous d'abréger l'amplitude...*

*Il dépend de nous d'abréger l'amplitude ?*... Comment ?... *Travaillons donc à nous rendre meilleurs, à penser juste; cherchons la frugalité et fuyons la paresse. Avec cela, nous abrégerons l'épreuve et nous renaîtrons supérieurs à nos pères...*

Voilà à quoi réfléchit Proudhon lorsque au milieu de son déménagement, qui dure depuis un mois, il se trouve : « moi écervelé sans livres, et mangeant sur un tabouret... ». Mais cette lettre à Milliet n'est pas seulement intéressante parce qu'elle nous découvre ce que pense Proudhon : « de la publicité, je suis saoul; ce dont j'ai besoin, c'est des joies fortifiantes de l'intimité... ». Dès ce 2 novembre 1862, Proudhon entend démontrer l'*enchaînement de ses idées :*

*Si en* 1840, *j'ai débuté par l'*anarchie, *conclusion de ma critique de l'idée gouvernementale, c'est que je devais finir par la* fédération, *base nécessaire du droit des gens européen, et, plus tard, de l'organisation de tous les Etats.*

Et il s'explique : « Sur tout cela, il est aisé de voir que la *logique*, le *droit* et la *liberté* dominent; en sorte que l'ordre public reposant directement sur la liberté et la conscience du citoyen, l'*anarchie*, l'absence de toute contrainte, de toute police, autorité, magistrature, réglementation, etc..., se trouve être le corrélatif de

la plus haute vertu sociale, et, partant, l'idéal du gouvernement humain. Nous n'en sommes pas là sans doute, et il se passera des siècles avant que cet idéal soit atteint; mais notre *loi* est de marcher dans cette direction, de nous approcher sans cesse du but; et c'est ainsi, encore une fois, que je soutiens le principe de fédération ».

Voici le mot de *fédération* prononcé. Autour de cette expression se concentre l'esprit de Proudhon depuis quelque temps déjà, mais surtout depuis qu'il croit y voir la solution des conflits européens, le moyen d'assurer la paix entre les peuples.

De l'anarchie, la critique de l'idée gouvernementale devait amener Proudhon à ce principe fédératif, base nécessaire du droit des gens, de l'organisation de tous les états et d'un régime républicain. Car il faut le noter, entre 1840 et 1860 (1860, date de la deuxième édition de *La Justice* où *les Nouvelles de la Révolution* s'attachent à l'idée de fédération), il est utile de rappeler les *Confessions d'un Révolutionnaire* qui critiquaient le fait gouvernemental et l'*Idée générale de la Révolution au* XIX^e^ *siècle*. Celle-ci déjà considérait le fédéralisme régional, mais surtout professionnel, comme la solution du problème que posait « la liberté contre l'Etat ». Mais l'organisation intérieure de la nation d'abord avait suggéré le fédéralisme.

Progressivement, au fur et à mesure qu'il s'était intéressé aux questions de politique extérieure, l'application du principe fédératif s'était étendu et Proudhon y avait vu la possibilité d'assurer par lui et de garantir l'équilibre européen menacé par le principe des nationalités. Ainsi, de purement intérieur à la nation, la Fédération avait conquis dans l'esprit de Proudhon la position d'une solution *clé* commune à l'ensemble des exigences que présentaient à son esprit, politiquement, la garantie des libertés individuelles, mais, humainement, le respect et la garantie de la personne.

Proudhon affirmera dans la *Capacité politique* qu'un gouvernement est un système de garanties[1] :

*Le même principe de garantie mutuelle, qui doit assurer à chacun l'instruction, le travail, la libre disposition de ses facultés, l'exercice de son industrie, la jouissance de sa propriété, l'échange de ses produits et services assurera également à tous l'ordre, la*

1. Proudhon rédige en 1864 un manuscrit inachevé qui a été publié en 1870 sous le titre : *Contradictions politiques : Théorie du mouvement constitutionnel au* XIX^e^ *siècle*.

*justice, la paix, l'égalité, la modération du pouvoir, la fidélité des fonctionnaires, le dévouement de tous...*

Une phrase de la lettre du 2 novembre 1862 éclaire tout : « L'ordre public reposant directement sur la liberté et la conscience du citoyen ». La conscience du citoyen est le foyer des institutions dans la cité. Il n'y a plus d'autre règne que celui du droit (sixième étude de *La Justice*), de ce *droit nouveau* dont déjà, dans la lettre à Fleury, le 22 janvier 1843, Proudhon disait qu'il s'élabore *dans l'esprit du peuple et des savants.*

La théorie du contrat reposant sur la volonté et le consentement de l'individu est au centre du fédéralisme; Proudhon se croit autorisé à dire : « Je suis à moi-même mon propre gouvernement ».

Et, dans le *Principe fédératif*, il écrira : « Le Contrat politique est une fédération, à condition que le citoyen ait autant à recevoir de l'Etat qu'il lui sacrifie et qu'il conserve sa liberté, moins l'objet spécial pour lequel le contrat est formé et dont on demande la garantie à l'Etat ».

Quelle satisfaction a dû éprouver Proudhon lorsqu'il a été convaincu que le principe fédératif lui offrait la solution de nombre de contradictions. En même temps, il répondait à la conception à laquelle il était parvenu de la patrie. Dans les *Nouvelles de la Révolution* qui, en 1860, accompagnent la quatrième étude de *La Justice*, voici comment Proudhon exprime son idée de la patrie:

*Il n'était point mal pour la fraternité des nations qu'il y eût en France des Flamands, des Allemands, des Italiens, des Basques. Il était encore mieux qu'il y eût des Français en Belgique, en Prusse, en Suisse, en Piémont, en Angleterre... Les exceptions apprenaient aux peuples que la justice est au-dessus de la langue, du culte et de la figure, bien plus que tous les accidents du sol et les variétés de races, c'est le droit... l'intérêt général de la civilisation, celui qu'ont tous les peuples à apprendre à se supporter entre eux.*

## IV

*Ce qui crée la patrie, c'est le droit, l'intérêt général de la civilisation, celui qu'ont les peuples à apprendre à se supporter entre eux... Si une moitié de la vérité nous épouvante parfois, la vérité tout entière nous rassure et nous charme...*

La justice dans la Cité, l'équilibre entre les nations, vont trouver, dans les institutions inspirées par le Principe fédératif,

les garanties qui assureront la liberté de la personne et la paix entre les peuples.

Cette nouvelle espérance rend à Proudhon son énergie; le 4 novembre 1862, il écrit au docteur Crétin :

*Patience, nous nous relèverons, et une fois à la besogne, je ne sors plus. J'ai un grand besoin de travailler; je crois sentir que je vais mieux et que le climat de Passy exerce sur moi une heureuse influence.*

Et le 19 novembre, à Buzon :

*J'ai, de par le monde, quelques amis dont l'âpre colère et l'indignation vertueuse me soutiennent : sans cela, je succomberais, non à la peur ou à la défiance, mais au dégoût... Je ne me contenterai pas d'écraser cette infâme presse; je veux cette fois élever hardiment le drapeau de la scission, rompre avec cette coterie d'intrigants, et commencer un mouvement d'épuration, comme disait Robespierre, qui pourra fort bien aboutir à une régénération de la raison et de la conscience démocratiques... Mes deux gamines ont fait fête aux raisins... Quelques assiettes ont été offertes à trois ou quatre connaissances, dignes d'apprécier votre joli cadeau; il faut que les enfants, en apprenant à remercier quand on leur offre quelque chose, apprennent aussi à donner...*

Au commencement de janvier 1863, Proudhon a presque achevé la rédaction de son livre *Le Principe fédératif : le seul système politique qui puisse se concilier avec la vraie révolution et réaliser l'égalité économique est la Fédération.*

Mais Proudhon se sent fort gêné et complètement au dépourvu; le renouvellement de l'année, les termes de loyer, d'école, les réparations et approvisionnements du ménage lui ont donné un grand besoin d'argent, écrit-il à son éditeur Dentu, auquel il demande un acompte. Et, avec sa modestie coutumière, il juge ainsi son nouveau travail : « Le fond paraîtra à tout le monde beaucoup plus important que la forme. Travail à refondre, si vous voulez, mais idée neuve et juste... ». Proudhon n'est pas content, parce que, comme il l'écrit à Aug. Defontaine, il a bâclé en trois cents pages sa nouvelle publication.

L'idée lui apparaît neuve et juste, aussi ne veut-il pas que la présentation puisse nuire à l'idée; le 14 janvier, Proudhon demande donc à Dentu l'autorisation de revoir toute une partie de l'ouvrage, au prix du sacrifice de quelques rames de papier et de quelques jours de retard :

*Il y a là une idée puissante, féconde, qui vient tout à fait à l'heure; qui, tout en soulevant de grands défauts, est appelée à*

*faire son chemin, à entraîner une grande partie des masses, et, par là, à opérer une révolution dans les idées. Tout l'ouvrage doit être dirigé vers ce but.*

Seulement, l'auteur avait « le cœur ulcéré » et ne jouissait pas de la sérénité nécessaire pour faire un livre; la deuxième et la troisième partie ont un caractère personnel qui refroidit le lecteur, diminue l'intérêt, et amoindrit l'idée principale. Il manque au travail le crescendo sans lequel une œuvre littéraire est imparfaite et finalement manque son but : « Bref, en recouvrant mon sang-froid, après m'être en quelque sorte assouvi par cette longue polémique contre de maladroits ennemis, j'ai vu d'un seul coup le défaut de mon travail, et ce qui me reste à y faire, et je viens à nouveau vous demander la permission de me reviser moi-même... Vingt pages à ajouter — autant à transposer — quarante lignes à modifier. Avec cela, je change de ton général à la deuxième et troisième parties, je fais de ma publication un *vrai livre* de principe, de morale, d'actualité... Vous voyez, cher monsieur Dentu, ce que c'est que de composer un ouvrage avec une idée forte et un sentiment malheureux. Il y a quelque chose de gauche que l'écrivain n'aperçoit que lorsqu'il a entièrement dégorgé sa colère par le travail même. J'ai été outragé, irrité, blessé, je voulais une vengeance, j'ai oublié que je ne pouvais l'obtenir que de ma raison, non de mon ressentiment ».

Proudhon raconte à Buzon comment il a remanié deux fois et refait presque complètement son ouvrage qui ne devait être tout d'abord qu' « un joli petit pamphlet de soixante pages au plus ». « Peu à peu, je me suis aperçu que je me fourvoyais, que ce qu'il fallait, c'était un travail sérieux, solide, et un coup terrible. Me voilà donc refaisant mon ouvrage sur épreuves, tant et si bien qu'au bout de deux mois je n'avais pas encore fini; seulement, au lieu de soixante pages, j'étais arrivé à deux cents. On met sous presse, la première feuille est tirée; je ne sais combien de rames de papier, *grand Jésus*. Mais voilà que la nuit une insomnie s'empare de moi; c'était le diable ou mon bon ange, je ne sais encore lequel, qui venait m'éveiller. Je songe que j'ai fait une œuvre stupide, obscure, violente, digne de mes adversaires, sans doute, mais faite pour me déshonorer comme écrivain. De suite, je me lève, je fais suspendre le tirage et je déclare à Dentu que j'ai des corrections à faire. Ces corrections m'ont pris encore cinq semaines, et ma brochure qui devait avoir soixante pages au plus, dépasse trois cents. Il est certain qu'un enfant ainsi bâti, conçu en quatre reprises, doit faire une singulière figure. Vous

y verrez force ratures, lacunes, des bosses, des méplats, des solutions de continuité. Un nouvel avertissement du ciel ou de l'enfer, vous me le direz, m'a été donné cette nuit (31 janvier), et j'avais presque résolu de tout brûler et de renvoyer la publication à Pâques. Cependant, après avoir dormi, j'ai résolu de laisser aller les choses et de n'y plus regarder ».

Les deux lettres de Proudhon à Milliet et à Bergmann, des 11 et 12 février 1863, montrent comment fut composé *Le Principe fédératif :*

*Après avoir subi l'excitation de l'éditeur... j'ai compris que, au lieu d'une œuvre polémique, c'était un travail de doctrine et de haute politique que j'avais à faire... Il est résulté de tout cela qu'après avoir écrit mon travail d'un premier jet, et avoir laissé commencer le tirage, après une nuit d'insomnie, pendant laquelle j'ai refait, dans ma pensée, mon travail, j'ai dû faire suspendre l'impression, et j'ai donné une tournure nouvelle à l'ensemble et aux détails de mon ouvrage. Voilà comment, au lieu d'un labeur de quinze jours, j'en ai fait un de trois mois; comment, au lieu d'une philippique de quarante pages, j'ai mis au monde, vous le dirais-je, non pas seulement un livre, mais un système. Au reste, ni le diable, ni le bon sens n'y perdront rien...* En relatant les mêmes faits à Bergmann, Proudhon ajoutait : *Je ne me suis pas découragé. J'ai redoublé d'énergie et je viens enfin de terminer une véritable exposition philosophique du principe fédératif, une des choses les plus fortes et les plus neuves que j'aie produites... J'ai fait pour cela un effort herculéen. Epuisé de longue main, déjà horriblement fatigué au mois de septembre dernier, lorsque je vins à Paris faire ma dernière brochure, en réponse aux Belges, il m'a fallu improviser, en quelque sorte, puis,* refaire, *après une première rédaction défectueuse, ce nouveau travail qui eût dû exiger au moins six mois de réflexion...*

Et Proudhon, rendant hommage à son éditeur, écrivait à Milliet:

*Dans le temps où nous vivons, un livre de politique, signé d'un nom comme le mien, n'est pas chose facile à éditer pour un libraire. On s'y met (littéralement) à quatre pour éplucher mes épreuves, lorsque j'ai donné le bon à tirer; puis, la ventilation terminée, il faut que je refasse, amende, adoucisse, etc... les passages suspects.* C'est le 14 février 1863 que, les épreuves revues et expurgées, on tirait les feuilles du *Principe fédératif :*

Après tant de repentirs, que Proudhon pensait-il d'un livre composé dans de telles conditions et parmi de tels scrupules ? Il le confie à Buzon : « C'est un livre et ce n'est pas un livre;

c'est quelque chose d'hétéroclite, de très fort par endroits, de soporifique dans d'autres; en somme une idée formidable, qui, si elle porte coup, doit produire un effet énorme. En un mot, je me suis dit que le fond sauverait peut-être la forme... Mais j'ai la cervelle bouillie et la tête comme une poire molle ».

L'intention de Proudhon — telle qu'il la conte à Buzon — était de démontrer que tous les gouvernements connus, jusqu'à ce jour, étaient des fragments dépareillés de la vraie constitution sociale. Cette constitution unique, la même pour tous les peuples, peut être appelée *République fédérative*. Hors de cette constitution, il n'y a ni liberté, ni droit, ni morale, ni bonne foi. Proudhon croit avoir trouvé la *solution du problème politique*. Grâce à elle, il a pu donner la définition de la République.

Proudhon estime qu'il existe en France des éléments de fédéralisme qu'il faut grouper; que la fédération doit être un des éléments du programme adopté par les hommes de conscience qui formeront la première équipe de la jeune démocratie.

Satisfait d'avoir donné, le *premier*, la philosophie du système fédéral et la solution du *problème de la République*, Proudhon ne l'est pas de la valeur littéraire de son œuvre qui n'a pas, en effet, la belle vigueur de *La Justice*. Il n'a pas écrit une œuvre classique qui réponde à son ambition; son ouvrage, d'abord improvisé, a dû être remanié; il était resté à ses yeux si plein d'imperfections qu'au dernier moment, en y réfléchissant, il se demandait s'il n'allait pas à nouveau tout briser et refaire. Mais, quant au fond, il produira *un terrible vacarme*.

## V

A la fin de janvier 1863, Proudhon se sent accablé de fatigue : « J'ai la cervelle si malade que par moments je ne puis ni lire, ni écrire, ni penser, ni marcher... Ce dernier effort, à la suite de la secousse que j'ai subie en septembre et d'une année très laborieuse, m'a mis sur les dents... »

Pourtant, les élections étant annoncées pour le printemps, Proudhon est déjà prêt à la lutte. Il prend aussitôt position. Dès le 28 janvier 1863, il écrit à Gustave Chaudey :

*Je n'ai plus que quelques révisions (des épreuves du* Principe fédératif). *Maintenant que me voilà le cerveau libre, j'envisage plus clairement la question électorale. En deux mots : au point*

*de vue des* principes, *nous ne pouvons voter sous aucun prétexte; il y a contradiction entre notre idée et le vote, aux conditions actuelles. Au point de vue* pratique, *il est nécessaire que la nouvelle démocratie se pose par cette voie, parce que cette participation au système fait perdre de vue l'avenir grandiose et la révolution politique et sociale que notre devoir est de préparer; et parce que nous restons indéfiniment* confondus *avec les vieux de la vieille garde... L'*abstention, *c'est la mise hors la loi.*

La nouvelle démocratie, à d'autres moments Proudhon dira la jeune démocratie, s'oppose à la vieille démocratie, comme au passé l'avenir. L'une est la démagogie jacobine, l'autre la République fédéraliste; car le principe fédératif est devenu, au regard de Proudhon, le caractère essentiel de la République; et lorsque, le 3 février, il écrit au ministre de l'Intérieur, afin de lui demander l'autorisation de publier un journal « politique, économique, littéraire, judiciaire, ecclésiastique », le nom qu'il se propose de lui donner sera : *La Fédération.*

*La République, jusqu'à présent à l'état d'idéal vague, vient enfin de trouver sa* définition; *la démocratie moderne peut enfin trouver son avenir et diriger sa marche; elle a trouvé ses principes, ses formules, elle a une politique. Mon titre saisit tout le monde et déjà les vieux partis se sentent frappés... Un parti nouveau va se former qui, en peu de temps, dévorera les autres...*

Ce parti nouveau qui se forme — le parti de la nouvelle démocratie — devra d'abord s'affirmer aux élections prochaines par l'abstention : « Il vaut la peine de tenter l'aventure, écrit Proudhon à Chaudey, le 21 février; il faut que certaines choses soient dites et publiées; il faut que la masse soit éclairée... »

En même temps, Proudhon demande à Gustave Chaudey *quelques* motifs en vue de la rédaction des quinze à trente pages qu'il est en train d'entreprendre :

*Je pose d'emblée l'abstention dans sa haute et énergique signification...* Et, le 25 février, à Lebègue :

*C'est moi qui, dans ce moment, porte seul le drapeau de la Révolution, de la République, de la liberté et du droit. La guerre est bien déclarée, bien entamée...*

Le fédéralisme — Proudhon l'écrit le 28 février à Grandclément — se rattache à l'ensemble de son œuvre. Et il regarde son « ébauche sur le *principe fédératif* » comme un fragment détaché de la théorie de la propriété elle-même — théorie à laquelle Proudhon travaille et qui aurait vu le jour, si depuis *six* mois il n'avait été arrêté par les tribulations que lui cause *le jacobinisme*

*franco-belge et italien*. Il est probable qu'il s'agit là de la *Théorie de la Propriété* qui ne fut publiée que comme ouvrage posthume.

Dans ces dernières années, Proudhon ne se contente pas de ses nouveaux travaux, ni de poursuivre ceux qu'il a commencés, comme cette *Histoire de la Pologne* qu'il n'arrivera pas à terminer; il veut reprendre ses premiers thèmes, comme la Propriété, et les mettre en harmonie avec l'évolution qu'a suivie sa pensée depuis 1854. Cette évolution a été déterminée par son expérience et par sa méditation sur ses propres idées antérieures. Et voilà la raison pour laquelle les années de 1853 à 1855 sont à l'origine de cette évolution. Dans les étapes de cette pensée en mouvement, le *Projet d'Exposition perpétuelle,* présenté au prince Napoléon à l'Exposition de 1855, a été pour Proudhon une *expérimentation* qui a conduit celui-ci des *Mémoires sur la Propriété* à la *Théorie de la Propriété,* cet ouvrage posthume. Il est la transition entre les deux formules, grâce auxquelles se condensent d'une façon saisissante les deux attitudes d'esprit qui ont inspiré les *Mémoires* et la *Théorie : La Propriété c'est le vol* et *la Propriété c'est la liberté.*

Il pouvait paraître naturel, en publiant la *Théorie de la Propriété,* de la faire suivre du *Projet d'Exposition perpétuelle.* Ce projet est la dernière expression, la formule la plus achevée du socialisme de l'Echange — celle où Proudhon entend supprimer la monnaie métallique, non seulement comme intermédiaire des échanges, mais comme étalon des valeurs. Mais l'obligation où Proudhon s'était trouvé, en rédigeant le projet, d'aller jusqu'à la conséquence logique du socialisme de l'Echange, l'avait persuadé qu'il se heurtait à une contradiction invincible en espérant socialiser l'échange sans socialiser la production et assurer ainsi le maintien de la liberté.

Dans une de ses lettres, Proudhon écrit à Grandclément que, depuis trente ans *le fédéralisme bouillonnait* dans ses veines; et, le 15 mars 1863, à Auguste Défontaine : « Malheureusement, je suis pour le moment en proie à une surexcitation cérébrale qui ne me permet pas de penser ni d'écrire. Bon gré, mal gré, il faut que je me livre au repos. Voilà dix ans que les médecins me condamnent à six mois de pêche à la ligne; et depuis dix ans, je n'ai fait que redoubler et accumuler le travail. Maintenant, je suis au bout, je n'en puis plus. Je ne me donnerai pourtant congé que lorsque j'aurai dit mon mot — trente à quarante pages — sur les futures élections. Mais, même pour écrire ce bilboquet, il faut que je me donne huit jours de promenade au Bois de Boulogne. »

Proudhon se trouvait partagé entre l'extrême fatigue d'un effort prolongé, en dépit de toutes les traverses, et le souci qu'il avait d'établir une harmonie entre les diverses étapes de sa pensée, ainsi que le montre la lettre qu'il écrit à M. Clerc, le 4 mars 1863:

*La vérité est une, mais elle nous apparaît par fragments, sous des angles très divers; notre devoir est de l'exprimer telle que nous la voyons, quitte à nous contredire réellement ou en apparence. Ceci vous apparaîtra singulier; mais en réfléchissant vous reconnaîtrez que, du point de vue de la sincérité, j'ai raison. La vérité est le prix d'un long travail; elle a bien des faces diverses, souvent elle semble se contredire; c'est pourquoi nous sommes beaucoup plus exposés à la dénaturer en voulant nous mettre toujours d'accord qu'en disant bonnement, chaque jour et sur chaque chose, ce que nous pensons et ce que nous voyons.*

Le 2 mars 1863, Proudhon écrit à Félix Delhasse que son fédéralisme entre dans les têtes « comme un boulet dans du beurre ». En fait, deux des trois plus récents ouvrages de Proudhon connaissaient un succès d'intérêt certain : *La Fédération et l'Unité en Italie* est tirée à douze mille; *Le Principe fédératif* en est au sixième mille, tandis que les *Majorats littéraires* ont été tirés seulement à mille.

Proudhon se préoccupe de former le parti de la jeune démocratie, qu'il appelle le *Parti de la Fédération* dont il va formuler la déclaration.

Le 9 mars, Proudhon annonce à Charles Beslay que le *factum* est prêt pour lui et ses ouvriers :

« C'est long; mais il n'y a rien à retrancher ». Ce *factum* a pour titre : *Les Démocrates assermentés et les Réfractaires.* Ce titre est significatif.

Le 10 avril 1863, *Les Démocrates assermentés et les Réfractaires* sont composés : « C'est une petite philosophie du suffrage universel où je montre que ce grand principe de la démocratie n'est qu'un corollaire du *principe fédératif* ou rien ».

Un Comité d'abstention va se former à Paris afin de combattre les comités votants. Un comité semblable se forme à Bordeaux, par l'initiative de Buzon.

Fidèle à sa loyauté, Proudhon a prévenu, depuis un mois (le 13 mars), Darimon, qui est le seul des Cinq qui lui tienne à cœur, de ne pas combattre personnellement. Proudhon dit à Darimon que leur différence de *conduite* n'implique aucune scission personnelle, aucune divergence de système.

Et le 18 avril : « Tout ce que nous pouvons, en cette circons-

tance délicate, c'est de rester simplement fidèle à l'amitié... ». Et le 2 mai : « N'oubliez pas que je n'entends pas vous faire violence ; que j'admets parfaitement que vous ne soyez pas de mon avis; que si je regrette autant que vous de vous voir engagé dans une voie (pratique) qui n'est pas la mienne, je n'en pense pas moins que sur les principes nous restons d'accord, et que vous ne soyez aussi digne qu'il y a six ans (en 1857, où Proudhon s'était réjoui de l'élection de Darimon) de toute mon estime. Je puis croire, je crois que votre conduite à cette heure est malheureuse, sans que cela change en rien à mes sentiments pour vous. Une faute politique — je *présume* ici contre vous qu'il y aura faute — n'est pas une atteinte à la justice et à l'amitié ».

D'autre part, le 17 avril, Proudhon avait dit à Charles Beslay : « Laissez les ouvriers voter (Charles Beslay était chef d'une grande entreprise) si la fantaisie les tient; laissez-les dire et s'agiter; tout cela est de bon augure. J'aime encore mieux de leur part une erreur que de l'indifférence : c'est le privilège du suffrage universel que de se tromper et de se déjuger... »

Proudhon ne paraissait pas s'inquiéter du silence par lequel étaient accueillies ses nouvelles publications. « Ni Havin, ni Paradol, ni Geroult, ni Peyrat, ni Girardin, ni les *Cinq* n'essaieront de répondre un mot à ma dissertation. Vous verrez alors ce que c'est que la *conspiration du silence* et combien nos adversaires auront à se féliciter de se tenir cois. Ah ! ils ne parlent pas de mon *Principe fédératif*. Eh bien, ils ne parleront pas davantage de mes *Démocrates assermentés,* ou ils ne le feront qu'à leur honte, et, dans l'un comme dans l'autre cas, tenez-les pour confondus ».

Proudhon pensait que la vraie manière de s'abstenir consisterait à venir en corps à la salle du scrutin et à s'en retourner en masse; là, après s'être reconnus, à regarder défiler les votants; mais ce serait une démonstration traitée de factieuse; si les abstentionnistes avaient voulu l'essayer, la police y aurait vu un commencement de sédition.

Le premier comité des représentants de la *Jeune Démocratie* va
être un comité d'abstention, dont la liste est indiquée — le 6 mai
être un comité d'abstention, dont la liste est indiquée, le 6 mai, dans la lettre de Proudhon à Charles Beslay, le président ce jour-là : Etienne Arago, Fleury, Eugène Desfrois, L. Pichal (s'il accepte), Guinard, Delestre (s'il accepte), Gustave Chaudey, Charles Beslay, P.-J. Proudhon, Elias Regnault, Villiaumé, Frison, F. Gambon; Gustave Chaudey doit préparer le manifeste.

Le 10 mai, Proudhon réclame à celui-ci le manifeste qui paraî-

tra dans tous les journaux, dont pas un, selon lui, n'osera en refuser la publication — publicité foudroyante qui ne souffrira pas de réplique :

*Courage ! Bravo ! Courage ! cher ami, voici que les ouvriers du Nord, de l'Est, Belleville, veulent voter billet blanc et* s'affirmer; *ils forment des comités* positifs, *c'est leur mot. L'abstention se forme, l'idée circule, dit Beslay; la preuve, c'est que* Le Siècle *a jugé utile de me faire réfuter par Taxile Delord. Ainsi, la tactique du silence les tue eux-mêmes, comme je l'avais prédit. Il faut qu'ils parlent. Force du droit et de la vérité. Un enfant triompherait d'un million d'intrigants s'il avait pour lui cette puissance du juste et du vrai.*

Le 14 mai, Proudhon montre à son ami Jean-Auguste Bourgès les contradictions auxquelles sont exposés les hommes de ce qu'il appelle la *démocratie votante,* décidés à voter pour la liste de coalition :

*Que dites-vous de la liste de coalition proposée par les journaux* la Presse, le Siècle *et* l'Opinion nationale *? Pour qui votez-vous ? Vous voilà, messieurs de la démocratie votante, dans un superbe gâchis ! Quelles alliances et quelle cacade ! J. Simon, l'auteur du* Devoir, *prêtant serment; Pelletan, prêtant serment, l'ennemi personnel de Havin, Géroult, l'homme du Palais Royal, candidat imposé à la démocratie qui abomine le Palais Royal ! ! ! Les trois journaux, prétendus libéraux emboîtant le pas du Ministre qui leur défend de recevoir aucun compte rendu du Comité ! Et tout ce monde vote, jure, parjure, et vous votez avec lui ! Ah ! cher ami Bourgès, je vous croyais plus puritain que cela, je vous supposais surtout plus de clairvoyance...*

Au président du Comité d'abstention, Jules Bastide, Proudhon explique, le 14 mai 1863, qu'il s'agit de reconstituer en face du *despotisme, le parti de la Révolution,* en rapprochant les deux extrémités du parti, la tradition et l'investigation, car il ne convient pas que l'un des termes absorbe l'autre : Jules Bastide, Charles Beslay, Regnault, Villiaumé représentant l'ancien parti : Langlois, Chaudey, Duchêne, P.-J. Proudhon, le nouveau.

Philosophie et application de la justice; voilà le dogme que Proudhon propose à ce parti de la Jeune Démocratie qui se réclame uniquement de la Révolution française « comme étant le point culminant de l'Histoire où le Droit de l'homme s'est séparé solennellement du Droit divin, pour l'accomplissement des destinées futures de l'humanité. Les principes de 1789 imposent l'abstention, parce que ces principes et tout le droit de la

Révolution sont anéantis par la violation de la loi du vote. Le suffrage universel est entouré, dans son exercice, de garanties, soumis à des conditions et à des formes hors desquelles ce n'est plus qu'une insigne mystification; les formes et les garanties sont violées et le vote, dans un pareil état de choses, n'est plus qu'une adhésion au despotisme, une démission du peuple souverain. Or, Napoléon III n'est pas éloigné à faire son acte additionnel; les candidatures ont le caractère de juste milieu et elles semblent annoncer leur disposition à un compromis. Dans ces conditions, voter c'est préparer cette transaction qui doit éliminer de nouveau l'idée démocratique républicaine; c'est prolonger et consolider la réaction qui a commencé dès les premières semaines de la Révolution de 1848. La réaction s'est servie de l'Assemblée nationale élue en avril 1848 pour faire glisser le régime républicain vers le plébiscite de décembre 1848, le règne du Prince Président et la préparation du coup d'Etat du 2 décembre. C'est à cette réaction que les membres de la démocratie votante apportent leurs concours, en donnant au régime impérial un nouveau sursis de légalité. On ne traite pas avec Napoléon III. Or, il suffit que celui-ci ait l'air de se dépouiller de sa qualité d'autocrate, et de faire un *mea culpa* additionnel pour que l'opposition consente à traiter avec lui. Le résultat de la conduite politique des *Cinq* et des *Neuf*, c'est qu'on marche à la réconciliation de l'Empire avec l'Orléanisme, à une recrudescence de la réaction de la rue de Poitiers « *vernissée de libéralisme* », à une nouvelle incarnation du juste milieu, qui effacerait jusqu'au souvenir de 1848, et dont le but prochain est de châtrer le suffrage universel au moyen d'une nouvelle édition de la loi du 31 mai 1850. Voilà le programme et les intentions de la combinaison politique qui ne se sert des républicains et des démocrates que comme acolytes. Voilà la combinaison, écrit Proudhon, le 20 mai, qu'il s'agit de déjouer; car, si le complot réussit, il aboutira à un nouvel écrasement de la démocratie et tout au moins à un bail de six ans avec l'Empire. »

Proudhon se heurte au refus d'insérer sa réponse aux insultes d'Emile de Girardin. *La Presse,* puis *La Gazette de France* se servent du prétexte que cette réponse contient au moins trois délits pour justifier leur refus. On fait imprimer le manifeste rédigé par Buzon, marchand d'indiennes et de dentelles, place du Vieux-Marché, à Bordeaux; mais les libraires ne veulent pas s'en charger. Pas de colporteurs. Et les marchands de journaux

qui stationnent sur la voie publique ont reçu défense de le vendre. Une édition clandestine du manifeste est publiée. Au nom des *Cinq,* Darimon écrit à Proudhon que ses amis et lui se sont rendus coupables des délits d'impression clandestine, de colportage non autorisé et de fraude des droits du timbre. Enfin, un ami de la coalition retourne à Proudhon un des exemplaires clandestins, sur papier rouge, que la Police a fait répandre avec cet en-tête : *A monsieur Proudhon, la Police reconnaissante.* Proudhon, malade depuis quelques jours et à bout de forces, écrit : « Il faut que je me contente de serrer le poing dans ma poche et de ravaler mes jurons. »

Les élections du 31 mai-1er juin 1863 ont eu lieu. Le 2 juin, Proudhon écrit à Jules Bastide : « Vous aurez sans doute appris hier soir, avant de vous coucher, le résultat du scrutin, la joie de Paris, la signification et la portée de cet événement. Comme moi, je ne doute pas que vous ne vous en soyez intimement réjoui. C'est un de ces coups auxquels il faut s'attendre quand on agite de si grandes multitudes : à cette heure, l'Empire est plus qu'ébranlé, il penche... Ne soyons pas trop exigeants, et contentons-nous de ce que nous avons obtenu. Maintenant, il s'agit de ne pas laisser s'évanouir cette victoire comme une fusée d'artifice. »

Les Cinq vont-ils se donner le passe-temps d'agacer le gouvernement de l'Empereur ? Les élections du 31 mai-1er juin, imposent aux assermentés un fardeau énorme :

*Nous sommes ici tous satisfaits des élections... j'ose même dire que nous sommes plus satisfaits que les vainqueurs... Ces messieurs* (*de* la Presse, *de* l'Opinion nationale) *travaillent déjà à amoindrir un résultat qui dépasse de beaucoup leur attente.*

Que vont faire les assermentés ? Proudhon répond : « Rien du tout... renouvellement de bail, donc... Il est probable que, d'ici-là, l'Empereur fera quelque concession, *proprio motu;* ou bien que l'Empire d'autocratique pur se changera en constitutionnel... Vous voyez que le dilemme se pose toujours : la Révolution ou bien la décadence; car, en dernière analyse, les élections de 1863 vont se réduire à un coup de fusil en l'air. Le plus réel de tout ce mouvement, n'en doutez pas, c'est notre idée. Elle a causé une peur horrible... Elle a agité le barreau, la Bourse, l'atelier, l'Eglise, et sept évêques ont pris la peine d'écrire contre nous un mandement ».

Sur 317.000 électeurs, 150.000 voix ont été données à la coalition, 82.000 au gouvernement; mais 85.000 inscrits se sont

abstenus. Le 19 juin, Proudhon écrit à Buzon qu'il s'occupe de la rédaction d'un opuscule qui fera suite aux *Démocrates assermentés*. Car, selon lui : *la Nouvelle Démocratie vient d'être fondée par les élections même*... « Il n'y a plus qu'à tympaniser vigoureusement l'opposition pour la démanteler et créer une vraie démocratie, fidèle désormais à la logique et aux principes et prenant le droit pour unique règle politique et maxime d'Etat ».

Pour soixante-quatre départements qu'il a pu recenser, Proudhon estime qu'il y avait soixante-trois mille bulletins de protestation blancs et il compte qu'il existe des groupes importants d'abstentionnistes à Paris, à Bordeaux, à Lyon, en Normandie. Il a le projet de fonder, l'hiver de 1864, une revue avec ses amis de la Nouvelle Démocratie. Mais la rédaction de la brochure n'avance pas; elle est remise au mois d'octobre : « Ce n'est pas la besogne qui me manque et si je n'écoutais qu'elle, je travaillerais dix heures par jour et ne sortirais. Mais les forces me manquent et la santé commande... Je suis dans un tel état de fatigue et de dégoût que lecture, rédaction, correspondance, tout m'est en horreur. Je n'ai de force que pour me traîner au Bois de Boulogne où je me couche à l'ombre sur l'herbe desséchée et dors des heures entières... » (12 juillet 1863).

Aussi, a-t-il l'intention de partir en août pour la Franche-Comté en compagnie du docteur Crétin et de Mathey.

Entre temps, à propos du tableau de Courbet : *Le Retour de la Conférence*, que le jury du Salon de 1863 avait refusé, Proudhon avait préparé une étude sur la critique des arts. Cette étude d'une trentaine de pages, devait paraître d'abord en Angleterre en guise de notice sur la nouvelle école française. C'est dès les premiers mois de 1863 que Proudhon avait commencé à songer au livre du *Principe de l'Art*. Le 9 août 1863, Proudhon entretient Buzon de son étude sur Courbet : « Le fait est que l'ami Chaudey et moi, nous nous étions proposé de faire une réclame pour notre compatriote. Cela devait avoir dix pages au plus. Mais le malheureux s'étant avisé qu'il y mettrait mon nom, j'ai dit : Halte-là ! J'ai retenu aussitôt mes feuillets et de la révision que j'en ai faite, il sortira un opuscule de cent vingt à cent cinquante pages que je ne regrette pas, mais qui m'ennuie fort. Vous comprenez, dès lors qu'on me fait signer : adieu la réclame ! Je parle en juge, je dis ce que je pense à Courbet que, d'ailleurs, je ne traiterai pas mal, il s'en faut, comme aux autres.

On sera quelque peu étonné, moi qui passe pour ennemi des arts, comme des femmes, de me voir poser des principes, assigner la destinée sociale de l'art, juger les écoles, etc... C'est au-dessus de mes forces, mais la chose est lancée, je ne puis m'en dédire... »

Le voyage en Franche-Comté ayant été ajourné, puis abandonné, Proudhon, en août, poursuit la rédaction de son étude sur la critique des arts : « J'ai entrepris, à la demande de Courbet, d'écrire quelque chose sur son tableau des curés et ce qu'on appelle le *réalisme*. Cela devait avoir quarante pages et servir de notice pour l'intelligence du dit tableau. J'en aurai bientôt cent-soixante; c'est-à-dire au lieu d'une réclame, j'aurai fait un traité. Aussi, Courbet est-il dans l'angoisse, il m'assassine de lettres de huit pages; vous savez comme il écrit, comme il argumente !... » (24 août.)

C'est donc par accident, comme il l'écrit à Bergmann, le 24 août 1863, que Proudhon a été amené à entreprendre un petit travail sur l'art qu'il ne terminera pas et qui a été publié dans les œuvres complètes avec une substantielle introduction par Jules-L. Puech; le *Principe de l'Art* a fait aussi le sujet d'une thèse intéressante de Jean-G. Lossier, docteur en sociologie, parue chez l'éditeur Vrin, en 1937. Selon Proudhon, l'objet propre de la faculté esthétique est « ce que tout le monde appelle l'idéal... L'art n'est rien que par l'idéal. Le plus grand artiste sera donc le plus grand idéalisateur... »

La faculté esthétique doit se plier à l'inclination naturelle et nécessaire de l'esprit de l'homme vers le vrai et le juste. L'artiste a un rôle social, car Proudhon définit l'art : « Une représentation idéaliste de la nature et de nous-mêmes, en vue du perfectionnement moral et physique de notre espèce. »

Aussi, au nom du rôle social de l'art, Proudhon condamne-t-il la doctrine de l'art pour l'art : c'est débauche de cœur et dissolution de l'esprit. Et c'est contre cette théorie que « Courbet, et avec lui toute l'école jusqu'à présent nommée réaliste, s'élèvent et protestent avec énergie : l'art a pour objet de nous conduire à la connaissance de nous-mêmes... et par là de contribuer au développement de notre dignité, au perfectionnement de notre être ».

Par ses œuvres, Courbet apparaît à Proudhon l'artiste de son temps qui comprend le mieux la mission sociale assignée à l'art.

## VI

En septembre 1863, Proudhon a renoncé à son séjour en Franche-Comté. Tout en souhaitant de revoir son pays, il craint une déception, parce qu'il sait qu'il est loin d'être un prophète pour ses compatriotes. En outre, il doit envoyer un secours à sa belle-sœur qui crie famine, il aime mieux prendre pour elle une cinquantaine de francs sur l'économie d'un voyage que d'avoir à les ajouter à sa dépense, car Proudhon reste toujours gêné. Mais, avec moitié moins de frais et plus de liberté d'esprit, il espère pouvoir se refaire une santé en allant se promener à Bellevue, à Meudon, à la Vallée aux Loups, à Suresnes « si fameux pour son vin aigrelet », et autres lieux célèbres. Ainsi, écrit-il, le 11 septembre à Chaudey : « Le jour même où je comptais partir, j'ai fait mon compte, et j'ai trouvé que je ne pouvais pas donner au repos plus de huit à dix jours; que ces huit à dix jours me coûteraient au moins deux cents francs; que ces deux cents francs, je ne pouvais les distraire de mon budget; qu'en outre, je ne pouvais rien faire à Besançon de ce qui m'y appelle principalement... Qu'enfin... le séjour de mon pays natal serait pour moi une source de désagréments et d'amères réflexions. De tout quoi il est résulté que je ne suis pas parti et que j'ai continué à porter mon bât comme un pauvre âne que je suis, que j'ai toujours été et que je serai toujours ».

Proudhon vit au jour le jour et avec le souci de traîner derrière lui des dettes dont il n'arrive pas à se libérer. En 1862, il espérait y parvenir, puis sont venus les frais du déménagement et de l'installation.

Quel que soit son courage combattif, ses soucis moraux ont aussi leur influence sur sa santé. Il existe toujours contre lui une guerre sourde, « des rouges, des blancs, des Saint-Simoniens, des orléanistes, et de toutes les tendances qu'il a dû, à certains moments, critiquer ». Proudhon croit — et peut-être a-t-il raison à quelque exagération près — qu'on travaille à l'anéantir par un silence calculé, par des comptes rendus infidèles et, ajoute-t-il dans une lettre du 20 juillet à Maurice, par la terreur politique. Enfin, une circulaire du ministre de

l'Instruction publique le signale aux écoles comme un écrivain dangereux.

Soucis matériels et moraux ne l'empêchent pas d'avoir force travaux sur le métier : « J'en ai même tant, écrit-il à Mathey, que j'éprouve le désagrément de laisser en arrière des idées heureuses, qui finissent par venir à l'esprit de quelque praticien littéraire, lequel me déflore et me gâte ».

Et selon sa coutume, lorsqu'il parle à ceux de ses amis qui sont ses confidents, Proudhon fait son examen de conscience :

*Moi je travaille sans espérance pour la satisfaction de ma conscience et pour la dignité de ma cause... Cette tristesse ne m'aveugle pas sur mon propre mérite. Je reconnais volontiers que ma triste fortune est un peu de mon fait; que j'ai gaspillé un joli capital de talent et d'intelligence; que j'ai eu trop peu de soin de mes intérêts; que j'ai travaillé avec emportement et précipitation, etc... Mais cela ne fait pas que mes contemporains ne soient meilleurs, et qu'une époque où des fautes comme les miennes sont si atrocement punies, tandis qu'un tas de fripons obtiennent des succès faciles, soit une époque de progrès. Je crois que nous sommes en pleine décadence et plus je reconnais que j'ai été dupe de mon excessive générosité, moins il me reste de confiance dans la vitalité de ma nation.*

Proudhon certains jours désespère : « D'abord, écrit-il, je suis lent au travail et ne produis presque rien. Je ne sais quand je terminerai quelque chose... » Et puis : « A force de constater les erreurs de l'opinion publique, je finis par trembler que ce ne soit moi-même qui me trompe... Enfin, je sens un abîme se creuser entre moi et mes contemporains, d'où je conclus qu'en bonne logique mon terme approche. »

Le découragement de Proudhon vient de ce qu'il a commencé sans aboutir, trois ou quatre brochures et mis, en train, autant de livres; il accumule les documents :

*Depuis quatre mois, j'ai flâné, je me suis promené, j'ai lu, pris des notes, accumulé de nouveaux matériaux, je suis riche d'ébauches et d'études; mais je ne sais encore si je pourrai rien mettre au jour avant la fin de l'année. J'avais un magnifique ouvrage sur la question polonaise, qui serait en ce moment aussi neuf qu'il l'eût été il y a deux ans, eh bien ! il me faudrait trois mois de bon travail pour y mettre la dernière main (deux volumes in-*18*), et je ne m'en sens pas la force. Je ronge mes poings en lisant chaque jour les sottises qui s'impriment en France et en Angleterre sur ce sujet, mais je ne puis prendre*

*part à la dispute et force est que je regarde quand je devrais agir.*

Cette lettre à Darimon est du 25 octobre et la suivante à Buzon, est du 27 : « Cette année a été pour moi calamiteuse... Depuis plus de six mois, je suis atteint d'une sorte de dégoût littéraire, politique, philosophique qui me rend indifférent à tout et ne me permet de rien écrire... Riche d'études, de projets, d'ébauches, ayant sur le chantier trois ou quatre ouvrages aux trois quarts faits, je n'ai en réalité rien de prêt, et ne sais si je pourrai, d'ici à la fin de l'année, donner la moindre chose. J'ai préparé, sur des sujets de toute espèce, plus de trente articles pour une revue; mais cette revue n'existant pas, tout reste au crochet, fruits flétris dans leur croissance ou tués dans leur germe... Ce juste milieu qui n'est ni du repos, ni du travail, m'impatiente plus que tout le reste; ou la mort, ou le travail, la production, m'écriai-je sans cesse. Et ni la force, ni la mort, ni le diable ne viennent. Depuis près d'un mois, il n'y a guère de jours que je ne boive un petit verre à votre santé, ce qui signifie que, par raison hygiénique et valétudinaire, j'ai recours au cordial, que je ferais mieux d'appeler mémorial, de Médoc que vous m'avez envoyé. Il est certain que j'éprouve une véritable délectation morale et sympathique, qui me fait du bien. Il est difficile d'être plus sobre que je suis, et d'aimer plus passionnément, de goûter plus amoureusement le vin que ne fait votre serviteur ».

Si Buzon envoyait à Proudhon du vin de Bordeaux, son ami Auguste Defontaine d'Arles lui adressait de la bière et recevait de lui ce remerciement :

*Fils de brasseur, ayant bu de la bière dès ma naissance jusqu'à vingt ans, je l'aime mieux dans la franchise de sa nature qu'enjolivée par l'embouteillage... Aussi, ne saurais-je vous dire quelle fête je me fais d'avance de goûter cette bière, vrai souvenir de famille et qui me fera croire que je suis à Besançon dans la maison de mon père, buvant la bière faite par lui-même et tirée au tonneau. Je vous devrai cette joie d'enfance, bien précieuse à mes cinquante-cinq ans.*

Le 27 octobre, Proudhon avait repris sa correspondance arriérée; il est midi et il écrit depuis sept heures de la matinée :

*Mais je sens des nuages qui me courent dans la tête, sous la racine des cheveux, me descendent le long du dos; tout à l'heure, il me semblait qu'une main amie, très douce, se posait sur mon épaule et me disait : « Assez ! »*

Entre temps, Proudhon se met au courant du mouvement des esprits et de la politique. Il vient de lire la *Vie de Jésus* de Renan, et les brochures qu'il a provoquées. Mais, s'il lit un peu et prend des notes, ses lettres des 25 et 27 octobre déclarent qu'il est à peu près incapable de bien écrire. Et quinze jours après, le 12 novembre, Proudhon annonce à l'éditeur Dentu qu'il achève un travail dont il désire pousser vivement l'impression. Le titre est : *Si les traités de* 1815 *ont cessé d'exister ?*

Proudhon reprend une phrase de Napoléon III dans son discours d'Auxerre : « Les traités ont cessé d'exister : J'ai voulu donner une petite leçon de politique et d'histoire à notre excellent Empereur qui ne sait décidément plus ni ce qu'il dit, ni ce qu'il fait ». C'est un prélude à la brochure que Proudhon prépare sur l'*Opposition*. Le discours de l'Empereur avait mis Proudhon en verve et lui avait inspiré un opuscule improvisé en quatre jours.

En décembre, Proudhon qui attend avec impatience la critique, constate que *La Patrie* et *Le Pays* ont commencé l'éreintement de son petit livre et que les autres journaux font silence :

*J'étais depuis longtemps à l'index : me voilà décidément excommunié. Vous verrez qu'en haine de ma personne, on niera les constitutions, les traités, le droit, l'évidence. Pour m'achever, on traite de proudhoniens les hommes de bonne foi qui, comprenant que j'ai voulu affranchir la démocratie de tout esprit de parti et de secte, applaudissent à mes efforts...*

Le silence calculé des journaux du gouvernement, de ceux de l'opposition et de ceux de la province a pour résultat d'arrêter la vente et de limiter à quatre mille le tirage de l'opuscule qui devait être de vingt-cinq mille exemplaires. Dédain, calomnie, dénigrement ou, ce qui est pire, silence. Heureusement que l'effet produit compense l'insuccès de librairie. La vente a souffert de l'injustice de la critique, mais des brochures russes, allemandes, autrichiennes sont écrites sous l'inspiration du livre traduit en allemand et en russe. Aussi, le 31 décembre 1863, Proudhon écrit-il à Charles Morard :

*Décidément, les esprits marchent, j'ai pu cette fois le constater du doigt : sur la question de l'abstention, on nous rend également justice... En résumé, si l'année* 1863 *s'est levée avec une étincelle d'espérance, on peut dire que l'année* 1864 *ne lui cédera pas. Il y a un an, nous avions une aurore; aujourd'hui, c'est un lever de soleil.*

Et également, le 31 décembre, à Penet :

*De l'avis de tout le monde, je n'ai jamais frappé de coup plus rude, rien écrit qui ait produit tant d'effet, tant au dedans qu'au dehors. Avec un peu de justice de la part de l'opinion, il se serait vendu vingt mille exemplaires de mon opuscule; un mouvement formidable dans les esprits se serait manifesté; tandis que, grâce à ce parti pris d'écrasement, je ne retirerai pas de mon travail six cents francs. Au surplus, il faut le reconnaître, la haine du journalisme ne vient pas de la réprobation des idées; est-ce que ces gens-là tiennent aux idées ? Elle vient de l'ardeur avec laquelle j'ai osé, seul, dénoncer leur vénalité, leur ignorance, leur machiavélisme et leur corruption. C'est une lutte désormais à outrance, de laquelle il faut que je sorte vainqueur ou anéanti. Que n'ai-je ma force de trente ans ! Je serais homme à tenir tête à la canaille.*

Proudhon a rappelé à Penet l'injustice permanente dont il est la victime et il évoque aussi les épreuves auxquelles il lui a fallu faire face : sa femme, attaquée du choléra, guérit tout à coup, quand elle le vit frappé de l'affreux mal : « L'idée de sauver son mari l'éleva au-dessus d'elle-même et vainquit le fléau. C'est ainsi que tous nous devons être, jusqu'à épuisement du fluide vital... »

Pourquoi Proudhon dit-il à son ami Penet toutes ces choses ? « C'est que je suis, lui écrit-il, dépité, lorsque je vous vois céder aux menus chagrins de la vieillesse, un homme de votre trempe ! » Alors que Penet, par ailleurs, en parfaite santé, n'a à se plaindre que de sa surdité, Proudhon veut redonner à son ami énergie et courage, et, à cette fin, il se compare à lui :

*Je ne comprends pas, cher ami, de quoi vous pouvez vous plaindre et ce qui engendre votre mélancolie ? Quel est donc l'homme qui n'a pas ses infirmités et ses ennuis ? Je suis bien plus à plaindre que vous : je n'ai ni votre vigueur, ni votre fraîcheur, ma pauvre cervelle est détraquée, le catarrhe m'oppresse, mes jambes se refusent, je ne puis plus fournir chaque jour que la moitié du travail d'autrefois, mes œuvres ne sont certainement pas payées au quart de leur valeur, chaque jour des irritations nouvelles, des injustices criantes viennent miner mon courage et détruire mon être; enfin, les soucis domestiques sont là qui me poignent et me rendent la perspective de l'avenir de plus en plus triste. Vous avez quitté les affaires... Vivez donc pour vous-même... Vous êtes plein de force, plein de sève, plein de vie, vous avez la conscience, le libre arbitre, la mémoire; vous êtes*

*dans la meilleure des conditions pour cultiver votre âme, rendre par votre exemple et vos pensées service aux hommes et admirer les œuvres de Dieu...*

*Rendre par votre exemple et vos pensées service aux hommes :* c'étaient là justement les fins essentielles auxquelles Proudhon avait donné sa vie. Aussi, Proudhon était-il en droit d'adresser à son ami l'une des plus pures lettres de morale qui aient été écrites par un homme qui a payé d'exemple. Dans cette lettre du 31 décmbre 1863, écrite un peu moins d'une année avant de disparaître, Proudhon a défini les devoirs d'une existence consacrée au service de l'homme. En exprimant d'une façon si ferme et si noble la ligne qu'il s'était efforcé de suivre alors qu'aucune infortune n'avait pu l'écarter de cette route, Proudhon nous a tracé le chemin que nous ne devons pas abandonner si nous voulons être homme et nous élever au-dessus des fatalités d'ici-bas.

*Il faut travailler parce que c'est notre loi, parce que c'est à cette condition que nous apprenons, nous fortifions, nous disciplinons et assurons notre existence et celle des nôtres. Mais ce n'est pas là notre fin, je ne dis pas fin transcendante, religieuse ou surnaturelle; je dis même fin terrestre. Etre homme, nous élever au-dessus des fatalités d'ici-bas, reproduire en nous l'image divine, comme dit la Bible, réaliser enfin sur la terre, le règne de l'esprit : voilà notre fin. Or, ce n'est ni dans la jeunesse, ni même dans la virilité, ce n'est point par les grands travaux, la production et les luttes d'affaires que nous pouvons y atteindre; c'est, je vous le répète, à la complète maturité, quand les passions commencent à faire silence et que l'âme, de plus en plus dégagée, étend ses ailes vers l'infini... Quelle étrange morale que la vôtre ! Depuis que vous avez conquis aisance et repos, vous dites : Je ne suis plus bon à rien, je suis fini ! C'est indigne ! Je vous dis, moi, que vous ne faites que commencer, et, si vous savez comprendre votre devoir, que votre véritable rôle, rôle tout spirituel, tout moral, date de maintenant...*

*Je vous fais la leçon, mon ami; c'est vous qui m'y forcez. Avec une conscience et une intelligence d'élite, je vous reproche de rester au-dessous de vous-même et de vous abîmer dans une sorte de ramollissement. Mais songez donc que, quand je vous parle de votre rôle dernier, de votre destinée supérieure, de votre fin dans l'humanité, je ne parle pas seulement au point de vue de votre perfectionnement individuel, j'ai surtout dans l'esprit l'amélioration de toute notre espèce.*

Proudhon veut que Penet ne se trompe pas sur la couleur de

sa pensée; il entend la lui présenter avec ses nuances les plus sombres et sans qu'aucune fausse clarté ne vienne parer d'illusion son aspect :

*Notre espèce, vous savez combien elle est dure de tête et de cœur; croyez-vous donc que ce soit une excuse à votre défaillance ? Non, non; il faut aider à cette humanité vicieuse, comme vous faites pour vos propres enfants; il faut bien dire que votre gloire et votre félicité se composent de la répression des méchants, de l'encouragement des bons, de l'amélioration de tous. C'est la loi de l'Evangile, et vous êtes ici responsable devant le Christ et devant les hommes...*

*Vous vous devez comme tout homme de bien, à la réforme de vos semblables : eh ! croyez-vous que je me soucie de la vie d'un tas d'égoïstes et de coquins ?... Ecoutez et méditez ce mot : Vous croyez, sans doute, à l'immortalité de votre âme ? Eh bien ! sachez que votre foi exerce son influence dès la vie présente, que votre immortalité future ne forme pas scission avec votre passage sur la terre, que si votre âme est vraiment de qualité, elle doit soutenir votre corps. Ceci va vous paraître étrange, mais je suis logique jusqu'au bout. Vous perdrez dans mon estime, si vous vous laissez aller, je vous en préviens. Au contraire, plus vous durerez, plus je vous aimerai. Sur quoi, je vous souhaite, cher ami, à vous et aux vôtres, santé et longue vie...*

Tels étaient, au 31 décembre 1863, les souhaits que formait Proudhon pour un de ses amis les plus chers et tels étaient les conseils qu'il lui donnait. La dernière année de la vie de Proudhon comprend — en outre de la *Capacité politique* — les plus belles pages qu'il ait écrites dans sa correspondance. Cette lettre du 31 décembre 1863, la lettre aux ouvriers du 8 mars 1864 et les lettres des semaines où il ne tenait plus que par un effort de volonté et notamment celle à Buzon, du 30 octobre 1864. Lorsqu'il écrit le 31 décembre 1863, à Penet, Proudhon est, depuis quelques jours déjà, épuisé par le mal qui ne lui laissera plus de répit.

## VII

L'année 1864 a commencé, dès la Noël 1863, par un hiver plus rude, la neige et la gelée donnant à Proudhon rhume, catarrhe et asthme. Il ne peut s'étendre et ne dort qu'assis et la tête portée sur la main. Lorsque, le 23 janvier 1864, il écrit à

Buzon, voilà dix nuits qu'il passe de la sorte; mais ce qui l'ennuie surtout, c'est son incapacité complète de travailler : « Voilà encore un mois de perdu ! » Et, le même jour, à Charles Beslay: « Je suis toujours dans l'incapacité de travailler... et (à propos de l'opposition), ces hommes me soulèvent de dégoût, me sont odieux ! Avez-vous vu J. Favre et Marie se réveiller pour faire chorus au président contre le *socialisme !* Ainsi, on nous jette le défi; j'ai la langue percée, les yeux crevés, le poing coupé si je laisse cela sans vengeance. Je suis vieilli, usé, pauvre, impopulaire; mais il me reste encore quelques gouttes d'acide prussique dans mon écritoire et je vous réponds que je ne les laisserai pas s'éventer. Donnez-moi la santé et si l'ennemi ne vient pas, je l'irai chercher ».

Le 23 janvier 1864, Proudhon résume à Charles Beslay son opinion sur la situation politique :

*Tout le fruit des élections de* 1863 *est maintenant perdu. L'opposition est au-dessous du pouvoir; elle ne lui peut rien. Toute cette agitation finira par de l'indifférence; notre dégradation est irrévocable. O les Girardin, les L. Jourdan, les Géroult, les Ollivier ! A mon jugement, l'opposition a été battue sur tous les points; ce qui, bien entendu, ne prouve rien du tout pour le gouvernement. Le gouvernement a affaire à des avocats sans principes, sans système, qui ne savent au nom de quoi ils attaquent et qui, convaincus d'avoir fait souvent pis que lui, semblent plutôt des calomniateurs que des critiques...*

*Au reste, cher ami, je vous écris en malade. J'ai la tête affaiblie, le corps brisé, la poitrine comme une plaie, la bouche baveuse, le cœur plein d'amertume. Il ne me reste que l'affection pour les amis, sans laquelle je demanderais à mourir.*

Le 8 février, Proudhon écrit à Mathey pour lui demander d'avancer quarante francs à Mme Eugénie Meunier, fille d'un forgeron qui a été aveuglé en travaillant et qui en est aux derniers expédients. Il se lamente de ne pouvoir travailler : « Jamais je n'ai été plus malheureux et plus triste. *Quarante jours* de maladie ! Et des monceaux de manuscrits ! Des études sans fin ! Des demandes incessantes d'éditeurs et de libraires ! Et les événements qui se pressent... »

Tous ces projets, tous ces manuscrits commencés, ces études ébauchées, Proudhon, le 15 février, les énumère à Bergmann qui a voulu savoir où en était son ami : « Tu connais tout ce que j'ai fait jusqu'à ce jour, tu peux prévoir la série des publications que je compte faire encore... En politique, déve-

lopper l'idée fédérative et donner une *Théorie des Constitutions;* quelques aperçus sur ce qu'on appelle nationalités, frontières naturelles, etc... C'est une espèce d'application de l'histoire naturelle à la politique. En économie politique, refaire mes *Contradictions,* et au lieu d'une simple critique, comme je l'ai fait en 1845, donner un traité dogmatique, complet, qui rejette décidément sur l'arrière-plan les travaux des économistes de l'école purement libéraliste, depuis A. Say, jusqu'à nos jours ». Mais Proudhon insiste sur la *Théorie de la Propriété* « qui est la chose *qui m'a plus occupé depuis que je pense* ». Et cette réflexion permet de situer à sa place, parmi les manuscrits posthumes, la *Théorie positive de la propriété* qui, dit-il, donne « le dernier mot de ma critique de 1840 ». Enfin, en morale, reprendre les principales questions et les plus importantes de l'époque : mariage, famille, liberté, justice, sanction pénale, travail, etc. ».

Cette lettre à Bergmann est importante parce qu'elle expose le programme complet des travaux que Proudhon avait en chantier. Cette vue d'ensemble se complète et s'éclaire par la méthode nouvelle à laquelle l'évolution de sa pensée avait conduit Proudhon :

*Autrefois je tenais à l'ordre encyclopédique, j'étais passionné pour les systèmes philosophiques. Maintenant... j'aime à affranchir les vérités de détail l'une après l'autre; je trouve cela plus commode, les monographies me semblent plaire davantage au public, et je suis convaincu que chaque vérité acquise ne peut manquer de se classer à son rang et le système des connaissances se construire sans nous, et dans le meilleur ordre possible... Tout cela peut donner six à huit volumes assez gros. Tu vois que je n'ai pas perdu mon temps.*

Proudhon n'oublie pas de signaler à Bergmann les manuscrits sur l'art et une étude, dit-il, fort originale sur le mosaïsme « physiologie de la conscience humaine », d'après l'histoire religieuse des hébreux. Enfin : « Pourquoi ne te l'avouerais-je pas: j'ai des matériaux tout préparés pour une *Vie de Jésus* à laquelle je travaillais depuis plus de vingt-cinq ans quand M. Renan est venu saisir la priorité de l'idée et déflorer le sujet... » Les *Carnets*, notamment en 1858 (*Carnet 11* cité plus haut), nous prouvent l'intérêt que Proudhon portait à Renan et à ses œuvres; la correspondance également; par exemple, lorsque paraît la *Vie de Jésus,* Proudhon écrit à plusieurs amis qu'il possède le livre de Renan et qu'il a l'intention de le lire. Lorsqu'il écrit, le 9 juillet 1863 à Buzon, il reconnaît qu'en ce qui touche

Jésus, il amassé des notes pour faire « *la restitution historique* de ce personnage demeuré complètement mythologique, malgré l'analyse de Strauss et l'exégèse des Allemands ». Et il ajoute : « Or, vous devinez sans peine que, si M. Renan a fait Jésus à sa propre image, je ne pouvais manquer non plus de la faire à la mienne. La dominante de Jésus, d'après M. Renan, est un idéalisme mystique et quiétiste, justement ce que Bossuet abominait dans Fénelon et Mme Guyon et qu'il suait sang et eau à vouloir expliquer dans François de Sales et sainte Thérèse. ... Dans ma manière de voir, Jésus aurait eu pour dominante le sentiment élevé de la morale, et surtout de la justice; la religion chez lui était chose secondaire... Aussi, je vous l'avouerai, la nouvelle de cette publication m'a causé un certain dépit. Je suis très content d'une part, que M. Renan ait pris l'initiative d'une biographie critique de la *Vie de Jésus* et qu'il ait la priorité de cette intéressante restauration. Cette besogne faite, quoi qu'on pense ensuite et de son travail à lui, et de son Christ, du moins le coup sera porté. L'idée d'un Christ, pur homme, personnage réel, humain, historique, sera entrée dans les têtes... »

Le 29 juillet 1863, Proudhon n'avait pas encore lu le livre de Renan et il écrivait encore à Auguste Defontaine :

*M. Renan a entrepris une chose très heureuse et qui profitera à sa réputation, ça a été d'essayer de rétablir selon les probabilités de la critique, le caractère* historique *de Jésus. J'ai moi-même amassé depuis trente ans des matériaux pour une semblable biographie. M. Renan m'a devancé; je ne puis que le féliciter d'une priorité qui lui appartient; mais je compte à mon tour, en traitant la même matière, profiter de son travail. Sur le fond, et d'après tous les témoignages, M. Renan a conçu son héros comme un mystique pur, idéaliste et même quiétiste, révolutionnaire par irritation, par accident et contre sa volonté; tandis que moi, je le crois, avant tout et en dominante, moraliste, réformateur social, justicier en un mot.*

Et c'est seulement le 27 octobre, que Proudhon écrit à nouveau à Buzon — cette fois, il a lu le livre de Renan :

*Au total, cet ouvrage aura produit un ébranlement utile; la question religieuse était flottante, la voilà à l'ordre du jour, traînant avec elle la question morale, plus grave encore et pour ainsi dire plus implacable. Dans quelques années, j'ose le croire, on parlera moins de la bucolique de M. Renan; en revanche, les idées auront fait un progrès immense...*

## VIII

Aux élections du 31 mai-1er juin 1863, des candidatures ouvrières avaient été posées par Tolain, ciseleur, J. Blanc, metteur en pages, et Coutant, typographe. Ces candidatures étaient la suite naturelle des sentiments qui, en 1861, avaient fait affirmer, en face du régime impérial, leur indépendance par les ouvriers des métiers parisiens. Ceux-ci avaient voulu nommer eux-mêmes les délégués ouvriers qui devaient les représenter à l'Exposition internationale de Londres. Ces sentiments d'indépendance et de conscience ouvrières, s'étaient encore accentués au contact personnel que les élus des métiers parisiens avaient eu pendant l'été 1862 avec les chefs des grandes organisations trade unionistes.

Pendant les années 60 en France, les militants ouvriers ont très nettement le sentiment d'une rupture des liens personnels, qui existaient dans les relations du travail. Michel Chevalier écrit: *Il y a aujourd'hui deux natures ennemies* et Audiganne :

*Le plus souvent, on dirait qu'il y a, non seulement deux classes, mais deux nations.*

Un certain nombre d'ouvriers, parmi ceux qui avaient accueilli l'idée des candidatures ouvrières, l'année précédente, décident d'exprimer leurs idées et leurs sentiments, dans un *manifeste,* à l'occasion des élections complémentaires qui doivent avoir lieu au printemps de 1864. Ce manifeste, publié dans l'*Opinion nationale,* le 17 février 1864, s'exprime ainsi :

*Le droit politique égal implique un droit social égal. La bourgeoisie, notre aînée en émancipation, dut, en* 1789, *absorber la noblesse et détruire d'injustes privilèges. Il s'agit pour nous, non de détruire les droits dont jouissent justement les classes moyennes, mais de conquérir la même liberté d'action... La liberté, le crédit, la solidarité, voilà nos rêves. La misère n'est pas d'institution divine. Nous voulons, non l'aumône, mais la justice. Nous ne haïssons pas les hommes; nous voulons changer les choses.*

Le *Manifeste* est appelé manifeste des Soixante, parce qu'il est signé de soixante noms, parmi lesquels se trouvent la plupart des militants dont en septembre 1864, Tolain sera le porte-parole à Londres à Saint-Martin's Hall. Les organisateurs et les

adhérents du premier et du second bureau de la section française de la première Internationale sont des peintres en porcelaine, des passementiers, des chapeliers, des gantiers, des ébénistes, des tourneurs, des typographes, des monteurs en bronze, des mécaniciens, des maçons, des bronziers, des ciseleurs, des ajusteurs, des graveurs, des tailleurs, des mégissiers : Aubert, Baraguet, Bouyer, Cohadon, Coutant, Carrat, Dujardin, Kin, Ripert, Moret, Tolain, Murat, Lagarde, Royanez, Garnier, Rampillon, Barbier, Revenu, Guénot, Limousin, Louis Aubert, Audoint, Hallereau, Perrachon, Piprel, Rouxel, Rainot, Vallier, Vanhamme Vespierre, Blanc, Samson, Camelinat, Michel, Voirin, Langreni, Secretand, Thiercelin, Chevrier, Loye Vilhem, Messerer, Faillot, Flament, Halhen, Barra, Adinet, Camille Mauzon, Chiron, Bibal, Oudin, Chèron, Morel, Delayahe, Capet, Arblas, Cochu, Beaumont.

Les auteurs du *Manifeste des Soixante* avaient lu *les Démocrates assermentés et les réfractaires;* sans doute, dans cet opuscule, l'argumentation de Proudhon avait tendu à une protestation contre les candidatures de l'opposition et contre le serment ; le conseil qui ressortait de sa brochure était l'organisation de l'abstention, en lui donnant la signification suivante :

*La société française, depuis* 1789, *constitue de droit une démocratie et cette démocratie a pour expression le suffrage universel.*

Sans doute, pendant les premières quatre-vingt-treize pages (sur quatre-vingt-quinze) de son opuscule, Proudhon n'avait pas fait allusion aux candidatures ouvrières; mais dans ses conclusions, à la quatre-vingt-quatorzième, il avait écrit :

*L'abstention, fût-elle un acte aussi stérile qu'on l'a prétendu, il serait encore interdit aux comités électoraux de voter en l'état actuel des choses, parce qu'un pareil vote, chez des hommes de liberté, impliquerait l'abandon des droits et des principes qu'ils réclament, que ces considérations, dis-je, soient hautement exprimées, et, en vingt-quatre heures, Paris averti, redeviendra le Paris des anciens jours; il fera volte-face, et la France démocratique, la France de l'avenir, s'abstiendra avec lui. Mais, dût encore le peuple se montrer rebelle à la voix de ses chefs, je dirais à ceux-ci : Séparez-vous hardiment. Laissez voter cette multitude dénuée de raison... Laissez, sans vous émouvoir, les candidatures ouvrières se produire à côté des candidatures de l'administration...*

Ainsi, par cette phrase, autant que par l'esprit et les conclusions de sa brochure, Proudhon paraissait opposé aux candidatures ouvrières posées aux élections du 31 mai-1er juin 1863; mais,

était-il opposé à l'*idée de la candidature ouvrière,* c'est-à-dire à la capacité politique de la classe ouvrière; approuvait-il ou non les idées exprimées dans leur manifeste par les Soixante ? Ceux-ci ne le pensèrent pas ; en tout cas, ils décidèrent de demander son opinion sur leur manifeste à un homme dont ils connaissaient la sincérité et respectaient la personne. Et cette démarche suffit à prouver l'influence que, directement ou indirectement, Proudhon exerçait sur les militants ouvriers qui avaient de trente-six à vingt-cinq ans en 1864. Mais ici on doit s'arrêter à une critique qui a été faite par Albert Thomas. Dans *le Second Empire* de l'*Histoire socialiste* de Jaurès, Albert Thomas a nié que les militants ouvriers aient accueilli l'influence de Proudhon; il fait appel en ce sens au témoignage de Camélinat, l'un des signataires du *Manifeste des Soixante.* Il croit que les *Soixante* s'efforcèrent « d'exprimer leurs revendications de classe, grâce aux formules héritées de 48 sans distinction ». Mais peut-être, Albert Thomas n'aurait-il pas été satisfait de cette formule qu'il emploie sans la justifier, s'il avait connu d'une façon précise la condition et l'état d'esprit des différentes générations ouvrières entre 1830 et 1860.

Sans aucun doute, certaines des idées et des espérances de 48 demeurent dans l'âme des populations ouvrières; mais il n'est pas contestable qu'il se produit une évolution de la psychologie ouvrière par suite de la transformation du régime économique et social. Ici encore, il n'est besoin que de consulter le livre de Georges Duveau et sa *Vie ouvrière sous le second Empire,* pour en recueillir la démonstration précise. L'opinion d'Albert Thomas a été soumise à une critique pertinente par l'auteur du *Proudhonisme et de l'Association internationale des Travailleurs* (1907). J.-L. Puech écrit dans la nouvelle édition des *Œuvres de Proudhon,* la *Lettre aux ouvriers* du 8 mars 1864 :

*Sans doute, le témoignage de l'honnête Camélinat, survivant de la consciencieuse équipe, paraît avoir quelque valeur. Cependant, quand on rapproche les textes ouvriers et les textes proudhoniens, il est impossible de ne pas constater une telle ressemblance entre eux, que l'on conclut à l'ignorance de Camélinat ou à une défaillance de sa mémoire... Il faudrait que le sommeil de la classe ouvrière sous le second Empire eût été bien profond et son ingratitude bien coupable envers les leaders qui l'avaient représentée devant la seconde République, pour que l'élite elle-même des ouvriers, avec Tolain à sa tête, fût à ce point restée étrangère à Proudhon. Comment alors les Soixante*

*auraient-ils porté leur* Manifeste *au vieux militant pour lui demander conseil ?*

A ces arguments, il me semble utile d'ajouter ceci : il est trois sujets précis où la rencontre entre Proudhon et les militants ouvriers de ces années-là ne paraît pas contestable.

D'abord, les préoccupations éducatives du groupe qui représente la section française de l'Internationale aux deux premiers Congrès de Genève (1866) et de Lausanne (1867). Devant le Congrès de Lausanne, la majorité de la délégation française dépose un mémoire sur l'éducation et sur l'instruction qui est de pure inspiration proudhonienne et auquel Varlin et Bourdon opposent un mémoire de la minorité. C'est là encore une des questions étudiées avec soin par Georges Duveau dans les *Idées sur l'instruction et l'éducation des ouvriers,* de 1848 à 1871.

Sur *La Guerre et la Paix,* la rencontre entre Proudhon et les militants ouvriers est non moins certaine. Et sans qu'il ait cité Proudhon, ni *La Guerre et la Paix,* ni les *Nouvelles de la Révolution* (seconde édition de *La Justice* de 1860), Anthime Corbon a analysé, en 1863, dans son *Secret du Peuple de Paris,* les sentiments des ouvriers que Proudhon connaissait bien lorsqu'il rédigeait *La Guerre et la Paix.* En écrivant les livres de cette époque, Proudhon connaissait bien cet état d'âme complexe auquel Anthime Corbon fait allusion, lorsqu'il écrit : « Ce peuple atteint et convaincu de chauvinisme n'a point de rêve plus doux que celui de l'alliance des nations et de la paix désarmée; ce peuple, épris du rêve de la fraternité des nations, ne tend pas à moins qu'à la suppression de l'énorme appareil de guerre des sociétés européennes. Les délégués français aux Congrès de l'Internationale réclament la formation des milices et la suppression des armées permanentes ».

Proudhon qui cherche aussi le plus sûr moyen de supprimer l'énorme appareil de guerre, croit trouver dans le principe fédératif le moyen d'assurer la paix entre les peuples. Voici quel est son argument. S'il est attaché à la date et aux traités de 1815, c'est parce que l'année 1814 est pour lui le point de départ, à la fois d'une organisation, d'un équilibre international et de l'ère constitutionnelle. Pour la première fois, pense-t-il, on a institué des constitutions qui limitaient les pouvoirs arbitraires par des garanties légales; par exemple en France, la Charte s'est substituée à l'arbitraire napoléonien; car les libertés, protection contre le despotisme, sont appelées à se développer. Proudhon préfère les

progrès, même lents, du parlementarisme à tout le *clinquant militaire* de l'Empire.

Par ce chemin, son esprit est conduit à dépasser une première étape du fédéralisme, telle qu'elle se présentait dans l'*Idée de la Révolution au* XIX^e^ *siècle*, comme il a dépassé l'idée du simple contrat, afin de s'élever à une conception plus générale et plus profonde — cette idée du contrat dont il écrivait à Michelet, le 19 juillet 1851, que sa substitution au principe divin et transcendant d'autorité était « la partie la plus formidable de son travail ».

Il transcende le fédéralisme professionnel et le fédéralisme régional qui doivent permettre de réduire à leur plus simple expression les fonctions de l'Etat. Le principe fédératif, étendu aux relations entre les nations, lui permet de résoudre le problème que pose l'inégale puissance des Etats, cause de la rupture de l'équilibre; comme l'a fort justement montré Madeleine Amoudruz, il s'agit « *d'affaiblir les Etats en substituant à leur constitution unitaire, une constitution fédérative* ».

Proudhon écrit : « Le Fédéralisme est bien l'alpha et l'omega de ma politique, et la solution qui requiert, pour être réalisée, la participation du peuple entier ». Tandis qu'il adressait cette phrase à Chaudey, le 27 avril 1863, paraissait la brochure *Des Démocrates assermentés et des réfractaires*. Cette brochure contient, dans ses conclusions, un passage qui éclaire le lien existant dans l'esprit de Proudhon entre la nouvelle démocratie, le suffrage universel et le fédéralisme. Voici le texte :

*Le suffrage universel suppose, pour son libre et complet exercice, la division du pays en des groupes naturels... Le résultat du vote est la pensée diverse et synthétique exprimée par ces collectivités appelées à se prononcer selon leurs intérêts respectifs. Ceci a la plus extrême importance. Il en ressort, en effet, qu'à ce point de vue encore l'organisation de la société, et dans l'ordre politique et dans l'ordre économique, est donnée toute entière dans le suffrage universel... Le suffrage universel, avec ses circonscriptions rationnelles, c'est — pourquoi ne l'avouerions-nous pas ? — la révolution, non pas seulement politique, mais économique, telle que la liberté, la justice, la science et un sage progrès la suggèrent. Toute fédération agricole, industrielle, toute association ouvrière ou capitaliste, tout pacte de mutualité dérive de là. Ici encore... l'initiative gouvernementale doit se tenir à l'écart et laisser agir seules les énergies sociales.*

La république substitue aux rapports mutuels entre les indi-

vidus des rapports réciproques entre les groupes. Le mutuellisme s'est transposé en fédéralisme; et la fédération unit les groupes sans les absorber.

Le principe fédératif opère la même transformation dans le domaine international. Ainsi que Proudhon l'a écrit, à Milliet, le 2 décembre 1862 : « La fédération détruit la centralisation sur quoi se fonde le gouvernement autoritaire et substitue, entre les nations, aux rapports de nationalité des rapports de droit et de mutualité ».

De 1851 à 1863, la route parcourue par Proudhon l'a été en ligne droite, quelle que distincte et considérable que soit la distance entre le point de départ et le point d'arrivée.

La mutualité entre les individus est devenue une mutualité entre les peuples. Le principe fédératif, établi à l'intérieur de la nation, assure entre les nations la paix; car chacun des Etats liés par un pacte fédératif doit être lui-même une fédération. L'idée de conquête est incompatible avec le principe de fédération; un état mutuelliste est opposé à la guerre.

De tous les livres de Proudhon, le *Principe fédératif* ou *de la nécessité de reconstituer le Parti de la Révolution,* est celui qui a dû séduire davantage les militants ouvriers liés ou non au groupe des signataires du Manifeste des Soixante. En tout cas, c'est celui qui a exercé l'influence la plus profonde et la plus durable pendant les années qui ont suivi la création de la Première Internationale au meeting de Saint-Martin's hall, en septembre 1864. Le projet, apporté au meeting de Londres par Tolain et ses camarades, a été adopté par le meeting. Les ouvriers français présentaient un pacte fédératif. Un pacte fédératif a donc servi de base à l'organisation de la Première Internationale : des sections nationales ont été créées. La section française qui s'organise, dès le commencement de 1865, à Paris, installe son bureau rue des Gravilliers et elle a pour secrétaires correspondants Tolain, Fribourg et Limousin. Or, dès cette première année 1865, Tolain, Fribourg, accompagnés d'Eugène Varlin, sont obligés d'aller à Londres reprendre contact avec leurs camarades anglais afin de défendre l'indépendance de la section française. Par suite des persécutions de l'Empire et des deux premiers procès intentés contre la section française de l'Internationale, le bureau français doit changer de personnel, et Eugène Varlin succéder à Tolain; les membres de la section française, de cinq cents, peuvent s'élever en avril 1870 à deux cent quarante-et-un mille, les internationaux français restent passionnément attachés au principe

fédératif et défendent, contre les tendances centralistes du conseil général, siégeant à Londres, le pacte primitif, signé en septembre 1864, et qui était un pacte fédératif. Les internationaux français resteront fidèles au fédéralisme jusqu'à travers les pires épreuves de la guerre de 1870 et de la Commune : la majorité des membres de la Commune resta fédéraliste.

## IX

Le Principe fédératif définit les formes sans lesquelles la République ne peut être sans renoncer à elle-même : « Qui dit unité dit gouvernement fort, donc oppressif pour les individus; quel que soit le régime, la république unitaire est une essence de pure monarchie; en fait, elle n'est plus la république ».

Les notes des *Carnets* avaient déjà plusieurs fois exprimé cette essence de la République. La République, on se souviendra de cette définition des *Carnets :* « La République est une famille fraternelle. Elle implique le respect de la personne, l'affection et la persuasion, et non la contrainte ».

S'il avait employé le jargon moderne, Proudhon aurait dit : « La République sera personnaliste ou elle ne sera pas », comme il appelait de ses vœux une « jeune » démocratie en mouvement : « La cité aurait pour lumière la Justice; au lieu de s'abandonner aux courants des instincts sordides, elle aurait pour source de renouvellement la conscience et le cœur des hommes. »

« L'élite ouvrière des années 1860, les militants des générations de vingt-cinq à trente-cinq ans souhaitaient — avec une conscience plus ou moins distincte — une société à laquelle les hommes fiers et libres donneraient son accent ». Leurs sentiments étaient en harmonie avec ceux de Proudhon : eux comme lui souhaitaient une société fédéraliste assurant la liberté des groupes et de la personne.

Entre cette génération ouvrière et Proudhon, l'influence a été mutuelle. Il faut le marquer nettement.

Proudhon est allé au-devant de la pensée ouvrière. C'est là l'image qui s'adapte le mieux à cette action réciproque. Proudhon n'est pas un aventurier de l'esprit. Ce paysan des Franches Montagnes prend ses assises solides sur le roc de la réalité. Sa pensée, d'abord, a pour fondement la condition et la psychologie ouvrières. Mais l'expérience qu'il en a, comme chacune de nos expériences vivantes, est fragmentaire. Seulement, Proudhon pos-

sède cette faculté de découverte dans la connaissance qui permet de rompre le cercle étroit des données et des apparences extérieures.

Cette puissance de sympathie résulte autant de la volonté et du sentiment que d'une intelligence aiguillée vers l'homme. Elle offre une *vision de l'intérieur*. Grâce à elle, Proudhon a eu de la réalité et de la psychologie ouvrières une intelligence qui éclaire — d'abord et avant tout — les dernières étapes de sa pensée, sa *Lettre aux ouvriers*, son livre de *La Capacité politique*.

*La Capacité politique*, la *Lettre aux ouvriers* et les précieux aveux de sa correspondance des années 1863 et 1864 doivent infiniment à l'inspiration ouvrière. Mais, encore une fois, l'influence a été mutuelle et beaucoup plus inconsciente que consciente, ce qui explique pourquoi on la retrouve chez Eugène Varlin, qui se dit non-proudhonien, mais communiste anti-autoritaire.

Dans sa dédicace de *La Capacité politique* à quelques ouvriers de Paris et de Rouen, Proudhon a reconnu ce qu'il leur devait. Mais, de leur côté, les créateurs de la Première Internationale et les auteurs du *Manifeste des Soixante* portent le témoignage de l'influence proudhonienne, singulièrement : dans ces trois domaines de l'Education, de la Guerre et de la Paix et du Fédéralisme.

Le 29 février 1864, Proudhon écrit à Larramat : « J'ai été réjoui de l'apparition du fameux Manifeste, d'autant plus que le *Journal des Débats* en a pris l'alarme; que M. de Girardin s'est mis dans une grande colère et que M. Havin a fait une affreuse grimace... »

Le 4 mars, toujours à Larramat :

*Il y a dans le* Manifeste *ouvrier une part de spontanéité et une part d'influence. Les rollinistes (partisans de Ledru-Rollin) n'ont pas été les conseillers de la chose, mais ils l'ont approuvée. J'ai entre les mains des preuves de tout cela. Enfin, il y a de braves garçons parmi les signataires et il y a des corrompus et des intrigants... Je suis satisfait de la chose; je fais mes réserves sur les sujets, et je conclus tout juste comme vous que, si les Soixante avaient raisonné logiquement, ils auraient dit : Votons blanc...*

Et le 11 mars, trois jours après sa réponse aux ouvriers, Proudhon écrivait à Buzon :

*Je me suis fait maître d'école de notre déplorable plèbe; bien heureux quand ces écoliers polissons ne me brisent pas les lunettes sur le nez ou ne me cassent pas la tête avec leurs sabots.*

*Ne m'a-t-il pas fallu, à la demande, il est vrai, de quelques braves ouvriers, leur expliquer par le menu comment, en sympathisant de toutes mes forces au Manifeste des Soixante, je ne pouvais cependant conclure comme eux à la candidature ? J'ai fait de cela seize pages de la taille des vôtres; trois grands jours employés pour donner la becquée à quelques douzaines de petits. Il est vrai qu'ils le méritent; mais, enfin, n'est-ce pas triste, faute de ce carré de papier qu'on appelle journal. Quelques amis vont faire des copies de cette* consultation, *car c'est le vrai mot; j'ignore si l'on trouvera un journal, ami ou ennemi, qui veuille s'en charger... A propos des candidatures ouvrières, je ne dois pas oublier de vous dire qu'on fait le vide autour d'elles. Si Tolain réussit, ce ne pourra être qu'autant qu'on le croira moins belliqueux que Garnier-Pagès. Il y a eu une vraie levée de boucliers contre le* Manifeste des Soixante. *L'opposition démocratique surtout s'est montrée indignée... Canailles et Tartuffes, qui, mangeant le pain de l'Etat, payé par le pauvre, déjà se méconnaissent. Je serais satisfait que la plèbe qui, depuis dix ans, comptant sur le suffrage universel et sur l'Empire, se croyait à la veille du triomphe, reconnut enfin sa situation. L'Empire, c'est le ralliement des vieux partis; Badinguet n'a pas cru si bien dire. Je pousse la plèbe à la* séparation, *ce grand moyen de la plèbe romaine, et, en doublant ce* séparatisme *de* fédéralisme *et de* socialisme, *je me flatte d'éviter l'écueil césarien où s'abîma l'illustre République.*

La *Lettre aux ouvriers* est datée du 8 mars 1864. Voici quelles étaient ses idées essentielles :

1° *Assurément, je me suis réjoui du réveil de l'idée socialiste... Assurément, je suis d'avis, comme vous, et avec les Soixante, que la classe ouvrière n'est pas représentée et qu'elle doit l'être : comment pourrais-je professer une autre opinion ? La représentation ouvrière, n'est-ce pas, aujourd'hui comme en* 1848, *au point de vue législatif, politique et gouvernemental, l'affirmation du socialisme ?*

2° *On vous dit que, depuis* 1789, *il n'y a plus de classes; que l'idée des candidatures ouvrières tend à les rétablir... Mais c'est justement, selon moi, comme manifestation d'une classe ou caste que la candidature ouvrière a de la valeur; hors de là, elle perdrait toute signification. Or, la société française se divise foncièrement en deux classes : l'une qui vit exclusivement de son travail et dont le salaire est généralement fort au-dessous de* 1.250 *francs par an et par famille de quatre personnes; l'autre qui vit du revenu de ses capitaux.*

3° *La division de la société en deux classes est indubitable; mais est-elle dans les données de la nature, conforme à la justice ? ou au contraire, cette distinction* funeste *que tout homme de cœur voudrait voir effacée ne peut-elle être abolie par une meilleure application des lois, de la justice et de l'économie ?*

Les Soixante sont convaincus que la question sociale peut être résolue dans le sens de l'affirmative : ils observent, avec modération et fermeté que, depuis assez longtemps, elle a été écartée de l'ordre du jour et qu'ils posent comme signe ou gage de cette reprise la candidature de l'un d'eux, précisément parce qu'il est ouvrier, ils jugent pouvoir représenter mieux que personne la classe ouvrière.

Jusque-là, Proudhon se déclare tout à fait d'accord avec les Soixante. Et il ajoute : « Je vous sais gré de n'avoir pas supposé un seul instant que je pusse être d'un autre sentiment que le vôtre. »

Que la classe moyenne reconnaisse donc de bonne grâce le droit des ouvriers à la représentation nationale, non pas simplement comme citoyens, mais bien *parce que ouvriers* et membres du prolétariat.

Mais, dans les circonstances actuelles, l'exercice du droit à l'éligibilité est-il, pour la classe ouvrière, le meilleur moyen d'arriver aux réformes qu'elle sollicite ? En un mot, « ce que le socialisme a pu faire en 1848, sans manquer à sa dignité et à sa foi, le peut-il sous le régime actuel ? »

C'est sur ce point que, « tout en rendant justice à des sentiments qu'il partage », Proudhon se sépare des auteurs du Manifeste.

Lorsque eut lieu le coup d'Etat du 2 décembre, le pouvoir appartint à celui qui avait le mieux servi la réaction contre les tendances socialistes : « Sous le régime qui nous a été fait depuis 1852, nos idées, si ce n'est nos personnes, ont été mises pour ainsi dire, hors la politique, hors le gouvernement, hors la loi ! » Entrer dans le système du gouvernement, « ce serait un contre-sens, un acte de lâcheté... tout ce que, d'après la loi existante, il nous est permis de faire, c'est de protester, aux grandes journées électorales, par le contenu négatif de nos bulletins ». Car « toutes les opinions, excepté les nôtres, peuvent trouver place dans la Constitution; en douteriez-vous, après cette clameur qui s'est élevée de toute part, à la publication du Manifeste ? Or, pour nous affirmer dans notre séparatisme, nous n'avons besoin ni de repré-

sentants, ni de candidats, il ne nous faut, aux termes de la loi, que ce seul mot : *veto,* formule la plus énergique qui puisse révéler le suffrage universel ». Réclamer l'émancipation de la plèbe et accepter au nom de la plèbe un mode d'élection qui aboutit tout juste à la rendre factieuse ou muette. Quelle contradiction ! donc, point de représentants, point de candidats !

Proudhon attire l'attention des auteurs du Manifeste sur le caractère et les idées de l'*opposition* : « La politique de l'opposition, c'est d'abord son anti-socialisme déclaré qui, fatalement la rallie contre nous à la pensée réactionnaire. MM. Marie et Jules Favre nous l'ont dit, lors de la discussion de l'adresse d'un ton à ne l'oublier jamais : *Nous ne sommes pas socialistes !* A ces mots, l'Assemblée tout entière a éclaté en applaudissements. Pas une voix de protestation ne s'est fait entendre ».

Aux élections de 1863, bien que l'initiative de la campagne d'abstention ait été prise par vingt personnes seulement, il y a eu 63.000 protestations dont 4.556 pour Paris; donc, selon Proudhon, en faisant la proportion, 90.000 pour la France.

Et Proudhon conclut ainsi :

*Démocrates, votre conduite est tracée. Une réaction aveugle a entrepris, depuis quinze ans, de vous jeter hors le droit, hors le gouvernement, hors la politique. La situation qui vous est faite, ce n'est pas vous qui l'avez créée. Elle est le fait de la conjuration des vieux partis. Une même pensée les gouverne, et cette pensée est incompatible avec la réalisation de cette justice politique, économique et sociale, que vous appelez de vos vœux. Un même serment les unit, symbole de leur alliance, piège tendu à la vanité et au zélotisme des démocrates. Ce n'est pas notre faute si, retranchés de leur communion, vous êtes condamnés à user envers eux, de représailles. C'est pourquoi je vous le dis avec toute l'énergie et toute la tristesse de mon âme : Séparez-vous de qui s'est le premier séparé, séparez-vous comme autrefois le peuple romain se séparait des aristocrates.* Separamini popule meus. *C'est par la séparation que vous vaincrez; point de représentants, point de candidats !*

Cette lettre est un admirable prélude à la *Capacité politique.* Proudhon aurait pu rappeler une phrase d'un ouvrage de 1843 : *De la création de l'ordre dans l'Humanité :*

*Peuple, aussi longtemps que tu seras sans idées à toi et que tu donneras ta force à d'autres, la souveraineté ne t'appartiendra pas et tu seras bête de somme...*

Cette phrase, Proudhon allait la reprendre, presque dans les

mêmes termes, dans la *Capacité politique* : « Au peuple souverain : aussi longtemps que tu seras nombre et force sans idées, tu ne seras rien. La souveraineté ne t'appartiendra pas et tu resteras bête de somme ».

## X

Séparatisme, Fédéralisme et Socialisme, tels sont, au 8 mars 1864 les trois caractères de la position que doivent prendre, en 1864, les républicains décidés à établir une république garantie contre tout vice de césarisme. Mais les projets et les travaux de Proudhon ont été pendant l'hiver entièrement interrompus.

Depuis la Noël 1863, jusqu'au commencement de juin 1864, Proudhon a souffert de catarrhe et d'asthme. Et, durant ces cinq mois, il en a passé au moins trois dans une incapacité absolue de travail; voici au commencement de juin, un érésipèle qui, au lieu de durer quelques jours, s'est prolongé pendant un mois; et, c'est seulement le 20 juillet, lorsqu'il écrit à Maurice, que Proudhon se sent en pleine convalescence, quoiqu'il ait la tête faible et que ses jambes le portent mal; mais il commence à se sentir un véritable appétit et à trouver le vin bon; il fait deux promenades par jour et, dans les intervalles, il travaille un peu. Aussitôt, il a mis en ordre ses livres, ses papiers et ses épreuves; car il a douze à quatorze ouvrages prévus, plus ou moins préparés, quelques-uns en partie rédigés : *En un mot, de la besogne taillée pour dix ans au moins.*

La plus grande partie de ces études commencées porte sur des sujets de littérature, de morale et d'histoire. C'est sur le conseil des frères Garnier que Proudhon a aiguillé son travail en ce sens et c'est avec eux que Proudhon compte désormais faire toutes ses publications; car cette année 1864 aura été pour Proudhon une des plus mauvaises et a augmenté le déficit qu'il traîne d'année en année après lui; les frères Garnier lui ont été d'une grande aide : comprenant sa situation, au plus fort de la maladie, ils sont d'abord venus, d'eux-mêmes, à son secours. Sans qu'il leur eût demandé rien, ils lui ont envoyé une somme de cinq cents francs, sans doute comme avance sur ses travaux à venir; mais le fait que son compte courant s'élève à un chiffre assez considérable, donne à Proudhon la preuve de l'esprit libéral qui inspire ces éditeurs. En outre, « un de ses amis de Bel-

gique, voulant aussi contribuer à mon complet rétablissement, avant que je reprenne ma vie de galérien des lettres, m'a aussi fait une avance de deux mille francs. Bref, je suis en mesure d'attendre presque la fin de l'année sans avoir besoin d'escompter mes droits d'auteur et de hâter outre mesure mon travail. Il en résultera que, d'ici au 1er janvier, j'aurai de prêtes deux ou trois brochures, dont le produit suffira, je l'espère, à couvrir mes dettes nouvelles. Je me trouverai donc dans la même position qu'au moment de mon installation à Passy, mais avec une situation littéraire et politique beaucoup meilleure, un peu de crédit et une perspective satisfaisante ».

Proudhon paraît décidé à suivre le conseil des frères Garnier qui, s'il se jette du côté de la littérature et de la morale, s'engagent à lui faire gagner dix mille francs par an. Par contre, il refuse de collaborer à *la Nation* et au *Messager de Paris* ainsi qu'au *Nain Jaune* qui lui offrait sept mille deux cents francs pour quatre articles par mois, parce que *le Nain Jaune* est fondé par un homme parmi les plus compromis dans la politique et le journalisme impérial qui cherchait à relever la réputation de sa feuille par un nom honorable : « Le seul bruit que j'allais fournir des articles à ce journal avait mis en émoi une foule d'honnêtes gens dont l'adhésion m'est la plus précieuse ».

Le 20 août, dans une lettre à X..., Proudhon donne une définition de l'*anarchie* :

*L'anarchie est, si je peux m'exprimer de la sorte, une forme de gouvernement, ou constitution dans laquelle la conscience publique et privée, formée par le développement de la science du droit, suffit seule au maintien de l'ordre et à la garantie de toutes les libertés, où, par conséquent, le principe d'autorité, les institutions de police, les moyens de prévention et de répression, le fonctionnarisme, l'impôt, etc. se trouvent réduits à leur expression la plus simple; à plus forte raison, où les formes monarchiques, la haute centralisation, remplacées par les institutions fédératives et les mœurs communales, disparaissent. Quand la vie politique et l'existence domestique seront identifiées; quand, par la solution des problèmes économiques, les intérêts sociaux et individuels seront en équilibre et solidaires, il est évident que toute contrainte ayant disparu, nous serons en pleine liberté ou anarchie. La loi sociale s'accomplira d'elle-même, sans surveillance, ni commandement, par la spontanéité universelle.*

Le 20 août 1864, Proudhon part pour la Franche-Comté, avec son ami et compatriote, le docteur Crétin; c'est de Saint-Hippo-

lyte qu'il écrit à Bergmann, pour lui dire qu'il a pris sur lui de se donner quinze jours au pays natal « pour me retremper le cerveau et les nerfs », et pour lui demander de venir le rejoindre à Dampierre-sur-Saône, chez le docteur Maguet, au commencement de septembre.

Proudhon ressent quelque amélioration grâce à l'influence de l'air natal. Il visite la vallée du Doubs, de Besançon à Saint-Hippolyte. Il s'arrête à Besançon afin de se jeter dans les bras du bibliothécaire qui l'avait entouré de tant de sollicitude amicale, lorsqu'il était au lycée de Besançon :

*Je lui ai dit, en entrant dans son cabinet : « Voici un de vos enfants prodigues qui demande à vous embrasser... Cher monsieur Weiss, vous êtes, malgré tout, un de mes pères spirituels. Vous êtes à mes yeux la dernière incarnation du* XVIII^e^ *siècle; puissiez-vous me regarder à votre tour comme l'une des incarnations du* XIX^e^ *!... » Le Père Weiss a compris cela; il a compris que, si du père au fils, il y a souvent révolution, ce n'est pas une raison pour qu'ils se repoussent; au contraire... »*

Proudhon est de retour à Paris le 15 septembre :

*J'ai été cette année faire une course en Franche-Comté, comme je l'avais fait plus d'une fois. J'ai passé vingt-quatre jours dans nos bois, nos vallées, nos guérets, sur les montagnes, respirant de toute la force de mes poumons l'oxygène jurassique. Rien n'y a fait; je suis revenu aussi peu vaillant que j'étais parti...*

*Pendant que j'étais en Franche-Comté, je n'ai rien lu, rien écrit, rien pensé; je n'ai même pas pris connaissance des journaux et me suis borné à jouir du grand air délicieux dans notre Jura...*

Mais, afin de réparer cette lacune de vingt-cinq jours dans son travail, il s'impose de n'écrire à personne et de se tenir, autant que possible, dans la retraite. Il voulait se remettre au courant de ses lectures et travaux; mais surtout et avant tout que le livre, si longtemps ajourné « fût en bon train ». Ce livre, il en avait probablement conçu l'idée lorsque, le 8 mars, il avait rédigé sa réponse aux ouvriers. Le 9 octobre, il écrit à Auguste Defontaine :

*Actuellement, je suis assez satisfait de la tournure que prend mon ouvrage, et j'ai lieu d'espérer qu'il ne s'écoulera pas un mois avant que le public n'en entende parler.*

Le même jour, 9 octobre, Proudhon écrit à Félix Delhasse :

*La médecine contre l'âge et le mal conjurés est radicalement impuissante. Je vis donc dans la résignation, tant l'homme se*

*raccroché passionnément à la vie, mais dans une disposition d'esprit telle que si je venais d'être rappelé d'ici-bas, je ne serais nullement surpris; je ne regretterais que de n'avoir pu mettre la main à mon testament. Mon testament, ceci dit sans que je semble singer Jésus et Moïse, c'est l'exposition complète de ma pensée de la justice.*

La Justice — toujours cette grande ferveur de sa vie — et le Travail, la loi de son existence :

*Me voici de nouveau attelé à ma lourde charrue. Ah ! je le sens plus que jamais : j'ai beau me fatiguer et vieillir, pour moi il n'y aura ni de repos, ni de retraite. Il faut mourir sur la brèche.*

Pendant le mois d'octobre, le livre avance et Proudhon pourra écrire en novembre (le 4 et le 14) à Gustave Chaudey :

*Ma revision est fort avancée; j'aurais même déjà remis en train l'imprimeur si je n'attendais une décision du libraire;* car Garnier aîné avait été soudain pris de scrupules politiques et Proudhon avait dû lui écrire, le 3 novembre : *Pourquoi m'écarter aujourd'hui ? Pourquoi cette terreur de la politique ? Est-ce qu'un livre de moi, un misérable grand in-*18 *déparera votre devanture ? Vous regardez-vous vous-même comme frappé d'ostracisme ? Ne pensez-vous plus, comme autrefois, qu'un peu de critique économico-politique de ma façon est utile pour rompre chez vous la monotonie et placidité de votre littérature.*

Cette fois encore, un livre de Proudhon était arrêté par le fait de la peur de l'éditeur; cet ouvrage était : *La Capacité politique des classes ouvrières.*

Proudhon demandait à Gustave Chaudey de faire une lecture sérieuse des épreuves :

*Il faut non seulement ôter les erreurs de fait, de logique, de doctrine qui auront pu m'échapper, mais tout ce qui pourrait servir de prétexte à une accusation... Si cet ouvrage, comme quelques-uns de ceux que j'ai publiés, avait seulement vingt mille ou trente mille lecteurs, l'effet serait formidable.* Mais Proudhon n'attend, pour son œuvre, qu'un débit de quatre à cinq mille au plus.

Le 14 octobre, Proudhon dit à Gustave Chaudey qu'il tient à ce que les Garnier impriment son livre, mais qu'il ne peut les y décider : La peur !... Il leur propose d'être vendeur et d'être lui-même son propre éditeur, et il leur cite, comme exemple d'un cas semblable, Jules Michelet qui imprime, broche à ses frais, puis livre aux libraires. La presse continue à se déchaîner contre Proudhon à propos de l'unité italienne.

Le 30 octobre, Proudhon vient de recevoir une lettre attendue de Buzon, qui lui a donné une grande joie, car il n'avait ni la force, ni le courage d'écrire lui-même : « Rien dans la tête, rien dans le cœur, rien dans les veines... Vous ressuscitez, vous voilà. Je me disais, dans ma longue inertie asthmatique : Qu'y a-t-il donc ? Que se passe-t-il ? N'a-t-il plus de colère ? Sommes-nous brouillés ? »

Proudhon met Buzon au courant de l'avancement de son livre : « ... N'importe (en dépit de son asthme et de son catarrhe), j'ai voulu me remettre au travail. Tous les jours, de sept à midi, je fais ma tâche; ... il me reste à l'heure qu'il est, environ soixante pages à écrire, et voilà qu'aujourd'hui même, l'oppression redouble, et je n'ai pu travailler. Malgré les dieux, malgré tout, j'en aurai le dernier mot... Cela aura trois cent soixante pages, beaucoup de redites, un grand fonds d'amertume; en somme, autant de vérités qu'un travailleur démocrate peut en souhaiter par le temps qui court. Ceux qui n'y verront pas clair, cette fois, pourront se dire aveugles ».

Ce jour-là, déjà Proudhon avouait sa détresse physique à cet ami qu'il ne connaissait que par correspondance et qui lui était un confident très cher : « Il est certain que, si vous me voyiez dans une heure de crise, vous auriez pitié de moi. Je ne puis ni parler, ni souffler, ni me mouvoir; on me traîne sur une chaise d'une chambre à l'autre, et c'est le feu, l'air du feu, comme nous disons, qui, flambant sur mon dos, finit, après trois ou quatre heures, par me remettre... Je mourrai, avec le regret de n'avoir pas pu écrire les derniers articles de mon testament ». Il écrivit pourtant, presque entièrement, la *Capacité politique* qui reste — après la *Justice* — un chef-d'œuvre : Qu'il ait eu l'énergie d'en pousser la rédaction jusqu'à la revision dont il parle à Chaudey, le 4 novembre, est bien un miracle de la volonté.

La dernière lettre écrite de sa main est du 23 novembre, à Philippe Delhasse. Les lettres suivantes sont désormais écrites et signées par Catherine Proudhon pour son père, qui voudra encore signer celles du 1er, du 10 et du 13 décembre, et la dernière du 12 janvier, à Buzon :

Les adieux qu'il fait à Buzon — lettre du 30 octobre — ne s'adressent pas qu'à celui-ci, mais à tous ses amis, puisqu'il le charge de les leur transmettre :

*Merci de votre bienheureuse lettre et foin de vos clous ! Quand j'entends gronder votre conscience, la mienne se met aussitôt à*

*l'unisson. Ma respiration s'allonge et je me trouve mieux. Que d'infamies nous sommes condamnés à voir !... Mais croyez-le, notre nation est peut-être encore la moins mauvaise... J'ai entendu parler souvent de l'Angleterre, hola ! et je siffle les Américains, ceux du Nord, ceux de l'Ouest, traderidera !*

*Si vous rencontrez quelqu'un de nos amis, de ceux que vous savez que je connais, et auxquels je suis attaché, serrez-leur la main et dites-leur que je les aime, ainsi que vous à la façon de Henri IV, à tort et à travers.*

Le 9 octobre, Proudhon écrivait à Félix Delhasse que « *la démocratie partout commence à se sentir : elle reconnaît sa solidarité,* ainsi que le prouve le meeting international des ouvriers récemment tenu à Londres ».

Ainsi, Proudhon aura vécu pour voir la création, par des militants ouvriers français et anglais, de la Première Internationale à Londres, au meeting de Saint-Martin's hall et il a pu apprécier toute la portée de cet événement; car il comprenait que le fait initial c'était, sans doute, cet éveil de la solidarité ouvrière; mais qu'elle exprimait l'un des aspects, le plus important, de cette solidarité qui « affirmait que si la démocratie travailleuse est solidaire, la bourgeoisie ne l'est pas moins; le commerce, par toute l'Europe, est solidaire, la banque est solidaire, les capitaux sont solidaires... De même que tous les Etats sont solidaires... La banqueroute universelle, européenne, politique, économique, morale, sociale, voilà où nous mènent les gouvernements ».

La lettre du 30 octobre 1864 complète une lettre beaucoup plus ancienne que Proudhon avait écrite à Suchet, le 3 octobre 1854 :

*J'entends médire sans cesse du siècle et de la jeunesse actuelle. Je ne connais pas la jeunesse et je la vois peu; mais, d'après quelques échantillons, je suis persuadé, au contraire, que nos fils, mon cher Suchet, seront plus avancés et meilleurs que nous. Je me fie à vous pour inspirer à Gustave (le fils de Suchet), ces énergiques sentiments.* Et, dans la lettre à Buzon du 30 octobre 1864 : *Il existe à Paris une élite d'hommes, ouvriers, étudiants, etc. qui me donnent parfois de grandes consolations. Ces hommes ne demandent qu'à marcher; leur ferveur leur fait deviner toute vérité; et chaque fois qu'il m'en vient un, en apparence pour demander conseil, je le trouve plus avancé que moi. Il y a de formidables indignations dans l'air.*

# X

# GEORGES SOREL

*C'est dans l'héroïsme que se trouve caché le mystère de la vie.*

*Un homme ne compte pas quand il est incapable de faire aucun sacrifice.*

William JAMES.

*Saluons les révolutionnaires comme les Grecs saluèrent les héros grecs qui défendirent les Thermopyles.*

Georges SOREL.

## I

### *Sorel et Proudhon.*

Sorel et Proudhon ont été attaqués avec une violence singulière. Proudhon connaît des amitiés fidèles. Espérons que Georges Sorel triomphera des haines persistant plus de vingt années après sa disparition, comme celle de Julien Benda, écrivant dans l'*Ordre* du 9 octobre 1945, que les *Réflexions sur la violence* sont « une honte de la France intellectuelle et morale ».

Proudhon et Sorel, a-t-on dit, l'un par la fougue de son langage, l'autre par sa malice acerbe, avaient suscité des réactions qu'ils provoquaient. Proudhon s'accusait injustement lorsqu'il s'écriait : « Je ne suis pas le maître de ma parole, mon style a quelque chose d'étrange qui désoriente ses lecteurs, je suis l'instrument d'une force obscure et tyrannique que je ne peux ni contenir ni régler ». Mais un grand nombre de ses lecteurs pardonnent à Proudhon parce que la vigueur et la saveur de son style les séduit, tandis que Sorel écrit « sans ordre ni continuité et heurte nos habitudes littéraires les plus justifiées » (P. Lasserre). Entre eux, différence de tempérament comme différence de forme marquent la diversité d'origine et l'opposition entre le bourgeois normand et le paysan franc-comtois.

Georges Sorel et Proudhon méritent un jugement impartial en raison de leur franchise vis-à-vis des autres et vis-à-vis de soi. L'un et l'autre ont dit « leurs vérités » à des adversaires dont ils froissaient sans pitié l'amour-propre. Mais, d'une aussi brutale lucidité vis-à-vis de soi, ils avaient le souci de se connaître et d'exposer les doutes de leur conscience. Leur sensibilité réagissait de façon aiguë en présence de la lâcheté et de la fragilité des hommes.

Leur existence est un modèle de persévérance dans la recherche de la vérité et dans la fidélité à *la Justice dans la Révolution* : n'y a-t-il pas là des vertus assez rares pour que l'historien considère leur vie sous le signe de la grandeur.

Deux traits ont contribué à créer entre eux une communauté de destin : une pensée en perpétuel mouvement et une intransigeance qui sans cesse opposaient entre elles deux parties d'eux-mêmes. Et ce fut là leur drame intérieur.

Proudhon croyait au progrès humain et c'est d'abord en lui que l'homme devait le réaliser. D'où son exigence vis-à-vis de soi. Le rayonnement de la conscience était la condition de la réforme des institutions. Sans cette dignité de l'homme, rien ne vaut, tout s'écroule, ce sont les ténèbres. Proudhon pourtant était prêt à *combattre dans la nuit.*

Georges Sorel restera jusqu'au bout fidèle à Proudhon, admirant chez son maître la constance dans la foi par delà les déceptions : « En attendant les jours du réveil, activons les forces les plus nobles de l'âme. »

Cette attitude d'esprit qui l'apparente à Proudhon, Georges Sorel l'a exprimée souvent et fortement, par exemple dans l'*Avenir socialiste des syndicats.* « La partie faible du socialisme est la partie morale... les homélies oratoires sont faciles quand il s'agit de morale... il serait criminel de pousser à une révolution sociale qui aurait pour résultat de mettre en péril le peu de moralité existant. »

Cette rigueur morale qui se traduit par le sentiment de la dignité humaine est à l'origine de ses querelles avec les démocrates réfugiés à Londres et à Bruxelles, et qui éclairent des diatribes comme celle adressée à Madier-Montjau le 12 février 1854, à propos de la guerre de Crimée : « Le fameux mot, républicain ou cosaque, a fait merveille. La démocratie en masse a applaudi à la guerre, par horreur des cosaques... voilà comment vont les choses avec ce brave peuple et son ignare démagogie. Quand je songe que ces imbéciles démocrates en sont encore à accuser le socialisme (qui est seul la Révolution) d'avoir perdu la République, je me sens une colère héroïque et sainte ». On a voulu faire de Proudhon, comme aussi de Georges Sorel, un antidémocrate. En dépit du texte publié par Sorel dans la *Cité Française*, c'est là une erreur pour l'un comme pour l'autre.

Ces critiques adressées à la démocratie, souvent exprimées en termes très vifs, s'expliquent ainsi. Proudhon est toujours resté fidèle à l'esprit de 1789 et de la Révolution française qui, pour

les paysans de Burgille, avait été « la suite et le succès du combat de leurs aïeux contre les seigneurs ». L'affirmation de sa foi démocratique répond à un sentiment sincère et exprime une idée précise. Proudhon a redit plusieurs fois qu'il opposait la jeune démocratie et la vieille démocratie à la Robespierre. Démocratie nouvelle parce qu'elle est sociale et parce qu'elle n'est pas simplement politique — surtout parce que Proudhon, adversaire de la supériorité du nombre, entend le principe démocratique comme s'exprimant par la garantie de la liberté personnelle.

En présence du spectacle d'un monde submergé par la souffrance et l'abêtissement de la guerre, Sorel, désespéré, se tourne vers la Russie; il voit dans la Révolution d'octobre la réalisation de son espérance socialiste. Son regard se concentre sur la personne de Lénine et sur celle de ses camarades. A ses yeux, ils sont ces personnages héroïques qu'il espérait voir s'élever des rangs des syndicalistes français. Et on doit se souvenir que, parmi les paroles qu'il aimait à rappeler, celle-ci de William James était peut-être celle qui traduisait sa plus profonde croyance : « C'est dans l'héroïsme que se trouve caché le mystère de la vie... Sur la scène du monde, c'est l'héroïsme, l'héroïsme seul qui tient les grands rôles ».

## II

### *Théories et mythes.*

Les lignes générales de la pensée de Sorel, dans ses premiers écrits, permettent de préciser la courbe de son évolution : elles tracent le dessin de sa mobilité et de sa constance.

En dehors du *Procès de Socrate,* paru chez Alcan en 1889, les trois œuvres de début, qui paraissent avoir la signification la plus importante sont : un essai sur la philosophie de Proudhon publié dans la *Revue de Philosophie* en 1892 — l'étude sur Vico publiée dans le *Devenir social* à l'automne de 1896; c'est là que Georges Sorel définit sa position par rapport à la connaissance et à l'histoire, lorsque « attachant une importance majeure au témoignage du développement historique dans la critique de la connaissance », écrira-t-il en octobre 1912, « *je prends parti pour Vico contre Descartes !* » Enfin, dans ses nu-

méros de mars, avril et mai 1898, l'*Humanité nouvelle* fait paraître l'*Avenir socialiste des syndicats,* réédité en brochure chez Jacques en 1901. Cette étude contient l'idée originale du syndicalisme sorélien dont pendant dix ans Georges Sorel va orchestrer les thèmes.

L'*Humanité nouvelle* achève cette publication en mai 1898. Le 1er mai, Charles Péguy avait ouvert, 8, rue de la Sorbonne, la boutique d'où devaient sortir les *Cahiers.* En janvier 1899, dans la librairie de Péguy s'installe une revue, le *Mouvement socialiste* où, jusqu'en 1908, paraissent de Sorel des œuvres et des études d'un tel retentissement.

En 1899, *Morale et Socialisme.* En 1905, le *Syndicalisme révolutionnaire...* Viennent les grandes années 1906 et 1907 :

En 1906, *Le Mouvement socialiste* publie *Le Caractère religieux du socialisme* et *Le prétendu Socialisme juridique.* Georges Sorel écrit les *Réflexions sur la violence* (15 janvier-1er juin 1906), et la *Lettre à Daniel Halévy* (15 août-15 septembre 1907). En 1906 encore, les *Illusions du progrès* (août-décembre), et, en 1907, *à propos du livre d'Henri Bergson,* l'*Evolution créatrice.* Dans la bibliothèque du *Mouvement socialiste* paraissent deux brochures : en 1908, *La décomposition du maxisme,* et, en 1911, *La Révolution dreyfusienne.* Parmi les ouvrages de cette période 1899-1910, il convient d'ajouter les *Confessions* parues à Rome au « Devenire Sociale », et qui ont été reprises en 1919, comme un des chapitres, dans les *Matériaux pour une théorie du prolétariat.*

Quelle est l'esquisse du syndicalisme sorélien ?

Représentant naturel de la classe ouvrière, le syndicat est d'abord un organe de résistance; il mène la classe ouvrière dans son combat contre le capitalisme et, dans cette lutte, l'action directe se substitue à l'action parlementaire des politiciens.

Le syndicat est une école d'apprentissage, une institution d'éducation ouvrière — Emile Pouget la définira *une école de volonté.* Il apprend à la classe ouvrière que son émancipation doit être son œuvre personnelle.

A l'intérieur des syndicats se prépare l'organisation matérielle et morale du prolétariat. Le syndicat est le creuset dans lequel se forment des conceptions et des institutions nouvelles et s'élabore un droit nouveau.

Afin d'arriver à la destruction des rapports actuels de l'organisation politique, le syndicat entre en lutte contre l'Etat, chargé de pouvoirs de la classe capitaliste. Le syndicalisme tend à arracher à l'Etat et à la commune leurs attributions, et, par opposi-

tion aux méthodes du réformisme parlementaire, le syndicat tend à absorber l'Etat. Voici l'une des formules qui concentrent l'essence du syndicalisme sorélien :

*Une société nouvelle aura été créée avec des éléments entièrement neufs, sur des principes purement prolétariens. La lutte définitive pour les pouvoirs politiques n'est pas une lutte pour prendre les positions occupées par les bourgeois et s'affubler de leurs dépouilles. C'est une lutte pour vider l'organisme politique de toute vie et faire passer tout ce qu'il contenait d'utile dans un organisme prolétarien créé au fur et à mesure du développement du prolétariat.*

Au fur et à mesure du développement prolétarien... Cette idée s'éclaire si on la rapproche de celle que le secrétaire général de la C. G. T., Victor Griffuelhes, employait en 1904 dans une brochure d'action syndicale et dans une conférence à la jeunesse syndicaliste de Paris. « Le mouvement ouvrier ne se rattache directement à aucune des deux conceptions qui voudraient se le disputer : il est le résultat d'une longue pratique. C'est dans le mouvement quotidien que l'action ouvrière marque son progrès, résultant d'efforts continus. L'action de la classe ouvrière n'a pas été commandée par des formules et des affirmations théoriques quelconques... »

Mais si Georges Sorel rencontrait des militants syndicalistes, il n'était pas lu par eux. Victor Griffuelhes protestait toujours quand on lui parlait de l'influence sorélienne; et par protestation, Griffuelhes aimait à dire : « Je lis surtout Alexandre Dumas », marquant par là, nous dit Maxime Leroy, l'auteur de la *Coutume ouvrière,* l'agacement que lui inspiraient « des théoriciens qui prêchaient la violence au coin du feu ».

Les *Réflexions sur la violence,* en effet, n'ont pas été une lecture du prolétariat; mais elles ont été l'objet d'une vogue et d'une mode dans certains milieux de snobs intellectuels — vogue et mode que n'avait pas cherchées Sorel, pas davantage qu'Henri Bergson ne souhaitait, à son cours du Collège de France, la présence de ces élégantes qui y faisaient retenir leur place à côté de Georges Sorel, de Charles Péguy, de Jacques et Raïssa Maritain, de Jeanne Garnier, de Joseph et de Jean Baruzi.

*Réflexions sur la violence* et *Mythes* achèvent cette espèce d'image d'Epinal en laquelle on a traduit et trahi les nuances d'une pensée dont le trait dur dérobe la complexité.

Georges Sorel pense que l'individu ne cesse de raisonner comme s'il était vraiment en état de sortir du présent. L'ex-

périence montre que ces constructions peuvent avoir une grande efficacité. Cela se produit, selon Sorel, lorsqu'on regarde ces constructions comme des mythes, c'est-à-dire comme des compositions faites avec art *en vue de donner à des espoirs un aspect de réalité* sur laquelle s'appuie la conquête présente. Georges Sorel donne du mythe des exemples historiques et montre que la pensée chrétienne tira du mythe apocalyptique un grand parti. Les mythes, selon l'expression de Georges Sorel, ne sont pas des *almanachs astrologiques* et il importe peu de savoir si les mythes renferment des détails destinés à apparaître réellement sur le plan de l'histoire future. C'est l'*ensemble* du mythe qui importe seul et il faut le juger comme un moyen d'agir sur le présent. Tel est le mythe de la grève générale. Il importe peu que la grève générale soit une réalité partielle ou seulement un produit de l'imagination populaire. La grève générale est un mythe, « une organisation d'images capables d'évoquer instinctivement tous les sentiments qui correspondent aux manifestations engagées par le socialisme contre la société moderne. Les grèves ont engendré dans le prolétariat les sentiments les plus nobles, les plus élevés, et les plus moteurs qu'il possède... La grève générale les groupe tous dans un tableau d'ensemble, donne à chacun d'eux son maximum d'intensité... elle colore d'une vie intense tous les détails de la composition présentée à la conscience ».

De janvier 1900 — date à laquelle Charles Péguy commence à publier les *Cahiers* — jusqu'à décembre 1912, dans la petite boutique du 8, rue de la Sorbonne, Georges Sorel s'installe tous les jeudis sur la chaise de paille qui lui était réservée. « Un robuste vieillard au teint frais comme celui d'un enfant, nous disent les Tharaud, la barbe courte et blanche, avec des yeux admirables, couleur de violette de parme, qui me faisaient penser aux Vikings, ses ancêtres normands... Son métier d'ingénieur des Ponts l'avait retenu toute sa vie en province où il s'était distrait de l'ennui en lisant et annotant tous les livres qui lui tombaient sous la main. »

Georges Sorel a donc d'abord été un annotateur qui écrit en marge des livres les pensées que sa spontanéité lui suggère. *Toujours d'un premier jet :* d'où un certain désordre.

De cette spontanéité originale et toute personnelle, ses œuvres se ressentent. Georges Sorel possède une double vertu dont l'exagération peut *tourner* en un double défaut : la longue méditation et le premier jet.

Georges Sorel préfère la méditation. Les conditions même de son union ont accentué un demi isolement qui lui était favorable. Il ne s'est mis que tard à écrire. La méditation était pour lui l'essentiel. Georges Sorel s'intéressait à tout. Il lisait en annotant ses livres.

Aussi les jeudis du 8, rue de la Sorbonne, répondaient-ils pour lui à un impérieux besoin d'un homme solitaire. Devant un public choisi, il parlait « *intarissablement :* comme l'eau de la vanne d'un étang s'échappaient de ses lèvres les idées qui depuis soixante ans s'étaient accumulées derrière un barrage » (J.-J. Tharaud).

Jean Tharaud raconte que, lorsque personne n'entrait dans la boutique qu'il pût happer pour discourir avec lui, Sorel bavardait avec une petite bossue, perchée derrière lui comme un perroquet sur le dossier d'une chaise — la seule chaise des *Cahiers,* affirme Jean Tharaud.

On devait ici évoquer le portrait d'un éclatant coloris et d'une si ferme touche que les Tharaud ont dessiné de Georges Sorel. Les traits dont ils l'ont composé sont si justes, que ceux qui ont connu Sorel aux jeudis croient le voir encore et entendre sa voix : « Merveilleux, quand de sa voix flûtée, la tête légèrement penchée en avant et scandant ses paroles de petits coups de règle, il jetait ses idées pêle-mêle sur la table d'Emile Bourgeois... Sorel me faisait l'honneur de croire que, comme lui, je savais tout et que j'avais tout lu. Vous vous rappelez bien, Tharaud, à la page 47 de l'*Antéchrist* de Renan ? »

*Mémoire implacable,* mais aérée et en dehors des *saillies* et jeux de mots qui étaient une détente pour son esprit, ne formant jamais d'associations superficielles. Cette mémoire n'a jamais pesé sur la pensée de Sorel, elle n'a pas entravé son envol. Pour employer un mot qui lui aurait plu, il possédait une imagination créatrice assez ardente pour fondre ses connaissances, ses *matériaux,* et opérer la métamorphose.

Sur un point important, la psychologie sorélienne des Tharaud s'est trompée : « Une idée n'avait à ses yeux que la valeur d'un mirage... Lui-même se dégoûtait des idées qu'il créait ».

Cette conclusion est trop absolue; elle n'est exacte que dans la mesure où l'on distingue l'accidentel et l'essentiel. Dans la vie et la personnalité de Sorel, on ne peut parler de mobilité qu'à la condition de mettre l'accent sur la constance.

## III

### *L'homme et son visage.*

Le visage de Georges Sorel demeurait dans une ombre énigmatique; mais il s'éclaire grâce à la piété de ses amis.

Sous des apparences de bonhomie normande à la fois acerbe et courtoise dont on sentait qu'elle était capable de montrer sa griffe, Georges Sorel avait une âme de feu à la fois véhémente et timide. Deux grandes passions, ou plutôt deux nobles amours, ont dominé son existence ; la double admiration de l'héroïsme et de la sainteté qui étaient pour lui le signe de la grandeur humaine ; l'amour de celle qui a été la compagne de sa vie.

Le drame douloureux qui les unit l'un à l'autre plus fortement contribua, dans une existence provinciale, à accentuer son isolement. Celle qu'il perdit en 1897 fut toujours un objet d'admiration et de dévotion. C'est elle qui lui a révélé sa destinée : « Malheur à celui qui n'a pas rencontré la femme qui aurait dû lui révéler sa destinée et lui donner du cœur dans les jours de défaillance. » (De Jean Coste, *Mouvement socialiste,* du 1er septembre 1901.)

« C'est dans l'amour d'une pareille compagne que s'engendre l'âme des hommes qui triompheront de tous les obstacles... Heureux l'homme qui a rencontré la femme fière de son amour, qui lui rendra toujours présente sa jeunesse, qui empêchera son âme de jamais se contenter, qui saura lui rappeler les obligations de sa tâche, et qui parfois lui révélera même son génie. » (*Le Mouvement socialiste* des 1er juin 1901 et juin 1907.)

D'elle il a écrit, en lui dédiant les *Réflexions sur la violence,* que par son esprit elle avait inspiré son œuvre. Elle a exercé une influence exaltante sur sa vie intérieure.

Si l'on veut connaître Georges Sorel, il convient de prêter une attention particulière aux sentiments et aux paroles des temps difficiles. Le vieillard livre l'énigme de l'homme. Les déceptions ont dépouillé la pensée de Georges Sorel de l'excès de ses complexités. Elles l'ont amené à cerner l'essentiel, à l'heure où il aurait pu écrire comme Proudhon : « Non, non, il faut aider cette humanité vicieuse, méchante, comme vous

faites pour vos propres enfants... Quand les passions commencent à faire silence, il faut nous élever au-dessus des fatalités d'ici-bas ».

Cette maîtrise de soi dut être dure à Georges Sorel au moment où les événements du monde faisaient de lui une conscience désespérée. Ses amis m'ont aidé à le deviner. Parmi eux, au premier rang, les amis de la vieillesse, Paul et Leona Delesalle, à qui il dédia en 1919 les *Matériaux pour une Théorie du Prolétariat*.

Paul Delesalle a été le témoin le plus constant et le plus proche de ses dernières années; par lui et par sa compagne, Georges Sorel a connu la chaleur d'une grande amitié. Aussi leur témoignage a-t-il une valeur exceptionnelle, notamment par les lettres qu'il leur adressait.

Jean Prugnot, Henry Poulaille, Robert Louzon, Henri Clouard, Edouard Berth, comme Paul et Léona Delesalle, confirment le sentiment personnel que j'ai gardé de Georges Sorel.

Georges Sorel s'est brutalement heurté aux événements; il a violemment réagi contre les individus; leurs défaillances l'ont blessé, déçu. Sa vie solitaire n'a pas peu contribué à rendre plus âpres ses colères et, selon l'expression de Chateaubriand, plus agité le bouillonnement de son cœur.

Afin de mieux comprendre Georges Sorel, il faut prendre de lui une vision d'ensemble. Celle-ci est possible grâce à la Bibliographie sorélienne qu'a publiée Paul Delesalle dans le quatrième volume de l'*International Review of Social History* de l'Institut d'Amsterdam (Leiden, 1939).

Préparée avec minutie, cette bibliographie offre un instrument sûr; la lecture chronologique des études multiples, sans cesse reprises et développées, permet de reprendre aussi, pas à pas, une évolution qui s'offre comme si elle avait pris la forme d'un journal écrit au jour le jour. Georges Sorel écrivait de façon à la fois impulsive et dispersée. La pensée de Georges Sorel s'accrochait à ses lectures, aux anecdotes qu'il glanait au cours de ses rencontres pendant ses allées et venues entre Boulogne et le quartier Latin. On lui a reproché ses saillies. Mais le choix se fait de lui-même entre le superflu et l'essentiel. A une condition, c'est qu'un élan de sympathie vous place au cœur même de l'homme. Un cercle d'idées toutes faites et de préjugés vous dérobent la réalité des êtres. Il faut le rompre. On ne peut surprendre une personne qu'au travers de sa vie intérieure.

Cette sympathie m'a été rendue facile par mes amis Delesalle et par mon expérience personnelle. Celui qui n'avait que dédain pour « les *élucubrations de nos petits Montesquieu* », traitait avec un infini sérieux les obscurs et les jeunes dont il devinait la sincérité et la foi. Je l'avais rencontré un jour rue de la Sorbonne. Il m'avait écrit afin de discuter une étude sur le caractère religieux du socialisme, auquel il consacra ensuite une chronique et un chapitre des *Matériaux pour une théorie du Prolétariat*. Je déserte Paris pour la province pendant quelques années; des lettres espacées prolongent mes relations avec Georges Sorel; les plus intéressantes datent de la période de l'*Indépendance*. Des bruits avaient couru d'une conversion maurassienne qui m'avait inquiété pour Georges Sorel. Une lettre du 13 octobre 1912 précisa son attitude. Elle me rassura.

## IV

### *Les trois ruptures* (1897-1914)

Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, Georges Sorel avait donné sa démission en 1891. Afin de garder entière son indépendance, il n'avait pas voulu réclamer la pension de retraite à laquelle il avait droit. Il n'avait que de petites rentes; il devait mener une existence étroite qui plaisait à ses goûts et lui donnait la satisfaction de connaître certaines des difficultés de la vie ouvrière.

L'esprit de son ménage favorisa son idéal austère. Georges Sorel avait choisi pour « compagne de sa jeunessse » une femme qui partageait ses sentiments et ses idées : « une femme dévouée, énergique et fière de son amour ». Les circonstances les amenèrent l'un et l'autre à vivre dans un farouche isolement. Le mari de celle qui fut la compagne de Sorel n'ayant pas voulu divorcer, ils supportèrent la gêne de cette situation illégale en solitaires. Cet isolement et cette souffrance accentuèrent les tendances de ces natures pures et droites; ils contribuèrent à leur faire découvrir le *mystère de la vie*. Une philosophie dont le centre est une flamme ascétique et un élan héroïque, apparaît à Sorel comme l'expression de la plus haute sagesse.

Cette philosophie commande également les principes qui inspi-

rent son métier ou plutôt sa mission d'écrivain, car il n'y avait pas d'homme qui prît plus au sérieux cette mission. « Il n'était pas de ceux, écrit Edouard Berth, qui croient se flatter de penser à soixante ans comme à vingt et il préférait au contraire apprendre à toujours renouveler sa vision des choses et des hommes grâce à une expérience qu'il considérait comme vitale. » (Avant-propos au livre *D'Aristote à Marx.*)

Cette honnêteté d'écrivain et cette intransigeance d'esprit expliquent ses ruptures entre 1907 et 1913.

Georges Sorel s'est détaché d'abord du *Mouvement socialiste.* Ses lettres à Paul Delesalle aident à deviner les raisons qui expliquent ce détachement. Le 19 juillet 1907 il lui écrivait : « En ce moment les amis de Jaurès faisant un immense effort pour briser l'œuvre que vos camarades et vous aviez édifiée, il faut vous défendre avec toutes les armes que vous avez... C'est pourquoi je ne saurais vous engager à apporter à Lagardelle une collaboration suivie... »

Et le 8 novembre 1908, Georges Sorel écrivait encore à Paul Delesalle : « Comme vous me le disiez l'autre jour, il faut compter sur les travailleurs; c'est bien aussi mon avis; je suis persuadé que toutes les habiletés des politiciens n'aboutiront pas ; mais pour le moment, il me semble qu'il ne faut être ni dupe ni complice. C'est ce sentiment qui m'a dicté la résolution d'abandonner le *Mouvement socialiste* qui est beaucoup trop à la remorque de l'*Action directe* (principal organe des politiciens à faux nez syndicaliste). Je me retire dans mon trou. Je n'ai pas de goût pour écrire maintenant. »

Le syndicalisme lui paraissait souillé par des éléments impurs; mais il ne se détournait pas du monde ouvrier où pouvait brusquement refleurir l'héroïsme. Il savait gré à Paul Delesalle d'avoir dit : « Il faut compter sur les travailleurs ». En publiant dans la « Bibliothèque du Mouvement socialiste » la *Décomposition du marxisme* et *La Révolution dreyfusienne,* Sorel reste fidèle à la conception du rôle du militant syndicaliste. Il met en lumière la grandeur d'un homme comme Fernand Pelloutier : « Il n'a donné qu'une faible idée de ce qu'il aurait dû produire; mais quand viendra l'heure de la justice historique, on rendra hommage aux entreprises si importantes qu'il avait commencées; ce grand socialiste sera illustre alors qu'on aura depuis longtemps oublié ceux qui tiennent le premier rang dans nos parlements et qui représentent le socialisme aux yeux des bourgeois émerveillés ».

A propos de Fernand Pelloutier, Sorel rappelle et fait sienne la définition que celui-ci avait donnée du rôle des militants : « Purs de toute ambition, prodigues de nos forces, prêts à payer de nos personnes sur tous les champs de bataille et, après avoir rossé la police, bafoué l'armée, reprenant, impassibles, la *besogne syndicale obscure, mais féconde* ».

Fernand Pelloutier restera pour Georges Sorel l'incarnation du militant. Et puisque tout dans le mouvement révolutionnaire est imprévisible, Georges Sorel ne s'effraie pas des déviations qui peuvent se produire dans le mouvement syndicaliste — déviations que peut susciter le spectacle de la disproportion entre l'état réel et l'état attendu. Au cours de son histoire, l'Eglise ne s'est-elle pas sauvée, malgré les fautes de ses chefs, grâce à ses organisations spontanées ? A chaque rajeunissement a correspondu la constitution de nouveaux ordres religieux qui ont soutenu l'édifice en ruines et l'ont relevé. Georges Sorel trouvait que le rôle des moines n'était pas sans analogie avec celui des syndicalistes révolutionnaires.

La *Décomposition du Marxisme* avait maintenu le mythe sorélien de la révolution et l'idée que « la catastrophe se trouve correspondre parfaitement à la grève générale ». Il marquait un détachement certain de Sorel à l'égard de Marx : « Marx abat un monument de pierres et le remplace par une bâtisse en carton qui imite la pierre ». C'étaient de tels propos que Georges Sorel tenait dans le bureau de *l'Indépendance* [1] avec une verve qui faisait fuir Barrès dès le premier jour, qui donnait la fièvre à Francis Jammes, et qui éblouissaient Paul Bourget. « Jamais, s'écriait celui-ci, personne ne m'a prouvé comme cet homme que la vérité est de glace ».

Pendant les années 1911, 1912 et 1913, période durant laquelle il écrit dans *l'Indépendance*, Georges Sorel sent peser sur sa nature hypersensible la menace des événements. Et il rejoint le solide bon sens de Merrheim. Celui-ci part de l'observation des faits et de la connaissance qu'il a de l'antagonisme économique existant entre les métallurgies des grandes nations capitalistes

1. Le premier numéro de l'*Indépendance*, d'abord mensuelle, puis bi-mensuelle, est du 1er mars 1911. Le nom de Sorel figure parmi les membres du Comité jusqu'au numéro d'avril-mai 1913, date à laquelle la rédaction annonce qu'à partir de juin l'*Indépendance* sera hebdomadaire et vendue dans les kiosques au prix de dix centimes.

pour annoncer, le 5 janvier 1911, dans *la Vie ouvrière*, que la France se trouve à la veille d'un gigantesque conflit européen : « Les nations y marchent à grands pas; elles s'y préparent fiévreusement ».

Jean Variot, qui a donné sur Sorel des souvenirs, n'a dû guère exagérer ses propos lorsqu'il lui prête ces paroles : « Un peuple mené comme le nôtre marche sur les mains, la tête en bas, les pieds en l'air dans une acrobatie compliquée sans que le malheureux s'en aperçoive. Vous aurez la guerre bientôt. Si la France s'en sauve, ce sera avec votre peau ». Et on peut croire également Jean Variot lorsque celui-ci parle de sa retraite aussi brusque que celle qui le fit sortir du *Mouvement socialiste*. « Soudain, de la façon la plus inattendue, Sorel quitta *l'Indépendance*. Il se dit fatigué. Ce brusque départ ne m'étonna pas. »

Sans se faire illusion et sans qu'un écrivain comme Paul Bourget pût lui donner tout ce que lui apportait aux *Cahiers* un homme comme Péguy, Georges Sorel a essayé un moment de tromper sa faim.

Que Georges Sorel ait pris plaisir à retrouver le jeudi au bureau de *l'Indépendance* quelques jeunes hommes d'esprit ardent et subversif et à discourir devant eux, cela est tout à fait vraisemblable; mais il est absurde d'en déduire sa conversion à l'Action française et au maurrassisme, même si l'on relit le texte du numéro programme publié par Marcel Rivière d'une revue mensuelle, *la Cité française*, et dont les directeurs devaient être Georges Sorel et Edouard Berth et les fondateurs : Jean Variot, Pierre Gilbert et Georges Valois. La déclaration contenait notamment ceci : « Il faut réveiller les vertus propres à chaque classe et sans lesquelles aucune ne peut accomplir sa mission historique ».

Il est significatif que, même dans ce numéro prospectus de *la Cité française*, où il s'était laissé entraîner à de violentes exagérations de sa pensée, Georges Sorel n'a prononcé le nom et fait l'éloge que d'un seul moraliste français :

*Nous pouvons nous rendre compte de la force des obstacles qui sont à renverser en songeant au discrédit qui a atteint la noble mémoire de Proudhon; il fut le seul grand écrivain socialiste qui eût paru en France, les socialistes occupent aujourd'hui une place considérable dans le monde intellectuel; les écrits de Proudhon leur demeurent indifférents...*

Le 13 octobre 1912, à la suite de la lecture qu'il avait faite d'un article paru dans la « Revue d'Histoire des Doctrines »,

les *Interprétations récentes de la Pensée de Proudhon,* Georges Sorel m'adressait la lettre suivante :

*On m'a montré hier un article qui a paru sur Proudhon, dans la* Revue d'Histoire des Doctrines. *Je n'ai pas pu le lire, mais je sais que votre collaborateur assure que Berth et moi nous avons abandonné nos idées anciennes pour nous rapprocher du traditionalisme. Cette découverte m'a rendu rêveur. Il y a quatre-vingts ans le mot traditionalisme désignait un système philosophique qui n'a plus, à ce que je crois, aucun partisan. Aujourd'hui on lui donne un sens assez vague qui permet toutes les confusions. On peut m'appeler* traditionaliste, *comme on m'a appelé pragmatiste, parce que j'attache une importance majeure au témoignage du développement historique dans la critique de la connaissance. Il y a seize ans, prenant parti pour Vico contre Descartes, j'étais dans un certain sens, un* traditionaliste; *tous les hommes qui ont étudié l'architecture sont* traditionalistes... *Mais, depuis quelques années, on tend à nommer* traditionalistes *les partisans des institutions monarchistes et catholiques; il est même arrivé que l'on applique ce mot aux amis de Maurras...*

*Si donc votre collaborateur a voulu insinuer que je marche à la suite de Maurras, il a commis une grossière erreur. Malheureusement, il me semble qu'il a pris ses renseignements auprès de personnes qui répandent ce bruit; vous m'obligeriez fort si vous pouviez lui demander dans quelle publication j'ai fait acte de traditionaliste au sens que les politiciens attachent à ce mot.*

Cette lettre du 13 octobre 1912 est d'une précision qui ne réclame aucun commentaire. Elle doit être complétée par un passage de celle qu'à la même date Georges Sorel adressa à son traducteur, M. Lanzillo, et qui avait paru, le 20 novembre 1910, dans le *Giornale d'Italia* : « La mission du philosophe est de voir et de comprendre les mouvements qui lui semblent importants, il n'est pas obligé pour cela de prendre parti pour les hommes qui font le mouvement... Je ne vois pas pourquoi il faudrait être catholique pour comprendre le catholicisme et en parler avec le sérieux que le sujet comporte... Pour bien juger, il faut se mettre dans le mouvement, sans cela on ne pourrait aller au fond des choses. Notre culture universitaire nous permet cet effort... »

Georges Sorel écrit à Lotte le 25 février 1914, et lui indique pourquoi il a quitté *l'Indépendance* : « J'ai fini par m'en aller quand j'ai vu que mes conseils n'étaient pas suivis, quand *l'Indépendance* est devenue une revue pour pipelets nationalistes... »

Déçu par *l'Indépendance,* Georges Sorel aiguille son intérêt vers le catholicisme; ses ouvrages et ses livres prouvent sa curiosité pour l'histoire de l'Eglise.

Georges Sorel n'a pas la foi; pour lui, l'Eglise est une certaine puissance sociale, c'est « une force de plus qui entre en jeu, qui entre en lutte dans notre monde moderne... Car Sorel admet l'Eglise comme éternelle, comme un fait éternellement de la plus grande importance. Ce n'est pas un élément social du passé historique[1] ». (Marcel Péguy, *La Rupture de Charles Péguy et de Georges Sorel,* décembre 1929.)

*J'estime que le christianisme ne périra pas; la faculté mystique est chose très réelle dans l'homme; et l'expérience nous montre qu'elle ne diminue pas d'intensité au travers des âges; elle n'est pas affaiblie par le développement scientifique. Les savants catholiques actuels ne sont pas plus gênés par la théologie traditionnelle que les savants libres ne le sont par leurs hypothèses générales du monde.*

Georges Sorel a écrit : « Le christianisme a été une *découverte,* une vraie création; mais pourquoi périrait-il ? Je ne puis arriver à le comprendre ? »

Dans le cas de *l'Indépendance,* comme dans celui du *Mouvement socialiste,* le détachement de Georges Sorel s'était opéré de la façon la plus simple, la plus tranquille. Il n'en fut pas de même pour sa rupture avec Charles Péguy. Il ne s'agissait pas d'un groupe autour d'une revue. Il s'agissait d'un homme, d'un ami.

En décembre 1912, Georges Sorel reçut de Péguy cette lettre : « Je reconnais votre main dans tout ce qui se fait contre les *Cahiers.* Je vous prie à l'avenir de ne plus revenir le jeudi ». Il fut consterné. Les jeudis étaient, depuis dix ans, le grand plaisir de sa vie. Il souffrit. Péguy était sa grande admiration. La rupture fut un arrachement.

L'atmosphère dans laquelle se dénouèrent ces liens me paraît avoir été rendue par Marcel Péguy avec infiniment de délicatesse (douzième *Cahier* de la dix-neuvième série). Il a eu raison de ne pas mettre au premier plan les raisons, imaginaires ou non, qui avaient suscité la lettre de son père. (Prix Goncourt,

1. Les essais de l'Eglise et de l'Etat parus en 1901 dans la *Revue socialiste* et dans les *Cahiers de la Quinzaine* de la même année; la brochure parue chez Jacques; en 1902, la *Crise de la pensée catholique* dans la *Revue de la Métaphysique et de Morale,* parue en brochure chez Jacques.

etc.) Cette « excommunication » prenait un certain « caractère de grandeur tragique »; et l'attitude de Sorel gardait un « sens profond de la décence ».

Edouard Berth se rencontre avec Marcel Péguy sur ce point. Georges Sorel fut sans rancœur. Il garda la même amitié. Il fit mieux et chercha à comprendre l'ami qu'il ne voyait plus. A une certaine profondeur, la souffrance s'exprime en douceur. Cet homme ombrageux et irritable se trouvait en face d'un cas qui engageait son cœur.

Les lettres de Sorel à Lotte, écrites peu après, en janvier 1913 et dans l'année qui suivit, éclairent ce beau moment de l'histoire intérieure de Sorel. Lotte lui avait fait lire les *Entretiens* (*Lettres et Entretiens* publiés dans la dix-huitième série des *Cahiers de la Quinzaine*). L'entretien du 20 septembre 1911 frappa vivement Sorel : « Péguy vit dans un monde d'illusion et il est très malheureux parce que ses rêves sont continuellement en opposition avec la réalité ».

Nous avons dit plus haut que parmi les questions qui depuis toujours préoccupaient Sorel était la renaissance catholique. Il interroge ses amis à ce sujet; il cherche les signes de cette renaissance à travers les revues et les décisions académiques. Cette enquête conduit Georges Sorel à penser qu'un seul fait est un événement dans cette renaissance catholique, c'est la conversion de Charles Péguy. De celle-ci, il commence d'abord par douter; Daniel Halévy, Pierre Marcel en doutent. Car Charles Péguy n'a pas fait acte public de converti. Péguy continue à vivre éloigné des pratiques catholiques, sa conversion « *reste ensevelie dans les régions mystérieuses de la vie intérieure* ». Georges Sorel réclame la publication du pèlerinage à Chartres, parce qu'il considère que « le récit du pèlerinage à Chartres est d'une extrême importance psychologique ». En janvier 1915, souhaitant la publication des *Lettres et Entretiens*, il écrit la phrase citée plus haut, « la faculté mystique est chose très réelle dans l'homme et l'expérience nous montre qu'elle ne diminue pas d'intensité à travers les âges; elle n'est pas affaiblie par le développement scientifique ».

La rupture avec Charles Péguy fut pour Sorel l'occasion d'une souffrance profonde; mais elle ne troubla pas sa conscience. La tragédie, ce fut la guerre et ses conséquences : la dégradation du socialisme et la faillite de son espérance.

## V

### *Un monde submergé par la douleur.*

Voici le printemps de 1914. La guerre approche. Le 15 avril, M. René Johannet, dans la *Revue des Lettres,* décrit ainsi Georges Sorel : « Il faut avoir lu, sous sa férule, *le Cri de Paris* et *Les Mémorables* pour bien se représenter la fumeuse jeunesse de ce vieil homme (Sorel va avoir soixante-sept ans), quels ressorts inimaginables il recèle... Sa vitalité incroyable consiste à courir au-devant des chocs... M. Sorel est un jeune, envers et malgré tout, et il est un professeur de jeunesse ». Ce jugement confirme mon souvenir de Sorel, tel que je le connaissais alors.

Pendant les mois qui ont précédé la guerre de 1914, quelle était l'attitude d'esprit de Georges Sorel ? Le texte qui est peut-être le plus proche de cet événement porte la date de janvier 1914 : c'est la préface que Georges Sorel donne au livre d'Edouard Berth, *Les Méfaits des Intellectuels.*

Les quatre philosophes qui dominent cette préface sont ceux dont s'est inspirée sa pensée : Proudhon, Marx, Pascal et Bergson.

Georges Sorel pense que la marche au socialisme ne se produira pas d'une façon aussi simple, aussi nécessaire et par suite aussi facile à décrire par avance que l'avait supposé Marx. « Les mythes sont nécessaires pour exposer d'une manière exacte les conclusions d'une philosophie sociale qui ne veut pas se tromper elle-même et *ne veut pas prendre* pour de la science ce qui n'en est pas... » Et le 9 mai 1918, Sorel ajoutera : « Je ne crois pas que Marx soit jamais parvenu à l'idée qu'il existe une évolution prolétarienne aussi créatrice et aussi imprévisible que l'évolution darwinienne... Bergson occupe enfin la place qui est due à son génie ». Celle que lui donnait Sorel, depuis le jour où il avait suivi les cours publics du Collège de France, depuis le jour où, selon l'amusante expression de René Johannet, « le monstre avait trouvé son Orphée ».

Dans cette préface de janvier 1914, l'accent est mis par Sorel sur Proudhon et sur Pascal. A propos de Proudhon, Sorel fait l'éloge de l'ascétisme des « maîtres de la vie spirituelle ». « La peur de la pauvreté qui règne dans les classes cultivées est, sans contredit, la pire des maladies morales dont souffre

notre civilisation contemporaine. » « Peu de personnes consentent à voir que Proudhon a été le plus grand philosophe français du XIXe siècle... » Sorel rappelle son témoignage en faveur de l'utilité de l'ascétisme (lettre du 24 mai 1860) : « Il faut travailler à réaliser en nous-mêmes notre idéal, sans quoi la vie est une dégringolade continue... »

Et voici Pascal dont l'influence apparaît comme un contrepoison à l'indigence intellectuelle de certains courants français. Sorel exalte Pascal : « En disant que le génie de Pascal triomphe de nos jours, on marque au moyen d'une image psychologique plus clairement qu'on ne pourrait le faire par n'importe quelle dissertation abstraite la scission que nous voyons se produire entre les manières de penser qu'avait suivies le XIXe siècle, tyrannisé par le dogmatisme des scientistes, et les aspirations de la nouvelle génération... Je suis persuadé que, dans quinze à vingt ans, une nouvelle génération débarrassée, grâce au bergsonisme, des fantômes construits par les philosophes intellectualistes depuis Descartes, n'écoutera plus que les hommes capables de lui expliquer la Théorie du Mal; alors on entendra les étudiants crier à leurs maîtres : *Parlez-nous de Pascal !* ».

La Théorie du Mal... Le Mal ? La guerre n'en est-elle pas la preuve évidente et l'incarnation ? En octobre 1919, à une réédition de l'*Introduction à l'Economie moderne,* Sorel voulut ajouter un appendice : « L'humanité contre la douleur », étude qui s'achève sur cette phrase : « Faire jouer au travail manuel, dans les luttes de l'humanité contre la douleur, un rôle qui, grâce à cette marche de la production vers l'art, lui permettra d'être le moyen par excellence que l'humanité emploiera contre la douleur : voilà le grand problème de l'économie actuelle ».

Pendant ces années 1914, 1915, 1916 et jusqu'à l'automne de 1917, Georges Sorel a trouvé la paix dans cette maison de Paul et Léona Delesalle qui fut pour lui la maison de l'amitié. Il leur écrit le 22 décembre 1917, « les bons amis ne m'oublieront jamais ». Pendant trois longues années, il se trouve dans un affreux désarroi moral : « Depuis longtemps, je me demande à quoi a pu servir tant de travail dépensé depuis trente ans par moi pour l'avancement du socialisme. Aujourd'hui, je me demande même si mon œuvre, en admettant qu'elle ait un peu d'efficacité, a été bonne ou mauvaise... Mes jugements sur mon œuvre sont modestes », et il va jusqu'à écrire : « Je me suis longtemps désolé à l'idée de penser que je ne pourrais écrire un

volume sur Proudhon; il vaut mieux que ce volume ne paraisse pas ».

A l'automne de 1917, un grand souffle traverse l'âme de Georges Sorel. Le réveil de son enthousiasme et de l'espérance est dû à la révolution d'octobre. Georges Sorel renaît. Il s'exalte en présence de l'étonnante figure de Lénine. Le 6 février 1918, Georges Sorel écrit à Delesalle : « Lénine est contraint par les événements à suivre une politique syndicaliste... » et le 6 mars 1918, après la démission de Trotzky : « Lénine est un ascète qui n'a rien changé, dans les grandeurs, à sa manière de vivre, tandis que Trotzky est un jouisseur qui est installé à sa nouvelle vie comme à un banquet ».

Le 10 juillet 1918, il écrit aux Delesalle : « Le socialisme pourra peut-être renaître si les amis de Lénine donnent au monde l'impression de leur force ». Le 1er août : « Je ne perds pas confiance dans l'avenir du bolchevisme; on annonce depuis longtemps qu'il est en train de s'effondrer et il dure toujours. Lénine semble être aussi incorruptible que Robespierre ». Le 18 août 1918, Georges Sorel remarque que « le principe du cinquième Congrès des Soviets ressemble à un des principes allemanistes ». Et le 26 août, « Lénine semble avoir l'étoffe du grand politique... Je suis persuadé que, si les bolcheviks peuvent durer assez longtemps, les problèmes sociaux seront désormais posés en termes nouveaux... Etant donné que le *socialisme* a fait presque complètement faillite, je me raccroche à l'espérance d'une *renaissance socialiste fondée sur l'activité des bolcheviks* ».

En 1911, dans la deuxième édition revue et augmentée des *Illusions du Progrès,* Georges Sorel, dans l'appendice, *Grandeur et Décadence,* avait écrit : « L'heure présente n'est pas favorable à l'idée de grandeur. En attendant les jours du réveil, les hommes avertis doivent travailler à s'éclairer, à discipliner leur esprit et à cultiver les forces les plus nobles de leur âme... » En dépit de ses déceptions, attendait-il donc les jours du réveil ?

Georges Sorel renaissait à l'espérance. Il préparait une troisième édition des *Illusions du Progrès,* revue et augmentée, et à laquelle il joignait un deuxième appendice sur « la Marche au Socialisme : renaissance du Socialisme sous l'Influence des Idées bolchevistes ». Sorel commente la lettre du 27 octobre 1860 dans laquelle Proudhon écrivait : « Nous ne verrons pas l'œuvre du nouvel âge, nous combattrons dans la nuit ». « Il faut bien observer cependant qu'il existe un fait historique énorme qui est propre à relever les courages des révolutionnaires; partout les

travailleurs se sentent solidaires de la république des Soviets... L'exemple de la république des Soviets a pour effet de donner une confiance singulière aux partisans de l'intransigeance socialiste qui ont tant de peine à lutter contre les réformistes. » Et Sorel rapprochait notre époque de celle du christianisme naissant : « Aujourd'hui nous voyons que c'est grâce à ces prétendus insensés que le christianisme a pu devenir le maître du monde quand son heure est venue ».

*Un fait historique énorme qui est propre à relever les courages.* La venue de Lénine et sa révolution d'octobre ont relevé le courage de Sorel. Dès 1919 paraît une quatrième édition des *Réflexions sur la violence* : elle est accompagnée du *plaidoyer pour Lénine* par lequel Georges Sorel entend proclamer sa foi. La révolution russe lui semblait confirmer la définition donnée en 1910 dans les *Confessions* éditées à Rome. En 1919, Georges Sorel reprenait les *Confessions* dans les *Matériaux pour une Théorie du Prolétariat* : « Une révolution ne produit de changement profond, durable et glorieux que si elle s'accompagne d'une idéologie qui donne aux acteurs du drame la confiance dont ils ont besoin pour vaincre... et qui justifie plus tard la révolution qui devient ainsi *un triomphe de la raison* réalisé par l'histoire ».

Lénine est un maître de la destinée parce qu'il possède une quadruple puissance : la force politique (Sorel rapproche Lénine et Pierre le Grand); la force d'une idéologie; la force d'une légende déjà formée autour de Lénine ; la sobriété du langage et la force du caractère. Ce sont ces quatre aspects de la puissance que possède Lénine et que Sorel dégage dans son article paru dans la *Revue communiste* de janvier 1921.

Georges Sorel est hanté par le culte des *héros* : « Saluons les révolutionnaires comme les Grecs saluaient les héros spartiates qui défendirent les Thermopyles. » La grandeur de Lénine est d'être un héros, Sorel ne craint pas de dire un saint, en empruntant à Gorki cette expression.

A travers la correspondance de cette époque, le 19 mai 1920 : « Midol et ses amis ont commis une grande faute en ne tirant pas la conclusion pratique des grèves à Paris; dans diverses usines métallurgiques les ouvriers ont cru qu'ils devaient suivre les cheminots », et le 15 août 1920 : « Je commence à croire, comme vous, qu'on marche à la Troisième Internationale, les efforts de Millerand pour déchaîner la guerre contre les Soviets y ont beaucoup servi... »

En 1920, Georges Sorel constate que « les bolcheviks tiennent

tête à l'Europe dans des conditions beaucoup plus difficiles que celles où s'est trouvée notre Convention... » Et, « même s'ils pouvaient finir à succomber à la longue sous les coups des mercenaires engagés par les ploutocrates de l'Entente, l'idéologie de la nouvelle forme d'Etat prolétarien ne périra pas ».

Le 20 août 1920, Georges Sorel parle à Delesalle de l'édition des *Matériaux pour une Théorie du Prolétariat,* ouvrage imprimé en 1918, mais dont l'avant-propos est daté de juillet 1914 : « J'ai ajouté aux *Matériaux* un chapitre relatif à des opinions de Proudhon. Je crois que ce chapitre sera aussi scandaleux que le *Plaidoyer pour Lénine* ». Georges Sorel s'irrite de la lenteur que les ouvriers imprimeurs (volontairement ou non ?) mettent à la réédition de la quatrième édition des *Illusions du Progrès,* revue et augmentée par un appendice sur la *Marche au Socialisme* (septembre 1920) dans laquelle il parle de la renaissance du socialisme sous l'influence des idées bolchevistes et affirme la *légitimité historique* du bolchevisme.

Les relations entre Georges Sorel et Henri Bergson se poursuivent ininterrompues. Georges Sorel avait été intéressé — cas exceptionnel dans l'existence de Sorel — par la réception et le discours académique de Bergson; il avait adressé à celui-ci *De l'utilité du pragmatisme,* édité en 1921 et les articles publiés par lui dans la *Revue communiste* en janvier et en avril 1921. Le 12 juillet 1921, il note qu'Henri Bergson lui a écrit qu'il avait lu avec beaucoup d'intérêt son livre et l'article *Lénine d'après Gorki.* Cette lettre a donné à Sorel une si grande joie que, le 13 juillet 1921, Georges Sorel envoie à Paul Delesalle une copie qu'il a faite d'une lettre de Bergson reçue le matin et qui contient cette opinion : « Je voulais, avant de vous écrire, vous lire de nouveau et de près à tête reposée. Vous faites ici, si je ne me trompe, l'application d'une idée qui n'était qu'indiquée dans vos précédents ouvrages. Vous donnez au critérium pragmatiste une précision et une universalité qu'on ne lui avait pas donné encore ».

Le 7 juillet 1921, Georges Sorel écrit à Paul Delesalle que Raoul Labry est obligé d'éditer lui-même et de vendre chez lui la brochure où il racontait les impressions de son séjour en Russie : « *Le bolchevisme est devenu la pierre de touche du socialisme* ».

Dans l'hommage à Proudhon publié par *la Ronda* en novembre 1921, Sorel écrit : « La certitude dont Proudhon signalait si bien l'importance pour l'avenir du socialisme est aujourd'hui

acquise pour le peuple d'une façon autrement solide qu'elle ne pouvait l'être par l'action plus ou moins directe d'un livre; elle résulte du spectacle que nous offre la république des Soviets. Le sentiment du *sublime* qui ne meurt jamais dans l'âme populaire, ému par le récit des sacrifices prodigieux consentis par les bolcheviks, consacre la certitude du socialisme, déjà admise par l'intelligence ».

Dans la dédicace des *Matériaux d'une Théorie du Prolétariat,* Georges Sorel affirme sa fidélité à lui-même : « Que mes chers camarades Paul et Léona Delesalle acceptent l'hommage de ce livre écrit par un vieillard qui s'obstine à demeurer, comme l'avait fait Proudhon, un serviteur désintéressé du prolétariat ».

Imaginons cette certitude reconquise sous la forme d'une image. Après une longue journée d'hiver et une marche à travers une forêt dépouillée de feuilles, Georges Sorel retrouve la maison de son espoir pour y méditer un dernier instant auprès d'un foyer alimenté par d'énormes bûches. Le caractère de Lénine a été pour lui une raison de revivre, si, pour un homme tel que Sorel, vivre c'est espérer par delà la vie. Dans la *Revue communiste* de janvier 1921, il citera cette phrase de Gorki : « Sa vie privée est telle qu'à une époque de grande foi religieuse, on aurait considéré Lénine comme un saint ». Georges Sorel aime que Lénine ait le goût de la vie tempérante, qu'il vive aussi simplement et aussi modestement au Kremlin que lorsqu'il était émigré à Paris : « Je crois, écrit Sorel, que l'ascétisme a toujours désigné les saints au peuple, à l'époque où l'Eglise se bornait à homologuer, en matière de sainteté, les décisions populaires... Aux yeux de Gorki il n'existe aucune différence essentiellement entre les prédicateurs de la foi chrétienne, qui ont notifié leur témoignage par leur martyre, et les révolutionnaires qui font preuve d'un dévouement désintéressé, intrépide, aux intérêts du peuple, de la liberté et de la vérité ». Enfin, Georges Sorel admire Lénine parce qu'il n'est ni discoureur ni démagogue et qu'il n'a pas besoin de recourir aux bavardages classiques pour exprimer les pensées les plus hardies : « Il parle en termes extrêmement simples avec une langue de fer, avec la logique d'une hache; mais, dans ses rudes paroles, je n'ai jamais entendu de démagogie grossière ni aucune recherche banale de la belle phrase. Il parle toujours de la même chose : de la nécessité de supprimer jusqu'à la racine d'inégalité sociale des hommes et des moyens d'y parvenir. Cette antique vérité retentit sur ses lèvres avec un son âpre, implacable; on sent tou-

jours qu'il croit inébranlablement; on sait combien est calme sa foi... »

Quel apaisement nous révèlent ces paroles ! En septembre 1921, dans la troisième édition des *Illusions du Progrès,* Sorel affirme la renaissance du socialisme sous l'influence des idées bolchevistes. Après tant d'années de décevantes attentes, cette espérance le conduit à écrire, en s'inspirant du portrait de Lénine par Gorki : « Car je crois qu'il faut prendre à la lettre ce que Gorki nous dit du principal instaurateur de la révolution russe : Il y a dans ce pays une force lumineuse animée d'une grande pensée, inspirée par le rêve éblouissant d'un royaume de justice, de liberté et de beauté... Sur la fin de sa vie, Renan se demandait ce qu'il arriverait le jour où le socialisme, après avoir longtemps cheminé sous terre, réclamerait sa place au soleil. Ce jour est venu et le socialisme qui semblait à beaucoup de critiques savants incapable de diriger la pensée des masses, est aujourd'hui, grâce au bolchevisme, devenu un des facteurs principaux du mouvement historique actuel ».

Dans une lettre du 7 juillet 1921, à Paul Delesalle, faisant allusion à un de leurs amis devenu hésitant « parce qu'il comprend parfaitement que le syndicalisme était une pente glissante allant au bolchevisme », Georges Sorel est *scandalisé* de ce regret en lequel il croit voir presque un remords : « Il se demande s'il n'est pas coupable d'avoir apporté du fagot à l'incendie qui dévore le monde ».

Ainsi, de la Révolution, Georges Sorel a cru voir poindre les premiers rayons, parce qu'il faisait confiance à l'héroïsme incarné par le compagnons de Lénine, entraînés par le saint authentique que celui-ci était à ses yeux. Cette confiance, cette « certitude » ont éclairé les dernières heures de sa vie.

# TABLE DES MATIÈRES

Chapitre Premier

CHAPITRE II

ENFANCE ET JEUNESSE,

## Chapitre III

## Chapitre IV

## Chapitre V

## BANQUE DU PEUPLE ET PROJET D'EXPOSITION PERPÉTUELLE,

## Chapitre VI

Chapitre VII

## Chapitre VIII

EN EXIL : LA GUERRE ET LA PAIX,

## Chapitre IX

## Chapitre X



---

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE MODERNE, 177, AVENUE PIERRE-BROSSOLETTE, A MONTROUGE (SEINE), LE SIX FÉVRIER MIL NEUF CENT QUARANTE-HUIT.

(C. O. : 31.2348)

Dépôt légal : 1er trimestre 1948
N° d'édition : 1091 — N° d'impression : 753

Imprimé en France



## « LEURS FIGURES »

(Extrait du Catalogue)

ANTIQUITÉ

PÉRICLÈS
par MARIE DELCOURT
TIBÈRE
par GRÉGORIO MARANON

★

XIVe SIÈCLE

HÉLOISE
par ENID MC LEOD

★

XVe SIÈCLE

ÉRASME
par ALBERT MAISON
CHARLES VII ET SON MYSTÈRE
par PHILIPPE ERLANGER

★

XVIe SIÈCLE

PARACELSE, LE MÉDECIN MAUDIT
par le Dr RENÉ ALLENDY
HENRI III
par PHILIPPE ERLANGER
LUTHER
par DMITRI MÉREJKOWSKY
CALVIN
par DMITRI MÉREJKOWSKY
MACHIAVEL
par AUGUSTIN RENAUDET
LÉONARD DE VINCI
par ANTONINA VALLENTIN

★

XVIIe SIÈCLE

MOLIÈRE
par PIERRE BRISSON
DUGUAY TROUIN
par le Lt-Cl HENRY CARRÉ
ANNE-GENEVIÈVE de BOURBON
Duchesse de LONGUEVILLE
par J. DEBU-BRIDEL
L'ÉMINENCE GRISE
par Mgr GRENTE
JEAN-BART
par HENRY LE MARQUAND
RACINE
par THIERRY MAULNIER

★

XVIIIe SIÈCLE

LAVOISIER
par MAURICE DAUMAS
LE RÉGENT
par PHILIPPE ERLANGER
LE GRAND FRÉDÉRIC
par WERNER HEGEMANN
D'HOLBACH
par PIERRE NAVILLE
GLUCK
par PAUL LANDORMY
POTEMKINE
par GEORGES SOLOVEYTCHICK
PIERRE LE GRAND
par ALEXIS TOLSTOI
ROBESPIERRE
par GÉRARD WALTER

★

XIXe SIÈCLE

SCHUMANN
par ALFRED COLLING
VIE D'ALPHONSE DAUDET
par LUCIEN DAUDET
ARAGO
par MAURICE DAUMAS
PROUDHON
par ÉDOUARD DOLLÉANS
LE GÉNÉRAL BARON LEJEUNE
par FERNAND FLEURET
VIE DE CONRAD
par G. JEAN-AUBRY
SCHUBERT
par PAUL LANDORMY
GOUNOD
par PAUL LANDORMY
JUNOT, dit LA TEMPÊTE
par J. LUCAS-DUBRETON
CHATEAUBRIAND
ou l'Obsession de la pureté
par LOUIS MARTIN-CHAUFFIER
LA VIE DE DISRAËLI
par ANDRÉ MAUROIS
VIE DE MALLARMÉ
par le Prof. HENRI MONDOR
DUPUYTREN
par le Prof. HENRI MONDOR
ROBERT SCHUMANN
par EUGÉNIE SCHUMANN
RICHARD COBDEN
par CHARLES TAQUEY
GUSTAVE FLAUBERT
par ALBERT THIBAUDET
HENRI HEINE
par ANTONINA VALLENTIN

★

XXe SIÈCLE

MADAME CURIE
par EVE CURIE
PORTRAIT DE M. POUGET
par JEAN GUITTON
JEAN CHARCOT
par MARTHE OULIÉ
CLAUDE DEBUSSY
par RENÉ PETER
GANDHI
par SOUMYENDRANATH TAGORE